

186

A8

V. 4-6



N É G O C I A T I O N S

D E M O N S I E U R

LE COMTE D'AVAUX

E N . H O L L A N D E ,

Depuis 1684 , jufqu'en 1688.

ON a vû par l'extrait de mes Lettres les différens partis qui ont agité les Etats - Généraux , depuis la Paix de Nimegue , jufqu'à la conclufion de la Treve ; l'application du Prince d'Orange à fufciter au Roi de nouvelles affaires , & de nouveaux ennemis : fon foin à profiter de toutes les occafions d'engager les Etats-Généraux dans des intérêts contraires à la France ; les détours qu'il a pris pour faire croire que fes démarches n'etoient faites que dans la vûe du bien public ; les moyens dont on s'eft fervi pour defabufer les Republicains de Hollande , & pour les porter à maintenir leur liberté & leurs droits : enforte que leur parti a prévalu fur celui du Prince d'Orange , & que ce Prince s'eft vû forcé à donner à connoître fi clairement fes deffeins , que la plus grande partie de la République s'eft réunie contre lui , & trois Provinces ont été fur le point de fe détacher des quatre autres , pour conclurre féparément un Traité que toute la République a été enfin obligée de figner.

VOILA ce qui s'eft paffé dans les Etats - Généraux , à l'égard de la France. Pour ce qui eft de l'Angleterre , on a vû le deffein que le Prince d'Orange a formé , depuis l'année 1679 , d'ufurper cette Couronne fur fon beau-pere , & de fe faire déclarer Régent du vivant du Roi Charles fon oncle , &

la négligence que le feu Roi d'Angleterre a eue là-dessus.

ON doit être surpris, quand on a lu dans ces extraits de Lettres jusqu'à quel point les Républicains se sont commis dans la conclusion de la Treve contre le Prince d'Orange, de savoir que la République est réunie à cette heure, & soumise à ce Prince: qu'elle s'est détachée de la France, & attachée à l'Angleterre contre ses propres intérêts, & qu'elle travaille elle-même aux fers dont elle est enchaînée, puisqu'il est certain que les Républicains s'étoient déclarés si ouvertement contre le Prince d'Orange, qu'on auroit pu aisément maintenir un parti contre lui dans la République.

ON va voir comment un changement si extraordinaire est arrivé: on trouvera que Van-Buning qui s'étoit toujours opposé, & dans les choses essentielles, & dans celles de moindre conséquence à tout ce qui pouvoit causer un plus grand éloignement entre le Prince d'Orange & Messieurs d'Amsterdam, empêcha après la signature de la Treve que la Ville d'Amsterdam ne fût uniforme dans ses sentimens. Cette division, qu'il fit naître dans le Conseil de cette Ville, commença à ruiner les desseins qui avoient été projetés par Messieurs d'Amsterdam, conjointement avec les Provinces de Frise & de Groningue, & fit perdre les premiers momens qui auroient été favorables pour chasser le Pensionnaire Fagel du Gouvernement, & abaisser l'autorité du Prince d'Orange. Cette division donna aussi lieu au Prince d'Orange de détacher de Messieurs d'Amsterdam le Prince de Nassau, Prince très-foible & très-peu éclairé. D'ailleurs, comme il falloit un consentement unanime de la Province de Hollande, pour exécuter ce que les Régens d'Amsterdam souhaitoient, le Prince d'Orange trouva moyen de gagner quelques Villes, & d'empêcher cette uniformité de voix. Comme la plus grande partie de ceux qui s'étoient opposé à lui, lors de la conclusion de la Treve, ne l'avoient fait que par l'apprehension de la

guerre, & qu'ils n'avoient plus cette même crainte, il n'est pas surprenant, s'ils n'agissoient pas avec la même chaleur, & s'ils se rallentirent d'eux-mêmes. On verra que le Prince d'Orange profita parfaitement bien de leurs irrésolutions & de leurs foiblesses, & que de toutes les entreprises qu'ils firent contre lui, il n'y en eut pas une qui fut soutenue avec vigueur, ni suivie avec application; au lieu que tout ce qu'il entreprit pour détruire leurs privilèges, & opprimer leur liberté, fut toujours poussé à l'extrémité avec toute l'ardeur possible.

AINSI le premier mal vint du dedans de la République: mais, ce mal étoit médiocre; cela n'aboutissoit qu'à des démêlés domestiques, dans lesquels à la vérité le parti Républicain succomboit souvent; mais il ne laissoit pas de se maintenir: & s'il n'avoit été accablé par tout ce qui arriva au-dehors, les entreprises du Prince d'Orange n'auroient servi qu'à élever un parti contre lui, qui étant puissant & irrité, auroit favorisé les desseins de la France, si la France étoit entrée dans les intérêts de la République.

MAIS dans le tems que Messieurs d'Amsterdam se soutenoient avec vigueur, qu'ils avoient de leur autorité fait casser les nouvelles levées de onze mille hommes, & qu'ils demandoient opiniâtrément une seconde réforme de quinze mille autres; ce qui arriva aux Religioneux en France fit surseoir leurs poursuites, & donna un grand avantage au Prince d'Orange: néanmoins, ils se releverent de cet abattement, & on auroit pû s'assurer que si les affaires de la Religion, joint à leur peu de Résolution, les avoient mis hors d'état de forcer le Prince d'Orange à entrer dans leurs sentimens, elles ne les avoient pas réduits à suivre les siens, & encore moins à se soumettre à lui. Mais, lorsqu'on les inquiéta dans leur commerce; qu'on défendit l'entrée des harengs frais en France, & qu'on empêcha, contre la teneur des Traités, le débit de leurs Draps, qu'ils n'eurent permission, ni de vendre, ni de retirer hors du Ro-

yaume, ils perdirent leur crédit, & la confiance que les peuples avoient en eux : de sorte que se voyant incapables de rien faire pour la France, ni en état de se maintenir eux-mêmes, & que tous les Marchands les avoient abandonnés, les uns & les autres se soumirent au Prince d'Orange, pour n'être pas emportés par le torrent. Il y avoit encore moyen de les empêcher de se perdre entièrement, & le seul consentement du Roi de leur laisser faire leur commerce en France à leur ordinaire, qui apportoit douze millions tous les ans en espee à la France, auroit remis le calme dans les esprits, & les auroit fait vivre en Paix avec la France : mais la guerre qu'on leur a déclarée en forme, & qui embrâse toute l'Europe, ne les a pas laissés dans la liberté de n'être pas ennemis du Roi.

POUR ce qui regarde l'Angleterre, on verra le Roi d'Angleterre d'à présent travailler avec application à sa propre ruine : on le verra se livrer entièrement au Prince d'Orange, après tout ce qu'il avoit sù de ses desseins, & faire de nouveaux Traités avec les Etats-Généraux ; abandonner les intérêts du Roi, qui seul pouvoit le maintenir dans les vûes qu'il avoit pour la Religion Catholique ; faire confidence aux Etats-Généraux de la Résolution qu'il avoit prise de ne point avoir de liaison avec le Roi, de ne point faire d'alliance avec lui. Enfin, si l'on a vû la négligence du Roi Charles son frere, sur les entreprises du Prince d'Orange, on verra l'étrange aveuglement de celui-ci.

IL est certain, comme je l'ai marqué dans la premiere Partie de ces Extraits, que le dessein de Messieurs d'Amsterdam, lorsqu'ils conclurent la Treve, étoit de perdre entièrement le Pensionnaire Fagel, & de diminuer tellement l'autorité du Prince d'Orange, qu'elle ne pût plus leur être domma-geable. Pour cela, ils avoient résolu, aussitôt que la Treve seroit signée, de refuser de consentir à la continuation de la recrue de dix mille cinq cents hommes qu'on avoit fait deux ans auparavant, de

faire examiner dans l'Assemblée des Etats de Hollande, quel étoit le pouvoir de leur Gouverneur, quel étoit celui de leur Capitaine Général, & quel étoit celui du Pensionnaire de Hollande. Ils vouloient, par la discussion des droits attachés à ces Charges, ôter au Prince d'Orange le pouvoir qu'il avoit usurpé de faire marcher les troupes des Etats-Généraux dans toute l'étendue de leur domination; de casser les Officiers selon son bon plaisir; & de donner toutes les Charges de l'Armée.

ILs vouloient rétablir le Gouvernement des Provinces de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel, qui, n'ayant pas été remis sur l'ancien pie depuis la Paix de Nimegue, avoit rendu le Prince d'Orange absolu dans ces trois Provinces, où il nommoit généralement tous ceux qui entroient dans le Gouvernement. Pour entendre ceci, il faut savoir que quand les troupes du Roi se furent retirées des Provinces de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel, les Etats-Généraux, considérant que dans un tems de troubles, il étoit difficile de procéder dans les formes ordinaires à la nomination de ceux qui devoient gouverner ces Provinces, ils donnerent commission au Prince d'Orange d'y aller établir des Magistrats pour cette fois-là seulement, avec ordre de venir ensuite rendre compte de ce qu'il auroit fait. Le Prince d'Orange ne suivit pas l'intention des Etats, & régla tout dans ces trois Provinces à sa fantaisie : mais, on auroit passé par-dessus cela, s'il étoit venu informer les Etats de ce qu'il avoit fait, parce que finissant de cette sorte sa commission, ces Provinces auroient procédé les années suivantes, en la manière ordinaire, à l'élection des personnes qui devoient entrer dans leur Gouvernement. Mais, le Prince d'Orange n'en ayant point rendu compte aux Etats-Généraux, & s'étant de cette sorte perpétué pendant dix ans, le pouvoir qui ne lui avoit été donné que pour une fois seulement, les Etats de Frise voulurent remédier à ce désordre, en demandant

aux Etats-Généraux, que le Prince d'Orange eût à rendre compte de sa commission, afin qu'étant une fois finie, le Gouvernement de ces trois Provinces fût libre & indépendant de ce Prince.

ILs souhaitoient aussi de s'unir étroitement à Sa Majesté, dont la protection leur devenoit en quelque façon nécessaire pour se soutenir contre le Prince d'Orange : & après qu'ils auroient été assurés de l'amitié de Sa Majesté, par une alliance qu'ils vouloient faire, ils devoient encore casser quinze mille hommes, & n'en garder que vingt-cinq mille.

C'ÉTOIENT-LA de très-beaux desseins, & Messieurs d'Amsterdam, qui trouvoient leur conservation particulière dans le rétablissement de la liberté de la République, vouloient se mettre en état par la conclusion de ce Traité de les exécuter.

LE Pénionnaire Fagel en fut si alarmé, qu'il fit courir le bruit, qu'il vouloit se démettre de ses Emplois, parce que connoissant le naturel des Hollandois, qui est bon, il se persuada que l'espérance qu'ils auroient de sa démission, ralentiroit leurs desseins, qui s'évanoüiroient dans la suite.

LES Ministres Etrangers, qui étoient à la Haye, ne furent gueres moins inquiets ; il n'y en eut pas un, ni ami, ni ennemi, qui n'eut vû avec déplaisir que les Etats Généraux se fussent alliés avec S. M. & cette appréhension fit naître aux Envoyés d'Angleterre & de Brandebourg le dessein de raccommoder Messieurs d'Amsterdam avec le Prince d'Orange.

LE Roi, à qui je donnai avis de toutes ces choses avant la signature de la Treve, me manda que je fisse connoître aux Régens d'Amsterdam la satisfaction qu'il avoit de la sagesse & de la fermeté avec laquelle ils travailloient au rétablissement de la Paix, malgré les intrigues & les menaces de ceux qui vouloient opprimer leur liberté, & ruiner leur Commerce, par la continuation de la guerre ; que je les assurasse qu'ils pouvoient

faire pour toujours un fondement certain sur son amitié & sur sa protection; qu'il seroit bien aise même de leur en donner des preuves effectives en tout ce qu'ils pourroient raisonnablement désirer pour la facilité de leur Commerce.

J'AVOIS déjà donné ces assurances à Messieurs d'Amsterdam, avant que j'en eusse reçu les ordres: mais, je ne l'avois fait qu'avec beaucoup de retenue, de peur qu'ils ne me fissent quelque proposition, & qu'il ne découvrirent par-là qu'on ne vouloit pas faire pour l'avantage de leur commerce tout ce qu'ils s'étoient imaginés.

4 Juillet
1684.

CEPENDANT, la division s'augmenta considérablement après la signature de la Trêve dans les Etats-Généraux. Odick & Dickfeld, créatures du Prince d'Orange, & Députés des Provinces de Zélande & d'Utrecht, dont le premier étoit Président de semaine, refuserent de donner au Député de Frise la commission d'aller à Maestricht, qui est de quelque utilité, quoique ce fut son tour, disant qu'il n'étoit pas juste que la Province de Frise, qui avoit rappelé ses troupes sans la participation des autres Provinces, & contre les loix de l'union, reçut dorénavant aucune grace, ni aucun bienfait de l'union.

LE Sieur Dickfeld, se trouvant huit jours après Président des Etats-Généraux, renchérit sur ce que le Sieur Odick avoit fait; car il fit prendre, par les Députés des cinq Provinces, une Résolution qui portoit que les Etats-Généraux ne souffriroient pas que le Député de Frise allât à Maestricht, jusqu'à ce que cette Province eut cassé la Résolution qu'elle avoit prise de rappeler ses troupes.

LES Etats de la Province de Hollande rétracterent le consentement que leurs Députés aux Etats-Généraux avoient donné à cette exclusion des Députés de Frise: mais les Députés des quatre autres Provinces, Gueldres, Zélande, Utrecht, & Overissel, ne laisserent pas de former entr'eux

4 Juillet
1684.

quatre une Résolution contre la Province de Frise.

LE Prince d'Orange avoit continué durant tout le tems qu'il avoit été en Flandre , avant la signature de la Treve , de donner des marques de son amitié à M. de Montmouth , & chercha même à lui en donner des preuves éclatantes. Le Roi d'Angleterre avoit défendu à ses sujets , en quelque lieu qu'ils fussent , de donner à M. de Montmouth aucune marque de respect. Le Prince d'Orange au contraire ordonna , à toutes les troupes des États , de rendre les mêmes honneurs à M. de Montmouth , qu'elles rendoient au Comte de Waldeck , leur Général. Les Anglois qui reçurent ces ordres (aussi bien que les autres troupes) voulurent s'en tenir aux défenses qu'ils avoient du Roi leur Maître : mais le Prince d'Orange envoya querir les principaux d'entr'eux , & leur dit qu'il casseroit le premier qui manqueroit à traiter M. de Montmouth comme il l'avoit ordonné.

IL le pria d'aller après la signature de la Trêve chasser avec lui à Diren , & y invita Mylord Brandon , & beaucoup d'autres Anglois de la dernière conspiration. On ne pouvoit gueres outrager plus de gaieté de cœur , & sans aucune nécessité , le Roi d'Angleterre , & principalement M. le Duc d'Yorck.

CEPENDANT, les créatures du Prince d'Orange se remuoient fort pour faire en sorte que les Etats-Généraux s'employassent pour ses intérêts , & même on parla d'envoyer trois Députés , un en France , l'autre en Angleterre , & le troisième à Berlin ; & que si on ne pouvoit rien obtenir pour le Prince d'Orange , on le dédommageroit , en lui assignant tous les ans une somme considérable , à prendre sur l'état de guerre.

JE mandai au Roi, qu'il voyoit par-là deux choses : l'une , qu'on étoit persuadé à la Haye que le Prince d'Orange étoit vexé injustement ; l'autre , que bien qu'on fut prevenu de cette opinion , on ne vouloit pas néanmoins parler de ses intérêts avant que le Traité fut signé , pour

ne donner aucune occasion de le rompre, ni de le retarder; les Etats aimant mieux fournir de leur argent pour satisfaire le Prince d'Orange, que de se mettre au hazard de ne pas avoir la Paix. Le Pensionnaire Fagel, & le Sieur Dickfeld, inviterent le Sieur Hop de se charger de cette négociation auprès de Sa Majesté. Ils vouloient sans doute faire voir à tous les Princes de l'Europe, par l'envoi du Pensionnaire d'Amsterdam, combien cette Ville prenoit à cœur les intérêts du Prince d'Orange, malgré tout ce qui s'étoit passé. Le Sieur Hop témoigna, que si on vouloit l'envoyer en France, pour y ménager une plus étroite alliance, & lui ordonner de parler en même tems des intérêts du Prince d'Orange, il le feroit très-volontiers; que sans cela il ne croyoit pas devoir se charger uniquement des intérêts du Prince d'Orange, n'y ayant nulle apparence d'y réussir.

IL arriva dans ce tems-là deux incidens de la part de l'Electeur de Cologne, qui nous auroient fait de la peine, si on n'y avoit donné ordre. Le premier fut le bruit, qui se répandit, que cet Electeur vouloit rétablir par la force son autorité dans Liège, & y envoyer des troupes pour y bâtir une Citadelle. C'étoit à la vérité une chose à laquelle, si on le prenoit à la rigueur, personne ne pourroit trouver à redire, mais qui auroit donné de grands ombrages si on l'avoit voulu exécuter avant la conclusion de la Treve, & dans le tems que les troupes du Roi n'étoient pas encore retirées des Pays-Bas Espagnols.

L'AUTRE fut l'ordre que M. l'Electeur de Cologne donna à son Ministre à la Haye, d'y proposer une Alliance défensive, & qui me parut fort à contre-tems. Je mandai au Roi, que cela seroit naître des propositions d'alliances qui pourroient faire prendre des mesures pour empêcher qu'il ne s'en fit point du tout; outre cela, qu'on n'accepteroit jamais l'alliance de Cologne tant que le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel pourroient l'empê-

cher ; qu'ainfi il falloit voir auparavant de quelle maniere les chofes feroient réglées au-dedans de la République ; que fi on réduifoit le Prince d'Orange fur le pié où il devoit être , on viendroit aifément à bout de faire cette alliance , & d'en faire une avec Sa Majefté ; mais que fi Meflieurs d'Amfterdam fe contentoient de ce qu'ils avoient fait , & que l'autorité du Prince d'Orange ne fût pas abaiffée , il ne falloit pas s'attendre que les Etats-Généraux priffent de plus étroites liaifons , ni avec Sa Majefté , ni avec aucun Prince qui fût fufpect au Prince d'Orange & au Penfionnaire Fagel.

La Lettre
du Roi , du
8 Juillet
1684.

LE Roi me manda , que les deffeins qu'avoient Meflieurs d'Amfterdam , dont je lui avois rendu compte dans un Mémoire particulier , s'accordoient fi bien à fes intérêts , que je ne pouvois apporter trop de foin & trop d'application à les faire réuffir ; que c'étoit dans cette vûe que je leur devois confirmer les affûrances que je leur avois déjà données de l'intention qu'il avoit de faciliter leur Commerce dans fon Royaume , en toutes les chofes qu'ils pouvoient raifonnablement défirer de S. M. mais que j'écouterois feulement ce qu'ils me repréfenteroient fur ce fujet , pour lui en rendre compte , & que j'attendrois qu'il m'eût plus particulièrement informé de ce qu'il jugeroit à propos de faire pour leur fatisfaction.

QUE je devois fur toutes chofes les fortifier dans la Réfolution de perdre entierement le Penfionnaire Fagel ; que c'étoit le premier pas qu'ils devoient faire , non feulement pour leur réputation , mais auffi pour donner un bon commencement au rétabliffement de leur liberté ; & que je ne leur devois laiffer aucun lieu de douter qu'elle ne leur donnât pour cela toute la protection dont ils auroient befoin.

QU'IL n'approuvoit pas moins la penfée qu'ils avoient de rétablir le Gouvernement des Provinces de Gueldres , d'Utrecht , & d'Overiffel , fur l'ancien pié ; & qu'il écouteroit volontiers toutes les propofitions qu'ils auroient à lui faire , tant pour

s'assurer de sa protection, par une plus étroite alliance, que pour diminuer le trop grand pouvoir qu'ils avoient laissé jusqu'à présent au Prince d'Orange, au préjudice de leur liberté.

QUE je pouvois même leur faire esperer que Sa Majesté pourroit bien, en leur considération, passer par-dessus les difficultés qui avoient arrêté jusqu'alors la réception de leur Ambassadeur.

LE Pensionnaire d'Amsterdam me vint trouver, ^{14 Juillet 1684.} pour me témoigner de la part de ses Maîtres l'extrême joie qu'ils avoient des assurances que je leur avois données de la bonne disposition du Roi pour favoriser leur commerce, & m'assura que cela avoit produit un très-bon effet dans le Conseil de Ville d'Amsterdam. Je me servis de cette occasion pour lui expliquer ce que j'avois ordre de lui dire par les Lettres dont S. M. m'avoit honoré le 29 Juin, & le 8 Juillet.

J'AUROIS bien souhaité d'avoir pû rendre quelque ^{18 Juillet 1684.} réponse à Messieurs d'Amsterdam, sur la priere qu'ils avoient faite à S. M. qu'on leur restituât la Cire prise sur un de leurs Vaisseaux: je leur fis dire, au défaut de cela, que S. M. se feroit informer de cette affaire, & que j'en aurois réponse au premier jour.

J'EUS l'honneur de mander au Roi, que les Villes ^{20 Juillet 1684.} de Hollande avoient ordre de délibérer s'il étoit à propos de continuer la levée de l'augmentation du dixieme de tous les impôts, qui avoit été établi deux ans auparavant, pour le payement de la recrue de dix mille cinq cens hommes. Je sus depuis, que la Ville d'Amsterdam, celle de Dort, & quelques autres des principales, avoient résolu de faire cesser cette imposition; qu'il y avoit grande apparence, qu'aussitôt qu'on en parleroit dans la Province de Hollande, elle en formeroit une résolution, & qu'elle casseroit en même tems la nouvelle levée.

LE Sieur Silvius alla à Diren. M. de Barillon me manda qu'il n'étoit chargé que d'un simple compliment du Roi d'Angleterre, en termes généraux.

Pour moi, j'étois persuadé, que quelque général que pût être un compliment, le Prince d'Orange s'en prévaudroit, soit en faisant courir le bruit par ses créatures qu'on le recherchoit, soit en se flattant lui-même que quoiqu'il fît, le Roi d'Angleterre reviendrait toujours à lui, ce qui ne pouvoit servir qu'à le rendre plus opiniâtre : d'ailleurs je trouvois qu'il étoit dangereux de charger d'un compliment un homme qui cherchoit à faire la cour au Prince d'Orange, & qui y mettoit toujours du sien.

Je découvris aussi, que le Roi d'Angleterre avoit écrit quelques mois auparavant une Lettre assez tendre au Prince d'Orange; qu'il lui mandoit, qu'il l'aimoit parce qu'il lui étoit si proche, & qu'il l'estimoit par son propre mérite, & par ses bonnes qualités; qu'il étoit fâché de le voir dans un si mauvais pas, & qu'il lui offroit de l'en tirer. Que le Prince d'Orange avoit répondu fort sechement au Roi d'Angleterre, qu'il ne savoit pas être en aucun danger, qu'ainsi il ne comprenoit pas pourquoi S. M. Britannique lui offroit de l'assistance.

20 Juillet
1684.

LE Sieur Hop me vint remercier de la part des Régens de sa Ville, de ce que je lui avois fait connoître que Sa Majesté étoit disposée à favoriser Messieurs d'Amsterdam dans leur Commerce, et tout ce qui ne seroit pas préjudiciable à ses sujets. Il me témoigna qu'ils avoient été sensiblement touchés de cette assurance, & qu'ils lui avoient donné ordre de savoir de moi quelles mesures on pourroit prendre pour leur faire ressentir les effets de la bonne volonté de S. M. Je lui dis, que c'étoit à moi à lui demander ce que Messieurs d'Amsterdam jugeoient à propos de faire pour cela, & que je me chargerois volontiers de rendre compte à Sa Majesté de ce qu'ils souhaiteroient. Je pris de là occasion de lui témoigner plus amplement sa bonne volonté pour la République, & pour Mrs d'Amsterdam en particulier, & tout ce que S. M.

m'avoit ordonné de leur faire savoir, & que j'ai marqué ci-dessus.

MAIS je lui demandai s'il ne croyoit pas (quand même Sa Majesté seroit résolue à accorder à Mrs. d'Amsterdam tout ce qu'ils souhaiteroient pour leur Commerce) qu'il fût mieux d'attendre que les choses fussent disposées en Hollande à faire une plus étroite alliance avec S. M. premièrement, parce que toutes les graces, que S. M. accorderoit avant cela à la République, ne seroient d'aucune utilité, & qu'on ne s'en souviendroit plus lorsqu'il seroit question de faire l'alliance; en second lieu, parce que tant de démonstrations extérieures de la bienveillance de S. M. ne seroient qu'ouvrir les yeux aux Etrangers qui étoient en Hollande, & aux Partisans du Prince d'Orange, qui chercheroient aussi tôt les moyens d'empêcher la conclusion de l'alliance, ce qu'ils feroient aisément, lorsque les mesures n'auroient pas encore été bien prises. Il fut entièrement de mon Avis, non seulement parce qu'il avoit envie d'être envoyé auprès de Sa Majesté; mais aussi parce qu'en effet les choses n'étoient pas encore disposées en Hollande à donner une pleine satisfaction à Sa Majesté. Il me parla là-dessus avec beaucoup plus de franchise qu'il n'avoit encore fait: il me dit qu'il étoit obligé de m'avouer, que les sentimens étoient partagés dans Amsterdam, & que Van-Buning, qui avoit la principale direction des affaires, étoit absolument contraire à l'alliance de la France. Il me confia, que cet homme n'avoit jamais voulu ajoûter soi à tout ce que j'avois fait insinuer avant la Trêve à quelques-uns des bien intentionnés, touchant les sentimens de Sa Majesté pour la paix, & qu'il avoit témoigné encore plus de défiance, lorsque j'avois parlé ouvertement à ceux du Gouvernement d'Amsterdam; que quand lui Hop en avoit fait le rapport, Van-Buning avoit dit que je leur manquerois de parole; que Sa Majesté les tromperoit; qu'on

ne vouloit que les diviser pour les perdre , & pour se rendre maître des Pays-Bas ; que ses raisonnemens étoient fondés sur des principes généraux de politique. Il disoit que Sa Majesté étoit un Conquérant , & qu'il n'étoit pas de la nature d'un Conquérant de s'arrêter au milieu de ses Conquêtes , sur-tout quand rien ne pouvoit s'opposer à ses desseins & à ses entreprises. Mais , je lui dis , que Van-Buning ne connoissoit pas Sa Majesté , & qu'Elle étoit autant au-dessus des autres Conquérans , que ces Conquérans étoient au-dessus du commun des hommes.

Je mandai cependant , que s'il n'y avoit que cet obstacle , & qu'il n'y eût rien à appréhender de la part du Prince d'Orange & du Pensionnaire Fagel , je ne m'en mettrois pas en peine ; de même que je n'aurois pas beaucoup appréhendé dans la situation où étoient les affaires , d'être traversé par le Prince d'Orange & par le Pensionnaire Fagel , si je n'avois pas à craindre Van-Buning , & ceux du Conseil d'Amsterdam , qui étoient de son parti ; mais que , quand ces deux obstacles se rencontroient ensemble , on avoit besoin d'un peu de tems & d'adresse pour les surmonter.

J'EN proposai les moyens au Sieur Hop , qui ne consistoient proprement que dans l'exécution des bien-intentionnés , dont j'avois eû l'honneur de rendre compte à Sa Majesté , & qu'Elle avoit fort approuvé. Je lui dis , que ceux qui souhaitoient l'alliance avec la France , n'en viendroient jamais à bout , & qu'ils ne pourroient non plus rien faire à l'avantage de la République tant qu'ils ne seroient pas les maîtres de leur Gouvernement , & qu'ils ne rétablissent pas la liberté qui devoit être dans les suffrages. Qu'il étoit nécessaire avant tout de remettre les choses sur le pié de l'ancien Gouvernement dans les Provinces de Gueldres , d'Utrecht , & d'Overissel ; qu'il falloit pareillement corriger les abus dans la Province de Hollande , &

surtout qu'il n'y alloit pas moins de la réputation de Messieurs d'Amsterdam, que de la liberté de la République, d'ôter le Pensionnaire Fagel du Gouvernement; qu'ils pouvoient s'assûrer qu'ils auroient pour cet effet toute la protection de Sa Majesté, dont ils auroient besoin.

QUE quand ils auroient ainsi rétabli leur Gouvernement, ce qu'ils pouvoient aisément faire, ils auroient les Provinces de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel, à leur dévotion; que celles de Frise & de Groningue étoient déjà dans leurs sentimens; qu'après cela, tout leur seroit aisé, qu'ils jouïroient d'une parfaite liberté & d'un plein repos, & que sans être traversés par le Prince d'Orange, ils pourroient s'appliquer entierement à faire fleurir leur Commerce.

JE lui parlai ensuite des prétentions du Prince d'Orange: je lui témoignai que je serois extrêmement fâché que quelqu'un des bien intentionnés allât solliciter ses intérêts auprès de Sa Majesté. Il me dit qu'il me donnoit sa parole que pas un de ceux qui avoient de bons sentimens ne se chargeroit d'aller à la Cour de Sa Majesté, uniquement pour le Prince d'Orange; mais que si les Etats-Généraux vouloient donner commission de renouveler les anciennes alliances, & de travailler à l'avantage du Commerce de la République, & qu'on y joignît en même tems la recommandation des intérêts du Prince d'Orange comme un accessoire, on prendroit volontiers un pareil emploi.

IL faut que je convienne, que les Etats-Généraux ne pouvoient s'empêcher de faire quelque démonstration en faveur du Prince d'Orange: je crois même que le Sieur Hop jugeoit bien que le Prince d'Orange, & le Pensionnaire Fagel, ne consentiroient jamais qu'on envoyât quelqu'un en France, seulement pour y renouer une plus étroite correspondance, & pour y avantager le Commerce. Ainsi, pour obtenir leur consentement, il falloit se char-

ger de parler des intérêts du Prince d'Orange ; & c'étoit beaucoup que les bien intentionnés eussent empêché qu'il n'eût eû l'honneur ni l'avantage qu'on eût rien stipulé en sa faveur dans le Traite, & qu'ils ne voulussent pas non plus aller parler pour lui à la Cour de Sa Majesté, à moins que le principal sujet de leurs Instructions ne regardât les intérêts de la République.

Cependant je lui témoignai, que la Commission dont il me parloit étoit fort délicate ; que celui qui en seroit chargé devoit aller en France avec cet esprit ; que c'étoit la République qui faisoit Alliance avec Sa Majesté, & non le Prince d'Orange ; qu'eux mêmes se perdroient les premiers, s'ils ne songeoient à s'unir tellement avec Sa Majesté, qu'ils demeuraissent toujours les Maîtres de l'exécution de leurs Traités. Que tant qu'ils laisseroient le Prince d'Orange dans le pouvoir où il étoit, il auroit beau avoir consenti à l'Alliance, il la romproit toutes les fois que ses intérêts, qui étoient bien différens de ceux de la République, exigeroient qu'il la rompît ; qu'ainsi Sa Majesté, ni les Républicains, ne seroient jamais assures de rien, & que dans deux ans on retomberoit de part & d'autre dans les mêmes défiances, & par conséquent dans le même état où l'on avoit été trois mois auparavant. Le Sieur Hop me parut entièrement persuadé de tout cela : & je ne doutai point que son envoi en France ne fût très-utile & très-avantageux.

JUSQUES-LA je ne lui avois rien dit de ce que S. M. m'avoit permis de faire aux bien intentionnés, touchant la réception de l'Ambassadeur que les Etats envoyeroient en France. Je pris occasion de lui en parler, mais d'une façon qui lui laissât croire que c'étoit sa considération particuliere qui attiroit cet honneur à la République, ne doutant pas que cela ne le gagnât entièrement : ainsi je lui dis, qu'autant que je pouvois juger par les Lettres de Sa Majesté, elle

elle étoit si fatigée de la conduite de certaines personnes de l'Etat, que s'ils étoient envoyés en France il pourroit bien arriver qu'elle passeroit en leur considération par-dessus les difficultés qui avoient arrêté jusqu'à cette heure la réception de M. de Staremberg. Il comprit ce que je lui voulois dire : mais, quoiqu'il me fît voir une extrême joie sur son visage, il ne me répondit que par une grande révérence.

COMME c'est dans l'Assemblée de Hollande, du ²¹ Juillet 1684, mois de Juillet, que l'on nomme des Commissaires pour affermer les droits d'imposition que paye cette Province, & que les baux doivent être faits incessamment, parce que les nouveaux Fermiers entrent en possession le 24 d'Août ; il falloit par conséquent régler dans cette Assemblée si l'on continueroit la levée d'un dixième d'augmentation, qu'on établit il y a deux ans sur toutes les impositions qui se levent dans la Province de Hollande, pour l'entretien de la levée de dix mille cinq cents hommes qui se fit alors. Il fut résolu, le 20 de Juillet, que l'on ne continueroit plus cette augmentation d'imposition. On ne fait pas de doute que lorsque cette Province se rassemblera au mois de Septembre, on ne soit obligé de casser la recrûe, puisqu'on aura retranché les moyens de la faire subsister. Je sai que les principaux membres de cette Province comptent cela comme une affaire qui ne peut manquer : ce sera dix mille cinq cents hommes retranchés de l'état de guerre.

Je mandai, que M. de Montmouth étoit depuis dix ²⁵ Juillet 1684, jours à Duren, que le Prince d'Orange ne s'étoit pas contenté de l'y régaler parfaitement bien, mais qu'il l'avoit fait recevoir à son passage à Nimegue avec des honneurs extraordinaires, & qu'il ne pouvoit lui avoir fait rendre que par une grande affectation ; car on ne fait aucun honneur dans les Villes de la République, ni aux Ambassadeurs qui y passent, ni aux autres personnes qui ont quelque caractère distingué.

LES créatures du Prince d'Orange recommencerent en ce temps-là à parler des intérêts de ce Prince, & remirent sur le tapis la proposition d'envoyer pour ce sujet auprès de Sa Majesté, en Angleterre, & à Berlin : on faisoit croire au peuple que ce Prince ne jouïssoit pas d'un sou de tout le bien qu'il avoit en France, & que c'étoit Sa Majesté qui le faisoit confisquer.

27 Juillet
1684.

ON n'attendra pas jusqu'à l'Assemblée du mois de Septembre pour parler de la réduction de la nouvelle recrûe de dix mille hommes ; on en doit faire la proposition cette semaine : mais je ne pense pas que cette affaire puisse être si-tôt décidée.

Je mandai au Roi, le 27 Juillet, que les Etats de Hollande se sépareroient deux jours après ; que je ne savois pas encore si avant ce tems-là ils prendroient une conclusion définitive pour la cassation de la recrûe de dix mille hommes, mais que je pouvois répondre à Sa Majesté, que c'étoit une chose qui seroit faite & exécutée, ou dans ce tems-là, ou dans six semaines, ceux d'Amsterdam s'étant déjà expliqués qu'ils tenoient à leur égard ces troupes pour cassées. Les principales Villes résolurent aussi dans leur Conseil de les casser, & quelques personnes ayant représenté dans l'Assemblée de Hollande, qu'il falloit favoriser l'Avis du Prince d'Orange, ceux d'Amsterdam répondirent, que ce seroit lui faire injure de lui commander son Avis, lorsqu'on étoit déterminé à faire le contraire de ce qu'il désiroit : d'autres dirent, qu'il falloit attendre jusqu'au mois de Septembre ; mais ceux d'Amsterdam représentèrent, qu'ils ne voyoient pas pourquoi la Province de Hollande continueroit encore deux mois cette dépense : & comme ils avoient déclaré formellement, qu'ils cassoient en particulier cette recrûe, & qu'ils n'en payeroient plus leur part, je mandois au Roi, que les autres Villes seroient obligées d'en faire de même, ou que si elles vouloient en continuer le paiement encore deux mois, c'étoit tout ce qu'elles pouvoient faire.

On n'avoit pas encore parlé dans la Province de Hollande des intérêts du Prince d'Orange : mais M. Odick , & quelques autres créatures du Prince , en firent bien du bruit dans les Etats - Généraux. J'en parlai à quelques personnes des mieux intentionnés , & je vois qu'on est fort mal instruit de ce qui regarde les terres que le Prince d'Orange possède sous la domination de V. M. L'on est principalement abusé sur ses biens de Luxembourg , car je me suis appercû que la principale difficulté consiste en ce raisonnement , dont le Pensionnaire Fagel a prevenu la plupart des esprits , que Luxembourg n'étant pas cédé incommutablement à V. M. le Prince d'Orange ne doit pas lui rendre foi & hommage des terres qu'il y possède.

La Résolution est prise dans Amsterdam , & dans les principales Villes de Hollande , de donner congé au Comte de Waldeck , & de le démettre de ses Charges : c'est une chose qui ne se peut exécuter que dans l'Assemblée de Hollande du mois de Novembre , lorsqu'on dressera l'état de guerre pour l'année prochaine.

Je vois que les principaux des bien intentionnés demeurent jusqu'à cette heure fermes dans le dessein d'ôter les Charges au Pensionnaire Fagel , mais je ne sais quand ils le mettront à exécution.

Le Roi me manda de détourner les Etats Généraux de faire de pressantes instances auprès de lui pour les intérêts du Prince d'Orange , & que comme il ne devoit espérer de Sa Majesté aucune grace , elle seroit bien aise qu'aucun des bien-intentionnés ne se chargeât de faire des demandes pour ce Prince.

Sa Majesté me manda , qu'elle informeroit l'Evêque de Strasbourg du bruit que je lui écrivais s'être répandu , que l'Electeur de Cologne vouloit rétablir par la voie des armes son autorité dans Liège , & y envoyer des Troupes pour y bâtir une Citadelle : mais que quoiqu'elle ne fût pas persuadée que ce Prince eût effectivement ce dessein ,

Lettre du
Roi , du 24
Juillet
1684.

néanmoins Elle écrivoit à l'Evêque de Strasbourg de ne rien obmettre pour l'en détourner, & qu'Elle lui en faisoit si bien connoître les inconvéniens, qu'Elle avoit sujet de se promettre qu'il changeroit de sentimens.

14 Août
1684.

Je mandai au Roi, qu'on m'avoit dit que l'Electeur de Cologne alloit demander aux Etats-Généraux la restitution des contributions qu'ils avoient levées dans le pays de Liège; que l'éclaircissement de cette affaire ne pouvoit être que fort défavantageux au Prince d'Orange, qui n'avoit rendu à l'Etat, de toutes les contributions qu'il avoit tirées pendant la dernière guerre, que cent cinquante mille florins; & l'on prétendoit qu'il avoit touché près de trois millions; qu'il seroit bon que les Ministres de Liège eussent ordre de pousser cette affaire avec vigueur, & qu'ils délivrassent aux Etats-Généraux le Mémoire des contributions levées dans le Pays de Liège; que cela serviroit de fondement pour en demander compte au Prince d'Orange; mais qu'il faudroit que le Mémoire fût exact & fidele.

QUELQUES personnes bien informées m'avoient assuré que l'Electeur de Brandebourg entroit fort dans le sentiment des Princes de la Maison de Luxembourg, & que le Duc d'Hanovre avoit trouvé moyen, soit par M. de Groot, soit par d'autres voies, de gagner absolument cet Electeur.

Lettre du
Roi, du 3
d'Août
1684.

LE Roi me manda, qu'il falloit attendre que la Ville d'Amsterdam lui fût proposer ce qu'elle desiroit pour l'avantage de son Commerce, soit par moi, soit par le Sieur Hop, en qualité d'Ambassadeur des Etats.

QU'IL avoit vu avec plaisir, par ma Lettre du 27, que les bien-intentionnés demeuroient ferme dans les Résolutions de diminuer l'autorité du Prince d'Orange, tant par la cassation de la recrue de dix mille hommes, que par la rétablissement de l'ancienne forme du Gouvernement dans les Provinces de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overyssel.

& la suppression des Charges du Prince de Waldeck. Qu'il étoit bon aussi de les fortifier dans la pensée de faire une plus étroite alliance avec Sa Majesté, & dans celle de perdre le Pensionnaire Fagel, comme le plus grand obstacle au dessein des bien intentionnés.

J'ALLAI à Amsterdam. Je ne fis pas ce Voyage ^{10 Août 1684.} sans consulter auparavant les Régens de cette Ville-là, qui avoient jugé, aussi-bien que moi, que cela étoit très-nécessaire pour rétablir entre nous un commerce public, & sans mystère, & pour donner lieu à tous les autres membres de l'Etat de me voir sans scrupule, ce qu'ils n'avoient osé faire, principalement depuis deux ou trois ans. Van-Buning me vint voir (aussitôt que je fus arrivé) comme premier Bourguemestre-Régent. M. Borel & le Sieur Hop y vinrent aussi. J'allai chez eux, & le lendemain ils me vinrent prendre par ordre des Magistrats, & me menerent dans des Yachts, voir les plus beaux endroits de la Ville & le Port, où ils avoient ordonné à tous les Vaisseaux & Bâtimens de mettre leurs Pavillons: ensuite ils me donnerent un grand repas, avec d'autres Bourguemestres & des principaux de la Ville. Tous ces Messieurs me témoignèrent une extrême reconnoissance des bontés de Sa Majesté, & une ferme Résolution de se conserver l'honneur de sa bienveillance.

Je mandai au Roi, qu'un des Bourguemestres des plus affectionnés à la France m'avoit assuré avant mon ^{17 Août 1684.} départ de la Haye, que je trouverois Van-Buning assez bien disposé pour l'Alliance de la France, mais qu'il ne m'avoit rien paru de semblable; qu'au contraire j'avois vû qu'il appréhendoit que j'en parlasse, & qu'il prenoit tous les devans pour me faire voir que ce n'étoit pas une chose qu'on dût proposer alors: qu'il m'avoit représenté, que Sa Majesté devoit être en sureté des Etats-Généraux; qu'ils n'avoient plus d'engagement avec l'Espagne après le Traité signé à la Haye; qu'ils ne se mettoient

pas non plus en peine des affaires de l'Empereur si Sa Majesté entroit en guerre sur ce qu'il ne vou droit pas accepter les propositions offertes à Ratis boune (cette assurance me fut généralement don née par tous les autres) & enfin que le Roi d'An gleterre n'apprendroit pas plutôt qu'on proposeroit à la Haye une Alliance, qu'il s'emploieroit forte ment pour l'empêcher, & qu'il savoit ce que S. M. B. lui avoit dit là-dessus. Comme je le vis dans ces dispositions, je pris le parti (après l'avoir loué sur le bon succès des affaires, car il aime fort à être flatté,) de lui dire que j'étois persuadé que la princi pale chose, à laquelle Messieurs d'Amsterdam se de voient appliquer, étoit de remettre la République sur le pied où elle devoit être, de rétablir le Gou vernement dans les Provinces de Gueldres, d'U trecht, & d'Overissel, & sur-tout d'exécuter le dessein qu'ils avoient pris de pousser à bout le Pen sionnaire Fagel. Comme toutes ces choses-là étoient de son gout, il m'en parla assez ouvertement, & ne s'éloigna pas de ce que je lui avois dit. Il me parut extraordinairement animé contre le Pension naire Fagel. Il s'ouvrit ensuite à moi, sur une chose qui lui faisoit de la peine. Il me dit, qu'il avoit reçu avis qu'on travailloit à l'accommodement du Prince d'Orange, & que Sa Majesté lui offroit de le ren dre plus puissant que jamais, s'il vouloit entrer dans ses intérêts. Je lui contai là-dessus ce que Marlot m'étoit venu dire, ce que j'en avois man dé à Sa Majesté, & la réponse dont Elle m'avoit honoré: il en fut extrêmement satisfait, & les Ré gens d'Amsterdam, à qui il rendit compte.

COMME j'allois plutôt pour rétablir une correspon dance publique entre Messieurs d'Amsterdam & moi, que pour leur parler d'aucune affaire; jeme conten tai, lorsque je vis d'autres personnes du Gouverne ment, de leur témoigner en général le gré que S. M. leur savoit de leur fermeté & de leur sage condui te, les bonnes dispositions où Elle étoit pour les sa-

voriser dans leur Commerce en tout ce qui ne porteroit point de préjudice à ses sujets, & autres choses semblables. Il n'y en eut que deux ou trois, avec qui j'étois plus familier, qui me parlerent d'eux-mêmes de l'Alliance qu'ils jugeoient nécessaire pour eux : leur intention étoit d'y travailler sérieusement. Pour moi je ne doutois pas, que s'ils chassoient le Pensionnaire Fagel, & rétablissent leur Gouvernement, cette affaire ne se fît d'elle-même ; aussi je ne leur témoignai avoir d'autre désir que de voir la République jouir de son ancienne liberté, sachant bien que le reste suivroit bien vite, & que sans cela il n'y avoit rien à faire.

Je parlai à Van-Buning des affaires du Prince d'Orange : je lui dis que j'étois extrêmement surpris qu'on abusât le peuple de Hollande, en lui faisant accroire que Sa Majesté avoit confisqué le bien de ce Prince, & qu'on voulût sous ce prétexte lui donner des dédommagemens. Je lui expliquai les raisons qui étoient contre les prétentions du Prince d'Orange : il en fut fort satisfait, & me dit qu'il faillait représenter tout cela aux Etats-Généraux, s'ils me venoient parler de cette affaire, & qu'il ne croyoit pas qu'on envoyât en France, si on étoit bien éclairci de la vérité, & qu'en ce cas il n'y auroit pas lieu non plus de donner des dédommagemens.

Je mandai, que ces Messieurs ne se mettoient guères en peine des affaires du Prince d'Orange ; mais, que les uns par bienfaisance, les autres pour ne paroître pas trop animés contre lui, pourroient se laisser aller à faire des instances en sa faveur, & peut-être à lui accorder trente mille francs par an de dédommagement, à moins qu'on ne leur fît voir l'injustice de ses plaintes ; & que comme il ne seroit point du tout à propos que ces Messieurs-là donnassent un dédommagement au Prince d'Orange ; premierement, parce que cela les feroit insensiblement entrer dans ses intérêts ; & en second lieu, parce que le peuple

jugeroit par-là que ce Prince souffriroit beaucoup, & que cela pourroit porter les esprits à leur rendre leur affection qui étoit bien diminuée, je ferois tout ce qui me seroit possible pour l'empêcher.

Le dessein de Messieurs d'Amsterdam est de faire une réforme de troupes dans le mois de Novembre, lorsqu'on fera l'état de guerre de l'année prochaine. Ils ne veulent conserver que vingt-huit mille hommes, tant Infanterie que Cavalerie, comme ils firent après la Paix de Munster.

Ils croient, que le Pensionnaire Fagel se démettra de sa Charge: il est vrai, qu'il en fait toutes les mines; mais je suis persuadé qu'il n'en fera rien, si on ne l'y contraint par force. Il dit, il y a huit ou dix jours, à un Bourguemestre d'Amsterdam, qu'il vouloit quitter sa Charge: celui-ci lui répondit, qu'il seroit très-bien, & que s'il étoit en sa place il en seroit autant. Le Pensionnaire Fagel demeura tout court à cette réponse, car il ne s'y attendoit pas, & il croyoit que l'autre l'inviteroit à demeurer dans le Gouvernement.

J'ai témoigné à ces Messieurs, qu'il y alloit, & de leur réputation, & de leur sûreté, de lui faire faire son procès, après qu'il les avoit voulu faire passer dans toute l'Europe pour traitres à leur Patrie. Je leur ai même fait connoître que Votre Majesté ne pourroit prendre confiance en eux tant que le Pensionnaire Fagel demeureroit dans le poste qu'il occupoit; qu'eux ne pourroient répondre de l'exécution des Traités qu'ils feroient. Qu'ils voyoient que dans le tems qu'il avoit tout à apprehender, il venoit de dresser une Résolution des Etats sur l'inclusion de Gènes, contre la teneur de leur Traité; que s'ils laissoient passer cette conjoncture, qui leur étoit si favorable, il ne perdrait pas celles qui se rencontreront dans la suite de rejeter la République dans de nouveaux embarras, & qu'avant qu'il fût deux ans ils se trouveroient à l'égard de V. M. au même état où ils ont été depuis

quelque tems, & dont ils ont eu tant de peine à se tirer.

Je me suis servi, pour les persuader encore davantage, d'un Avis très-secret, mais très-sûr, que je venois de recevoir, qui est que l'Envoyé d'Hanover qui est ici, ayant reçu ordre de son Maître de se retirer, lui a écrit pour lui remontrer que le Traité qu'il a fait avec les Etats expirera dans un an, & qu'il seroit à propos d'en solliciter le renouvellement. Je leur ai fait voir que cette pensée de renouveler le Traité n'est pas venue du Duc d'Hanover, mais de son Ministre à la Haye. Que ce Ministre n'agit que par les ordres du Prince d'Orange, à qui il écrivoit régulièrement tous les jours à Loo, où il étoit; que l'on doit juger par là des intentions de ce Prince, puisqu'il est notoire que le Duc d'Hanover n'a aucune liaison avec la République, mais avec le seul Prince d'Orange. Que ce Traité n'est pas un Traité de Commerce qui demande naturellement à être renouvelé, mais un Traité qui a été fait pendant la guerre, & qui devoit plutôt cesser après la paix faite, qu'être renouvelé.

Je decouvris à mon retour d'Amsterdam, que ce qui avoit donné lieu à Van-Buning de croire que le Prince d'Orange alloit se raccommo-der avec le Roi, étoit qu'un nommé Silvius, qui étoit auprès de la Princesse d'Orange, avoit dit au Prince, qu'il avoit ordre du Roi d'Angleterre de lui témoigner que S. M. B. étoit persuadée que tout ce qu'il avoit fait étoit à très-bonne intention; & que comme le Roi d'Angleterre l'avoit aussi eue très-bonne de son côté, il falloit oublier le passé de part & d'autre, & qu'elle lui offroit en ce cas de le bien remettre auprès du Roi, & de lui faire avoir raison sur tout ce qu'il pouvoit prétendre en France: mais, quoique Silvius eût pressé par trois ou quatre différentes fois le Prince d'Orange de songer à ses véritables intérêts, & d'écouter ses propositions, le Prince d'Orange ne voulut jamais l'écouter.

J'APPRIIS, que l'Electeur de Cologne vouloit envoyer des Troupes à Liège, pour se rendre maître de cette Ville. Je mandai au Roi que cette marche ne feroit pas le mauvais effet qu'elle auroit fait avant l'échange des Ratifications ; & avant la retraite des Troupes du Roi des Pays-Bas Espagnols ; que cette prompte exécution de la part du Roi, du Traité signé à la Haye, avoit tellement rassuré les esprits, qu'ils n'avoient fait aucune attention à une grande Lettre du Prince d'Orange, par laquelle il leur avoit remontré la conséquence qu'il y avoit de ne pas souffrir que M. l'Electeur de Cologne réduisit la Ville de Liège par la force des armes ; il les avoit exhortés à s'entremettre pour terminer cette affaire à l'amiable.

QUE l'on s'attendoit que le Roi feroit attaquer les Espagnols en Catalogne & en Italie, & qu'il augmenteroit ses Propositions, puisqu'ils ne les avoient pas acceptées dans le tems ; & j'assurai Sa Majesté que les Etats-Généraux le verroient faire sans y prendre aucun part

ON délivre tous les mois dans la Province de Hollande des Ordonnances pour la dépense du mois. C'est le Conseil de la Province qui est assemblé toute l'année qui dresse ces Ordonnances : le Pensionnaire Fagel l'avoit induit à mettre dans les Ordonnances du mois d'Août le paiement de la recrûe de dix mille cinq cent hommes, parce que la Province de Hollande n'avoit pas pris de Résolution avant que de se séparer pour la cassation de cette recrûe : mais comme Mrs. d'Amsterdam avoient déclaré qu'ils la tenoient cassée à leur égard, & que plusieurs autres Villes étoient de ce sentiment : on fit déchirer ces Ordonnances des Conseillers Députés de Hollande, & on leur en fit refaire de nouvelles, dans lesquelles le paiement de cette nouvelle recrue n'étoit pas compris.

Lettre du
du Roi, 10
d'Août
1684.

LE Roi me manda, qu'il approuvoit la proposition que je faisois, de faire connoître aux Etats-Généraux à combien montoient les Contributions

que le Prince d'Orange avoit tirées du pays de Liège, & qu'il écrivoit pour cet effet à l'Evêque de Strasbourg & à M. Tambonneau. Cependant cette affaire ne fut pas poursuivie comme elle devoit l'être, & on manquoit à ces sortes de choses qui étoient essentielles, & par où on pouvoit le décréditer dans les Etats-Généraux, & le brouiller avec eux, dans le tems qu'on lui suscitoit des affaires qui ne lui faisoient nul tort dans la République, & qui au contraire portoient les Etats-Généraux à entrer dans ses intérêts.

SA Majesté me manda qu'Elle se feroit rendre compte au plutôt des raisons que les Marchands Hollandois pouvoient avoir pour prétendre le prix des marchandises qui avoient été vendues à Dunckerque.

Et qu'Elle vouloit bien que la République de Genes fut comprise dans la paix, si les Etats-Généraux le demandoient instamment.

MAIS je mandai au Roi, que je lui répondois que les Etats-Généraux ne souhaitoient autre chose de Sa Majesté, qu'une exacte exécution du Traité de Treve, & qu'ils ne prendroient aucune part au refus qu'Elle feroit d'admettre la République de Genes dans le Traité d'Espagne. 17 Août
1684.

QUE le Résident de Munster m'avoit appris, qu'on lui avoit envoyé l'état des Contributions que le Prince d'Orange avoit tirées pendant la dernière guerre sur le pays de Liège; qu'il montoit à deux millions trois cens mille livres; qu'un Bourguemestre d'Amsterdam avoit pressé extraordinairement ce Résident de faire imprimer ce Mémoire, ou de lui en donner copie; mais qu'il n'avoit voulu faire ni l'un ni l'autre. Que ces sortes de Ministres avoient toujours peur de déplaire au Prince d'Orange; qu'ainsi, il étoit à propos qu'il eut ordre de demander une Conférence aux Etats-Généraux pour entrer en matière, afin de terminer à l'amiable les différends qui étoient entre M. l'Electeur de Cologne & les Etats-Généraux, conformément au

Mémoire qu'il avoit présenté ; & comme la répétition des Contributions payées en faisoit un des principaux articles, il auroit sujet de délivrer dans cette Conférence un Mémoire de ces Contributions, & on seroit obligé d'en donner aussi-tôt des copies à tous les Membres de l'Etat. Si Votre Majesté jugeoit à propos, pour plus grande sûreté, qu'on ordonnât à ce Résident de me communiquer cet état lorsqu'il le délivrera aux Etats-Généraux, j'en ferois incessamment passer une copie dans le Conseil d'Amsterdam, sans même qu'on fût qu'elle vint de moi. Ces Messieurs ne le demandent pas avec tant d'empressement, sans avoir dessein d'en faire un bon usage. Il est constant que le Prince d'Orange en doit rendre compte aux Etats, & que depuis l'établissement de la République les Contributions sont toujours entrées dans les coffres de l'Etat. Cependant le Prince d'Orange n'a rendu aux Etats-Généraux que cent cinquante mille francs de toutes les Contributions qu'il a levées, tant dans le pays de Liège, que par-tout ailleurs.

SILVIUS fit des plaintes au Prince d'Orange de ce qu'il traitoit si bien M. de Montmouth. Le Prince d'Orange lui a répondu, que si le Roi d'Angleterre avoit bien voulu le faire avertir plutôt que cela lui déplairoit, il auroit vu ce qu'il auroit eu à faire ; mais que le Roi d'Angleterre ne lui en a rien fait dire qu'après qu'il étoit engagé à recevoir M. de Montmouth à Diren. Que Chudley, qui avoit ordre de lui parler sur ce sujet, & qui avoit une Lettre du Roi d'Angleterre, l'avoit gardée dans sa poche, & s'est excusé sur ce qu'il n'avoit osé quitter la Haye pour le venir trouver à Wilvorde : mais qu'à cette heure qu'il avoit reçu M. de Montmouth, il ne le pouvoit plus chasser, & qu'il continueroit à vivre avec lui comme il avoit fait jusqu'à présent. Silvius a encore dit, qu'il avoit donné à son retour d'Angleterre une Lettre de M. le Duc d'York à Madame la Princesse d'Orange, par laquelle le Duc d'York lui reproche qu'elle a

reçu le Duc de Montmouth; que Madame la Princesse d'Orange se mit à pleurer après l'avoir lûe; & lui dit, qu'elle n'étoit pas la maîtresse; & que puisque M. le Prince d'Orange le vouloit ainsi, il falloit bien qu'elle obéit. Elle a bien changé depuis ce tems-là.

SILVIUS avoit donc témoigné qu'il vouloit s'en retourner: mais, il a mandé depuis peu, qu'il a différé son départ, voyant que les affaires prenoient un meilleur train, & que M. le Duc d'Yorck & le Prince d'Orange s'étoient écrits depuis un mois deux fois la semaine.

Je fus informé avant hier au soir, par un homme fort de mes amis, qui le fait de Van-Buning même, qu'il y a un Traité fort secret entre la Suede & la Maison de Lunebourg sur différens intérêts, & entr'autres sur ceux du Duc d'Hollstein. Van-Buning a dit à cet homme, que c'étoit une chose si secreta, qu'il n'y avoit pas trois personnes dans la République qui le fussent; que c'étoit ce Traité-là qui empêchoit la Maison de Lunebourg d'entrer dans les Propositions du Roi de Danemark. Je donnai part de cet Avis à l'Ambassadeur de Danemarck à la Haye, & je le mandai à M. de Rebenac à Berlin, pour en faire tel usage qu'il jugeroit à propos.

LES Etats-Généraux me donnèrent en même tems en Flamand les pièces justificatives de cent mille écus que deux Vaisseaux François ont pris sur leurs Vaisseaux des Indes d'Occident, de la maniere que j'ai eu l'honneur de le mander à Votre Majesté: cette affaire leur tient fort au cœur, & je le sai des Bourguemestres d'Amsterdam, & des plus honnêtes gens qui ont intérêt à cette prise. Je leur témoignai, que Votre Majesté n'étoit pas informée de cette Affaire; que j'aurois l'honneur de lui en rendre compte; & qu'ils pouvoient s'assurer qu'Elle leur seroit rendre toute la justice qu'ils pouvoient raisonnablement désirer.

je vois, n'a pas envie de livrer aux Etats-Généraux l'état des Contributions levées. Il m'a dit à la vérité qu'il n'avoit point d'ordre là-dessus; qu'il appréhendoit même qu'on ne lui eût envoyé cet état sans l'avoir bien examiné; qu'il n'avoit pas reçu non plus les pieces justificatives de ces levées: ainsi, il seroit bon qu'il eût un ordre précis de délivrer ce Mémoire aux Etats-Généraux. Il m'a dit aussi que M. l'Electeur lui ordonnoit de faire entendre aux Etats, que si on vouloit lui quitter soixante & dix mille écus en principal, qui ont été touchés pour les ôtages de Zwol & de Deventer, il se rendroit fort facile sur le reste, c'est-à-dire, qu'il n'en demanderoit rien. Cela me surprend, car les soixante & dix mille écus avec les intérêts ne peuvent monter qu'à cent mille écus, ce qui ne devoit pas entrer en comparaison avec deux millions trois cens mille livres.

18 Août
1684.

IL y a eu un grand soulèvement dans la Ville de Gorcum: les créatures du Prince d'Orange de cette Ville-là en ont fait naître l'occasion, ayant vendu à des Marchands le Canon de la Ville, sans en rien communiquer au Conseil; & qu'on étoit sur le point de le livrer. Le peuple, & la meilleure partie des Magistrats, l'ont empêché. Cela a excité le tumulte: le Prince d'Orange y a envoyé des Troupes, qui, sous prétexte que leur ordre étoit d'obéir aux Magistrats, ont exécuté ce que le Bourguemestre, ami du Prince d'Orange, a souhaité. Cet incident a fait découvrir que pendant la négociation de la Treve, les Députés de Gorcum ont agi de leur chef dans l'Assemblée de Hollande, sans la participation du Conseil de leur Ville. La conduite, que le Prince d'Orange a tenue dans cette affaire, fait croire à bien des gens qu'elle pourroit avoir des suites: mais, je n'y vois pas d'apparence.

LE Prince d'Orange & M. de Montmouth étoient toujours à la chasse à Dieren. Ce Prince ne se contenta pas de lui donner en toutes occasions beau-

coup de marques de considération & d'amitié : il fit une chose si offensante contre le Roi d'Angleterre & contre le Duc d'Yorck , que tout le monde en fut surpris.

LORSQU'IL vaque une place d'Echevin dans la Ville de Leyde , le Conseil de la Ville en presente trois au Prince d'Orange , & il en choisit un. Un de leurs Echevins étant mort , ils envoyerent au Prince d'Orange à Diren le Bailly de leur Ville , avec un de leurs Conseillers , pour lui porter la nomination de trois personnes. Ces deux Députés étant entrés dans une chambre , le Prince d'Orange les vint trouver , & sans attendre qu'ils lui parlassent , il s'adressa au Bailly de Leyde , & lui dit qu'il étoit bien impudent d'oser se présenter devant lui , après l'infame action qu'il avoit faite de livrer Armstrong au Roi d'Angleterre , & lui demanda s'il savoit bien qu'il n'étoit pas en sûreté à Diren , & que le Duc de Montmouth y étoit ; qu'il pouvoit se venger sur lui de la méchante action qu'il avoit faite : il le chassa ensuite honteusement de sa maison , & lui défendit de se présenter jamais devant lui.

CEUX de Leyde n'ont pas été insensibles à l'affront qu'a reçu cet homme dans l'exécution d'une Commission qu'ils lui avoient donnée : cependant , ils tiennent leur rancune secrete , & peu de gens en ont connoissance ; car , ils ne voyent pas le moyen de se vanger : mais , ils prétendent avoir satisfaction sur le retardement que le Prince d'Orange apporte à choisir un des trois sujets qu'ils ont présenté pour être Echevin ; & comme il y a un tems limité dans lequel il doit faire cette élection , ils veulent à son refus la faire eux-mêmes. Ils avoient résolu pour cet effet de s'adresser à la Province de Hollande ; & afin que les Députés des Villes vinsent avec des Instructions sur cette affaire , ils avoient demandé qu'elle fût mise pour un des points de convocation de l'Assemblée , qui doit se tenir le cinquieme de Septembre prochain. Le Prince d'Orange l'a su , & en a été si fort alarmé , qu'il est venu en secret à deux lieues de la

Haye pour l'empêcher. On ne fait s'il a réussi, parce que les points de convocation ne sont pas encore dressés. Le Pensionnaire Fagel demeure depuis huit jours dans la maison qu'il a auprès de Leyde ; & on croit qu'il y demeurera encore pour le moins autant de tems, afin de gagner ceux qu'il pourra dans le Conseil de cette Ville.

CEPENDANT, je supplie Votre Majesté de me permettre de lui faire observer le caractère de l'Esprit du Prince d'Orange, & combien il est peu capable de plier, & de prendre des expédiens propres à sortir des affaires qu'il se fait ici, pour vouloir tout entreprendre avec une Autorité absolue. Il appréhende extrêmement, que Messieurs de Leyde ne portent cette affaire dans l'Assemblée de Hollande. Cette Plainte pourroit en attirer beaucoup d'autres, & ce premier pas fait enhardiroit Messieurs d'Amsterdam à faire des Propositions qui diminueroient notablement son Autorité. Il ne tient qu'à lui de prévenir ce coup, en faisant l'élection : cependant il ne la veut pas faire, parce qu'il ne peut se vaincre, ni céder en rien.

LA raison pour laquelle il ne veut pas choisir aucun des trois qui lui sont présentés, c'est qu'il n'y en a pas un qui se soit voulu engager à donner sa voix pour mettre dans le Conseil des Ville de Leyde une de ses créatures, qui en a été chassé depuis dixhuit mois.

JE ne puis encore dire à Votre Majesté quel train les affaires prendront ici. Tout dépend de la vigueur de Messieurs d'Amsterdam, & il leur suffit d'oser entreprendre pour venir à bout de tout ce qu'ils voudront. Je les vois dans une ferme résolution de chasser le Pensionnaire Fagel, & de rétablir la forme de leur Gouvernement : mais, je ne conviens pas avec eux des mesures qu'ils veulent prendre pour cela : ils ont un peu trop d'égards ; & il est constant, que s'ils temporisent, & s'ils ne profitent pas de cette première conjonctu-

re qui se présente , ils auront de la peine à y revenir. Je n'ai rien omis pour leur faire comprendre cette vérité. Les plus honnêtes gens d'ici en sont persuadés. Messieurs d'Amsterdam le croient aussi : mais , ils ne sont pas encore bien convaincus des moyens que nous leur proposons. Je supplie très-humblement Votre Majesté d'être persuadée , que je ne perds aucune occasion de leur bien représenter ce que je dois là-dessus : en effet , je crois qu'il n'y a rien à cette heure de plus important à faire ici pour le service de Votre Majesté ; car , pour ce qui est de l'Alliance , il ne faut pas que j'en dise un mot davantage. Les bien-intentionnés savent les bonnes dispositions de Votre Majesté , & ils ont été fort satisfaits de la manière dont je m'en suis expliqué à Van-Buning. Tous les Ministres Etrangers sont fort alertes là-dessus : j'ai appris depuis peu , qu'aussi-tôt que le Traité fut signé à la Haye , le Sieur Witsendorf , qui n'agit que par l'instigation du Prince d'Orange , manda au Sieur de Groot , que Messieurs d'Amsterdam alloient travailler à faire une Alliance avec la France ; qu'il devoit faire considérer deux choses à M. l'Electeur de Brandebourg , auprès de qui il étoit envoyé ; l'une , que Messieurs d'Amsterdam alloient se jeter dans les bras de Sa Majesté , en sorte que le Prince d'Orange , & tout son Parti , seroit entièrement ruiné ; l'autre , que les Etats étant attachés de cette manière à S. M. , toute l'Europe seroit dorénavant soumise à ses volontés.

Je découvris , que l'on travailloit pour raccommo-der Messieurs d'Amsterdam avec M. le Prince d'Orange , & sur-tout le Prince de Nassau avec ce Prince ; cela m'obligea à veiller de près à sa conduite.

Je mandai au Roi , que j'avois été surpris d'apprendre par le Résident de Munster , que l'intention de son maître n'étoit pas de faire une simple Alliance avec les Etats , mais une Alliance pour la maintenance des Traités de la Haie & de l'Empire. Que je ne savois si l'on avoit communiqué ces circonstan-

ces à S. M. ; mais qu'il me sembloit , qu'il y avoit une grande différence entre une simple Alliance défensive , qui ne blesse personne , ou un simple acte de garantie que l'on donne à la partie intéressée , & une Alliance de garantie. C'est ce que l'Angleterre voulut faire après la paix de Nimegue , & que S. M. n'agréa pas. Que j'en avois dit mon sentiment au Resident de Munster , qui me repondit , qu'il avoit ses ordres. Il est certain , que M. l'Elécteur de Cologne jettoit par-là les fondemens d'une Ligue générale contre S. M.

Lettre du Roi du 24. Aout 1684. LE Roi me manda , que je tâchasse de pénétrer tout ce qui se négocioit entre le Duc d'Yorck & le Prince d'Orange , & que j'en donnasse Avis à M. de Barillon , afin qu'il s'employât à empêcher une plus grande liaison de l'Angleterre avec le Prince d'Orange.

Qu'il seroit examiner le Mémoire touchant le deux Vaisseaux des Indes d'Occident.

Lettre de M. de Croissy du 24. Aout 1684. M. de Croissy me mande , que les deux Vaisseaux François , qui avoient fait les deux prises dans l'Amerique , étoient des Forbans , qui n'avoient aucune Commission de S. M. , & qui pilloient sur les sujets comme sur les étrangers.

Lettre du Roi du 24. Aout 1684. LE Roi me manda , qu'il étoit bien surpris de voir que j'eusse fait espérer aux Etats-Généraux , qu'il retireroit ses Troupes des Pays-Bas , après que les six semaines qui avoient été stipulées pour l'échange des Ratifications seroient expirées ; puis que , comme je n'avois obligé S. M. , par l'Article 3. du Traité de la Haye , à rappeler ses Troupes qu'après l'échange , Elle ne voyoit aucune raison qui pût donner lieu aux Espagnols de prétendre qu'Elle retirât les Troupes , & que les Contributions cessassent , avant que le Roi Catholique eût envoyé sa Ratification sur le nouveau Traité que les Ministres Impériaux avoient signé en son nom le onzième du même mois. Qu'il ne servoit de rien de dire , que par l'Article 8 le Roi étoit engagé à faire cesser tous actes d'hostilité dans les

Pays-Bas, contre les Villes & Lieux appartenans à la Couronne d'Espagne, même dans le plat pays, si les Espagnols s'en abstenoiént, &c. Car, comme les Etats-Généraux avoient assez reconnu que cette cessation de tous actes d'hostilité ne devoit pas empêcher l'exaction des Contributions, & le séjour des Troupes Françoises en Flandre, puisque l'un & l'autre étoit permis par l'Article 3. jusqu'à l'échange des Ratifications, on ne pouvoit tirer de cet Article 8 aucun prétexte de dire que le Roi fût obligé de retirer ses Troupes, & de faire cesser les Contributions après l'expiration des six semaines, à moins que le Roi d'Espagne n'eût envoyé sa Ratification, & qu'elle n'eût été échangée, ou à la Haye, ou à Ratifbonne : qu'ainsi, toutes les plaintes des Ministres Autrichiens étoient mal fondées, & que les Etats-Généraux avoient au contraire sujet de se louer de sa patience, en ce que la Ratification d'Espagne n'ayant pas été portée à la Haye dans le tems stipulé, par une délicatesse peu convenable au bien de toute l'Europe, S. M. avoit bien voulu donner les mains à un nouveau Traité, & à un second délai de six semaines, que les Ministres Autrichiens avoient cru nécessaire pour faire venir une Ratification valable.

LE Roi ayant reçu les Traités signés à Ratifbonne avant que sa dépêche fût partie, S. M. y ajouta, que celui qui regardoit l'Espagne lui faisoit d'autant mieux voir combien étoient déraisonnables les plaintes & difficultés que faisoit le Marquis de Grana; qu'il devoit ou accepter ladite Treve ou la refuser; qu'au premier cas, ses Troupes devoient demeurer en Flandre, & les Contributions devoient être payées jusqu'à l'échange des Ratifications; qu'au second cas, elle devoit retirer ses Troupes, mais qu'Elle n'étoit plus obligée à rendre Courtray ni Dixmudes.

QUE le Traité de la Haye contenoit deux stipulations fort distinctes; l'une, en cas que l'Espagne l'acceptât & en envoyât sa Ratification; l'autre;

en cas qu'elle le refusât. Qu'il n'étoit plus question du second cas, puisque les Ministres Autrichiens avoient accepté pour l'Espagne; & qu'à l'égard du premier, Sa Majesté ne devoit rendre Courtray & Dixmude aux Espagnols, qu'au cas qu'ils acceptassent le Traité, ainsi qu'il étoit porté par l'Article 3. Que suivant l'Article 5, Elle ne devoit retirer ses Troupes qu'après cet échange; & que par l'Article 7. les Contributions devoient être continuées jusqu'au jour de l'échange des Ratifications d'Espagne; qu'ainsi on n'avoit qu'à lire le Traité pour tomber d'accord, que, non-seulement les plaintes du Marquis de Grana étoient mal fondées, mais encore qu'il devoit au contraire convenir incessamment des termes des payemens, & faire donner des cautions valables par les Communautés qui voudroient s'exempter des exécutions militaires.

QUE je devois parler en ce sens aux Etats-Généraux, & leur déclarer, que si les Espagnols ne se mettoient pas plutôt en devoir de satisfaire à cette obligation, Sa Majesté feroit exiger les Contributions par toute sorte de moyens; & qu'on ne devoit pas espérer que ses Troupes sortissent des Pays-Bas. Espagnols, avant que l'échange des Ratifications fût fait, & le paiement des Contributions assuré, conformément au Traité.

31 Aout
1684.

JE ne perdis point de tems à exécuter les ordres du Roi, & dans une Conférence que j'eus avec le Députés des Etats-Généraux, pour leur donner part de la Négociation de M. de Chanlais à Bruxelles, & des nouveaux ordres qu'il avoit reçus de Sa Majesté en conséquence de la réponse du Marquis de Grana, je pris prétexte de leur parler du Traité signé à Ratisbonne, entre le Roi & le Roi Catholique & je me servis de toutes les raisons contenues dans la dépêche de Sa Majesté au sujet des Contributions, & du séjour de ses Troupes en Flandre. Les Etats-Généraux ne purent s'empêcher de me dire, après bien des Contestations, que les Espa

gnols gâtoient eux-mêmes leurs affaires, & ils ne purent disconvenir que le Roi avoit raison à l'égard des Contributions : mais, à l'égard du séjour des Troupes, ils en témoignèrent beaucoup d'inquiétude, & me dirent qu'ils n'auroient jamais signé le Traité s'ils n'eussent tenu pour assuré, que le Roi n'auroit plus de corps d'Armée dans les Pays-Bas, après les six semaines expirées. Qu'ils s'étoient souvent expliqués dans nos Conférences, & qu'il n'étoit jamais tombé dans l'esprit de pas un de la République, que le Roi prétendît que ses Troupes demeurassent dans les Pays-Bas, après leur avoir offert de les faire jouir d'une grande tranquillité, jusqu'à être engagé à ne plus faire d'acte d'hostilité dans le plat pays, si les Espagnols s'en abstenient. Qu'il y avoit une grande différence entre le campement d'une Armée, & des Courses que des Partis font, ou des levées de Contributions : qu'ils convenoient, que Sa Majesté pouvoit exiger des Contributions, & faire des hostilités, si les Espagnols en commettoient ; mais que pour faire subsister des Troupes dans le pays Espagnol, on avoit pû juger de leurs sentimens par les instances qu'ils avoient faites pour les en faire retirer, même avant les six semaines. Je leur répondis, qu'on n'avoit rien stipulé par le Traité de la Haye, si-non que les Troupes demeureroient jusqu'à l'échange des Ratifications ; que la même chose étoit réglée par le Traité de Ratisbonne ; qu'il n'étoit plus question que de ratifier & exécuter l'un ou l'autre de ces Traités ; & que les Etats-Généraux ne pouvoient demander des conditions plus avantageuses pour les Espagnols, que celles que les Espagnols avoient stipulées eux-mêmes.

IL est certain, que les Espagnols ayant signé un nouveau Traité à Ratisbonne, les Etats ne pouvoient avec raison demander que le Roi retirât ses Troupes des Pays-Bas avant l'échange des Ratifications de ce Traité : aussi, lorsque je leur avois fait espérer que le Roi seroit sortir ses Troupes des

Pays-Bas Espagnols, c'étoit en un cas tout contraire. Ils demandoient si les Espagnols, ne voulant pas ratifier le Traité de la Haye, & le Roi continuant la guerre contre eux, il laisseroit toujours des Armées dans le plat pays, comme les Espagnols le leur faisoient appréhender, & si Sa Majesté n'exécuteroit pas le Traité fait avec eux en portant ses armes ailleurs. Ce fut là-dessus que je m'expliquai, & je crus suivre en cela les intentions du Roi. Je ne voulus point dire pour cela, & les Etats ne l'entendirent pas non plus, que le Roi ne fût pas en droit de faire lever des Contributions, même par exécution militaire contre ceux qui ne payeroient pas, tant que la guerre dureroit : mais, il faut remarquer que les Etats-Généraux avoient mis dans leur projet que le Roi retireroit incessamment ses Troupes. Comme ils trouverent plus à propos de se servir des articles que je leur avois donnés, ils ne s'aviserent pas de marquer dans quel tems le Roi retireroit ses Troupes : mais, ils me demanderent plus de dix fois si ce n'étoit pas l'intention de Sa Majesté de ne plus avoir des Armées dans les Pays-Bas Espagnols au bout de six semaines, en cas que les Espagnols ne ratifiassent pas, & de se réserver seulement la liberté de faire la guerre dans le plat pays, si les Espagnols continuoient leurs actes d'hostilité. Ils compterent là-dessus : ce fut la base de leur Traité ; & ils n'y auroient jamais consenti, s'ils avoient crû que les Armées du Roi pussent demeurer dans les Pays-Bas Espagnols.

Le Roi me fit réponse, qu'il l'avoit entendu de même, puisqu'il me marquoit dans sa Lettre du 24 d'Août, que si le Marquis de Grana refusoit le Traité signé à Ratisbonne, il devoit retirer ses Troupes des Pays Bas Espagnols, & c'est une chose sur laquelle ceux du Gouvernement, & le même peuple, avoient si fort compté, que si je leur eusse déclaré que l'Espagne ne ratifiant pas, & la guerre continuant entre le Roi & l'Espagne, Sa Majesté prétendoit avoir ses Armées campées dans

les Pays-Bas Espagnols ; il n'en auroit pas fallu davantage pour leur faire prendre d'autres sentimens, & une autre conduite.

LES Etats ne s'opposant pas à ce qui se faisoit à Liège, & le Magistrat de cette Ville les ayant prié de s'entremettre pour terminer à l'amiable les démêlés qu'ils ont avec leur Electeur, ils ne l'ont pas voulu promettre, & ont commencé par demander à M. l'Electeur de Cologne s'il l'auroit agréable.

Mrs. de Leyde députèrent une seconde fois au Prince d'Orange, pour lui présenter les trois personnes qu'ils avoient nommées pour être Echevins, afin qu'il en choisit un : mais il les renvoya, sans les vouloir écouter. Cela les obligea de chercher dans leurs Registres, pour voir ce qu'il y auroit à faire en pareille occasion. Ils trouverent, que la Charge de Stathouder ne donnoit pas le droit au Prince d'Orange de faire la nomination des Echevins de Leyde. Que c'est un respect qu'on lui a rendu, & au feu Prince son pere ; mais, que cela appartient à la Province de Hollande, où le Prince d'Orange n'a que sa voix ; de sorte qu'ils veulent s'adresser à la Province dans cette prochaine Assemblée. Le Prince d'Orange qui l'a sù a résolu de faire sa nomination cette semaine : mais les autres disent, qu'ils ne la veulent plus recevoir. Ce seroit une grande affaire s'ils soutenoient cette résolution jusqu'au bout, ce que je ne crois pas.

J'AI découvert, que les amis du Prince d'Orange tâchent de faire concerter dans les actes de garantie, ce que chaque Province doit fournir de Troupes en cas de contravention aux Traités.

LES Députés des Etats-Généraux revinrent chez moi, & me dirent qu'ils avoient fait rapport au ^{Premier} ^{Septembre} Sieur de Cramprickt de ce que je leur avois fait ^{1684.} savoir, & que quelques raisons qu'ils lui eussent alléguées, il s'étoit toujours plaint du logement des Troupes du Roi dans les Pays Bas Espagnols.

45
Ils me représenterent ensuite l'intérêt qu'ils avoient que le pays qui forme la Barrière ne fût plus inquiété, ni par le campement des Troupes de Sa Majesté, ni par l'exaction des Contributions; & me prièrent d'appuyer de mes Offices les instances que leur Ambassadeur, à qui ils devoient écrire ce même jour-là, auroit ordre de faire sur ce sujet.

Je ne répéterai point les raisons dont je me suis servi: je leur ai fait connoître, qu'il n'étoit pas question de la seconde partie du Traité de la Haye, & qu'il ne s'agissoit plus que de la première, & du Traité de Ratisbonne, qui y étoit conforme; & je leur ai tellement représenté, que non-seulement ils n'avoient aucun fondement pour faire une pareille demande, mais encore que les instances qu'ils pourroient faire là-dessus auroient fort mauvaise grace, après que Votre Majesté a exécuté si exactement toute ce dont Elle est convenue; qu'ils m'ont déclaré, que puisque cela étoit, ils n'ordonneroient point à leur Ambassadeur de faire aucune instance auprès de Votre Majesté pour faire retirer ses Troupes des Pays-Bas Espagnols; mais qu'ils lui ordonneroient seulement de supplier Votre Majesté de vouloir bien ne pas faire exécuter les Pays pour les Contributions; & que s'il arrivoit quelques démêlés là-dessus, ils fussent remis à l'arbitrage du Roi d'Angleterre, conformément à l'Article 7. du Traité signé à la Haye.

J'AI reconnu, Sire, par quelques entretiens que j'ai eus avec des personnes affidées au Prince d'Orange, qu'une des principales choses dont ce Prince prétend avoir sujet de se plaindre, c'est que M. le Procureur-général de Votre Majesté au Grand Conseil, a réclamé la Souveraineté d'Orange; ce que l'on prétend être une infraction au Traité de Nimegue, & à tous les précédens Traités, par lesquels Votre Majesté a toujours renu (à ce qu'il prétend) le Prince

Prince d'Orange dans la Souveraineté d'Orange.

IL est bon même de leur faire connoître, que s'ils donnent le tems au Prince d'Orange, & à ses partisans, de regagner la faveur du petit peuple; malgré tous les justes sujets de mécontentement qu'ont donné aux Provinces-Unies; les efforts & les violences que ce Prince a faits pour les engager malgré elles dans la guerre; les fausses accusations dont il s'est servi pour faire traiter de criminelle dans les Etats de Hollande la fermeté avec laquelle la Ville d'Amsterdam a résisté à ses entreprises, & tout ce que son ambition lui a fait faire contre les droits & privilèges des principales Villes; il reprendra bientôt de nouvelles forces, & fera repentir ceux qui auront négligé les moyens de l'affoiblir.

LE Roi me manda, qu'il étoit surpris d'apprendre que l'Electeur de Cologne eût envoyé ordre à son Ministre à la Haye, sans lui en avoir rien communiqué, de faire une Alliance avec les Etats-Généraux pour la manutention des Traités de Trêve, & qu'il envoyoit un Courier à l'Evêque de Strasbourg pour l'obliger à faire au plutôt révoquer cet ordre, & qu'il se promettoit que, comme il vouloit bien de bonne-foi exécuter lesdits Traités, cet Electeur n'entreroit point dans des ligues qui, par des interprétations captieuses, pourroient tourner dans la suite contre ses intérêts.

QUE je devois faire instance aux Etats-Généraux à ce qu'il me donnassent une acte de garantie pour Sa Majesté, des Traités qui avoient été signés.

LE Prince d'Orange fut obligé de plier touchant l'affaire de Leyde. Il fit la nomination des Echevins, avant que l'Assemblée des Etats de Hollande commençât; & comme ceux de Leyde avoient témoigné qu'ils n'accepteroient plus cette nomination, il leur fit dire, qu'il n'avoit pas bien compris d'abord l'affaire, & qu'il y avoit du mal-entendu. Que cependant il avoit fait la nomination dans le tems porté par leur billet de présentation; & comme il

avoit encore ce billet, ils ont reçu la nomination selon qu'ils l'avoient souhaité, & sans que ceux qui ont été nommés Echevins se soient engagés de paroles à donner leur voix pour remettre dans la Magistrature un homme attaché au Prince d'Orange.

7 Septem-
bre 1684.

Je n'ai pas laissé de représenter une chose au Résident de Munster, dont il n'a pû disconvenir, qui est que ce Traité, tout innocent qu'il lui paroît, étant proposé par un Prince attaché aux intérêts de Votre Majesté, sera cependant le fondement d'une Ligue générale contre Votre Majesté; parce que, comme je lui ai déjà dit, cela facilitera au Prince d'Orange le moyen de faire faire de semblables Traités avec d'autres Princes, qui, n'ayant pas les mêmes sentimens que M. l'Electeur de Cologne, se prévaudront contre Votre Majesté de l'union qu'ils feront ensemble; & la Lettre, que les Etats ont reçue ces jours-ci de M. d'Haren, est venue fort à propos pour confirmer ce que je lui disois, & ce que je lui avois dit, il y a quinze jours, qui arriveroit; car M. d'Haren a mandé aux Etats-Généraux, que M. de Oxenstiern l'étoit venu trouver, pour le prier de presser les Etats-Généraux de songer à l'Alliance entre la Suede & les Etats-Généraux, sur quoi lui Haren se rapporte à la Lettre secreete qu'il a écrite au Greffier Fagel. Tout ce que j'ai pû pénétrer de cette Lettre secreete, c'est qu'on a représenté à M. d'Haren, que le Traité d'Association étant détruit par le Traité de Trêve, le Roi de Suede seroit très-aisé de renouer une Alliance avec les Etats-Généraux pour la manutention de ces Traités. J'ai donc représenté au Résident de Munster, que le Pensionnaire Fagel se servira de ses instances pour faire voir que la France approuve ces sortes de Traités; que sous ce prétexte il lui sera aisé de faire conclurre celui de Suede; que le Duc d'Hanover en attendra la conclusion pour se présenter, & qu'il se formera une Ligue ici avec le Prince d'Orange. Que le Traité, que M. l'Electeur de Cologne proposoit

à l'Etat, ne seroit pas préjudiciable à Votre Majesté, si la République étoit sur le pié où elle doit être, puisqu'en ce cas elle pourroit demeurer en même tems unie à Votre Majesté, & alliée à l'Electeur de Cologne; mais, que les choses ne sont pas encore en cet état-là, & que s'il y avoit de la disposition à les y mettre, les Traités que l'on feroit à cette heure y seroient un grand obstacle, puisqu'ils donneroient de nouvelles forces au Prince d'Orange & au Pensionnaire Fagel, & de toutes autres vues aux Etats-Généraux qu'ils n'ont à cette heure.

LES Etats-Généraux me firent encore de fortes instances en faveur des Marchands intéressés au Vaisseau, dont les marchandises ont été vendues à Dunkerque.

JE mandai au Roi, que la Lettre dont il m'avoit honoré le 31 d'Août, contenoit deux points principaux; le premier, & le principal, concernoit ce qu'on devoit attendre de Messieurs d'Amsterdam pour le bon rétablissement du Gouvernement de cette République; le second regardoit la conduite du Prince d'Orange envers le Roi d'Angleterre, & avec le Duc de Montmouth.

11 Septembre
1684.

JE commencerai par rendre compte à Votre Majesté de ce que j'ai appris touchant ce qui se passe entre le Roi d'Angleterre, M. le Duc d'York, le Prince d'Orange, & M. le Duc de Montmouth.

M. le Duc d'York écrit deux fois la semaine à M. le Prince d'Orange, je le sai par un homme qui a vu les Lettres; elles sont adressées à un nommé Dalone, Secrétaire de la Princesse d'Orange, qui les envoie à Silvius à Duren: on ne les cache pas à cet homme, qui connoît fort bien l'écriture de M. le Duc d'York. Le Prince d'Orange s'enferme pendant deux heures avec le Duc de Montmouth lorsqu'il a reçu ces Lettres.

JE découvris aussi, que Godolphin écrivoit des

Lettres au Prince d'Orange de la part du Roi d'Angleterre, pour lui reprocher sa conduite, & pour tâcher de le ramener: mais, le Prince d'Orange n'y répondoit point.

M. de Montmouth envoya dans ce tems-là un de ses confidens en Angleterre, qui, s'étant enivré la veille de son départ, dit à un homme de ses amis, que l'on verroit dans peu un grand changement en Angleterre, & lui fit entendre, qu'il vouloit parler du rétablissement de M. de Montmouth.

Pour ce qui régarde ce qu'on doit attendre de Messieurs d'Amsterdam, pour le rétablissement du bon Gouvernement de la République, je continuerai d'apporter tous mes soins pour être exactement informé de tout ce qui se projettera & passera de plus secret, & je crois avoir pris d'assez bonnes mesures pour en être bien averti. Ce que j'en ai pu pénétrer jusqu'à cette heure ne peut encore faire juger à quoi les choses aboutiront. Messieurs d'Amsterdam connoissent parfaitement leurs intérêts, & l'on ne peut gueres leur représenter les raisons qu'il y a de chasser le Pensionnaire Fagel, de rétablir l'ancien Gouvernement, de se mettre hors du danger d'être sacrifiés au ressentiment du Prince d'Orange, qu'ils savent être incapable de pardonner. On ne peut, dis-je, leur rien alléguer là-dessus, qu'ils n'en disent encore davantage, & ne fournissent eux-mêmes des raisons encore plus solides que celles qu'on leur expose. On ne peut non plus rien ajouter à la peur qu'ils ont que le Prince d'Orange ne se porte à des entreprises violentes contre eux: ils font garder leur Ville avec toute la diligence possible; ils ont du canon prêt en plusieurs endroits, pour être placé sur les remparts en peu de tems, & ils ont des vedettes sur les chemins pour prévenir les surprises: mais je ne vois pas qu'ils prennent les mesures nécessaires pour exécuter leurs bons desseins. Une des choses qui les empêche le plus, c'est qu'ils ne sont pas tous d'un même Avis: Van Buning est autant

que jamais contre l'Alliance de la France, & il voit bien que si on pousse le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel, la République sera obligée de s'attacher entièrement aux intérêts de Votre Majesté : ainsi, il voudroit pouvoir chasser le Pensionnaire Fagel, & se raccommode avec le Prince d'Orange, d'une maniere que les Etats demeuraissent dans les intérêts de l'Angleterre : & comme ceux d'Amsterdam se persuadent qu'en tenant une certaine conduite, & temporisant, ils viendront insensiblement à bout de ce qu'ils souhaitent, ils laissent écouler le tems, & ne profitent pas comme ils le devroient de l'occasion qui se présente. Le Prince d'Orange de son côté voit la nécessité qu'il y a de se raccommode avec Messieurs d'Amsterdam : il employe trois personnes pour cela, dont Beverning en est une ; & j'ai découvert depuis hier au soir, que Messieurs d'Amsterdam ont répondu aux Propositions qu'il leur a fait faire. Ils lui ont fait témoigner, qu'ils vouloient fort bien vivre en bonne intelligence avec le Prince d'Orange, pourvû qu'il consentît que son pouvoir fut limité selon ce qui s'est pratiqué sous les autres Gouvernemens, & qu'on réformât leurs Troupes jusqu'à vingt-huit mille hommes. Cette réponse est fort bonne ; car il est constant que si les Troupes étoient réduites à vingt mille hommes, & si le Prince d'Orange n'avoit pas plus d'Autorité dans le Gouvernement qu'en ont eu ses prédécesseurs, les affaires changeroient bientôt de face : mais, quelque bonne que soit cette réponse, il est toujours dangereux que Messieurs d'Amsterdam entrent dans une telle Négociation.

MESSIEURS d'Amsterdam sont persuadés, qu'ils perdroient plus qu'ils ne gagneroient, s'ils vouloient précipiter les choses. Que dans la forme de leur Gouvernement le tems fait tout : & je sai de bonne part, que leur sentiment est qu'ils doivent, avant que d'entamer les grandes affaires, ôter au Prince d'Orange, par la réforme des Troupes, les moyens

d'exécuter les Résolutions qui pourroient renverser le Gouvernement, & ruiner la liberté de la République; car ils sont convaincus, & le Prince d'Orange s'en est assez déclaré, qu'il mettra tout en usage pour maintenir le Pensionnaire Fagel.

POUR ce qui est de faire de nouvelles Alliances, ils m'ont fait assurer depuis deux jours, qu'ils ne consentiront à aucunes, ni avec la Suède, ni avec aucun autre Prince; connoissant fort bien, par ce qui s'est fait ci devant, qu'ils tomberoient inévitablement par ce moyen dans le même état d'où ils ont eu tant de peine à sortir. Je sai, que dans cette Assemblée de Hollande ils veulent proposer le retranchement des appointemens du Comte de Waldeck; ne voulant pas souffrir, que, pendant qu'il est Général des Troupes de l'Empereur, il touche de l'Etat de si grandes sommes tous les ans: & ils ont pris la résolution de faire accorder ses appointement, & la Charge de Maréchal Général, au Prince de Nassau; mais, ils tiennent cette Résolution très-secrete, afin qu'aucun membre de l'Assemblée ne la pénétre, parce qu'ils veulent être les premiers à faire cette Proposition, afin que le Prince de Nassau leur en ait toute l'obligation, & demeure toujours uni avec eux.

COMME la fermeté, que Messieurs d'Amsterdam ont eue de dire qu'ils tenoient à leur égard la recrûe de dix mille hommes pour cassée, est cause qu'elle n'a pas été mise sur la dépense du dernier mois, & que ces Troupes sont réformées par-là, sans que les Etats-Généraux en aient pris une Résolution formelle; le Prince d'Orange a remontré par une Lettre aux Etats de Hollande, qu'il n'étoit pas juste de ne pas continuer à payer les Officiers jusqu'à ce que les Etats-Généraux leur fassent déclarer cette réforme; & il a demandé qu'on les en avertît, & qu'on les payât jusqu'au 22 du mois prochain. Comme il y a quelque justice là-dedans, puisqu'on ne pouvoit raisonnablement faire porter

aux Officiers les frais de l'entretien de cette recrûe avant que la cassation en eût été faite, par une Résolution de la Province de Hollande, on y consentit, & en même tems on prit une Résolution qui confirma cette cassation que Messieurs d'Amsterdam avoient prononcée de leur autorité privée.

LES Députés des Etats-Généraux me vinrent faire des plaintes, de ce qu'au préjudice des Traités qui avoient rétabli le Prince d'Orange dans sa Souveraineté, on avoit enlevé des personnes dans la Principauté d'Orange, & qu'on les avoit menées dans les prisons d'Aix. Je leur témoignai, que je n'étois pas instruit de l'affaire dont ils me parloient; mais que j'étois bien assuré, que les Officiers de Sa Majesté n'avoient fait en cela que ce qu'ils étoient en droit de faire: & sur ce qu'ils m'alleguerent que Sa Majesté avoit rétabli le Prince d'Orange dans sa Souveraineté, je leur répliquai, qu'Elle l'avoit rétabli dans la possession & dans tous ses droits; mais qu'Elle ne lui en avoit pas plus donné que ce qui lui devoit appartenir légitimement. Ils ne parurent pas s'intéresser beaucoup dans cette affaire.

14 Septem-
bre 1684.

ILs me firent dans cette même Conférence des instances très fortes pour ces Marchands de Vin de la Haye, dont les Vins & les Eaux-de-Vie avoient été vendus à Dunkerque.

JE communiquai à Messieurs d'Amsterdam l'ordre que le Roi m'avoit donné de demander aux Etats-Généraux des Actes de garantie des Traités qui avoient été signés: ils me témoignèrent, qu'ils approuvoient extrêmement cette proposition, parce que si elle étoit acceptée, elle disposeroit les esprits à un plus grand engagement; & si le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel y apportoit de l'obstacle, on pourroit par la même raison refuser de donner un Acte de garantie à l'Empire: mais, ils jugèrent à propos que je n'en fisse l'ouverture qu'après que l'on auroit appris à la Haye que les Ratifications seroient

échangées ; & depuis ils trouverent à propos que je n'en parlasse point que lorsque la Province de Hollande seroit assemblée.

LES Deputés des Etats-Généraux m'apporterent une Résolution qui portoit , que le Prince d'Orange avoit fait lire dans leur Assemblée un Mémoire des gens de son Conseil , contenant que comme l'année précédente l'Intendant du Roi en Provence , nonobstant les Protestations faites par ceux du Parlement d'Orange , avoit fait enlever de cette Ville quatre ou cinq de ses anciens Citoyens ; les avoit fait mettre dans une rude prison à Aix , & les y avoit tenus enfermés jusqu'à ce que quelques-uns d'eux ayant été forcés d'abjurer leur Religion , ceux qui n'y avoient pas voulu condescendre avoient été exposés à faire amende honorable publique , avec ce qu'il y a d'ignominies qui accompagnent de semblables exécutions.

14 Septem-
bre 1684.

LE Roi me manda , qu'il avoit fait examiner dans son Conseil les procédures qui avoient été faites au sujet des Vaisseaux menés à Dunkerque , & des marchandises de chargement ; mais que , quelque disposition qu'il eût à rendre aux Marchands Hollandois la plus favorable justice qu'ils pussent raisonnablement espérer , le droit des Armateurs particuliers avoit paru si incontestable , qu'il n'auroit pû , sans leur faire injustice , leur ôter ce qui leur appartenoit.

21 Septem-
bre 1684.

J'ENVOYAI un Gentilhomme au Prince de Nassau , sous prétexte de lui faire un compliment sur son mariage ; mais , en effet , pour découvrir en quelle situation les affaires étoient en Frise. Par le rapport qu'on m'en fit , je connus que le Prince d'Orange faisoit toutes les démarches possibles pour se bien remettre avec Messieurs d'Amsterdam , & avec le Prince de Nassau. Que ce Prince étoit néanmoins encore dans les mêmes sentimens où il avoit été ; qu'il avoit même témoigné beaucoup d'inquiétude d'un Avis qu'il avoit reçu , que Messieurs d'Amster-
dam

dam se raccommodoient avec le Prince d'Orange. Je fis assurer le Prince de Nassau, que c'étoient de faux bruits que le Prince d'Orange faisoit courir, pour le desunir d'avec Messieurs d'Amsterdam. J'en parlai à quelques-uns d'eux dans un voyage que j'y allai faire, sous prétexte d'y accompagner M. de Mesmes, qui m'étoit venu voir à la Haye. Je leur fis connoître l'intérêt qu'ils avoient, non-seulement d'éclaircir M. le Prince de Nassau sur ce qu'il apprehendoit de leur accommodement, mais encore d'empêcher que le Prince d'Orange à l'avenir ne pût avec quelque fondement faire courir ces mêmes bruits; ce qu'ils ne pouvoient faire, qu'en communiquant toutes choses à M. le Prince de Nassau; que s'ils n'en usoient de la sorte, le Prince d'Orange seroit naïtre tous les jours entr'eux des défiances dont il profiteroit. Qu'ils en pouvoient aisément juger par ce qui se passoit, puisque dans le tems qu'il faisoit accroire au Prince de Nassau qu'il se raccommoderoit avec Messieurs d'Amsterdam, il tâchoit de persuader à Messieurs d'Amsterdam, que le Prince de Nassau & lui étoient sur le point de se remettre bien ensemble; & qu'ils ne pouvoient empêcher ni détruire ces sortes d'artifices; que par une bonne & sincère correspondance entr'eux.

J'APPRIS dans ce même voyage, que huit ou dix jours après que la Treve fut signée à la Haye, les Ministres de Suede & d'Hanover déclarerent au Prince d'Orange, que leurs Maîtres se seroient fort d'empêcher que la Treve ne fut conclue dans l'Empire, s'il pouvoit empêcher la Ratification du Traité de Treve.

Je fus informé aussi, en grand secret, que l'Envoyé de Brandebourg avoit proposé au Pensionnaire Fagel de faire une Alliance entre M. l'Electeur de Brandebourg & les Etats-Généraux: mais, il prit si mal son tems, dans la conjoncture de la signature de la Treve, que le Pensionnaire Fagel lui répondit que les Etats étoient rebutés de tou-

tes ces Alliances, qui ne servoient qu'à leur tirer de l'argent, après quoi on les abandonnoit dans le besoin ; & puis il ajoûta, soit par emportement, soit par artifice, que si le Prince d'Orange l'en croyoit, il rechercheroit les bonnes grâces du Roi, & laisseroit l'Electeur de Brandebourg.

28 Septem-
bre 1684.

Je m'éclaircis aussi de ce qui s'étoit passé entre le Prince d'Orange & les Régens de cette Ville là. Je trouvai que les choses n'étoient pas au point qu'on les avoit dites au Prince de Nassau ; mais néanmoins que les paroles que le Prince d'Orange, & Messieurs d'Amsterdam, s'étoient données de part & d'autre, alloient un peu trop loin ; & que j'avois eu raison de me défier aussitôt que j'avois appris qu'on étoit entré en négociation. Je suis donc que le Prince d'Orange avoit promis à Messieurs d'Amsterdam tout ce qu'ils lui avoient demandé, c'est-à-dire qu'il se gouverneroit dorénavant selon les Loix de la République ; & Messieurs d'Amsterdam avoient promis d'oublier tout le passé. Je parlai confidemment à quelques-uns d'eux de suites qu'auroit sans doute un pareil engagement que le Prince d'Orange avoit en cela tout ce qu'il pouvoit souhaiter, qui étoit d'empêcher que Messieurs d'Amsterdam ne profitassent de l'occasion présente pour ôter l'administration des affaires au Pensionnaire Fagel ; qu'il n'avoit garde de ne pas témoigner qu'il étoit prêt d'entrer dans leurs sentimens, parce qu'il vouloit éviter qu'on ne fît les Propositions qui se devoient faire dans l'Assemblée du mois de Novembre ; mais que, quand l'état de guerre seroit une fois réglé, & que le Pensionnaire Fagel seroit à couvert de tout ce qu'on pouvoit faire à cette heure contre lui, on verroit que le Prince d'Orange reprendroit bientôt ses premières brisées, & que si ce n'étoit dans trois mois ce seroit dans six, qu'il engageroit les Etats dans des sentimens contraires aux intérêts du Roi ; qu'alors il sauroit bien se vanger de Messieurs d'Amsterdam, & qu'il exécuteroit le dessein, qu'il

avoit manqué cette fois-ci, d'opprimer leur liberté, & de disposer souverainement de leurs Troupes. J'ajoutai à cela beaucoup d'autres raisons, qui seroient trop longues à répéter; de sorte que l'homme, que le Prince de Nassau avoit depuis sept ou huit mois à Amsterdam, s'étant plaint hautement de sa part de cette espee d'accommodement, les Bourguemestres-Régens tinrent un Conseil secret, dans lequel ils résolurent de me donner un entier éclaircissement de ce qui s'étoit passé entre le Prince d'Orange & eux; mais comme des trois Bourguemestres qui étoient ce jour-là dans Amsterdam, il y en avoit deux qui s'expliquoient assez mal en François, Van-Buning fut chargé de cette commission. J'en fus averti avant qu'il vînt chez moi, & je crus lui devoir parler tout autrement que je n'aurois fait à un autre. Je savois qu'il auroit pris avantage, si j'avois voulu entrer avec lui dans le détail du Gouvernement: mais aussi je savois qu'il appréhendoit extrêmement la guerre; qu'il comprenoit que l'Etat seroit ruiné, s'il encouroit les mauvaises graces de Votre Majesté, & qu'il connoissoit assez que les choses n'étoient pas encore disposées à pouvoir s'unir avec l'Angleterre; c'est pourquoi je me tins fort réservé avec lui. Je lui témoignai, que je ne prétendois pas entrer dans le détail de leur Gouvernement; mais, qu'il devoit bien juger lui-même que le Roi se regleroit sur la conduite qu'ils tiendroient ici. Je parlai ensuite à un autre plus ouvertement: je lui représentai tout ce que Sa Majesté avoit fait pour maintenir la liberté de la République, & particulièrement en faveur de la Ville d'Amsterdam, & le peu de reconnoissance que Sa Majesté en devoit attendre, lorsque le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel en demeuroient les Maîtres. Que j'étois persuadé de la bonne intention de Messieurs d'Amsterdam; mais qu'ils étoient fort trompés de croire se maintenir

dans leur Autorité, & même dans leur liberté, s'ils ne profitoient de cette occasion pour rétablir l'ancien Gouvernement. Le Sieur Hop, Pensionnaire d'Amsterdam, me parla aussi sur ce sujet : il me dit qu'il étoit vrai que Messieurs d'Amsterdam, connoissant qu'on ne pouvoit, sans faire beaucoup de violence, entreprendre d'ôter les Charges au Pensionnaire Fagel, & voyant d'ailleurs que le Prince d'Orange donnoit les mains au rétablissement de l'ancien Gouvernement, ils avoient crû qu'il étoit plus convenable au bien de la République de ne pas pousser de certaines choses à l'extrémité, & d'en faire cependant d'autres du consentement du Prince d'Orange & du Pensionnaire Fagel, qu'ils auroient eu peine à obtenir sans cela ; & il m'a protesté, que c'étoit plutôt un éclaircissement que Messieurs d'Amsterdam avoient eu avec le Prince d'Orange qu'un accommodement. Qu'il ne me demandoit que jusqu'à la prochaine Assemblée de Hollande, pour juger de la fermeté de Messieurs d'Amsterdam, & pour le voir agir dans cette Assemblée d'une manière qui feroit bien connoître qu'ils ne songent pas à ménager le Prince d'Orange, & qu'ils n'avoient d'autre but que de maintenir la liberté de la République ; qu'il me prioit de croire que Messieurs d'Amsterdam avoient les mêmes sentimens qu'ils avoient toujours eus de s'unir avec le Roi. Je lui témoignai, que j'en étois persuadé ; mais, qu'ils s'ôtoient eux-mêmes les moyens de les exécuter. Il me répliqua, qu'il m'assuroit du contraire, qu'il vouloit bien me dire en grande confiance qu'ils travailloient, sur les insinuations que je leur avois faites des bonnes dispositions où étoit Sa Majesté pour favoriser leur Commerce, à dresser un Mémoire qu'ils donneroient aux Etats-Généraux & que je verrois dans quel tems ils feroient des Propositions là-dessus.

Ce que je puis dire de tout ceci est qu'il me par

que Mrs. d'Amsterdam ont la meilleure intention du monde ; mais que, comme ils ne sont pas bien unis entr'eux, Van Buning s'étant toujours opposé à tout ce qu'ils ont voulu faire depuis la conclusion de la Trêve, ils ont abandonné le dessein de pousser à cette heure le Pensionnaire Fagel, & croient que sans se porter à ces extrémités ils pourront venir à bout de tous leurs desseins. Pour moi, je ne le crois point, & je n'y vois pas d'apparence, d'autant plus qu'ils ne se disposent pas à rétablir le Gouvernement de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel ; Van Buning ayant empêché formellement, que la Province de Frise n'en fit la proposition dans les Etats Généraux, qui étoit le point fondamental de toutes choses. Je crois même, qu'ils ne rechercheront pas le Prince d'Orange sur les Contributions du pays de Liège. Le Conseil de M. l'Electeur de Cologne est cause que ce coup a manqué, n'ayant pas voulu que son Résident donnât communication du Mémoire de ces Contributions dans le tems que Messieurs d'Amsterdam le demandoient avec empressement.

Je sais très-positivement, que Van-Buning écrit souvent à des Ministres du Roi l'Angleterre ; & l'on m'a assuré aussi, que l'on a écrit par ordre du Roi d'Angleterre à Van-Buning, pour ne pas pousser le Prince d'Orange à l'extrémité, & pour avoir plus de soin de ce Prince qu'il n'en avoit lui-même, & aussi pour maintenir les Etats dans la situation, où ils sont, sans permettre qu'ils s'unissent plus étroitement aux intérêts de Votre Majesté.

Pour ce qui est des marchandises qui ont été confisquées & vendues à Dunkerque, autant que j'en ai pu être informé, elles peuvent être réputées de bonne prise, à prendre les choses à la rigueur, puisqu'elles ont été dans un bâtiment de la Domination du Roi d'Espagne : mais, il est constant que les Marchands ont été dans la bonne foi, & que ce Vaisseau-là a passé depuis quatre ans pour François ; que les Officiers de Votre Majesté l'ont re-

connu tel ; & que ces gens-ci l'ayant trouvé à Nantes y ont embarqué leurs marchandises comme sur un Vaisseau François.

5 Octobre
1684.

J'AI appris , que Van-Buning , & les autres Bourguemestres-Régens d'Amsterdam , ont donné part au Conseil de la Ville d'Amsterdam , de ce qui s'est passé entr'eux & le Prince d'Orange ; que leur conduite n'a pas été approuvée , & que la plus grande partie de ce Conseil a jugé qu'on n'avoit pas dû entrer dans ces éclaircissemens , bien que Van-Buning ait voulu les faire passer pour très-innocens.

EN effet, Sire, je ne vois pas que Messieurs d'Amsterdam se soient encore engagés fort avant : je fais même , de très-bonne part , qu'ils ont résolu unanimement de ne pas souffrir dorénavant que le Prince d'Orange fasse la moindre chose contre les Loix du Gouvernement ; mais , ils en ont fait assez pour rassurer le Pensionnaire Fagel de la peur qu'il a eue d'être démis , & pour donner lieu aux créatures du Prince d'Orange de faire accroire qu'ils se sont raccommodés avec lui. Je pense qu'on ne peut faire de jugement solide , sur ce qu'on doit attendre de ce Gouvernement , que dans le tems de l'Assemblée du mois de Novembre. On verra alors , par les démarches de Messieurs d'Amsterdam , ce qu'on peut espérer d'eux à l'avenir. Je fais agir quelques personnes de mes amis sous main , sans paroître moi même y prendre aucune part , pour porter Messieurs d'Amsterdam à demander dans l'Assemblée du mois de Novembre une nouvelle réforme des Troupes.

CEPENDANT, il semble que les Etats-Généraux ne songent point à prendre aucun engagement. Ils ont rappelé M. de Haren , Ambassadeur en Suede , & M. Damerongue , aussi-bien que le Sieur Moering , leurs Envoyés en Brandebourg & en Danemark , & ont résolu de faire revenir au printems le Sieur Hemskerke , Ambassadeur à Madrid.

ILs n'ont pas répondu non plus trop favorable-

ment à la proposition, que M. d'Oxenstiern a faite à M. de Haren, de renouveler l'Alliance qui a été faite entre la Suede & cet Etat en 1645, & qui doit expirer en 1685. Je sai de bonne part, que cette affaire ayant été mise en délibération dans la Province de Hollande, on a résolu de répondre à M. d'Oxenstiern, qu'ils ne voyoient pas à quoi pourroit servir ce renouvellement d'Alliance, puisqu'on n'y peut stipuler que deux choses; l'une la défense mutuelle en conséquence des Traités de Westphalie; l'autre le reglement de Commerce & de Marine entre la Suede & cet Etat. Que pour la défense mutuelle, ils ont fait un Traité d'Association; & à l'égard du commerce ils ont fait un Traité incontinent après la Paix de Nimegue. Que cependant, si M. d'Oxenstiern vouloit donner un projet, il pourroit en charger l'Ambassadeur des Etats avant son départ.

UN Colonel des Etats-Généraux, affectionné à l'Espagne, alla en poste à Vienne, pour offrir au Marquis Borgomaniero les dix mille hommes que les Etats-Généraux avoient licentiés. On ne douta point que ce ne fût du consentement du Prince d'Orange. Cet Officier fit son Traité; mais, il ne put être exécuté, parce que l'Empereur avoit stipulé que les Etats-Généraux entretiendroient ces dix mille hommes jusqu'au mois de Janvier: & quelques efforts que fissent les Envoyés de l'Empereur & d'Espagne, assistés du Prince d'Orange, on ne le put obtenir des Etats-Généraux. Ainsi, il fallut faire la cassation comme elle avoit été réglée, & licentier les Soldats.

Quoique Messieurs d'Amsterdam ne paroissent pas vouloir à présent exécuter les projets qu'ils ont faits contre le Pensionnaire Fagel, j'ai été encore informé depuis peu, qu'ils ont de très bonnes intentions, & que bien loin de vouloir s'allier avec l'Angleterre, il n'y en a pas un, excepté Van-Buning, qui ne souhaite passionnément que les E-

tats s'allient avec Votre Majesté: mais ils ne peuvent pas être en état d'exécuter ce dessein, tant que le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel seront si opposés, & que Van Buning le traverse dans leur Ville. Je sais aussi, que la raison secrète qui les a empêchés de pousser le Pensionnaire Fagel, a été qu'ils n'ont pas vu qu'ils puissent être les Maîtres d'en mettre un autre à sa place, tant qu'ils le souhaiteroient; & ils ont cru qu'il valoit encore mieux laisser le Pensionnaire Fagel, qui est chargé de la haine publique, qui ne manquera pas d'augmenter encore s'il arrivoit quelque nouveau sujet de plainte, que s'ils en choisissent un autre, qui ne seroit pas tel qu'il le faut, & qui pourroit leur faire du mal, sans qu'ils eussent fait lui la même prise qu'ils ont sur le Pensionnaire Fagel. Quoiqu'il y ait bien des choses à répondre à ces raisons-là, cependant elles sont assez plausibles pour avoir persuadé Messieurs d'Amsterdam. J'en ai été informé depuis peu par une voie sûre & très-secrète: quelques-uns d'eux ayant été trouvé un très-honnête homme de cet Etat, lui ont rapporté tout ce que j'ai l'honneur de mander à Votre Majesté, & lui ont dit que Messieurs d'Amsterdam seroient bien fâchés qu'il pût croire qu'ils se relâchassent en rien; mais qu'ils étoient persuadés qu'ils viendroient plus aisément à bout de leurs desseins par cette conduite. Je crois cela d'autant plus sincère, que l'homme dont je parle à Votre Majesté est si fort estimé dans ce pays, qu'on croit que Messieurs d'Amsterdam ont dessein de le mettre s'ils peuvent à la place du Pensionnaire Fagel.

Je ne vois pas Messieurs d'Amsterdam fort éloignés de demander dans la prochaine Assemblée de Hollande la cassation de douze mille hommes; & si les gens à qui j'en ai parlé peuvent surmonter quelques difficultés qui restent, la proposition s'en fera bientôt dans le Conseil de Ville d'Amsterdam.

LE Comte de Waldeck vient ici en toute diligence , pour empêcher qu'on ne lui ôte ses Charges : mais , à moins qu'il n'arrive quelque changement , il aura peine à y réussir ; car je sai que la résolution en est prise dans la Ville d'Amsterdam.

VAN - BUNING fait rōujours tous ses efforts pour se raccommo^der avec le Prince d'Orange , & pour raccommo^der en même tems la Ville d'Amsterdam. J'ai découvert encore , que la Négociation étoit dans sa plus grande force lorsque j'étois à Amsterdam , & que c'est par cette raison que quelques-uns des bien-intentionnés me firent avertir de parler froidement & sechement à Van - Buning : mais le Conseil de cette Ville n'ayant pas approuvé le procédé de ce Bourguemestre , l'accommodement est plus éloigné que jamais ; & le Prince d'Orange vient tout présentement de leur donner une marque bien publique de son ressentiment , en partant d'ici samedi dernier : il est allé à une maison de campagne qu'il a proche de Harlem , d'où , à moins que d'allonger son chemin de trois ou quatre lieues , il falloit qu'il passât par Amsterdam pour aller à Soestdyckt , qui est une maison qu'il a proche d'Utrecht , où il va demeurer pendant six semaines. Le neveu de Van - Buning , qui étoit avec le Prince d'Orange , manda à son oncle que le Prince alloit passer à Amsterdam : celui-ci en donna part aux autres Bourguemestres , & ils résolurent de tenir le dîner prêt pour le passage du Prince d'Orange : mais le neveu de Van-Buning lui ayant mandé que le Prince ne passeroit que sur les quatre heures , le dîner fut changé en une collation. Cependant Van-Buning ayant fait entendre au Conseil de Ville d'Amsterdam , que le Prince d'Orange y alloit pour prendre des mesures avec eux , afin de remettre l'union dans la République tout les Conseillers de Ville se tinrent prêts dans l'Hôtel de Ville. Le Prince d'Orange arriva au grand trot sur la place de l'Hôtel de Ville , rasant la maison du Poids , qui est vis

à-vis, comme pour s'éloigner davantage des Bourguemestres, lesquels, voyant que le Prince passoit outre, accoururent de l'Hôtel de Ville, & passèrent la grande place à pié, jusqu'au carrosse, qui eut peine à arrêter.

LE Bourguemestre Guelvink, comme Président, portoit la parole, accompagné des Bourguemestres Van-Buning & Marseveen, le Sieur Hude ne s'y étant pas trouvé. Ils prièrent le Prince d'Orange de vouloir en passant leur faire l'honneur de prendre quelque rafraîchissement: mais, le Prince d'Orange, avançant seulement la tête à la portiere, les en remercia fierement, sans aucune démonstration de civilité; & fit avancer son carrosse, qui alla à toutes jambes jusques hors la Ville. J'ai su que les Bourguemestres ont été scandalisés de ce procédé, & qu'ils s'en font une leçon pour l'avenir; ce qui vient d'arriver à Messieurs de Dort leur faisant voir ce qu'ils ont à craindre s'ils manquent de vigueur.

LE Conseil de la Ville de Dort ayant envoyé à Diren un de leurs Secrétaires, membre de leur Corps, avec la nomination de leurs nouveaux Magistrats, le Prince d'Orange l'a tenu-là sept ou huit jours, lui faisant donner à manger dans l'Office, & ne lui a donné audience qu'en passant pour aller à la chasse, lui répondant qu'il seroit l'élection lorsqu'il le jugeroit à propos. Tous les honnêtes-gens sont indignés d'un pareil traitement; & j'en ai vu qui en font un sujet de plainte contre Messieurs d'Amsterdam, voulant dire que la foiblesse qu'ils témoignent attire ce traitement, & en attirera de semblables, & de pires, à ceux qui sont entrez dans leurs sentimens, s'ils ne tiennent une autre conduite.

19 Octo-
bre 1684.

IL fit en même tems une chose dans la Ville d'Utrecht, qui dut bien faire voir à Messieurs d'Amsterdam, qu'il étoit fort éloigné de vouloir rétablir le Gouvernement de cette Ville sur le pié où il devoit être; car, il ne se contenta pas de

nommer à son ordinaire ceux qui doivent être Bourguemeſtres l'année ſuivante, ou qui doivent remplir quelques places vacantes; mais il a chaffé du Conſeil de la Ville tous ceux qui ſe ſont oppoſés dans ces derniers tems à ſes deſſeins, quoiqu'il y en ait parmi eux qui euſſent été depuis 25 ans dans le Conſeil: c'eſt une choſe inouïe, & qui n'a jamais été pratiquée depuis l'établiſſement de la Republique. Cet attentat fait faire bien des réflexions ici, & donne aſſez à connoître aux honnêtes gens que le Prince d'Orange opprimerait inſenſiblement leur liberté, s'ils n'y mettent ordre.

LE Roi d'Angleterre marqua beaucoup de mécontentement du Prince d'Orange, qui faiſoit tous les jours de nouvelles choſes contre le reſpect qu'il lui devoit, & qui ne rempliſſoit les Troupes Angloiſes qui étoient en Hollande, que d'Officiers dépendans du Duc de Montmouth; enſorte qu'en peu de tems ces Troupes ne ſeroient plus en la diſpoſition du Roi d'Angleterre.

M. de Montmouth eſt de retour de Soeſtdyekt, 19 Octo-
maison du Prince d'Orange; on dit qu'il paſſera bre 1684.
l'hyver à la Haye. La Princeſſe d'Orange a fait des honneurs extraordinaires à une fille de qualité d'Angleterre, qui paſſe publiquement pour être la maîtreſſe de M. de Montmouth.

M. de Louvois me demanda ſi la grande ré- Lettre de
forme que le Roi faiſoit n'aideroit pas les bien- M. de Lou-
intentionnés de Hollande à faire réſoudre un vois, du 5
grand licentiaement dans les Troupes des Etats. Octobre
1684.
Je lui répondis; que quelque réforme que S. M. 19 Octo-
pût faire, ce ne ſeroit pas cela qui ſeroit pren- bre 1684.
dre en Hollande la reſolution d'en faire une plus conſidérable; que tout dépendoit de l'union & de la fermeté de Meſſieurs d'Amſterdam pour l'exécution de ce deſſein; que comme ils avoient plus en vûe l'abbaïſſement du Prince d'Orange, que la grande puiffance de S. M., s'ils ſe trouvoient bien unis dans ce deſſein, & que Van-Buning, avec ſa cabale, ne pût ſ'y oppoſer, quand S. M. ne ſeroit aucune réforme

COPIE DE LA LETTRE DU PRINCE D'ORANGE
dans ses Troupes, ces Messieurs viendroient à bout d'en faire faire dans celles des Etats; & aussi qu quand il plairoit à Sa Majesté de casser cinquante mille hommes, si Van Buning venoit à bout de s'opposer au dessein que Messieurs d'Amsterdam avoient de faire une nouvelle réforme, il n'y avoit rien qui pût la faire résoudre dans l'Assemblée de Hollande; que c'étoit-là ce que je croyois pouvoir avancer avec fondement.

16 Octobre
1684.

J'AI appris de bonne part, que l'affront que le Prince d'Orange a fait à Messieurs d'Amsterdam fait grand tort à Van-Buning, & le décredite beaucoup, parce qu'il avoit assuré les Bourguemeîtres d'Amsterdam, que le Prince passoit par leur Ville pour leur parler d'affaires, & pour chercher de moyens de vivre dorénavant dans une bonne correspondance.

JE sai par le même endroit, que Messieurs d'Amsterdam sont dans de bons sentimens, & que tout se dispose dans le Conseil de cette Ville-là à résoudre une nouvelle cassation de douze mille hommes, & que ceux de Dort n'agiront pas avec moins de vigueur pour cet effet que Mrs. d'Amsterdam. C'est un concert pris entre quelques-uns des bien-intentionnés: mais, je ne dois donner aucune assurance positive là-dessus à Votre Majesté, que quand la Résolution en aura été effectivement prise dans le Conseil de ces deux Villes.

LE Prince de Nassau étoit à Amsterdam, où il étoit régalez & traité avec des honneurs extraordinaires. Sevenar & quelques autres travailloient fortement pour faire prendre d'étroites liaisons entre ce Prince, les Provinces de Frise, & de Groningue, & la Ville d'Amsterdam.

2 Novembre
1684.

JE ne manque pas de me servir de tous les moyens qui me sont possibles, pour faire en sorte qu'on prenne à cette heure, dans le Conseil des Villes de Hollande, de bonnes Résolutions pour diminuer la trop grande autorité du Prince d'Orange. Je me suis servi assez utilement des mêmes person-

nes qui ont ci-devant lié la correspondance entre Messieurs d'Amsterdam & moi. Ils sont donc allés à Amsterdam, & y ont représenté vivement le mauvais traitement que le Prince d'Orange a fait à ceux de Dort & d'Amsterdam, & son entreprise contre les Lois de la Province d'Utrecht. Ils m'ont fait savoir, qu'on avoit fait de grandes réflexions là-dessus, & que cela pourroit bien porter Mrs. d'Amsterdam à prendre des Résolutions plus vigoureuses que celles qu'ils ont prises jusqu'à cette heure, & que le crédit de Van-Buning est fort diminué. Je sai d'ailleurs, que la Ville de Dort ne parlera pas avec moins de vigueur dans la prochaine Assemblée de Hollande, que fera celle d'Amsterdam.

COMME on n'a encore pris aucune Résolution dans le Conseil des Villes, je ne puis encore avoir l'honneur de mander rien positif à Votre Majesté : les intrigues du Pensionnaire Fagel, la timidité des Magistrats, ou quelques autres égards particuliers, peuvent encore détourner cet orage. Je sai seulement que dans des Conférences que des personnes de la Régence d'Amsterdam ont tenues dans des maisons particulières, ils ont agité entr'eux de casser douze mille hommes : & ce qui est infiniment de plus de conséquence contre l'autorité du Prince d'Orange, ils ont projeté de lui donner l'état de ceux qui doivent être cassés ; & dans cet état, Benting & d'autres sont nommés. Si cela s'exécutoit, le Prince d'Orange perdrait une partie du pouvoir qu'il a sur les Troupes, puisqu'il perdrait le droit qu'il a usurpé de casser & de créer les Officiers. On a parlé dans ces mêmes Conférences de songer tout de bon à rétablir le Gouvernement d'Utrecht, de Gueldres, & d'Overissel. Ceux de Frise offrent de le proposer dans les Etats-Généraux ; ceux d'Amsterdam le souhaitent assez : mais Van-Buning s'y étant opposé jusqu'à cette heure, il a empêché, comme il est premier Bourguemestre, qu'on n'en ait délibéré dans le Conseil de Ville d'Amsterdam.

COMME il arrive souvent qu'après avoir bien discuté ces sortes de choses dans le particulier, on ne résout rien dans le Conseil des Villes, & que d'ailleurs ces Propositions sont d'une telle conséquence, qu'il sera très-difficile d'avoir là-dessus le consentement de toute une Ville; j'attendrai à en mander des nouvelles certaines à Votre Majesté lorsque j'aurai appris ce qui aura été arrêté dans le Conseil d'Amsterdam, ce qui ne se fera que la veille du jour que les Etats de Hollande s'assembleront; cela se pratiquant toujours de la sorte dans toutes les Villes, pour ôter autant qu'elles peuvent la connoissance de ce qu'elles doivent proposer dans l'Assemblée de la Province de Hollande.

LE Prince d'Orange ayant vû que le Sieur Muys, premier Bourguemestre & Pensionnaire de la Ville de Dort, qui avoit eu ci-devant beaucoup de déférence pour lui, s'étoit signalé dans ces derniers tems pour les intérêts de la République, lui a suscité une cabale dans la Ville de Dort, & sur la plainte de ceux de cette cabale, a renvoyé l'affaire à la Cour de Justice; & comme il en est en quelque façon maître, il a fait nommer des Commissaires, dont il y en a qui sont ennemis du Sieur Muys. On ne sait encore quelle suite aura cette affaire, & si les Villes de Hollande approuveront que les Conseillers de la Cour de Justice viennent se mêler de leur Gouvernement, elles qui ont conservé jusqu'à cette heure une absolue Souveraineté.

7 Novem-
bre 1684.

Ce que j'eus l'honneur de mander à Votre Majesté par ma Lettre du 26 d'Octobre, du concert que Messieurs de Dort, & quelques-uns des bien-intentionnés, avoient pris ensemble d'agir vigoureusement pour les intérêts de la République, a déjà commencé à s'exécuter par la demande que ceux de Dort ont faite, au sujet des Commissaires de la Cour de Justice qui ont été chez eux. Le parti de Muys, premier Bourguemestre, a prévalu dans cette Ville, & ceux que le Prince d'O-

tange avoit suscités contre lui, bien loin de soutenir leur entreprise, sont à cette heure attaqués fortement par les autres. Le Conseil de la Ville de Dort s'est donc assemblé, & la premiere Résolution qui y a été de ne point recevoir ces Commissaires, qui n'ont nul droit de se mêler des affaires de leur Gouvernement. Ensuite, ils ont défendu à tous les Sergens, & autres Officiers de la Ville, de reconnoître en quelque façon ces Commissaires, ni d'avoir aucun commerce avec eux. Enfin, ils ont demandé que l'Assemblée de Hollande, qui ne devoit commencer que le 15 de ce Mois, eût à se tenir dès demain huitieme, & ont écrit pour cela aux *Gecommitters de Rades*, & leur ont expliqué que le sujet qu'ils avoient de presser cette Assemblée, étoit pour demander par quel ordre, & de quelle autorité, trois Conseillers du Conseil de Justice étoient venus dans leur Ville pour s'informer de leur Gouvernement. Les *Gecommitters de Rades*, qui représentent toute l'année la Province de Hollande, & à qui l'on s'adresse lorsqu'on veut faire assembler extraordinairement cette Province, n'ont pû refuser à la Ville de Dort de faire assembler dès demain la Province de Hollande, & ont marqué pour le point de la convocation les plaintes que Messieurs de Dort ont faites de la procédure de ces trois Conseillers. Comme tout ce trouble a été suscité par le Prince d'Orange, & que c'est lui qui a donné lieu à l'envoi de ces trois hommes, cette premiere plainte de Messieurs de Dort donne beaucoup d'atteinte à son autorité & à son crédit. Il est même si alarmé, que lui, qui ne devoit arriver que le 21 de ce mois-ci, c'est-à-dire que huit jours après l'ouverture qui se devoit faire des Etats de Hollande, sera ici ce soir ou demain matin.

J'AURAI l'honneur d'informer Votre Majesté des suites qu'aura cette affaire; je puis cependant l'assurer très-positivement, que Messieurs de Dort ne

l'ont pas entreprise sans avoir consulté auparavant ceux de Leyde, & de quelques autres Villes, & sur-tout ceux d'Amsterdam, à qui ils ont dépêché secretement pour ce sujet.

9 Novem-
bre 1684.

LA Province de Hollande s'assembla hier, & Messieurs de Dort y firent leurs plaintes avec toute la vigueur & tout le ressentiment qu'on doit attendre de la premiere Ville de Hollande, à qui on a voulu ôter un des plus beaux attributs de sa Souveraineté. Les principales Villes, comme celles d'Amsterdam, de Leyde, de Delft, & autres, sont entrées dans les sentimens de celle de Dort, comme ayant le même intérêt. Harlem, Rotterdam, & Tergou, ont défendu les intérêts du Prince d'Orange : cependant, on ne croit pas ce parti assez fort pour se soutenir sans la présence de ce Prince, à qui Benting dépêcha hier deux Couriers, & lui envoya en même tems des relais, afin de hâter son retour.

LE Duc d'Hanover n'est pas trop content des Etats, de ce qu'il n'a pû obtenir des subsides, & que le Sieur Wistendorf en s'en allant d'ici ne put rien obtenir des arrérages de la derniere guerre, qui sont dûs au Duc de Zell, & qu'il a transportés au Duc d'Hanover. Le Prince d'Orange de son côté n'est pas fort satisfait que le Duc d'Hanover ait toujours refusé d'entrer dans le Traité d'Association, à moins qu'on ne lui donnât les subsides : & il semble que les liaisons, que beaucoup de Princes ont pris avec les Etats, depuis peu, n'ont servi qu'à faire voir aux Etats, qu'ils ne devoient compter sur les forces d'aucun de ces Princes, s'ils ne les achetoient bien cher ; & à ces Princes, que les Etats-Généraux ne sont gueres en pouvoir, & point du tout en volonté, de leur donner aucuns subsides.

LE Prince de Nassau étant à Amsterdam, les amis communs se sont entremis pour faire entrer le Prince d'Orange avec le Prince de Nassau & la

Princesse

Princesse d'Anhalt en quelque pour-parler. Le rendez-vous s'est donné à Narden ; ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de le mander à Votre Majesté ; & par tout ce que j'en apprends , je trouve que c'est Van-Buning , qui en a fait les premières démarches. Le Prince d'Orange se rendit donc à Narden , avec la Princesse d'Orange , M. de Montmouth , Montpouillan , & Benting. La Princesse d'Anhalt s'y rendit de son côté , avec l'Abbesse d'Erfort , & la Princesse de Nassau sa fille. Le Prince de Nassau ne s'y voulut pas trouver , dont le Prince d'Orange témoigna du chagrin : mais , après quelques discours généraux , la Princesse d'Anhalt pria le Prince d'Orange de passer dans une autre chambre , lui dit qu'ayant l'honneur d'être sa Tante , & l'étant du Prince de Nassau , & de plus sa belle-mère , elle ne pouvoit voir qu'avec déplaisir , qu'il y eût de la division entr'eux ; & qu'elle croyoit , que pour leur intérêt commun , & pour celui de la République , il falloit songer à remettre toutes choses dans une bonne & parfaite union. Qu'elle ne disoit pas cela de son chef ; qu'elle étoit priée par Mrs. d'Amsterdam de le lui témoigner ; & de l'assurer qu'ils seroient très-aises de vivre avec lui dans une bonne intelligence. Le Prince d'Orange répondit à la Princesse d'Anhalt , qu'il étoit disposé à bien vivre avec son cousin ; qu'il ne prétendoit aucune chose sur lui , & qu'il vouloit seulement conserver les mêmes privilèges & les mêmes prérogatives à l'égard du Prince de Nassau , que ses ancêtres avoient eus à l'égard de ceux de ce Prince ; mais qu'il avoit sujet de se plaindre du Prince de Nassau , qui lui avoit manqué de parole , après lui avoir promis formellement , que les Provinces de Frise & de Groningue conclurroient à la levée de seize mille hommes ; mais , qu'on ne devoit jamais attendre autre chose de lui , tant qu'il suivroit les conseils de Senar & du Ministre Vandervaye , dont le premier conservoit une étroite correspondance avec les ennemis , & l'autre vouloit se venger de l'affront qu'il

avoit reçu d'avoir été chassé de Zélande. La Princesse d'Anhalt repliqua, qu'elle ne savoit pas que son gendre eût donné aucune parole au Prince d'Orange, & qu'il ne pouvoit même en donner de positive, puisqu'il n'étoit pas autant maître des Provinces de Frise & de Groningue que lui Prince d'Orange l'étoit des autres Provinces. Qu'elle ne connoissoit point non plus aucun ennemi de l'Etat, & qu'ainsi Sevenar ne pouvoit être accusé d'avoir correspondance avec eux. Elle parla ensuite de son gendre; mais, le Prince d'Orange l'interrompit, lui dit: Madame, je sais ce que peut mon Cousin, je sais ce qu'il veut, & j'ai vu ce qu'il a fait; & pour ce qui est de Mrs. d'Amsterdam, ils m'ont profité aux yeux de toute l'Europe, & m'ont sacrifié à la France: ils sont venus à bout de leurs desseins, mais ils verront comme ils s'en trouveront. Pour moi, je sais ce que j'ai à faire: s'ils ont quelque chose à me dire, ils pourront me parler dans l'Assemblée de Hollande. Cette réponse a achevé de désespérer Mrs. d'Amsterdam, & de les convaincre de l'obstination insurmontable avec laquelle le Prince d'Orange persiste dans ses desseins.

VAN-BUNING, qui est cause de toutes de ces démarches, se trouve de plus en plus embarrassé. Comme son but est de tenir cet Etat étroitement uni à l'Angleterre, il n'a d'autre vûe à cette heure, que de se racommoder avec le Prince d'Orange; mais, comme les premières tentatives qu'il a faites pour cela n'ont pas réussi, parce que le Prince d'Orange voulant reprendre l'autorité qu'il a ci-devant usurpée, & que Mrs. d'Amsterdam souhaitant que toutes choses se reglent selon les Loix de la République, il n'y a pas d'apparence qu'ils puissent tôt se réunir, parce que les démêlez, qui vont naître dans cette Assemblée de Hollande, leur donneront de nouveaux sujets d'éloignement.

Je découvris que M. Fucks, Ministre de Brabant, travailloit sous main pour faire entendre que les Etats-Généraux laissent encore quelque

tems M. Damerongue auprès de M. l'Electeur de Brandebourg.

L'AMBASSADEUR des Etats-Généraux en Angleterre vint à la Haye. Je decouvris, que c'estoit pour raccommo-der le Prince d'Orange avec le Roi d'Angleterre. Il témoigna à quelques personnes de ses amis, qu'il y avoit beaucoup de disposition dans l'esprit du Roi de la G. B. à se raccommo-der avec le Pr. d'Orange, pourvu que le Pr. d'Orange voulût faire ce qu'il devoit à l'égard du Roi d'Angleterre : & je fus informé, que ces Remontrances seroient cause, que M. de Montmouth ne passeroit pas l'hyver à la Haye. Je crus que Mylord Halifax avoit quelque part à cette affaire, puisqu'il s'étoit expliqué au Sieur Chudley, que si le Prince d'Orange l'en vouloit croire, il se soumettroit au Roi d'Angleterre, & que cela tant il se raccommo-deroit aisément avec lui. Van-ning entra vivement dans cette affaire, & comme il étoit fort bien auprès du Roi d'Angleterre, comprit que ce lui seroit un moyen pour se re-tenir bien auprès du Prince d'Orange de le raccommo-der avec le Roi d'Angleterre, & qu'il se-roit recommandable à l'un & à l'autre en tra-vaillant à une plus étroite union entre le Royaume d'Angleterre & la République de Hollande. Pour ce qui est du Duc d'Yorck, il donnoit tête baissée dans toutes ces choses-là, & sans considérer que le Prince d'Orange s'étoit déclaré publiquement qu'il falloit l'exclurre de la Couronne d'Angleterre, & qu'il conservoit toujours le même dessein ; il sembloit qu'il n'y eût de salut pour lui que de remettre bien le Prince d'Orange avec le Roi son frere, & de le rendre plus puissant & plus considérable qu'il n'étoit encore.

Les Deputés de la Province de Hollande, étant venus, ont mis en délibération les affaires de
 13 Novem-
 bre 1684
 sur lesquelles ils étoient allés consulter leurs supérieurs. Les Contestations furent vives & animées sur ce sujet dans les Etats de Hollande. Mrs.

d'Amsterdam prirent l'affirmative pour ceux de Dort avec une extrême vigueur ; ceux de Leyde & de Delft s'y joignirent ; mais, les Villes de Harlem, de Rotterdam, de Schoonhoven, & de Hoorn, se déclarèrent hautement contre la Ville de Dort : ainsi, les Etats se séparèrent sans rien faire.

CEPENDANT, l'affaire de Dort étoit de plus de conséquence qu'aucune qui se fût traitée dans les Etats de Hollande depuis plusieurs années ; car, les Conseillers de la Cour de Justice avoient déclaré qu'ils n'avoient pas été à Dort en qualité de Commissaires de la Cour, mais comme Députés du Gouverneur. Si donc on le maintenoit, par un Consentement de la Province de Hollande, dans ce prétendu Droit de pouvoir envoyer dans les Villes des Commissaires pour s'informer des bragues qui s'y font dans l'élection des Magistrats, & pour y remédier en qualité de Stathouder ; il est certain, que comme il n'y a point de Ville dans laquelle il n'y ait deux Partis, dès que celui qui est opposé au Prince d'Orange ne voudroit pas entrer dans ses desseins, il envoyeroit aussi-tôt des Commissaires, sous prétexte qu'il y auroit eu de la cabale, & changeroit ainsi les Magistrats à sa fantaisie. C'est ce que Messieurs d'Amsterdam prévoient bien ; mais, il paroît jusqu'à cette heure, que le Prince d'Orange a la pluralité des Villes.

UNE seule chose pouvoit favoriser le parti des grandes Villes en cette occasion, c'est que le Pensionnaire Fagel est dans son cœur absolument contre cette entreprise, parce qu'elle a été inspirée au Prince d'Orange, & exécutée par le Sieur Allewyn, qui a toujours été ennemi secret du Pensionnaire Fagel, mais qui depuis trois ou quatre mois a levé le masque contre lui, tâchant par toute sorte de moyens de s'accréditer auprès du Prince d'Orange, & de profiter des mauvaises démarches que le Pensionnaire Fagel lui a fait faire en ces der-

niers temps, afin de pouvoir être Pensionnaire en sa place.

POUR ce qui est des autres affaires, je ne puis encore avoir l'honneur d'en rien dire de bien précis à Votre Majesté. Messieurs d'Amsterdam ont toujours de bons sentimens, jusques-là que le Conseil de Ville a fait des reproches & des réprimandes à Van-Buning des avances qu'il avoit fait faire au Prince d'Orange, & de ce qu'il l'avoit fait en leur nom : mais, d'un autre côté, l'Opposition, que Van-Buning forme à toutes leurs Propositions, les a empêchés jusqu'à cette heure de rien conclurre. Il les étourdit par ses Raisonnemens ; & quoiqu'il ne les puisse porter à prendre aucun engagement avec le Prince d'Orange, qui soit au préjudice de la République, c'est assez qu'il les empêche de profiter de l'occasion qui se présente d'abaisser l'autorité de ce Prince, & de se remettre dans leur ancienne liberté.

VAN-BUNING, qui fait le Philosophe, & qui affecte toujours une espece d'indifférence pour demeurer dans le Gouvernement, est néanmoins possédé d'une Ambition démesurée, & envisage comme le pire de tous les états celui d'homme privé, où il va se trouver au mois de Février : il sera confiné dans Amsterdam en sortant de la Charge de Bourguemestre, s'il ne fait en sorte par ses menées de se raccommoder avec le Prince d'Orange, de maniere qu'il puisse venir en liberté à la Haye Député aux Etats-Généraux ; & continuer ses intrigues. Il est à souhaiter, qu'il ne réussisse pas dans ce dessein, ou qu'il se trouve trompé en se persuadant que le Prince d'Orange puisse en effet oublier de bonne-foi le passé.

LE voyage, que le Sieur Citters est venu faire en ce pays-ci, a beaucoup servi à Van-Buning ; & j'appréhende, qu'il ne lui serve encore davantage dans la suite ; cet Ambassadeur assurant les principaux de l'Etat, que le Roi d'Angleterre est fort disposé à reprendre le Prince d'Orange dans ses bonnes gra-

ces, lorsqu'il voudra se comporter autrement qu'il n'a fait par le passé : & comme il a déjà obtenu que le Prince d'Orange n'ait pas gardé cet hyver M. de Montmouth à la Haye, il entretient par là Van-Buning dans ses visions, & dans l'espérance de voir le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange dans une bonne union. Cela fortifiera les raisons de Van Buning auprès de ses collègues, pour garder un peu de modération à l'égard du Prince d'Orange.

16 No-
vembre
1684.

MESSIEURS d'Amsterdam demeuroient toujours dans la résolution qu'ils avoient prise de faire casser douze mille hommes, & de donner au Prince d'Orange un état de ceux qui devoient être cassés; mais, ils n'étoient pas encore convenus avec quelques autres Villes qui seroit celle qui seroit cette Proposition; & je mandai que j'apprehendois extrêmement que Van-Buning n'empêchât Messieurs d'Amsterdam de mettre à exécution la plupart des choses qu'ils avoient projetées. Il se faisoit toujours de pouvoir rentrer dans les bonnes grâces du Prince d'Orange, & dans cette vue il travailloit fortement à raccommo-der le Prince d'Orange avec le Roi d'Angleterre: d'ailleurs, les menées des Sieurs Citters & Van-Buning ne donnoient pas peu d'inquiétude à Messieurs d'Amsterdam. Citters les assuroit, que le Prince d'Orange & le Duc de Montmouth étoient sur le point de se bien remettre avec le Roi d'Angleterre; que Sa Majesté Britannique y étoit fort disposée, pourvu que le Prince d'Orange acquiescât à ses sentimens; qu'il avoit commence à s'y conformer, en ne gardant plus M. de Montmouth auprès de lui, & qu'il ne l'y avoit retenu que pour le remettre dans son devoir.

Je ne me contentai pas de faire savoir au Roi & à M. de Barillon l'avantage que le Prince d'Orange tiroit des discours des Sieurs Citters & Van-Buning: je fis en sorte que l'Envoyé d'Angleterre, homme dévoué au Duc d'Yorck, le lui écrivît. Il lui manda, que nous avions découvert,

par des personnes affidées à M. de Montmouth, que cette Intrigue étoit conduite par Mylord Halifax, qui vouloit remettre le Prince d'Orange & le Duc de Montmouth dans les bonnes grâces du Roi d'Angleterre, & qu'il avoit fait insinuer à l'un & à l'autre de quelle maniere ils devoient se conduire. Que le but de Mylord Halifax étoit d'éloigner M. le Duc d'York des affaires; d'en faire chasser Mylord Rochester; d'y faire entrer le Prince d'Orange; & agissant toujours de concert avec lui, de devenir le premier Ministre: & je fis mander au Roi d'Angleterre, que, sans un desaveu solennel d'une Négociation qui se faisoit publiquement à la Haye en son nom, il étoit constant que tout le monde demeureroit dans l'erreur où il étoit, ce qui seroit très-préjudiciable.

On manda de Suede, qu'on pourroit bien faire un renouvellement d'Alliance entre la France & la Suede. Le Pensionnaire Fagel profita de cette nouvelle, pour inspirer aux Etats le dessein de laisser M. de Haren tout l'hyver à Stockholm. Il gaignoit par là deux choses: premierement, il éloignoit du Prince de Nassau le seul homme de Frise qui fût capable de lui donner de bons conseils: l'autre, c'est qu'il rendoit un service agréable à la Suede, qui étoit fort outrée de se voir pour ainsi dire abandonnée par les Etats. Le Roi de Suede, de son côté, faisoit force caresses à M. de Haren. Il étoit allé chez cet Ambassadeur avec la Reine-mere, où il avoit demouré depuis six heures du soir jusqu'à trois heures après minuit.

Je viens d'apprendre, Sire, que le Prince d'Orange, voyant le tort qu'il pouvoit recevoir de l'Entreprise que le Sieur Allewin lui a fait faire contre ceux de Dort, a écrit une Lettre circulaire à toutes les Villes de Hollande, par laquelle il proteste de sa bonne intention dans cette affaire, & qu'il n'a jamais voulu empiéter sur les privileges des Villes, ainsi que Mrs. de Dort l'ont fait debiter:

17 No-
vembre.
1684.

& comme ceux de Dort ont eu ce matin audience du Prince d'Orange, & qu'on n'a point parlé de cette affaire dans l'Assemblée de Hollande, on croit que ce différend prendra la voie d'accommodement.

JE fus informé, que le Sieur Citters n'étoit pas tout-à-fait content de sa Negociation. Le Prince d'Orange s'étoit rendu à la vérité à ses Remontrances, & à celles de Mylord Halifax, & avoit bien voulu laisser aller M. de Montmouth à Bruxelles; mais, il ne paroissoit pas vouloir faire aucune démarche auprès du Roi d'Angleterre: il recevoit même avec beaucoup de fierté toutes les Propositions que le Sieur de Citters lui faisoit. Ce Ministre s'attendoit toute-fois, que le Prince d'Orange lui donneroit des Instructions de ce qu'il auroit à faire, avant qu'il retournât en Angleterre, & il alla à Amsterdam pour conférer là-dessus avec Van-Buning.

CHUDLEY est informé de tout ceci, & ne manquera pas de représenter aujourd'hui au Roi son Maître ce qu'il doit attendre du Prince d'Orange, puisque dans le tems qu'on abuse du nom de Sa Majesté Britannique, jusqu'à faire des avances de sa part au Prince d'Orange, il les reçoit avec tant de fierté & d'indifférence.

CHUDLEY est aussi informé, que le Prince d'Orange a dit plus d'une fois, qu'il ne comprenoit pas pourquoi le Roi d'Angleterre faisoit défendre à son Ministre à la Haye de le voir, ni pourquoi on lui parloit si souvent de la part du Roi d'Angleterre. Que si le Roi & toute sa Cour savoient le peu de cas qu'il faisoit de leurs menaces & de leurs caresses, ils ne se donneroient pas tant de peine.

CEPENDANT, Mrs. d'Amsterdam travailloient à des Mémoires pour le bien du Commerce des Etats-Généraux. Nous étions tous persuadés, qu'il n'y avoit rien de plus propre pour porter les peuples dans les intérêts du Roi, que de leur faire goûter les avantages qu'ils tiroient de la paix, & que cela empêcheroit le Prince d'Orange de pouvoir jeter les Etats dans d'autres intérêts. Ce que j'en

ai pu pénétrer, est qu'ils demanderont que l'on corrige de certains Abus qui se commettent dans la perception du droit de cinquante sous par tonneau, & qu'on règle le jaugeage qui se fait bien différemment d'un port à un autre. Je ne sai s'ils demanderont quelque-chose de plus : mais, si les États-Généraux conviennent de me venir parler de ces sortes d'affaires, je m'en tiendrai à mes ordres, & je me chargerai seulement d'avoir l'honneur d'en rendre compte à Votre Majesté, après leur avoir fait connoître les difficultés qu'il y aura dans leur demande.

VAN-BUNING les avoit voulu porter à demander la suppression de ce Droit; disant, qu'il savoit la bonne part, que Sa Majesté l'accorderoit: j'en fus averti, & je fis savoir à quelques-uns de mes amis, que Van-Buning ne les engageoit à demander une chose, qu'il savoit devoir être refusée, & pour les chagriner contre la France.

21 Novembre
1684.

JE présentai ce même jour un Mémoire aux États-Généraux, dans lequel je leur témoignai que comme le Roi n'avoit rien eu plus à cœur que de rétablir la Paix dans l'Europe, aussi Sa Majesté le desiroit-elle rien plus ardemment à cette heure, que de voir cette Paix solidement affermie. Que c'étoit par cette raison, que, pour n'omettre aucun des moyens qui y pouvoient le plus contribuer, Elle m'avoit ordonné de leur demander un acte de garantie des Traités de Treve entre la France & l'Espagne, & entre la France & l'Empire.

J'ÉCRIVIS à M. de Louvois, que Messieurs d'Amsterdam m'avoient fait demander si je ne pourrois point leur dire quels étoient les appointemens d'un Colonel d'Infanterie, d'un Lieutenant-Colonel, & des autres Officiers d'Infanterie, comme aussi de Cavalerie; ce qu'on leur passoit d'hommes dans leurs Compagnies; quel différent traitement on faisoit au Capitaine du Régiment des Gardes du Roi, d'avec les autres Compagnies d'In-

fanterie; quelle étoit la paye des Cavaliers & des Fantassins; combien il y avoit de Fantassins dans les Compagnies d'Infanterie, & combien d'hommes dans celles de Cavalerie. Qu'enfin, ils m'avoient demandé le détail de toute la Milice: que je voyois bien que c'étoit dans la vûe de régler leur état de guerre sur un autre pié qu'il n'étoit; car ils donnoient assez considérablement aux Officiers, & sur-tout à ceux des Gardes, qui avoient le double de ce qu'on donne aux autres. M. de Louvois m'envoya un Imprimé, que je donnai à Messieurs d'Amsterdam.

LE Résident de Cologne présenta un Mémoire, par lequel il demanda, avant que d'entrer dans les points de discussion de l'Alliance, qu'on réglât les différends qu'avoit M. l'Electeur de Cologne avec Messieurs les Etats-Généraux. Cela ne peut être que fort bon, d'autant que le Résident de Cologne doit donner le Mémoire des Contributions, dont l'Electeur son Maître demande la Restitution. Mais j'apprehende que cette affaire n'ait pas de suite, & que M. de Strasbourg ne soit pas bien aise qu'on l'approfondisse, parce qu'on prétend que feu M. l'Evêque de Strasbourg & lui ont touché l'argent qui a été donné pour les ôtages de Deventer, dont les Etats Généraux prétendent & demandent la restitution.

ON n'avoit point parlé dans l'Assemblée de Hollande de l'Affaire de Dort, parce qu'on avoit crû que ce Différend se termineroit par un Accommodement; d'autant plus que le Prince d'Orango ayant vû la fermeté de Dort, & la vigueur avec laquelle Mrs. d'Amsterdam prenoient cette Affaire, il paroissoit ne la vouloir pas pousser plus loin; ceux de Dort ayant eû même la hardiesse de faire imprimer une vieille Chronique, dans laquelle on voit, qu'un Comte de Hollande, ayant voulu autrefois attenter aux privilèges de Dort en une rencontre pareille, il fut mis en tutelle, & son confident, son Baillif, & tous ses enfans, massacrés.

COMME ceux de Dort & d'Amsterdam, de leur
 côté, ne se voyoient pas assez secondés par toutes
 les Villes de Hollande pour obtenir de la Provin-
 ce une Résolution qui pût réprimer l'Autorité du
 Prince d'Orange, ils avoient jugé à propos de ter-
 miner ce Demêlé par un Désistement volontaire du
 Prince de cette Entreprise, en laissant cependant
 toutes choses en l'état où elles étoient. Ils avoient
 seulement demandé, que le Prince d'Orange dé-
 clarât ceux qui s'étoient adressés à lui, pour fai-
 re leurs plaintes des prétendues brigues, qui s'étoient
 faites dans la Nomination des Magistrats de Dort.
 Cette Negociation a été en cet état jusqu'à Same-
 di, dix-huit de ce mois, que le Pensionnaire
 Agel alla trouver le Sieur Muys, & lui déclara, de
 part du Prince d'Orange, qu'il n'y avoit plus
 d'Accommodement à esperer; que le Prince rom-
 poit toute Negociation; qu'il ne vouloit point nom-
 mer ceux qui s'étoient venus plaindre à lui du Gou-
 vernement de Dort; qu'il ne se désisteroit point non
 plus des Prérogatives que sa Charge de Stathouder
 lui donne; & qu'il prétendoit, en cette qualité,
 avoir droit d'envoyer des Commissaires dans les Vil-
 les, lorsqu'il y auroit quelque Differend entre les
 Magistrats. Le Sieur Muys partit une heure après a-
 voir reçu cette Déclaration, & s'en alla à Dort, pour
 soulever dans le Conseil de Ville ce qu'il y auroit à
 dire. Il devoit en revenir hier au soir, pour porter
 cette Affaire ce matin dans l'Assemblée de Hollande;
 mais, le Prince d'Orange prit hier une nouvelle Ré-
 solution d'envoyer une seconde fois les mêmes Com-
 missaires à Dort. On en fut averti dans la Ville, &
 au soir ils conclurent entr'eux de s'opposer vi-
 vement à cette Entreprise du Prince d'Orange.
 Pour cela, ils doivent défendre à tous les Officiers de
 la Ville d'exécuter aucun ordre des Commissaires de
 la Cour de Justice, comme aussi à tout les chefs des
 métiers, & autres Bourgeois de la Ville, de com-
 paraître par-devant eux.

IL semble que le Prince d'Orange veuille réduire au désespoir ceux du Gouvernement présent & les mettre dans la nécessité d'employer toutes sortes de moyens pour recouvrer leur liberté : cependant, ils n'agissent pas avec toute la vigueur qu'on devoit attendre d'eux. Je tiendrai en cette occasion la conduite que Votre Majesté me prescrit, & je ne paroîtraî point vouloir fomenter cette Division, quoique les Remontrances, que je fais faire par des personnes interposées, n'ayent pas peu servi à ouvrir les yeux aux bien-intentionnés, & à leur donner du courage. Je fis même une Réponse à Van-Buning, lorsque j'étois à Amsterdam, qui a extrêmement plu aux plus zelés des bien-intentionnés. Il me parloit de la Division qui étoit dans l'Etat, comme d'une chose qui ruineroit le République, & à laquelle il falloit donner promptement remède. Je lui dis, que c'étoit mon Avis, & que S. M., qui vouloit être assurée de la bonne volonté des Etats, ne pouvoit compter sur leur Amitié, s'ils n'étoient parfaitement unis ; mais, que je croyois qu'en faisant cette Réunion les intérêts des particuliers devoient céder à ceux de la République.

23 Novembre
1684

LE Prince de Nassau auroit fait proposer dans les Etats-Généraux, par les Députés de Frise & de Groningue, de remettre sur l'ancien pié le Gouvernement de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel, si Van-Buning ne s'y'étoit fortement opposé.

Lettre du
Roi, du 23
Novembre
1684.

LES Créatures du Prince d'Orange tâcherent de faire donner ordre à M. de Haren de demeurer en Suede ; mais, la Province de Hollande n'y voulut pas consentir, & on résolut de nouveau que M. de Haren reviendrait.

LE Roi me manda, que j'avois bien fait d'empêcher que la Ville d'Amsterdam ne lui demandât la suppression entière du Droit de cinquante sous par tonneau : & , quant au retranchement des Abus qui se pouvoient commettre dans la preception de ce Droit, aussi-bien que dans le jaugeage des

Vaisseaux, Sa Majesté me feroit savoir les Résolutions qu'Elle auroit prises en leur faveur après que je lui aurois envoyé leur Mémoire.

L'AFFAIRE de Dort a occupé jusqu'à cette heure 30 Novemb.
l'Assemblée de Hollande; & comme la Décision de bre 1684.
cette Affaire est de la dernière Conséquence, puisque si elle réussit au gré du Prince d'Orange, il sera le maître absolu de la Province, & par conséquent des Etats-Généraux; j'ai mis tout mon soin à traverser cette Entreprise: j'ai eu même des moyens assez naturels, & assez faciles, d'agir en cela conformément aux intentions de Votre Majesté, & au bien de la République. J'informai le Roi, par cette Lettre que j'envoyois par la poste, de l'état où on étoit en Hollande; & je lui mandai, que le Prince d'Orange ayant fait déclarer par le Pensionnaire Fagel au Sieur Muys, qu'il n'y avoit plus d'Accommodement à espérer, & les Conseillers de la Cour de Justice étant retournés à Dort, avec une Lettre du Prince, qui ordonnoit aux Bourguemestres de cette Ville là de reconnoître ces Commissaires, il est arrivé que de cent vingt-sept personnes qu'ils avoient sur un Mémoire pour faire assigner, il n'y en a eu que quatre qui ont voulu comparoître: ainsi, ils sont revenus sans rien faire. Les Bourguemestres de Dort se sont rendus à la Haye dans le tems de ces procédures, ont parlé au Prince d'Orange avec beaucoup de respect, mais avec beaucoup de fermeté; & lui ont témoigné, qu'ils ne pouvoient jamais consentir qu'on fît rien contre les Droits & contre la Liberté de leur Ville. Le Prince d'Orange leur a répondu fort fièrement, qu'il ne céderoit jamais un avantage que sa Charge de Stathouder lui donnoit; qu'il prétendoit s'y maintenir; & qu'il employeroit pour cela toutes les forces que Dieu & la Nature lui avoient mises en main.

MESSIEURS d'Amsterdam de leur côté avoient conçu quelque espérance que les Affaires prendroient un meilleur train, & que le Prince d'Orange se

regleroit dorénavant selon les Loix de la République. Cette espérance étoit fondée sur ce que le Prince d'Orange les avoit assez favorablement écoutés, lorsqu'ils lui firent quelques avances pour une bonne réunion, & sur ce que le Pensionnaire Fagel leur avoit témoigné, que le Prince avoit été très-satisfait de ce qu'ils lui étoient venus dire, & que ce Prince avoit écrit une Lettre à la Régence de Dort, dont on auroit tout sujet de se louer. Mais, Messieurs d'Amsterdam ayant appris que cette Lettre enjoignoit aux Bourguemeîtres de Dort de recevoir la Commission de la Cour, & ayant été informés ensuite de la Réponse du Prince d'Orange aux Députés de Dort, ils ont bien vû que le Prince se moquoit d'eux. Ils sont retournés à Amsterdam, & le Conseil y ayant été assemblé, on y a résolu de soutenir Messieurs de Dort; de déclarer dans l'Assemblée de la Province, que cette Affaire ne pouvoit être décidée à la pluralité, puisqu'il s'agissoit de changer la forme du Gouvernement; de sorte que ne souffrant pas que cette Affaire soit décidé, dans l'Assemblée de la Province de la manière que le Prince d'Orange le prétend, ils le réduisent à s'en deslister, ou à se servir des voies de fait, pour obliger la Ville de Dort à obéir. Et ils ont résolu, que si le Prince d'Orange veut forcer, par l'envoi de quelques Troupes, la Ville de Dort à se soumettre, ils se retireront de l'Assemblée, fermeront leur bourse, & déclareront qu'ils ne peuvent plus se trouver dans les Etats de Hollande, la liberté en ayant été opprimée.

VAN-Buning est le seul qui n'a pas été de cet Avis. Il a proposé que l'on tentât encore une fois de s'accommoder avec le Prince d'Orange: mais il n'y a pas eu un homme dans le Conseil d'Amsterdam qui ait été de son Sentiment.

LA Ville d'Amsterdam a nommé dix-huit personnes, qui ont la Direction des Affaires présentes. Ils se sont toujours trouvés dans toutes ces der-

ières occasions dix-sept d'un Avis, & Van-Buning seul du sien.

Mais, quelques jours après, j'envoyai une Lettre 12 Décembre 1684.
par mer à Dunkerque, par laquelle je rendis compte à Sa Majesté de la situation où l'on étoit en Hollande; des mesures qu'on y avoit prises, & beaucoup de choses que je n'avois osé confier à la poste. Je lui mandai, qu'on avoit traité de deux Affaires dans l'Assemblée de Hollande; l'une étoit celle de Dort; l'autre regardoit l'état de guerre. Le Prince d'Orange parla avec beaucoup d'empchement sur l'Affaire de Dort: il déclara, qu'il ne prétendoit pas se désister d'un Droit qui lui étoit acquis, ni se soumettre à la Décision des Etats de Hollande, & qu'il sauroit bien trouver les moyens de s'y maintenir; & il donna par écrit une Déclaration de toutes ses Raisons. Ceux de Dort répondirent à leur ordinaire avec beaucoup de respect, mais avec beaucoup de fermeté, & ceux d'Amsterdam les seconderent.

Les premières personnes du Conseil secret d'Amsterdam ayant conféré ensemble à la Haye, avec M. Paëts, sur les affaires de Dort, ils furent tous d'un même Avis; que Dort ne devoit point se relâcher, & que si le Prince d'Orange y envoyoit des Troupes, comme l'on s'imagine qu'il le fera, les Députés d'Amsterdam devoient se retirer de l'Assemblée de Hollande, & déclarer qu'ils ne pouvoient plus faire partie d'un Etat dont on opprimoit la liberté. Qu'ils devoient en même tems fermer leur bourse, & se retrancher dans leur Ville. Quelques-uns d'eux témoignèrent, qu'ils auroient besoin en ce cas de secours étrangers. M. Paëts demanda adroitement si le Roi d'Angleterre n'en pourroit pas donner? Van-Buning répondit, que le Roi d'Angleterre ne manqueroit pas de bonne volonté, mais de pouvoir. M. Paëts proposa ensuite l'Electeur de Brandebourg: il parla enfin de Votre Majesté, mais faiblement, & pour voir ce que l'on en diroit. Le seul Van-Buning dit, qu'il ne seroit pas sûr de recevoir des Trou-

pes de Votre Majesté dans leur pays ; mais , tous les autres temoignèrent une entiere confiance. La chose en est demeurée là. J'ai jugé à propos que l'on évitât d'en parler davantage ; car , j'ai crû , Sire , qu'il valoit bien mieux , en les fortifiant dans la Résolution de tenir une Conduite ferme , les mettre dans la nécessité d'avoir recours à Votre Majesté , que de leur donner lieu d'en examiner toutes les suites ; & si les choses en venoient là , ils seroient bien obligés alors de se confier entièrement à Votre Majesté.

J'AJOUTERAI même à cela une particularité , dont je ne parlerois pas si elle ne venoit à propos , & si je n'étois pas persuadé , qu'en cas que les choses vinssent à quelque extrémité , il seroit bon que Votre Majesté en eût eu Connoissance. C'est , Sire , la grande Disposition dans laquelle sont Messieurs d'Amsterdam , de prendre une entiere confiance en Votre Majesté , sur la seule parole que je leur donnerois de sa Protection. Cela a paru dans une Conférence qu'ont eu quelques-uns des principaux Bourguemestres d'Amsterdam , avec M. Paëls , où ils temoignèrent la créance qu'ils prendroient en moi lorsque je leur engagerois la Parole de Votre Majesté , puisque jamais je ne les avois assuré de rien dont ils n'eussent vû ensuite les effets. M. Paëls , & deux ou trois autres des principaux de la République , ont beaucoup contribué à faire concevoir ces sentimens aux principaux d'Amsterdam , & à tous les bien intentionnés ; car , ils les ont toujours assurés , qu'ils étoient parfaitement informés de la bonne volonté de Votre Majesté pour la République , & en même tems de ma sincérité ; en sorte qu'ils pouvoient entièrement faire fonds sur ce que je leur dirois.

Tout cela , Sire , comme j'eus l'honneur de le mander à Votre Majesté il y a quelques semaines , sont des vûes d'une grande étendue , & fort éloignées ; & comme je ne crus pas alors que ce fussent des

des choses si pressées, qu'elles méritassent, que je dépêchasse un Courier à Votre Majesté : aussi je pense à cette heure, que , puisque j'en envoie un , il est à propos que je me serve de cette occasion pour informer Votre Majesté des discours qui se sont tenus par les Régens d'Amsterdam ; parce qu'Elle connoitra mieux par là la disposition du dedans du pays, quoique ce ne soit pas une chose sur laquelle on doive compter ; y ayant une grande différence entre des discours que des Bourguemestres tiennent entr'eux , & des Résolutions qui se prennent dans le Conseil de Ville.

POUR ce qui est de l'état de guerre dressé par le Conseil d'Etat , on ne l'examina pas dans cette Assemblée , & les Députés des Villes en prirent seulement des copies pour porter à leurs Supérieurs. Mais, Messieurs d'Amsterdam firent de fortes Remontrances sur les grandes dettes de la République, sur la nécessité qu'il y a de tâcher de s'en acquitter, & qu'il falloit par conséquent songer au ménage. Ils ont delivré un Ecrit sur ce sujet, que les Députés des Villes ont emporté chez eux. Il ne se pouvoit rien donner de plus à propos , pour faire voir dans les Villes de Hollande la nécessité où l'on est de retrancher l'Etat de Guerre.

Je ne puis répondre, Sire, à Votre Majesté, d'une Affaire qui dépend de tant de têtes, & pour laquelle le Pr. d'Orange fait de si fortes cabales : mais, je puis l'assurer, que jusqu'à cette heure Messieurs d'Amsterdam sont dans le dessein de casser des Troupes , & que les Députés de cette Ville, qui partiront d'ici samedi neuvième de Décembre, étoient encore ce jour-là dans ces sentimens. Il n'y a eu jusqu'à cette heure que le seul Van Buning, qui s'y soit opposé : il est plus entêté que jamais d'unir cet Etat à l'Angleterre ; mais, il est le seul dans Amsterdam de ce sentiment.

LORSQUE je fis donner Avis à Messieurs d'Amsterdam des plaintes que le Prince de Nassau fai-

soit d'eux, je crus que cela serviroit à découvrir M. le Prince de Nassau n'avoit pastenu ce discours pour prévenir par ces plaintes celles qu'on lui pourroit faire d'un Accommodement avec le Prince d'Orange, ou si cela n'étoit point que Messieurs d'Amsterdam, & lui, se réuniroient plus fort que jamais dans l'éclaircissement qu'ils auroient ensemble. Cela réussit : car, le Prince de Nassau a donné à connoître à Messieurs d'Amsterdam la Négociation cretée, qui se faisoit entre le Prince d'Orange & lui ; & il s'est lié d'intérêt & de confiance avec eux beaucoup plus étroitement qu'il n'étoit auparavant. Voici de quelle maniere cela s'est passé.

SUR l'Avis que j'ai donné à Messieurs d'Amsterdam, ils ont ordonné à un homme de leur conseil de témoigner au Prince de Nassau, qu'ils étoient toujours dans les mêmes bons sentimens, où ils étoient à vûs, & dans la même Résolution de travailler fidèlement à tout ce qui est de l'avantage de la République ; & que s'il trouvoit qu'ils eussent négligé quelque chose pour cela, ou qu'il y eût quelque chose à redresser à leur Conduite, ils en profiteroient de très-bon cœur, & concourroient toujours avec tout leur pouvoir au bien de la Cause commune.

LE Prince de Nassau a paru un peu embarrassé, parce qu'en effet il n'avoit rien de nouveau à proposer à Messieurs d'Amsterdam, & que c'étoit lui au contraire qui étoit actuellement en termes d'Accommodement avec le Prince d'Orange. Il a même été obligé de leur dire ce qui s'étoit passé entre le Prince d'Orange & lui, & a ordonné en même temps aux Sieurs de Sevenar & Vandervaye, qui étoient à Amsterdam, d'en parler aux Bourguemestres, & de leur donner toute sorte de satisfaction & d'éclaircissement de sa part. Ceux-ci ont communiqué ce qui s'étoit passé aux Bourguemestres d'Amsterdam qui ont fait quelques especes de reproches de ce que M. le Prince de Nassau entroit en Négociation avec le Prince d'Orange sur son Accommodement.

sans leur en avoir rien fait connoître, & de ce qu'il avoit obtenu une Compagnie de Gardes du Corps par l'entremise du Prince d'Orange, sans en avoir préalablement averti Messieurs d'Amsterdam. Sevenar & Vandervaye ont répondu, que Messieurs d'Amsterdam avoient le premier tort; qu'ils avoient fait eux-mêmes des Propositions d'Accommodement au Prince d'Orange il y a deux mois, sans la participation du Prince de Nassau. Ils ont donc reconnu le part & d'autre de quel prejudice il leur étoit de n'avoir pas agi avec plus de confiance; & ils sont convenus, par un Accord en bonne forme, de n'écouter plus dorénavant aucune Proposition du Prince d'Orange, sans se la communiquer. Les Sieurs Sevenar & Vandervaye sont venus à la Haye rendre compte de ceci au Prince de Nassau, & le premier est retourné à Amsterdam, avec un pouvoir signé & scellé du Prince de Nassau, pour confirmer ce qu'il avoit conclu, & pour renouveler une étroite Union entre lui & la Ville d'Amsterdam.

IL y a une chose remarquable en cela, c'est que quoique les quatre Bourguemestres d'Amsterdam gouvernent absolument cette Ville, & qu'il ne se passe rien dont ils n'ayent connoissance, cependant ceci s'est fait à l'insçu de Van-Buning, qui est le premier des quatre Bourguemestres. Il est si fort décrié par ses visions, par ses changemens continuels, & par son entêtement contre la France, qu'on ne l'écoute presque plus. Le Sieur Heudé a seulement prié Vandervaye de passer chez Van-Buning, & de l'entretenir de ces choses en général, afin qu'il ne prît aucun ombrage de ce qu'il avoit vu les autres Bourguemestres.

POUR ce qui est, Sire, de ce qui s'est passé entre le Prince d'Orange & le Prince de Nassau; voici ce que c'est. Le Prince d'Orange ayant fait demander au Prince de Nassau ce qu'il pouvoit souhaiter pour se remettre bien ensemble, le Prince de Nassau lui a fait donner par écrit cinq Points,

sur lesquels il prétendoit une entière satisfaction, aussi-bien pour lui que pour les Provinces de Frise & de Groningue. Le premier est de laisser la Province de Drenthe, & les Charges qui en dépendent, à la Disposition de M. le Prince de Nassau, qui en est le Gouverneur. Le second, de lui laisser la Disposition des Gouvernemens de Coevorden, Bourtan, & de quelques autres Forts aux environs. Le troisieme, de laisser aux Provinces de Frise & de Groningue le Droit de faire marcher leurs Troupes au-dedans de l'Etat : c'est ce qu'ils appellent le Droit de Patentes. Le quatrieme, de leur laisser le Droit, dont elles ont toujours joui, de nommer les Officiers de leurs Troupes, & de les casser. Le cinquieme, de traiter le Prince de Nassau d'Altesse.

LE Prince d'Orange a laissé passer deux ou trois jours sans rendre réponse au Prince de Nassau sur ces Articles. Il lui a seulement parlé en général sur leur Accommodement, & entr'autres choses il lui a témoigné, qu'il souhaitoit qu'il abandonnât Messieurs d'Amsterdam, lui demandant, avec des termes qui marquoient le dernier mépris, ce qu'il avoit affaire de ces gens-là. Il a plus fait; car, tout réservé qu'il est, il n'a pû s'empêcher de lui dire en l'embrassant, qu'étant tous deux unis, il n'en falloit pas davantage pour venir à bout de la grande Affaire, c'est-à-dire pour réduire ceux d'Amsterdam & de Dort, & par conséquent toute la République. Mais, ayant appris Dimanche, que Sevenar & Vandervaye étoient arrivés à la Haye, & qu'ils étoient venus l'un & l'autre chez moi, il a envoyé cinq fois ce jour-là M. Benting parler à M. le Prince de Nassau, afin de tâcher de l'engager avant qu'il eût pris conseil de ces deux Messieurs: mais, le Prince de Nassau passa une partie de cette après-dînée avec eux, & ne parla qu'ensuite à Benting sur les neuf heures du soir; & lorsque Benting lui témoigna, que le Prince d'Orange ne pouvoit faire tout ce qu'il lui demandoit, & qu'il le prioit d'entrer en

composition, le Prince de Nassau lui fit connoître, qu'il n'avoit pas proposé des choses, où il put rien changer : & , après beaucoup de Contestations assez fortes de part & d'autre, ils se sont séparés, comme si tout Accommodement étoit rompu.

LE Prince de Nassau devoit partir aujourd'hui pour Amsterdam, pour y prendre avec ceux de la Régence de plus étroites liaisons ; m'ayant assuré qu'il n'écouterait plus de Propositions sans les leur communiquer. Toutes-fois, le Prince de Nassau est resté ici encore aujourd'hui, parce que le Prince d'Orange l'a fait amuser sur les mêmes Propositions, sur lesquelles on n'est convenu de quoi que ce soit : & comme il m'a rendu visite cette après dînée, je lui ai témoigné, ainsi que j'avois déjà fait, que je ne prenois d'autre intérêt à sa conduite que celui de son propre avantage. Il ne m'a pas même été difficile de lui faire comprendre ce qu'il avoit déjà gagné dans ces derniers tems, & de quelle importance étoit ce qu'il avoit à espérer à l'avenir ; puisque, lorsqu'il seroit uni avec ses deux Provinces & la Ville d'Amsterdam, pour le maintien de la République, tout le monde jetteroit les yeux sur lui, & il pourroit être assuré d'être élu Stat-houder de toutes les Provinces après la mort du Prince d'Orange, ce qui valoit infiniment plus que toute la succession de ce Prince ; & qu'au contraire, s'il se soumettoit à lui, il ne seroit considéré de personne, & ne seroit point choisi par ceux d'Amsterdam, ni par les autres, lorsqu'ils auroient à élire un Gouverneur.

MESSEIERS de la Régence d'Amsterdam prennent des précautions, comme s'ils devoient être assiégés dans huit jours ; mais, je crois tout cela inutile : aussi je leur ai fait dire, qu'ils devoient bien-plûtôt songer à prendre de bonnes Résolutions, en cas que le Prince d'Orange veuille user de violence à l'égard de la Ville de Dort ; & sans Van-Buning, on en auroit déjà pris de conformes au bien de la République.

LE Prince de Nauffau arriva en ce tems-là à la Haye. Je l'allai voir, & le trouvai dans de très-bons sentimens, mais très-peu persuadé de la fermeté de Messieurs d'Amsterdam, & sur-tout fort mécontent de Van-Buning, qui avoit empêché tout ce que les autres avoient voulu faire contre le Prince d'Orange pour le rétablissement de leur liberté.

Je dois remarquer en passant, que l'Ambassadeur de Danemark ayant pris toutes les mesures pour être bien traité par le Prince d'Orange, jusqu'à aller rendre une premiere visite à Benting, (ce qui étoit contre l'usage & contre la bienséance, & ne convenoit en aucune maniere à son Caractere.) Cependant, le Prince d'Orange lui fit un traitement bien différent de celui qu'il faisoit aux Ambassadeurs de France; car, il n'alla au-devant de lui que jusqu'à la salle des Suisses; & en le reconduisant, il le laissa au pailler du milieu du degré, au lieu qu'il m'étoit venu recevoir à trois pas de mon carrosse, & m'avoit reconduit jusqu'au même lieu.

LE Prince de Nassau m'est venu voir depuis cette Lettre écrite: il m'a témoigné, qu'il étoit très mécontent de Messieurs d'Amsterdam. Qu'ils le vinrent voir hier au soir; mais, qu'ils ne lui parlerent d'aucune Affaire, & qu'ils lui parurent fort froids. Qu'il a été averti, que le Sieur Wittien étoit allé ce matin à Amsterdam; & que, comme les Etats de Hollande ne s'étoient pas assemblés aujourd'hui, il pourroit bien y avoir encore quelque nouvelle Proposition d'Accommodement. Il m'a dit, que si cela étoit, ceux d'Amsterdam devoient compter de demeurer seuls dorénavant s'ils avoient quelque Démêlé avec le Prince d'Orange, & que les Provinces de Frise & de Groningue ne se commettroient plus en faveur de Messieurs d'Amsterdam, pour être abandonnées par après.

Je donnerai part de ceci, dès ce soir s'il m'est possible, à Messieurs d'Amsterdam, & je saurai

par-là s'il y a quelque fondement au mécontentement du Prince de Nassau : car, comme il est fort froid lui-même, & que, selon ce qu'il m'a avoué, il ne leur a rien demandé, il peut fort bien être, que ceux d'Amsterdam ne se feront pas avancés à lui communiquer leurs plus secretes Résolutions. Quoiqu'il en soit, je ne puis mal faire de m'entremettre pour leur faire avoir plus de confiance les uns pour les autres.

Je sai de bonne part, que le Prince d'Orange parla encore hier à dix heures du soir à ceux de Dort, & qu'il les trouva inébranlables : ainsi, ceux de Dort tenant bon, il faut que Messieurs d'Amsterdam les soutiennent.

LES Etats de Hollande s'assemblerent le premier ^{Premier} de Décembre : on y parla de l'Affaire de Dort, ^{Décembre} & les Bourguemestres de cette Ville-là proposèrent, que les Etats nommassent des Commissaires, afin de terminer toutes choses à l'amiable, & que M. le Prince d'Orange pût avoir satisfaction, & la Ville de Dort conserver ses Privilèges : voici comme cela s'est passé. La Ville de Dort n'a pas voulu continuer ses plaintes du procédé du Prince d'Orange : mais, faisant semblant de prendre un Avis conciliatoire, elle représenta, qu'il seroit à propos pour le bien du pays, que le Démêlé, qui étoit né entre le Gouverneur & la premiere Ville de Hollande, pût être terminé, & qu'on pût donner satisfaction à M. le Prince d'Orange sans préjudicier aux Droits & aux Libertés des Villes ; que pour cet effet ils demandoient qu'on nommât des Commissaires pour examiner les Raisons de part & d'autre. Les Députés d'Amsterdam ont aussitôt pris la parole, ont approuvé la Proposition de Messieurs de Dort, & ont dit que pour eux ils estimoient à propos qu'on ne terminât pas seulement le Différend qui étoit entre le Prince d'Orange & la Ville de Dort, mais aussi tous les autres Demêlés qui sont survenus depuis un certain tems, &

qui peuvent encore arriver dans la suite : c'est pour quoi il demandoient, qu'on prît des Commissaires de principales Villes de Hollande, qui examineroient quel est le Pouvoir & l'Autorité du Stathouder, & quel est le Droit & le Privilege des Villes. Le Pensionnaire Fagel a bien connu la Conséquence de cette Proposition, qui va à régler le Pouvoir du Prince d'Orange, conformément à celui que ses prédécesseurs ont eu : aussi a-t-il déclaré incontinent au nom du Corps des Nobles, qu'il s'y opposoit formellement, & a protesté qu'on ne pouvoit délibérer là-dessus, sans en communiquer au Prince d'Orange, qui ne va plus dans l'Assemblée de Hollande.

ON attend donc la Réponse du Prince d'Orange, qui se trouve fort embarrassé : car, s'il accepte cette Proposition, il donne aux Villes de Hollande à examiner ce qui est de son Pouvoir ; & il ne voit pas les esprits disposés à lui en laisser plus qu'il ne lui en appartient légitimement. S'il refuse cette offre, il fait voir ouvertement ses desseins : cependant, on dit déjà, qu'il prendra ce dernier parti, & j'y vois une très-grande apparence ; car, jusqu'à cette heure, il n'a voulu démordre de rien.

M. de Montmouth n'est pas allé droit à Bruxelles. Il a été secrettement de Ville en Ville, même jusques dans le pays de Cleves, s'aboucher avec les Anglois réfugiés ; & il semble, qu'il se trame quelque chose. On est surpris, que le Roi d'Angleterre ne rappelle par les Troupes qu'il a dans ce pays-ci, puisque le Prince d'Orange y ayant mis presque tous les Officiers dépendans de M. de Montmouth, c'est un Corps considérable qui se trouvera toujours prêt contre Sa Majesté Britannique, à toutes les occasions qui se présenteront.

LES créatures du Prince d'Orange tiroient avantage de la Vice-Royauté, d'Irlande, qui avoit été donnée à Mylord Rochester : ils prétendoient, que c'étoit un prétexte pour le tirer

des Affaires, & que Mylord Halifax en deviendroit plus considerable.

LE Prince d'Orange ne se trouve pas peu embarrassé de la Proposition de Dort, & de l'Avis d'Amsterdam, & n'a pas encore rendu Réponse: mais, pour avoir un prétexte de différer à se résoudre sur cette Affaire, le Pensionnaire Fagel a fait semblant d'avoir quelque atteinte de goutte; de sorte que la Province de Hollande ne s'assembla pas trois jours de suite. Je suis cependant persuadé, que le Prince d'Orange ne cherche pas à traîner seulement cette Affaire en longueur, par la feinte Maladie du Pensionnaire Fagel: il ne peut gagner par-là, tout au plus, que deux ou trois jours, après lesquels il faudra qu'il se détermine; mais qu'il employe ce tems à prendre des mesures pour pouvoir réussir dans le parti qu'il a choisi: & comme il n'y a pas d'apparence qu'il en puisse prendre de telles, qu'il ose commettre la discussion de ses Droits & de son Autorité à la Province de Hollande, il y a grande apparence qu'il concerte toutes choses pour pouvoir se soutenir dans le dessein qu'il a de pousser à bout cette Affaire.

LE Conseil d'Etat a dressé la Pétition qu'il fait tous les ans pour l'Etat de Guerre; elle sera portée demain ou après aux Etats-Généraux. On n'a rien changé à l'Etat de Guerre ordinaire de l'année passée; l'extraordinaire, qui consistoit dans la nouvelle recrue, ayant été cassé il y a deux mois. Aussi ce n'est pas du Conseil d'Etat, où le Prince d'Orange est le maître, qu'on attend la Proposition d'une Réforme: c'est des Provinces, qui vont entrer en délibération sur la Pétition du Conseil d'Etat, en ce qu'il demanda qu'on cassât un ou deux Cavaliers par Compagnie, & un Trompette, & qu'on laissât à cheval un Régiment de Dragons qu'on avoit mis à pie; l'épargne de la réforme de ces Cavaliers pouvant suppléer, & au-delà, à entretenir ce Régiment de Dragons à cheval; & en même tems le Prince d'Orange consentit, que le Conseil d'Etat

7 Décembre
1684.

proposât que des Cavaliers que l'on casseroit sur la répartition de Frise & de Groningue, on en fît une Compagnie de Gardes du Corps de soixante Maîtres pour le Prince de Nassau.

CELA n'a pas été proposé dans le Conseil d'Etat, sans avoir été concerté entre le Prince d'Orange & le Prince de Nassau. Les gens de bien en ont pris quelque ombrage contre ce dernier : cela leur fait craindre un Accommodement qui préjudicieroit fort au Bien de la République.

MESSIEURS d'Amsterdam profiterent de l'Avis que je leur avois donné, que le Prince de Nassau s'étoit plaint de leur froideur. Ils me promirent, qu'ils iroient dès le même jour lui parler confidentiellement, pour ne lui donner aucun prétexte, & pour découvrir s'il en cherchoit lui-même, de se plaindre de leur peu de résolution.

IL n'y avoit sorte de Bassesses, que le Prince de Waldeck ne fît, pour empêcher qu'on ne lui retranchât ses appointemens.

LES Etats-Généraux continuoient toujours leurs instances pour les Marchands de Vin, dont les effets avoient été vendus à Dunkerque, & dont le Roi avoit eu la bonté de faire mettre en dépôt l'argent qu'on en avoit tiré. Le fait est, que l'on avoit chargé à Nantes des Vins pour des Marchands Hollandois, sur un Homme des Bruges, & qui y ayant été rencontré par des Armateurs François, étoit de bonne prise. Aussi-bien que tous les effets qui étoient dessus : aussi ces Marchands n'imploroient la Clémence du Roi, que sur leur bonne-foi ; car, il étoit constant, qu'ils n'avoient pas cru, ni leurs correspondans à Nantes, que ce Vaisseau fût un sujet du Roi d'Espagne ; & ceux de Nantes, qui avoient chargé pour eux, avoient crû le Vaisseau François. Il avoit toujours passé pour tel ; & depuis quarante ans qu'il navigeoit, il n'avoit jamais payé le droit de cinquante sous par tonneau.

JE me doutois bien, que le Pensionnaire Fa-

gel ne recouvreroit sa santé qu'après que le Prince d'Orange auroit pris ses mesures. Ce Prince fit faire injonction par la Cour de Justice à tous ceux de la Ville de Dort, que les Commissaires avoient fait assigner il y avoit environ un mois, de se rendre à la Haye, pour y être entendus en Justice, faute de quoi on procéderoit contr'eux. La nouvelle de cette Entreprise arriva le 7 Décembre au soir à Amsterdam, & y causa une terrible rumeur dans la populace, aussi bien que parmi le Magistrat. Cependant le Prince d'Orange, qui n'avoit pas été dans les Etats de Hollande depuis le Démêlé qu'il avoit eu six ou sept mois auparavant avec Messieurs d'Amsterdam, y alla ce jour-là.

LES Députés des Villes doivent revenir le 19¹⁴ Décembre de ce mois, avec l'Avis de leurs Supérieurs sur bre 1684. l'état de guerre. Il me semble, que, de la Résolution que Mrs. d'Amsterdam auront prise sur ce sujet, on pourra juger ce qu'on doit attendre d'eux à l'avenir, car, s'ils persistent dans le dessein, qu'ils ont eu jusqu'à cette heure, de faire une réforme de Troupes, & que leurs Députés aient ordre de proposer & d'y insister fortement, il y a grande apparence, qu'ils n'agiront pas avec moins de vigueur pour l'Affaire de Dort, qui leur est de bien plus grande conséquence : mais, si au contraire Mrs. d'Amsterdam ne propoient aucune réforme, ou n'propoient une fort médiocre, je n'oserois me promettre après cela qu'ils ne se relâchassent point sur les intérêts de Dort, quoique ce soit une Affaire de si grande importance, que si le Prince d'Orange en vient à bout, il sera plus absolu qu'il n'a jamais été dans la Province de Hollande.

COMME le Prince d'Orange connoît de quelle conséquence est pour lui la Résolution qui va être prise dans la Ville d'Amsterdam, il n'omet rien pour faire en sorte qu'elle ne soit pas contre ses intérêts. Il a fait Bourguemestre de la Haye un homme à qui il avoit toujours été fort contraire : il

l'a envoyé avant hier à Amsterdam , pour tâcher de gagner M. Hude , dont cet homme a épousé la niece. Le Prince d'Orange a fort recherché encore tous ces jours-ci le Prince de Nassau. Benting y alla deux fois avant hier au soir : & ce Prince, qui devoit partir hier pour Amsterdam , à dix heures du matin , ne put monter en carrosse qu'à une heure sonnée , M. Benting l'ayant retenu depuis neuf heures & demie jusqu'à ce tems-là. Je n'ai pas appris que Benting ait rien gagné pour cela : cependant , je ne suis pas trop satisfait que le Prince de Nassau ait mené avec lui aux Etats-Généraux un des Députés de Frise , qu'il croit être absolument à lui , & que je sai conserver toujours quelque intelligence avec le Prince d'Orange ; j'en ai averti le Prince de Nassau.

J'AI été extrêmement surpris, Sire , d'apprendre que les principaux des bien-intentionnés , & la plupart des honnêtes-gens de l'Etat , sont persuadés que le Prince d'Orange est sur le point de se remettre bien avec le Roi d'Angleterre , & qu'il y a déjà quelque peu de correspondance entre Sa Majesté Britannique & le Prince d'Orange. Tous ces Messieurs en sont fort alarmés , & m'en ont fait parler par deux ou trois personnes. Je les ai assurés du contraire , & j'y ai ajouté que s'ils croyoient que cela dût arriver , ils devoient encore plutôt songer à diminuer l'Autorité du Prince d'Orange , & s'attacher à Votre Majesté. Ils le voyent bien ; mais , ils n'en agissent pas pour cela plus vigoureusement : car , comme ils ne sont pas tous aussi fermes qu'ils devroient l'être , ni aussi résolus à se servir dans cette rencontre des moyens qui sont nécessaires pour rétablir la forme de leur Gouvernement ; ceux d'entr'eux , qui ont quelque penchant à se remettre bien avec le Prince d'Orange , se trouvent fortifiés par ces bruits qui se répandent ici de tous côtés , & intimident les autres.

BEAUCOUP de choses , Sire , contribuent à établir cette opinion , que le Prince d'Orange va se

raccommoder avec le Roi d'Angleterre : l'envoi de Silvius en Danemarck en est une. On fait qu'il est dans la dépendance entière du Prince d'Orange, quoiqu'il ait toujours gardé des mesures avec le Duc d'Yorck; mais, j'ai fait voir à M. de Barrillon, que dans tout le tems qu'il a été ici, bien qu'il ait écrit souvent ce qu'il savoit être agréable au Duc d'Yorck, il n'a jamais agi que selon les intentions & les intérêts du Prince d'Orange. Le Sieur Chudley a reconnu & a mandé la même chose, & depuis la nomination de Silvius pour son emploi, il n'a pas tardé à faire voir son inclination, & ce qu'on doit attendre de lui dans la suite, puisque sa premiere demarche a été d'aller trouver Van-Buning pour prendre des mesures avec lui. Il en revint hier au soir, & doit partir Samedi pour l'Angleterre avec le Sieur Citters, qui est aussi revenu d'Amsterdam depuis deux jours, & qui doit recevoir aujourd'hui ses Instructions du Prince d'Orange.

CE Prince a mandé à un des Ministres du Roi d'Angleterre, (je crois que c'est à Mylord Halifax,) qu'il se réserve à écrire fort amplement au Roi d'Angleterre, par le retour du Sieur Citters, des choses qu'il a sur le cœur il y a long tems. Il écrira aussi à M. le Duc d'Yorck la résistance qu'il trouve dans les Villes de Hollande; ce qui l'oblige à faire des démarches qu'il n'auroit pas faites autrefois.

TOUTES ces particularités, Sire, fortifient Van-Buning dans ses visions; & bien qu'il ait perdu son crédit à Amsterdam, cependant il est à craindre que quand il se servira de toutes les avances du Sieur Citters & de Silvius, il ne trouve moyen d'empêcher les bons desseins des autres Bourguemestres; car, il ne manquera pas de faire voir que le Roi d'Angleterre, aimant comme il fait la République, & étant sur le point de recevoir le Prince d'Orange dans ses bonnes grâces, il fera entendre raison à ce Prince, & le portera à réta-

blir la bonne union dans la République. D'ailleurs, on s'imagine que le Roi d'Angleterre a fait réflexion aux Remontrances du Prince d'Orange & de Van-Buning, & même de Silvius, qui lui ont représenté, que s'il n'y mettoit ordre, les Etats Généraux alloient dépouiller le Prince de son Autorité, & se jeter entre les bras & sous la protection de Votre Majesté.

L'AUTRE chose, Sire, qui a contribué à faire croire ici, qu'il y a déjà quelque correspondance entre le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange, est l'envoi de Mylord Langston en Espagne, sans que cette Couronne ait fait aucune satisfaction à l'Angleterre. On attribue cette Démarche aux conseils de Mylord Halifax, & des autres amis du Prince d'Orange.

MAIS Sire, ce qui a le plus contribué à persuader, que le Roi d'Angleterre est dans de bonnes dispositions pour recevoir le Duc de Montmouth & le Prince d'Orange dans ses bonnes grâces, c'est le bruit qui court, que le Duc de Montmouth est en Angleterre. Comme on fait les Liaisons qui sont entre le Prince & le Duc de Montmouth, on en tire ici des conséquences qui donnent des impressions fort préjudiciables aux intérêts de V. M.

IL peut être, Sire, que ces Raisonnemens n'ont aucun fondement, & que le Roi d'Angleterre a de tout autres sentimens: mais, il est de mon devoir de rendre compte à Votre Majesté des bruits qui courent ici, & du mauvais effet qu'ils produisent.

LE Conseil de Dort s'étant assemblé pour délibérer ce que les Bourgeois auroient à faire sur l'assignation qui leur avoit été donnée, de la part de la Cour de Justice, de comparoître à la Haye, il résolut de prendre leur fait & cause, & de déclarer que leurs Bourgeois n'étoient pas justiciables de la Cour de Justice en première instance, & que ce n'étoit que devant les Echevins de leur Ville qu'ils devoient être appelés, & qu'ils étoient obligés de compa-

roître ; & cependant ils défendirent aux chefs des Métiers de sortir de la Ville pour comparoître devant qui que ce soit autre que les Echevins de Dort , & leur enjoignirent de faire savoir cet Ordre à tous les membres des métiers.

JE fus informé ce même jour-là , & de très-bonne part , que le Sieur Citters avoit reçu deux Instructions du Prince d'Orange ; l'une très secrète , qu'il avoit fait défense de confier à qui que ce fût , dont un des Articles étoit de remettre M. de Montmouth dans les bonnes grâces du Roi d'Angleterre ; & une autre qu'il avoit ordre de communiquer à Van-Buning. La vanité de ce Bourguemestre se trouve extrêmement flatée par-là : mais il n'a pas assez de jugement pour voir que le Prince d'Orange le perd & le décrédite auprès de ses collègues par cette confidence , & que dans le tems qu'on tire de lui toutes les lumières que l'on peut , on n'a d'autre dessein que d'empêcher qu'il n'entre dans les vues de Messieurs d'Amsterdam , par l'espérance qu'on lui donne que le Prince se raccommoiant avec le Roi d'Angleterre , il pourra aussi faire sa paix : c'est en quoi il se trompe beaucoup ; car , le Prince le perdra , dès qu'il en trouvera les moyens.

L'ENVOYÉ d'Angleterre n'avoit eu aucune connoissance de tout cela , & se reposoit tranquillement sur l'assurance que Citters lui avoit donnée qu'il n'avoit pas encore ses Instructions : mais , comme je découvris , qu'elles consistoient presque toutes dans une justification de la conduite du Prince d'Orange , qui prétendoit faire voir qu'il n'avoit aucun tort à l'égard du Roi d'Angleterre , & qui se plaignoit fortement du Sieur Chudley , je lui en donnai Avis , afin qu'il pût instruire M. le Duc d'Yorck de toute cette intrigue avant que le Sieur Citters fût arrivé en Angleterre. J'ajoutai même , que si l'on vouloit bien faire réflexion en Angleterre à la Conduite du Prince d'Orange , on connoîtroit aisément , que ce Prince n'avoit d'autre

but que de faire en sorte que le Roi de la Grande-Bretagne fût satisfait de lui pour le passé, sans s'engager à prendre d'autres sentimens pour l'avenir.

19 Dé-
cembre
1684.

LE Prince d'Orange, ayant vû depuis la Treve, que quelques personnes de l'Etat ne faisoient pas tant de difficulté de me venir voir qu'auparavant, voulut rompre ce Commerce, & déclara plus hautement qu'il n'avoit encore fait, que ceux qui rendroient la moindre Civilité à un Ministre de France; ne seroient pas de ses amis: & en effet, tous ses courtisans, & ceux de l'Etat qui ont quelque égard pour lui, s'abstiennent bien plus qu'auparavant de venir chez moi; mais ceux d'Amsterdam continuent à me venir voir publiquement, & à recevoir mes visites sans scrupule, toutes les fois qu'il se présente quelque Affaire. Mais, comme cela ne me facilite pas les moyens d'être instruit régulièrement de ce qui se passe, ce qui ne se peut faire aisément, & sans être remarqué, que par un Commerce continuel & familier des personnes de l'Etat; j'ai la même peine que j'ai eue auparavant, & il faut que j'observe les mêmes mesures pour être informé de ce qui se traite ici de plus secret.

JE mandai pour la quatrième fois, que le Duc d'Yorck se trompoit; que Silvius, qu'on avoit envoyé en Danemarck, & en qui il se confioit entièrement, n'étoit pas à lui, mais au Prince d'Orange: l'évenement ne l'a que trop justifié.

Lettre du
Roi, du 14
Decembre
1684.

LE Roi me manda, qu'il avoit fait examiner une seconde fois les raisons qui avoient été alléguées en dernier lieu par les Marchands de Vin Hollandois, dont les effets avoient été vendus à Dunkerque; mais, qu'elles ne s'étoient pas trouvées valables pour en empêcher la confiscation en faveur des Armateurs.

21 Dé-
cembre
1684.

LES Bourgeois de Dort, qui avoient été assignés séparément à comparoître depuis lundi dernier jusqu'à aujourd'hui devant la Cour de Justice à la Haye, n'y sont pas venus, les Bourguemestres de leur

leur Ville leur ayant défendu de s'y rendre. Ces Bourguemestres délivrerent avant-hier une Réponse à l'Ecrit que le Prince d'Orange avoit donné il y a dix jours. Elle fut lûe dans l'Assemblée de Hollande, & fut trouvée si forte & si péremptoire que quelques-uns de ceux qui étoient entrés dans les sentimens du Prince d'Orange, commencèrent à changer d'Avis; de sorte que des Députés qui font à lui, témoignèrent que cette Affaire leur consommoit beaucoup de tems, qu'ils employoient plus utilement aux Affaires de l'Etat, & qu'il étoit mieux de ne plus parler de celle là : mais ceux d'Amsterdam, de Delft, & de Schiedam, repartirent qu'il n'y avoit point d'Affaire dans laquelle les Etats fussent plus intéressés que dans celle de Dort, & qu'il falloit la poursuivre & la terminer dans les Etats de Hollande.

On est ici dans une grande attente de ce que deviendra cette Affaire. Plus on va avant, plus ceux de Dort trouvent d'appui dans les autres Villes, qui sont encouragées par la fermeté de Dort & d'Amsterdam, & qui reconnoissent tous les jours de plus en plus la conséquence de cette Entreprise du Prince d'Orange: aussi les Bourguemestres de Dort dirent avant-hier, à des personnes de l'Etat, que l'Affaire, sur laquelle le Prince les attendoit, étoit la même qui fit révolter les Provinces-Unies contre le Roi d'Espagne.

La manière dont le Prince d'Orange en usa, lorsqu'il alla il y a dix jours dans l'Assemblée de Hollande, a beaucoup contribué à ouvrir les yeux de la plupart des gens de ce pays; car, après qu'il eut exposé tout ce qu'il avoit à dire contre Messieurs de Dort, & que les Députés des Villes eurent répondu qu'ils en communiqueroient à leurs Supérieurs, il sortit des Etats de Hollande, qui continuèrent à parler de cette Affaire par forme de discours; & comme cette Discussion n'étoit pas avantageuse au Prince, le Pensionnaire Fagel lui envoya incontinent Benting. Ce Prince rentra dans

l'Assemblée, & leur dit, sans s'asseoir, qu'il les trouvoit bien hardis d'oser parler d'une Affaire après qu'il s'étoit retiré, & sur laquelle ils avoient déclaré qu'ils en communiqueroient à leurs Princes; après quoi, il leur tourna le dos, & se retira. Un des fondemens que le Prince d'Orange a posés, dans l'Ecrit qu'il donna le même jour à l'Assemblée pour soutenir ses Droits contre Messieurs de Dort, a fait aussi un très-mauvais effet contre lui; car, il soutient, que toutes les Prérogatives de Souverain, qui ne sont pas marquées dans la spécification des Droits qui appartiennent aux Villes, lui sont déferées. Cet Argument prouveroit, que le Droit de Souveraineté des Rois d'Espagne seroit dévolu à la personne du Prince d'Orange, & qu'il n'en seroit resté aux Villes, qu'autant qu'elles en ont obtenu par des Concessions, ou par des Privilèges particuliers: au lieu qu'il est certain, que les Etats de Hollande ont tout le Droit de Souveraineté; & que le Prince d'Orange n'a d'autres Prérogatives, que celles que les Etats lui ont accordées, en qualité de leur Gouverneur. Messieurs d'Amsterdam firent une Réponse très-forte à cet Ecrit du Prince d'Orange.

LA Ville de Leyde, ayant témoigné dans la dernière Séance des Etats de Hollande, qu'elle ne souffriroit pas que l'on comptât les voix des Villes de Gorcum, & de Schonhoven, puisque leurs Députés demeuroient toujours à la Haie, & sans aller rendre & rapporter à l'Assemblée le résultat de leurs Villes; le Pensionnaire Fagel n'a pû empêcher le Député de Gorcum d'aller communiquer à ses Supérieurs l'Affaire de Dort: il en a rapporté un Résultat conforme aux intérêts de la République.

LE Pensionnaire Fagel, qui est maître des Députés de ces deux petites Villes, les avoit empêchés, depuis six mois, de rien communiquer à leurs Supérieurs, & les avoit fait opiner dans toutes les Affaires selon son bon plaisir. Je ne sai encore

ce qui est arrivé à l'égard de Schonhoven : mais je sai que le Prince d'Orange y a mis depuis peu quelques Compagnies de Cavalerie , par le moyen desquelles il pourroit dans le besoin faire approuver la conduite que le Député de cette Ville tient ici dans l'Assemblée.

Mrs. d'Amsterdam occuperent presque toute la premiere séance de l'Assemblée , qui commença le vingtieme de Décembre. Ils posèrent pour fondement la nécessité absolue , dans laquelle ils trouvoient la Province d'user d'un grand ménage dans l'administration de ses Finances , sans quoi il seroit absolument impossible de les rétablir , d'acquitter les sommes immenses dont elle se trouve en arriere , & de faire goûter au peuple les fruits & les avantages de la paix dont l'Etat jouissoit. Sur ce fondement, ils donnerent à l'Assemblée quatre Points à considérer.

10. Si l'on ne doit pas retrancher quelques Officiers-généraux , & diminuer les appointemens des autres , puisque n'étant pas obligés de faire aucun équipage , ni d'aller en campagne , ils pouvoient se passer des grands appointemens qu'ils touchoient ?

20. Si l'on ne trouvoit pas à propos de faire une Réduction des Troupes , & à quoi l'Assemblée devoit que dût aller cette Réduction ?

30. Si l'on n'étoit pas d'Avis de retrancher sur une quantité de Ministres que les Etats-Généraux envoient dans presque toutes les Cours de l'Europe ?

40. Si l'on n'étoit pas d'Avis de retrancher surtout la grande dépense que la Province faisoit pour entretenir des Correspondances secretes ?

Ce Point regarde directement le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel , qui disposent pour ce sujet d'une grosse somme , sans en rendre compte à personne.

On nomma des Commissaires pour examiner et Ecrire , & en faire le rapport.

Je savois de très-bonne part , que la Résolution

de Messieurs d'Amsterdam étoit de diminuer les Appointemens des Officiers Généraux, & de retrancher absolument ceux du Comte de Waldeck.

BIEN que les autres choses, que Messieurs d'Amsterdam font en leur particulier, pour la sûreté de leur Ville, & pour se garantir d'une surprise, ne soient d'aucun effet pour le succès des Affaires publiques, cela ne laisse pas néanmoins de marquer ouvertement quelque animosité, & faire voir surtout l'extrême défiance qu'ils ont du Prince d'Orange. Ils font palissader les endroits de l'enceinte de leur Ville où il y a le plus à craindre; ils mettent de distance en distance, & sur les avenues des canaux, des pontons avec du canon: & sur le Tay, où est le Port, ils ont deux Bâtimens avec de l'Artillerie. Ils ont fait plusieurs Magasins sur les Remparts, où le canon & les munitions sont prêtes, pour pouvoir en trois heures les mettre en Batterie, & le faire servir.

Lettre du Roi du 21 Décembre 1684. LE Roi me manda, que jusqu'à ce que les Villes fussent bien déterminées sur toutes les mesures qu'elles avoient à prendre, & qu'il m'eût fait savoir ses intentions sur le compte que je lui avois rendu, je ne les devois assurer qu'en termes généraux de sa bonne-volonté, sans entrer dans des engagemens plus formels. Il eut été bon néanmoins dans ces conjonctures de les encourager, & de les attacher à la France par quelque-chose de réel & de positif.

28 Décembre 1684. J'OBTINS que l'on fît une Réprimande au Résident des Etats Généraux à Constantinople, qui avoit mis les Hollandois, demeurans à Alep, sous la Protection du Conseil d'Angleterre, & qu'on lui envoyât un ordre bien précis de remettre les Hollandois sous la Protection du Conseil de France.

28 Décembre 1684. LE Sieur Muys, dit à quelques personnes samedi dernier, avant que de retourner à Dort, qu'il savoit bien que le Dessein du Prince d'Orange étoit de le faire arrêter: mais que cela ne l'em-

pêcheroit pas de se trouver à Dort, pour y soutenir les Droits de sa Ville, & qu'il hazarderoit volontiers un voyage à Lowenstein pour le bien de sa Patrie. Le Prince d'Orange a été informé de ce discours, & en est extrêmement offensé.

CEPENDANT, il fit assigner par la Cour de Justice le Bailli & les Echevins de Dort, pour venir déclarer si l'on n'avoit point fait de brigues dans la Nomination des Prudhommes qui ont élu les Magistrats. Le Bailli se présenta, il ne pouvoit s'en exempter étant dépendant immédiatement de la Cour de Justice: mais, les Echevins ne comparurent point le premier jour.

MAIS, Mrs. de Dort ayant changé d'Avis sur l'Assignation qui avoit été donnée par la Cour de Justice à leurs Echevins, & croyant qu'il étoit plus à propos d'envoyer quatre de leurs Echevins à la Haye, avec deux Secrétaires, pour déclarer nettement leurs Sentimens au Prince d'Orange, que de demeurer dans le silence, ils les députerent. Ces six personnes allèrent trouver le Prince d'Orange, qui avoit fait venir dans sa chambre la Cour de Justice, dont il est le Chef. Il leur déclara, que la Cour de Justice les avoit envoyé querir, pour savoir d'eux si les chefs des Métiers avoient fait sermens entre leurs mains, & s'ils n'y avoit point eu de cabale ni de suggestion dans la dernière Nomination des Prudhommes, qui avoient choisi ceux qui composent le Conseil de Ville. Les Echevins répondirent au Prince d'Orange, qu'ils ne pouvoient répondre à la Cour de Justice, ni à lui non plus, quand il seroit accompagné des Officiers de Justice: & quelques menaces qu'il leur fit, il n'en put jamais tirer autre chose. On interrogea le Bailli de Dort sur 172 Articles: il ne répondit sur aucun au gré du Prince d'Orange.

Mrs. d'Amsterdam donnerent dans ce même tems-là des Remontrances qu'ils firent sur l'état présent de la Republique, & sur le ménage qu'il y auroit à faire. Cet Ecrit est trop long, & je ne

29 Décembre 1684.

rapporterai point tout ce qu'il contient en détail , parce que cela ne regarde que le dedans du Gouvernement , quoiqu'il y ait aussi des choses fort importantes , & qu'ils attaquaissent directement , & avec beaucoup de hardiesse , le Prince d'Orange ; prétendant qu'il avoit usurpé une autorité qui n'étoit pas légitime , & que n'avoient jamais eue les Comtes de Hollande leurs véritables & naturels Souverains. On voit aussi dans cet Ecrit les sentimens de Mrs. d'Amsterdam sur tout ce qu'ils vouloient faire pour abbaïsser par d'autres endroits l'Autorité du Prince d'Orange ; comme quand ils disent qu'ils prioient les Etats de Hollande d'examiner sérieusement , si , tant que les Pays-Bas Espagnols ne sont pas en de plus fortes mains qu'ils sont à cette heure , l'Etat ne peut pas être considéré comme en sureté de ce côté-là , sans entretenir toutes les Places fortifiées qui sont de l'un & de l'autre côté de la Meuse & de l'Escaut , avec la Ville de Maestricht , & si (ce que Dieu veuille empêcher) lesdits Pays-Bas Espagnols venoient à tomber entre les mains de la France , savoir si alors cet Etat pourroit pourvoir & fournir aux frais de la possession de Maestricht , Grave , Heusden , Gertruydenberg , Bolduc , Breda , Willemstad , Clunder , Hulst , Slus , Berg op-Zoom , le Sas de Gand , & donner ordre en même tems à la défense du Rhin & de l'Issel , & de tous les autres lieux par où cette Province & les autres peuvent être assaillies & envahies ; & si par conséquent il ne faut pas examiner sérieusement , si en creusant les Rivières , & par d'autres moyens propres à mettre la Province sous l'eau en cas de nécessité , ainsi que par le maintien de Fortifications des Places sur lesdites Rivières , qui sont le mieux situées pour être secourues , & pour passer sur les Terres de Brabant & de Flandre , il ne seroit pas mieux pourvu à la sureté de l'Etat qu'il ne l'est présentement. Les deux Colleges de l'Amirauté firent aussi des

Remontrances aux Etats-Généraux, sur le mauvais état où étoient les Affaires de la Marine.

LE Prince d'Orange, indigné contre le Bailli de Dort, pour ne l'avoir pas satisfait par les réponses qu'il fit aux interrogations des Commissaires, le fit interdire par la Cour de Justice, sans aucune autre raison que parce qu'il n'avoit pas assez fortement assisté les Commissaires qui avoient été à Dort, n'ayant pas obligé de comparoître ceux qui étoient assignés, & aussi parce que, contre l'intention de la Cour, il avoit assisté au serment que les chefs des Métiers avoient fait d'avoir procédé en la Nomination des Prudhommes, avec sincérité & selon les Lois. Cette procédure étoit regardée comme la dernière violence qu'on pouvoit faire contre un homme de bien, & ne servoit qu'à animer davantage ceux de Dort contre le Prince d'Orange.

LE Bailli présenta Requête au Grand-Conseil, ^{4 Janvier} dès le même jour, à huit heures du soir, & de-1663. manda d'être reçu Appellant des Procédures que la Cour de Justice avoit faites contre lui, & d'être maintenu par provision dans l'exercice de sa Charge. Cela parut fort hardi : premierement, parce que ce n'étoit qu'un particulier, & non la Ville de Dort, qui avoit ôsé présenter cette Requête ; en second lieu, parce que la Charge de ce particulier dépendoit immédiatement & uniquement de la Cour de Justice ; cela marquoit fort la décadence de l'Autorité du Prince d'Orange, si cette Affaire eût été soutenue au-dedans & au-dehors ; mais elle ne le fut d'aucun côté.

LE Grand-Conseil envoya par trois différentes fois demander à la Cour de Justice les raisons qu'elle avoit eues d'interdire le Bailli de Dort : mais, la Cour de Justice ne pouvant rien alléguer de bien solide pour cela, le Grand-Conseil le reçut Appellant, avec défense à la Cour de Justice de le troubler dans la jouissance de sa Charge, qu'on lui

permet d'exercer, jusqu'à ce qu'autrement, par le Grand-Conseil, en eût été ordonné.

LE Prince d'Orange fit commettre un autre Bailli de Dort par la Cour de Justice, & envoya quérir une seconde fois les Echevins de cette Ville : mais, ceux-là ayant vû trois Conseillers de la Cour de Justice dans la chambre du Pr. d'Orange, refusèrent de lui parler.

Mrs. d'Amsterdam, de leur côté, renouvelèrent leurs Gardes depuis une nouvelle gelée qu'il fit, & se préparèrent si ouvertement à se défendre, que tout le monde en fut surpris, parce qu'on ne pouvoit s'imaginer, que le Prince osât rien entreprendre contre cette Ville. Je fus même étonné de ce qu'ils me firent dire, que le Prince de Nassau leur avoit donné Avis à son retour de la Haye, que le Prince d'Orange avoit dessein de les attaquer, & qu'il prendroit son tems pour cela.

IL ne manquoit au Prince d'Orange que d'être maltraité par ses bons amis les Espagnols. C'est ce qu'ils firent alors : car, après lui avoir promis de le payer des prétentions qu'il avoit en vertu du Traité de Munster, & lui avoir dit que le Marquis de Grana en avoit ordre ; & après l'avoir engagé à tenir pendant quatre ans un homme à Bruxelles, pour la liquidation de toutes ses Prétentions, le Marquis de Grana s'expliqua, qu'il n'avoit aucun ordre d'Espagne pour les terminer. Et comme il fit la même Déclaration touchant la somme que le Roi d'Espagne devoit aux Amirautés (qui montoit à trois millions huit cent mille florins en principal, & avec les intérêts, & autres frais extraordinaires, à six millions de florins,) les Etats-Généraux prirent Résolution de presser vivement les Espagnols pour le payement des sommes qu'ils devoient au Prince d'Orange & à leurs Amirautés : l'Affaire du Prince d'Orange avec les Espagnols a été depuis ce tems-là accommodée.

ON a toujours accoutumé, depuis l'établissement de la République, de faire régler l'Etat de Guerre

Dans la Province de Hollande, avant que d'en délibérer dans les autres, parce que celle-là payant plus que pas une, & étant d'une plus grande considération, les autres suivent ses Avis. Mais, comme le Prince d'Orange appréhendoit que Messieurs d'Amsterdam ne fissent résoudre une Cassation dans la Province de Hollande, il envoya Dickfeld à Utrecht, pour y faire promptement arrêter l'Etat de Guerre de 1685. On n'a pas douté, que le Sieur Dickfeld n'obtint tout ce qu'il voudroit, vû son grand Crédit dans toute la Province, & l'Autorité du Prince d'Orange, sur tout après avoir ôté neuf Personnes du Conseil d'Utrecht, depuis la conclusion de la Trêve. Cependant, le Sieur Dickfeld est revenu sans avoir pû rien obtenir, cette Province ayant positivement refusé de délibérer sur l'Etat de Guerre, jusqu'à ce que celle de Hollande eût formé sa Résolution.

Je découvris, que M. le Prince d'Orange prenoit encore de plus fortes liaisons avec le Duc de Montmouth; qu'il avoit obligé la Princesse d'Orange d'aller au Prêche de Jurieu, ce qui parut fort surprenant, non-seulement parce que ceux de la Religion Anglicane ne vont point aux Prêches des Presbytériens; mais encore parce que Jurieu avoit écrit des Livres fort insolens contre le Roi d'Angleterre, & qu'il avoit traduit en François, & présenté publiquement au Prince d'Orange le Livre où le Duc d'York étoit accusé d'avoir coupé la gorge au Comte d'Essex dans la prison.

Comme le Prince d'Orange avoit fort maltraité Chudley, jusqu'à lui mettre devant le nez le bout de sa canne, & que cela avoit obligé le Roi d'Angleterre de lui défendre de voir ce Prince; on ne fut pas longtems sans le révoquer; cette satisfaction, qu'on donna au Prince d'Orange, fit un très-mauvais effet, & marqua bien de la foiblesse.

Messieurs d'Amsterdam eurent beaucoup d'inquiétude, sur ce que le Prince d'Orange avoit fait

4 Janvier
1685.

5 Janvier
1685.

sortir de Maestricht quelques Régimens de Cavalerie pour venir du côté de Hollande. Ils renforcèrent leurs Gardes, & firent trois nouveaux Colonels pour commander leurs Troupes. Je mandai au Roi, que je ne les detromperois pas là-dessus; mais que je ne croyois point que cela les regardât.

9 Janvier
685.

LE Prince d'Orange ne se donna pas le loisir d'attendre le succès de la Negociation du Sieur Citers, pour faire venir à la Haye le Duc de Montmouth: aussi paroissoit-il n'avoir donné ces Instructions à ce Ministre que par maniere d'acquit, pour satisfaire aux Remontrances de Mylord Halifax. Il a donc prié M. de Montmouth de venir faire un tour à la Haye. M. de Montmouth y arriva Samedi a huit heures du soir, comme il étoit attendu. Benting ne manqua pas de l'aller trouver à l'Hôtellerie, & l'emmena chez le Prince d'Orange, qui le reçut avec de grandes démonstrations de joie. Le Duc de Montmouth monta quelque tems après dans l'appartement de la Princesse d'Orange. Cette Princesse ne vouloit point recevoir de visite, par-ce qu'il n'y avoit pas une Dame de la Haye qui fût venue chez elle, à cause que c'étoit la veille de la Cène, & qu'elle étoit déjà à demi deshabillée: mais, le Prince d'Orange l'obillgea de s'habiller; & d'aller dans sa chambre d'Audience, pour y recevoir M. de Montmouth: il monta lui-même incontinent après, & le pria de vouloir bien loger dans l'Hôtel du Prince Maurice, & lui offrit tous ses Domestiques pour l'y servir. On ne peut assez s'étonner ici de cette nouvelle Demarche du Prince d'Orange, & on ne comprend point comment, dans le même tems qu'il fait assurer le Roi d'Angleterre qu'il a abandonné M. de Montmouth, il le fait venir à la Haye, & lui fait tant de caresses.

LE Prince d'Orange fit procéder contre l'ancien Bailly de Dort, & ordonna à des Huissiers de la Cour d'aller à Dort, avec des Sergens de la Cour, pour l'arrêter.

POUR ce qui est de ceux de Dort , il se contenta de les faire simplement avertir qu'ils ne pouvoient procéder légitimement à la Nomination, qu'ils font tous les ans la veille des Rois , des Députés qui remplissent les différens Colleges de la Province de Hollande ; mais , ils ne laisserent pas de le faire , & écrivirent au Prince qu'ils n'avoient pu s'empêcher de suivre l'usage ordinaire , & de faire l'Election de leurs Députés dans le tems marqué par les Reglemens.

LE Prince d'Orange n'a aucun Droit sur la Nomination du Magistrat d'Amsterdam , excepté sur les Echevins , ainsi que sur ceux de toutes les autres Villes , à cause qu'ils sont préposés pour rendre la Justice , & que le Prince , comme Gouverneur , est Chef de la Cour de Justice de Hollande , & de toutes les Justices particulieres des Villes. Messieurs d'Amsterdam ont donc accoutumé tous les ans , vers le vingtieme de Janvier , de présenter quatorze personnes au Prince d'Orange , dont il choisit sept pour être Echevins. Il doit faire cette Election dans huit jours de tems. Messieurs d'Amsterdam , qui croient que le Prince d'Orange pourroit bien les faire traîner comme il a fait à l'égard des autres Villes , prirent il y a quatre jours Résolution , que si le Prince ne faisoit l'Election des sept Echevins dans les huit jours qui lui sont donnés pour cela , ils les choisiroient eux-mêmes dès que ce terme seroit expiré.

LE long séjour que le Sieur Span , Général de Brandebourg , & fort attaché à M. le Prince d'Orange , fit à la Haye , fut suspect à beaucoup de personnes ; & ce qui redoubla la défiance que j'en eus , fut que je fus averti que M. Damerongue , qui avoit souffert jusqu'alors de demeurer encore quelque tems à Berlin , écrit à ses Maîtres qu'il alloit hâter son retour , ayant à leur communiquer des choses de Conséquence , qu'il ne pouvoit confier à la plume.

LES Etats de la Province de Groningue ont fait une chose qui est sans exemple : ils ont fait une

Réduction des Troupes qui sont sur leur Répartition, sans l'avoir communiqué aux Etats - Généraux, & encore moins au Prince d'Orange. Ils ont cassé six à sept hommes par compagnie, & ont réduit à quarante hommes une Compagnie qu'ils entretiennent dans Embden, & qui étoit de cent deux hommes, & ont fait entendre, que si les Etats - Généraux trouvent à propos de faire une plus grande Reforme, ils s'y conformeroient très-volontiers.

LE Prince d'Orange, ne pouvant obtenir que le haut Conseil, qui étoit composé de bons Républicains, révoquât son Jugement à l'égard du Bailly de Dort, obligea la Cour de Justice, dont il dispo-soit plus aisément, par le moyen du Sieur Alwin qui en étoit Conseiller, & qui, par son esprit intrigant & sa capacité, y avoit beaucoup de crédit, à déclarer qu'elle poursuivoit criminellement l'Affaire du Bailly de Dort: il empêcha par ce moyen le haut Conseil d'en recevoir l'Appel, la Cour de Justice jugeant en dernier ressort les Affaires criminelles.

LE Prince d'Orange trouva moyen, par quelques Villes qui dépendoient de lui, d'empêcher qu'on ne parlât de cette Affaire pendant deux ou trois jours dans la Province de Hollande; & fit déclarer pendant ce tems-là, par la Cour de Justice, que la Nomination, que la Ville de Dort avoit faite de ses Régens n'étoit pas valable, & envoya l'Officier de la Cour de Justice pour aller se saisir du Bailly de Dort, & fit partir en même tems deux Commissaires de cette Cour, avec ordre de déclarer, que la Cour de Justice avoit cassé la Nomination qui avoit été faite des Magistrats de Dort, comme contraire aux Réglemens; de sommer le Bourguemestre - Régent de faire procéder à une autre Nomination, & en cas de refus, de citer les chefs des Métiers, & de procéder eux-mêmes à une autre Nomination; de faire prendre le Bailly par l'Officier qui étoit parti, le jour précédent pour cela.

LE Prince d'Orange continuoit toujours d'ac- 11 Janvier
cabler le Duc de Montmouth de Careffes: & lui 1685.
qui est flegmatique, & qui n'aime aucun divertif-
sement, encore moins celui de la Danse, passoit
néanmoins quelquefois une partie de la nuit à dan-
ser avec les filles de la Princesse d'Orange, & avec
le Duc de Montmouth.

M. Benting, & d'autres Amis du Prince d'O-
range, disoient hautement, que le Prince ne fai-
soit aucune Démarche à l'égard de M. de Mont-
mouth, que du consentement du Roi de la Gran-
de-Bretagne; & assuroient que dans le voyage que
M. de Montmouth avoit fait en Angleterre, il
avoit vû en particulier Sa Majesté Britannique.

ON avoit fait imprimer en Hollande un livre
fort insolent contre le Roi d'Angleterre, & con-
tre M. le Duc d'Yorck, que l'on accusoit nom-
mément d'avoir fait couper la gorge au Comte
d'Essex. Chudley eut ordre d'en faire des plaintes,
& devoit se plaindre pareillement d'un autre Livre
beaucoup plus insolent, à ce qu'il dit, que je n'ai
pas vû, parce qu'il n'a point encore été traduit
en François, & qu'il ne se vend pas si publique-
ment. J'avois déjà eu l'honneur de mander à Sa
Majesté, que Jurieu avoit présenté au Prince d'O-
range la Traduction du Livre du Comte d'Essex
comme son Ouvrage; que le Prince l'avoit reçu,
& qu'il avoit obligé après cela la Princesse d'Orange
d'aller malgré elle au Prêche du Sieur Jurieu.

LE haut Conseil prétendit que la Cour de Jus- 12 Janvier
tice n'étoit pas en droit de déclarer que l'Affai- 1685.
re du Bailly étoit criminelle. Leur Contestation
fut portée devant des Commissaires de la Provin-
ce de Hollande, où le Prince d'Orange se trou-
va. Les Députés d'Amsterdam, qui étoient de
ces Commissaires, expliquèrent leurs Avis en ter-
mes assez forts, dont le Prince d'Orange se plaignoit
extrêmement, disant que si le moindre Bourgeois
avoit une Affaire devant eux, ils l'écouteront; & que

qu'il s'agissoit de décider de ses droits, & de ceux de la Cour de Justice, on expliquoit ses sentimens avant que d'avoir entendu ses raisons; que cela faisoit voir la partialité de Messieurs d'Amsterdam pour ceux de Dort, & l'animosité qu'ils avoient contre lui.

15 Janvier
1685.

LE Prince d'Orange, qui s'étoit rendu Maître de la Cour de Justice, par le moyen du Sieur Alwin, qui en étoit un des Conseillers, s'en voulut servir pour opprimer, sous un prétexte spécieux, la liberté des Villes de Hollande, en venant à bout de ce qu'il avoit entrepris contre celle de Dort: ainsi il faisoit tous ses efforts pour en ôter la connoissance à la Province de Hollande. C'est pour cette raison que ses créatures y avoient déclaré huit jours auparavant, qu'ils n'étoient pas instruits sur cette Affaire, quoiqu'ils eussent eu quatorze ou quinze jours pour en délibérer dans leurs Villes. On remit donc au 16 de Janvier 1685 à entrer dans les Etats de Hollande: mais, les Contestations continuant toujours entre le Haut-Conseil & la Cour de Justice, sur l'Appel interjeté par le Bailly, s'étant pourvû pardevers les Etats de Hollande, ils nommerent des Commissaires des Nobles & des dix premières Villes, pour entendre les Députés du Haut-Conseil & de la Cour de Justice; cette conférence se tint le jeudi, onzième du même mois, à quatre heures après midi. Le Sieur Hop, Pere du Pensionnaire d'Amsterdam, & Doyen des Conseillers du Haut-Conseil, parla avec une hardiesse & une éloquence extraordinaire; de sorte que le Pensionnaire Fagel, qui en appréhendoit l'issue, & qui avoit ses desseins, proposa au nom des Nobles de remettre la Conférence au lendemain matin, sous prétexte d'entendre ces Députés séparément, en leur ordonnant en même tems de mettre leurs raisons par écrit, & de comparoître le lendemain à onze heures du matin à l'Assemblée de Hollande: mais, les Etats s'étant assemblés le vendredi pour cet effet, Muys fut bien surpris lors-

qu'on le vint avertir que les Commissaires de la Cour de Justice venoient de partir pour Dort, avec la commission dont j'avois eu l'honneur de rendre compte à Sa Majesté ce jour-là. Il prit sur le champ l'Avis des autres Députés de Dort, & déclara ensuite au nom de leur Ville à l'Assemblée, que jamais on n'avoit vû un pareil Attentat, ni de telles Entreprises; qu'ils prenoient congé de la compagnie, & que c'étoit peut-être pour la dernière fois qu'ils y paroissent; qu'ils s'en alloient à Dort, où leur présence étoit nécessaire, & où ils sauroient bien faire tout ce que les anciens Romains faisoient, *pro aris & focis*. Ceux d'Amsterdam déclarerent, qu'ils avoient à faire chez eux jusqu'au mardi suivant.

Je mandai au Roi, que j'avois pris la liberté de reprendre une partie de ce que j'avois eu l'honneur de mander les deux derniers ordinaires à Sa Majesté, pour lui faire mieux connoître, que ce dernier envoi des Commissaires à Dort n'étoit pas comme les premiers une simple Entreprise du Prince d'Orange, mais un Violent formel des Loix de la République, un Mépris de la Souveraineté des Etats de Hollande, & une Supercherie du Pensionnaire Fagel, qui ayant fait remettre à quelques jours l'Affaire générale de Dort, & ensuite celle du Bailly, pour délibérer sur l'une & sur l'autre dans les Etats de Hollande, envoyoit cependant exécuter les Sentences de la Cour de Justice contre ceux de Dort; ce qui faisoit dire à tous qu'il falloit que ces Commissaires reconnussent un autre Souverain que les Etats du pays. Je crus aussi que Sa Majesté jugeroit par le récit de ces circonstances, de quelle maniere cette Affaire devoit être prise dans les Etats.

LES Commissaires de la Cour de Justice arriverent un vendredi matin à Dort, & ordonnèrent au Bourgemestre-Régent d'assembler ce même jour le Conseil de Ville. Il s'en excusa sur son indisposi-

tion , & témoigna qu'il ne pourroit convoquer aucune Assemblée le lendemain , qui étoit la veille de la Cène , ni le Dimanche qui en étoit le jour ; mais , qu'il la convoqueroit pour le Lundi. Ces Commissaires envoyerent en même tems leur Officier à la maison du Bailly de Dort , pour l'arrêter : mais , ils ne l'y trouverent point , de sorte qu'ils manderent au Prince d'Orange , qu'ils n'espéroient aucun bon succès de leur Commission , à moins que le Prince ne les appuyât de son Autorité.

8 Janvier
1684.

LE Conseil de Dort s'étant assemblé , de quarante huit personnes dont il est composé , il n'y en eut que cinq pour les factieux , malgré les Cabales & les Intrigues du Sieur Alwin , qui avoit son frere à Dort , & qui étoit en partie cause de cette Affaire.

LES Commissaires de la Cour de Justice convoquerent les Echevins : mais , ils n'eurent pas plus de satisfaction. Cependant , les Etats de Hollande s'étoient Assemblés sur les Affaires de Dort : il y eut de fort grandes Contestations , le Prince d'Orange , & le Pensionnaire Fagel , ayant trouvé moyen de gagner plusieurs petites Villes , & de corrompre leurs Députés par de l'argent. Toutes ces supercheries embarrassoient beaucoup les honnêtes gens ; car , on ne pouvoit former de Résolution dans la Province de Hollande , pour arrêter les mauvaises procédures de la Cour de Justice , & s'opposer par ce moyen aux Entreprises du Prince d'Orange.

LES Députés d'Amsterdam ne laisserent pas , malgré tout cela , d'exposer l'Avis de leur Ville dans toute son étendue. Ils parlerent pendant plus de deux heures avec beaucoup de véhémence , & s'expliquerent fortement contre les Commissaires de la Cour de Justice ; déclarant , qu'ils méritoient une punition exemplaire. Cependant , après cette belle Déclaration , ils prirent une Conclusion assez modéré , proposant de terminer à l'amiable ce Différend entre

entre le Prince d'Orange & la Ville de Dort, & qu'en attendant on ordonneroit une surseance à la Cour de Justice; mais ils ne purent avoir la pluralité des voix: ainsi on résolut seulement de terminer l'Affaire à l'amiable, sans ordonner de surseance aux Commissaires de la Cour, quoique le Secrétaire de Dort représentât fortement, que dans le tems qu'on seroit venir les Députés de Dort pour chercher les voies d'accommodement, les Commissaires de la Cour de Justice, qui demouroient à Dort, pourroient faire convoquer les chefs des Métiers, & procéder à une nouvelle Nomination.

EN effet, les Commissaires de la Cour de Justice, qui étoient à Dort, se mirent en devoir de faire assembler les chefs des Métiers, pour procéder à une nouvelle Nomination: mais, les Régens de Dort s'y opposerent avec vigueur, & défendirent aux chefs des Métiers de comparoître à aucune assignation.

LE Prince d'Orange ne savoit quelles caresses ^{18 Janvier} faire au Duc de Montmouth; il y avoit bien souvent ^{1685.}

de nouveaux bals & de nouvelles parties entr'eux; quatre ou cinq jours auparavant, ils avoient été en traîneau sur la glace, avec la Princesse d'Orange, dans une maison du Prince, qui est à trois lieues de la Haye; & lorsque l'on dansoit, c'étoit le Duc de Montmouth qui menoit la Princesse d'Orange. Il alloit règlement tous les jours au dîner de cette Princesse, bien qu'elle mangeât seule & en particulier; & ensuite il alloit dîner avec le Prince d'Orange. On remarqua même, que cette Princesse, qui ne se promenoit jamais à pié dans les lieux publics, alloit presque tous les jours dans le mail, qui est dans un bois très-agréable, aux portes de la Haye, & que M. de Montmouth s'y trouvoit fort régulièrement; & on ne comprenoit pas comment le Prince d'Orange, qui est né le plus jaloux de tous les hommes, souffroit tous les airs de galanterie, dont tout le monde s'appercevoit, entre la Princesse d'Orange & M. de Montmouth.

On n'étoit pas moins attentif à découvrir ce que le Roi d'Angleterre pensoit de la conduite du Prince d'Orange; & le public suspendoit son jugement, jusqu'à ce qu'il fut les sentimens de Sa Majesté Britannique.

LES Députés de Dort étant arrivés à la Haye, entrèrent en conférence avec six Pensionnaires de six Villes de Hollande, que l'on nomma Commissaires pour cette Affaire: mais, ils ne purent rien conclurre, parce que trois de ces Pensionnaires étoient dévoués au Prince d'Orange, & les trois autres dans les intérêts de la République. Ils demeurèrent toujours partagés, quelque Proposition raisonnable que fissent les Députés de Dort.

CEPENDANT, le Prince d'Orange manda à ceux de la Cour de Justice, qui étoient à Dort, de faire une nouvelle Nomination, de quelque maniere que ce fût, & de la lui envoyer; qu'il feroit son Election ensuite; & qu'il verroit si Messieurs de Dort oseroient refuser d'admettre ceux qu'il auroit choisis. Les Commissaires firent donc intimer tous les chefs des Métiers, qui sont au nombre de cent dix-sept: ils en gagnèrent une vingtaine par argent, ou par menaces. Le Bailli de Dort, commis en la place de celui qui avoit été interdit, les conduisant l'épée dans les reins, jusqu'au lieu où se tenoit l'Assemblée: & quoique ce nombre fut bien éloigné de celui qui étoit nécessaire pour procéder à une Nomination légitime, ils ne laisserent pas de passer outre; & cette Nomination, faite avec ces subornations & ces violences, fut apportée au Prince d'Orange le 19 Janvier au soir, & le lendemain matin il fit son Election. Les Commissaires de la Cour de Justice retournerent le lendemain à Dort, pour y établir dans le Gouvernement ceux que le Prince d'Orange avoit élus, & pour en chasser les autres.

LE malheur voulut, que l'Homme de Dort le plus ferme & le plus accredité, qui se trouvoit

Bourguemestre, tombât malade, & mourût dans ce tems-là. Cet homme soutenoit Muys; & comme il n'avoit, ni enfans, ni aucune suite de parenté; & qu'il avoit du bien, il ne songeoit pas à menager le Prince d'Orange.

LA mort de ce Bourguemestre de Dort acheva ^{25 Janvier} de ruiner les Affaires de cette Ville-là. Il main- ^{1685.} tenoit, par son autorité & par son crédit, la plupart des Magistrats de Dort dans leurs bons sentimens; & comme c'étoit lui seul, en qualité de Régent en quartier, qui avoit droit de convoquer le Conseil, il ne l'auroit jamais fait, & les Commissaires de la Cour de Justice n'auroient pû installer les huit que le Prince d'Orange avoit élus: mais, le Bourguemestre, qui entra en Régence par sa mort, convoqua aussi-tôt le Conseil, & fit installer ceux que la Cour de Justice avoit présentés. Muys avoit encore la pluralité des voix: mais je mandai qu'on n'en devoit pas beaucoup attendre, & qu'il y en avoit déjà qui cherchoient à se bien remettre avec le Prince d'Orange.

Tous les honnêtes gens déplorerent ce malheur; & il me semble que Mrs. d'Amsterdam auroient pû le prévenir, si, par une conduite plus vigoureuse, ils avoient empêché que le Prince d'Orange & la Cour de Justice ne continuassent à pousser cette Affaire aussi avant qu'ils le firent, en gagnant toujours du tems par toutes sortes de moyens. Ils avoient pris à la verité les meilleures Résolutions du monde. Ils avoient parlé avec beaucoup de fermeté dans l'Assemblée: mais ils avoient trop laissé traîner cette Affaire, & avoient donné lieu par-là au Prince d'Orange, & au Pensionnaire Fagel, d'engager dans leurs intérêts les Députés des petites Villes, par argent ou par menaces; & lorsque les Commissaires de la Cour de Justice retournerent à Dort, au mépris des Etats de Hollande, qui les avoient assignés à comparoître le lendemain matin, Mrs. d'Amsterdam n'exécuterent pas les Résolutions qu'ils avoient prises, de se séparer de

l'Assemblée, aussi-tôt que le Prince d'Orange useroit de quelque violence. Apparemment qu'ils ne jugerent pas que le départ des Commissaires de la Cour de Justice pût être pris pour une violence ouverte du Prince d'Orange contre la Ville de Dort. Je crois même qu'ils ont eu trop de peur en ce tems-là, parce que le malheur voulut que tout étoit glacé autour d'Amsterdam, & qu'ils étoient fortement persuadés, qu'il auroit été très-aisé au Prince d'Orange, dans le tems des glaces, de se rendre maître de leur Ville.

MRS. d'Amsterdam s'en retournerent chez eux pour faire la Nomination de leurs Echevins. Je ne fus pas informé avant leur départ s'ils avoient délivré à l'Assemblée la Résolution qu'ils avoient prise de réformer douze mille hommes, ou s'ils s'en étoient seulement expliqués en particulier : ce que j'en savois étoit, qu'ils avoient dessein de mettre les Compagnies à quatre-vingts hommes, & les Régimens à six Compagnies, au lieu de trois, afin de diminuer le nombre des Officiers. Muys étoit convenu avec Messieurs d'Amsterdam de cette Réforme, & cela auroit été d'un grand poids que la première Ville de Hollande eut opiné pour cette Réforme. On ne peut dire à cette heure ce qui en fera : & il est à appréhender, que Messieurs d'Amsterdam ne trouvent pas dans les Villes tout l'appui pour soutenir la Réforme qu'ils auroient trouvé, si le Prince d'Orange ne fut pas venu à bout de l'Affaire de Dort.

MESSIEURS d'Amsterdam comprenoient fort bien de quelle conséquence il étoit pour la liberté de la République, que le Prince d'Orange fût venu à bout de l'Entreprise qu'il avoit faite contre la Ville de Dort. C'est ce qu'un de mes Amis leur représenta fortement le 24 Janvier, les ayant fait tomber d'accord, que la seule vigueur de la Ville d'Amsterdam pouvoit tirer la République du plus dangereux état où elle eut encore été réduite ; que le seul remède à ce malheur

étoit de ne pas revenir à l'Assemblée suivante; d'y envoyer un Secrétaire avec une Lettre, dans laquelle ils exposeroient tous les attentats qui avoient été commis contre la liberté & la Souveraineté de la Province, & déclareroient qu'ils ne reviendroient point dans l'Assemblée; qu'ils fermeroient leur bourse, & ne consentiroient à quoi que ce fût, que toutes choses n'eussent été redressées. Il leur conseilla aussi de rendre cette Lettre circulaire par toutes les Villes, en forme de Manifeste; & leur fit voir, que s'ils ne se résolvoient à prendre ce parti, sans considérer s'ils seroient appuyés ou non des autres Villes, il ne falloit plus compter sur la liberté de la République; que le Prince d'Orange diviseroit dans la suite ceux d'Amsterdam; & qu'enfin les Provinces de Frise & de Groningue les abandonneroient.

CET homme ajouta à toutes ces raisons une très-sorte Considération; qui est, qu'il auroit bien mieux valu pour la République, qu'Amsterdam eut consenti à la levée de seize mille hommes, & eut précipité l'Etat par ce moyen dans une Guerre malheureuse, dont toute la Haine retombant sur le Prince d'Orange, les Affaires de l'Etat auroient pû être rétablies par l'abaissement de cette Autorité qui les ruinoit, que de demeurer les bras croisés dans cette conjoncture, qui étoit peut-être la seule qu'ils auroient de long-tems pour relever la liberté de la République, qui alloit périr sans ressource, avec celle de la Ville de Dort.

LES Députés de la Ville d'Amsterdam approuvèrent fort les sentimens de cet ami; ils l'en remercièrent: mais, je vis bien, qu'ils ne les suivroient pas, quelque pressantes que fussent les raisons qu'il avoit alléguées; que peut-être la Réflexion que faisoient plusieurs personnes, qu'il ne manquoit plus au Prince d'Orange que de se raccommoder avec le Roi d'Angleterre, pour avoir une Autorité souveraine & absolue en Hollande,

contribueroit à faire prendre à Messieurs d'Amsterdam quelque bonne Résolution.

Je mandai au Roi, que j'écrivois à M. de Barillon tout ce qui regardoit M. de Montmouth; qu'il m'avoit mandé qu'il en faisoit un fort bon usage: mais que je ne comprenois pas pourquoi on ne vouloit pas croire en Angleterre que la plupart des Hollandois étoient persuadés que le Roi d'Angleterre conservoit toujours un fonds d'inclination pour M. de Montmouth, qui le portoit à donner un consentement secret à tout ce que le Prince d'Orange faisoit en sa faveur: cependant, il n'étoit que trop-vrai qu'on le croyoit en Hollande, & que le peu de ressentiment que le Roi d'Angleterre avoit témoigné lorsqu'il avoit appris le retour de M. de Montmouth à la Haye, avoit confirmé cette opinion.

DANS le tems qu'on croyoit que le Roi d'Angleterre conservoit toujours de l'affection pour M. le Duc de Montmouth; dans le même tems, on s'imaginait qu'il avoit quelque dessein contre la République, & qu'il commençoit de loin à chercher des prétextes & des sujets de Démêlé. Ce qui avoit donné lieu à cela étoit une Lettre secrète du Sieur Citters au Pensionnaire Fagel. Il lui mandoit, que le Roi d'Angleterre s'étoit plaint à lui, que beaucoup de complices de la dernière Conjuraton d'Angleterre s'étoient retirés à Leuwarden, où ils tenoient des Assemblées, & faisoient des Conspirations contre sa personne & contre son Etat; qu'il y avoit des personnes de la République qui y participoient, & entr'autres un Ministre nommé Brakel, qui étoit venu depuis peu s'habituer à Rotterdam, & de qui on avoit intercepté des Lettres. Le Sieur Citters ajoutoit, que le Roi d'Angleterre devoit donner ordre, par le premier ordinaire, au Sieur Chudley, d'en faire des plaintes d'Etat. Il n'y avoit rien de plus juste, que de conclurre de-là, que les Etats Généraux auroient dû s'allier avec le Roi, pour se mettre en

repos & en sureté contre tous les autres Princes de l'Europe: les honnêtes gens le voyoient assez; mais, ils n'étoient plus en état de faire ce qui convenoit le mieux à leur République.

Je mandai au Roi dans la même Lettre, que les Députés des Etats-Généraux ayant écrit aux Etats de Frise, il y avoit plus de quatre mois, pour porter cette Province à consentir que le Prince d'Orange fît la cassation de vingt deux hommes par Compagnie de Cavalerie, & seize hommes par Compagnie d'Infanterie, prétendant que c'étoit un droit réservé au Prince, comme Capitaine général de l'Union; la Province de Frise écrivit aux Etats-Généraux une Lettre que je me donnai l'honneur d'envoyer à Sa Majesté. Non-seulement elle étoit conçue en termes très-forts pour appuyer le Droit de chaque Province en particulier; & faisoit voir en passant, que l'on introduisoit de certains termes dans la Résolution de l'Etat, contraires aux fondemens du Gouvernement, & qui n'avoient pas été usités jusqu'à ce tems-là, comme étoit celui de Capitaine général de l'Union. Cette Lettre finissoit par une manière de parler assez précise, en déclarant aux Etats, qu'ils n'avoient fait cette réponse qu'afin que les Etats-Généraux fussent sur quoi se régler à l'avenir, & que la Province de Frise fût dorénavant délivrée de pareilles Réquisitions.

LE Comte de Waldeck fit une Déduction de toutes les Affaires dont il s'étoit mêlé depuis la Paix de Nimegue jusqu'à cette heure-là. C'étoit proprement un Manifeste pour se justifier: il ne l'avoit communiqué qu'à ses plus particuliers amis, & avoit fort prié qu'on ne m'en donnât point de copie. On voyoit par-là le premier Desein, que le Prince d'Orange avoit eu après la Paix de Nimé-gue, de faire une Ligue avec l'Angleterre, & avec tous les Princes de l'Europe, contre Sa Majesté, sous prétexte de garantie; & ce premier dessein ayant manqué, par le refus que les Etats firent de

ce traité de garantie, le Comte de Waldeck expliquoit les mesures que le Prince d'Orange avoit prises contre les intérêts de Sa Majesté, en formant le Traité d'Association, en conséquence duquel il rapportoit toutes ces allées & venues, qui faisoient voir un enchaînement de Négociations contre Sa Majesté. Je me donnai l'honneur de lui envoyer cet Ecrit.

J'APPRIIS que l'Alliance, que le Sieur Diert avoit proposée aux Etats - Généraux, incontinent après la signature de la Treve, n'avoit pas été une simple Alliance défensive, mais une Alliance pour la défense & pour le maintien de la Religion Protestante; que dans cette Alliance devoient entrer les Electeurs de Saxe & de Brandebourg, la maison de Lunebourg, & le Landgrave de Hesse, avec les Etats-Généraux des Provinces-Unies; & qu'une des principales raisons, qui fit que le Prince d'Orange n'écouta pas cette Proposition, est que l'Electeur de Brandebourg vouloit être comme le Maître & le Directeur de cette Alliance: & des gens, qui croyoient avoir pénétré quelque-chose depuis peu, se persuadoient, que M. Span avoit travaillé sur ce plan-là, car je savois, par une personne à qui le Résident de l'Empereur l'avoit confié, que l'Electeur de Brandebourg avoit encore ce Dessein.

IL y avoit tant d'affectation dans les bons traitemens que le Prince d'Orange faisoit au Duc de Montmouth, qu'il sembloit chercher avec plaisir à insulter au Roi d'Angleterre. Il lui donnoit la même liberté qu'à Benting, d'entrer à tous momens dans sa chambre. Il ne faisoit guerres de grâces qu'à sa récommandation; & personne ne croyoit avoir bien fait sa cour au Prince d'Orange, s'il ne la faisoit aussi à M. le Duc de Montmouth; & toutes les personnes les plus qualifiées de Hollande s'empressoient, à l'envie l'un de l'autre, à le régaler. Il sembloit même que le Prince d'Orange eut changé d'humeur, ou qu'il eut des desseins que l'on ne comprenoit pas; car lui, qui

est le plus jaloux du monde (jusques-là qu'il ne permet pas que la Princesse d'Orange reçoive aucune visite particulière, non-seulement d'aucun homme, mais aussi d'aucune femme) pressa lui-même M. de Montmouth d'aller les après-dînées chez la Princesse d'Orange, pour lui apprendre des Contredanses. Ils lui firent même faire des Personnages qui ne conviennent gueres à une Princesse, & que je dirois qui seroient ridicules pour une femme ordinaire; car, dans les grandes gelées qu'il fit cette année-là, le Prince d'Orange l'obligea, par la complaisance qu'elle a pour lui, d'apprendre à aller en patins sur la glace, parce que M. de Montmouth vouloit aussi apprendre à y aller. C'étoit une chose fort extraordinaire de voir la Princesse d'Orange avec des jupes fort courtes & à demi retroussées, & des patins de fer à ses piés, apprendre à glisser, tantôt sur un pié, tantôt sur un autre.

JUSQU'A ce tems-là, la vie de la Princesse d'Orange avoit été réglée de telle sorte, que, depuis qu'elle étoit levée jusqu'à huit heures du soir, elle ne sortoit point de sa chambre, hors peut être en huit jours: qui que ce soit n'avoit la Liberté d'entrer dans sa chambre, pas même sa Dame d'Honneur, ni ses Filles, qui étoient un peu moins que des Filles d'Honneur, mais plus que des Femmes de chambre, dont il y en avoit chaque jour deux qui étoient de garde auprès d'Elle, & qui avoient ordre de ne la point quitter.

LES créatures du Prince d'Orange tiroient un grand avantage du peu de ressentiment qu'on avoit eu en Angleterre, du retour de M. de Montmouth à la Haye: ils disoient, que le Prince d'Orange n'avoit pas encore perdu l'esprit; & qu'il faudroit qu'il l'eût tout à fait perdu, pour tenir une pareille conduite à l'égard du Roi d'Angleterre, s'il n'avoit été assuré, que Sa Majesté Britannique en étoit satisfaite: &, en effet, on n'avoit rien à répondre à cela, lorsqu'on voyoit, qu'après la défense que le Roi d'Angleterre avoit faite au Sieur Chudley de

voir le Prince d'Orange, & après la Déclaration que le Sieur Chudley avoit faite sur ce sujet à tous les Ministres Etrangers, le Prince d'Orange en avoit fait encore quatre fois plus qu'auparavant, sans que le Roi d'Angleterre en eût témoigné aucun ressentiment. Car, d'alléguer qu'il falloit donc que ç'eût été de concert avec le Duc de Montmouth, que le Roi d'Angleterre avoit fait couper le Cou au Sieur Hemstran son favori, & à Mylord Ruffel son intime ami ; ce n'est rien de concluant, puisqu'il pouvoit bien être que le Roi d'Angleterre fît punir des gens coupables d'une si grande trahison, & qu'il conservât encore un fonds de tendresse pour M. de Montmouth.

LE Sieur Chudley présenta un Mémoire aux Etats-Généraux, par lequel il se plaignoit de la Liberté avec laquelle on vendoit publiquement à la Haye le Livre qui avoit été fait sur la mort du Comte d'Essex. Il alla en même tems en parler au Pensionnaire Fagel, parce que cette Affaire regardoit principalement la Province de Hollande. Le Pensionnaire Fagel le pria de n'en point parler aux Etats-Généraux ; disant, que cette Affaire seroit trop d'éclat, & que cela l'empêcheroit de découvrir l'Imprimeur de ce Livre ; mais, que s'il vouloit bien retirer son Mémoire qu'il avoit envoyé aux Etats, & le laisser faire, il lui promettoit de lui faire avoir une entière satisfaction là-dessus. Il lui donna même à connoître, que, comme tous les Libraires se rendent compte à la fin de l'année de ce qu'ils se sont envoyé en secret pendant le cours de l'année l'un à l'autre, celui qui avoit imprimé ce Livre, & qui en avoit distribué des exemplaires à tous les autres Libraires, auroit demandé son payement au commencement de cette année-là ; & qu'ainsi on seroit infailliblement informé de l'Auteur de ce Libelle. Le Sieur Chudley accepta les offres que lui faisoit le Pensionnaire Fagel, & retira aussi-tôt son Mémoire

d'entre les mains du Président des Etats-Généraux ; mais, il fut obligé de présenter une seconde fois ce même Mémoire, ayant reconnu que le Pensionnaire Fagel le trompoit fort mal-honnêtement & fort grossièrement ; car il avoit laissé passer dix ou douze jours sans rien faire ; & , après avoir pris ses mesures, il fit assigner par les Echevins de la Haye tous les Libraires de cette Ville, pour prêter serment s'ils avoient imprimé ce Livre, sur quoi ils pouvoient jurer hardiment, puisqu'on savoit bien qu'il n'avoit pas été imprimé à la Haye. Cependant, on n'en vint pas même jusques-là, car les Echevins de la Haye les renvoyerent absous, sans leur demander de faire serment, parce qu'il n'y avoit pas assez de preuves, à ce qu'ils disoient, pour les y obliger.

Je mandai au Roi, que les factieux d'Angleterre s'étoient adressés à quelques Princes d'Allemagne, pour leur demander de l'argent & des armes ; mais, que ces Princes n'ayant pas trouvé de sûreté pour leur remboursement, ni d'apparence pour le succès de leur entreprise, avoient refusé de s'y engager. Je ne sai point si ces Princes ont fait un refus formel & positif, ou bien s'ils n'ont fait que remettre cette Affaire jusqu'à ce que les mesures soient mieux prises. Je ne sai pas non plus si le Prince d'Orange ne travaille point à former une Ligue de Religion avant que de laisser rien entreprendre, afin que, quand M. de Montmouth & les Religionnaires d'Angleterre voudront agir, ils trouvent un parti tout formé pour les soutenir.

MESSIEURS d'Amsterdam firent un Ecrit pour justifier la résolution qu'ils avoient prise sur les Affaires de Dort, qu'ils firent imprimer avec leurs Résolutions des huitieme & quinzieme de Janvier, dont ils envoyerent des copies dans toutes les Villes de Hollande, & les prièrent en même tems de ne pas souffrir que la Nomination, que les Commissaires de la Cour de Justice avoient fait faire à

Premier
Février
1685.

6 Février
1685.

Dort , subsistât , comme étant faite au mépris des Etats de Hollande , & étant d'une pernicieuse Conséquence pour l'avenir. On ne rapporte rien ici de cet Ecrit , qui est très-long , & qui contient une Discussion si exacte du Pouvoir du Prince d'Orange , qu'il eût été réduit sur un très-petit pié , si Messieurs d'Amsterdam eussent été secondés par les autres Villes de Hollande.

Février
685.

LE Conseil de la Ville de Dort résolut de faire une forte Protestation , tant contre la Nomination que contre l'Election que le Prince d'Orange avoit faite , & demanda que toutes les Procédures fussent déclarées nulles , & comme ayant été entreprises contre toute sorte de Droit , & par des Voies injustes & violentes. Ils envoyèrent ces Protestations & ces Demandes avec les preuves des violences que les Commissaires de la Cour de Justice avoient faites , par un Secrétaire & un Thésorier de leur Ville.

MESSIEURS d'Amsterdam ont suivi en partie le Conseil qui leur a été donné. Ils veulent absolument une Réforme de douze mille hommes , & ils ont pris Résolution , que , si l'on empêche que la Province de Hollande n'y donne son consentement , ou même qu'on traverse la conclusion de cette Affaire , & qu'on la fasse traîner en longueur , leurs Députés déclareront qu'ils ne payeront plus que leur contingent de vingt-neuf mille trois cents quinze hommes , à quoi ils prétendent réduire leurs Troupes après la mi-Mars , qui est le terme à peu près auquel les deux premiers mois de l'Etat de Guerre , qui sont ici de six semaines , doivent expirer. C'est le Sieur Borsvanvaure , le plus hardi de tous les Bourguemestres , qui est Député à la Haye , & chargé de faire cette Déclaration.

Février
685.

MESSIEURS de Dort firent le 8 Février leur Protestation dans les Etats de Hollande , telle que j'ai marqué ci-dessus : ils y ajouterent , qu'ils ne reconnoissent point , & qu'ils ne reconnoissent point , les huit Prud-

hommes, que le Prince d'Orange avoit élus en conséquence de la seconde Nomination. Les Députés d'Amsterdam les appuyerent avec toute la vigueur qu'on peut souhaiter : mais, lorsqu'on voulut opiner, le Pensionnaire Fagel répondit pour le corps des Nobles, que ces Protestations étoient inutiles dans une Assemblée qui n'avoit rien décerné contr'eux ; que s'ils étoient grevés, ils devoient faire leurs Plaintes à l'Assemblée, & non des Protestations. Les Villes de Delft, de Leyde, & de la Brille, furent du sentiment de Messieurs d'Amsterdam. Quelqu'autres Députés dirent qu'ils n'étoient pas encore en état d'opiner, & la pluralité fut pour l'Avis des Nobles. Le Prince d'Orange s'abbaïsoit jusqu'à aller solliciter les particuliers de la Ville de Dort, pour les prier de changer de parti.

CEPENDANT, Messieurs d'Amsterdam, qui ne veulent pas perdre de tems, ni laisser courir l'Etat de Guerre, exécuteront leur Résolution par rapport à ce Chef : & j'ai sù encore aujourd'hui, qu'ils feront leur Proposition pour la Réforme de douze mille hommes ; & que si elle n'est acceptée ils sont résolus de la laisser par écrit dans l'Assemblée, & de fermer absolument leurs Comptoirs pour toutes sortes de Contributions. S'ils en viennent jusques là, c'est tout ce qu'on peut attendre d'eux ; mais, comme dans ce pays le moindre incident change les Affaires du tout à rien, je ne puis assurer Votre Majesté de ce qui en fera.

MESSIEURS d'Amsterdam délivrerent enfin aux ¹³ Février Etats de Hollande un Ecrit pour faire une Réforme ^{1685.} de leurs Troupes, en sorte que les Etats n'eussent plus à leur solde que vingt-six mille trois cents quinze hommes d'Infanterie, & trois mille Chevaux, y compris les Dragons ; & il n'y eut que la petite Ville d'Enkhuisen, qui fut d'Avis de se conformer à Messieurs d'Amsterdam. Quelques-unes se déclarerent pour l'Etat de Guerre dressé par le Conseil d'Etat, & les autres demanderent d'aller consulter là-dessus leurs Supérieurs.

Mrs. d'Amsterdam déclarèrent en délivrant cet Ecrit, qu'il y avoit quatre Points principaux ; sur lesquels ils avoient ordre d'insister , de même que sur l'Etat de Guerre. Le premier étoit le rétablissement de la Marine. Le second, que les Troupes ne fussent plus payées par le Receveur de la Province de Hollande ; mais que chaque Compagnie fût payée directement par la Ville sur laquelle elle étoit répartie : ce point-là étoit de très-grande conséquence. Le troisième , que l'on redressât les Finances , & que l'on délibérât sur tous les points du ménage : dans ce troisième Point devoient être comprises les Propositions que Mrs. d'Amsterdam avoient touchées dans leurs Considérations , c'est-à-dire , le rasement des Places qu'ils prétendoient être inutiles ; la suppression des fonds destinés pour les Correspondances secrètes qui étoient à la disposition du Prince d'Orange , & du Pensionnaire Fagel , & autres choses semblables. Le quatrième Point consistoit dans la demande qu'ils faisoient que toutes les Dépenses , que les Etats-Généraux résoudroient de faire , fussent payées également , & en même tems par toutes les Provinces. Ce Point étoit encore de conséquence , parce que la Province de Hollande avance très-souvent l'argent pour trois ou quatre autres , & la Ville d'Amsterdam l'avance pour la meilleure partie de la Province de Hollande : ainsi , quand il auroit fallu mettre la main à la bourse , les autres Provinces , & la plûpart des Villes de Hollande , n'auroient pas été si promptes à acquiescer aux desirs du Prince d'Orange. Enfin , ils conclurent, qu'ils ne prétendoient plus continuer le payement de l'Etat de Guerre de l'Année précédente , que jusqu'à la mi-Mars , ce qui faisoit deux mois militaires , qui sont de six semaines ; & que ce terme-là expiré, ils ne payeroient qu'à raison de vingt-neuf mille trois cents quinze hommes, & qu'ils ne payeroient que ceux qui le trouveroient sur la répartition de leur Ville , ne voulant plus désormais en-

voyer leur argent au Comptoir-général à la Haye.

IL paroïsoit dans cette Proposition, que Messieurs d'Amsterdam ne s'étoient pas vûs assez appuyés de toutes les autres Villes, pour demander absolument la Cassation du Comte de Waldeck; & comme ils étoient déterminés à soutenir leur Résolution, jusqu'à fermer leurs Comptoirs, si la Cabale du Prince d'Orange empêchoit qu'on ne l'acceptât; ils crurent sans doute qu'ils pourroient se servir plus efficacement de ces moyens, lorsqu'ils se renferméroient à ne demander que ce qui regardoit en général le bien du pays, que s'ils attachoient à la Cassation du Comte de Waldeck, & autres choses semblables, qu'on auroit attribuées à quelque animosité particuliere. Cependant, c'étoit lui donner honnêtement son congé, pour peu qu'il eût de cœur, que de le réduire à cinq cents livres d'appointemens par mois. Il avoit déjà témoigné assez de bassesses dans cette rencontre, puisqu'après avoir été solliciter de porte en porte ceux qu'il croyoit disposés à le casser; il s'étoit réduit à faire le malade, & à garder le lit pendant deux mois; espérant que la considération de son grand âge, & de ses infirmités, seroient plus pressantes pour le faire conserver, que n'auroit été celle de son mérite.

LE Prince d'Orange, & le Pensionnaire Fagel, ^{13 Février 1685.} étoient extrêmement embarrassés de cette Proposition de Mrs. d'Amsterdam: cela les obligea d'assembler le Corps des Nobles le 11 de Février. Le Prince d'Orange en étoit le Chef, Fagel en étoit le Pensionnaire. Benting, & deux ou trois autres, qui ne sont pas moins au Prince d'Orange, étoient de ce Corps, qui n'étoit composé que de neuf ou dix: ainsi, on n'en devoit attendre que des Résolutions conformes aux Sentimens du Prince d'Orange. Il fut donc résolu ce jour-là par les Nobles de consentir à l'Etat de Guerre proposé par le Conseil d'Etat; & le Pensionnaire Fagel dressa une Lettre, & l'envoya en leur nom à toutes les Vil-

les de Hollande, par laquelle les Nobles les exhortoient à maintenir l'Etat de Guerre qui étoit sur pié.

15 Février
1685.

LE Pensionnaire Fagel fit quelques jours le malade, & le Sieur Allwin fit semblant d'avoir la goûte, afin d'avoir le loisir l'un & l'autre de travailler jour & nuit à une Réponse pour détruire la Proposition de Mrs. d'Amsterdam, & pour gagner pendant ce tems-là le suffrage de quelques Villes.

20 Février
1685.

LES Nobles témoignent en cet Ecrit avoir vû avec un très-grand étonnement que Mrs. d'Amsterdam ont déclaré leur Avis, touchant l'Etat de Guerre, d'une maniere aussi absolue : que si la constitution de l'Etat requéroit nécessairement que la Milice fût mise sur un si bas pié, elle deviendrait tout à fait inutile pour la défense du pays : & ils soutiennent, que la décadence des Finances n'est pas causée par l'entretien de la Milice, mais par les arrérages des capitaux que l'Etat a empruntés depuis l'année 1672 ; & que les Contributions de l'Etat sont plus que suffisantes pour l'entretien de la Milice, puisque la recrue faite en 1682. a été entretenue par les mêmes moyens, sans qu'on ait mis de nouvelles impositions.

ILs reprennent Mrs. d'Amsterdam d'imprudence & de contradiction ; faisant voir, que lorsqu'ils proposent de rétablir les forces maritimes, en sorte qu'elles donnent à l'Etat la supériorité de la Mer, ils attirent la jalousie des Princes voisins, & causent beaucoup plus de troubles par l'opinion qu'on voudroit diriger ici les Affaires du monde suivant son bon plaisir, pendant qu'ils soutiennent eux-mêmes qu'il faut éviter avec soin tout ce qui peut au dehors donner sujet d'offenses & de broüilleries.

QU'ILS voyent avec douleur, que Mrs. d'Amsterdam ont oublié avec quel soin & avec quelle peine les Commissaires Députés de l'Etat avoient travaillé (avec M. le Prince d'Orange à former en 1678. un Etat de Guerre ordinaire sur le pié que

le requéroit absolument la défense de l'Etat, puisqu'ils veulent à présent, sans en donner aucune communication au Capitaine général de la Milice, ni aux autres membres de l'Etat, qu'on reçoive comme une chose infaillible ce qu'ils ont déterminé, & ce qu'ils ont même déclaré, qu'ils ne consentiront à aucun entretien de la Milice qui excéderoit le nombre, & qui ne seroit pas réglé par l'Avis de leurs Supérieurs, ce qui est contre la considération qu'ils doivent avoir pour des membres qui sont si étroitement unis.

QU'IL est vrai, que la puissance maritime de l'Etat est tombée dans une grande décadence, puisqu'ils ne peuvent comprendre eux-mêmes comment, après avoir secondé comme ils ont fait le zèle avec lequel M. le Prince d'Orange a pressé les membres de l'Etat de donner les ordres nécessaires pour le rétablissement des fonds maritimes, plusieurs membres de l'Etat, intéressés au Commerce, ont traité cette Proposition comme si elle ne les touchoit point; qu'ils jugent absolument nécessaire qu'on mette en délibération les moyens de rétablir la Marine, pour prévenir la ruine inévitable des forces maritimes de l'Etat; mais que ce ne seroit pas pourvoir à la sûreté de l'Etat de rendre les forces de terre inutiles à sa défense pour rétablir celles de mer.

QU'ILS ne savent pas ce qui peut avoir induit Meilleurs d'Amsterdam à vouloir régler l'Etat de Guerre sur le pié de l'année 1650, puisque cet Etat de Guerre a été un sujet continuel de broüillerie entre les Membres & le Capitaine Général de la Milice, & qu'ils ne peuvent croire qu'on voulût à présent faire naître les mêmes Disputes, par le changement de l'Etat de Guerre de 1678, qui a été dressé, après un examen si pénible, avec le consentement unanime des Membres de cette Province, & avec celui de toutes les autres.

QUE c'est se tromper de croire, que la Constitution du pays est meilleure qu'elle n'étoit après la

Paix d'Espagne, sur la supposition qu'on fait, que cette Couronne est à présent intéressée à la conservation de cet Etat, à cause de ce qu'elle possède aux Pays-Bas; au lieu qu'en ce tems-là elle étoit une ennemie si foible, qu'elle faisoit à peine une Guerre défensive; que l'expérience n'a pas seulement fait voir dans ces derniers tems le peu qu'on doit attendre de cette Couronne, tant pour sa propre défense, que pour le secours de cet Etat; mais aussi, que ce qu'elle possédoit ci-devant de pays, qui couvroit ces Frontieres, est si diminué, qu'on peut venir droit à Nimegue, sans laisser derrière soi aucune Forteresse.

QU'APRES avoir vû jusqu'ici, sans soupçon, le soin que Messieurs d'Amsterdam ont eu de mettre leur Ville en bon état de défense du côté de terre, on pourroit conclurre qu'ils ne songent qu'à leur sûreté particuliere, en insistant qu'on rétablisse les forces maritimes, si l'on n'étoit fortement persuadé, que la prospérité de la Ville d'Amsterdam dépend aussi de celle des autres Villes, qu'ils semblent négliger absolument.

QU'ON ne doit pas diminuer la Milice de cet Etat sur l'ancien pié, à cause que les Rois & Princes de l'Europe font aussi des Réformes, puisque, excepté l'Espagne, aucun Roi ni Prince n'entretenoit un corps considérable de Troupes en ce tems-là, au lieu qu'à présent ils ont tous des forces considérables sur pié, & que l'Electeur de Brandebourg en a presque autant que cet Etat en entretient.

QU'ILS ne croient pas que l'Etat doive demeurer armé en tems de Paix comme en tems de Guerre; mais qu'ils sont persuadés, que l'Etat de Guerre formé en 1678 est absolument nécessaire pour la défense du pays; qu'en un mot, un Etat qui neglige sa propre défense ne peut espérer aucun secours de ceux qui pourroient lui en donner, s'il ne prend tous les soins qu'il doit de sa conservation.

APRÈS toutes ces Considérations, les Nobles font dans leur Ecrit l'Apologie des services que les Generaux & les Colonels rendent à l'Etat pour éluder la Proposition que font Messieurs d'Amsterdam par rapport au retranchement de leurs appointemens, exagérant sur tout les obligations que l'Etat à M. le Prince d'Orange, d'avoir mis les Troupes sur un pié qui fait qu'elles ne sont inférieures à celles d'aucun Prince.

CET Article des Nobles contre Messieurs d'Amsterdam, touchant la Réforme des Troupes, n'eut pas plutôt paru, que les Régens d'Amsterdam en firent un autre en Réponse contre celui des Nobles. J'en fus informé sous main, & il étoit sous la presse lorsque j'eus l'honneur d'en informer le Roi.

CEPENDANT les amis du Prince d'Orange tâchoient d'exciter la haine des autres Villes contre celle d'Amsterdam : ils leur représentoient, qu'un nombre particulier & égal à eux, n'étoit pas en droit de se déclarer aussi décisivement qu'avoit fait Amsterdam : que cette Ville prétendoit que toutes les autres se rendissent à son sentiment, & que s'il falloit être maîtrisé par quelqu'un, ce devoit être plutôt par un Prince, qui étoit leur Gouverneur, que par une Ville particulière.

MESSIEURS d'Amsterdam de leur côté demeurent également fermes, & dans la même résolution de fermer leurs Comptoirs, & de ne plus contribuer à rien pour l'Etat de Guerre, si la Cabale du Prince d'Orange est assez forte pour empêcher la Réforme.

VOTRE Majesté est bien informée de quelle maniere les Anglois passent l'Anniversaire du Roi Jacques premier. Le Prince d'Orange obligea la Princesse d'Orange de se parer ce jour-là, au lieu de prendre un habit de deuil : ensuite il la contraignit d'aller dîner, quelque priere & quelque instance qu'elle lui fit au contraire. Cette Princesse, qui dîne toujours seule, fut obligée de souffrir qu'on lui portât tous les plats l'un après l'autre : il

est vrai qu'elle en mangea peu, ou pour mieux dire point du tout, & pour rendre public l'outrage qu'il a voulu faire en cela au Roi d'Angleterre, il mena la Princesse à la Comédie, quoi qu'elle pût faire pour s'en exempter. Il est à remarquer, qu'on joue la Comédie quatre fois la semaine; & que ce n'étoit pourtant que la troisième fois qu'il y avoit été, depuis la Toussaints jusqu'au 16 de Février, ce qui fait voir, que c'est par une pure affectation qu'il a été ce jour-là à la Comédie.

JE ne puis ajuster cette Conduite du Prince d'Orange, avec une nouvelle que des personnes des premiers du Gouvernement, & des mieux intentionnés, ont reçue d'Angleterre. Ils prétendent y avoir de fort bonnes correspondances, & m'ont toujours paru en être bien informés. On leur manda, que M. de Montmouth fait tous ses efforts pour remettre bien le Prince d'Orange auprès du Roi d'Angleterre, & que les amis de M. de Montmouth ne desespèrent pas d'y réussir,

LE Sieur Damerongue étoit de retour à la Haye de la Cour de Berlin. Il eut plusieurs Conférences avec le Sieur Spaen; & comme il avoit beaucoup de crédit dans la République, il communiqua aux Etats-Généraux l'Etat de Guerre de M. l'Electeur de Brandebourg, qu'il faisoit monter à trente mille cinq cents hommes effectifs, & parloit avec beaucoup de chaleur du dessein de Messieurs d'Amsterdam, de diminuer tellement leur Etat de Guerre, qu'ils seroient inférieurs en forces à M. l'Electeur de Brandebourg, lui qui n'avoit autrefois que six mille hommes lorsque les Etats en avoient quarante mille.

16 Février
1685.

LA Province de Frise devoit s'assembler quelques jours après. Je savois de bonne part, que la résolution qu'elle devoit prendre seroit conforme aux sentimens de Messieurs d'Amsterdam.

M. de Starembourg envoya aux Etats Généraux des Propositions dressées par quatorze Mi-

nistres, pour satisfaire au pieux dessein qu'avoit le Roi, de n'avoir dans ses Etats qu'une seule Religion. Cet Ecrit fut fort examiné en Hollande, & y faisoit bien du bruit.

LES Lettres d'Angleterre du seize, arriverent ^{20 Février} hier à sept heures du soir; elles ont apporté la triste ^{1685.} Nouvelle de la mort du Roi d'Angleterre. Le Prince d'Orange ne monta point dans la chambre de la Princesse d'Orange, où les Dames de la Haye étoient à faire leur cour; il l'envoya prier de descendre, & lui apprit cette Nouvelle. M. le Duc de Montmouth s'y trouva aussi; ensuite M. de Montmouth se retira chez lui, & ne revint chez le Prince d'Orange qu'à dix heures du soir. Ils demeurèrent enfermés eux deux tous seuls jusqu'à minuit sonné. M. de Montmouth est parti cette nuit fort secrettement: &, pour mieux cacher son départ, il a fait dire ce matin, jusqu'à près de midi, qu'il dormoit encore. J'ai sù que le Prince d'Orange lui a prêté de l'argent, mais pas beaucoup: c'est apparemment pour les frais de son voyage.

J'APPREHENDE que les Affaires de Dort ne chan- ^{22 Février} gent de face; le Prince d'Orange prenant toute ^{1685.} une autre Conduite que celle qu'il a tenue jusqu'à cette heure: il avoit voulu d'abord exclure Muys du Gouvernement, pour se vanger de ce qu'il avoit conclu la Treve; & ce Prince avoit fait servir cette Affaire d'occasion naturelle à pouvoir s'attribuer les Droits de Souveraineté qui ne sont pas spécifiés dans les anciens Privilèges des Villes: mais, comme il a vû que cela n'avoit servi qu'à faire connoître le dessein qu'il a de se rendre Maître de la République, sans en avoir tiré aucune utilité, & que Messieurs d'Amsterdam s'étoient joints à ceux de Dort comme dans une Affaire commune, il a commencé à caresser l'ancien Bailly, & le Secrétaire de la Ville; &, n'ayant rien gagné auprès d'eux, il a fait parler à Muys. On ne fait pas précisément ce qu'il lui aura fait dire; mais

il y a grande apparence, qu'il lui a fait témoigner qu'il lui pardonneroit volontiers tout ce qu'il avoit fait à la Conclusion de la Treve, s'il vouloit rentrer dans ses intérêts; que bien loin de le faire sortir du Gouvernement de Dort, il l'y maintiendrait. Muys a été de tout tems des amis intimes du Pensionnaire Fagel, & l'un & l'autre sont ennemis déclarés du Sieur Allwin, qui a entrepris l'Affaire contre Dort: ainsi le Sieur Muys aura cru plus facilement tout ce que le Pensionnaire Fagel lui aura dit là-dessus. C'est, Sire, par ces motifs, ou par de semblables, que Messieurs d'Amsterdam s'imaginent que le Prince d'Orange a regagné Muys; car, ils m'ont fait dire, que lui & le Bailli de Dort étoient sur le point de présenter une Requête, pour faire terminer les Affaires de Dort à la satisfaction du Prince d'Orange. Cela les surprend d'autant plus, qu'ils avoient soutenu Muys avec beaucoup de vigueur; que Muys avoit encore pour lui la pluralité des voix dans la Ville de Dort. Que le Prince d'Orange n'avoit pas établi son Droit par l'Entreprise qu'il a faite cette année, puisque ce Droit lui avoit été conté dans la Province de Hollande par plusieurs Villes, & que l'Affaire y étant demeurée indécise, il n'y avoit pas lieu de douter qu'elle ne se terminât à l'avantage des bons Républicains lorsque la Réforme seroit faite, & que l'on auroit encore diminué entr'autres choses la trop grande Autorité du Prince d'Orange; que d'ailleurs l'ancien Bailli de Dort jouissoit à cette heure paisiblement de sa Charge, sans que la Cour de Justice osât lui rien dire.

MESSIEURS d'Amsterdam ont témoigné beaucoup d'indignation de ce procédé de Muys: ils doivent pourtant lui faire parler encore pour le détourner de faire une chose qui le deshonorera entièrement: mais, ils n'ont pas beaucoup d'espérance d'en venir à bout. Si ces Messieurs là ne peuvent retenir Muys dans le bon chemin, il faut croire, qu'il n'a tenu ferme contre le Prince

d'Orange, que parce que le Prince le vouloit perdre, & qu'il voyoit bien qu'il y alloit autant de sa conservation particuliere, que de celle de la République; & qu'à cette heure, qu'il se retrouvera, par la Protection du Prince, dans les mêmes avantages qu'il a eus auparavant, & délivré de tous les embarras où il s'est vu engagé, il se fouciera peu de l'intérêt de la République.

POUR ce qui est, Sire, de l'Etat de Guerre, les choses sont au même état qu'elles étoient avant hier. Messieurs d'Amsterdam ont donné leur Ecrit en Réponse de celui des Nobles. Ils se justifient de ce qu'on leur impute d'avoir imprudemment proposé de rendre les Forces maritimes de l'Etat supérieures à celles de toute autre Puissance. Ils prétendent aussi se disculper de ce que les Nobles leur reprochent si souvent, d'avoir choisi l'Etat de Guerre de l'année 1650, préféablement à tout autre. Ils savent que le Prince d'Orange, & le Pensionnaire Fagel, ont prétendu qu'on avoit voulu par là faire souvenir le Peuple de l'année 1650, lorsque le feu Prince d'Orange voulut se rendre Maître d'Amsterdam; ce qui fut cause qu'on réduisit si fort l'Etat de Guerre. Ils protestent dans cet Ecrit, qu'ils n'ont eu en cela aucune pensée particuliere, & finissent par la demande qu'ils font d'une Conférence pour régler incessamment l'Etat de Guerre; jugeant bien que le Pensionnaire Fagel feroit traîner les choses en longueur, si l'on faisoit des Ecritures de part & d'autre, d'autant plus que le Pensionnaire Fagel se sert de tous ces délais pour gagner les suffrages des Villes. Il alla il y a trois jours à Leyde, & Beverning s'y rendit: & comme ils y ont beaucoup de crédit l'un & l'autre, ils firent tous leurs efforts pour faire changer de sentiment à cette Ville. D'ailleurs Muys étant dans la disposition de s'accommoder, il n'a pas encore fait prendre la dernière Résolution dans sa Ville sur l'Etat de Guerre.

M. de Monmouth n'étoit pas parti, comme on

l'avoit cru ; ce qui donna lieu à cette Nouvelle , fut qu'il étoit sorti de chez lui ce jour-là devant le jour , à cinq heures du matin , & étoit allé chez M. Benting , où il fut toujours enfermé , de sorte qu'on ne fut qu'à six heures du soir qu'il étoit encore à la Haye. Je le fis savoir le même jour à M. de Barillon ; car la poste d'Angleterre ne part qu'à huit heures du soir. M. de Montmouth a été depuis ce tems-là comme un homme désespéré : on l'a entendu , dans la petite maison où il loge , faisant des cris & des lamentations : on dit qu'il est parti aujourd'hui entre quatre & cinq heures du matin.

LE changement qui vient d'arriver en Angleterre a fait faire beaucoup de Réflexions à Messieurs d'Amsterdam. On tient ici pour certain , que le Roi d'Angleterre d'à présent n'aime pas les Hollandois , & que c'est un Prince à ne pas vouloir demeurer oisif , sans faire quelque chose.

QUELQUES personnes des mieux intentionnées n'ont pas manqué de représenter à Messieurs d'Amsterdam , que cela devoit d'autant plus obliger la République à s'attacher entièrement à Votre Majesté , après quoi ils n'auroient rien à appréhender, Ils ont témoigné , qu'ils en étoient plus persuadés que ceux qui leur en parloient , & que je ne l'étois moi-même ; mais que pouvons-nous faire (ont-ils dit) tant que nous aurons le Prince d'Orange en tête , lorsqu'il s'agit d'une Affaire où il faut l'unanimité des suffrages ?

LES Créatures du Prince d'Orange publient à tout le monde , qu'il n'y a rien de plus obligeant que la Lettre que le Roi d'Angleterre lui a écrite , sur la mort du feu Roi d'Angleterre , & le Prince d'Orange témoigna en être très satisfait.

VAN-BUNING fut fort consterné de la mort du Roi d'Angleterre. Il savoit , qu'il avoit offensé extrêmement M. le Duc d'Yorck : la principale correspondance , qu'il avoit conservée en Angleterre , étoit avec Mylord Halifax.

MESSIEURS d'Amsterdam me dirent que Muys^{23 Février 1685.} reprenoit courage, & qu'il s'étoit signalé hier dans l'Assemblée de Hollande pour la Réforme des Troupes, & que la principale indignation qu'ils avoient témoignée n'étoit pas contre lui, mais contre le pere du Bailli de Dort, qui est un des Bourguemestres de cette Ville-là, & qui veut présenter une Requête au Prince d'Orange, pour le prier de faire lever la Sentence d'Interdiction de la Cour de Justice, donnée contre son fils. Cet homme s'est laissé gagner par les caresses du Pensionnaire. Messieurs d'Amsterdam avouent, qu'il sera bien difficile au Sieur Muys de se soutenir après cela dans sa Ville; ainsi je vois bien que, soit que Muys soit forcé de se soumettre, soit qu'il le fasse volontairement, il est à craindre que les Affaires de Dort ne prennent bientôt un autre train.

POUR ce qui est, Sire, de l'Etat de Guerre, la Ville d'Eneuse, qui s'est déclarée d'abord pour l'Avis d'Amsterdam, a toujours persisté. Celles de Dort, de Delft, & de Leyde, déclarerent hier dans l'Assemblée de Hollande, qu'il falloit faire une Réduction, & qu'ils ne pouvoient conserver l'Etat de Guerre sur le pié où il est: mais, elles ne dirent pas qu'il falloit le réduire selon la Proposition de Messieurs d'Amsterdam. Cependant, de la maniere que les choses tournent, il n'y a pas lieu de douter que Messieurs d'Amsterdam ne viennent à bout de leur dessein, s'ils y veulent persister: mais, Sire, je m'appercus hier au soir, qu'on ne parloit pas de la même maniere qu'on m'a parlé ces jours-ci. Je vois que la mort du Roi d'Angleterre a apporté quelque altération dans les Affaires, & ce qui est d'extraordinaire, c'est que ceux, qui sont persuadés que le Roi d'Angleterre n'aime pas les Hollandois, & qu'il pourroit bien leur en donner bientôt des marques; & ceux qui, sur de faux fondemens, s'imaginent que le Prince d'Orange, qui n'a plus d'espérance de réussir dans

ses desseins, se va bien remettre avec lui, sont tous également d'Avis, qu'il ne faudroit point faire de Cassation à cette heures, & qu'il est à propos de voir comment les Affaires tourneront en Angleterre & ailleurs : mais, ce qui est plus surprenant, c'est que ceux, qui craignent que le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange ne se raccommodent, sont ceux qui oseront moins être pour la Réforme. Il seroit naturel, que les gens qui sont dans cette opinion s'appliquassent à diminuer l'Autorité du Prince d'Orange, dans le tems que le Roi d'Angleterre n'y prend aucune part, afin de n'en pouvoir être opprimés lorsqu'il viendrait à se reunir avec S. M. Britannique. Mais, Sire, il y en a peut-être quatre ou cinq dans la République qui raisonnent de cette sorte, & j'apprehende que les autres n'entrent pas dans ces mêmes vues.

C'est pourquoi, Sire, il n'y a rien de plus avantageux à cette heure pour le service de Votre Majesté en ce pays, si-non que l'on y soit fortement persuadé, que le Prince d'Orange est toujours fort mal avec le Roi d'Angleterre, & qu'il n'est pas prêt à s'y pouvoir bien remettre quand il lui plaira : & je sai, que les mieux intentionnez de ce pays-ci souhaitent, & esperent même que le Roi d'Angleterre n'ordonnera pas au Sieur Chudley de donner part au Prince d'Orange de la mort du feu Roi d'Angleterre, & qu'il la notifiera seulement aux Etats-Generaux.

Le Prince d'Orange, qui connoit ce qui lui est avantageux dans ce pays-ci, ne s'est pas contenté de faire publier ici par ses Créatures, qu'il avoit reçu des Lettres fort obligeantes du Roi d'Angleterre; mais il a fait dire sous main, à quelques personnes de l'Etat, que M. de Montmouth ne s'en étoit allé, que parce qu'il lui avoit témoigné qu'il ne pouvoit plus à cette heure le laisser à la Haye. Les Envoyés d'Angleterre sont bien persuadés du contraire, & m'ont dit eux-mêmes, que depuis la Nouvelle de la mort du Roi d'Angleterre,

jusqu'à hier matin qu'est parti le Duc de Montmouth, il avoit presque toujours été enfermé avec le Prince d'Orange.

CE qui me donne plus de lieu d'appréhender que Messieurs d'Amsterdam n'entrent dans quelque tempérament pour l'Etat de Guerre, vient de ce que j'apprens que leurs Députés s'en retourneront demain pour prendre l'Avis de leurs Supérieurs sur cette occurrence. Ce départ me fit conclurrence, que ces Députés croient que la conjoncture présente demande une nouvelle Délibération, & peut être quelque changement à leurs premiers ordres. Je supplie très-humblement Votre Majesté de vouloir être persuadée que je n'ometts rien de tout ce qui peut maintenir ces Messieurs ci dans de bons sentimens, & je me fers pour ce sujet de tous les moyens que je connois les plus propres à les persuader.

J'AI aussi entrevû, Sire, ces jours-ci, par de certains discours, que le Prince d'Orange à quelque, vûe sur les Affaires de la Religion. Le Comte de Waldeck n'a pû s'empêcher de dire au Sieur Skelton, qui l'alla voir le même jour, mais quelques heures avant qu'on apprît la mort du Roi d'Angleterre, que M. le Prince d'Orange n'avoit pris la Protection du Duc de Montmouth, que pour maintenir la Religion Protestante en Angleterre. Que le Prince d'Orange sacrifieroit toujours tous ses intérêts, & tout son ressentiment, au Roi d'Angleterre; mais que, pour sa Religion, il ne pouvoit avoir la même complaisance.

JE donnai Avis à M. de Louvois, que les François réfugiés établissoient des Manufactures de France en Hollande; qu'il y en avoit une d'étoffes de soie à fleurs à Amsterdam, qui réussissoit fort bien.

ON commença à appréhender, que Moys ne trou- 27 Fevier
vât pas ses amis aussi fermes dans Dort qu'ils l'étoient; 1685.
de sorte qu'il n'étoit pas aussi assuré d'emporter l'Affaire dans sa Ville, qu'il l'eût été huit jours auparavant.

IL sembloit que le Prince d'Orange voulût changer de Conduite à l'égard du Roi d'Angleterre : il fit ses efforts pour tâcher de faire croire , qu'il étoit bien avec Sa Majesté Britannique. Il lut à quelques-uns de ses Courtisans la Lettre qu'il prétendoit en avoir reçu.

LE Sieur Desmarets , Ministre , & un de ses plus zélés Partisans , dit à des premières Personnes de l'Etat , que le Roi d'Angleterre & M. le Prince d'Orange alloient vivre dans une étroite Union ; que c'étoit la France qui avoit causé & entretenu la mauvaise intelligence qu'il y avoit eu entre le feu Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange ; mais que le Raccommodement se faisoit aussi en partie à cause du chagrin que le Roi d'Angleterre avoit conçu contre la France , avec laquelle il alloit se brouiller ; qu'on avoit trouvé dans le cabinet du feu Roi des papiers Ecrits de la Cour de Sa Majesté , par un de ses Ministres , contre les intérêts du Roi d'à présent. Que sa Majesté Britannique avoit ôté la Charge au fils de Madame de Portsmouth , sans en rien dire à M. de Barillon ; qu'il alloit chasser Madame de Portsmouth , & qu'il avoit défendu à M. de Barillon de reparôître à la Cour , & de lui parler autrement que par audiences demandées par le Maître des Cérémonies.

LE Prince d'Orange dit au Résident de l'Empereur , que M. de Montmouth lui avoit fait voir une Lettre qu'il vouloit écrire au Roi d'Angleterre , qui étoit conçue en termes très-respectueux , par laquelle il l'assuroit de sa parfaite obéissance , & de son entière fidélité , & lui demandoit très-humblement Pardon de tout ce qu'il avoit fait. Le Prince d'Orange témoigna , qu'il avoit approuvé entièrement cette Lettre , & qu'il avoit conseillé au Duc de Montmouth de l'envoyer. C'étoit le Comte de Waldeck , qui avoit minuté cette Lettre.

LES Sieurs Chudley & Skelton , dont l'un n'étoit pas encore parti , & l'autre étoit arrivé , étoient

persuades aussi bien que moi, que le Roi d'Angleterre ne pourroit jamais prendre confiance en M. le Prince d'Orange. Que le Sieur d'Overkerke, Capitaine des Gardes du Prince d'Orange, & entierement dévoué à lui, ayant donné à manger à M. de Montmouth il y avoit trois semaines, ils burent à la destruction du Duc d'Yorck, & de tous les Papistes. C'est une santé que le Prince d'Orange & M. de Montmouth burent aussi à la Fête de Saint Hubert, dont le Sieur Chudley informa pour lors le Duc d'Yorck.

LE Comte de Waldeck témoigna qu'il avoit vu Premier
Février
1685. la Lettre, par laquelle le Roi d'Angleterre assuroit le Prince d'Orange de son amitié, & du soin qu'il auroit toujours pour ses intérêts. Que le Prince d'Orange avoit répondu à cette Lettre en termes très-respectueux & très-soumis. Qu'il avoit assuré le Roi d'Angleterre, qu'il le reconnoissoit pour son Roi légitime, & qu'il lui obéiroit comme un fidele sujet; mais qu'il espéroit, que le Roi d'Angleterre le reconnoîtroit & le traiteroit comme le premier de ses sujets. Que pour lui il n'auroit jamais d'autres intérêts que ceux de Sa Majesté Britannique, dans lesquels il se jetteroit aveuglement, & qu'il les suivroit en toutes choses, excepté pour la Religion; mais que, pour ce fait-là, il n'écouterait que Dieu seul & sa conscience.

LE Comte de Waldeck ajouta, que jamais M. le Duc d'Yorck n'avoit discontinué d'écrire au Prince d'Orange, & qu'il avoit toujours entretenu un commerce très-régulier avec lui; & que le feu Roi d'Angleterre avoit eu fort agréable que le Prince d'Orange traitât bien M. de Montmouth.

JE ne doute pas, que le Roi d'Angleterre ne fasse grande réflexion sur cette restriction que le Prince d'Orange a ôsé faire, touchant la Religion c'est une pierre d'attente, qu'il a laissée pour un autre tems. Que ne doit on pas attendre de lui, lorsqu'il verra l'occasion de brouiller en Angleterre pour la Religion, s'il parle si hardi-

ment quand il n'y a point de nécessité de le faire; que tout eût été le même dans ce Royaume-là, & qu'il a tant d'intérêt de s'attirer quelque démonstration publique de la bonne volonté du Roi d'Angleterre.

le premier
mars 1685. J'ÉTOIS persuadé, que le Prince d'Orange se feroit même contre les intérêts du Roi d'Angleterre, non-seulement de la facilité qu'il trouveroit à se remettre dans ses bonnes grâces; mais même de celle qu'il trouvera à recevoir seulement des marques extérieures de sa bienveillance.

Je témoignai au Sieur Skelton, qui alloit en Angleterre, qu'on ne devoit point savoir bon gré au Prince d'Orange, ni au Duc de Montmouth, des soumissions qu'ils faisoient l'un & l'autre. Ils étoient surpris, par un coup imprévu, sans avoir pris leurs mesures: ainsi, ils n'avoient garde de faire aucun mouvement qui leur auroit causé la perte de leurs plus zélés partisans, sans en tirer aucune utilité; mais il y avoit grande apparence, que s'ils avoient le tems de se reconnoître, ils suscitoient bien des Affaires au Roi d'Angleterre.

LE Comte de Waldeck dit au Sieur Skelton, que M. le Duc de Montmouth n'avoit pas jugé à propos d'envoyer sa Lettre au Roi d'Angleterre; qu'il n'avoit pas trouvé cette manière d'agir assez respectueuse, & qu'il avoit jugé plus à propos d'interposer les offices de la Duchesse de Montmouth, ou de quelqu'un de ses amis. Pour moi, je dis au Sieur Skelton, que c'étoit plutôt parce qu'il n'avoit pas voulu décourager ceux qui étoient dans ses intérêts, en donnant des assurances par écrit de sa soumission au Roi d'Angleterre, & assurément qu'il vouloit prendre d'autres mesures.

LA Province de Hollande résolut d'envoyer trois Ambassadeurs en Angleterre, pour faire leurs complimens au Roi d'Angleterre. C'est une chose qu'ils doivent à l'avenement du Roi d'Angleterre à la Couronne.

LES Députés d'Amsterdam arriverent à la Haye avec les mêmes ordres qu'ils avoient eus aupara-

vant, touchant la Réforme : ceux de Dort en apportèrent de tous semblables : mais comme les Députés de la Ville de Leyde dirent qu'ils n'étoient pas encore prêts, je tins cela à mauvaise augure, & je crus que le Pensionnaire Fagel espéroit de gagner cette Ville par le moyen de Beverning.

Mrs. d'Amsterdam me firent encore prier pour la restitution du Vaisseau la Marie, qui avoit été mene à Toulon, & dont j'avois envoye les pieces justificatives.

Mrs. d'Amsterdam demeuroient toujours fermes ^{2 Mars} dans les Déclarations qu'ils avoient faites de ne ^{1685.} plus payer au-delà du second mois, qui étant de six semaines chacun, finissoit le 24 de Mars.

LA Province de Frise ne prenoit aucune Résolution touchant l'Etat de Guerre, & attendoit ce que feroit la Province de Hollande.

LES Etats de Hollande se séparèrent après une ^{8 Mars} longue séance, dans laquelle il ne fut rien conclu. ^{1685.} Le Pensionnaire Fagel n'osa faire prendre une Résolution à la pluralité des voix, ayant quatre des plus grandes Villes contre lui ; savoir, Dort, Delft, Leyde, & Amsterdam ; il fus bien aise de différer jusqu'à la premiere Assemblée, qui se devoit tenir le 15 du mois, pour voir s'il ne pourroit point encore gagner quelques Villes, ou s'il n'arriveroit point quelque chose au-dehors qui obligerait les Etats à conserver leurs Troupes : mais, pour ce qui est du premier cas, Messieurs d'Amsterdam y avoient pourvû ; car le Pensionnaire de leur Ville avoit déclaré le 3 Mars, que quand ils demeureroient seuls de leur avis, & que toutes les autres Villes les abandonneroient ; ils fermeroient leur bourse, & ne payeroient plus les Troupes qu'à proportion de ce qu'ils en vouloient maintenir, quand les deux premiers mois de l'Etat de Guerre seroient expirés.

LE Pr. d'Orange fit nommer des Ambassadeurs qui lui étoient dévoués pour aller en Angleterre : tout

ce que purent faire Messieurs d'Amsterdam fut de faire ordonner qu'ils n'y seroient que deux mois.

Je fus averti par un Domestique François, qui étoit à M. d'Odick. & qui alla pour lui parler lorsqu'il étoit avec le Prince d'Orange, qu'il entendit lire, étant à la porte de ce Prince, un Ecrit qui contenoit, qu'il étoit au desespoir d'avoir déplu à Sa Majesté Britannique; que la constitution des affaires l'avoit engagé malgré lui à tenir cette Conduite, qu'il avoit cru la plus propre pour détruire les desseins de Sa Majesté; qu'il en demandoit pardon, & promettoit de se régler à l'avenir de la manière qu'il plairoit au Roi d'Angleterre. Il le flatoit ensuite sur sa grande générosité, & sur sa fermeté; & lui disoit, qu'il espéroit, qu'ayant les sentimens si nobles & si généreux, il ne jugeroit pas mal de ceux du Prince d'Orange; & qu'il seroit persuadé, que ce n'étoit point par aucun intérêt qu'il lui parloit à présent de la sorte; qu'il ne lui demandoit aucun avantage particulier; qu'il ne vouloit seulement que l'honneur de ses bonnes grâces. Qu'il espéroit qu'un aussi grand Roi que lui ne souffriroit pas qu'un Prince qui avoit eu l'honneur d'épouser sa fille aînée, continuât à être balotté par le Roi de France; & que, quand même Sa Majesté Britannique voudroit attendre encore quelque tems, pour voir qu'elle seroit la Conduite du Prince d'Orange, au moins elle voudroit bien lui donner des marques de sa bonne volonté, afin qu'il ne fût plus en but à ses Ennemis.

IL offroit dans cet Ecrit, au Roi d'Angleterre, de faire tout ce qu'il lui commanderoit pour ses intérêts; & il faisoit quatre ou cinq Propositions différentes, dont l'une étoit de travailler auprès des Etats-Généraux pour les unir étroitement avec l'Angleterre.

AUTANT que cet homme en peut comprendre, cette Instruction devoit être envoyée à un Anglois, qui l'examineroit, pour savoir son sentiment.

Le Sieur Dickfeld étoit chargé de la conduite de cette Affaire , qui n'avoit d'autre but que d'endormir le Roi d'Angleterre , en quoi on a fort bien réüffi.

LE Comte de Waldeck alla a Amsterdam , pour leur faire voir la néceffité qu'il y avoit de maintenir leur Etat de Guerre. D'un autre côté , le Prince d'Orange tâchoit , pour s'accréditer en Hollande , de faire accroire au public , qu'il étoit parfaitement bien avec le Roi d'Angleterre , & que Sa Majesté Britannique ne conserveroit pas long-tems une bonne intelligence avec Sa Majesté. Il fit mettre l'Article suivant^e dans la Gazette Flamande.

ON a ici Nouvelle, qu'on a refuse l'Audience à l'Ambassadeur de France , à la Cour d'Angleterre , jusqu'à ce que les Vaisseaux Anglois , emmenez par les François , sous prétexte qu'ils étoient chargés de marchandises de Genes , ayent été relâchés.

D'un autre côté , il tâchoit d'augmenter le déplaisir que l'on avoit en Hollande de l'Etat des Affaires de la Religion en France. Il fit exagérer la Démolition des Temples de la Rochelle, de Saumur , & de Rouën. Outre cela , il eut des Calvinistes zélés , qui furent alarmés d'eux mêmes de l'aveu public que Sa Majesté Britannique avoit fait de sa Religion. Ils s'imaginoient , que cela ne s'étoit pas fait sans la participation de Sa Majesté , & sans un concert pour la destruction de leur Religion.

CEPENDANT, le Prince d'Orange jusques-là n'avoit pû ébranler Messieurs d'Amsterdam : la seule chose , qui leur eut fait quelque impression , & qui en avoit chagriné en effet quelques-uns , étoit ce que leurs Ministres leur avoient dit de Saumur & des autres Temples de leur Religion de France. J'évitois de leur parler de cette matiere-là , & je me contentois de leur dire en général , que les choses n'étoient point comme on le leur faisoit accroire.

ON me donna en ce tems-là Avis, que M. de Montmouth étoit à Amsterdam, & je fus qu'il étoit venu faire un tour aux environs de la Haye; & je fus persuadé, aussi-bien que l'Envoyé d'Angleterre, qu'il avoit vu M. le Prince d'Orange en secret, ce Prince ayant été deux fois tout seul, sans aucune suite, telle qu'elle pût être, à une maison qu'il a à trois lieues de la Haye.

LES Rebelles d'Angleterre, qui étoient épars dans beaucoup de Villes de Hollande, & dans le Duché de Cleves, s'étoient rassemblés depuis environ deux mois à Utrecht, sous la protection de M. Dickfeld. Le Jour qu'ils apprirent la mort du feu Roi d'Angleterre, ils firent des festins & de grandes débauches, en réjouissance de cette Nouvelle. Cette Protection des Rebelles, donnée à Utrecht, ne peut être un bon préparatif pour faire bien recevoir le Sieur Dickfeld par S. M. Britanniq.

QUOIQUE je ne doutasse point que M. de Barrillon ne fût informé de ce qui s'étoit passé dans l'Audience particuliere que le Sieur d'Overkerke eut du Roi d'Angleterre; je ne laissai pas d'en rendre compte à Sa Majesté. Le Prince d'Orange s'étant remis par sa Lettre pleine de soumission, à ce que le Sieur d'Overkerke diroit de bouche, celui-ci offrit la carte blanche au Roi d'Angleterre, qui le prit au mot, & déclara, qu'il demandoit trois choses au Prince d'Orange; qu'il abandonnât absolument M. de Montmouth, & qu'il ne gardât aucun Commerce, quel qu'il pût être, avec lui; qu'il cassât tous les Officiers Anglois dans le Corps de Troupes que les Etats-Généraux entretenoient, que le Roi d'Angleterre lui indiqueroit; & qu'il entrât dans toutes les sentimens & dans toutes les vûes du Roi d'Angleterre, sur les engagements qu'il voudroit pour le bien de ses Etats avec ses voisins. Il est hors de doute, que le Prince d'Orange exécutera volontiers ces deux premiers points, dans l'espérance de pouvoir éluder le troisieme.

LE Sieur Wittsen, en m'apportant le Mémoire, me parla du Vaissau la Marie, & me pria en même tems de me charger d'une très-humble Priere de Bourguemestres d'Amsterdam au Roi, pour un Hollandois Protestant qui avoit demeuré quelques années à Reüen, & qui demandoit un passeport pour pouvoir sortir lui & sa famille avec ses effets.

TANT de Personnes attachées au Prince d'Orange sont allées à Amsterdam; qu'il est aisé de voir que l'on tâche de profiter de la présente conjoncture pour porter cette Ville à donner d'autres Instructions à ses Députés, lorsqu'ils viendront le 13 Mars à l'Assemblée de Hollande: outre le Comte de Waldeck, & le Résident de l'Empereur, deux Députés aux Etats-Généraux, qui ont quelques habitudes à Amsterdam, y sont allés. M. Damerongue s'y est aussi rendu, sous prétexte d'un différend qu'à M. l'Electeur de Brandebourg pour un Vaissau. On m'a dit, qu'il veut persuader Messieurs d'Amsterdam d'entrer dans l'Alliance que M. l'Electeur de Brandebourg propose. J'ai appris qu'il a dit aux Etats Généraux que l'Electeur de Brandebourg les exhortoit à conserver leurs Troupes, & à ne s'en point défaire dans un tems où tout est encore incertain.

LE Prince d'Orange a montré à M. Wittsen la Lettre de S. Majesté Britannique. Messieurs d'Amsterdam sont dans une apprehension extraordinaire que ce Prince ne se remette bien avec le Roi d'Angleterre. Ils ont même quelque inquiétude que Sa Majesté Britannique, en se raccommodant avec le Prince d'Orange, ne le remette dans l'honneur des bonnes grâces de Votre Majesté: enfin, par tout ce que j'apprens d'eux, je vois qu'ils sont fort en peine, & un peu consternés; je les rassure autant que je puis.

J'ai découvert aujourd'hui, que l'on travaille à raccommoder le Prince d'Orange & le Prince de Nassau. Le Ministre Vandervaye, qui a été si opposé à cette réunion, est depuis deux jours

fort en secret à la Haye. Le moyen, qu'on a pris pour faire agir cet homme, vient de ce qui se passe en France au sujet de la Religion prétendue Réformée: on en parle ici plus qu'on n'a jamais fait, & le Prince d'Orange s'en est servi assez utilement en Frise, à ce qu'il me paroît, ceux de cette Province-là étant fort zélés pour leur Religion: on a commencé à en voir des effets, lorsqu'ils n'ont pas voulu prendre de Résolution touchant la Réforme des Troupes, & qu'ils ont voulu attendre celle de la Province de Hollande.

12 Mars
1685.

C'EST le Comte de Waldeck qui a conduit toute l'Intrigue pour l'Accommodement du Prince d'Orange avec le Prince de Nassau. Il a fait remontrer, depuis plus d'un mois, au Prince de Nassau, toutes les raisons qui pouvoient l'obliger à se raccommoier avec le Prince d'Orange, soit pour son intérêt particulier, soit pour l'avantage de la République; & enfin, il l'a si fort sollicité d'envoyer quelqu'un à la Haye, que ce Prince n'a pas crû pouvoir s'exempter de donner ordre au Ministre Vandervaye & au Sieur Arfolt, de venir écouter les Propositions que le Comte de Waldeck auroit à leur faire.

LE Ministre Vandervaye a été en passant rendre compte de tout ceci à Messieurs d'Amsterdam, qui n'ont pas jugé à propos de s'y opposer. Comme il étoit en conférence là-dessus avec le Comte de Waldeck, sa femme est retombée malade: il l'est allé retrouver en Frise.

IL n'y a pas lieu de douter, que le Prince d'Orange n'ait fait faire ces avances au Prince de Nassau, pour empêcher que la Province de Frise ne prît Résolution de faire une Réforme de Troupes, conformément à l'Avis de Messieurs d'Amsterdam. J'ai fait remarquer par un de mes Amis, qui a parlé à Vandervaye, que c'est la quatrième fois que le Prince d'Orange a fait de belles Propositions au Prince de Nassau, lorsqu'il a besoin de lui, sans que jamais cela ait abouti à rien quand

l'occasion est passée : & il est aisé de voir, que le Comte de Waldeck ne s'est excusé de n'être pas assez bien instruit, que pour traîner les choses en longueur, & empêcher que le Prince de Nassau, dans l'espérance de son Racommodement avec le Prince d'Orange, ne presse la Province de Frise de former la Résolution sur la Réforme des Troupes.

LE Comte de Waldeck n'a pas moins envie de remettre la bonne intelligence entre le Prince d'Orange & Messieurs d'Amsterdam : c'est, à ce que j'ai appris, le principal sujet de son Voyage en cette Ville-là.

LE Pensionnaire Fagel a témoigné une extrême joie, lorsque le Sieur Dalonne est arrivé d'Angleterre. Il a dit le lendemain aux Etats - Généraux, que l'Accommodement alloit être fait entre Sa Majesté Britannique & le Prince d'Orange.

LE Sieur Dickfeld a fait dire depuis trois jours aux Rebelles d'Angleterre, qui étoient réfugiés à Utrecht, de se retirer le plus doucement & le plus secretement qu'il leur seroit possible.

LE Ministre Vandervaye a assuré la Personne qui lui a parlé de ma part, que le Comte d'Argile est venu en ce pays-ci dès le vivant du feu Roi d'Angleterre. Il y a grande apparence, qu'il venoit concerter avec M. de Montmouth & avec le Prince d'Orange, ce qu'ils avoient à faire ; & j'ai su aujourd'hui, que le Comte d'Argile a joint M. le Duc de Montmouth à Rotterdam, lorsque celui ci y est allé quatre jours après la Nouvelle de la mort du Roi d'Angleterre. On vit bientôt après les suites de ces entrevûes.

LES Ministres Prédicans s'emportèrent hier dans tous leurs Prêches, avec beaucoup de véhémence, sur l'Etat de leur Religion en France. On veut, par ces sortes de moyens, animer le peuple : & cela va si loin, que le Résident de Munster m'est venu parler pour voir si je n'y pourrois pas mettre quelque ordre : mais il est convenu avec moi,

non-seulement que je n'en dois point parler aux Etats, mais même que plus je témoignerois par des discours particuliers que cela me fait de la peine, plus les Ministres redoubleront leurs Déclamations; car, ils agissent par les ordres du Prince d'Orange, & ne reconnoissent d'autres Souverains que les Etats de la Province de Hollande, qui ne s'en mêleront pas contre l'Avis de ce Prince & du Pensionnaire Fagel.

5 Mars
85.

J'AI appris de très-bonne part, que le Comte de Waldeck est revenu d'Amsterdam, sans avoir rien pû obtenir de cette Ville-là, ni pour un Accommodement avec le Prince d'Orange, ni pour l'Entretienement de l'Etat de Guerre sur le pié où il est. Ils se sont même moqués de lui, & lui ont demandé, s'il croyoit faire grande Peur au Roi avec deux ou trois mille hommes de plus. Leurs Députés sont revenus ici, avec les mêmes ordres qu'ils ont eus ci-devant, & la Ville d'Amsterdam persiste à ne vouloir plus payer l'Etat de Guerre passé le 24 de ce mois. Le Bourguemestre Heude, & les autres Bourguemestres Régens, n'ont pas voulu voir le Comte de Waldeck. Ses Amis voudroient fort qu'il ne se fût pas commis si mal à propos.

ON m'a donné en même tems Avis, qu'une des principales Raisons dont le Comte de Waldeck, & les autres Créatures du Prince d'Orange, qui ont été ces jours passés à Amsterdam, se sont servis, pour induire cette Ville-là à conserver l'Etat de Guerre sur le pié où il est, a été, qu'ils savent fort bien, que non-seulement il y a une Union fort étroite entre Majesté & le Roi d'Angleterre, mais encore qu'il doit se faire une Alliance plus particuliere; & qu'après la Déclaration & la Profession publique que Sa Majesté Britannique a faite de la Religion Catholique, ils voyent évidemment, qu'une nouvelle Alliance entre Votre Majesté & le Roi d'Angleterre, est nécessaire à ce dernier, (ils raisonnoient juste; mais Sa Majesté Britannique ne l'a point voulu faire;)

& que cette Alliance ne tendra qu'à la ruine de la Religion Protestante; de sorte que ce seroit une imprudence à Messieurs les Etats, de songer à diminuer leurs Troupes dans une si dangereuse Conjoncture.

J'AI été informé par Messieurs d'Amsterdam, que leur réponse a été, que les Etats seroient bien malheureux s'ils étoient obligés de demeurer toujours armés pour de simples soupçons, & pour des conjectures, où l'on ne voit pas beaucoup d'apparence; que pour environ trois mille hommes effectifs de plus que n'est le nouvel Etat de Guerre que Messieurs d'Amsterdam ont proposé, les Etats-Généraux ne seroient pas plus en pouvoir de résister aux grandes forces de Votre Majesté, qui peut les accabler quand il lui plaira, en quelque posture qu'ils se mettent. Que s'ils sont en effet menacés, ainsi qu'on vouloit le leur persuader, ils trouvoient qu'ils étoient d'autant plus obligés d'embrasser les moyens de faire un bon ménage, & de songer au rétablissement des forces maritimes, qui étoient seules capables de les sauver dans les plus grands dangers; que cependant ils étoient persuadés, que c'étoit l'intérêt de Votre Majesté de conserver plutôt la République de Hollande, que de la détruire.

LA Ville de Dort persista pareillement en ses premières Résolutions, & ordonna à ses Députés de demander la Cassation de dix mille hommes.

LA Ville de Dort étoit en grande agitation pour l'Election des Bourguemeîtres, parce qu'on devoit voir ce jour-là quel parti prévaudroit, ou de celui du Prince d'Orange, ou de celui qui lui étoit contraire.

LE Sieur Vandervaye revint à la Haye, & le Sieur Dalonne repartit pour l'Angleterre.

M. CITTERS manda, que l'Accommodement entre le Roi d'Angleterre, & le Prince d'Orange, pouvoit se compter comme fait. Messieurs d'Amsterdam n'en font pas sans inquiétude; ils jugent

16 Mars
1685.

que le Prince d'Orange, dans l'embarras où il se trouve sera forcé d'accorder tout ce que le Roi d'Angleterre desire de lui pour rentrer dans ses bonnes grâces; & qu'après cette Réconciliation Votre Majesté, qui est en parfaite intelligence avec Sa Majesté Britannique, voudra bien avoir des complaisances pour le Prince d'Orange, dont ils craignent extrêmement les suites.

6 Mars
685.

M. Dickfeld, qui vouloit détruire ces préventions, est allé débiter à Amsterdam les mêmes choses que le Ministre Desmarets a répandues ici, du prétendu mécontentement que le Roi d'Angleterre a de la France. Ces impostures, toutes grossières qu'elles sont, ne laissent pas de faire quelque impression. Votre Majesté sait, que dans une République, tous les esprits ne sont pas capables de pénétrer bien avant dans les choses: c'est pour cela, que l'on répand ici tant d'Ecrits, lorsqu'il s'agit de quelque Affaire importante: on a même recours aux Gazettes, parce que tout le peuple les lit. Le Pensionnaire Fagel a fait mettre dans la dernière, que le Roi d'Angleterre avoit témoigné à M. Citters, qu'il embrasseroit toujours les intérêts de l'Etat, & qu'il ne se contenteroit pas de maintenir la bonne intelligence qui étoit entre le feu Roi son Frere & les Etats; mais encore, qu'il seroit bien aise de faire de nouvelles & de plus fortes liaisons avec eux.

M. Dickfeld mene avec lui en Angleterre un Ministre d'Utrecht, nommé Vicius; c'est le plus habile & le plus savant de tout ce pays, & il est outre cela fort accort & fort insinuant. Il y en a peu qui soient plus capables que lui d'exciter quelque mouvement en Angleterre. Je sais qu'on le mene en partie pour conférer avec les Ministres de l'Eglise Anglicane; mais principalement pour parler aux Ministres Prédicans, pour sonder quels sont leurs sentimens dans la Conjoncture présente, & sur-tout pour les assurer de la fermeté inébranlable du Prince d'Orange pour la Religion

Calviniste : ce que l'on croit d'autant plus nécessaire à cette heure, que quelques-uns des Protestans d'Angleterre, réfugiés en ce pays, ne sont pas persuadés que M. le Duc de Montmouth soit ferme dans sa Religion ; en effet, j'ai été informé aujourd'hui par un assez bon endroit, que la plupart des factieux Anglois qui sont en ce pays-ci, ne sont pas satisfaits de M. le Duc de Montmouth, & qu'il n'y en a eu qu'un d'eux qui l'ait été voir lorsqu'il a passé par Utrecht, où les chefs de ces mecontents, comme Papillon, & celui qui a été Maire de Londres, avec deux ou trois autres, sont encore à cette heure : ainsi, on n'en a pas fait retirer les principaux.

LE Prince d'Orange a fait encore de nouveaux efforts, pour ébranler la fermeté de Messieurs d'Am-^{19 Mars 1685.}sterdam : il leur a fait donner des Avis sous main, qu'il étoit raccommode avec le Roi d'Angleterre ; &, pour les confirmer dans cette opinion, il cassa les Officiers Anglois qu'il avoit fait venir de leurs Garnisons, & s'expliqua en même tems qu'il ne rempliroit leurs places que par les Officiers que le Roi d'Angleterre voudroit lui nommer. Messieurs d'Amsterdam ont en même tems reçu des Lettres d'Angleterre, qui portoient les mêmes choses que le Ministre Desmarets & les Créatures du Prince d'Orange ont déjà publiées ici. Tout cela a fait croire à Messieurs d'Amsterdam, que l'Accommodement du Roi d'Angleterre avec le Prince d'Orange est fait : d'ailleurs, on les allarme par la Nouvelle qu'on débite à cette heure, que Votre Majesté fait secrètement équiper dans ses Ports une Flote très-considérable pour croiser dans la Manche. Cependant, ils n'ont pas changé pour cela de sentimens ni de conduite : ils en donnerent des preuves assez fortes le 17 au matin. Le Prince d'Orange croyoit les avoir intimidés, de sorte que le Pensionnaire Fagel entreprit de faire résoudre dans l'Assemblée de Hollande, à la pluralité des voix, la continuation de l'Etat de Guerre sur le pié où il

est. Messieurs d'Amsterdam s'y opposerent fortement: ils représenterent, que c'étoit une chose qui ne pouvoit être conclue que d'un consentement unanime; & déclarerent, que quoi que l'on fit, leur Ville ne fourniroit plus que son contingent de l'Etat de Guerre sur le pié de vingt-neuf mille hommes. Quelqu'un des Députés les plus zélés voulut parler contre l'Avis d'Amsterdam; mais, le Bourguemestre Borstvanuaure l'entreprit avec des termes si forts, qu'il le contraignit de se taire. Enfin, après beaucoup de Contestations, qui allerent si loin que le Pensionnaire Fagel voulut sortir de l'Assemblée, ce Pensionnaire n'eut d'autre ressource, que de faire déclarer par le corps des Nobles, qu'ils ne consentiroient plus dorénavant à la Continuation du Droit de Verponding: mais, Messieurs d'Amsterdam ne se délistèrent pas pour cela: ils réitérerent au contraire la Déclaration qu'ils venoient de faire, de sorte que l'Assemblée se separa dans une confusion dont il y a peu d'exemples.

Le Droit, qu'on appelle ici de Verponding, est proprement une taille réelle; car, n'y ayant point d'autres tailles dans le pays, les maisons & les arpens de terres, tant des Nobles que des Roturiers, sont taxés à un certain prix; & les deniers qui proviennent du Verponding, servent à payer l'intérêt des dettes de la Province, qui montent à sept millions par an: ainsi, Messieurs d'Amsterdam ne sont pas fort en peine de la menace des Nobles: elle est Chimérique, car l'exécution ne dépend pas d'eux, & les Villes n'ont garde de souffrir que l'Etat tombe dans le desordre où il seroit réduit, s'il discontinuoit de payer une partie des arrérages.

On tâche aussi de chagriner Messieurs d'Amsterdam contre la France, sur les Affaires de la Religion. Les Ministres recommencerent hier avec beaucoup d'emportement leurs Déclamations sur cette matiere-là. Ces sortes de choses font beaucoup d'effet parmi le peuple, & ont fait même de l'impression sur l'esprit de quelques personnes du Gouvernement; mais,

Sire, si Votre Majesté jugeoit qu'il fût du bien de son service de favoriser le commerce des Marchands d'Amsterdam dans les occasions particulieres, cela effaceroit bien les impressions que les Ministres leur veulent donner; car je les crois bien plus sensibles sur l'intérêt de leur négoce, que sur celui de la Religion.

IL s'en présente aujourd'hui une occasion, au sujet de quelques Vaisseaux qui ont été emmenés à Marseille & à Toulon. Messieurs d'Amsterdam se plaignirent, il y a environ quinze jours, aux Etats-Généraux, de ce qu'on avoit mené à Marseille deux de leurs Vaisseaux. Les Etats Généraux résolurent de m'envoyer des Députés, & d'en écrire à M. de Starembourg: cependant les Etats ne me sont point venus parler, parce que les Députés qui sont au Prince d'Orange ont toujours trouvé des prétextes pour éviter de me faire des instances sur une Affaire qui regarde Messieurs d'Amsterdam: c'est pourquoi les Députés de cette Ville-là me sont venus trouver ce matin, & m'ont prié de vouloir bien représenter à Votre Majesté le dommage que souffre en particulier leur Ville, des Vaisseaux qui ont été menés à Toulon & à Marseille. Ils m'ont dit, qu'outre les Vaisseaux qui ont été conduits à Toulon, & dont M. de Starembourg a eu ordre de faire des instances auprès de Votre Majesté, ils avoient eu Nouvelle avant-hier, qu'un Vaisseau nommé le Simon, chargé de mats & de cordages destinés pour Venise, avoit été mené à Toulon, sous prétexte que sa Charge étoit pour Genes; mais, que l'on pouvoit aisément justifier le contraire par les connoissemens. Ils m'ont ensuite réitéré leurs instances pour le Vaisseau la Sainte Marie, dont je me suis donné l'honneur d'écrire à Votre Majesté, & de lui en envoyer les pièces justificatives il y a déjà quelque tems. La Députation que Messieurs d'Amsterdam m'ont faite aujourd'hui d'un de leurs Bourguemestres Régens, avec trois autres de leurs principaux Mem-

bres, fait voir qu'ils prennent un très-grand intérêt en ces Affaires du Commerce: aussi rien ne les accrédite plus parmi leurs Bourgeois que la Protection que leurs bons offices leur acquierent; & Messieurs d'Amsterdam s'intéressent à cette heure d'autant plus en ces Restitutions, que les Nobles, dans l'Ecrit qu'ils ont fait entr'eux, & dont je me suis donné l'honneur d'envoyer copie à Votre Majesté, semblent avoir affecté de les insulter sur le peu de difficulté qu'on fait d'arrêter leurs Vaisseaux, & de troubler leur Commerce. Il est surprenant, qu'après ces Remontrances on ne leur donne aucune satisfaction.

SIRE, depuis cette Lettre écrite, j'ai appris, que Messieurs d'Amsterdam sont fort embarrassés du refus que font les autres Villes de contribuer au Rétablissement de la Marine. Ils appréhendent que les Vaisseaux de Votre Majesté, qui seront ce Prin-tems dans la Manche, ne troublent leur Commerce. Si Votre Majesté juge qu'Elle leur doive faire rendre quelque justice sur les trois Vaisseaux menés à Toulon, dont ils se plaignent; cela serviroit, sans doute, beaucoup à leur faire voir, qu'ils n'ont pas besoin de Flotte pour maintenir leur Commerce, & que l'équité, ou plutôt la bonne volonté de Votre Majesté pour leur Ville, leur fera un plus fort garand que toutes leurs forces maritimes ne leur pourroient être.

LE Prince d'Orange témoigna une extrême joie après qu'il eut lû les Lettres d'Angleterre du 16, qui lui donnoient part de ce qui s'étoit passé après l'arrivée du Sieur Dalonne à Londres. M. Citters a écrit par le même ordinaire, que le Roi d'Angleterre n'est pas disposé à entretenir une bonne correspondance avec Votre Majesté; il a exagéré pour cet effet les moindres particularités qui se sont passés à l'Audience de M. le Maréchal de l'Orge. Il a mandé, que ce Maréchal avoit été surpris & fâché de ce que le Roi d'Angleterre l'avoit reçu assis, & d'une maniere fort sèche; qu'il en

avoit témoigné quelque chose aux Ministres d'Etat ; à qui il avoit fait connoître, que le feu Roi d'Angleterre n'en avoit jamais usé de cette maniere à l'égard des Envoyés de Votre Majesté ; & que ses Ministres lui avoient répondu, que Votre Majesté ayant traité de cette sorte Mylord Churchill, le Roi d'Angleterre avoit voulu en user de même avec le Maréchal de l'Orge. Il a ajoûté beaucoup d'autres circonstances, qui ne sont pas plus considérables, mais qui sont voir le dessein du Prince d'Orange & de ses amis.

LE Comte de Thun, & quelqu'autres personnes d'Angleterre, ont aussi mandé qu'on alloit envoyer incessamment les ordres au Sieur Chudley de retourner en Angleterre, ce que l'on n'a pas voulu faire jusqu'à cette heure sans que son successeur fut arrivé à la Haye. La raison qu'on apporte de ce changement vient de ce que le Roi d'Angleterre, étant satisfait du Prince d'Orange, ne veut pas que Chudley demeure plus long-tems à la Haye, & que Skelton aura ordre de le voir, & de rétablir avec lui la même correspondance qui a été auparavant.

JE suis toujours également persuadé, Sire, que M. le Prince d'Orange éludera l'article qui regarde Votre Majesté dans l'Accommodement qui lui a été proposé par le Roi d'Angleterre ; & que cependant il tirera de grands avantages des marques d'amitié qu'il espere que le Roi d'Angleterre lui donnera, après que Sa Majesté Britannique aura vu qu'il se sera soumis à l'égard des deux autres points, bien qu'on puisse dire qu'il n'exécute pas de bonne-foi, même à l'égard de ce deuxième point, ce qu'il a promis à Sa Majesté Britannique. Il est vrai, qu'il a cassé les Officiers Anglois qui étoient désagréables au Roi d'Angleterre, & qu'il a dit qu'il ne rempliroit leurs places que des Officiers que Sa Majesté Britannique lui prescrirait : mais, ce qui paroît une grande déférence, (c'est à dire que le Roi d'Angleterre nom-

me d'autres Officiers,) n'est en effet qu'une ruse, car il espere que le Roi d'Angleterre, touché de sa prompte obéissance, lui permettra de rétablir ces mêmes Officiers. Le Comte de Waldeck l'a assez témoigné au Sieur Chudley, & lui a dit que l'on avoit donné une grande mortification au Prince d'Orange de l'avoir obligé de casser des Officiers, qui n'avoient d'autre crime que celui de lui avoir obéi. Que le Prince d'Orange espéroit, que Sa Majesté Britannique considéreroit que ces Officiers n'avoient pû se dispenser de suivre les ordres de leur Général, que même elle les en estimeroit davantage, & qu'elle ne voudroit pas qu'ils demeurassent plus long-tems privés de leur emploi. Le Sieur Chudley m'a dit, que le Prince d'Orange a parlé à tous ces Officiers séparément, & qu'il leur a promis d'employer tous ses offices, & même d'écrire de sa propre main au Roi d'Angleterre, pour les faire remettre dans leurs Charges; & on se tient assuré qu'ils seront rétablis, tant on est préoccupé d'une parfaite réunion entre le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange.

LE Comte de Waldeck a dit dans ce même entretien au Sieur Chudley, que le Prince d'Orange se soumettroit aveuglement à tout ce que le Roi d'Angleterre souhaiteroit de lui, excepté sur le fait de la Religion, & sur ce qui regardoit les intérêts des Etats-Généraux. Il ne faut qu'une de ces deux réserves-là, pour donner prétexte au Prince d'Orange de refuser tout ce que le Roi d'Angleterre demandera de lui.

LE Prince d'Orange en use encore de plus mauvaise foi, sur ce qu'il a promis de n'avoir plus aucun Commerce avec M. le Duc de Montmouth; car on a découvert, que, depuis qu'il a fait cette promesse, M. de Montmouth a été quatre jours à Dort, & a envoyé ici un Page, qui a parlé à M. Benting, à qui il a donné une Lettre, & s'en est retourné la nuit, après en avoir reçu la Réponse.

LES Etats de Hollande furent assemblés le 21 de

Mars : on y disputa sur l'Etat de Guerre, avec toute l'animosité & toute l'aigreur possible. Le Pensionnaire Fagel voulut gourmander Mrs. d'Amsterdam : mais Hop , Pensionnaire d'Amsterdam , sans s'emporter , l'entreprit de telle sorte , & lui dit des choses si fortes , que les larmes vinrent aux yeux dudit Fagel , qui dit qu'il aimoit mieux sortir de l'Assemblée , que d'y être traité si indignement. Ils se séparèrent à deux heures & demie sonnées , sans avoir rien conclu : la petite Ville de Munkendam se déclara pour Amsterdam.

IL ne m'est pas possible de représenter à Votre Majesté , les ruses , les menteries , & même les menaces , que le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel ont mis en usage ces jours ci pour ébranler la fermeté de Mrs. d'Amsterdam. Toutes sortes de gens se sont employés auprès d'eux , soit pour les induire par des raisonnemens , soit pour les intimider par de faux Avis ; & le Prince d'Orange n'a pas fait plus d'efforts pour obliger les Etats à faire la levée de seize mille hommes qu'il en vient de faire , pour empêcher la Cassation. Aussi rien ne lui peut arriver de plus sensible , ni qui intéresse plus son honneur dans les pays étrangers. Car si les Etats ont refusé la levée , on a pû croire que ce n'étoit point qu'ils manquaient pour cela de considération pour le Prince d'Orange , mais seulement parce qu'ils ne vouloient point de Guerre : mais à cette heure il paroît assez , qu'ils ne font cette Réforme , que pour diminuer son Autorité , & pour le mortifier.

LE Ministre Vandervaye a recommencé , malgré les Remontrances de Mrs. d'Amsterdam , d'écouter des Propositions d'Accommodement que le Comte de Waldeck lui a faites : & , l'on croit que les choses sont si avancées , que l'on n'attend plus que le Consentement du Prince de Nassau. Le Sieur Arfolt partit avant hier pour le lui aller demander , & Vandervaye est demeuré à la Haye.

Mrs. d'Amsterdam sont fort fâchés de ce *Raccommodement* ; & s'il est vrai qu'il soit fait , ils ne pourront plus compter si sûrement sur la Province de Frise. Je ne sai quel effet cela fera auprès d'eux dans la suite : mais , cela ne les a point ébranlés pour ce qui est de l'Etat de Guerre , malgré toutes les mauvaises Nouvelles qu'ils ont reçues en même tems , car ils apprirent avant-hier , que le Prince d'Orange l'avoit emporté d'une voix contre Muys , dans l'Élection d'un des Bourguemeîtres de Dort ; que ce Prince étoit raccommode avec l'Angleterre , & qu'il étoit d'accord avec le Prince de Nassau.

IL est vrai , que les Affaires des Religionnaires de France ont donné du chagrin à quelques particuliers d'Amsterdam : mais , elles n'ont pas fait encore assez d'impression sur l'esprit en général de ceux du Gouvernement de cette Ville-là , pour les avoir fait changer de conduite. Je suis toutefois obligé de dire à Votre Majesté , que les Ministres Predicans , & les Relations qu'on envoie de France , les aigrissent si fort , que je ne sai ce qui en arrivera dans la suite.

POUR ce qui est de ceux de Frise , qui sont fort entêtés de leur Religion , cela a fait de fort mauvais effets , non-seulement à l'égard du Ministre Vandervaye , auprès de qui M. le Comte de Waldeck s'est servi de ce moyens là pour le porter à faire l'Accommodement du Prince de Nassau , mais encore à l'égard de beaucoup d'autres personnes de la Régence de la Province , qui , poussés par les mêmes motifs , furent les premiers il y a trois ans à consentir au Traité d'Association proposé par la Suède.

IL n'y a que les Arminiens , qui soient moins sensibles à ces sortes de choses , quoiqu'ils voulussent bien qu'elles allassent autrement , parce qu'ils voyent que cela aliène l'esprit de beaucoup d'autres bons Républicains , qui autrement ne se détacheroient jamais des intérêts de Votre Majesté : mais ces Arminiens poussent leurs raisonnemens encore plus

plus loin que les autres, & envisagent ce qui arriveroit, s'il venoit faute du Roi d'Angleterre. Ce qui leur a donné lieu de faire là-dessus leurs Réflexions est le bruit qui se répandit ces jours passés, que Sa Majesté Britannique se trouvoit mal. Ils croient, que le Prince d'Orange, parvenant à la Couronne d'Angleterre, proposeroit tout aussitôt une Ligue aux Etats Généraux, pour soutenir la Religion prétendue Réformée, & entreroit le premier en Guerre contre Votre Majesté, & releveroit tellement le Parti Protestant, qu'il mettroit les Etats-Généraux dans la nécessité d'entrer dans tous les desseins; de sorte que tous les bons Républicains, qui sont Arminiens, se verroient indispensablement obligés d'y souscrire, quoique dans cette Union ils vissent leur perte inevitable, & la ruine certaine du bon Gouvernement de la République: car, s'ils vouloient s'y opposer, ils passeroient ici pour les ennemis de la Religion du pays, & seroient déchirés par le Peuple: & il est vrai, que si ce malheur arrivoit au Roi d'Angleterre, & que les esprits se trouvassent alors dans la disposition où ils sont à présent, il s'en suivroit indubitablement ce que ces Messieurs prévoyent.

LE Pensionnaire Fagel, & Mrs. d'Amsterdam, ^{23 Mars 1685.} eurent des Disputes fort violentes Samedi dernier dans les Etats de Hollande: ils n'en eurent pas moins hier matin, & aujourd'hui. Il a proposé plusieurs expédiens, entr'autres de leur faire trouver la même épargne qu'ils cherchent dans la Réduction de l'Etat de Guerre à vingt-neuf mille hommes, en cassant plus de Cavalerie & moins d'Infanterie; & en réduisant au denier trois & demi les Rentes sur la Province, qui sont au denier quatre, & plusieurs autres: mais, Messieurs d'Amsterdam n'en acceptèrent aucun, & demeurèrent toujours fermes dans leurs sentimens.

LES Contestations recommencerent plus violentes que jamais, entre le Pensionnaire Fagel & Mrs. ^{27 Mars 1685.}

d'Amsterdam, dans l'Assemblée qui se tint le 24 de Mars. Il est à remarquer, que dans ces deux ou trois dernières séances, il n'a pas été simplement question de régler l'Etat de Guerre; mais, que Mrs. d'Amsterdam ont remis sur le tapis la Proposition qu'ils ont donnée il y a deux mois dans leurs Considérations; & ont déclaré, qu'ils n'envoyeroient plus au Comptoir-général l'Argent des Troupes; mais qu'ils le délivreroient dans leur Ville aux Officiers de leur repartition. Cela diminueroit plus à proportion l'Autorité du Prince d'Orange, que ne feroit la Réforme: aussi le Pensionnaire Fagel, & M. Benting, se sont-ils emportés fortement là-dessus. Le premier déclara, que si ceux d'Amsterdam n'envoyoient plus leur Argent au Comptoir général, les Nobles ne souffriroient pas non plus que l'on portât à ce même Comptoir l'Argent qui se leve sur le plat pays; & qu'ils se serviroient des moyens que Dieu & la Nature leur avoient mis en main. Borſvanuaure reprit ces dernières paroles du Pensionnaire Fagel, & le somma de déclarer ce qu'il prétendoit dire, que les Nobles se serviroient des moyens que Dieu & la Nature leur ont mis en main, & le Pensionnaire Fagel étant si transporté de colere, qu'il ne pouvoit presque parler, Borſvanuaure lui dit, que le plat pays ne dépendoit pas plus des Nobles que des Magistrats des Villes, & qu'il y avoit dans Amsterdam des gens plus nobles, & qui contribuoient plus à l'Etat, & par leur Argent, & par leur Conseil, que les sept Nobles qui étoient là présens. Il ajoûta que quand on disoit, qu'on se serviroit des Moyens que Dieu & la Nature ont mis en main, cela vouloit dire, qu'on se serviroit des Voies de Fait. Que si les Nobles le faisoient, Messieurs d'Amsterdam avoient des bras & des mains qui sauroient bien se faire sentir. Ensuite, ayant consulté les autres Députés d'Amsterdam, (comme ils le peuvent faire sans sortir de leur Place,) il somma le Pen-

ſionnaire Fagel , au nom de Mrs. d'Amſterdam , de déclarer ce qu'il avoit voulu dire , lorsqu'il avoit déclaré que les Nobles ſe ſerviroient des Moyens que Dieu & la Nature leur avoient mis en main. Le Penſionnaire Fagel demeura toujours fort interdit. Benting , qui étoit à ſon côté , lui dit de répondre à Mrs. d'Amſterdam , qu'ils entendiffent ce Mot-là tout comme ils voudroient ; & que s'ils avoient des bras & des mains , les Nobles en avoient auſſi. Là-deſſus , un des Nobles prit la parole , pour appaiſer ce Deſordre ; & M. Benting , & le Penſionnaire Fagel , ne parlerent pas davantage.

Mrs. d'Amſterdam furent encore fortifiées ce même jour , par une Déclaration préciſe de ceux de Leyde. Cette Ville-là avoit déjà fait entendre , à la vérité , qu'il falloit une Réduction : mais , elle a envoyé dans cette dernière Aſſemblée ſon Avis par écrit , conforme à celui de Mrs. d'Amſterdam : ainſi , on compte à cette heure ſix Villes de même Avis , deſquelles il y en a quatre qui ſont des plus conſidérables ; ſavoir , Dort , Delft , Leyde , & Amſterdam ; les deux autres ſont Encuſe & Munikendam.

CEPENDANT , Mrs. d'Amſterdam partirent ce même jour 24 , après dîné. Ils ne doivent revenir que ce ſoir : je ne ſai encore pourquoi c'eſt ; mais , il court un bruit , qu'ils continueront de payer l'E-tat de Guerre ſur le pié où il eſt , pendant un mois. Ce qui les embarreſſe le plus , c'eſt qu'ils appréhendent , que s'ils emportent de haute lute la Réforme , ils ne pourront obtenir des autres Villes que l'on donne de l'Argent aux Amirautés , pour rétablir les Affaires de la Marine. Elles ſont en ſi mauvais ordre , qu'ils ne ſont pas en état de maintenir leur Commerce , ſi quelque Prince , comme par exemple le Roi de Danemarck , vouloit le troubler. La Protection qu'ils doivent à leurs ſujets demande d'eux , qu'ils y apportent quelque remède : mais par-deſſus cela les Avis du Prince d'Orange ,

& leurs propres confreres, les intimident tous les jours, & leur font appréhender qu'ils recevront quelque Déplaisir /des Vaisseaux de Votre Majesté. Cette menace seroit contre toute sorte d'apparence, & sans fondement, si les Vaisseaux de Votre Majesté ne visitoient tous les jours les Vaisseaux de la République, & n'en enlevoient pas publiquement les Marchandises, comme ils viennent de faire tout récemment à quelques Vaisseaux Hollandois, qui portoient des Marchandises de Genes. C'est, Sire, ce qui me fait prendre la liberté de représenter à Votre Majesté, que si Elle jugeoit qu'il y eût quelque justice dans la très-humble Priere que Messieurs d'Amsterdam ont souhaité que je fisse de leur part à Votre Majesté, le plutôt que je pourrois leur donner satisfaction là-dessus seroit le mieux pour le service de Votre Majesté; & que moins ils auront de sujets d'inquiétude sur leurs Vaisseaux, moins ils seront pressés à s'engager dans de certaines choses, qu'ils seront peut-être obligés de faire pour avoir le Consentement des Villes qui sont au Prince d'Orange, sur le Rétablissement de la Marine.

LES Etats-Généraux m'ont envoyé ce matin les Pieces qui regardent les dernieres Plaintes qu'ils ont faites. C'est la même chose dont Mrs. d'Amsterdam m'avoient déjà parlé. aussi, en cas que Votre Majesté leur fasse quelque grace là-dessus, je rendrai Réponse à Mrs. d'Amsterdam, avant que d'en rien dire aux Etats-Généraux. J'envoie toutes ces Pieces à M. le Marquis de Seignelay. Ils se plaignent sur-tout d'un Vaisseau qui a été pillé & maltraité à la Rade de Livourne le 5 de Février, sur ce qu'il n'avoit pas voulu aller à bord de M. du Quesne; sur quoi ils ont allégué, que ce Vaisseau n'avoit pas le Pavillon de France, & qu'ainsi ils ne le reconnoissoient pas pour un Vaisseau Royal.

On ne parloit d'autre chose à la Haye, que de la Lettre que le Roi d'Angleterre a écrite au Pr. d'Orange après le retour du Sieur Dalonne, dans laquel-

le S. M. Br. l'appelle son Fils, l'assure qu'il le considérera toujours comme tel, & qu'il lui seroit avoir satisfaction, avec le tems, sur tout ce qu'on avoit fait contre lui en France; mais, qu'il se donnât patience, & que cependant il ne se brouillât pas avec le Roi; qu'il regardoit la Princesse d'Orange comme sa Fille aînée qu'il aime tendrement, & beaucoup d'autres Expressions encore plus fortes & plus tendres.

LE Prince d'Orange a lui même montré cette Lettre à des premières Personnes de l'Etat: cela fait un très-mauvais effet: car on en conclut, ou que le Roi d'Angleterre remettra le Prince dans l'honneur des bonnes-graces de Votre Majesté, ou qu'ils demeureront étroitement unis ensemble; & ni l'un ni l'autre n'accommoder ces Messieurs-ci. Votre Majesté voit par-là, que le Prince d'Orange n'omet rien de tout ce qui peut servir à ses desseins, soit vrai, soit supposé; en quoi le Sieur Citters le sert fort bien par les Nouvelles particulieres dont il remplit ses Lettres: c'est dans cette vûe qu'il a mandé, que le Roi d'Angleterre a refusé un million que Votre Majesté lui a fait offrir.

MESSIEURS d'Amsterdam furent très-fachés de l'Accommodement que le Ministre de Vandervaye ^{1685.} avoit signé entre le Prince d'Orange & le Prince de Nassau; & les Etats de Frise n'en furent pas moins mécontents. J'employe assez utilement quelques personnes de mes amis, & des plus considérables de l'Etat, auprès de Messieurs d'Amsterdam, pour leur faire comprendre la nécessité où ils sont de s'attacher entièrement à Votre Majesté, & qu'ils doivent être d'autant plus portés à le faire, que le Roi d'Angleterre paroît disposé à recevoir le Prince d'Orange dans ses bonnes graces. Messieurs d'Amsterdam ont assez bien compris toutes les raisons qui leur ont été alléguées, dont je n'importunerai point Votre Majesté, pour avoir rejeté fortement la Proposition que Van-Buning leur a

faite de se raccommo^der avec le Prince d'Orange. Cet homme, qui a toujours des Vûes contraires au bien de son pays, & au bon-sens, s'est extrêmement réjoui d'apprendre, que le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange étoient dans une bonne intelligence; car, il le suppose de la sorte. Il a représenté à Messieurs d'Amsterdam, qu'il ne tenoit plus qu'à eux de conserver la Paix dans toute l'Europe, & de mettre leur Commerce en sûreté; qu'ils pouvoient aisément procurer l'un & l'autre, si, en oubliant leurs Démêlés particuliers & domestiques, ils se raccommo^doient avec le Prince d'Orange; qu'il n'y auroit après cela qu'à faire une étroite Alliance avec l'Angleterre; qu'ils trouveroient assez d'autres Princes pour se joindre à eux; & qu'ils pouvoient s'assurer de voir par ce moyen un parfait repos dans toute l'Europe, & une entière sûreté dans leur Navigation. Tous ces Raisonnemens, & d'autres semblables, dont Van-Buning fatigue incessamment les Bourguemestres d'Amsterdam, n'ont fait jusqu'à présent aucune impression sur eux. On leur a fait comprendre au contraire, que leur véritable intérêt les doit porter à prendre des mesures toutes opposées aux Persuasions & aux Conseils de Van-Buning; & je vois que les Raïsons qui ont été alléguées sur ce point à Messieurs d'Amsterdam, leur ont paru d'autant plus fortes, qu'ils ne peuvent soupçonner qu'elles leur soient insinuées de ma part: & de cette sorte les mêmes personnes, que j'ai employées, ont lieu de pouvoir plus efficacement travailler à faire entrer Messieurs d'Amsterdam dans une plus étroite Correspondance avec moi, comme ils firent lorsqu'il s'agissoit de la Levée de seize mille hommes, & de la Conclusion de la Treve.

LES Députés d'Amsterdam étant revenus dans l'Assemblée de Hollande le 29 Mars, ils déclarèrent, que le 24 étant passé, ils ne payeroient plus l'Etat de Guerre qu'à proportion de ce qu'ils vouloient bien conserver de Troupes. Cela fit naître

de grandes Contestations: mais enfin les Députés des autres Villes, voyant la fermeté de Messieurs d'Amsterdam, & que cette Ville fermoit ses Comptoirs, ils demanderent permission d'en aller informer leurs Supérieurs. ainsi l'Assemblée se sépara pour jusqu'au 31 de Mars.

ENFIN Dickfeld partit avec des ordres de l'Etat, de faire de simples Complimens au Roi d'Angleterre: il en avoit d'autres du Prince d'Orange, de tâcher de renouveler l'Alliance avec Sa Majesté Britannique, bien que dans le fonds cela ne fût pas nécessaire, puisque l'Alliance qu'ils avoient faite avec le feu Roi n'étant pas expirée, elle continuoit avec celui-ci comme il arrive dans les Royaumes successifs; mais, ce n'étoit que pour endormir Sa Majesté Britannique; car il alloit pour prendre des liaisons avec ceux du Parlement, & les principaux Protestans, contre le Roi d'Angleterre: & ce fut dans cette Ambassade, qu'il jetta les fondemens de l'Entreprise que nous avons vûe éclater trois ans après.

M. de Seignelay me manda, que le Roi se feroit Lettre de M. de Seignelay, du 11 Mars 1685. rapporter les Raisons des Marchands Hollandois pour les Marchandises qui étoient sur le Vaisseau la Demoiselle Marie, réclamé depuis si long-tems par Messieurs d'Amsterdam, & qu'il me feroit savoir ce qu'il auroit décidé sur ce sujet.

LE Roi me manda, qu'il lui paroissoit par tout ce qu'il écrivoit M. de Barillon, que le Roi d'Angleterre étoit bien éloigné de prendre beaucoup de confiance aux Promesses qui lui seroient faites de la part du Prince d'Orange; & que comme celui-ci ne poursuit son Accommodement que pour en tirer ses avantages particuliers, le Roi d'Angleterre a aussi la même intention, & ne prétend pas faire son Ami d'un Prince dont il a tant de sujet de se défier. Lettre du Roi, du 20 Mars 1685.

COMME le Ministre Vandervaye avoit inséré beaucoup de choses dans l'Accommodement qu'il avoit fait entre le Prince d'Orange & le Prince de Nassau, qui interessoit les Provinces de Frise & de Gronin- 5 Avril 1685.

gue, ils envoyèrent des Députés au Prince de Nassau, qui lui déclarèrent, que la Province de Frise ne pouvoit plus souffrir que le Ministre Vandervaye eût dorénavant aucune part dans les Affaires de leur Province, où il avoit été admis jusqu'à cette heure de la part du Prince de Nassau; que s'il vouloit lui conserver la place qu'il lui avoit donnée de son Conseiller, & lui laisser la direction de ses Affaires, ils ne pouvoient l'en empêcher; mais que tant qu'il garderoit cet homme, ils n'auroient plus la même confiance en lui, qu'ils auroient sans cela; & qu'ils ne lui accorderoient pas non plus beaucoup de choses, qu'ils lui pourroient accorder s'il l'éloignoit de sa personne.

LES Etats de la Province de Frise écrivirent en même tems au Conseil d'Etat, qu'ils étoient fort surpris, qu'il se mêlât de donner une nouvelle Compagnie de Gardes du Corps à leur Gouverneur. Que s'ils vouloient qu'il en eût, ils la lui donneroient eux-mêmes; & que c'étoit à eux, & non pas au Conseil d'Etat, à régler ces sortes de choses qui regardent leur Gouverneur.

LE Sieur Skelton, nouvel Envoyé du Roi d'Angleterre, alla voir M. le Prince d'Orange, & lui redit, de la part du Roi d'Angleterre, tout ce que Sa Majesté Britannique avoit déjà dit au Sieur d'Owerkerk. Le Prince d'Orange lui donna sa parole, qu'il n'y auroit jamais aucun Commerce avec lui & M. de Montmouth, l'assûra qu'il ne savoit pas même où il étoit à cette heure-là; en sorte que le Sieur Skelton fut assez bon pour être persuadé que le Prince d'Orange est de bonne-foi sur ce Chapitre-là. Sur le second point, il lui dit, qu'il avoit cassé les Officiers Anglois, & qu'il mettroit en leur place ceux que le Roi d'Angleterre lui avoit recommandés. Sur le troisieme, il témoigna qu'il souhaitoit la Paix, & qu'il ne feroit rien qui la pût troubler; & sur le quatrieme, qui regardoit Sa Majesté, il s'étendit en de grandes plaintes; il promit néanmoins qu'il feroit en sorte de satisfaire le

Roi d'Angleterre là-dessus, pourvû qu'il ne demandât rien contre le serment qu'il devoit à l'Etat; & enfin qu'il entreroit aveuglement dans ses intérêts, excepté sur ce qui regarde la Religion.

VAN-BUNING fit tous ses efforts dans le Conseil, qui se tint le trois d'Avril à Amsterdam, pour persuader cette Ville-là qu'elle ne pouvoit maintenir son Commerce si elle n'étoit appuyée de l'Angleterre; &, pour ce sujet, il exagéra extrêmement ce qui s'étoit passé entre les Vaisseaux de Sa Majesté & ceux des Sujets des États-Généraux, & s'appuya de ce qu'ils n'avoient pas eu depuis quatre mois Réponse sur le Vaisseau la Sainte Marie: il leur représenta, qu'on les insultoit toujours, sans avoir la moindre Considération pour eux. Quelques personnes des mieux intentionnées d'Amsterdam m'en firent avertir: car, ils appréhendoient, que Van-Buning ne se fit enfin écouter par une partie du Magistrat & des Trafiquans. C'est pourquoi je pris la liberté de représenter encore une fois ces choses-là à Sa Majesté, afin qu'elle voulût bien y faire telle attention qu'elle jugeroit à propos.

JE donnai Avis au Roi, que le Sieur Skelton, ^{10 Avril} qui est un homme fort léger & fort inconstant, ^{1685.} s'attachoit fort au Prince d'Orange; que cela faisoit un mauvais effet, & autorisoit fort les Discours que l'on avoit de l'Accommodement du Prince d'Orange avec le Roi d'Angleterre: car, il assûroit toutes les personnes des États à qui il parloit, qu'il y avoit une tendre Amitié entre le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange.

VAN-BUNING faisoit bien son profit de toutes les Démarches du Sieur Skelton: car, aussi-tôt qu'il l'a sù, il a harangué dans le Conseil d'Amsterdam, pour faire voir la nécessité qu'il y avoit, non seulement de s'allier avec l'Angleterre pour maintenir le repos dans l'Europe; mais encore de s'accommoder promptement avec le Prince d'Orange, pour n'être pas accablé par lui, comme il les pourra tous opprimer l'un après l'autre.

LES Amis du Prince d'Orange sont devenus aussi, depuis ces démarches du Sieur Skelton, d'une grande Insolence. Un d'eux, & qui est des premiers dans le Gouvernement, dit le neuvième d'Avril, dans l'Antichambre du Prince d'Orange, que ce Prince sauroit bien à cette heure se vanger de ceux qui ont voulu diminuer son Autorité, & qui l'ont si maltraité depuis un certain tems.

MAIS, toutes ces Impressions, dont on est prevenu à cette heure, vont bien augmenter par la Harangue que fera le Sieur Skelton aux Etats-Généraux, qu'il m'a lûe : il y a mis, qu'il espéroit d'autant plus aisément continuer à maintenir la bonne Intelligence entre le Roi d'Angleterre & les Etats-Généraux, que le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange étoient unis, non seulement par une tendre Amitié, mais encore par le Mariage, &c. Le Sieur Skelton m'a dit, qu'il n'avoit pu s'empêcher de parler ainsi du Prince d'Orange, parce que ce Prince l'en avoit prié; qu'il lui avoit témoigné, qu'il lui seroit fort avantageux dans la Conjoncture présente, qu'il insérât quelque chose dans sa Harangue, par où il parût qu'il étoit parfaitement bien avec le Roi d'Angleterre: qu'il n'avoit point d'ordre de le faire, mais qu'il n'avoit osé le lui refuser. De l'Humeur qu'est le Prince d'Orange, il n'est pas homme à mendier ces sortes de choses: & je suis persuadé, qu'il fit cela de son chef.

12 Avril
1685.

LE Prince d'Orange fait ses derniers Efforts, pour empêcher la Cassation des Troupes: il a tâché pour cet effet de faire concourir trois ou quatre choses différentes, pour abattre le Courage de Messieurs d'Amsterdam. La Harangue du Sieur Skelton, qui a confirmé ce matin dans les Etats Généraux ce qu'il a dit à tout le monde en particulier, de la tendre Amitié qui est entre le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange; le Racommodement de ce Prince avec le Prince de

Nassau, qui s'est jetté si aveuglement dans les intérêts du Prince d'Orange, qu'il a déjà engagé trois Cantons de la Province de Frise à demander la Continuation de l'Etat de Guerre sur le pié où il est; l'arrivée de ce même Prince à la Haye, où il est attendu depuis hier, tout cela a été employé par le Prince d'Orange pour intimider Messieurs d'Amsterdam, & pour les faire consentir à continuer au moins pendant encore quelque mois l'Etat de Guerre.

MAIS, Messieurs d'Amsterdam sont aussi fermes que jamais dans leur Résolution. Ils avoient sommé le six Avril le Pensionnaire Fagel de prendre une Conclusion sur l'Etat de Guerre : ce Pensionnaire leur répondit, qu'il ne pouvoit conclurre, ni pour six Villes contre douze, ni pour douze contre six. Messieurs d'Amsterdam lui répliquèrent qu'il n'avoit pas toujours été si délicat, & qu'il avoit bien conclu autrefois à la pluralité des voix; qu'il le pouvoit bien faire encore; mais, qu'ils déclaroient à l'Assemblée, que les Villes qui avoient opiné à la Continuation de l'Etat de Guerre, le payeroient si bon leur sembloit; & que pour eux ils ne contribueroient qu'à Proportion de la Réforme qu'ils ont demandée. Le Pensionnaire Fagel sépara là-dessus l'Assemblée, qui fut remise à hier matin.

TANT de différentes Prorogations de l'Assemblée ont bien fait connoître à Mrs. d'Amsterdam, que le Pensionnaire Fagel ne vouloit que les amuser & gagner du tems; qu'il falloit une fois finir cette Affaire. Là dessus, ils ont pris leurs mesures avec les autres Villes qui sont de leur sentiment : & hier matin Messieurs d'Amsterdam sommerent encore une fois le Pensionnaire Fagel de conclurre; il refusa de le faire, sous le même prétexte dont il s'étoit servi auparavant. Mais Dort, Delft, Leyde, Enceuse, & Munikendam, ont déclaré, que, puisque le Pensionnaire Fagel ne vouloit point conclurre cette Affaire, ils n'en vouloient plus entendre parler, &

qu'ils tenoient la Cassation résolue, & ne payeroient rien à l'avenir pour l'Etat de Guerre, que sur le pié de la Cassation proposée : aussi les *Committers de Rades* n'expédient aucunes Ordonnances pour le payement des Officiers; parce que le Député d'Amsterdam, qui est dans ce College, refuse d'y consentir.

LE Prince d'Orange, ayant envoyé un Huissier à Dort, pour assigner le Bailli, le Conseil de Ville lui défendit d'obéir, lui ordonna de continuer ses Charges, & commanda aux Bourgeois de la Ville de le défendre, si on lui vouloit faire quelque violence.

MRS. d'Amsterdam me firent avertir, que Van-Buning & ses Amis profitoient du chagrin que les Marchands d'Amsterdam temoignoient de la Prise des Marchandises qui étoient dans les Vaisseaux Hollandois; & qu'ils se servoient utilement de ce prétexte, pour attirer quelques Personnes du Conseil d'Amsterdam dans leurs sentimens. Ils m'ont fait demander depuis deux jours, si je n'avois point quelque bonne Réponse à rendre là-dessus aux Députés d'Amsterdam. Je leur ai communiqué celles que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'envoyer: mais, ils m'ont témoigné, que l'on seroit fort surpris à Amsterdam de la Déclaration qui porte que les Marchandises du Vaisseau Marie Burn ont été confisquées, & que celles du Vaisseau la Demoiselle Marie ont été retenues, parce que les premières avoient été pour la plupart chargées à Genes pour des Marchands Génois, & celles du Vaisseau la Demoiselle Marie étoient pour les Espagnols. Ils m'ont représenté, qu'on ne pouvoit confisquer ni retenir des Marchandises qui sont dans leurs Vaisseaux lorsqu'ils sont en Paix avec Votre Majesté, sans sapper les fondemens du Traité de Commerce; qu'un Vaisseau Ami sauve toutes les Marchandises qu'il porte (qui ne sont pas de Contrebande) quand même elles seroient portées d'un Port Ennemi à un autre Port Ennemi. Ils m'ont dit de plus, que quand même

Votre Majesté auroit la bonté de leur faire rendre à cette heure leurs Marchandises, il y en a beaucoup qui sont déperies, entr'autres le blé qui étoit sur le Vaisseau la Demoiselle Marie.

JE puis vous assurer, que les Eclaircissemens que j'ai donnés à Messieurs d'Amsterdam, sur les Pri-
A M. de Croissy, le 12 Avril 1685.
 ses auxquelles ils ont le plus d'intérêt, ne les ont pas satisfaits : & comme il est vrai, que c'est absolument contre la teneur des Traités de prendre des Marchandises qui ne sont pas de Contrebande dans un Vaisseau Ami, je n'ai pas pressé ceux d'entr'eux à qui j'ai parlé de communiquer la Réponse de Sa Majesté au Conseil de Ville d'Amsterdam : car assurément Van-Buning en feroit un mauvais usage, & je vous supplie d'être bien persuadé qu'une prompte & favorable Justice sur cette Affaire seroit fort utile dans la Conjoncture présente pour le service de Sa Majesté. Vous voyez, Monsieur, tout ce que Mrs. d'Amsterdam ont à soutenir. Van-Buning est un de ceux qui leur fait le plus de peine. Leurs Bourgeois & leurs Marchands sont ceux qui sont les plus persuadés de l'avantage que leur Commerce peut recevoir de l'Amitié du Roi. Si ces Raisons sont détruites, & que ces gens-là soient dégoûtés, les bien-intentionnés ne les maintiendront jamais dans les intérêts du Roi.

M. de Seignelay me fit Réponse, que le Roi fai-
Lettre de M. de Seignelay, du 7 Avril 1685.
 soit écrire à son Intendant à Toulon, si les Vaisseaux avoient fait de mauvais traitemens aux Vaisseaux Hollandois, & que si cela étoit vrai on seroit punir les Officiers qui étoient coupables.

LE Prince d'Orange pria le Sieur Skelton d'aller
19 Avril 1685.
 à Amsterdam faire connoître aux Bourguemestres de cette Ville là, qu'il étoit entierement raccommodé avec le Roi d'Angleterre ; que leur Réunion étoit sincere ; & qu'ils feroient une chose agréable au Roi d'Angleterre, & qui leur seroit, en leur particulier, fort avantageuse, de ne se plus opposer avec tant d'opiniâtreté aux sentimens du Prince d'Orange.

JE fis convenir le Sieur Skelton, que le Prin-

ce d'Orange ne cherchoit qu'à tirer tous les avantages qu'il pourroit de l'opinion où l'on seroit en Hollande, qu'il étoit parfaitement bien avec le Roi d'Angleterre, & qu'il n'avoit nulle envie de se remettre effectivement bien avec lui; que s'il l'avoit désiré sincèrement, il n'auroit pas eu besoin de tous ces détours pour persuader le public qu'il étoit dans ses bonnes grâces. Il faisoit bien, que quand il les auroit méritées par sa conduite, ces Messieurs-là n'auroient pas été longtemps sans s'en appercevoir, & qu'il sauroit bien alors le leur faire sentir.

Nous découvrîmes, que Benting avoit un Commerce secret avec M. de Montmouth, & qu'il en recevoit souvent des Lettres.

Je trouvai moyen d'avoir Copie de la première Lettre que les Ambassadeurs des Etats-Généraux écrivirent au Pensionnaire Fagel, par laquelle ils lui apprennent, que le Roi d'Angleterre leur avoit parlé d'une Alliance, & avoit ajouté que si les Etats-Généraux vouloient faire Alliance avec lui, il ne craindroit aucune Puissance de l'Europe. Il y avoit encore dans cette même Lettre quelques endroits sur lesquels on fit en Hollande beaucoup de Réflexions; entr'autres, que le Roi d'Angleterre avoit témoigné aux Ambassadeurs de l'Etat, qu'il avoit toujours eu beaucoup d'estime & d'inclination pour la Personne du Prince d'Orange, qui étoit de la Famille Royale, dont Sa Majesté Britannique étoit le Chef, & que pour cette raison, elle feroit toujours paroître qu'elle vouloit du bien au Prince d'Orange, & aussi que le Roi d'Angleterre avoit eu leurs personnes d'autant plus agréables, qu'ils avoient été envoyés sur l'Avis & sur la Proposition du Prince d'Orange.

Je donna Avis au Roi, que ses Anglois réfugiés se donnoient beaucoup de mouvement; que ceux qui étoient à Dort, à Amsterdam, à Utrecht, & dans les autres Villes, s'étoient rendus à Rotterdam, & que quelques-uns étoient déjà passés en

Angleterre ; que les autres les alloient suivre ; & que j'étois persuadé, que M. de Montmouth vouloit hasarder d'y aller lui-même.

JE fus informé aussi en grand secret, que le Prince d'Orange cherchoit avec empressement à gagner l'amitié de Mylord Rochester, & qu'il faisoit toutes les avances pour cela.

LE Prince de Waldeck a donné au plus séditieux de tous les Officiers Anglois, que le Roi d'Angleterre à fait casser, des Lettres de Recommandation, adressées au Prince de Bade, & aux Officiers Généraux de l'Armée de l'Empereur.

J'AI trouvé moyen ces jours-ci de parler à quel- 29 Avril
ques-uns des principaux de l'Etat : je leur ai fait 1685.
comprendre, que la Réunion entre le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange, n'étoit, ni ne pouvoit être sincere ; & qu'en tous cas ils devoient s'assurer que Votre Majesté demeureroit toujours dans les mêmes sentimens où elle est à leur égard. à quoi j'ai ajouté, que je leur déclarois une fois pour toutes, que l'intention de Votre Majesté étoit de conserver le repos dans leur voisinage, & de faire fleurir leur Commerce ; de maintenir leur Etat & leur Liberté ; que le Prince d'Orange & les Autrichiens ne manquoient pas de gens pour faire courir de faux bruits ; que s'ils s'y laissoient surprendre, ils s'en imputassent la faute, puisque je leur déclarois de la part de Votre Majesté, que toutes les fois qu'ils auroient quelque appréhensions, ils n'auroient qu'à me la communiquer, & que Votre Majesté détruiroit tellement ces fausses impressions, qu'ils ne leur resteroit aucun lieu de douter, & qu'ils auroient le plaisir de pouvoir vivre dans une entière sureté, tant que leur conduite répondra à la bien-veillance que Votre Majesté à pour eux.

ON ne doute pas, que le Prince de Nassau ne fasse tous ses efforts pour porter les Etats de Frise à continuer l'Etat de Guerre ; on dit même, que ses Amis ont déjà fait changer quelques particuliers

de ce Gouvernement : ainſi, quelque eſpérance que Meſſieurs d'Amſterdam ayent eu depuis quelques jours, que cette Province conclurroit à une Réforme, je ne puis en rien dire bien certain à Votre Maieſté, juſqu'à ce qu'elle ſoit une fois décidée dans les Etats de Friſe.

VAN-BUNING a ſi fort fatigué les Bourgemeſtres-Régens d'Amſterdam, des Propoſitions qu'il leur a faites continuellement depuis plus d'un mois, de faire une Alliance avec l'Angleterre, qu'ils n'ont pû ſ'empêcher de lui en témoigner leur mécontentement, & de lui déclarer qu'il leur feroit plaiſir de ne les pas pouſſer davantage ſur une Affaire qu'ils ne croient pas être de l'intérêt de leur République. Van Buning ne ſe rebutera pas pour cela ; & je ne doute pas, que dans quelque tems il ne recommence ſes Pratiques. Il leur a témoigné depuis quelques jours, qu'il vouloit ſe retirer du Gouvernement : il attendoit ſans doute, qu'on le prioit d'y vouloir demeurer ; mais, on n'a garde de le faire, car on voudroit qu'il en fût déjà dehors.

Je ne ſai, Sire, ſi le Prince d'Orange ne ſe ſervira point de l'Ordre, que Votre Maieſté m'a donné, de faire ſavoir aux Etats-Généraux le Sujet de l'Audience que M. le Marquis de Feuquieres doit demander au Roi d'Eſpagne, pour tâcher d'obtenir la Continuation de l'Etat de Guerre au moins pour un mois ou deux. Cependant, Sire, je ne vois pas, qu'on en puiſſe tirer la moindre conſéquence. Il me paroît tout au contraire, que, de la maniere que Votre Maieſté s'explique, les Etats-Généraux doivent ſ'assurer d'une parfaite tranquillité dans les Pays-Bas, & que ceci leur doit être une nouvelle Certitude des ſinceres Intentions de Votre Maieſté pour le repos de leur voiſinage. J'ai pris même les Précautions, que j'ai cru néceſſaires, pour prévenir la-deſſus les bien-intentionnés ; car j'en ai donné part au Bourgemeſtre Witzen, qui l'a mandé à Meſſieurs d'Amſterdam.

Amsterdam. Il m'a paru très-persuadé du desir sincere qu'à Votre Majesté de conserver la Paix dans l'Europe, ou du moins (si cela ne se peut) de la maintenir dans les Pays-Bas. Je ne doute pas que la premiere impression, qui en aura été donnée ce matin à Messieurs d'Amsterdam, ne fasse un fort bon effet.

J'AI donné la même Communication cette après dinée aux Etats-Généraux, qui sont venus chez moi. Ils n'ont pas manqué de me demander, à leur Ordinaire, de leur donner par écrit ce que je leur avois dit: j'aurois pu m'en défendre, si je l'avois voulu absolument, en leur témoignant, que ce n'étoit point une Affaire sur laquelle je demandois qu'ils délibérassent; qu'il me suffisoit de leur faire savoir les sentimens de Votre Majesté, & ses bonnes dispositions; mais, il m'a paru qu'il étoit plus avantageux de le leur donner par écrit, parce que l'on connoît aisément, par toutes les précautions que prend Votre Majesté, la sincérité de ses intentions; au lieu que le Pensionnaire Fagel pourroit donner toute une autre face à cette Affaire, & l'exposer de telle sorte dans les Provinces, qu'il en tireroit avantage.

LE Roi me manda, qu'il étoit satisfait de la Réponse du Roi d'Espagne, sur l'Electeur de Baviere.

LE Pensionnaire Fagel avoit déjà fait connoître, qu'il cherchoit à tirer de grands avantages de cette Affaire; jusques-là qu'il avoit résolu d'en faire un Point de Convocation pour les Etats de Hollande, & les faire assembler incessamment, afin que le mouvement, que cela donneroit dans la Province de Hollande, fit croire au Peuple, que cette Affaire étoit de grande conséquence, & fit même impression sur l'esprit de quelques uns des Régens des Villes, qui ne sont pas tous également éclairés.

SKELTON m'apprit, qu'on n'avoit pas jugé à propos qu'il allât témoigner aux Bourguemeistres d'Amsterdam, qu'ils feroient plaisir au Roi d'Angleterre de ne se plus opposer au Prince d'Oran-

Lettre du
Roi, du 24
Avril 1685.
3 Mai
1686.

ge ; mais , qu'il avoit ordre de les assurer , qu'il y avoit une parfaite Intelligence , & un étroite Union , entre le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange.

J'ENVOYAI au Roi deux Lettres des Ambassadeurs de Hollande en Angleterre , qui faisoient bien voir le contraire de ce que le Sieur Skelton m'avoit assuré , que le Roi d'Angleterre ne vouloit rien demander au Prince d'Orange , ni faire rien non plus en sa faveur , qu'après que le Parlement d'Angleterre seroit séparé ; puisque ces Lettres marquoient , que le Roi d'Angleterre avoit déjà donné plein pouvoir à des Commissaires , pour travailler à un Traité d'Alliance avec les Etats-Généraux , & qu'il avoit donné ordre , à son Envoyé extraordinaire en France , de faire des instances si pressantes en faveur dudit Prince , qu'ils ne doutoient pas que Sa Majesté Très-Christienne ne fût obligée de le rétablir dans la Souveraineté d'Orange.

COMME il étoit de mon Devoir d'informer Sa Majesté de l'Etat du Pays , & que je le pouvois faire plus commodément par le retour du Courier que je renvoyois , je lui mandai , que si le Roi d'Angleterre pressoit les Etats-Généraux de faire une Alliance , je ne pourrois me servir de mêmes Menaces que j'avois employées autrefois pour l'empêcher. Les Etats avoient crû alors , qu'il s'attireroient infailliblement la Guerre , s'ils concluoient un Traité de Ligue avec l'Angleterre , qu'à cette heure ils n'appréhendoient pas la Guerre , & même qu'il ne craignoient pas , quoique j'eusse dire , qu'elle s'en ensuivit pour cela , & que je ne ferois que commettre Sa Majesté , si je tenois une pareille conduite.

QUE je croyois bien , que Messieurs d'Amsterdam s'opposeroient fortement à une Alliance avec l'Angleterre , & qu'autant qu'on pouvoit juger de l'avenir dans une République , le Prince d'Orange ne les y feroit pas consentir : mais , qu'il étoit à craindre qu'il ne la fît conclure à la pluralité

des voix , si les Provinces de Frise & de Groningue entroient dans ses sentimens ; que celle de Groningue ne le feroit pas ; mais qu'on ne pouvoit répondre que le Sieur Picard , Pensionnaire des Ommelandes , ne les rebrouïllât de nouveau avec la Ville , & ne rendît caduque la voix de cette Province : que pour ce qui étoit de celle de Frise , je n'en pouvois rien dire de certain , ceux qui en avoient la Régence ne s'accordant que pour chasser le Ministre Vandervaye , & pour refuser de consentir à l'accord fait entre le Prince d'Orange & le Prince de Nassau : qu'ils étoient fort divisés sur tout le reste depuis cet accommodement. Que d'ailleurs le motif de la Religion , dont le Prince d'Orange se servoit auprès d'eux , avoit fait quelque effet dans cette Province là ; & que comme on croyoit en Hollande que le principal sujet de l'envoi du Sieur Fucks regardoit la Religion , j'appréhendois beaucoup son arrivée.

QUE je tâcherois d'être encore plus particulièrement informé des sentimens de Messieurs d'Amsterdam sur la présente conjoncture , & de savoir ce qu'on pouvoit attendre d'eux ; mais que je ne le pouvois de quelques jours. Qu'il ne m'étoit pas fâché d'avoir une correspondance réglée avec eux , parce que Van-Buning s'y opposoit , & que Heude , qui avoit le plus de crédit dans cette Ville-là , étoit d'une timidité extraordinaire : de sorte qu'il n'auroit osé hasarder d'avoir aucun Commerce , & j'étois obligé de me servir de beaucoup de détours pour entretenir une correspondance.

QU'IL m'étoit assez aisé de faire savoir à Mrs. d'Amsterdam les intentions de Sa Majesté : & ce n'étoit pas peu d'avoir fait consentir le Sieur Heude à cela ; que je pouvois aussi apprendre , quoiqu'avec peine , leurs sentimens ; mais que c'étoit par ceux d'entr'eux , qui étoient les plus zélés pour la Liberté du Pays , & les mieux intentionnés ; que je n'avois encore pû parvenir à en être in-

formé de la part de la République, & en son nom, comme ils avoient fait lors de la levée de seize mille hommes, & du tems de la Négociation de la Treve. Van-Buning s'étoit alors rangé à l'avis de toute sa Ville; ainsi, étant tous d'accord, ils ôserent communiquer avec moi: c'est le seul bien que fît Van-Buning, quoique ceux qui n'étoient pas bien informés lui en attribuaissent davantage, & beaucoup plus qu'il n'en méritoit; car, même à peine fut-il engagé dans ces Affaires, qu'il s'en repentit.

LORSQUE le Sieur Damerongue alla à Amsterdam, ce fut dans le dessein de raccommoder Van-Buning avec le Prince d'Orange: il étoit Ami intime de ce Bourguemestre, & n'étoient ni l'un ni l'autre Amis du Pensionnaire Fagel. Le Sieur Damerongue trouva Van-Buning entièrement disposé à rechercher, par toutes sortes de voies, les bonnes-graces du Prince d'Orange. Van-Buning lui déclara que son sentiment étoit que les Etats devoient s'unir étroitement à l'Angleterre, en sorte qu'ils n'eussent que le même intérêt. Qu'il falloit, quand cela seroit fait, renouer avec les autres Princes les dernières Alliances qu'ils avoient contractées par les Traités d'Association; & qu'il promettoit au Prince d'Orange que s'il vouloit quelque chose de plus, il entreroit dans tous ses desseins, & seroit dorénavant attaché à ses intérêts.

DAMERONGUE convint, qu'il lui manderoit fidèlement ce que le Prince d'Orange répondroit à ces avances, & vint à la Haye en rendre compte à ce Prince: mais quoiqu'il le pressât extrêmement, & qu'il lui remontrât fortement ses intérêts, le Prince d'Orange ne voulut point écouter aucune Proposition d'accommodement à l'égard de Van-Buning; & ne fit d'autre Réponse, si-non qu'il étoit un faquin, & qu'il ne vouloit jamais avoir Affaire à lui. Damerongue ne jugea pas-à-propos de rendre cette Réponse; de sorte que Van-Buning s'impacienta, & envoya Hemskerk, son neveu, pour demander au

Sieur Damerongue ce que le Pr. d'Orange lui avoit dit : alors , Damerongue l'apprit au Sieur Hemskerk.

LE Prince d'Orange ne se montra pas en cela fort politique ; car , s'il avoit eu Van-Buning dans ses intérêts , quoiqu'il ne pût pas pour cela engager les Bourguemestres d'Amsterdam à entrer dans ses sentimens , il les auroit embarrassés , du moins il les auroit fatigués par tous les Raisonnemens de Van-Buning , qui peut-être en auroit persuadé quelqu'un , & auroit mis par ce moyen la Ville d'Amsterdam hors d'état de se soutenir , que très-difficilement , contre le Prince d'Orange.

Je mandai au Roi , que le Duc de Montmouth , 10 Mai 1685.
le Comte d'Argile , Mylord Gray , & les Anglois de leur Parti , avoient fretté trois Bâtimens à Amsterdam ; que Mylord Gray s'étoit déjà embarqué dans l'un des trois , pour aborder en quelque endroit des Côtes d'Angleterre. Que le Comte d'Argile devoit incessamment s'embarquer dans le second , qui étoit de dix-huit pièces de canons , pour aller dans quelque Isle , sur les Côtes d'Ecosse. Le troisième devoit aussi aborder en Angleterre , par un autre endroit ; qu'ils portoient beaucoup d'armes en Angleterre ; qu'ils avoient fait faire quantité de casques d'un rouge couleur de pourpre , & qu'ils prétendoient faire un Soulevement en trois lieux différens , c'est-à-dire en Ecosse , & en deux endroits d'Angleterre. Qu'ils étoient persuadés , que , quoiqu'ils fussent en petit nombre au commencement , bien des gens se joindroient à eux , & que cette Affaire devoit éclater dans le dernier de Mai.

LE Sieur Skelton envoya un homme à Amsterdam , pour les avertir que M. de Montmouth avoit au Texel deux Bâtimens chargés d'armes , qu'il vouloit faire porter en Angleterre , pour exciter des Soulevemens contre le Roi de la Grande-Bretagne ; qu'il les en avertissoit , afin qu'ils y donnassent ordre , puisque tout étoit encore dans

leur Port, & qu'ils étoient Maîtres de l'empêcher. Messieurs d'Amsterdam répondirent à cet homme, qu'ils n'avoient aucun Pouvoir hors de leur Jurisdiction; qu'elle ne s'étendoit pas jusqu'au Texel, & que cela dépendoit des Etats-Généraux, à qui M. Skelton devoit s'adresser. Il reçut le huitième Mai au soir cette réponse, & alla en même-tems trouver le Président des Etats-Généraux, lui demanda un Ordre pour faire arrêter ces Bâtimens: le Président des Etats Généraux lui témoigna, qu'il n'avoit pas ce Pouvoir de son chef, mais qu'il en feroit le rapport le lendemain à l'Assemblée des Etats-Généraux, si le Sieur Skelton vouloit lui en donner un Mémoire. Il ne le voulut pas faire, & se tint fort offensé de ce Refus.

MESSIEURS d'Amsterdam, & le Président des Etats, lui avoient dit vrai dans leurs Réponses; mais, c'étoit à prendre les choses à la dernière rigueur; car, il est constant, que s'ils avoient voulu effectivement obliger le Roi d'Angleterre, il auroit suffi, pour y mettre ordre, qu'ils en eussent été informés, sans même que M. Skelton les en eut averti, & encore moins sans qu'il eut été obligé de leur en donner un Mémoire.

UN des principaux Motifs de l'envoi du Sieur Fucks en Hollande, étoit pour unir l'Electeur de Brandebourg avec le Roi d'Angleterre & les Etats-Généraux.

LE prétexte du voyage du Sieur Fucks étoit pour demander la Satisfaction aux Etats sur le Mémoire que M. l'Electeur de Brandebourg avoit donné au Sieur Damerongue à son départ de Berlin. Il contenoit trois Chefs: le premier regardoit les arrérages des subsides dont M. l'Electeur de Brandebourg demandoit d'être payé, ainsi que l'avoient été les Evêques d'Osnabruck & de Munster, jusqu'au jour que les Etats avoient fait la Paix avec Sa Majesté, & que les Etats ne prétendoient payer que jusqu'à la fin de 1676. Le second con-

fisoit dans le Dédommagement ; que les Etats devoient à l'Electeur de Brandebourg , en vertu de leur Traité , des pertes que le Duché de Cleves avoit souffertes pendant la dernière Guerre. Le troisième regardoit aussi le Dédommagement que prétendoit M. l'Electeur de Brandebourg , pour les Etats de la Poméranie , qu'il avoit été obligé de restituer à la Suede.

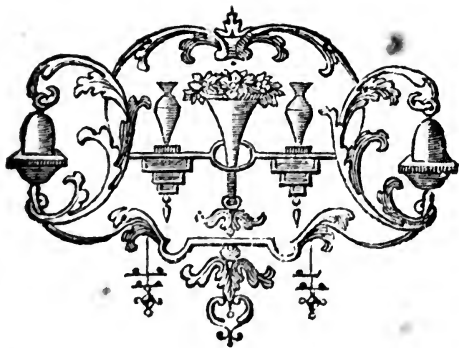
LE Sieur Silverkroon , autrefois Résident de Suede en Hollande , & qui , depuis trois ans , a presque toujours été en Suede , ou dans le Duché de Breme , est de retour ici depuis trois ou quatre jours. Il m'est venu voir aussi-tôt après son arrivée ; & dès la première visite qu'il m'a rendue , il s'est expliqué à moi du dessein qu'a le Sieur Oliverkrans , qui a été Ambassadeur à Nimegue. Il a commencé par me demander , si je croyois que Votre Majesté n'eut point de désagrément que le Sieur Oliverkrans , qui étoit allé à Rome trouver la Reine Christine , repassât par la France , & si je pouvois disposer les choses afin qu'il y fût agréablement reçu. Je lui témoignai , que je n'avois pas besoin de prendre beaucoup de mesures pour le faire recevoir avec toute l'estime qu'on devoit à une personne de son mérite : que M. le Marquis de Croissy l'avoit bien connu , & qu'il l'avoit toujours estimé & considéré. J'ajoutai à cela beaucoup de choses obligeantes pour le Sieur Oliverkrans , qui en effet étoit très-bien intentionné , comme je l'avois reconnu par les discours , & encore plus par la conduite du Sieur Cantenstern , son gendre , qui avoit été Résident quelque tems à la Haye. Le Sieur Silverkroon me témoigna une extrême joie de ce que je lui disois au sujet du Sieur Oliverkrans ; & , autant que j'en puisse juger , il vouloit avoir cette assurance avant que de s'expliquer à moi , comme il fit incontinent après ; car , il me dit qu'on avoit donné beaucoup d'Impressions au Roi son Maître , qui

sans doute étoient très-fausſes ; que M. Oliverkrans étoit bien aise de s'en éclaircir ; qu'il ſouhaitoit fort auſſi de voir quelles pouvoient être les Diſpoſitions de Sa Maieſté pour le Roi de Suede. Que le Sieur Oliverkrans étoit peut-être le plus habile homme qui fût en Suede ; qu'il avoit pris une Affection pour la France , qui n'étoit pas imaginable. Qu'il connoiſſoit la néceſſité indiſpenſable où étoit la Suede , d'être unie à la France. Qu'il n'avoit aucun ordre de rien propoſer ; que peut-être même n'en ſeroit-il pas en état de profiter incontinent après ſon retour en Suede , des éclairciſſemens qu'il avoit pris en France ; mais que ce qui ne ſe faiſoit pas en un mois ſe faiſoit en deux ; qu'en un mot , il avoit pouvoir de me dire , mais dans le dernier ſecret , & pour Sa Maieſté ſeulement , que c'étoit de l'aveu & du conſentement du Roi de Suede , que le Sieur Oliverkrans devoit paſſer en France , & avoir l'honneur de faire la Révérence à Sa Maieſté , ſi Elle lui en donnoit la Permiſſion. Il ne ſouhaitoit pas que le Sieur Lillieroot eut connoiſſance que le Roi de Suede avoit approuvé ou ſû ce Voyage.

Fin du Tome Quatrième.



NÉGOCIATIONS
DE MONSIEUR
LE COMTE D'AVAUZ
EN HOLLANDE,
Depuis 1685, jusqu'en 1688.
TOME CINQUIEME.



A PARIS.
Chez { DURAND, Rue S. Jacques, au Griffon,
Pissot, Quai de Conti, à la Croix d'Or.

M. DCC. L. V.
Avec Approbation & Privilège du Roi.





N É G O C I A T I O N S

D E M O N S I E U R

LE COMTE D'AVAUX

E N H O L L A N D E ,

Depuis 1684, jusqu'en 1688.

LE Sieur Silverkroon me confia aussi que le Sieur Fleming qui étoit bien auprès du Roi de Suède, & qui étoit dans de bons sentimens pour la France, l'avoit présenté lui Silverkroon au Roi son Maître; qu'il avoit desabusé Sa Majesté Suédoise de tout ce qu'on lui avoit fait croire à son désavantage; de sorte que ce Prince avoit pris confiance en lui, & lui avoit ordonné de venir à la Haye pour s'informer de l'état présent des affaires, & de lui en rendre un compte exact; car Cantenflern qui avoit correspondance avec moi avoit mandé d'une façon, & Guldenflorp d'une autre.

LES Ambassadeurs de l'Etat manderent que le Roi ^{11 Mai} d'Angleterre & ses Ministres, leur avoient parlé au ^{1685.} sujet de l'audience que M. le Marquis de Feuquieres avoit eue du Roi d'Espagne; & que ces Ministres leur avoient temoigné qu'ils s'étonnoient fort du procédé de la France dans cette occasion, puisqu'ils ne trouvoient pas que l'Espagne contrevînt en aucune façon au traité de treve, en donnant le Gouvernement des Pays Bas à M. l'Electeur de Baviere.

J'AI été averti aujourd'hui que le sieur Skelton résolut enfin hier matin de présenter un Mémoire aux Etats-Généraux pour leur demander qu'ils fissent arrêter les bâtimens que M. le Duc de Montmouth a

frettés, & qui sont encore au Texel chargés d'armes & autres munitions de guerre. Les Etats - Généraux prirent sur le champ la résolution de lui accorder ce qu'il demandoit : & comme l'affaire requéroit une grande diligence, ils ne firent point la résomption de cette résolution ; ce que l'on fait ordinairement le lendemain, ou dans les affaires plus pressées l'après-dînée même.

15 Mai
1685.

J'APPRIIS le 15 de Mai, que les fregattes & les deux vaisseaux qui étoient au Texel chargés de munitions de guerre en étoient partis pour l'Ecosse : le Comte d'Argille étoit parti sur un autre bâtiment il y avoit près de quinze jours.

Lettre du
Roi du 10
Mai 1685.

LE Roi me manda que ma principale occupation devoit être d'empêcher qu'il ne se fit aucune Alliance avec le Roi d'Angleterre & les Etats - Généraux ; & que quoique je ne pusse plus user de menaces, ni employer pour cet effet les mêmes moyens dont je m'étois servi par le passé, je ne manquerois pas néanmoins de bonnes raisons à dire à ceux qui avoient le plus de part au Gouvernement de la ville d'Amsterdam, & à tous les autres bien-intentionnés, pour les détourner de cette Alliance.

17 Mai
1685.

LES Ambassadeurs de Hollande mandèrent que les Ministres du Roi d'Angleterre étoient persuadés que la Treve de vingt années seroit bien-tôt rompue ; que Sa Majesté pouvoit bien juger, que quand les Ministres d'Etat du Roi d'Angleterre témoignent s'être persuadés d'une telle chose, & qu'ils s'en plaignoient nettement, c'est qu'ils avoient compris il y avoit déjà du tems par les propositions faites par Votre Majesté le dessein qu'elle touche les Pays-Bays. Il n'en faut pas davantage au Pensionnaire Fagel pour faire croire que le Roi d'Angleterre a connu à quelques propositions de Votre Majesté qu'elle vouloit s'emparer des Pays-Bas.

J'ENVOYAI avant hier cette lettre à M. de Barillon, & je le priai de la ménager autant qu'il lui sera possible, & que le bien du service de Votre Majesté le pourroit permettre ; parce que si on venoit à con-

noître que j'eusse eue, on feroit ici un si terrible bruit dans le Greffe, qu'il ne me resteroit plus aucun moyen d'avoir communication d'aucune piece d'aussi grande importance.

J'AI fait parler à quelques personnes du Gouvernement d'Amsterdam au sujet de cette lettre, & je leur ai fait observer les dernières lignes où leurs Ambassadeurs assurent les Etats qu'ils ne perdront aucune occasion de suivre soigneusement les ordres qui leur ont été donnés. Ils en sont eux-mêmes d'autant plus surpris, qu'ils n'ont aucune connoissance de ces prétendus ordres qui doivent avoir été inferés dans les Instructions du 27 & 29 d'Avril: & ils n'ont pû disconvenir, qu'il est nécessaire de s'expliquer là-dessus avec les Etats Généraux pour arrêter tout court cette Affaire; car ils voyent bien que le Pensionnaire Fagel la veut conduire, de telle sorte que les Ambassadeurs fient une négociation pour une alliance, & qu'ils y invitent les Etats Généraux de la part du Roi d'Angleterre: & ils s'aperçoivent par toutes les démarches du Pensionnaire Fagel, que, si l'Angleterre est paisible, & que le Parlement soit uni avec Sa Majesté Britannique, ce Pensionnaire proposera dans l'assemblée du mois de Septembre une alliance avec l'Angleterre sous prétexte de la garantie de la treve, & de la sûreté des Pays-Bas. Je sai, & je puis assurer Votre Majesté, que Messieurs d'Amsterdam y sont absolument opposés; qu'ils ont des vues & des desseins tous contraires, & que si on les maintient dans les sentimens où ils sont à cette heure, ils n'y consentiront jamais. Il y a grande apparence qu'ils y persévéreront: mais il y auroit de la témérité à en répondre puisque la mort d'un homme, ou le moindre changement dans la magistrature, fait quelquefois changer toute une ville.

Je ne crois pas devoir encore témoigner aucune inquiétude sur cette alliance avec l'Angleterre, ni même en parler, sinon à quelque peu de personnes à qui je me puis fier lorsque l'occasion s'en présentera. Je me servirai des raisons que Votre Majesté

m'a fait l'honneur de m'expliquer : mais, Sire, quoiqu'elles soient très-fortes, & absolument décisives, je ne puis m'empêcher de dire à Votre Majesté, que la peur de s'attirer la guerre est le plus puissant motif, & à parler nettement le seul qui puisse retenir ces gens-ci ; car il n'y a que ceux qui sont bien intentionnés qui seront persuadés des raisonnemens, les autres se laissent aller malgré tout ce qu'on leur peut dire aux volontés du Prince d'Orange, à moins qu'ils ne voyent évidemment qu'ils vont s'engager dans la guerre, & se mettre au hasard d'être ruinés, en suivant les sentimens de ce Prince.

17 Mai
1685.

MESSIEURS d'Amsterdam porterent le 17 Mai dans les Etats de Hollande le Procès-verbal de ce qu'ils avoient fait en exécution des ordres des Etats, qui avoient enjoint à l'Amirauté d'Amsterdam d'arrêter ces trois bâtimens. Ils prétendent que l'Yackt, qu'ils ont envoyé, a trouvé qu'ils avoient déjà levé l'ancre, & qu'en ayant voulu aborder un, il en avoit été repoussé à coups de canon & de mousquet. Les Capitaines Anglois que le Prince d'Orange soutenoit si fort, & que le Roi d'Angleterre avoit fait casser, étoient sur ces vaisseaux.

LES Députés aux Etats Généraux ont pris une résolution sur l'instance que le Roi d'Angleterre leur a faite de chasser les Anglois rebelles, par laquelle ils assurent le Sieur Skelton qu'ils enverront aux Provinces de Hollande & d'Utrecht, où les Anglois sont réfugiés, les lettres de leurs Ambassadeurs, & qu'ils exhorteront ces deux Provinces à donner satisfaction à Sa Majesté Britannique.

LA Province de Hollande travailla hier dans sa première séance à cette affaire, & résolut de chasser les quatre dont M. Duyvenvorde qui a écrit séparément à cette Province fait mention, qui sont le Duc de Montmouth, le Comte d'Argile, le Sieur Rambalt, & le Ministre Ferguesson, qui étoient déjà passés en Angleterre, ou qui étoient sur le point de s'embarquer pour y aller.

LE Prince de Nassau vint à la Haye. Je lui fis entendre dans la visite que je lui rendis, qu'un des principaux motifs de l'envoy du sieur Fucks à la Haye pouvoit bien regarder ses intérêts, & qu'il y prît garde; que je savois à peu près à qui il se confieroit, & que celui-là lui donneroit à appréhender (sans qu'il crût que j'y eusse aucune part), que le Prince d'Orange ne s'employât à son préjudice pour faire avoir la survivance de ses Charges à un des enfans de Madame l'Electrice: pour moi je lui dis seulement en général qu'il n'y avoit que Mrs. d'Amsterdam qui le pussent soutenir contre les entreprises du Prince d'Orange: & que c'étoit à lui à voir s'il devoit jamais attendre quelque-chose d'eux, s'ils les abandonnoit en cette occasion. Je lui dis encore que pour juger sainement si l'accommodement qu'il avoit fait lui étoit avantageux, il ne devoit s'en rapporter ni à moi ni à personne autre: mais qu'il devoit seulement considérer si son crédit étoit augmenté depuis ce tems-là dans les Provinces dont il étoit Gouverneur; qu'à cela il verroit clairement s'il avoit agi pour ou contre ses intérêts en s'accommodant de la maniere qu'il avoit fait avec le Prince d'Orange.

J'ai appris d'un homme bien informé par Mrs. d'Amsterdam, que le principal but du voyage du Sieur Fucks étoit de voir de plus près ce qui se traiteroit entre l'Angleterre & cet Etat: & l'on croyoit fort bien savoir, que si l'Angleterre traitoit une alliance avec les Etats-Généraux, l'Electeur de Brandebourg y entreroit incontinent, & que le Sieur Fucks avoit pouvoir de signer le Traité; que s'il ne se faisoit rien entre l'Angleterre & les Etats-Généraux, l'Electeur de Brandebourg ne s'engageroit pas avec eux.

On a été étonné en Hollande que le Prince d'Orange n'ait fait aucune démonstration publique de joie, & qu'il ait été hors de la Haye le jour du couronnement du Roi d'Angleterre. On s'est attendu tous les jours depuis son retour qu'il donneroit

quelque fête; mais jusqu'à cette heure on n'en a rien vu.

8 Mai
1685.

LE Prince d'Orange ayant gagné le pere de l'ancien Bailly de Dort qui étoit Bourguemestre, cela lui donna six voix, en sorte que Muys n'eut plus la pluralité pour lui, & les autres firent prendre la Résolution de consentir à l'état de guerre proposé par le Prince d'Orange.

Je suis averti de bonne part que les villes de Delft & Leyde, ont résolu de persister dans leur premier avis, pourvu que les Députés d'Amsterdam s'expliquent fortement à l'assemblée: mais si les Députés d'Amsterdam biaisent, & n'agissent pas avec vigueur, il seroit à craindre que sur le rapport que les Députés de Delft & de Leyde en feront à leurs principaux, ils ne prennent d'autres mesures. Pour ce qui est, Sire, de ceux d'Amsterdam, le Pensionnaire Fagel les a fait prier ces jours-ci de lui envoyer à sa maison de campagne le Pensionnaire Hop, où il lui a fait quelques propositions de la part du Prince d'Orange, tendant à quelque tempérament pour ne faire qu'une fort médiocre réduction. Le Pensionnaire Hop en a fait rapport à Mrs. d'Amsterdam, qui ont rejeté ces propositions, & ont envoyé ici leurs Députés avec ordre de demeurer fermes dans leur première résolution. Je n'ai pu encore être bien précisément informé s'il est vrai que Mrs. d'Amsterdam aient ordonné au même-tems à leurs Députés d'écouter des propositions si on leur en faisoit de raisonnables. Si cela est il faut compter dès-à-présent que le Prince d'Orange obtiendra la continuation de l'état de guerre; car dès qu'on verra que Mrs. d'Amsterdam entreront en négociation, & qu'ils balanceront le moins du monde, le peu de villes qui sont de leur sentiment les abandonneront incontinent; & ils ne sont réduits à l'extrémité où ils se trouvent à cette heure, que pour avoir eu trop de complaisance pour Van-Buning qui les a obligés à payer le second mois de cette année

pour l'état de guerre : car s'ils eussent fermé leur bourse dès ce tems-là , beaucoup de villes & quelques Provinces étoient de leur avis ; & l'affaire eût été conclue sans ressource il y a plus de six semaines , & il n'y a plus à cette heure qu'une conduite forte & vigoureuse qui les puisse soutenir.

SKELTON présenta Mémoire aux Etats-Généraux avec une lettre du Roi d'Angleterre , & une liste de ceux que Sa Majesté Britannique souhaitoit que les Etats-Généraux chassassent de leur domination.

LE Roi me manda que je pouvois répondre au Lettre du
 Sieur Silverkroon , que non seulement de leur Sieur Roi du 1^{er}
 Oliverkrans ne trouveroit aucun obstacle à son pas- Mai 1685.
 sage dans le Royaume de Sa Majesté , mais même que son mérite & ses bonnes intentions lui étoient assez connues pour lui permettre de voir S. M.

SILVERKROON à qui j'en rendis compte me parla , mais fort légèrement du déplaisir que le Roi 24 Mai
 de Suede avoit eu de l'affaire du Duché de Deux- 1685.
 ponts : & il s'est expliqué bien plus au long sur les intérêts du Duc d'Holstein ; & autant que j'en puis juger M. Oliverkrans a dessein de voir s'il n'y a pas moyen d'accommoder cette affaire. Je me suis contenté de dire au sieur Silverkroon qu'elle étoit réglée par le traité de treve : mais il m'a demandé si l'on ne pourroit pas trouver des tempéramens , comme par exemple de permuter le Duché de Sleswick contre le Comté d'Oldembourg , & de donner soit dans le Duché de Sleswick , soit dans le Duché de Holstein quelques terres au Duc de Holstein à proportion de ce que le Duché de Sleswick vaut de plus que le Comté d'Oldembourg ?

PLUS je vais en avant , plus je suis persuadé que les deux lettres qu'on a fait courir sous le nom de cet Etat en Angleterre , ne sont pas simplement pour faire accroire ici que le Roi d'Angleterre aime tendrement le Prince d'Orange , & qu'il veut en cette considération faire une plus étroite alliance avec les Etats ; mais que l'on a dessein de

voir ce que l'on dira dans les villes sur ces fortes de bruits, & dans quelle disposition on y est pour une alliance avec l'Angleterre; car je vois que les créatures du Prince d'Orange sont persuadées que cette affaire sera bien tôt sur le tapis, que le Roi d'Angleterre y est tout disposé, & qu'il n'attend que la fin de son Parlement pour s'en déclarer.

Je sai même, & Votre Majesté peut compter là-dessus comme sur une chose sûre, que M. Dickfeld a écrit depuis peu au sieur Vanckeren qui est un Gentil-homme de Gueldres Député aux Etats-Généraux dépendant absolument du Prince d'Orange, qu'il voyoit de telles dispositions à la Cour du Roi d'Angleterre, qu'il pouvoit presque répondre que Sa Majesté Britannique proposeroit elle même aux Etats-Généraux de faire une alliance; mais que ce ne seroit que quand le Parlement seroit fini; que cependant il ne falloit pas trop se presser à la Haye, ni même parler d'alliance, de peur que la France n'en ait connoissance, & que le Roi d'Angleterre ne s'en trouve embarrassé avant qu'il soit en état d'agir librement selon ses intérêts.

Il n'y a pas seulement Sire, une apparence très-forte que le Comte d'Argille & les autres mécontents n'ont pas fait le projet de passer en Angleterre sans la participation du Prince d'Orange, & qu'il ne leur auroit pas été possible d'amasser depuis plus de quatre mois une si grande quantité de munitions de guerre sans qu'il en ait eu connoissance. mais il est encore vrai que depuis la découverte de cette entreprise, il n'a paru dans toute la conduite du Prince d'Orange aucun empressement pour les intérêts du Roi d'Angleterre. J'allai voir le 21 Mai le sieur Skelton pour découvrir ses sentimens là-dessus; & je jugeai qu'il devoit être bien mécontent du Prince d'Orange puisqu'il me le témoignoit; car j'ai remarqué qu'il ne me dit pas toujours tout ce qu'il fait contre ce Prince. Cependant il m'a confié que le Prince d'Orange lui avoit

fait des difficultés sur tous les points du Mémoire qu'il a présenté aux Etats-Généraux qu'il lui a communiqué auparavant, qu'il vouloit qu'il ne demandât point que l'on se fassît de ces rebelles; qu'il l'a obligé d'ôter de la liste qu'il a délivrée aux Etats-Généraux, le nom d'un Ministre Anglois réfugié à Delft & autres choses semblables. Que lui, voyant que le Prince d'Orange en usoit ainsi, sous prétexte de lui faire retrancher de son Mémoire ce qui ne seroit pas agréé des Etats-Généraux, il l'avoit prié de n'en pas user de la sorte, & l'avoit exhorté de laisser aux Etats à faire toutes ces difficultés, afin que le chagrin du Roi d'Angleterre retombât sur eux; que pour lui il le conjuroit de ne s'en pas expliquer par avance, & de ne prendre d'autre parti que celui d'employer tout son crédit auprès des Etats à faire réussir la demande du Roi d'Angleterre: mais qu'il n'avoit pû, malgré toutes ces remontrances, vaincre la répugnance du Prince d'Orange, & l'empêcher de faire connoître qu'il agit en ceci fort à contre-cœur.

IL m'a confié qu'il étoit entièrement convaincu que Benting avoit connoissance de toute cette affaire; qu'il avoit observé qu'il a été pendant trois jours interdit & troublé d'une manière surprenante: c'étoit dans le tems qu'on avoit dépêché un Yacht pour arrêter ces vaisseaux, que M. d'Odick ne savoit où étoit M. de Montmouth, s'il avoit passé en Angleterre, ou s'il étoit encore en Hollande.

JE ne doute pas, Sire, que quand le Roi d'Angleterre aura été informé de tout cela par les lettres que le sieur Skelton lui écrivit avant hier, Sa Majesté Britannique ne sache ce qu'elle doit penser de M. le Prince d'Orange; car c'est une chose sans contredit que les sieurs Benting & d'Odick ne se mêlent d'aucune affaire, non-seulement sans le dire au Prince d'Orange, mais encore sans son aveu & sans son ordre.

LE ROI d'Angleterre doit encore plus juger de la mauvaise-foi des créatures du Prince d'Orange, en ce que le Pensionnaire Fagel assura le 20 Mai le sieur Skelton qu'il avoit travaillé, & qu'il travailloit encore à faire avoir une entière satisfaction à Sa Majesté Britannique, sur ses sujets rebelles réfugiés en Hollande. Cependant le sieur Skelton savoit ce jour-là que le Pensionnaire Fagel opinant le dix-huit sur son Mémoire, déclara en pleine assemblée des Etats de Hollande qu'il aimeroit mieux être pendu dans la grande place, que de consentir que l'on fassit aucun des Anglois qui se sont réfugiés dans ce pays, ainsi que Sa Majesté Britannique l'a fait demander.

Je sai même que plusieurs des Etats-Généraux sont persuadés que le Prince d'Orange est presque la seule cause que les vaisseaux n'ont pas été arrêtés; car le sieur Skelton ayant sù le mardi au soir que l'Amirauté d'Amsterdam ne pouvoit faire arrêter ces vaisseaux hors de leur juridiction sans un ordre de l'Etat, & que le Pensionnaire des Etats-Généraux ne vouloit pas faire son rapport à l'assemblée sans qu'il donnât un Mémoire, fit prier mercredi matin les Etats-Généraux de se tenir assemblés jusqu'à ce qu'il eut envoyé un Mémoire pour une affaire de conséquence & fort pressée: mais au lieu de dresser son Mémoire, il alla consulter le Prince d'Orange, qui le remit & l'amusa toute la matinée, en sorte que les Etats-Généraux demeurèrent inutilement assemblés jusqu'à deux heures après midi, & ne virent le Mémoire du sieur Skelton que le lendemain à onze heures du matin.

Aussi je suis persuadé de plus en plus que le Prince d'Orange n'y va pas de bonne-foi, & qu'il n'agit qu'autant qu'il le croit nécessaire pour donner quelque satisfaction apparente au Roi d'Angleterre; car je sai qu'il a dit à un homme en qui il se fie entièrement, que s'il y a une personne au monde qu'il haïsse & contre qui il soit outré, c'est le Roi d'Angleterre; mais qu'il faut bien qu'il tâche

de le contenter pour pouvoir se vanger de Votre Majesté.

LES droits pour la sortie du canon & de la poudre que M. de Montmouth & le Comte d'Argile ont avec eux ont été payés il y a plus de deux mois ; & qu'on ait déclaré que c'étoit pour la Pologne & pour le Danemarck , il y a cependant plus que de la négligence dans M. le Prince d'Orange , de n'avoir pas approfondi cette affaire & rompu cette entreprise. Les drapeaux que ces Anglois ont fait faire & qui ont pour devise , *pro Religione & Libertate* , ont été faits & vûs en Hollande.

Je ne compte pas pour une preuve décisive de la mauvaise volonté du Prince d'Orange , qu'il n'a fait faire ni feux de joie ni aucune autre démonstration publique au sujet du couronnement du Roi d'Angleterre. Cependant c'est une marque assez forte qu'il a un chagrin là-dessus qu'il ne sauroit vaincre : aussi est-il parti le 22 Mai au soir pour aller à Onslardick sans avoir rien fait de tout ce que l'on attendoit en cette occasion.

Je sai par un endroit fort sur , & dont je puis répondre à Votre Majesté , que dans une conférence qui se tint le dix-neuf entre le Pensionnaire Fagel & le Pensionnaire Hop , touchant l'état de guerre ; ce dernier témoigna à Fagel qu'il avoit ordre de lui déclarer que Messieurs d'Amsterdam vouloient vivre dans une parfaite intelligence avec Votre Majesté ; qu'ils étoient persuadés que c'étoit le salut de la République , & que pour rien du monde ils ne consentiroient que l'on se brouillât avec la France ; que cependant ils voyent par toutes les démarches du Prince d'Orange qu'il avoit dessein de faire renaître de nouveaux démêlés entre Votre Majesté & les Etats , & qu'il vouloit bien lui dire que le Prince d'Orange se trompoit fort s'il croyoit réussir dans ses desseins. Le Pensionnaire Fagel répondit que le Prince d'Orange avoit de tout autres sentimens qu'on ne croyoit ; qu'il étoit persuadé que les Etats devoient conserver l'amitié de

Votre Majesté, & qu'on le verroit par la conduite que ce Prince tiendrait d'orénavant. Le Pensionnaire Hop lui répondit que Messieurs d'Amsterdam n'en croiroient rien jusques à ce qu'ils en vissent des effets.

LE Prince de Nassau partit de la Haye fort mécontent du Prince d'Orange, n'ayant pu rien obtenir de lui sur la charge de Maréchal-Général qu'il souhaitoit.

LE Sr. Hop m'y est venu réitérer les instances que le Bourguemestre Witzen a faites ci-devant pour un nommé Abraham Teins, Hollandois demeurant à Rouen, & m'a en même-tems donné un Mémoire pour un autre Jacob Pelgroa fils d'un Hollandois établi à Rouen. Messieurs d'Amsterdam souhaitent fort que ces deux particuliers ayent permission de sortir de France avec leurs effets. Comme le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel tâchent d'aigrir les esprits sur les affaires de la Religion, l'indulgence que Votre Majesté auroit pour ces particuliers, où Messieurs d'Amsterdam s'intéressent, les détromperoit de bien des choses, & feroit un fort bon effet auprès d'eux.

A M. de
Segnelay, le
24 Mai
1685.

QUOIQUE je me sois donné l'honneur de vous écrire plusieurs fois jusqu'à cette heure au sujet du vaisseau le Demoiselle Marie, & de vous en envoyer les pieces justificatives, je n'ai pu refuser à Messieurs d'Amsterdam de recevoir les papiers ci joints qui regardent la même affaire pour laquelle ils me sont venus réitérer leurs instances.

Au Roi,
le 25 Mai
1685.

JE me donnai l'honneur d'envoyer à Votre Majesté deux lettres des Ambassadeur de cet Etat en Angleterre: j'ai eu d'abord celle du dix huit, qui m'a fait croire que l'on songeoit effectivement à faire un traité entre l'Angleterre & cet Etat: mais ayant fait tout mon possible pour avoir celle du quinze, j'ai trouvé que les Ambassadeurs n'ont parlé qu'en conséquence de leurs Instructions: c'est ce qui m'a donné lieu de m'en éclaircir avec quelques personnes que je sai être fort bien informées; j'ai su par

eux que les Etats n'ont point donné ordre de proposer aucune nouvelle alliance ; que même ayant été mis dans les instructions des Ambassadeurs, qu'ils s'emploieroient à un renouvellement d'alliance, on changea ce mot, & on mit seulement qu'ils tiendroient la main à la continuation de l'alliance. Je puis répondre à Votre Majesté, que les Ambassadeurs de l'Etat n'ont d'autre ordre que celui-là. Ainsi il ne s'agit à cette heure que de prendre garde que sous ce prétexte, on n'engage insensiblement les choses jusques à faire un nouveau traité : c'est à quoi M. de Barillon doit veiller ; je lui envoie aujourd'hui ces deux lettres.

J'AI su positivement, Sire, que le sieur Skelton a déclaré à Messieurs d'Amsterdam qu'il avoit ordre du Roi d'Angleterre de leur témoigner qu'ils lui feroient un plaisir sensible d'avoir de la complaisance pour le Prince d'Orange ; que Sa Majesté Britannique ne prétendoit point pour cela se mêler du dedans de leur Gouvernement ; mais qu'elle feroit fort aise qu'ils voulussent agir dans tout le reste de concert avec le Prince d'Orange. Ainsi le sieur Skelton a ainsi déclaré à Messieurs d'Amsterdam ce qu'il m'a assuré deux différentes fois avoir défenses de leur dire.

J'ALLAI à Amsterdam, & tâchai de m'attirer la confiance des Bourguemestres. Ils s'ouvrirent en effet en quelque façon à moi : mais néanmoins je n'ai pû savoir à fonds leurs plus secrettes intentions : peut-être ne sont-ils pas déterminés eux-mêmes à ce qu'ils veulent faire dans les conjonctures présentes ; car je vois que les choses sont dans un grand mouvement ; & les troubles, qu'ils présupposent devoir arriver incessamment en Ecosse, leur donnent un peu à penser.

J'AI su d'eux, que le Pensionnaire Fagel proposa aux Etats de Hollande il y a dix ou douze jours de laisser les Ambassadeurs de l'Etat en Angleterre jusques à la prochaine assemblée de Hollande qui doit être au mois de Juillet ; que les Députés des

31 Mai
1685.

viles en ayant fait rapport à leurs principaux, ils étoient revenus le 24 Mai avec ordre de donner les mains à la continuation de cette Ambassade pour ces deux mois : mais que le Député d'Amsterdam ayant vû que ceux de Delft & de Leyde s'opposoient à cette prorogation, & ayant eu connoissance des lettres de leurs Ambassadeurs par la communication que je lui en avois donnée, il ne voulut pas expliquer l'Avis de sa ville qui alloit à consentir à laisser ces Ambassadeurs pendant ces deux mois ; & dit que ses principaux n'avoient pas encore opiné là-dessus, & revint le samedi à Amsterdam faire rapport à ses maîtres de ce qui s'étoit passé à l'Assemblée de Hollande, & des lettres que je lui avois communiquées ; que les Bourguemestres avoient été extrêmement surpris de n'en avoir aucune connoissance ; que là-dessus ils avoient changé leur première résolution, & ordonné à leurs Députés de refuser la continuation de cette Ambassade, de demander qu'on prenne résolution de faire revenir incessamment les Sieurs Duyvenvorde & Dickfeld, & de déclarer à l'assemblée que, si ces Ambassadeurs entament quelque négociation, ceux d'Amsterdam la désavouent dès-à présent, & n'y donneront absolument point leur consentement.

ILs ont résolu en même tems à Amsterdam que si le Roi d'Angleterre ou le Pensionnaire Fagel leur proposent une alliance avec l'Angleterre, ceux d'Amsterdam en proposeront en même-tems une avec Votre Majesté, en protestant qu'ils ne consentiront point à la conclusion d'une alliance avec l'Angleterre, que celle qu'ils proposent avec la France ne soit signée ; & comme ils sont persuadés que le Prince d'Orange ne voudra jamais consentir à cette dernière, ils ne doutent pas que cette proposition ne rompe toutes ses mesures.

UN des Députés d'Amsterdam m'a demandé si Sa Majesté étoit toujours dans ces mêmes bonnes intentions à l'égard des Etats-Généraux, que je leur avois témoigné peu de tems après la Treve, &

m'a fait connoître que Mrs. d'Amsterdam travailloient à dresser un Mémoire des choses qu'ils veulent demander à Votre Majesté pour l'avantage de leur commerce.

J'ai crû, Sire, qu'il étoit à propos de les prévenir sur la suppression des 50 sols par tonneaux ; c'est pourquoi j'ai conseillé à cet homme de n'en pas faire mention ; car Van-Buning leur avoit insinué malicieusement il y a six mois, que Votre Majesté la leur accorderoit sans difficulté. J'ai crû aussi lui devoir faire entendre que selon les occasions & suivant les traités que l'on fait, on peut obtenir des grâces plus ou moins considérables ; car comme ils ne sont pas en état de pouvoir conclurre une alliance avec Sa Majesté, le Prince d'Orange y étant absolument opposé, il est bon qu'ils ne s'attendent pas à quelque chose de conséquence : & enfin comme j'ai vu que l'intention de Messieurs d'Amsterdam étoit de me faire délivrer leur Mémoire par les Etats Généraux, je lui ai remontre qu'ils ne devoient pas en user de la sorte, & qu'il étoit plus à-propos que Mrs. d'Amsterdam me communiquassent en particulier quelques jours auparavant ce qu'ils souhaitoient de Votre Majesté ; que j'aurois l'honneur de lui en rendre compte, & leur ferois savoir ce qu'elle leur pourroit accorder, après quoi ils porteroient aux Etats le même Mémoire pour le faire présenter au nom de la République à Votre Majesté. Celui à qui j'ai parlé n'a pas désapprouvé cet expédient : la raison que je lui en ai alleguée a été qu'il ne seroit pas de leur prudence d'engager les Etats-Généraux à demander à Votre Majesté des choses qu'elle ne pourroit peut-être leur accorder sans préjudicier à ses sujets ; & qu'ainsi cette démarche que Messieurs d'Amsterdam feroient faire aux Etats-Généraux, & dont ils n'auroient pas satisfaction, les éloigneroit plutôt de l'amitié de Votre Majesté qu'elle ne les en approcheroit. L'autre raison est que cette communication particulière fera connoître à Mrs. d'Amf-

terdam que si Votre Majesté fait quelque chose, ce seroit uniquement pour eux, & cela me servira aussi à les engager dans une plus particuliere correspondance avec moi sur leurs affaires domestiques que celles qu'ils ont eue jusqu'à cette heure.

IL m'a paru, Sire, qu'on fait appréhender à Messieurs d'Amsterdam que Votre Majesté ne se prévale des désordres qui s'élevent en Angleterre pour agir contre l'Espagne: ils craignent même que Votre Majesté ne secourre le Roi d'Angleterre. Je ne puis encore pénétrer s'ils ont quelque dessein d'aider les Protestans, & si c'est dans cette vûe qu'ils ont voulu pressentir de moi, si Votre Majesté n'assistera pas le Roi d'Angleterre en cas de besoin.

VAN-BUNING n'étant point rebuté de tous les affronts qu'il avoit reçus du Prince d'Orange, lui écrivit la lettre du monde la plus soumise, lui demandant avec de très grandes instances de pouvoir rentrer dans l'honneur de ses bonnes graces: mais le Prince d'Orange s'en est moqué, & a répondu à celui qui la lui a apportée, & qui parloit en même-tems de Mrs. d'Amsterdam, qu'il vouloit bien se raccommoier avec ceux d'Amsterdam; mais qu'il ne vouloit jamais entendre parler de Van-Buning. Le Prince d'Orange ne s'est pas contenté de cela, il a donné cette lettre au Sieur d'Odick, qui en a distribué des copies à beaucoup de gens, ce qui acheve de décréditer & de deshonorer Van-Buning.

LE Sieur d'Odick, que l'on fait être créature du Prince d'Orange, s'opposa dans les Etats-Généraux, lorsqu'on y voulut prendre une résolution conforme à celle de la Province de Hollande, de faire retirer les Anglois qui sont ici, de sorte que l'on n'a pû donner au Roi d'Angleterre qu'une résolution informe, qui porte que l'on chassera les Anglois de la Hollande, de quelques autres Provinces, & de la Généralité.

LE Prince d'Orange a témoigné au Sieur Skelton

DE M. LE COMTE D'AVAUZ.

son qu'il s'est informé depuis peu de toutes les démarches des Anglois rebelles, & qu'il a découvert qu'il y a plus d'un an qu'ils envoient sous main des armes & des munitions de guerre en Ecosse; qu'il commençoit à connoître que M. de Montmouth a tort, & qu'il trempe dans cette affaire, qui lui paroît de bien plus grande conséquence qu'il n'avoit crû au commencement.

J'ai été informé, Sire, que le Prince d'Orange fait fondre de gros canons à ses frais & à ses armes: il se sert pour cela des pieces qu'il s'est fait donner par présent qui se sont trouvées hors d'état de servir dans les villes que les armes de Votre Majesté ont occupées. Il ne peut faire faire cette artillerie à aucun bon dessein, puisqu'il se cache des Etats-Généraux & du Roi d'Angleterre. Ses créatures répandent ici un bruit, qui ne peut être que très-nuisible à Sa M. Britannique. Si le Parlement d'Angleterre y ajoute foi, cela seroit capable de l'empêcher de donner du secours au Roi d'Angleterre; car ils disent que le Roi d'Angleterre ne souhaite autre chose que de voir un soulèvement dans son Royaume afin d'avoir un prétexte d'armer, & de se rendre maître absolu de ses Etats.

LE Sieur Skelton étoit de plus en plus attaché au Prince d'Orange.

31 Mai
1685.

LE Sieur Fucks n'aura pas demain sa première audience, il a été très-souvent auprès du Prince d'Orange. J'ai sù par une personne qui est sort dans son secret, qu'un des principaux points de sa Négociation a grand rapport aux affaires d'Angleterre, & que ce Ministre a été fort consterné d'apprendre à son arrivée à la Haye, que les affaires d'Angleterre n'alloient pas aussi bien qu'on le croyoit à Berlin, & que Sa Majesté Britannique & le Prince d'Orange n'étoient pas dans une aussi parfaite intelligence qu'on l'avoit mandé à M. l'Electeur de Brandebourg.

LES Députés d'Amsterdam aux Etats de Hollande ont persisté dans leur avis sur la cassation des

troupes : mais nonobstant cela j'ai entrevû qu'ils pourroient bien entrer dans quelque temperament.

Lettre de
M. de Sei-
gnelay, du
18 Mai
1685.

M. de Seignelay me manda touchant le pillage du vaisseau la Lune, qu'il étoit vrai que les matelots d'un des vaisseaux du Roi étoient entrés dans ce bâtiment, & avoient pris quelque chose de ce qui s'étoit trouvé dans la chambre du Capitaine : mais après que M. Duquesne eût visité ce vaisseau, & reconnu qu'il n'y avoit aucune marchandise appartenant aux ennemis de Sa Majesté, il fit rendre tout ce qu'il put retrouver de ce qui avoit été pris, & prétendit qu'il ne pouvoit être rien resté entre les mains de ses matelots : que cependant comme Sa Majesté vouloit bien procurer toute sorte de satisfaction aux Intéressés dudit Vaisseau, Elle avoit ordonné au Sieur de Vauvré de faire une nouvelle recherche de ce qui n'a pas été restitué.

Lettre du
Roi, du 31
Mai 1685.

LE Roi me manda que l'appui qu'on ne peut pas douter que le Prince d'Orange ne donne aux complices de la dernière conspiration, & à tous les factieux d'Angleterre, fait voir clairement au Roi de la Grande Bretagne, qu'il ne doit attendre rien de bon du côté de ce Prince ; en sorte que les bien-intentionnés n'ont pas sujet d'appréhender qu'il se forme une union sincère entre le Roi & ce Prince.

7 Juin
1685.

JE fis réponse au Roi, qu'il étoit certain que la conduite du Prince d'Orange envers le Roi d'Angleterre, est telle que Sa Majesté Britannique n'en peut juger autrement, sinon que le Prince d'Orange est absolument dans des intérêts contraire aux siens. Cependant, comme tout le monde n'a pas connoissance de toutes les démarches du Prince d'Orange, que le public au contraire ne voit que de certaines choses où ce Prince paroît favoriser les intérêts du Roi d'Angleterre, que M. Skelton assure que ces deux Princes sont dans une parfaite union, qu'il a même prié Messieurs d'Amsterdam de la part du Roi d'Angleterre, d'avoir plus de déférence pour les sentimens du Prince d'Orange.

je; & que d'un autre côté le Roi d'Angleterre, sur la proposition de Ambassadeurs, a fait examiner les anciens traités d'alliance entre l'Angleterre & cet Etat, & qu'il veut selon le rapport des mêmes Ambassadeurs travailler sérieusement à cette affaire: tout cela, Sire, a donné sujet à Messieurs d'Amsterdam & à tous les honnêtes gens, d'apprehender que le Roi d'Angleterre & les Ambassadeurs de cet Etat n'engageassent la Republique dans une alliance, & Votre Majesté le peut bien juger, puisque Messieurs d'Amsterdam se sont crus obligés de demander aux Etats de Hollande que leurs Ambassadeurs fussent incontinent révoquées; & sur le refus du Pensionnaire Fagel, & des villes qui sont dans les intérêts du Prince d'Orange, ils ont déclaré qu'ils désavoüoient dès cette heure toutes les propositions d'alliance que leurs Ambassadeurs pourroient faire ou écouter, les Etats ne leur ayant donné aucun pouvoir de faire l'un ni l'autre.

● COMME Messieurs d'Amsterdam ont sù que malgré leurs déclarations de ne plus payer à l'avenir l'état de guerre, le Pensionnaire Fagel avoit tenté de faire délivrer des Ordonnances par les Committers de Rades, & que de neuf qui composent cette assemblée, il en avoit gagné cinq; ils ont envoyé des protestations pour être délivrés à ces Committers de Rades, par lesquelles ils déclarent que ceux qui consentiront dorénavant à délivrer des Ordonnances, en sont réputés débiteurs; il n'y a gueres d'apparence après cela que les Committers de Rades délivrent des Ordonnances. Cependant la confusion est grande parmi les Officiers; car faute d'Ordonnances les Solliciteurs n'avancent point leur argent, & les Officiers n'en ont point pour donner aux soldats.

LE Prince d'Orange soutenoit toujours que c'étoit le Roi qui avoit fourni l'argent aux Anglois rebelles; il le voulut persuader au sieur Skelton.

Tout l'argent étant payé, à ce qu'il pretend, en louis d'or & en écus blancs de France.

LE sieur Skelton fait sa cour au Prince d'Orange plus assidûment qu'il n'a jamais fait : il ne se cache pas de faire tous ses efforts pour gagner ses bonnes grâces, & il croit cela compatible avec le service du Roi son Maître. Cependant il me dit avant-hier, que quoiqu'il eut fait tous son possible pour se bien remettre auprès du Prince d'Orange, & que pour cet effet il eut témoigné à Messieurs d'Amsterdam qu'ils feroient plaisir au Roi d'Angleterre d'avoir de la complaisance pour les volontés de ce Prince, il le trouve néanmoins encore fort froid, & ne voit pas qu'il agisse en tout ceci comme un homme qui veut être sérieusement dans les intérêts du Roi d'Angleterre.

IL s'est plaint à moi, que lorsqu'il alla déclarer au Prince d'Orange l'ordre qu'il avoit reçu du Roi d'Angleterre de demander les trois Régimens Ecoissois qui sont au service des Etats-Généraux ; le Prince d'Orange, au lieu de marquer de la joie de pouvoir rendre quelques services à Sa Majesté Britannique, (lui qui avoit fait dire quelques jours auparavant par le sieur d'Overkerke au sieur Skelton, qu'il iroit en personne s'il étoit nécessaire), témoigna beaucoup de froideur au sieur Skelton, & lui dit qu'il appréhendoit que les Etats-Généraux ne voulussent pas accorder cette demande : que pour lui, Prince d'Orange, il ne croyoit pas pouvoir l'obtenir ; qu'il en auroit bien répondu avant la Treve ; mais que depuis ce tems-là son crédit étoit bien diminué ; que Messieurs d'Amsterdam prenoient plaisir à le contrecarrer en tout, & qu'ils seroient fort contraires à cette demande. Le sieur Skelton croyant tout de bon que le Prince d'Orange n'osoit se charger de cette affaire, lui dit qu'il donneroit le lendemain un Mémoire aux Etats-Généraux selon l'ordre qu'il en avoit, n'y ayant pas de tems à perdre. Mais, le Prince d'Orange voyant cela, s'offrit aussi tôt de se charger de cette

affaire. Cependant , il lui fit encore quelque difficulté sur ce que les Etat auroient peine à consentir d'envoyer leurs troupes , & de les entretenir à leurs dépens : mais , le sieur Skelton lui fit connoître , que le Roi d'Angleterre lui avoit envoyé de l'argent pour le départ de ces troupes , & que Sa Majesté Britannique les entretiendrait tant qu'elles seroient à son service.

LE Prince d'Orange a donc fait témoigner par le Pensionnaire Fagel à la Province de Hollande , que le Roi d'Angleterre souhaitoit d'avoir les trois Régimens Ecoffois. Les Etats de Hollande se sont trouvés embarrassés sur cette demande , parce que d'un côté il est dit dans l'Article 14 du traité de Breda , que le Roi d'Angleterre & les Etats-Généraux , se secourront les uns les autres contre ceux qui leur seront rebelles , tant par mer que par terre , selon que la nécessité des affaires le pourra requérir , le tout aux dépens de celui qui le requerra de l'autre ; & pour les articles séparés du mois de Janvier 1671 , il est dit que le Roi d'Angleterre secourra les Etats de dix mille hommes , & les Etats-Généraux secourront le Roi d'Angleterre de six mille , toutes les fois que l'un ou l'autre sera attaqué ou troublé. Les avis ont été partagés là dessus : les uns soutiennent que les articles du traité de 1671 ne regardent point les rebelles , & qu'on n'a stipulé le secours mutuel qu'en cas d'attaque ou de trouble par quelque Puissance Etrangere , & qu'ainsi les Etats ne sont tenus d'aider le Roi d'Angleterre , qu'en vertu de l'art. XIV. du traité de Breda , qui ne spécifie pas le nombre des troupes , & qui porte qu'elles doivent être entretenues aux dépens de celui qui en aura besoin. Les autres prétendent que les articles séparés de 1678 , regardent aussi le cas de rebellion , en ce qu'il est dit , attaqué ou troublé , & qu'ainsi on est obligé de donner six mille hommes , & de les entretenir. Les Députés se sont séparés pour consulter leurs Supérieurs , & doivent se rassembler demain.

LES Députés des villes n'ont porté à leurs Supérieurs que l'article du traité de Breda, & celui du traité du mois de Janvier 1678. On ne fait aucune mention de la capitulation que l'on a faite, en donnant aux Etats les six Régimens qui sont ici: je la fais chercher, car il me semble que les Etats sont obligés de donner les troupes Angloises toutes les fois que Sa Majesté Britannique en aura à faire

SIRE, le Sieur Fucks ne m'est venu voir qu'après avoir eu son audience publique, & ne m'a parlé que de choses fort générales; tout ce qu'il a traité jusqu'à cette heure s'est passé entre le Prince d'Orange, le Pensionnaire Fagel, & lui. Deux jours après que le Sieur Fucks fut arrivé, le Prince d'Orange demanda au Sieur Skelton s'il ne lui avoit pas parlé, & lui dit qu'il avoit à lui communiquer des choses importantes sur lesquelles il le prioit de faire réflexion. Le Comte de Waldeck a dit la même chose au Sieur Skelton qui me l'a confié: mais, depuis qu'il a parlé au Sieur Fucks, il m'a assuré qu'il ne lui avoit fait que des complimens généraux. Cela me fait croire que le Sieur Skelton ne me veut pas confier le secret.

Jun
85.

LES Députés de Hollande récrivirent le 8 de Juin à l'assemblée avec l'avis de leurs villes touchant les Régimens Ecoissois que le Roi d'Angleterre demande: Messieurs d'Amsterdam ont déclaré qu'ils ne pouvoient délibérer sur cette affaire, de la manière qu'elle leur étoit proposée; qu'il falloit pour faire les choses dans les formes que le Sieur Skelton présentât un Mémoire aux Etats-Généraux, par lequel il expliquât ce que le Roi d'Angleterre demande d'eux; que les Etats-Généraux fissent communiquer le Mémoire à la Province de Hollande, qu'on en délivreroit des copies aux Députés des villes pour en délibérer. Delft & Leyde ont témoigné que Messieurs d'Amsterdam avoient raison. On se doit rassembler demain matin, & l'on croit que le Pensionnaire Fagel prendra une

conclusion à la pluralité des voix, ce qui se peut, puisqu'il ne s'agit que de l'exécution d'un traité. La résolution de Messieurs d'Amsterdam peut avoir eu différens motifs. Il peut être, qu'ils ont dessein d'éluder ou du moins de retarder la demande du Roi d'Angleterre: peut-être ne trouvent-ils pas bon que le Prince d'Orange se charge de faire ces sortes de propositions de son chef, & peut-être aussi veulent-ils que le Sieur Skelton explique nettement ce qu'il demande, & en vertu de quoi il demande: car s'il prétend le secours en vertu du traité de 1678, ils lui feront voir que ce traité ne regarde qu'une défense mutuelle des deux Etats contre des Puissances Etrangères; & si le Sieur Skelton allègue le traité de Breda, ils pourront dire en ce cas que le secours, quel qu'il soit, doit être entretenu par le Roi d'Angleterre.

UN Anglois donna avis il y a trois jours au Sieur Skelton, qu'il y avoit un vaisseau de trente pièces de canon prêt à passer le Pampus; que M. de Montmouth étoit embarqué dessus, avec quatre-vingts-dix hommes tous gens d'élite & quatre-vingts matelots. Le sieur Skelton donna aussi-tôt un Mémoire aux Etats-Généraux, pour avoir permission d'arrêter ce navire, qui le lui accorderent.

LE Résident de Cologne est entièrement persuadé, que le sieur Fucks agit contre les intérêts de M. l'Electeur de Cologne. Ce Résident a su qu'un des Bourguemestres de Cologne des plus opposés à l'Electeur son Maître est venu s'aboucher à Vezel avec le sieur Fucks, avec qui il a eu une très-longue conférence. Ce même Résident a trouvé moyen d'avoir une lettre du Résident Bidelberg au Greffier Fagel, par laquelle il lui mande que le Baron d'Eyde doit arriver incessamment à Cologne avec cent hommes de la garnison de Vezel, & que quand les Bourgeois les auront reçus, & qu'ils auront l'espérance d'être soutenus comme on leur a promis, ils agiront hardiment contre l'Electeur de Cologne, & continueront à lui faire des affaires,

comme ils ont fait trois jours auparavant qu'ils sont entrés dans un territoire qui lui appartient. Le Résident de Cologne a envoyé la copie de cette lettre au Prince de Mourback.

Lettre du
Roi, du 7
juin 1685.

LE Roi approuva fort ce que j'avois insinué à Messieurs d'Amsterdam au sujet de l'espérance qu'ils ont de tirer du Roi de nouveaux avantages pour leur Commerce.

4 Juin
1685.

LE Pensionnaire Fagel avoit fait la proposition de la part du Roi d'Angleterre pour les trois Régimens Ecoissois d'une manière si confuse qu'on n'avoit presque sù comment en délibérer : il leur dit qu'il avoit à leur communiquer une lettre que Sa Majesté Britannique avoit écrite à M. le Prince d'Orange ; mais qu'étant en Anglois il ne pouvoit l'interpréter. M. Benting prit la parole, & dit, que cette lettre contenoit en substance la demande que Sa Majesté Britannique faisoit des trois Régimens Ecoissois qui étoient en Hollande. Les Députés de Delft, de Leyde, & d'Amsterdam, trouverent qu'il falloit absolument que cette demande fût faite aux Etats-Généraux par un Mémoire : & j'ai sù d'un endroit très-sur que ces villes n'étoient pas seulement choquées de voir qu'on vouloit faire aller par un canal qui n'est pas naturel une affaire qu'elles out jugée très importante.

ON se rassembla le samedi matin 9 sur cette même affaire. Messieurs de Delft, de Leyde, & d'Amsterdam, persisterent dans leur avis, & déclarerent qu'il étoit nécessaire que le sieur Skelton fit la demande au nom du Roi d'Angleterre aux Etats-Généraux : disant, que de diriger ainsi les affaires par des voies indirectes, c'étoit vouloir priver les Etats Généraux de leurs plus essentielles prérogatives ; mais, le Pensionnaire Fagel conclut cette affaire à la pluralité des voix, & il l'a pû selon les loix de la République, puisqu'il s'agit de l'exécution d'un Traité.

LES motifs que le Pensionnaire Fagel alléguoit pour faire résoudre dans l'assemblée de Hollande,

l'envoi des trois Régimens Ecoffois, sans obliger M. Skelton de porter l'affaire aux Etats-Généraux, par un Mémoire donné de la part de Sa Majesté Britannique, ont été, que quoiqu'à parler régulièrement les Etats ne dûssent point donner leurs troupes sans qu'on les leur demandât, il ne falloit pas toutes fois prendre garde aux formalités dans une affaire pressante; sur-tout puisque le Roi d'Angleterre témoignoît en cette occasion une entière confiance aux Etats-Généraux. Qu'il avoit avis, que Votre Majesté avoit fait offrir par M. de Barillon un puissant secours au Roi d'Angleterre; mais que Sa Majesté Britannique l'avoit refusé, & avoit demandé au lieu de cela les trois Régimens Ecoffois.

LE Pensionnaire Fagel chercha aussi en cette occasion de faire tomber sur Messieurs d'Amsterdam le chagrin que le Roi d'Angleterre pouvoit avoir du retardement de l'envoi de ses troupes. Cependant il est certain, qu'il en a fait la proposition d'une maniere qui a obligé Messieurs d'Amsterdam à vouloir qu'on leur donnât un Mémoire, & on ne peut les blâmer d'avoir trouvé mauvais que le Roi d'Angleterre n'ait point fait demander ses troupes aux Etats Généraux, soit par une lettre, soit par un Mémoire, & qu'il en ait seulement écrit à M. le Prince d'Orange, comme s'il en étoit le Maître. Cependant, dans le tems que le Pensionnaire Fagel met Messieurs d'Amsterdam dans la nécessité de disputer pour leurs prérogatives, & pour leurs droits, il est bien aise de faire accroire en Angleterre, que ces Messieurs n'avoient d'autre but que de s'opposer à l'envoi de ces troupes.

M. de Montmouth partit de Hollande le vendredi 8 de Juin: il ne voulut pas s'embarquer à Amsterdam sur un vaisseau de trente-deux pièces de canon dans lequel néanmoins il a passé en Angleterre: il s'est contenté de le faire charger à Amsterdam d'une grande quantité de munitions de guerre; & pour lui il prit un petit bâtiment de pêcheur à un village qu'on

appelle Santfort, situé au bord de la mer à la hauteur de Harlem. Il avoit donné une marque au Capitaine du vaisseau chargé de munitions pour se reconnoître à un certain endroit au sortir du Texel, où en effet ils se sont rencontrez, & le Duc de Montmouth s'est mis dessus. Cette précaution étoit prise pour faire croire au Roi d'Angleterre que M. le Prince d'Orange ne savoit pas le dessein de M. le Duc de Montmouth, qui avoit été obligé de se cacher de la sorte.

CEPENEANT, des personnes fort bien informées m'ont assuré, que M. de Montmouth avoit été vu lundi 4 de ce mois à Maeslan-fluys, qu'il avoit été mardi à Rotterdam, & coucha à la Haye la nuit de ce mardi au mercredi.

JE vois, Sire, tous les jours de plus en plus qu'une des principales affaires que le Sieur Fucks est venu traiter ici, est une alliance entre l'Angleterre, les Etats-Généraux & l'Electeur son Maître. L'Electeur de Brandebourg a été persuadé que l'Angleterre s'alloit unir avec les Etats-Généraux: on n'a pas douté ici que le Prince d'Orange n'eut ce dessein, & même on a cru que le Roi d'Angleterre y donnoit les mains s'il se voyoit paisible dans son Royaume, au moins selon les lettres des Ambassadeurs de cet Etat: mais Mrs. d'Amsterdam y ont toujours été absolument contraires, & ont tâché de faire rappeler leurs Ambassadeurs, pour empêcher qu'ils n'engageassent quelque négociation avec l'Angleterre. Le sieur Fucks est à Amsterdam avec le sieur Damerongue depuis cinq ou six jours, il n'y a pas lieu de douter qu'il n'y aye fait quelque ouverture des desseins de M. l'Electeur: je tâcherai & j'espère même en être informé. Mais, Sire, je crois pouvoir encore dire à Votre Majesté, ce que j'eus l'honneur de lui écrire il y a huit jours, que Mrs. d'Amsterdam sont fort résolus à n'entrer dans aucun Traité qui puisse offenser Votre Majesté, quelque belle proposition qu'on leur puisse faire; mais s'ils voyoient une puissante Ligue

formée en faveur de la Religion Protestante, je ne répondrois pas alors si hardiment qu'ils ne s'y laissent aller : au moins c'est le seul foible par où on les pourroit attaquer.

LE sieur Fuck étoit fort mécontent du prompt départ de M. Spanheim, à qui on avoit envoyé un ordre précis de demeurer en Angleterre, tant que le sieur Fucks seroit à la Haye : mais, cet ordre n'arriva en Angleterre, que le lendemain du départ au sieur Spanheim.

LE Pensionnaire Fagel fit faire des Ordonnances par les Gecommitters de Rades, pour le payement des troupes, nonobstant l'opinion de quatre villes : mais les Solliciteurs ne voulurent pas avancer de l'argent sur ces Ordonnances, quoique le Pensionnaire Fagel les menaçât de faire procéder contre eux s'ils ne le faisoient.

MRS. d'Amsterdam s'étoient persuadés qu'en même tems qu'ils donneroient les mains à conclurre ici l'état de guerre d'un commun consentement, on ne leur refuseroit pas de faire porter, de la part des Etats-Généraux quelque proposition à Votre Majesté, pour avantager le commerce de la République : mais à cette heure qu'ils voyent que le Pensionnaire Fagel les a trompés, & qu'il n'a pas de honte à son ordinaire d'avancer des paroles & de s'en dedire incontinent après, je doute qu'ils veuillent hazarder de faire une proposition aux Etats-Généraux, à laquelle le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel seront apparemment contraires, ni l'un ni l'autre ; ne pouvant consentir que les sujets de l'Etat reçoivent des marques de la bonne volonté de Votre Majesté, de peur que cela ne les porte à demeurer encore plus attachés à ses intérêts, par l'avantage qu'ils recevroient des effets de sa bienveillance.

Mas de Frise, ne pouvant réduire la voix des Villes qui sont au Prince de Nassau, manderent aux Etats-Généraux, qu'ils n'approuvoient pas l'état de guerre de l'année précédente, & qu'ils en-

voyeroient au premier jour les résolutions : mais le Prince de Nassau prit cette lettre, & empêcha qu'elle ne fût envoyée.

Mrs. d'Amsterdam, voyant que Van-Buning se prostituoit si fort, ne voulurent plus conférer de leurs affaires secretes avec un homme qui avoit des sentimens si opposés aux leurs ; & pour cet effet ils casserent un Conseil qu'ils avoient formé lorsqu'on parloit de la levée de seize mille hommes, qui étoit de quatorze des principaux d'entr'eux, dont Van-Buning étoit, & dans lequel on traitoit les affaires les plus importantes ; ainsi à cette heure ces affaires secretes ne se discutent plus qu'entre les quatre Bourguemestres Régens, comme cela s'est fait de tout tems.

LORSQUE Mrs. d'Amsterdam consentirent au traité d'association, ils demanderent en échange au Prince d'Orange de concourir avec eux pour faire dresser un nouveau Tarif : ce Tarif est fort avantageux à la Ville d'Amsterdam, & assez préjudiciable à quelques Villes de Hollande qui s'y opposerent fortement. Mais le Prince d'Orange se fit une affaire d'entrer dans les intérêts de Messieurs d'Amsterdam, & obtint le consentement des Villes qui y étoient le plus contraires. Il n'eut pas le même pouvoir dans les autres Provinces ; ainsi cette affaire est demeurée indécise, & Mrs. d'Amsterdam ont joui de ce nouveau Tarif, plutôt par usurpation & par autorité, que par droit : mais le Pensionnaire Fagel, pour lui faire piece, fit résoudre il y a huit jours dans les Etats-Généraux par les Députés des six Provinces, que l'on continueroit l'ancien Tarif ; & comme ces Provinces y ont intérêt, & qu'elles sont appuyées par le Prince d'Orange & par le Pensionnaire Fagel. Mrs. d'Amsterdam, n'auront pas peu de peine à faire changer cette résolution : cependant, cette affaire leur tient extrêmement au cœur.

LE Prince d'Orange a prêté au Prince de Nassau six-vingts mille francs, ou il en a été la caution ;

c'est un nouvel engagement pour le Prince de Nassau qui ne fait gueres espérer de retour.

LES trois Régimens Ecoissois doivent partir demain de Breda pour Maeslan-luys, où ils doivent s'embarquer : le sieur Skelton doit se rendre à cette dernière Ville pour leur faire prêter serment. On dit toujours qu'il y a des Officiers & des Soldats, qui font difficulté de passer en Ecosse.

SKELTON m'a paru fort outré de la mauvaise réception que le Prince d'Orange lui a faite : cela l'a obligé de me déclarer assez librement ce qu'il pensoit : il m'a dit que le Prince d'Orange n'avoit jamais voulu avouer, que le Comte d'Argie & les Anglois qui étoient ici réfugiés, tramoient quelque chose contre le Roi d'Angleterre, qu'après qu'ils ont été partis. Un homme de beaucoup de considération de ce pays lui a écrit, que M. de Montmouth étoit caché à Delft, & que cet homme-là ne le pouvoit savoir, sans que le Prince d'Orange en fût informé ; que le Duc de Montmouth avoit couché à Rotterdam chez un appelé Sas, créature du Prince d'Orange, & Secrétaire de l'Amirauté ; qu'une femme de qualité de Gueldres, & affectionnée à la Princesse d'Orange, a témoigné son déplaisir à un Anglois des amis de Skelton, de ce que des personnes des plus qualifiées de Gueldres, & de ses propres parens, & qui sont dans les intérêts de M. le Prince d'Orange, avoient engagé tout leur bien pour prêter de l'argent aux Anglois rebelles. Il m'a appris encore, que quoique le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel l'eussent assuré que les Etats-Généraux avoient ordonné en conséquence de son Mémoire à toutes les Amirautés de ne laisser partir aucun vaisseau sans l'avoir bien examiné auparavant, & sans avoir de bonnes cautions résidentes dans les Villes de l'Etat, que les marchandises de contrebande qu'on y trouveroit n'étoient pas délivrées pour l'Angleterre : cependant, lorsqu'il a prié ceux de l'Amirauté d'Amsterdam d'en user de telle sorte à l'égard du vaisseau que M. de Mont-

mouth faisoit équiper, ils lui ont témoigné qu'ils n'avoient point d'ordre de l'Etat, & que dans le tems qu'il en a demandé aux Etats-Généraux & qu'on les a envoyés au Texel, le vaisseau a mis à la voile. Je lui ai fait observer, que le Secrétaire de l'Amirauté d'Amsterdam, dont il se plaint, & qui est celui de qui il dépend en cette occasion d'user de diligence, est autant ou plus dépendant du Prince d'Orange, que le Pensionnaire Fagel. Il m'a dit, qu'il le savoit bien, & que c'est ce qui faisoit qu'il ne savoit plus que penser tout ceci; que quand il en fit des plaintes hier matin au Prince d'Orange, il lui parut fort embarrassé, & lui dit qu'il ne doutoit pas que ses ennemis ne s'en prévalussent auprès du Roi d'Angleterre, & qu'on ne se prît à lui de toute cette affaire; parce qu'en qualité d'Amiral, il étoit non-seulement le Maître de tous les Colleges de l'Amirauté; mais aussi que c'étoit à lui à faire exécuter les ordres des Etats-Généraux.

Je sai que les rebelles Anglois avoient des remises pour plus de deux cents mille florins à Amsterdam.

5 Juin
685. LE sieur Fucks alla à Amsterdam, & fut d'abord chez Van-Buning, & il vit bien tôt que tous les projets d'alliance qu'ils avoient formé par l'entremise du sieur Damerongue étoient bien chimeriques; & Van-Buning lui-même n'a pas été d'avis que le sieur Fucks en témoignât aucune chose aux Bourguemestres. Je ne doute pas que le sieur Fucks n'ait été surpris de voir Van-Buning exclu des affaires, & d'avoir trouvé les choses si mal disposées pour ses desseins, qu'il n'ait osé en faire aucune ouverture: il a parlé à ce que j'apprens de l'affaire de Cologne, il ne cesse de donner en ce pays-ci de grands ombrages des desseins de M. l'Electeur de Cologne sur cette Ville-là, disant même que cet Electeur est appuyé par une autre Puissance.

Je sus que le sieur Fucks déclaroit publiquement que M. l'Electeur de Brandebourg vouloit bien qu'on sût qu'il étoit fort zélé pour sa Religion,

& qu'il aideroit toujours de tout son pouvoir ceux qui en feroient profession. Le même Résident de Munster m'a averti, que le sieur Fucks avoit pressenti Messieurs d'Amsterdam, pour savoir s'ils vouloient joindre leurs offices à ceux de M. l'Electeur en faveur des Protestans de France.

LE Roi me manda qu'il lui paroissoit par tout ce que je lui mandois des démarches que le sieur Fucks faisoit, que sa négociation avoit contribué aux entreprises que les Magistrats de Cologne avoient faites sur la juridiction de l'Electeur.

LE départ des trois Régimens Ecoffois me donna lieu de songer si l'on ne pourroit pas faire en sorte qu'ils prissent résolution de ne plus reprendre ces troupes en cas qu'elles soient toutes envoyées au Roi d'Angleterre: ils ont des raisons assez bonnes pour cela qui regardent M. le Prince d'Orange, & ils ne manquent pas non plus de prétextes pour rendre l'affaire plausible, & faire connoître les inconvéniens qu'il y auroit de recevoir ici des corps étrangers lorsqu'ils peuvent se maintenir avec leurs propres troupes. Ils pourroient alléguer, que s'ils avoient reçu ce corps de troupes Angloises dans la nécessité de l'Etat, ils l'ont rendu aussi au Roi d'Angleterre dans ses plus pressans besoins: que si on reprenoit ces troupes à cette heure qu'on est en paix, & que les Etats n'en ont point à faire, ce seroit proprement comme si l'on vouloit reprendre les anciens corps Anglois qu'on a eu du tems de l'établissement de la République, & qu'en ce cas Votre Majesté pourroit demander que les Etats prissent aussi un corps de Troupes Françoises. Que, pour éviter cet inconvénient, ils devoient résoudre de ne plus prendre aucun corps étranger; mais, que je ne ferois encore aucune démarche là-dessus, parce que je ne voyois pas beaucoup de disposition pour le succès de cette affaire, & que je ne croyois pas qu'on la dût commencer sans être assuré d'y réussir. Il me paroît qu'il y a toujours

Lettre du
Roi du 14
Juin 1685.

21 Juin
1685.

ici une certaine impression dans les esprits, qui leur fait appréhender la grande puissance de V. Majesté, & qui leur fait envisager comme nécessaire un corps de troupes à leur Religion. Car quoique le Roi d'Angleterre soit Catholique, ils ne comptent pas que le Royaume le devienne, & le motif de la Religion peut beaucoup sur l'esprit de quelques Magistrats d'Amsterdam.

LE Prince d'Orange alla faire la revue des troupes Ecoissoises qui devoient passer en Angleterre, & je fus informé que presque tous les Officiers Ecoissois qui partirent de Hollande étoient fort mécontents contre le Prince d'Orange. Il leur a fait toutes les chicannes imaginables, & leur a refusé toutes choses, jusqu'à de la poudre qu'il n'a pas voulu donner pour remplir les bandolieres des soldats. J'ai mandé à M. de Barillon, que s'il pouvoit faire en sorte que le Roi d'Angleterre fît demander par quelqu'un qui ne fût pas dans les intérêts du Prince d'Orange, aux principaux Officiers des troupes Ecoissoises, & entre autres au Sieur Wacop un des trois Colonels, & qui est venu querir ces troupes de la part du Roi d'Angleterre, de quelle maniere ils ont été traités à leur départ: j'étois assuré qu'ils diront la même chose de ce que j'ai l'honneur de mander à Votre Majesté.

LE Sieur d'Odick avoit dit autrefois qu'il n'y avoit pas un plus méchant homme sous le ciel que Duc d'Yorck, & qu'il avoit fait couper la gorge au Comte d'Essex. C'étoit chez Fuenmajor Envoyé d'Espagne, que tous ces discours se tenoient.

JE mandai au Roi, & j'informai M. de Barillon, que les Ministres Prédicans de la Haye avoient recommandé le Dimanche précédent dans leurs prêches un Capitaine de vaisseau, & tous ceux qui s'étoient embarqués depuis quelques jours sur un vaisseau pour une Entreprise fort périlleuse. Les Ministres prièrent publiquement dans les Eglises à ce qu'il plut à Dieu favoriser cette Entreprise, & faire arriyer à bon port le Capitaine du Navi-

re & tous ceux qui étoient dessus. Je ne sai si l'on auroit parlé plus intelligiblement quand on auroit nommé M. le Duc de Montmouth. Ce qui est à remarquer est, que les Ministres qui prêchent à la Haye, n'agissent presque que par les ordres du Pensionnaire Fagel. Dans Amsterdam, & dans les autres Villes, ce sont les Magistrats particuliers qui ont toute l'autorité sur eux.

LE sieur Fucks a été trois jours de suite enfermé avec le Prince d'Orange plus de deux ou trois heures par jour : il est constant qu'il négocie quelque-chose de conséquence & de secret ; & , puisqu'il ne me le confie pas, il est aisé de conclurre que sa Négociation ne doit pas être agréable à Votre Majesté. Ce que j'en ai pû découvrir me persuade que ce Ministre ne voyant pas jour à faire sa prétendue Ligue de Religion, il veut pourtant se servir de ce même motif pour unir d'intérêt les Etats-Généraux avec l'Electeur de Brandebourg, & pour leur faire prendre insensiblement des engagements contraires aux Intérêts de V. Majesté.

LES Solliciteurs ne pouvoient trouver de l'argent sur les nouvelles Ordonnances ; & les assurances que leur avoit données le Pensionnaire Fagel ne leur donnoient pas pour un sou de crédit ; de sorte qu'on étoit en Hollande dans une assez grande confusion là-dessus.

POUR ce qui est du dessein que pourroit avoir le Prince d'Orange de faire recevoir en survivance de ses charges un des enfans de M. l'Electeur de Brandebourg, il connoît trop que la proposition en seroit rejetée, pour l'entreprendre à cette heure ; & peut-être aussi n'a-t-il pas assez d'envie de la faire réussir : mais d'intelligence avec le sieur Fucks, il veut faire goûter à M. l'Electeur de Brandebourg, une autre proposition, qui dans le fond est un piège fort grossier. Il prie M. l'Electeur d'envoyer à la Haye son second fils, l'aîné des enfans de Madame l'Electrice d'à présent, pour y être élevé, &

28 Juin
1685.

pour y faire ses exercices. On fait comprendre à Madame l'Electrice, qu'il faut que ce Prince demeure quelques années en Hollande pour gagner l'affection des gens du pays, qu'il sera ailé après cela de le faire recevoir en survivance ; mais que si on le proposoit à cette heure on cabreroit les esprits, & on feroit avorter cette affaire. Cependant avant que le Prince d'Orange trouve l'occasion favorable de proposer cette survivance, M. l'Electeur de Brandebourg sera mort : & il y a grande apparence qu'il ne sera pas grand cas après cela des enfans de Madame l'Electrice, de qui il tirera en attendant tout l'appui dont il a besoin auprès de M. l'Electeur de Brandebourg dans la conjoncture présente.

Je mandai au Roi, que je pouvois l'assurer, que l'Alliance que M. Fucks avoit eu ordre de proposer aux Etats-Généraux avoit la Religion pour fondement, & qu'il avoit été fort décontenancé lorsqu'il avoit appris à son arrivée à la Haye, que le Roi d'Angleterre continuoit de professer publiquement la Religion Catholique : mais, que j'avois découvert depuis peu, qu'indépendamment de tout motif de Religion, le sieur Fucks avoit ordre de travailler à une Alliance avec l'Angleterre & les Etats-Généraux.

Le sieur Fucks ne s'en est pas expliqué à Mrs. d'Amsterdam, ni même au sieur Skelton, quoique le Prince d'Orange l'eût préparé à écouter favorablement ces propositions. Le Prince d'Orange veut peut-être attendre pour voir de quel côté tourneront les affaires d'Angleterre. Si les Poteftans ont le dessus, il se flatte qu'il sera encore plus en état d'exécuter ses projets ; car il croit que les Protestans Anglois se soumettront à lui : mais si le Roi d'Angleterre détruit les rebelles, le Prince d'Orange est persuadé que Sa Majesté Britannique entrera volontiers dans une Alliance, étant déjà assuré des Electeurs de Brandebourg, de Saxe, & Palatin, de

Princes de Lunebourg & de Hesse, sans compter la Maison d'Autriche.

A l'égard, Sire, des Etats-Généraux, le Prince d'Orange, à ce que j'ai decouvert ces jours-ci, se tient assuré d'avoir presque toutes les Villes de Hollande, excepté celle d'Amsterdam qu'il n'espere pas de gagner, ni celles de Delft & de Leyde : mais il espere de faire passer l'affaire à la pluralité des voix : il a bien fait d'autres choses qui sont bien plus contre les loix de la République que celle là : & la Treve ayant été signée à la pluralité des voix, il en tirera avantage pour conclurre l'alliance de la même maniere ; car il a presque toutes les autres Provinces : au moins j'ai été averti que les Principaux des quatre Provinces dont il dispose absolument ont déjà donné les mains à cette alliance. Pour ce qui est de celles de Frise & de Groningue, il fait son compte, que le Pr. de Nassau les portera à donner leur consentement ; ou que du moins il empêchera qu'elles ne prennent d'assez fortes résolutions pour empêcher la conclusion de cette alliance dans les Etats-Généraux.

C'EST là, Sire, à ce que j'en puis juger, le plan du Pr. d'Orange ; & le sieur Fucks qui ne devoit être ici que six semaines ne songe pas à s'en aller, il attend le tems propre pour l'exécution de ce dessein.

Mrs. d'Amsterdam en ont sans doute pressenti quelque chose lorsqu'ils ont fait de si fortes protestations contre tout ce que leurs Ambassadeurs à Londres y pourroient negocier. Et quoiqu'ils ne me fassent pas connoître l'apprehension qu'ils ont que cette affaire réussisse, j'ai decouvert cependant qu'ils en sont dans une extrême peine, jusques-là que s'expliquant ces jours-ci avec un de leurs amis sur le secours que les Anglois rebelles tiroient d'Amsterdam, ils lui dirent que si le Roi d'Angleterre n'avoit des affaires chez lui qui l'empêchassent de s'unir avec les E. Généraux & avec le Pr. d'Orange, ils étoient perdus : car, Sire, on leur a fait comprendre, & ils le croient assez, que si le Roi d'Anglet. & le

Prince d'Orange sont unis , la liberté de leur République sera opprimée ; & que le dessein du Prince d'Orange est de les réduire en un état à ne pouvoir plus contre-quarrer ses desseins : ainsi je ne doute pas qu'ils ne s'opposent de toutes leurs forces à une alliance avec l'Angleterre : mais je vois qu'ils craignent que le Prince d'Orange ne passe par-dessus toutes les regles , & qu'appuyé par l'Angleterre & par l'Electeur de Brandebourg , il ne conclue cette affaire malgré eux.

DE cette sorte , Sire , on ne doit pas douter de la mauvaise volonté de l'Electeur de Brandebourg & du Prince d'Orange , ni du dessein qu'ils ont formé ; & s'ils y trouvent de la disposition dans l'esprit du Roi d'Angleterre , Votre Majesté voit en quel état les affaires seront apparemment réduites en ce pays ; à quoi je dois ajouter que les créatures du Prince d'Orange ne se mettront gueres en peine qu'une pareille alliance leur attire la guerre ; mais que ceux du Gouvernement qui en feroient très-fâchés , & qui ne donneroient pas les mains à cette alliance , s'ils craignoient qu'elle dût leur être funeste , ne croiront point du tout qu'elle puisse jamais avoir une telle suite ; on leur fera entendre au contraire que Votre Majesté voyant une si puissante Ligue formée pour le maintien de la paix n'entreprendra rien , & que les Alliés qui n'ont d'autre but que la paix , n'ont garde de la troubler. Cependant il est très-certain que le Prince d'Orange ne verra pas plutôt ce parti formé , qu'il fera naître quelque occasion par le moyen des Autrichiens pour engager la guerre.

VOTRE Majesté qui sait ce qu'elle doit attendre du Roi d'Angleterre , peut aisément juger si ces sortes de projets s'évanouiront. Je pourrois dire par la connoissance que j'ai du dedans de ce pays qu'il seroit aisé de les détruire dans leur naissance , & qu'il y auroit un moyen bien prompt & bien sûr d'en faire tourner les suites , & l'avantage à la gloire de Votre Majesté. Mais outre que je n'ose-

rois me mêler de donner mes avis quand Votre Majesté ne me l'ordonne pas, il m'a déjà paru que Votre Majesté ne vouloit pas employer des remèdes violens à l'égard de ce pays-ci. Cependant je la supplie très humblement de considérer qu'il n'y auroit pas à craindre de jeter par ce moyen les Etats-Généraux dans le désespoir, & de les porter par la nécessité de leur propre défense à s'unir plus étroitement; & si un prompt effort ne rompt cette alliance, & qu'elle soit une fois affermie, le Prince d'Orange ne perdra pas de tems à faire naître quelque sujet de démêlé par lequel un des Alliés. Alors ils agiront avec bien plus d'avantage, que si aussi tôt que cette alliance se proposera ici, Votre Majesté faisoit avancer une forte armée sur les frontieres des Etats-Généraux, & qu'elle leur fît dire qu'ils eussent à se déclarer s'ils vouloient être de ses amis, ou de ses ennemis. Leurs places sont en très-mauvais ordre, & si Votre Majesté vouloit entrer dans le détail de leur forces, & de la disposition intérieure de leur Gouvernement, elle verroit évidemment que les Etats-Généraux se trouveroient nécessairement obligés de donner à Votre Majesté toute sorte de satisfaction, ou de perdre en très peu de tems presque toutes les Places de la Généralité, après quoi ils seroient contraints de demander la paix à genoux: & par la conquête de ces Places, Votre Majesté tiendrait toute la République dans une espee de sujétion, & tireroit plus d'avantage de leurs forces de mer, que si elle avoit fait la conquête de leurs pays.

Quoiqu'il en soit, il est certain qu'il n'y a que la peur de la guerre qui puisse faire agir ou retenir ces gens-ci; & qu'à moins qu'une pareille crainte ne fasse entrer quelques Villes dans les sentimens de Messieurs d'Amsterdam, je ne puis assurer Votre Majesté que cette Ville seule soit capable d'empêcher que le Prince d'Orange ne fasse l'alliance avec l'Angleterre. Ce n'est pas que je veuille dire

qu'il soit assuré d'en venir à bout : j'emploierai toutes les raisons que Votre Majesté m'a fourni pour l'en empêcher ; & Messieurs d'Amsterdam n'oublieront rien non plus pour rompre cette affaire , si le Roi d'Angleterre se trouve en état de la proposer.

Le sieur Fucks alla voir le sieur Skelton , & le conjura d'écrire au Roi d'Angleterre , pour empêcher que la guerre ne s'allumât dans le Palatinat ; que Votre Majesté en demandoit les trois quarts , & que si on ne les lui livroit incontinent elle s'en emparerait aussi-tôt ; qu'il le prioit aussi de faire savoir à Sa Majesté Britannique , que l'Electeur son Maître seroit fort aisé d'entrer dans ses intérêts , & qu'il auroit toujours vingt mille hommes à son service. Le sieur Skelton lui répondit que le Roi d'Angleterre espéroit n'en avoir pas besoin , & qu'il réduiroit bien les rebelles par ses propres forces. Le sieur Fucks lui répliqua , qu'il ne l'avoit pas bien compris , que ce n'étoit pas contre les rebelles d'Angleterre , que l'Electeur son Maître offroit les vingt mille hommes , mais pour appuyer les bonnes intentions du Roi d'Angleterre à l'égard des affaires de l'Europe.

Je puis, Sire, ajouter à tout ceci une chose très-vraie, qui est que le Prince d'Orange assûra il y a quatre ou cinq jours le sieur Camprick, que la guerre étoit inévitable à cause des affaires du Palatinat. Camprick soutenant le contraire, puisque Votre Majesté vouloit bien prendre des voies amiables , le Prince d'Orange répliqua qu'il étoit vrai que Votre Majesté avant que de s'emparer du Palatinat le faisoit demander presque tout entier à l'Electeur ; & que si l'Electeur le vouloit céder, il n'y auroit assurément point de guerre : mais que s'il y faisoit quelque difficulté Votre Majesté s'en saisiroit : & sur ce que Camprick contesloit encore là-dessus, le Prince d'Orange lui demanda ce qu'il avoit à lui répondre lorsqu'il l'assûroit qu'il le savoit positivement par le sieur Fucks, à qui le sieur Spanheim avoit mandé qu'on

lui avoit déclaré à Paris, par ordre de Votre Majesté.

Ce qui fut de rare, c'est que le Roi d'Angleterre écrivit au Prince d'Orange, qu'il étoit fort satisfait de sa conduite : cependant il est le seul à qui on se peut prendre du départ du vaisseau de M. de Montmouth, comme étant le chef des cinq Amirautez de ce pays-ci, & comme ayant promis au sieur Skelton après le départ des vaisseaux du Comte d'Argile, que les Amirautés ne laisseroient plus sortir aucuns vaisseaux chargés de munitions de guerre sans donner caution ; l'assurant qu'il leur avoit donné cet ordre, en exécution de la Résolution des Etats-Généraux, & qu'il pouvoit se reposer là-dessus. Cependant quand le sieur Skelton somma les Officiers de l'Amirauté d'exécuter leurs ordres, il se trouva qu'ils n'en avoient point : & M. de Montmouth échappa.

Je mandai au Roi que j'avois été informé tout de nouveau par des endroits très sûrs que le Prince d'Orange comptoit pour certain que le Roi d'Angleterre vouloit faire alliance avec les Etats-Généraux ; que le Roi d'Angleterre & quelques-uns de ses principaux Ministres l'avoient fait dire au Prince d'Orange ; que le sieur Fucks étoit venu à la Haye sur cette assurance ; que Messieurs d'Amsterdam ont crû la même chose, & que le Roi d'Angleterre n'attendoit que l'issue de son Parlement pour s'en déclarer. Que jusques-là le Roi d'Angleterre n'osoit entreprendre une chose qui auroit pû lui attirer l'indignation de Sa Majesté, & par conséquent de grandes affaires.

J'ai même été informé que Messieurs d'Amsterdam ont pris des mesures avec les principaux des Provinces de Frise & de Groningue pour empêcher cette alliance, & qu'ils sont convenus entr'eux qu'elle ne pourroit jamais être d'aucun avantage au Roi d'Angleterre, puisque non-seulement ils s'y opposeroient fortement ; mais que si on la concluoit malgré eux, & que le cas échût

de la devoir exécuter, ils diroient à ceux qui y auroient consenti, qu'ils pouvoient donner tels secours au Roi d'Angleterre qu'ils voudroient, que pour eux ils n'en feroient rien.

COMME les désordres qui sont en Angleterre, font que ces Messieurs ci n'appréhendent pas qu'on leur propose à cette heure une alliance, ils ont fait connoître plus librement qu'il ne faisoient auparavant l'appréhension qu'ils ont eue que cette alliance ne se fit; & ils ne dissimulerent pas qu'ils ont reconnu que le Roi d'Angleterre se seroit fort volontiers allié avec eux quand il auroit été un peu débrouillé de ses affaires.

JE sai bien, Sire, qu'on a prétendu que si le Roi d'Angleterre avoit eu ce dessein, il n'auroit pas manqué de le faire paroître lorsqu'il a assemblé son Parlement, rien ne pouvant plus l'autoriser dans son Royaume qu'une alliance avec les Etats-Généraux: mais on peut aisément voir que le Roi d'Angleterre qui a bien cru que Votre Majesté n'en seroit pas satisfaite, n'a pas jugé à propos de l'entreprendre, qu'après qu'il se seroit vu paisible. Qu'il savoit bien de plus qu'Amsterdam ne consentiroit pas à cette alliance; qu'ainsi ses peuples ne l'auroient pas regardée comme une alliance entre le Royaume d'Angleterre & la République de Hollande, mais comme une alliance entre le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange pour opprimer réciproquement leur liberté; & comme l'opposition d'Amsterdam, & des Provinces de Frise & de Groningue, auroit pu faire traîner cette affaire en longueur, il est évident que la proposition que le Roi d'Angleterre auroit faite, auroit pu lui porter plus de préjudice dans son propre Royaume, que d'avantage.

ET c'est sans doute par cette raison, qu'après que les Ambassadeurs de cet Etat eurent rendu compte au Pensionnaire Fagel des dispositions qu'ils avoient trouvées en Angleterre pour un renouvellement de l'alliance, & de l'ordre que le Roi d'An-

gleterre avoit donné à ses Ministres d'examiner tous les Traités d'alliance qui avoient été faits entre son Royaume & cet Etat, ils n'en ont pas fait mention depuis ces tems. Il est impossible que cette affaire en fût demeurée-là sans aucune raison: ainsi il faut que ce soit, ou parce qu'on a vu que Votre Majesté en étoit informée, & qu'il n'étoit pas encore tems d'en parler, comme le sieur Dickfeld le manda pour lors à un de ses amis, ou parce que précisément dans ce tems-là, on découvrît l'Entreprise du Comte d'Argile, qui partit quatre jours après.

J'APPREHENDE, Sire, d'importuner Votre Majesté par tous ces raisonnemens. Je sai qu'elle en voit beaucoup plus en un moment que je ne lui en puis jamais dire: mais je crois être obligé de lui faire savoir que ceux qui savent ici le secret de l'Etat sont persuadés que, quoique le Roi d'Angleterre ne soit pas satisfait entierement de M. le Prince d'Orange, il avoit dessein pour l'intérêt & pour la grandeur de son Royaume de faire alliance avec les États-Généraux, & que l'Electeur de Brandebourg entroit dans cette union; & on croit toujours en Hollande que si le Roi d'Angleterre vient à bout de ses affaires domestiques il reprendra les mêmes brisées.

LE sieur Skelton reçut la nuit du 29 au 30 de Juin un Courier, qui lui apportoit les ordres de demander les trois Régimens Anglois qui étoient au service des États-Généraux: Skelton partit incontinent après, & alla trouver le Prince d'Orange à Breda, qui lui dit qu'il écrirait à la Haye pour ce sujet. Le sieur Skelton étant sorti d'auprès du Prince d'Orange, & ayant rêvé à cette affaire, demanda une seconde audience, & dit au Prince d'Orange que sa présence étoit nécessaire à la Haye, & que quand même elle ne le seroit pas, il devoit par son retour marquer un peu plus d'empressement pour les intérêts du Roi d'Angleterre, d'autant plus qu'il n'avanceroit son voyage que de deux jours, l'assemblée de Hollande devant se tenir le mercredi suivant;

ainsi le Prince d'Orange arriva le 1 Juillet au soir à la Haye.

M. d'Odick, Président aux Etats-Généraux, leur témoigna que le Roi d'Angleterre avoit demandé les trois Régimens Anglois: & quand les Etats de Hollande furent assemblés, on leur déclara la même chose; mais les Députés de ces quatre Villes qui étoient toujours unis ensemble dirent qu'ils n'étoient pas instruits.

On voyoit bien plus de repugnance dans les Officiers & les Soldats Anglois à aller en Angleterre, qu'il n'en avoit paru dans les Ecoissois.

UNE personne en que je puis prendre confiance, & par qui j'ai su des choses très-secretes ayant correspondance dans la Cour du Prince, m'a assuré que le Roi d'Angleterre avoit fait témoigner en cette dernière occasion au Prince d'Orange, soit par le premier Commis de M. Midleton, soit par les lettres que ce Commis a apportées, qu'il voyoit bien que la France n'agissoit pas comme elle devoit à son égard; qu'il sauroit bien prendre ses mesures là-dessus; mais qu'il n'étoit pas tems d'en rien témoigner, parce que s'il discontinuoit de faire paroître la même confiance en Votre Majesté, il pourroit se perdre.

LE Prince d'Orange ne perdit pas cette occasion d'envoyer aussi tôt Benting en Angleterre, quoiqu'il fût que le Roi d'Angleterre ne l'aimoit point; que Sa Majesté Britannique étoit persuadée que Benting étoit son ennemi personnel, qu'il avoit toujours eu commerce avec M. de Montmouth; ainsi sans quelque avance de la part du Roi d'Angleterre, ce n'étoit pas un homme agréable & propre à être envoyé. Quelques personnes qui croyoient le bien savoir, m'assurèrent qu'il étoit allé pour lui porter les offres que le Prince d'Orange lui faisoit d'aller servir à la tête de ses armées. Je ne vois pas toutefois que le Prince d'Orange soit si fort étonné des progrès que l'on dit ici que fait de M. de Montmouth. Je ne sai s'il est encore persuadé que M. de Montmouth ne fera rien

qu'il ne puisse appaiser en un moment. Il fit cependant défendre avant hier son Manifeste. Il s'en est avisé bien tard ; car ce Manifeste a été imprimé ici il y a plus de trois semaines , quoique tenu fort secret , sans que toutefois le Prince d'Orange ait fait aucune démarche pour le faire supprimer. On croit que l'original est Flamand ; car il est bien mieux en cette langue , qu'en François & en Anglois : il a été imprimé en même-tems en ces trois langues.

Je fus pourtant alors une particularité assez considérable : que M. de Montmouth étoit fort mécontent à son départ de la Haye , du Prince d'Orange & du Marquis de Grave , qui apparemment ne lui voulurent pas donner tous les secours qu'ils lui avoient promis : il témoigna même qu'il n'osât s'adresser au Roi pour avoir du secours , non-seulement parce que Sa Majesté étoit trop dans les intérêts du Roi d'Angleterre , mais principalement à cause de la Religion.

On peut juger par toute la conduite que le Prince d'Orange a tenue en cette occasion qu'il n'a pas été fâché que M. de Montmouth excitât des troubles en Angleterre : mais qu'il ne lui a pas voulu donner d'assez puissans secours pour qu'il s'en pût prévaloir. Cependant l'établissement du nouveau Tarif faisoit bien du bruit dans le dedans de la République , jusques-là que Messieurs de Rotterdam qui sont des créatures dévouées au Prince d'Orange , déclarerent que si cela continuoit il falloit obliger Messieurs d'Amsterdam à le recevoir.

L'ASSEMBLÉE de Hollande consentit ce jour-là , d'envoyer au Roi d'Angleterre les trois Régimens Anglois qui étoient au service des Etats Généraux. 16 Juillet 1685.

Le Roi m'écrivit qu'il ne pouvoit accepter la proposition que je faisois de faire avancer une forte armée sur les frontieres des Etats Généraux , pour les obliger à se déclarer s'ils vouloient être de ses amis ou ennemis ; & que rien ne lui paroissoit plus capable de rendre le Prince d'Orange maître absolu Lettre du Roi , du 12 Juillet.

des délibérations des Etats-Généraux , & de les faire concourir à tout ce qu'il pourroit desirer.

LE Roi me manda que je pouvois facilement détruire le bruit que répandoit le sieur Fucks, que l'affaire du Palatinat attireroit infailliblement la guerre, n'y ayant pas d'apparence que le Duc de Neubourg voulut retenir par force ce qui ne lui pouvoit légitimement appartenir.

1^{er} Juillet.

MESSIEURS d'Amsterdam furent fort étonnés de la prise du Comte d'Argille, & du mauvais état où étoient les affaires de M. de Montmouth. Connoissant comme je fais leur foiblesse & leur timidité ; je crois qu'ils ne refuseroient pas à cette heure un renfort de troupes au Roi d'Angleterre s'il le demandoit, tant ils ont peur de s'attirer de mauvaises affaires.

Je suis très-persuadé que si le Roi d'Angleterre vient à bout des rebelles, ceux d'Amsterdam auront une extrême peur qu'il ne se venge d'eux ; je ne sai s'ils ne feront pas des avances pour se garantir de son indignation. Cependant j'ai peine à croire qu'ils puissent pour cela consentir à faire alliance avec l'Angleterre : mais je ne doute pas que si le Roi de la grande Bretagne demande aux Etats d'en faire une, le Prince d'Orange ne la fasse resoudre à la pluralité des voix ; car s'il a pû faire conclurre l'association avec la Suede à la pluralité des Villes & des Provinces, il pourroit à plus forte raison faire resoudre l'alliance avec l'Angleterre contre toutes les regles, à présent qu'il n'a plus rien à ménager, & qu'il semble n'avoir plus d'autre parti à prendre pour soutenir son autorité que de mettre tout en confusion. C'est, Sire, ce qui m'a obligé de mander à Votre Majesté, ce que j'eus l'honneur de lui écrire le 28 du mois passé, non comme une proposition que je prétendois faire, ni comme une chose que je crusse qui fût à cette heure d'aucune utilité. Je n'ai garde de proposer, ni même de penser que la marche des troupes de Votre Ma-

jesté vers ces frontieres , pût faire maintenant un bon effet : mais je me suis donné l'honneur de le mander à Votre Majesté comme le seul remede que je connusse pour rompre l'effet de l'alliance, supposé qu'on en fut venu jusqu'à la conclusion; & je croirois manquer à mon devoir si je ne prenois la liberté de dire dès cette heure ce que je juge sur de très-bons fondemens, pouvoir, lorsque l'occasion s'en présentera, détruire le Prince d'Orange & son parti, & anéantir les alliances avec l'Angleterre; comme en effet Votre Majesté n'a jamais plus efficacement renversé toutes les mesures du Prince d'Orange, que lorsqu'elle s'avança jusqu'à Valenciennes avec des forces considérables, & qu'elle fit expliquer les Etats sur la Paix ou la Treve qu'elle leur proposoit.

Je fai de très-bonne part que Messieurs d'Amsterdam ont remarque que l'Electeur de Brandebourg n'avoit plus pour eux la même affection qu'il avoit témoignée autrefois, & qu'il s'est au contraire rechauffé d'amitié pour le Prince d'Orange. On n'a pas manqué de leur faire observer là-dessus que le Prince d'Orange a resolu de les perdre, & qu'il ne songe pas à ménager des alliances ni des amitiés pour la conservation de la République, mais pour la destruction de ceux d'Amsterdam; & qu'ainsi ils ne peuvent prendre d'engagement avec aucun Prince qui soit dans les intérêts du Prince d'Orange, sans s'attirer eux-mêmes leur propre perte.

M. Benting dépêcha un Courier au Prince d'Orange, par lequel il lui mandoit que le Roi d'Angleterre le remercioit de l'offre qu'il faisoit d'aller en Angleterre en personne, & d'y mener un secours de trois ou quatre mille Hollandois. 12 Juillet 1685.

M. de Seignelay me manda qu'il n'avoit trouvé aucunes preuves suffisantes de ce qu'on avoit pillé dans le vaisseau Hollandois la Lune croissante; ainsi finit cette affaire sans aucune satisfaction. Lettre de M. de Seignelay le 3 Juillet 1685.

J'avois sujet de croire que le Prince d'Orange 19 Juillet

& le sieur Fuks, n'attendoient que l'occasion favorable pour unir les Etats-Généraux & l'Electeur de Brandebourg avec l'Angleterre; & je découvris que ce Fuks en avoit parlé deux ou trois fois à Skelton, qui ne m'en disoit rien.

LE Prince d'Orange confia à quelques personnes que le Roi d'Angleterre lui avoit mandé qu'il avoit proposé de demander en son Conseil les trois Régimens Anglois qui étoient à son service; mais qu'on n'y avoit pas trouvé à propos de se servir de ces troupes; & ce fut sur cela que le Prince d'Orange envoya Benting offrir sa personne & ses gardes. Le Roi d'Angleterre refusa l'un & l'autre; & manda au Prince d'Orange qu'il esperoit bien-tôt venir à bout de M. de Montmouth; & que dans cette conjoncture sa personne étoit aussi nécessaire à la Haye qu'en Angleterre.

9 Juillet
1685.

LE Prince d'Orange s'appliquoit avec un très-grand soin à faire avoir satisfaction à M. l'Electeur de Brandebourg sur toutes ses prétentions; & Fuks, Amerongue, & Van-Buning, travailloient fortement à raccommoder Mrs. d'Amsterdam avec le Prince d'Orange.

IL est bien difficile, Sire, de pouvoir dire au juste quels sont à cette heure les Sentimens du Prince d'Orange à l'égard de M. de Montmouth. Beaucoup de gens croient qu'il conserve encore quelque correspondance avec lui: mais il me paroît que depuis qu'il a sû que M. de Montmouth a pris le titre de Roi, il ne garde plus les mêmes mesures qu'il faisoit auparavant; car il est constant que non seulement il n'a tenu qu'à lui d'empêcher que M. de Montmouth ne pût faire sortir aucun vaisseau des ports de cet Etat, mais il est encore vrai que le sieur Skelton lui ayant indiqué à son départ où étoit M. de Montmouth, & l'ayant prié de le faire arrêter ou du moins de le chasser des Etats, le Prince d'Orange lui répondit que l'on faisoit tort à M. de Montmouth, & qu'il n'avoit aucune liaison avec Argile, & les autres

Anglois mécontents qui étoient ici : pour moi je me persuade que le Prince d'Orange a cru que les choses n'iroient pas bien loin , & que tout ce qu'éroient les rebelles ne serviroit qu'à le rendre nécessaire au Roi d'Angleterre.

UN certain Capitaine Anglois nommé Fuchs, que le Roi d'Angleterre a fait casser , & que je mandai il y a trois mois à Votre Majesté qui debauchoit les Anglois & levoit quelques soldats à Bosteduc est à présent Colonel dans les troupes de M. de Montmouth. Lorsque Skelton s'en plaignit au Prince d'Orange , il lui répondit que c'étoit pour le service de M. l'Electeur de Brandebourg que cet Officier levoit des soldats.

LE demêle qui est entre la Ville d'Amsterdam , & les autres au sujet du Tarif , n'est pas prêt à être terminé , & Messieurs d'Amsterdam qui ont fait tant de bruit , & qui devoient prendre de si fortes résolutions , souffrent qu'on leve dans leur Ville le Tarif sur l'ancien pié : ils disent cependant que si l'on n'y remédie bientôt , ils prendront quelques Résolutions fort vigoureuses : mais pour moi je n'espere pas beaucoup d'eux , si ce n'est dans les occasions où la peur les oblige à avoir de la fermeté.

LES peines que le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel prirent pour le sieur Fuchs ne furent pas inutiles : les Commissaires qui examinerent ses prétentions furent d'avis qu'il falloit offrir quatre cent mille écus à M. l'Electeur de Brandebourg , afin qu'il se desistât de toutes ses demandes , qu'on payeroit à cette heure cent mille écus comptant , & les autres trois cents mille écus en trois termes. Ce n'est pas peu de chose pour cette République dans le mauvais état où sont ses finances , que de donner, non en papiers , mais en argent un million de florins , principalement pour des prétentions qui sont fort vagues , n'y en ayant qu'une qui puisse avoir quelque fondement. La

premiere qui regarde le payement des subſides pour les années 1677 & 1678, ne peut être payée ni reconnue par les Etats-Généraux pour légitime, ſans s'engager à payer des ſommes très-ſignifiantes à tous les autres Princes qui ont regardé la ſatisfaction qu'il demande aux Etats-Généraux pour les pays qu'il a été obligé de rendre à la Couronne de Suede, n'eſt appuyée ſur aucun titre. Il n'y a que la demande qu'il fait d'un dédommagement pour les pertes qu'a ſouffertes le Duché de Cleves, qui eſt fondée ſur le Traité fait entre les Etats-Généraux & M. l'Electeur de Brandebourg: ainſi il eſt à préſumer qu'on ne lui donnera pas une ſi groſſe ſomme ſans ſe tenir bien aſſuré de lui.

26 Juillet
1685. JE mandai au Roi que je n'omettrois rien de tout ce que je croyois capable de maintenir Meſſieurs d'Amſterdam dans leurs bons ſentimens; mais que je croirois prévariquer à mon devoir ſi je ne pouvois répondre que mes ſoins fuſſent efficaces, & que j'appréhendois toujours que ſi le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange entreprennent de faire une Alliance, ils ne la fiſſent conclurre malgré Meſſieurs d'Amſterdam.

JE ſai que quand on les met ſur ce propos-là ils rejettent cela bien loin, comme une choſe qu'il ne faut pas appréhender qui puiſſe jamais arriver. Je ſai qu'ils connoiſſent qu'une alliance avec l'Angleterre, & cet Etat, les mettroit dans une dépendance abſolue du Roi d'Angleterre & du Prince d'Orange, & qu'ils ſeroient traités plutôt en Province annexe à l'Angleterre, qu'en Etat libre & ſouverain: mais Meſſieurs d'Amſterdam qui peuvent le plus s'oppoſer à cette Alliance, montrent tant de foibleſſe dans les affaires qui les touchent de plus près, que j'aurois peur de tromper Votre Majeſté, ſi je l'aſſûrois ſur leur parole qu'ils empêcheront l'Alliance d'Angleterre.

J'AI eu l'honneur de mander à Votre Majeſté, qu'on

qu'on pourroit juger par la fermeté qu'ils témoigneroient au sujet du Tarif, ce qu'on pourroit attendre d'eux, lorsqu'il seroit question d'empêcher l'alliance avec l'Angleterre; & je trouve qu'on ne peut avoir une conduite plus molle que celle qu'ils ont eue en cette occasion. Après avoir menacé de déclarer plutôt leur port franc, que de souffrir l'augmentation du tiers, & après avoir parlé aussi haut sur cette affaire qu'il se pouvoit; un simple Député de Gueldres qui s'est trouvé Président en semaine à l'Amiraute d'Amsterdam, a ordonné l'établissement de ce tiers d'augmentation; & Messieurs d'Amsterdam, au lieu d'exécuter leurs menaces, & de témoigner la moindre vigueur, ont consenti par provision à cette imposition, en sorte qu'elle se leve à cette heure dans leur Ville comme par tout ailleurs. Ils se sont contentés de présenter un projet pour régler, du consentement de toutes les Provinces, un nouveau Tarif: mais comme celui-ci s'exécute par provision, & qu'il est bien difficile, pour ne pas dire impossible, que toutes les Provinces & toutes les Villes s'accordent sur un nouveau Tarif, Messieurs d'Amsterdam doivent bien s'attendre que les impositions demeureront long-tems sur le pié qu'ils ont souffert qu'elles fussent mises.

Tous les honnêtes gens ont été fort consternés de la déroute, & ensuite de la prise, de M. de Montmouth. Je sai que parmi les premières personnes de la Province de Frise & de la Ville d'Amsterdam, il a été dit presque d'un commun consentement que les Etats-Generaux n'avoient plus d'autre parti à prendre, que celui de se jeter entre les bras de Votre Majesté. La demande exorbitante du Roi d'Angleterre sur l'affaire de Bantam, leur a fait dire la même chose: mais ils concluent en même-tems qu'ils n'ont pas les moyens d'en venir à bout, tant que le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel y seront si contraires.

MRS. d'Amsterdam en leur particulier sont alarmés de la maniere forte dont le Roi d'Angleterre s'est expliqué à deux de leurs Commissaires ; & au lieu que cela leur devoit faire voir la nécessité de prendre des mesures avec Votre Majesté, cela les a rendus encore plus timides qu'ils n'étoient auparavant ; ils sont à cette heure dans une extrême appréhension de déplaire au Roi d'Angleterre, parce qu'ils croient que si cela arrive, il leur fera la guerre, & ils l'éviteront toujours aux dépens même de quelque chose du leur.

LE Prince d'Orange a dit à quelques personnes que M. Benting voulant prendre congé du Roi d'Angleterre, Sa Majesté Britannique lui avoit dit d'attendre encore deux jours, & qu'il avoit à l'entretenir.

Lettre du
Roi du 26
Juillet.

LE Roi me manda qu'il n'apprenoit point par les lettres de M. de Barillon, que M. Benting eût ordre de presser l'alliance, & qu'il y avoit lieu de croire qu'il n'avoit fait aucune diligence pour ce effet, & que M. de Barillon ne l'avoit pas encore pu pénétrer ; non plus que la méintelligence que je disois être entre les Ambassadeurs de Holland qui étoient en Angleterre.

LE Roi me manda que j'avois raison de croire que les Etats-Généraux étoient fort satisfaits de l'Electeur de Brandebourg, s'il est vrai qu'ils lui offrent quatre cents mille écus pour l'obliger à desister de toutes ses demandes.

2 Août
1685.

LE Pensionnaire Fagel travailloit à faire un nouveau Tarif, qui fut à la satisfaction commun.

LE Pensionnaire Fagel se joignit aux sieurs Fucci & Damerongue, pour rétablir la bonne intelligence du Prince d'Orange à Amsterdam ; cela me fit appréhender que cet accommodement ne se fît avec le tems.

POUR ce qui regarde l'alliance entre le Roi d'Angleterre & les Etats-Généraux, j'ai eu l'honneur d'envoyer il y a quelques tems à Votre Majesté les lettres secrètes des Ambassadeurs de cet Et

qui en faisoient mention, & je lui mandai alors que le Sieur Dickfeld avoit écrit à un de ses amis, qu'il étoit d'avis qu'on ne parlât pas d'alliance jusques à ce que les affaires d'Angleterre fussent débrouillées; il semble à cette heure qu'il veuille recommencer cette négociation. Je me donnai l'honneur d'envoyer à Votre Majesté l'extrait de la lettre que le sieur Duyvenworde & lui ont écrite au Greffier Fagel le 24 du mois passé; ils ne parlent que de l'affermissement & de la continuation des anciens Traités, & cela peut avoir été adroitement couché de la sorte pour avoir rapport à leurs instructions dans lesquelles on ne les charge que de parler de la continuation d'amitié & d'alliance, le mot de renouvellement qu'on y avoit inséré ayant été effacé.

IL est certain que cet ordre ne demande point que les Ambassadeurs des Etats fassent aucun acte nouveau pour la continuation de ces Traités; & le sieur Dickfeld a intention de le faire, c'est ce que M. de Barillon, à qui j'ai envoyé cet extrait du 24 saura plutôt que moi; cependant il ne peut signer aucun acte pour la continuation des Traités avec l'Angleterre, que ce ne soit pour servir aux desseins du Prince d'Orange; car il y peut faire insérer quelque clause de conséquence, & quand ce sera une fois fait, on se moquera de Messieurs d'Amsterdam s'ils ne veulent pas le ratifier; & quand même il seroit un simple Acte de confirmation des Traités sans y rien ajouter, le Prince d'Orange s'en peut servir utilement comme d'un fondement pour faire une ligue de garantie contre Votre Majesté, puisque les derniers Traités entre l'Angleterre & cet Etat, contenant une garantie des Pays-Bas Espagnols, le Pr. d'Orange n'aura plus qu'à inviter le Roi de Suede, l'Electeur de Brandebourg, & les autres, d'entrer dans cette garantie.

J'eus l'honneur de mander à Votre Majesté par 9 Août
ma lettre précédente, le biais que le Pensionnaire 1685.

Fagel a pris touchant l'alliance avec l'Angleterre : cela me feroit croire , qu'il ne songe pas à cette heure à faire ici un trouveau Traité d'alliance ; peut-être croit-il qu'il auroit de la peine à en venir à bout ; & qu'y ayant déjà un Traité d'alliance entre le Roi d'Angleterre & les Etats-Généraux, un simple Acte de renouvellement suffira pour les desseins du Prince d'Orange ; ainsi ce qui se traitera là-dessus se passera en Angleterre.

Je n'ai garde, Sire, de témoigner aucun empressement pour faire une alliance entre Votre Majesté & cet Etat ; je connois les suites qu'une pareille démarche attireroit, & je me renferme à maintenir les bien-intentionnés dans leurs sentimens, & à faire en sorte que la plûpart des membres de l'Etat persistent dans celui où ils sont à présent de ne s'engager dans aucune alliance, étant persuadé qu'il est à propos de laisser passer la conjoncture présente qui est favorable au Roi d'Angleterre, par les mêmes raisons qu'elle devoit lui être contraire : car les Etats appréhendent son ressentiment, ils savent qu'il n'a jamais aimé la République ; sa demande exorbitante touchant l'affaire de Bantam leur fait peur, & sur tout la liaison qu'ils voyent du Roi d'Angleterre avec le Prince d'Orange, leur fait envisager la perte de de leur liberté dans une étroite alliance avec cette Couronne. Tout cela sembleroit devoir porter les Etats-Généraux à prendre avec Votre Majesté des mesures qui les puissent garantir de tous ces malheurs : mais comme les Etats-Généraux ne sont plus pour ainsi dire les Maîtres chez eux, ceux qui connoissent la solidité de ces raisons-là, n'ont pas le pouvoir d'agir selon leurs véritables intérêts ; de sorte que la foiblesse de beaucoup d'entr'eux prévalant sur leurs bons sentimens, les empêche de s'attacher aux moyens qui pourroient les tirer du danger où ils se voyent, & rétablir la liberté de la République.

LE Roi d'Angleterre écrivit aux Etats-Généraux pour les remercier du prompt secours qu'ils lui avoient donné, les assurant qu'il ne l'oublieroit jamais, & leur mandoit en même tems que n'ayant plus besoin des six Régimens Anglois & Ecoissois, il les leur renvoyoit.

ON attend à tous momens M. Benting, & les créatures du Prince d'Orange disent que M. Sidney vient avec lui: j'en suis surpris, & je n'avois pas cru qu'il fût de la prudence de M. Benting, de continuer si ouvertement à entretenir une correspondance qui ne peut être d'elle même agréable au Roi d'Angleterre, & qui par dessus cela a commencé à s'établir par les projets d'exclusion qu'on fit alors contre lui. Cependant je n'en suis pas fâché; car Sidney & Skelton sont fort ennemis, & ce dernier ne manquera pas de croire que Sidney a dessein d'empêcher que le Prince d'Orange ne le fasse Général des Anglois; & comme le sieur Skelton est fort prompt & fort violent, il pourroit bien lui échapper quelque-chose qui le brouillera avec le Prince d'Orange.

LE Sieur Skelton a été informé depuis peu que M. de Montmouth, dans le tems qu'il étoit à Dieren, avoit dit au Prince d'Orange, que si le Roi d'Angleterre venoit à mourir, on n'y souffriroit jamais un Roi Papiste, & qu'il aideroit toujours le Prince d'Orange d'un corps de six mille Gentils-Hommes Anglois qui étoient dans ses intérêts.

M. Oliverkrans a passé ici à son retour de France, il m'est venu voir, & m'a dit, qu'il avoit eu l'honneur d'entretenir M. le Marquis de Croissy; qu'il n'avoit osé demander la permission d'avoir l'honneur de faire la révérence à Votre Majesté, parce que n'ayant aucune commission il avoit eu peur de se rendre suspect en Suede; il m'a répété les mêmes choses qu'il a dites à M. le Marquis de Croissy, touchant les affaires du Holstein & du Duché de Deux-Ponts, & touchant le Cardinal

Azolin ; il me paroît persuadé que si Votre Majesté veut bien que la Suede rentre dans les anciennes alliances que ce Royaume a eues avec elle ; & si on leve les obstacles qui peuvent se rencontrer touchant l'affaire du Holstein & celle de Deux-Ponts , l'alliance pourra se faire, Il m'a insinué que le Comte de la Gardie & toute cette faction , non seulement n'a plus le même crédit , en toutes sortes d'affaires ; mais encore que ceux qui sont de ce parti-là sont si fort connus pour entrer dans les intérêts de la France , que tout ce qu'ils disent sur ce sujet est suspect , & qu'ils se rendent par-là incapables d'y pouvoir travailler. J'ai temoigné au sieur Oliverkrans , qu'outre que ces affaires ne me regardoient point , j'ignorois de plus absolument qu'elles étoient les intentions de Votre Majesté , & quels sont ses engagemens avec d'autres Princes.

POUR ce qui regarde le Cardinal Azolin , je lui ai fait à peu près la même réponse , & j'y ai ajouté que je ne voyois aucune apparence que Votre Majesté voulût demander au Pape une chose qui seroit d'un si grand éclat , sans être assuré que le Pape l'accordera , ce qui est hors de toute vraisemblance : il me paroît cependant avoir cette affaire autant à cœur que l'autre , & m'a assuré que le Roi de Suede en seroit très-aise ; & que si ce Cardinal étoit éloigné , le Marquis d'Elmonte donneroit toutes les lumieres nécessaires pour établir une bonne correspondance avec la Reine de Suede.

LE sieur Oliverkrans m'a écrit d'Amsterdam une lettre que j'ai cru devoir envoyer à Votre Majesté , puisqu'elle fait assez connoître quelles sont ses vues. Il est à remarquer , que le Duc de Holstein est à Amsterdam , & qu'ainsi le sieur Oliverkrans lui aura parlé avant que de m'écrire

LA Province de Hollande a approuvé l'avis de ses Commissaires , touchant les quatre cents mille écus que l'on donnera à M. l'Electeur de Brandebourg : cette résolution doit être portée ce matin aux Etats-

Généraux, où sans doute elle sera suivie par les autres Provinces. Je suis informé de fort bon lieu que l'accord qui se fait moyennant cette somme, entre M. l'Electeur de Brandebourg & cette République contient seulement l'extinction de toutes prétentions de part & d'autre; on n'a garde de mettre d'autres clauses dans un pareil Traité. L'Electeur de Brandebourg ne voulant prendre aucun engagement formel avec les Etats, que l'Angleterre n'y soit auparavant entrée, & les Etats Généraux ne souhaitant point de faire aucune nouvelle alliance avec l'Electeur de Brandebourg: tout le secret de cette affaire n'est qu'entre le Prince d'Orange, le Pensionnaire Fagel, & les sieurs Fucks & Damerongue. On m'a dit cependant que le sieur Fucks avoit assuré les principales personnes de l'Etat, qu'en donnant cette satisfaction à M. l'Electeur de Brandebourg, il seroit absolument dans leurs intérêts en toutes les occasions. Le sieur Damerongue a dit la même chose, & qu'il falloit par-là engager Madame l'Electrice dans les intérêts de l'Etat.

SKELTON est fort indigné du retour de M. de Sidney: il est certain que la complaisance que le Roi d'Angleterre a eue de le laisser venir ici ne fait pas un bon effet, & fait croire que le Prince d'Orange se remettra toujours bien avec le Roi d'Angleterre, puisqu'il consent qu'un homme qui, de concert avec le Prince d'Orange, l'a voulu exclure de la Couronne, vienne ici pour entretenir son commerce avec ce Prince. Skelton a déjà sù que Sidney a dit que M. de Montmouth avoit eu trente mille hommes, mais qu'il les avoit renvoyés, parce qu'il n'avoit pas eu de quoi les armer; cela montre que Sidney veut faire comprendre, que le parti des rebelles est encore bien puissant en Angleterre, & qu'il seroit en état d'entreprendre des choses considérables s'il avoit un chef qui lui pût fournir ce qui est nécessaire.

Le sieur Skelton a été étonné que Mylord Sunder-

land lui ait écrit une lettre fort pressante, pour le prier de vivre en amitié avec M. Sidney : il trouve que la complaisance de Mylord Sunderland va un peu loin ; & comme il avoit eu autrefois des liaisons avec Sidney pour les intérêts du Prince d'Orange, contre ceux du Roi d'Angleterre d'à présent, Skelton en prend occasion ou prétexte pour se confirmer dans le dessein où il étoit déjà de ne plus avoir de correspondance secrète avec Mylord Sunderland, de peur que tout ce qu'il lui manderoit contre le Prince d'Orange, ne lui revînt par le canal de M. de Sidney.

J'AI fû d'un très-bon endroit que Mrs. d'Amsterdam ont été fort surpris & fort fâchés, que la Province de Frise n'ait fait qu'une réforme, après avoir eu dessein de faire une cassation. Ceux d'Amsterdam souhaiteroient bien que puisqu'ils ne vouloient faire qu'une réforme, ils ne se fussent pas si fort hâtés ; car cela traverse un peu les desseins qu'ils ont d'insister fortement dans l'assemblée prochaine pour une cassation. Comme ils souhaitent de finir l'affaire du Tarif, on ne parlera que de celle-là dans l'Assemblée qui se tient à cette heure : Mrs. d'Amsterdam croyent agir fort habilement & fort finement, de tâcher de finir l'affaire du Tarif, pour être en état de parler plus hardiment dans la prochaine assemblée sur la cassation ; mais toutes ces finesses & tous ces ménagemens ne valent rien, surtout puisque Mrs. d'Amsterdam se trouvent dans une telle situation, qu'il n'y a que la fermeté & la vigueur qui soient capables de leur faire avoir ce qu'ils souhaitent.

Je fus averti que les Ambassadeurs des Etats-Généraux avoient signé un renouvellement d'alliance avec Sa Majesté Britannique, j'en fis informer en même-tems Mrs. d'Amsterdam, sans qu'ils pussent découvrir que cela vînt de moi : ils prirent seulement dessus, & témoignèrent assez qu'ils étoient très-éloignés de donner les mains à une alliance avec

l'Angleterre; car ils allerent sur le champ chez le Pensionnaire Fagel, pour lui demander ce qui en étoit. Il leur répondit qu'il s'étonnoit qu'ils s'inquiétassent sur cela, puisqu'ils savoient quelles étoient les instructions de leurs Ambassadeurs, & qu'ils devoient s'assurer qu'ils ne feroient rien au-delà de leurs ordres, qu'ils avoient eux-mêmes vû les lettres qu'ils ont écrites de Londres, contenant la priere qu'ils ont faite au Roi d'Angleterre, de vouloir continuer dans l'amitié, & dans l'alliance qu'il y avoit eu entre le feu Roi son frere & les États-Généraux, & que Sa Majesté Britannique avoit dit, qu'elle feroit visiter les Traités pour voir sur quel pié étoit établie cette alliance, & qu'il pouvoit les assurer, qu'il n'y avoit rien de plus.

Je trouvai cette reponse captieuse, puisqu'il les renvoyoit aux instructions de leurs Ambassadeurs, qui avoient des termes, & un sens dont ils pensoient aisément se servir pour autoriser leur conduite.

Je mandai au Roi, que ce qui me rassuroit là-dessus, c'est que M. de Barillon ne m'en mandoit rien, & que Sa Majesté pouvoit juger de la vérité de cet avis par les lettres de M. de Barillon, puisqu'on ne pouvoit avoir signé cet Aële en Angleterre, sans qu'il en eût connoissance.

Le Roi me manda que j'avois raison de tirer de toutes les pieces que je lui avois envoyées avec ma lettre du 2 Août, une conséquence des grands acheminemens au Traité de renouvellement d'alliance entre l'Angleterre & les États-Généraux, dans laquelle l'Electeur de Brandebourg devoit être compris; & que Sa Majesté s'assuroit que je serois tout mon possible pour détourner les États-Généraux d'entrer dans cet engagement; jugeant bien que ce seroit le fondement d'une ligue contre les intérêts de Sa Majesté, sous prétexte de la conservation des Pays Bas.

Lettre du
Roi du 9
Août.

QUE cependant il avoit lieu de croire par toutes les raisons qu'avoit le Roi d'Angleterre, de se

desfier du Prince d'Orange que le premier aimeroit mieux demeurer dans l'état où il étoit, & dans la pleine liberté qu'il avoit de prendre tel engagement qu'il voudroit, que de se lier avec les Etats Généraux, par un traité qui n'auroit servi qu'à augmenter le crédit du Prince d'Orange, & lui faciliter en Angleterre, & en Hollande, l'exécution des desseins qu'il avoit contre le repos public.

LE Roi me manda que les propositions que me faisoit le sieur Oliverkrans ne convenoient pas à ses intérêts, & qu'il seroit encore plus préjudiciable à son service d'entrer avec lui dans une négociation qui ne serviroit qu'à donner du soupçon & de la défiance à ses Alliés.

JE mandai au Roi que je n'omettois rien de tout ce que je pouvois faire auprès de Messieurs d'Amsterdam, pour les détourner d'entrer dans les engagements où on les veut jeter avec l'Angleterre. Aussi le Prince d'Orange a pris d'autres mesures par lesquelles il lui étoit bien plus aisé de venir à bout de ses desseins, qui étoient de faire signer un Acte par les Ambassadeurs qui étoient à Londres. Je fis observer à Sa Majesté qu'il pouvoit y avoir encore en cela de la surprise; car le feu Roi d'Angleterre fit un Traité avec les Etats au mois de Juillet 1678, dont l'article V. porte une garantie formelle des Pays-Bas, & une invitation aux autres Princes d'y entrer, avec stipulation qu'ils conviendront des troupes & des moyens nécessaires pour réduire la partie qui violera la paix, à dédommager l'autre des pertes qu'elle aura souffertes. Mylord Heyde présenta même un projet d'entretien de cet article: mais les Etats ne voulurent point non-seulement y entendre, la paix entre Sa Maj. & l'Espagne ayant été signée dans ce même-tems: mais le Traité du mois de Juillet ne fut pas ratifié. Ainsi quand on ne seroit que renouveler purement & simplement ce Traité sans y rien ajoûter, on ne peut rien faire de plus contraire aux intérêts de V. Maj.; aussi je ne

16 Août
1685.

puis croire que les Ministres du Roi d'Angleterre le puissent faire, ni qu'ils songent à renouveler un Traité qui n'a pas été ratifié, & qui est demeuré caduc : mais cependant, comme on doit s'attendre à tout de la part du Pensionnaire Fagel, j'ai cru me devoir donner l'honneur de rendre compte de ceci à Votre Majesté, & j'en informe M. de Barillon; je lui avois envoyé dès le 31 du mois passé, l'extrait de la lettre des Ambassadeurs de l'Etat du 24. Il m'a mandé par sa lettre du 7 de ce mois qu'il l'a reçue, & que cela se rapporte à ce qu'il sait. Cela m'apprend que les affaires dont je ne faisois que douter sont réelles, & que mes soupçons étoient bien fondés. Si je l'avois su aussi positivement & un peu plutôt, j'en aurois donné avis à Messieurs d'Amsterdam qui ne l'ont appris que par cette lettre du 24, & qui ne peuvent guerres y apporter de remède à cette heure que l'affaire est si avancée, qu'en refusant la ratification, ce qui est plus difficile à entreprendre qu'à en prévenir la conclusion.

Les dernières lettres des Ambassadeurs de cet Etat donnent quelque appréhension aux bien-intentionnés, que du côté du Roi d'Angleterre, l'on n'apporte beaucoup plus de facilité à favoriser les desseins du Prince d'Orange, dans ce renouvellement d'alliance, qu'on n'auroit du attendre d'un Prince, qui a tant de sujets de mécontentement & de défiance du Prince d'Orange; car les Ambassadeurs mandent que les Commissaires qu'on leur a donnés, sont Mylords Halifax, Rochester, Sunderland, & Midelton. Le premier est tout au Prince d'Orange, & le dernier n'a pas paru fort porté pour les intérêts de V. M. dans tous les rapports que les Ambassadeurs de l'Etat ont faits des conversations qu'ils ont eues avec lui. J'apprends cependant, que les Partisans du Prince d'Orange ne sont pas contents des dernières lettres secretes qu'ils ont reçues, & que ce Traité-là ne prend pas encore le train qu'ils souhaiteroient.

Votre Majesté sera informée par l'Angleterre du fondement qu'il y a entre ces différens avis. On envoya avant-hier ordre aux Ambassadeurs de cette République qui sont en Angleterre, de prendre leur audience de congé, incontinent après que leur négociation seroit finie.

LE sieur Fucks ne se cache plus sur les affaires du Palatinat: il a dit au Résident de Cologne & de Munster, qu'il n'étoit que trop visible qu'il y auroit bien-tôt des démêlés là-dessus; que c'étoit un intérêt commun de tous les Princes d'Allemagne qui devoient se liguier pour cela avec Sa Majesté, & l'exhorter d'en écrire à l'Electeur de Cologne pour le faire entrer dans ce dessein.

LES Bourguemestres Régens d'Amsterdam ont eu ces jours-ci un furieux démêlé avec Van-Buning. Celui-ci leur reprocha leur peu de vigueur sur l'affaire du Tarif, & leur offrit de mettre vingt mille francs de son bien, si l'on vouloit se cotti-fer & prendre les moyens de soutenir cette affaire par la force. Les Bourguemestres lui demanderent comment on pouvoit prendre quelques mesures avec lui qui étoit si changeant & si foible, & qui avoit tenté toutes sortes de voies pour se raccommoder avec le Prince d'Orange: mais il leur répliqua qu'il n'avoit songé à se raccommoder, que parce qu'il savoit que quelques-uns d'eux étoient encore plus foibles que lui, & qu'on ne devoit rien attendre de bon dans leur Gouvernement.

JE ne puis croire que l'on prenne en Angleterre l'Acte de renouvellement d'alliance que l'on projette de faire avec les Etats-Généraux, comme une simple formalité qui n'ajoute rien aux engagements précédens; puisque si cela étoit on s'en seroit expliqué nettement il y a long tems à M de Barillon; & la conduite qu'on a tenue en tout ceci fait bien voir qu'on doit être persuadé qu'Votre Majesté n'en doit pas être satisfaite; car quand j'envoyai il y a trois mois à M de Barillon les premières lettres que les Ambassadeurs d

23 Août
1685.

cet Etat écrivirent sur cette matiere, M. Dickfeld manda à un de ses amis premier Député aux Etats-Généraux, qu'il falloit laisser cette affaire en surseance jusqu'à ce que les brouilleries d'Angleterre fussent finies, Sa Majesté Britannique ne voulant pas s'attirer à dos V. M. Si alors on n'avoit compté cet Acte que comme une simple formalité, dont Sa Majesté n'eut pu être blessée, on n'auroit pas remis à un autre tems à conclurre une affaire si innocente en soi, & qui auroit fortifié considérablement le Roi d'Angleterre.

J'AI été informé, Sire, du détail de la proposition que le Pensionnaire Fagel a faite, pour le renouvellement des Traités qui sont entre la Suede & cet Etat: il n'y a que le seul Traité fait le 13 d'Août 1645, pour quarante ans, qui soit expiré. Le Pensionnaire a demandé si l'on ne jugeroit pas à propos de le renouveler, & a proposé en même-tems de faire un Acte avec la Suede, par lequel on déclareroit que le Traité d'association fait avec la Suede, qui étoit pour le maintien de la Treve. Après cela, Sire, je ne crois pas qu'on puisse douter non-seulement de la mauvaise volonté du Prince d'Orange & du Pensionnaire Fagel, que l'on connoît assez; mais encore des mesures prises entre le Prince d'Orange & les Ministres de quelques autres Cours.

MAIS, Sire, si l'on en pouvoit encore douter, ce qui se passa hier matin, dans la conférence qui se tint entre les Etats-Généraux & le sieur Fucks, acheveroit de convaincre les plus incrédules; car le Sieur Fucks ayant demandé une Conférence pour conclurre son Traité avec les Députés des Etats-Généraux, cette affaire ayant été réglée entr'eux; le Pensionnaire Fagel prit la parole, & proposa de proroger pour jusqu'à la fin de ce siècle le Traité défensif, que les Etats ont avec l'Electeur de Brandebourg, qui ne doit expirer qu'en 1688.

IL est visible que ce Traité devant durer encore trois ans, il seroit inutile d'en faire le renouvellement, si l'on ne vouloit à cette heure prendre un nouvel engagement avec M. l'Electeur de Brandebourg, & l'unir avec d'autres Princes. Les Députés des Provinces qui sont au Prince d'Orange, n'ont pas témoigné d'éloignement pour cette proposition: mais celui de Groningue ayant déclaré qu'il ne pouvoit opiner là-dessus, sans savoir auparavant le sentiment de ses supérieurs; les autres Députés n'ont pas voulu s'expliquer, & tous ont pris cette affaire *ad referendum*, pour en communiquer à leurs principaux. Le sieur Fucks voyant cela a fait la même chose, & a dit, qu'il en rendroit compte à M. l'Electeur de Brandebourg.

CEPENDANT les Etats-Généraux réglèrent avec lui le Traité touchant les prétentions de M. l'Electeur de Brandebourg. Selon la résolution qui se prit Vendredi dans les Etats de Hollande, on payera en dix ans, & on ne donnera à présent sur les quatre cents mille écus que cent mille: mais on a évalué le dédommagement que M. l'Electeur a demandé pour un vaisseau pris par la Compagnie des Indes d'Occident à quarante mille écus comptant. Ainsi ajoutant ces quarante mille écus, M. l'Electeur touchera à cette heure cent quarante mille écus, & en tout quatre cents quarante.

Ces quarante mille écus sont en tout ou en partie pour Madame l'Electrice. & la Compagnie des Indes restituera aux Etats-Généraux, ou les quarante mille ou une partie, je ne sai pas le détail, qui n'est d'aucune conséquence.

LE sieur Skelton me paroît fort embarrassé des fréquentes lettres que Mylord Sunderland écrit à M. Sidney; car bien que M. Sunderland ne passe pas pour être dans les intérêts de Votre Majesté, cependant on fait de quelle maniere il a été autrefois dans ceux du Prince d'Orange, & comment il se laisse gouverner par M. Sidney; d'ail-

leurs je ſai qu'il y a de fréquentes conférences entre M. Sidney , M. Benting , & Dalonne.

LA Province de Hollande ſe ſépara ſans avoir ^{24 Août}
rien conclu ſur le Tarif. ^{1685.}

LE Penſionnaire Fagel & le ſieur Fucks , qui n'avoient point leur principal but , qui étoit de renouveler & de proroger l'alliance faite avec l'Electeur de Brandebourg en 1678 , renouèrent une conférence pour le lendemain , dont on me vint rendre compte le ſoir à la nuit ; & on m'aprit que le Penſionnaire Fagel avoit propoſé aux Députés des Etats Généraux , de proroger ce Traité juſques à la fin du ſiècle ; que les Députés qui étoient au Prince d'Orange , & qui avoient été avertis par le Penſionnaire Fagel , y avoient donné les mains ; que le Député de Groningue ſ'étant excuſé ſur ce qu'il n'oſoit agir ſans ordre de ſes ſupérieurs , le Penſionnaire Fagel ſ'étoit fort emporté contre lui , qu'il lui avoit témoigné le préjudice qu'il faiſoit par-là aux Etats-Généraux , & lui avoit déclaré que ſ'il ſ'opiniâtroit d'avantage , il alloit conclurre avec ſix Députés , & qu'il conclurroit même avec cinq plutôt que de laiſſer cette affaire indécide. Ainſi le Député de Groningue qui ſe trouvoit par hazard être peut-être le ſeul de la Ville de Groningue , qui fût dans les intérêts du Prince d'Orange , y donna les mains , & le ſieur Fucks qui avoit fait ſemblant la veille de n'avoir point d'ordre là-deſſus , ſe trouva tout d'un coup informé des ſentimens de ſon Maître , & conclut le Traité. La précaution , que prit le Député de Groningue , fut de proteſter contre ce qu'on lui faiſoit faire , & de déclarer qu'il ſignoit ſeulement en vertu d'un pouvoir général , mais ſans aucun ordre particulier pour cette affaire , de laquelle ſes Maîtres n'avoient nulle connoiſſance , ne prétendant les engager qu'autant qu'ils le trouveroient bon. Cet Acte lui pourra peut-être ſervir pour ſ'excuſer envers ſes ſupérieurs , mais ne fait rien contre la validité de ce Traité.

CE Traité contient plusieurs articles qui se réduisent à trois points. Par le premier on éteint toutes les prétentions de M. l'Electeur de Brandebourg, même celle du vaisseau pris sur les côtes de Guinée, moyennant quatre cents quarante mille écus payables en dix ans : le premier payement qui se fera en échangeant les ratifications, sera de cent quarante mille écus. Par le second point on convient de regler à l'avenir de quelle maniere la Compagnie Occidentale de l'Electeur de Brandebourg, fera son commerce sur les côtes de Guinée. Par le troisieme on proroge jusqu'à la fin de ce siecle le Traité d'alliance défensive fait en 1678, entre M. l'Electeur de Brandebourg, & cet Etat, qui devoit finir en 1688. Ainsi j'avois quelque raison de juger par les premieres démarches qu'à fait ici le sieur Fucks, que quoiqu'il ne parlât point d'alliance aux Etats-Généraux, ni à Messieurs d'Amsterdam, son dessein étoit de prendre son tems pour en conclurre une aussi-tôt qu'il lui seroit possible. Le biais que prend le Pensionnaire Fagel, de faire renouveler toutes ces alliances, au lieu d'en faire de nouvelles, lui rend l'exécution de ses desseins plus aisée, les Députés des Etats-Généraux ne comptant pas à beaucoup près d'avoir consenti de proroger de douze ans ce Traité qui n'en doit plus durer que trois.

LES lettres des Ambassadeurs des Etats en Angleterre du 21, qui venoient d'arriver, portoient, qu'ils venoient de conclurre l'Acte de renouvellement des Traités avec l'Angleterre, & qu'ils l'envoyeroient par le premiere ordinaire.

J'AI crû qu'il étoit du service de Votre Majesté, de faire tous mes efforts pour avoir le Traité qui fut signé le 23 Août dernier, par les Députés des Etats-Généraux & par le sieur Fucks ; & j'ai été assez heureux pour en avoir une copie qui me fut apportée hier au soir, moyennant une somme fort médiocre : je l'ai fait traduire toute la nuit fidelement & mot à mot,

27 Août
1685.

mot, & je me donne l'honneur de l'envoyer à Votre Majesté.

J'avois jugé que quand il n'y auroit rien dans ce traité de contraire aux intérêts de Votre Majesté, Elle seroit cependant bien aise de le voir, afin de pouvoir plus précisément donner à M. de Rebenac les ordres qu'elle jugeroit nécessaires dans cette conjoncture mais Votre Majesté verra que le quatrième article de ce Traité est une véritable ligue de la même nature qu'étoit le Traité d'association, que le Pensionnaire Fagel tâche de faire revivre avec plus de précaution, & avec des mesures qui puissent le faire mieux réussir que ci-devant.

LE Roi me manda que l'avis que je lui avois donné depuis quelque-tems d'un renouvellement d'alliance des Etats-Généraux avec l'Angleterre, venoit de lui être confirmé par les dernières lettres de M. de Barillon, qui lui avoit mandé que le Roi d'Angleterre lui avoit donné part de la résolution qu'il avoit prise.

Lettre du
Roi, du 23
Août 1685.

BEAUCOUP de personnes ici ont été persuadées que le Roi d'Angleterre avoit trop d'intérêt à ne pas s'attirer son ressentiment pour rien faire qui lui puisse déplaire : mais, Sire, je supplie très-humblement Votre Majesté, d'être persuadée que M. le Prince d'Orange raisonnant dans son cabinet, il y a environ deux mois avec le Pensionnaire Fagel, sur ses lettres d'Angleterre, lui dit précisément, que le Roi d'Angleterre lui avoit mandé, qu'il sauroit bien prendre ses mesures à l'égard de la France, mais qu'il n'étoit pas tems de rien faire alors, parce que s'il discontinuoit de faire paroître la même confiance à Votre Majesté, il pourroit s'attirer de fâcheuses affaires. J'eus l'honneur de donner cet avis à Votre Majesté, le 5 Juillet dernier ; & comme je vois que l'effet répond à cela, j'ai encore plus approfondi ces jours-ci cet avis : il m'a été confirmé mot à mot par la personne qui la sù du Domestique du Prince d'Orange, lequel Domestique

30 Août
1685.

que ne fait point que cela me soit jamais revenu.

Je trouvai moyen, Sire, de représenter ces jours-ci aux Bourguemestres d'Amsterdam les fâcheuses suites que peuvent avoir ces commencemens de ligue, & il me sera d'autant plus aisé de leur faire voir les mauvais desseins du Prince d'Orange & du Pensionnaire Fagel, que le Traité signé avec M. l'Electeur de Brandebourg, & la proposition de renouveler celui de Suede en sont des preuves convaincantes: mais, Sire, j'apprehende avec tout cela de me trouver en l'état où j'ai eu l'honneur de mander il y a quelque tems à Votre Majesté, que je serois, si le Prince d'Orange entreprenoit quelque chose contre l'opposition d'Amsterdam, savoir que la foiblesse de ces Messieurs-là les empêcheroit de se servir des remèdes qu'il faudroit employer en de pareilles occasions. Je suis bien assuré, que si on leur demandoit leur consentement pour faire quelque nouvelle alliance, pour mettre dans un renouvellement quelque article qui les engageât plus qu'ils ne sont avec l'Angleterre, ils n'y donneroient point les mains: mais lorsqu'après que la chose sera faite, le Pensionnaire Fagel soutiendra & représentera, que, ni le renouvellement des Traités avec l'Angleterre, ni la prorogation de celui qu'ils ont avec l'Electeur de Brandebourg, n'engagent point dans le fonds les Etats-Généraux plus qu'ils ne le seroient sans cela; je ne sai si Messieurs d'Amsterdam oseront s'y opposer vigoureusement. C'est par cette raison que j'ai toujours cru que cette affaire ne pouvoit être détournée qu'en Angleterre, sur-tout au commencement & dans le tems que le Roi d'Angleterre étoit assez embarrassé de ses propres affaires, pour devoir donner là-dessus les assurances telles que Votre Majesté auroit souhaité.

IL me dit que le Prince d'Orange trouvoit assez de moyens par l'entremise du Pensionnaire Fagel, & des Deputez aux Etats-Généraux, qui sont à lui, pour venir à bout de faire faire ce

sortes de Traités qui n'engagent point les Etats : mais que, du moment qu'il les voudroit jeter dans la guerre, il n'y réussiroit non plus que l'année passée.

D'AUTRES personnes me dirent, que leurs Ambassadeurs leurs ayant mandé que les Ministres du Roi d'Angleterre souhaitoient fort qu'on fit un Acte de ratification des Traités, ils n'avoient pas cru qu'on pût s'opposer à une chose qui ne les engageoit pas plus qu'ils le font avec l'Angleterre, qu'ils avoient seulement pris toutes les précautions pour n'être pas trompés ; & que le Pensionnaire Fagel ayant demandé aux Etats de Hollande leur consentement à la ratification de cet Acte, qui devoit être signé incessamment en Angleterre, les assurant positivement qu'il n'y auroit pas un iota d'ajouté aux engagements qu'ils ont déjà ; les autres Villes y alloient donner les mains sur la parole du Pensionnaire Fagel : mais que les Députés d'Amsterdam l'avoient refusé, & avoient dit qu'ils ne vouloient point ratifier un Traité qu'ils ne l'eussent vû auparavant.

Je découvris aussi par l'entretien que j'eus avec les Régens d'Amsterdam, qu'ils n'avoient aucune connoissance du Traité signé avec l'Electeur de Brandebourg, sinon qu'on avoit stipulé l'amortissement de toutes les prétentions de cet Electeur, & que leurs Députés avoient consenti de proroger jusques à la fin du siècle le Traité défensif qui devoit encore durer trois ans.

COMME je remarquai que Messieurs d'Amsterdam ne comptoient pas que cette prorogation fût d'une grande conséquence, je ne m'arrêtai pas à combattre une chose à laquelle il n'y avoit plus de remède : je m'arrêtai seulement à leur faire comprendre les conséquences du quatrième article, & je leur fis voir qu'il serviroit de fondement au Prince d'Orange, à faire une ligue contre la France. Qu'il étoit surprenant que Messieurs d'Amsterdam déclarassent si souvent qu'ils ne vouloient rien fai-

re qui pût donner le moindre ombrage à Votre Majesté, & qu'ils consentissent après cela à mettre de pareilles clauses dans un Traité, Je leur fis connoître que quand il plairoit au Prince d'Orange, il les engageroit en vertu de cet article à faire tout ce qu'il voudroit, parce que l'Electeur de Brandebourg n'auroit qu'à faire savoir aux Etats-Generaux qu'il a des avis précis que Votre Majesté veut entreprendre la guerre, & à demander que l'on convienne des troupes qu'on devra donner de part & d'autre pour s'y opposer; & il ne sera pas difficile au Prince d'Orange de faire aussitôt conclurre cette convention; que Messieurs d'Amsterdam opposeroient alors inutilement, parce que le Pensionnaire Fagel représenteroit avec raison qu'il ne s'agit que de l'exécution d'un Traité, & que par conséquent l'affaire doit passer à la pluralité de voix.

IL m'a paru, sire, que Messieurs d'Amsterdam ont été touchés de ces raisons, & qu'ils ont bien compris que s'ils avoient le malheur d'avoir une guerre au dehors, le Prince d'Orange se rendroit aisément le Maître de leur liberté, & réduiroit Messieurs d'Amsterdam à un tel point, qu'ils ne pourroient plus faire la paix malgré lui: mais je n'ose rois répondre à Votre Majesté qu'ils ayent toute la fermeté nécessaire pour cela. Je vois à la vérité qu'il ne veulent pas de guerre, qu'ils ne prétendent pas non plus faire aucune liaison qui les y puisse engager: mais je vois aussi que leur principale ressource est de croire que quand le Prince d'Orange voudra venir à l'exécution de tous ces Traités qu'il fait faire à cette heure, ils s'y opposeront d'une telle sorte qu'il n'en viendra pas à bout, & m'ont parlé sur cela de la même manière qu'avoit fait Van-Buning: mais je leur ai fait connoître qu'outre qu'il est fâcheux d'en venir aux extrémités où ils se trouverent l'année passée avec le Prince d'Orange, sur-tout lorsqu'on peut avec bien moins de peine & sans aucun effort, arrêter

une affaire dans le commencement, ce n'est pas une chose fort sûre que les affaires puissent toujours tourner aussi heureusement qu'elles firent l'année passée.

J'ai trouvé, Sire, qu'on m'avoit dit vrai touchant le peu de courage des Bourguemestres Régens Heude & Witzen, dont le premier qui a tout le crédit dans Amsterdam, n'a osé déclarer dans l'assemblée de Hollande la résolution de sa Ville, qu'il avoit portée par écrit. J'ai à la vérité reconnu en eux beaucoup de bons sentimens, mais encore plus de timidité & de foiblesse; & j'ai trouvé en Van-Buning une grande peur que le Prince d'Orange ne lui joue un mauvais tour, & beaucoup de mauvais sentimens contre les intérêts de Votre Majesté. Ce qui m'a déplû davantage en tout cela, c'est que le sieur Hop m'a paru fort refroidi & fort degouté: il est chagrin d'avoir porté fortement les sentimens de sa Ville, & d'avoir ensuite été abandonné par ses Bourguemestres; cela le jette en quelque façon dans les intérêts de Van-Buning.

Je ne dois pas dissimuler à Votre Majesté, que j'ai reconnu plus que je n'ai jamais fait que la seule chose qui donne encore peu de courage à ceux d'Amsterdam qui sont bien intentionnés pour la République, est la persuasion où ils sont que le Prince d'Orange n'est pas si bien avec le Roi d'Angleterre qu'il le fait croire: mais si une fois il paroïssoit une grande union entre le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange, le peu de personnes qui se trouvent avoir assez de courage pour résister encore aux volontés du Prince d'Orange seroient bientôt abattues; & les autres, ou par complaisance, ou par foiblesse, se soumettroient entièrement aux volontés de ce Prince.

J'eus alors communication de la lettre que les Ambassadeurs de l'Etat en Angleterre, avoient écrite le 24 d'Août.

On m'a assuré que le sieur Fucks avoit proposé

d'ajouter à son Traité quelques articles séparés qui étoient de conséquence.

Je suis informé que M. Fucks avoit prié avant son départ pour Berlin le sieur Skelton, d'écrire au Roi d'Angleterre, pour l'inviter à entrer dans le Traité d'association, & qu'il n'apportât à son retour des ordres de M. l'Electeur de Brandebourg, de signer son Traité, où cet Electeur entreroit conjointement avec la maison de Lunebourg.

Le sieur Oliverkrans, m'ayant écrit la lettre que j'ai eu l'honneur d'envoyer à Votre Majesté; je lui ai fait réponse, seulement pour en accuser la réception: mais comme je l'avois prié lorsqu'il partit de la Haye pour Amsterdam, de me mander en quelle disposition il trouveroit Messieurs d'Amsterdam, il m'a écrit la lettre ci-jointe. La triple affaire qu'il marque être si fort de son goût, est une Alliance entre Votre Majesté, le Roi de Suede, & les Etats Généraux: M. Haren m'en avoit parlé autrefois comme d'une chose qu'il souhaitoit, mais en passant, il a parlé depuis au sieur Oliverkrans en Suede. Je supplie très-humblement Votre Majesté, de me faire l'honneur de me mander si à la première lettre que M. Oliverkrans m'écrira, je le prierai de ne se plus donner cette peine, ou si avant que de faire aucune réponse j'envoyerais sa lettre à V. M.

Ce fut alors que les Protestans François commencerent à venir en Hollande: je fus averti que plus de soixante qui s'étoient embarqués à Nantes dans un vaisseau Hollandois, avoient vendu leur bien, & emporté le plus d'argent qu'ils avoient pû.

Aussi tôt que j'ai eu communication du Traité que le sieur Fucks a signé à la Haye, j'ai fait tout mon possible pour avoir celui dont il est fait mention, qui est prorogé jusqu'à la fin de ce siècle; mais quelques diligences que j'aye faites, je n'en ai pû avoir de copie qu'avant-hier; comme il est en haut Allemand, la traduction n'en a été achevée que ce matin. Ce Traité a été fait à Berlin

& a toujours été tenu fort secret; & depuis qu'on l'a prorogé on a fait défense aux Ministres d'Etat qui l'ont de le communiquer à qui que ce soit.

M. le Comte de Rebenac me l'a demandé, je le lui ai envoyé ce matin.

L'AMBASSADEUR de Danemarck, qui souhaitoit toujours que la guerre recommençât, avoit menacé Messieurs d'Amsterdam à son départ, que le Roi de Danemarck les mettroit bien à la raison, & que Votre Majesté entreroit dans ses intérêts; & comme à son arrivée à Copenhague le Roi de Danemarck fit arrêter quatre de leurs vaisseaux au passage du Sund, cela ne contribua pas peu à faire prendre des résolutions aux Etats-Généraux de renouveler le Traité de 1645. avec la Suede & de demeurer sur leurs gardes touchant la France.

LE Traité fait avec l'Angleterre est ratifié : pour ^{13 Septemb} ce qui est de celui de Brandebourg Messieurs d'Am-^{bre.}sterdam se trouvent à cet égard dans la situation où j'ai toujours jugé qu'ils seroient, lorsque le Pensionnaire Fagel auroit entrepris quelque-chose contre leur gré. Ils sont fâchés de l'article qu'il a fait insérer dans ce Traité; ils n'y auroient pas consenti si on leur en eut demandé leur avis avant que de le mettre; mais à présent qu'il est dans le Traité, ils n'ont pas assez de vigueur pour l'en faire ôter. Cela vient, non-seulement de leur foiblesse qui est grande, mais encore de la prévention où ils sont que le Prince d'Orange, a beau faire faire toutes ces démarches aux Etats, il ne les engagera pas pour cela malgré eux dans la guerre, & qu'ils seront toujours les maîtres de l'empêcher lorsqu'il s'agira d'en venir à l'exécution. Ce qui les confirme encore plus dans cette foible conduite est, qu'ils croient que quand ils s'opposeroient à présent à une chose qui ne paroît pas à tout le monde aussi essentielle qu'elle est, ils ne seroient pas secondés, peu de gens ayant assez de cœur pour s'attirer la disgrâce du Pr. d'Orange sans grande nécessité. Mais quand on se verra prêt à entrer en guerre, cha-

cun aura peur pour foi, & ils seront alors seconds de tous les autres excepté de ceux qui sont absolument dévoués au Prince d'Orange.

Ces Messieurs pourroient bien, ainsi que je leur ai remontré, se tromper dans leur raisonnement : mais on ne peut les en desabuser, parce que leur timidité qu'on ne peut surmonter les fait raisonner de la sorte ; ils sentent eux-mêmes ce qu'ils attribuent aux autres, & ils sont les premiers à ne vouloir pas se faire d'affaires que quand il y va de leur dernière ruine.

J'étois persuadé que Mylord Sunderland étoit bien aise que Sidney vint faire sa Cour au Prince d'Orange.

MAIS comme je connois le génie de ceux d'Amsterdam, & que je sai qu'ils ne consentent à toutes ces choses que par foiblesse, & aussi parce qu'ils n'en voyent pas la conséquence, j'ai crû à propos de leur représenter les inconvéniens dans lesquels ils peuvent tomber, & combien il leur importe d'avoir une conduite plus ferme, s'ils veulent conserver le peu qui leur reste de leur liberté ; car il est constant, & je leur ai assez représenté, que si les Etats-Généraux se trouvoient engagés dans quelque guerre, le Prince d'Orange mettroit Messieurs d'Amsterdam en tel état qu'ils ne seroient pas les maîtres de faire ni paix ni trêve, que selon son bon plaisir.

20 Septem-
bre.

LE Pensionnaire Fagel s'est servi ces jours-ci du prétexte de la Religion, n'en trouvant pas d'autre, pour tâcher d'éloigner les Etats des sentimens qu'ils doivent avoir pour Votre Majesté : il a fait une harangue fort étudiée & fort pathétique sur ce sujet dans les Etats de Hollande ; il a exagéré ce qui se passe en France à l'égard des Huguenots, & a représenté aux Etats ce que leurs ancêtres ont fait pour la Religion.

JE ne dois pas dissimuler à Votre Majesté, que tous les Députés des Villes ont été fort animés par son discours en faveur de ceux de leur Reli-

gion, sur-tout lorsqu'il a dit que les Hollandois habitués en France n'en pouvoient sortir ni retirer leurs effets, quoiqu'ils ne fussent pas naturalisés François; de sorte que l'affaire ayant été mise en délibération pardevant des Commissaires, ils ont été d'avis qu'on m'en viendrait parler, & qu'on enverroient ordre à M. de Starembourg de faire des instances sur ce sujet à Votre Majesté. Cet avis n'a pas encore été rapporté dans les Etats de Hollande, parce qu'on est en peine de quelle manière on dressera la résolution.

Ces Messieurs prétendent que Votre Majesté ne peut sans contrevenir aux traités empêcher les Hollandois qui ne sont pas naturalisés de sortir du Royaume, & de vendre ou emporter leurs effets, non-seulement par le droit naturel, mais encore parce qu'il est dit dans les Traités qu'ils ont l'honneur d'avoir avec Votre Majesté; que si la guerre venoit à s'allumer, ils auroient neuf mois pour se retirer & pour vendre leurs effets, à plus forte raison le peuvent-ils faire en pleine paix. Ils se servent encore de l'article dix du Traité de commerce, dans lequel il est réglé, qu'un Hollandois habitué en France qui ne sera pas naturalisé, ne pourra jouir du droit de Bourgeoisie: ils infèrent de-là que ne pouvant avoir les privilèges de Bourgeois & de Sujets de Votre Majesté, sans être naturalisés, ils ne peuvent non plus sans être naturalisés être obligés aux charges, ni être traités comme Sujets de Votre Majesté.

COMME il n'y a presque personne dans le Gouvernement de Hollande qui n'ait un parent ou un ami intéressé dans le Commerce de France, soit en qualité de Propriétaire, soit en celle de Commissionnaire, ou de Directeur, cette affaire excite beaucoup de bruit, & cause de l'altération.

LES mieux intentionnés m'en ont fait parler, non que ce soit eux qui y prennent beaucoup d'intérêt, étant presque tous Arminiens; mais parce qu'ils voyent l'avantage que le Prince d'Orange en

tire, & le chagrin que cela cause à la plus grande partie de ceux du Gouvernement.

MESSEIERS d'Amsterdam m'ont aussi envoyé leur Pensionnaire pour ce sujet : mais comme je lui ai fait connoître qu'il ne leur convenoit pas de se mêler de ce que Votre Majesté juge à propos de faire au dedans de son Royaume, il ne m'a plus parlé de l'affaire en général, & s'est restreint à me prier de me charger de leurs très-humbles prieres auprès de Votre Majesté, en faveur de quelques particuliers d'Amsterdam habitués en France.

ON prit dans ce tems là une résolution dans les Etats de Hollande, de chasser tous les Jésuites de cette Province : on tient jusqu'à present cette résolution fort secrete, Messieurs d'Amsterdam n'y ayant pas encore donné les mains ; parce qu'ils sont persuadés que la grande liberté qu'ils donnent à toutes sortes de Religions, attire le commerce.

LE Prince d'Orange fit mille caresses à Sidney, & lui donna à son départ une bague de mille ecus, il témoigna quelque inquiétude des dispositions de Goudenong.

LE Landgrave de Hesse alla à Diren voir le Prince d'Orange, qui lui fit rendre de très-grands honneurs, & lui fit des caresses excessives.

ON imprima à la Haye une lettre que l'Electeur de Brandebourg écrivoit au Sieur Spanheim son Envoyé extraordinaire auprès du Roi sur les affaires du Palatinat qui étoit comme une espece de manifeste.

LE Pensionnaire d'Amsterdam me vient dire que les Députés de cette Ville avoient fait ce que j'avois souhaité, qu'ils s'étoient opposés fortement ce matin au quatrieme article inféré dans le Traité de Brandebourg, qu'ils en ont remontré les conséquences ; & qu'enfin voyant que le Pensionnaire Fagel faisoit conclurre cette affaire à la pluralité des voix, ils ont protesté contre ce quatrieme article, & déclaré qu'ils ne prétendoient pas

y être tenus: c'est tout ce qu'on peut souhaiter d'eux, & plus que je n'en avois espéré. Cette prétention ne laissera pas de faire voir le sentiment de Messieurs d'Amsterdam aux Puissances Etrangères, & leur doit faire connoître que le Prince d'Orange pourra bien par son autorité faire conclurre des traités: mais que quand il s'agira de les exécuter il n'en sera pas le Maître, puisque Messieurs d'Amsterdam, qui seuls peuvent fournir aux frais, témoignent y être si contraires. Il me parla aussi pour un Hollandois habitué en France, qui vouloit se retirer, & pour des raffineries de sucre qu'on vouloit leur confisquer.

J'AI été informé que les Etats Généraux n'ayant ^{24 Sept.} pas voulu entrer dans les propositions que M. ^{1685.} d'Oxenstiern fit au mois de Septembre dernier au sieur Haren, pour le renouvellement du traité de 1645, parce qu'il s'expliquoit ambiguement, & qu'il sembloit vouloir ajouter de nouvelles clauses au traité de 1645. le Comte d'Oxenstiern dressa un nouveau projet qu'il a fait communiquer aux Etats-Généraux, & qu'ils ont absolument rejeté, ne voulant pas entrer dans les engagements qu'il proposoit; de sorte que le sieur de Silverkroon, étant venu ici il y a quatre mois, a témoigné qu'il étoit plus à propos pour toutes les difficultés, de continuer simplement le traité de 1645, sans y rien ajouter.

MESSIEURS d'Amsterdam étoient persuadés que ce traité étoit nécessaire pour la sûreté de leur commerce dans la mer Baltique.

LE Pensionnaire Fagel fut fort surpris de l'opposition de Messieurs d'Amsterdam: mais comme personne ne les seconda, le traité fut ratifié.

MYLORD Prélon, qui revenoit de France, passa à la Haye, & vint voir le Prince d'Orange; & de-là à Amsterdam voir Van-Buning, à qui il dit que l'Angleterre avoit déclaré à M. de Barillon, qu'il ne croyoit pas que Sa Majesté voulût rien entreprendre par voie de fait, pour mettre Ma-

dame en possession de ce qui lui appartient dans le Palatinat, que si Sa Majesté le faisoit, il s'uniroit aux Princes de l'Empire qui voudroient s'y opposer, & qu'il ne souffriroit point que la tranquillité publique fût troublée. Ce fut une chose qui fut rapportée dans le Conseil de Ville d'Amsterdam, & qui y fit un mauvais effet, parce que l'on se persuada que le Roi avoit dessein de s'emparer par force du Palatinat, & que l'on vit en même tems que le Roi d'Angleterre n'étoit pas de ses amis.

Lettre du Roi du 16 Septembre. LE Roi me manda que comme il ne vouloit donner aucun sujet de défiance à ses Alliés par la moindre apparence de commerce avec la Suede, il étoit tems que je finisse celui que j'avois jusqu'alors entretenu par lettres avec le sieur Oliverkrans.

LE Roi me manda, qu'il voudroit bien savoir si le Roi d'Angleterre avoit ratifié le traité qu'il avoit fait avec les Etats-Généraux en 1678.

24 Sept.
1685.

JE fis réponse à Sa Majesté, que les Etats n'avoient pas confirmé le traité de 1678 : qui porte la garantie des Pays Bas Espagnols, parce que n'ayant pas été ratifié il étoit demeuré caduc, mais qu'on avoit confirmé le traité d'Alliance défensive du mois de 1678. J'envoyai en même-tems au Roi l'Acte de renouvellement que le sieur Fucks avoit conclu à la Haye, aussi-bien que le traité qui avoit été renouvelé par cet Acte. Sa Majesté n'avoit plus rien à désirer pour son éclaircissement.

ON peut ajouter à ce que j'ai dit ci-dessus à propos du quatrieme article, que Mrs d'Amsterdam réputeroient que ce 4^e article n'étoit contenu, ni dans la proposition du sieur Fucks aux Etats-Généraux, ni dans le rapport que le Pensionnaire Fagel en avoit fait dans la Province de Hollande, ni dans la résolution que cette Province avoit prise sur ce sujet ; qu'ainsi personne n'ayant délibéré là-dessus, il falloit, ou qu'on retranchât cet article, ou qu'on le mît en délibération.

IL est venu, Sire, une si grande quantité de lettres à Amsterdam des Correspondans que les Marchands de cette Ville-là ont en France, que cela a excité beaucoup de rumeur; il y a même eu soixante Bourgeois qui ont signé une Requête qu'ils ont présentée aux Bourguemestres d'Amsterdam. Comme il n'y a presque personne dans la Magistrature de cette Ville-là, qui ne se trouve intéressé dans cette affaire; il a été résolu de porter ces plaintes aux Etats de Hollande & aux Etats-Généraux. Le Pensionnaire Hop, que je vis avant-hier, pour l'informer de la bonne justice que Votre Majesté leur faisoit au sujet de Consulat d'Alep, me témoigna un sensible déplaisir de la démarche que Messieurs d'Amsterdam alloient faire: il me dit qu'il en connoissoit toutes les conséquences, qu'il ne doutoit pas que ceux qui sont dans les intérêts de Votre Majesté, ne se prévalussent de ce que Messieurs d'Amsterdam poussent cette affaire avec chaleur, qu'il vouloit bien me dire en confidence que quelques plaintes que leurs Marchands leur eussent faites jusqu'à cette heure, ils avoient défendu à leurs Députés d'en parler dans l'assemblée de Hollande, aimant mieux que cette affaire fût entamée par d'autres que par eux: mais que tous les Marchands d'Amsterdam ont fait tant de bruit, & que les Bourguemestres ont vû en effet que leur commerce en France est si absolument détruit, si ce qu'on leur mande est véritable, qu'ils ont ordonné à leur Deputés de porter ces plaintes aussi fortement qu'il leur sera possible aux Etats de Hollande. Le Pensionnaire Hop, qui en avoit parlé ce jour-là au Pensionnaire Fagel, me dit qu'il avoit vu la joie sur son visage, lorsqu'il lui avoit communiqué l'ordre que Messieurs d'Amsterdam ont reçu de leurs Supérieurs.

A Messieurs les Bourguemestres & Magistrats de la Ville d'Amsterdam.

LES soussignés Marchands Trafiquans en France, tous Bourgeois & Habitans de cette Ville, remontrent très-respectueusement, que comme c'est la coutume ordinaire dans la nature & le cours du négoce en France, que les Négocians de cette Ville, remettent tous les ans vers la saison de la vendange & de la moisson des fruits en France, à leurs amis & correspondans, en divers lieux de France, tant dans les Villes maritimes que dans le pays, de considérables sommes d'argent, pour faciliter les moyens du commerce, & faire aux autres sujets de France de notables avances, pour le vin, l'eau-de-vie, les chataignes, les pruneaux, & autres fruits, lesquels ils vendent alors aux correspondans des supplians, pour les livrer après la vendange & la moisson, & les correspondans les envoient aux supplians pendant l'Hyver, pour se rembourser de leurs-dites avances, qui sont tous les ans fort grandes, & la plupart du tems extraordinaires, principalement quand il y a grande disette de grains en France, comme il est arrivé cette année: lesdits supplians & les autres sujets de cet Etat ont envoyé en France, & sur-tout à Bordeaux & à Rouen, des quantités considérables de toutes sortes de grains de cette Ville, de Rotterdam & des autres Villes de Hollande, & des autres Provinces du Pays-Bas; & vû la misere du commun peuple, auquel se fait le plus grand débit, les grains se vendent ordinairement à crédit, & les supplians & les autres qui en envoient sont obligés d'attendre après la vendange pour retirer ce qui leur est dû du cru de la terre, d'où il est aisé à voir que les habitans & sujets des Pro-

vinces-Unies des Pays-Bas ont un intérêt considérable en France ; & par les susdits moyens de remises d'argent & de grains , ne sont des moindres qui maintiennent le Commerce de France & des sujets de ce Royaume : que ce nonobstant les supplians sont avertis de toutes parts , & spécialement de Bordeaux , que l'on persécute ceux de la Religion prétendue réformée , & qu'on les oblige à aller à la Messe , & à faire profession de la Religion Romaine , après que l'on a absolument ruiné ceux qui font quelque résistance , & tâchent de jouir de la liberté de conscience ; qu'ainsi plusieurs des principaux Marchands de la Religion Protestante , pour ne se point exposer à de si rudes & de si véhémentes persécutions , s'étoient retirés pour un tems à Paris , & autres places du Royaume de France , & que d'autres étoient allés faire voyage où leur Commerce les appelloit : mais que cependant l'Intendant de la Province , sans avoir égard à la liberté dans le fait du Commerce , ou même sans épargner les Hollandois & leurs familles , lesquels y sont établis à cause de leur Commerce , quoiqu'autrement natifs de Hollande , ou de quelqu'autres Provinces des Pays-Bas , faisant tout sceller dans les maisons desdits absens , citoient leurs personnes à revenir dans trois jours sous peine de 3000 liv. d'amendes , avec d'autres menaces de ruiner leurs maisons , de faire vendre les meubles & marchandises qui s'y trouveroient , & de tout confisquer , pendant que les soldats sont dans leurs biens de la campagne où ils ravagent tout , ce qui ne se peut faire sans grand tort & dommage , aux sujets de cet Etat & particulièrement des supplians , qui pour les raisons susdites sont grandement intéressés aux Négocians en France , dont la ruine traîne après elle celle des supplians , & des autres sujets de leurs Seigneuries , à quoi se rapporte le dernier ordre donné à ceux de l'Eglise Romaine ; que tous ceux qui ont quelques biens des prétendus Réformés , ayent à le déclarer dans jours sur peine d'une grosse amende , parquoi est ôté aux cor-

respondans des supplians & des autres, le moyen de mettre sans danger les biens & les effets qu'ils ont pardevant eux, & qui appartiennent véritablement aux sujets de cet Etat, & aux Bourgeois de cette Ville d'Amsterdam, entre les mains des Négocians Catholiques Romains, & sujets de Sadite Majesté Très Chrétienne, qui ne seront plus long-tems en état de garantir les biens & les effets des supplians, de la furie de la persécution; & comme les supplians & les autres sujets des Etats & Seigneuries courent grand danger de perdre leurs biens & effets en France, sans guerre ouverte, seulement sous prétexte de Religion; parce que leurs correspondans, ruinés de cette maniere, ne pourront satisfaire les supplians & les autres créanciers; & de tout cela, les supplians jugent, sauf le respect, que dans l'exécution de la Declaration du Roi, ces Officiers procèdent avec trop de rigueur ou même d'excès, contre l'intention de Sa Majesté: sa bonté naturelle & justice ordinaire, ayant depuis peu donné gratification, & un allègement aux Vaisseaux Hollandois, de l'argent des tonneaux qui ont amené lesdits grains en France, ne peut permettre que les sujets de cet Etat souffrent un si grand dommage dans leurs biens, leur argent, & leurs effets qu'ils ont envoyés en France, sur la bonne foi du rétablissement du commerce dans le traité de paix, qu'à l'occasion de la persécution des sujets Protestans de S. M. on les inquiete en leurs personnes (en tant qu'ils sont établis en France pour le négoce), & qu'ainsi il soit fait une infraction notoire dans le traité. C'est pourquoi les supplians s'assurent, que quand ces miseres seront remontrées tout de bon & avec zèle à S. M. Très-Chrétienne, il donnera ordre incontinent, que les sujets de leurs Seigneuries soient conservés dans leurs biens, & les natifs de Hollande qui y sont établis, conservés dans leurs personnes & familles, ou remis en liberté pour pouvoir retourner avec leurs biens dans leur patrie. A cet effet, les supplians prennent la liberté de s'adresser à vos

véné-

vénérables personnes , & de les supplier très-humblement d'en vouloir écrire à Messieurs les Députés de cette Ville , afin qu'ils ayent la bonté de porter cette affaire à l'assemblée des Hauts & Puissans Seigneurs , les Etats de Hollande , & d'y regler , qu'eux ou leurs Seigneuries , écrivent sur ce sujet en termes sérieux au Roi de France ; & ordonnent en même-tems à leur Ambassadeur à la Cour à Paris , de seconder de bouche , le plus fortement qu'il se pourra , l'intention & le bon dessein de leurs Seigneuries , afin qu'il plaise à Sa Majesté , de donner les ordres nécessaires pour mettre & tenir les Sujets de leurs Seigneuries hors de plaintes & de dommages : & pour donner liberté ou passeport aux natifs de cet Etat habitués en France , en considérations du négoce , de pouvoir retourner avec leurs personnes , leurs familles , & leurs biens , en Hollande , comme aussi d'en faire une représentation à Son Excellence , M. le Comte d'Avaux , Ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté à la Haye , & de lui demander son assistance à cette fin , ce que faisant , &c.

LES Députés d'Amsterdam présentèrent ce matin cette Requête aux Etats de Hollande : il y fût résolu qu'on m'en viendront parler , & qu'on ordonneroit au sieur de Starembourg , de faire des instances sur ce sujet.

Lettre du
Roi du 20
Septembre
1685.

LE Roi me manda , que comme il apprenoit que le bruit qui s'étoient répandu en Hollande , qu'il y avoit des troupes à Bordeaux , pour forcer ceux de la R. P. R. à se convertir , étoit capable de troubler le commerce , qui se faisoit par les vaisseaux Hollandois en ladite Ville , il étoit bon que je fusse averti qu'il n'y avoit point eu de trouble dans ladite Ville ; que les conversions s'y étoient faites à la persuasion de l'Intendant ; que tout y étoit fort tranquille ; & que le commerce s'y faisoit à l'ordinaire. Il m'ordonna de répandre cette vérité autant que je pourrois , afin de rassurer ceux qui avoient leur trafic à Bordeaux.

28 Septem-
bre 1685.

LES Etats-Généraux ayant ordonné au sieur de Starembourg de faire des instances au Roi, Mrs. d'Amsterdam vinrent en corps chez moi pour la même affaire, & je pris cette occasion de leur déclarer ce que Sa Majesté m'ordonnoit par sa dépêche. Ces Messieurs me demanderent si leurs Négocians pouvoient se reposer là dessus, & me dirent que quand Sa Majesté faisoit l'honneur de me mander que le commerce se faisoit à l'ordinaire dans Bordeaux, ils espéroient que cela vouloit dire que non-seulement on n'obligeroit plus les Catholiques à découvrir les effets des Hollandois (ce qui les avoit tant chagrinés), & qu'on ne les saisisoit plus; mais qu'on leur donneroit main-levée de ceux qui avoient été saisis. Ils ajouterent, qu'ils croyoient pareillement, qu'on n'envoyeroit plus de gens de guerre chez les Hollandois qui étoient en France; que si cela étoit, la plûpart de ceux qui vouloient revenir demeureroient en France; que si cela n'étoit point, ils demanderoient que Sa Majesté leur donnât permission de sortir avec leurs effets.

JE fus averti, qu'on avoit pris, tant de la part du Prince d'Orange que de Mrs. d'Amsterdam, des résolutions assez violentes, touchant l'affaire du Tarif. Le Prince d'Orange avoit fait résoudre dans la Province de Gueldres, que si Messieurs d'Amsterdam continuoient à vouloir de leur autorité maintenir le Tarif sur le pié de l'an 1682, le Prince d'Orange seroit prié de la part des Etats-Généraux, d'employer toutes sortes de moyens, même la voie de fait, pour forcer Mrs. d'Amsterdam à se soumettre à la résolution prise par les Etats-Généraux: & Mrs. d'Amsterdam prirent résolution de permettre hautement à leurs Marchands de ne point payer des droits d'entrée, & pour cet effet de chasser de leur Ville les gardes de l'Amiraute qui y étoient. Je ne pensai pas cependant, quelque mine qu'ils fissent de part & d'autre, qu'ils en vîssent aux extrémités, Messieurs d'Amsterdam étant trop ti-

mises pour cela ; & le Prince d'Orange voyant trop le tort qu'il se feroit s'il vouloit entreprendre d'user de violence contre la Ville d'Amsterdam ; mais, il vouloit lui faire peur, & espéroit par-là d'en venir à bout.

ON ne regardoit pas plus le Traité de commerce fait avec la Suede que celui qu'on vouloit faire avec le Danemarck, du consentement de la France ; mais il est certain qu'on avoit refusé celui de Suede l'année d'au paravant, & qu'on n'auroit pas songé à le faire si le Roi de Danemarck n'avoit fait arrêter quatre vaisseaux Hollandois au Sund, pour leur faire subir sa juridiction en la forme que son Ambassadeur l'avoit stipulé, & que les Etats n'avoient pas voulu ratifier ; & ce qui l'a fit précipiter fut une lettre de l'Envoyé de Etats à Copenhague, qui manda que l'on n'avoit pas voulu recevoir en Danemarck un vaisseau d'Amsterdam chargé de Sel, quoiqu'il eût exécuté fidelement tout ce qui étoit porté par les anciens placards.

4 Octobre
1685.

LES Etats-Généraux ne vinrent point me parler de leur résolution, touchant les affaires de la Religion ; mais j'en eus communication, & je l'envoyai au Roi avant que M. de Starembourg m'en eût parlé.

LA lettre que le sieur Starembourg avoit écrite aux Etats Généraux, par laquelle il mandoit que Sa Majesté l'avoit fait assurer qu'elle ne prétendoit point retenir les Sujets des Etats-Généraux malgré eux, mais qu'elle donneroit des passeports à ceux qui voudroient se retirer & vendre leurs effets, a donné une grande joie à l'assemblée de Hollande où elle fut lûe, ce qui étoit fort nécessaire : car l'épouvante étoit si grande à Amsterdam, qu'elle étoit capable de porter un grand préjudice au commerce. On ne trouve presque plus d'argent en bourse pour tout ce qui regarde la France, & ce qui a le plus déconcerté les Marchands, c'est que leurs correspondans leur ont mandé qu'on avoit obligé même les Catholiques à déclarer les effets qui appar-

tenoient aux Protestans Hollandois , de sorte qu'ils n'oseroient plus confier leurs effets , ni à ceux de leur Religion qu'ils envoyent de ce pays , ni aux Catholiques de France.

Ce qui a commencé à donner cette alarme , c'est l'apprehension qu'ont eu les Hollandois habitués en France , que l'on n'envoyât des Soldats chez eux , & qu'on ne les contraignît à changer de Religion : c'est ce qu'ils ont mandé en ce pays-ci , comme une chose qu'ils ne doutent pas qui ne leur dût arriver , & c'est ce qui a donné lieu à tant de passeports qu'on a demandé. Mais je mandois que si le Roi jugeoit être du bien de son service , que ses Intendans fissent des déclarations qui rassurassent là-dessus les Hollandois qui ne sont pas naturalisés ; j'avois tout sujet de croire que les deux tiers de ceux qui demandent à cette heure de se retirer , seroient fort aises de demeurer , & que cela n'apporteroit pas d'alteration au négoce.

Le Pensionnaire d'Amsterdam m'est venu trouver dans ce moment pour me dire que M. de Starembourg ayant mandé aux Etats - Généraux que Votre Majesté ne jugeoit pas à propos , de donner une permission générale aux sujets de cet Etat de sortir de son Royaume , à cause des abus qui s'y pourroient commettre ; mais qu'elle voudroit bien leur accorder des passeports à chacun en particulier , on avoit trouvé à propos , pour éviter les inconvéniens qui pourroient arriver par un plus long retardement , d'envoyer à M. de Starembourg la liste des Sujets de cet Etat qui sont en France , & qui demandent à revenir. Je crois que chaque Ville a délivré son Mémoire aux Etats-Généraux , qui les enverront tous aujourd'hui à M. de Starembourg. Messieurs d'Amsterdam ont aussi donné le Mémoire de leurs Bourgeois. dont le Pensionnaire Hop ma délivré cette copie.

Lettre du Roi , du 27 Le Roi me manda , que l'opposition que la Ville d'Amsterdam faisoit à l'article quatre du Traité de

Brandebourg, affoibliroit beaucoup ce nouvel en-
gagement, & empêcheroit que le Prince d'Orange
n'en pût tirer tout l'avantage qu'il s'en pour-
roit promettre. Septembre
1685.

QU'IL avoit toujours laissé, & qu'il laissoit en-
core, aux Sujets des Etats-Généraux habitués dans
son Royaume, & qui n'y étoient point naturali-
sés, la liberté toute entière d'en sortir, & d'y re-
venir pour le bien de leur commerce, en la ma-
niere qu'ils le jugeoient à propos; qu'aini il me
seroit facile de détruire tout ce que le Pensionnai-
re Fagel avoit faussement avancé sur ce sujet;
qu'à l'égard des demandes que faisoient quelques
particuliers, après que Sa Majesté auroit été in-
formée par les Intendans des lieux où ils rési-
doient s'ils étoient effectivement sujets desdits
Etats, & non naturalisés, elle leur permettroit de
faire ce qu'ils croiroient être le plus convenable
à leur commerce. Idem.

DANS la résolution des Etats-Généraux du 27^e Octobre
Septembre, ils requièrent aussi que Sa Majesté vou-
lût accorder pareillement la retraite aux Sujets de
cet Etat, qui se sont fait naturaliser en France: car
quoique l'on puisse soutenir que cette naturalisa-
tion les a rendus non-seulement habitans, mais
mêmes Sujets de Sa Majesté, Sa Majesté est sup-
plée de considérer d'un autre côté que quand ils
ont obtenu la dite naturalité elle donnoit à ceux
de la R. P. R. le libre exercice de cette Religion
qu'il a plu à Sa Majesté de faire cesser en suite
dans les Villes de leur résidence & ailleurs, quoi-
que pourtant lescdites lettres de naturalité leur eus-
sent été accordées, non-seulement avec cette ex-
pression qu'ils faisoient profession de la R. P. R. mais
encore avec une clause spéciale que S. M. vouloit
qu'ils jouissent de la grace accordée à ses sujets de
la même Religion, par les Edits de pacification
des prédecesseurs de Sa Majesté; lesquels elle avoit
confirmés, & vouloit qu'ils fussent suivis & obser-
vez inviolablement. Que Sa Majesté ne voulant plus

que feldits Sujets jouissent des fufdits Edits, les Etats Généraux espèrent que Sa Majesté, que du moins elle ne voudra pas refuser aux Sujets de cet Etat qui se sont reposez sur cette fufdite clause, si expressement inserée dans leurs lettres de naturalité, de se retirer à cette heure, qu'ils ne peuvent plus jouir de cette liberté dans le Royaume de Sa Majesté; & qu'elle laissera aussi aux Consuls de cet Etat la liberté qu'ils ont toujours eue comme étant une sorte de Ministres publics, du service desquels les Marchands Etrangers se servent pour faire leur négoce & trafic.

Lettre du
Roi du 4
Octobre.

LE Roi me manda, qu'il avoit reçu la Requête des Marchands d'Amsterdam, que je lui avois envoyée, & que dans le même-tems l'Ambassadeur de Hollande avoit présenté deux Mémoires de la part de ses maîtres; l'un pour le même sujet, & l'autre tendant à ce qu'il plût à Sa Majesté permettre à tous ceux des Provinces Unies, qui étoient habitez dans son Royaume, & même à tous ceux qui avoient obtenu des lettres de naturalité, d'en sortir avec leurs femmes & enfans. A l'égard de cette seconde, Sa Majesté me mandoit qu'elle s'étoit déjà expliquée, qu'elle ne pretendoit pas empêcher que les Sujets desdits Etats ne pussent sortir de son Royaume, & y revenir ainsi qu'ils le jugeroient à propos, pour le bien & l'avantage de leur commerce, qu'elle étoit bien aise de faciliter; mais qu'à l'égard de ceux qui s'étoient fait naturaliser, elle me répétoit encore qu'ils étoient devenus par-là ses Sujets, ainsi que lesdits Etats en romboient d'accord par le dit Mémoire; & qu'ils se devoient contenter de jouir des mêmes avantages qu'elle laissoit à tous les autres Habitans de son Royaume de la même Religion.

QUE quant au dommage qu'on prétendoit que souffriroit à Bordeaux le commerce des Hollandois, elle me disoit encore, qu'il n'y avoit point eu de trouble dans ladite Ville, que tout y étoit

fort tranquille, que le commerce s'y exerçoit librement, & qu'elle vouloit bien de plus ordonner aux Intendans & Officiers de justice, de tenir la main, à ce que le trafic des Sujets des Etats-Généraux, ne put recevoir aucun préjudice des desertions de quelques particuliers, au cas qu'il y en eut qui prissent un si mauvais parti.

IL est certain que la foiblesse de Messieurs d'Am- II Octobre
1685.
sterdam fait un grand tort à la République; car quelque bonne que soit leur intention, s'ils n'ont de la vigueur pour s'opposer aux entreprises du Prince d'Orange, il les engagera insensiblement beaucoup plus loin qu'ils ne voudroient. Deux considérations particulieres contribuent beaucoup à rendre les Bourguemestres d'Amsterdam si retenus; ou pour mieux dire deux considérations leur servent de prétexte pour excuser leur foiblesse: l'une est qu'ils croient que n'étant pas appuyés des autres Villes, personne ne voulant pour peu de choses s'attirer la haine du Prince d'Orange, ils s'opposeroient inutilement à ce Prince dans les affaires qui ne leur paroissent pas de la derniere consequence, étant bien assurés, que quand il faudra agir tout de bon, & entrer en guerre, le Prince d'Orange ne le peut faire sans le consentement & sans le secours d'Amsterdam, & qu'ainsi ils seront toujours les maîtres de l'exécution. L'autre considération est qu'ils sont persuadés, que le Prince d'Orange ne peut vivre encore deux ans. Je leur ai assez remontré l'inconvénient de leur premier raisonnement; à l'égard du second, je leur ai fait dire, que c'étoit un bruit que le Prince d'Orange faisoit courir, afin qu'ils se missent moins en peine de ce qu'il entreprendroit; mais, qu'ils devoient se souvenir que ses Medecins disoient la même chose il y a cinq ans, & qu'il pourroit bien en deux ans de tems faire tant de tort à la République, qu'elle ne s'en releveroit jamais.

Le Landgrave de Hesse voulut faire négocier un

Traité pendant le séjour qu'il fit à la Haye : mais comme il demandoit des subsides, il ne put rien obtenir.

LES Etats Généraux avoient le même différend avec le Duc de Zell, qu'ils avoient eu auparavant avec l'Electeur de Brandebourg, ne prétendant pas lui payer des subsides au-delà de l'année 1676. Ils lui devoient par-dessus cela quelques reites de subsides qu'ils ne lui contestoient pas : ils en devoient aussi au Duc d'Hanover, à qui ils en avoient accordé jusqu'en 1678. Par une convention particuliere, ces deux Princes insistoient depuis long-tems, mais principalement depuis un an, pour être payés. Le Pensionnaire Fagel a répondu il y a quelque tems à leurs Ministres, que les Etats-Généraux ne les payeroient pas, à moins qu'ils ne renouvellassent leurs Traités qui doivent expirer dans deux ans. Cette réponse à fort offensé les Princes de Lunebourg, qui croient devoir être payés sans qu'ils soient nécessités pour cela de renouveler leurs engagements. Ils ont ordonné à leurs Ministres de parler fortement : mais il n'y a nulle apparence qu'ils obtiennent rien.

LE Prince d'Orange vient d'enfreindre si hautement les privilèges des Villes, dans l'élection qu'il a faite des Echevins de Leyde, qu'il ne laisse plus aucun lieu de douter, qu'il ne veuille dorénavant user d'une autorité despotique. La Ville de Leyde, ayant nommé huit Echevins, en a envoyé la liste au Prince d'Orange, afin qu'il en choisit quatre. C'est la coutume, & c'est le droit de toutes les Villes. Le Prince d'Orange a pris prétexte qu'un de ceux qui lui étoient présentés n'avoit pas les qualités requises, & qu'un autre est né à Batavia ; quoique ce dernier soit actuellement du Conseil de Leyde. Cependant le Prince d'Orange sur ce prétexte a rejeté la nomination, & sans dire à ceux de Leyde d'en faire une autre, il a nommé quatre Echevins dont il n'y en a pas un qui soit dans la liste qui lui a été présentée. Cette affaire, qui va à

renverser les Loix de la République, & qui détruit la souveraineté des Villes, fait bien du bruit. Deux des Echevins nommés par le Prince d'Orange ont refusé d'entrer par cette voie dans cet emploi; les deux autres l'ont accepté. Ceux de Leyde ont fait là-dessus des démarches qui ne se soutiennent pas; car ils ont fermé leurs portes, ils ont redoublé la garde, & ne laissent plus entrer personne sans s'en informer: ils ont pris résolution de sacrifier biens & vies, pour le maintien de ce droit, qu'ils ont mis dans leur résolution être la perle de leur Couronne. Cependant, au lieu de s'absenter de l'assemblée de Hollande, & de déclarer qu'ils n'y enverroient plus de Députés, que ce tort qu'on leur a fait ne fût repare, ils sont venus faire des plaintes à l'assemblée de Hollande. Le Pensionnaire Fagel a eu encore la hardiesse de leur reprocher cette démarche, & de leur dire qu'ils devoient s'adresser au Prince d'Orange. La Province de Hollande a écrit là-dessus à ce Prince; & on vient de m'assûrer qu'il sera ici demain ou après-demain pour cette affaire.

JE ne puis encore dire précisément ce qui en arrivera: les huit Capitaines des Bourgeois se trouvent partagés, quatre pour la Ville, quatre pour le Prince d'Orange. Des douze Ministres prédicants qui ne laissent pas de se mêler de ces sortes d'affaires, il y en a sept pour la Ville, & cinq pour le Prince d'Orange. Le Conseil de Ville se trouve aussi en quelque façon divisé, y en ayant treize pour le Prince d'Orange, de trente-neuf dont ce Conseil est composé. Mais les Bourgeois abandonneroient bientôt, & leurs Ministres & leurs Capitaines de quartier, & soutiendroient les armes à la main le bon parti, si le bon parti étoit capable de prendre une bonne résolution.

JE vois beaucoup d'honnêtes gens, qui ne sont pas fâchés de toutes ces violences que fait le Prince d'Orange, & qui croient qu'il en fera tant,

qu'enfin on ouvrira les yeux, & qu'il obligera les Etats à prendre malgré qu'ils en ayent d'autres mesures pour defendre leur liberté. J'ai entré dans cette opinion-là, & je crois encore qu'on pourra peut-être dans la suite tirer quelque fruit pour le bien de l'Etat de toutes ces violences du Prince d'Orange. Cependant, je crois qu'il n'y a pas moins à appréhender, qu'il n'intimide si fort tous ceux du Gouvernement en maltraitant ceux qui s'opposent à ses volontés, qu'il ne fasse impunément après tout ce qu'il lui plaira.

Je ne manque pas de représenter en ces sortes d'occasions ce que je dois aux bien-intentionnés; & quoique je ne puisse pas porter ceux qui sont dans le Gouvernement à agir comme ils le devroient en cette occasion, cependant je croirois n'avoir pas mérité la grace que Sa Majesté a eu la bonté de me faire si j'en profitois à cette heure: ainsi, je ne partirai pas encore de la Haye, & j'attendrai pour voir la fin de ce desordre, & pour en rendre compte à Sa Majesté.

M. de Starembourg a écrit aux Etats, qu'il avoit présenté deux Mémoires à M. le Marquis de Croissy; l'un sur les affaires de la Religion, l'autre sur les affaires du Commerce; qu'il lui avoit été répondu, que le Roi n'empêcheroit point les Hollandois qui ne sont pas naturalisés de sortir de son Royaume; que pour ceux qui sont naturalisés ils sont devenus ses sujets; & que pour ce qui est du Commerce, il n'avoit point été troublé, & qu'il ne le seroit point. Les Etats ont délibéré sur cette lettre: ils ont trouvé à redire que M. de Starembourg ne leur ait pas envoyé copie de ses Mémoires; ils lui ordonnent par une lettre qu'ils lui écrivent aujourd'hui de le faire: parce qu'ils veulent voir les raisons qu'il a employées en faveur de leurs sujets naturalisés; ils lui répètent les raisons qu'ils lui ont déjà fournies là-dessus, à savoir que leurs Sujets n'ont pris des lettres de naturalité, qu'à condition

qu'ils auroient l'exercice libre de leur Religion. A l'égard de ceux qui ne sont pas naturalisés, ils lui mandent qu'il ne leur a pas expliqué si leurs femmes & leurs enfans n'auroient pas la même liberté qu'eux; & s'il ne leur sera pas permis aussi d'emporter leurs effets: ils lui enjoignent de s'expliquer là-dessus, & sur tout de faire son possible pour avoir une réponse par écrit. Pour ce qui est du Commerce ils lui écrivent de représenter le dommage qu'apporte la grace accordée par le Roi, à ceux qui ont changé de Religion de pouvoir ne payer leurs dettes de trois années: c'est là, la substance de la résolution des Etats, & de la lettre qu'ils doivent écrire aujourd'hui à leur Ambassadeur.

UN homme écrivit en même-tems trois ou quatre lettres au Roi, & autant à moi, pour dire qu'il pouvoit découvrir plus de vingt millions que les Huguenots de France pouvoient faire sortir du Royaume.

LE Roi m'avoit mandé, qu'il croyoit que Messieurs d'Amsterdam étoient un peu plus en repos par la déclaration qu'il leur avoit fait faire.

JE lui répondis qu'il étoit vrai que les Marchands d'Amsterdam avoient été un peu remis par les assurances que j'avois données à leurs Bourguemestres, & par les lettres que M. de Starembourg avoit écrites aux Etats-Généraux, que Sa Majesté ne prétendoit point que l'on troublât leur Commerce; mais comme leurs correspondans leurs mandoient tous les jours de nouvelles choses, que les Ministres remplissoient leurs prêches de mille imputures, & que les Partisans du Prince d'Orangeomentoient les calomnies, on étoit fort aigri en Hollande, & ceux d'Amsterdam étoient ceux qui se signaloient le plus.

L'ENTREPRISE du Prince d'Orange sur la liberté de la Ville de Leyde, faisoit toujours beaucoup de bruit: ceux de cette Ville avoient fait un écrit très fort. Cependant je mandai que je ne

Lettre du
Roi, du 11
Octobre.

18 Octobre.

croyois point qu'ils eussent aucune satisfaction. Ils avoient fait une assez mauvaise démarche, en remettant à la décision de la Province de Hollande où le Prince d'Orange a la pluralité des petites Villes, une affaire où ils ne doivent avoir d'autres Juges qu'eux-mêmes, & sur laquelle ils n'avoient d'autre parti à prendre que de ne plus venir à l'Assemblée, jusqu'à ce que le Prince d'Orange eût réparé le tort qu'il avoit fait à leur liberté.

Ce Prince, qui voyoit la foiblesse de ceux qui étoient dans le Gouvernement, ne perdoit point l'occasion d'en profiter: il alla dans l'Assemblée des Etats de Hollande, où il n'avoit point voulu paraître, depuis qu'on lui avoit refusé la levée de seize mille hommes, (sinon lorsqu'il y alla pour faire arrêter les Députés d'Amsterdam). Il crut nécessaire en cette occasion d'appuyer son Entreprise par sa présence. Il représenta donc à l'Assemblée, que Messieurs de Leyde ayant fait une nomination de huit Echevins, parmi lesquels y en avoit un né à Batavia, & un autre qui n'avoit pas vingt huit ans accomplis, il les avoit exhortés de charger cette nomination; qu'il avoit persisté pendant trois semaines, sans qu'ils en voulussent rien faire; que voyant leur obstination, il avoit fait des Echevins selon le droit qu'il prétendoit en avoir lorsque les Villes rendroient leur nomination caduque, par les défauts qui s'y rencontroient; qu'il entendoit que ceux qu'il avoit choisis fussent installés, & qu'après cela ceux de Leyde pourroient représenter leurs griefs; qu'au reste il ne prétendoit pas faire aucun préjudice aux privilèges des Villes, & qu'il déclaroit que toutes les fois qu'on lui apporteroit une nomination, dans laquelle on ne trouveroit rien à redire, il ne choisiroit personne hors de cette nomination.

Ceux de Leyde s'en retournerent chez eux pour faire le rapport à leurs Supérieurs, & revinrent le lendemain déclarer aux Etats de Hollande, que l'on avoit installé les Echevins que

Prince d'Orange avoit élu. L'assemblée de Hollande se sépara là-dessus pour jusques à l'assemblée ordinaire du mois de Novembre, & le Prince d'Orange s'en retourna à la chasse à Diren.

LES affaires de la Religion continuent à faire ici ^{19 Octobre} bien du bruit, par les faux rapports que font sans ^{1685.} cesse les François qui sont sortis de France. Messieurs d'Amsterdam sont ceux qui paroissent le plus animés : ils ont fait des collectes, & veulent entretenir à leurs dépens cinq nouveaux Prédicans François, outre les trois qu'ils ont eus jusqu'à cette heure.

CEPENDANT le Prince d'Orange retenoit le sieur Dickfeld en Angleterre le plus long-tems qu'il pouvoit, parce qu'il lui servoit beaucoup à fomenter la révolte qu'on a vûe depuis : il fit si bien qu'il empêcha que le Comte de Pembrock, que le Roi d'Angleterre avoit nommé Général des Anglois, selon le droit qu'il en avoit, ne vint point prendre possession de son emploi, le Prince d'Orange ne voulant souffrir personne à la tête de ses troupes, qui ne fût absolument à lui.

LE Roi me manda, que l'Ambassadeur de Hollande avoit fait encore de nouvelles instances pour obtenir la liberté de sortir de son Royaume, en faveur de Sujets des Etats-Généraux, habitués tant à la Rochelle, qu'à Bordeaux, même pour ceux qui s'étoient fait naturaliser.

Lettre du
Roi du 18
Octobre.

A l'égard des premiers, Sa Majesté me mandoit qu'elle donneroit ordre à ses Intendans de s'informer plus particulièrement de ceux qui vouloient effectivement se retirer, dont Sa Majesté s'assuroit que le nombre seroit très-petit, quand ils auroient sù la déclaration qu'elle avoit prise de leur continuer un aussi favorable traitement, & la même protection qu'ils avoient eue jusqu'alors : mais qu'à l'égard de ceux qui avoient pris des lettres de naturalité, quelque motifs qui les y eut pu porter, ils étoient devenus par-là ses Sujets, & indépendans de tout autre Souverain

que de lui, & il ajoûtoit: Je suis bien aussi de vous dire, que Dieu ayant donné tout le bon succès que je pouvois desirer aux soins que j'apporte depuis si long tems, à ramener tous mes Sujets au giron de l'Eglise, & les avis que je reçois tous les jours d'un nombre infini de conversions, ne me laissant plus lieu de douter que les plus opiniâtres ne suivent l'exemple des autres; j'ai interdit tout exercice de la R. P. R. dans mon Royaume, par un Edit dont je vous envoie copie, pour votre instruction particuliere, qui doit être incessamment porté dans tous mes Parlemens: & il se rencontrera d'autant moins de difficulté dans l'exécution, qu'il y aura peu de gens assez opiniâtres pour vouloir encore demeurer dans l'erreur.

29 Novem-
bre 1685.

LES efforts que les Magistrats de Leyde ont faits pour se maintenir contre l'injuste autorité du Prince d'Orange, n'ont servi qu'à augmenter son pouvoir, & à le rendre Maître de cette puissante Ville. On ne peut assez s'étonner de l'irrégularité du procédé de ces Messieurs-ci: ils refusent un jour d'avoir aucune complaisance pour le Prince d'Orange. Il ne veulent pas même entrer dans des temperamens qui ne vont point à blesser leurs droits & leurs privilèges: & le lendemain ils accordent tout ce que ce Prince leur demande, même de plus injuste; tel a été le procédé de Messieurs de Leyde. On a mandé au Roi, qu'ils avoient refusé aux Créatures du Prince d'Orange, de surseoir pendant trois jours l'élection de leurs Bourguemeîtres; qu'ils les avoient élus, & qu'ils avoient dit qu'ils ne reconnoissoient point d'autres Supérieurs que les Etats de Hollande, & qu'ils périroient pour le maintien de leurs privilèges & de leur liberté: mais ces mêmes gens-là, se sont laissés induire deux jours après par les Emissaires du Prince d'Orange, à venir ici à la Haye se soumettre à ses volontés; car ce Prince a cassé deux des Bourguemeîtres, & en a mis deux autres

absolument dépendans de lui ; & ce qui est le plus surprenant , c'est que dans l'Acte que les Magistrats de Leyde ont passé sur ce sujet avec le Prince d'Orange, ils sont convenus que toutes les fois qu'il y auroit des démêlez dans leur Ville, ils les remettroient à l'arbitrage du Prince d'Orange.

LES bien intentionnés déplorent l'aveuglement de ces gens là , c'est tout ce qu'ils peuvent faire. Cependant le Prince d'Orange en profite : & en se rendant insensiblement Maître des Villes, il ne lui sera plus gueres difficile de faire tourner à son gre les délibérations de la Province de Hollande.

LE Prince d'Orange n'oseroit enfreindre si ouvertement les privilèges de la Ville d'Amsterdam : mais il s'y prend d'une autre maniere, & a si bien fait qu'il a profité de la foiblesse des Régens d'à présent, pour moyenner une espee d'accordement avec eux. Je n'ai pu encore en pénétrer toutes les particularités : mais autant que j'en ai pû decouvrir par des personnes, & bien intentionnées, & bien informées, il n'y a que les mêmes conditions qui avoient été proposées autrefois ; c'est à dire, qu'on oublieroit le passé de part & d'autre, que Messieurs d'Amsterdam auroient pour le Prince d'Orange la déference qu'ils doivent, & que le Prince d'Orange auroit pour Messieurs d'Amsterdam la considération qu'ils méritent ; que Messieurs d'Amsterdam ne feroient point de proposition à l'Assemblée qu'ils ne l'eussent communiquée au Prince d'Orange. Et comme ils ont déclaré, qu'ils ne prétendoient pas s'engager à suivre d'autre sentiment que celui qu'ils jugeront être pour le bien de la République, on est tombé d'accord, que si le Prince d'Orange veut éviter qu'ils ne s'opposent à ses desseins, il pourra les leur communiquer avant que d'en faire la proposition à l'Assemblée de Hollande, & alors ils lui diront leurs sentimens.

VAN-BUNING n'étoit point entré dans cet Ac-

commodement. Le Prince d'Orange avoit refusé de recevoir ses soumissions, & Messieurs d'Amsterdam ne firent aucune instance en sa faveur: il étoit également méprisé de part & d'autre: je ne sai s'il trouvera dans la suite quelque moyen de se racrocher.

LES Bourguemestres d'Amsterdam firent entendre à leurs Amis, que c'étoient les Affaires des Huguenots de France qui les avoient poussés à se raccommoder avec le Prince d'Orange. Il est vrai que cela avoit animé quelques-uns d'eux qui étoient les plus zelés pour la Religion. Il est certain que cela servit aussi de prétexte à la foiblesse de quelques-uns qui n'ont pas été fâchés de se raccommoder, & de profiter de cette occasion, voyant que le Public qui étoit excité par les déclamations des Ministres François, & par les faux rapports de ces Réfugiés, témoignoit une grande animosité.

LE Prince d'Orange avoit fait courir le bruit, que Sa Majesté m'avoit commandé de redemander tous les Huguenois François réfugiés dans les sept Provinces, comme on disoit que Sa Majesté les avoit fait demander à Genève, & aux Cantons Suisses. Je trouvai Messieurs Amsterdam fort allarmés de cette Nouvelle: car ils ne vouloient pas laisser sortir les Réfugiés, quelque chose qui leur en pût arriver. Je les détrompai de ces faux bruits, & cela les remit en quelque façon.

LE Conseil d'Etat travaille à l'état de guerre. Le Prince d'Orange n'a point proposé jusqu'à cette heure de faire des recrûes, & je sai de bonne part, que Messieurs d'Amsterdam ont témoigné au Prince d'Orange qu'ils n'y consentiront point.

LE rapport des Ambassadeurs des Etats Généraux, qui avoient été en Angleterre fut très-fort: ils assurèrent les Etats, que le Roi d'Angleterre leur avoit dit, qu'il avoit refusé de faire aucune Alliance, ni même d'en renouveler avec le Roi; qu'il connoissoit les suites funestes que
pourroit

pourroit avoir une pareille liaison : qu'il ne vouloit d'alliance qu'avec les Etats-Généraux & avec l'Espagne , & qu'il espéroit moyennant cela de maintenir la paix dans l'Europe.

IL est arrivé ces jour-ci beaucoup d'Officiers Huguenots des troupes de V. M., on en compte à cette heure jusqu'à trente-deux , ils sont à tous momens dans l'antichambre du Prince d'Orange , où ils sollicitent de l'emploi.

Je me donne l'honneur d'envoyer à Votre Majesté , un imprimé que l'Electeur de Brandebourg fait distribuer ici , pour inviter les Huguenots de France à aller dans ses Etats , sous l'espérance des grands avantages qu'il leur promet.

UN nommé Vincent , Marchand d'Amsterdam , m'a fait prier aujourd'hui , par un de ses Amis , de demander un passeport à Votre Majesté pour son frere , qui avoit entrepris ci-devant des manufactures de papier à Angoulême. Il est certain , que ce Vincent , qui est à Paris à cette heure , est Hollandois , & qu'il n'est point naturalisé ; mais , il est encore plus certain que sa sortie causera quelque préjudice ; car il maintenoit avec son frere , qui est à Amsterdam , plus de cinq cents Ouvriers auprès d'Angoulême. Il y en a déjà beaucoup qui se sont retirés en ce pays-ci , où l'on va établir des papeteries. Comme ces sortes d'Ouvriers pourront bien demeurer lorsqu'ils trouveront à travailler , peut-être que si quelqu'un entreprenoit de maintenir ces papeteries à Angoulême , on empêcheroit tous ces gens-là de sortir du Royaume.

CEPENDANT on avoit des avis de tous côtés , que plusieurs Huguenots sortoient , même des nouveaux Convertis , & qu'ils emportoient de grandes sommes d'argent de France , tant en lettres de change qu'en argent monnoyé.

LES Bourguemestres d'Amsterdam n'avoient pas encore donné part de leur reconciliation avec le Prince d'Orange au Conseil de leur Ville , les

6 Decembre 1685.

Créatures du Prince d'Orange faisoient bien du bruit de cet accommodement, croyant que cela les remettroit en crédit auprès des Princes Etrangers. Je ne manquai pas de faire voir à ceux d'entr'eux avec qui j'étois en commerce, que ce Prince ne vouloit autre chose que faire eclater cet accommodement, & qu'il se prévaueroit contr'eux, & à leur propre ruine, du crédit que cela pourroit lui donner au-dehors & au-dedans de la République.

29 Novem-
bre 1685.

MAIS au fond tout dépendra des Bourguemestres que Messieurs d'Amsterdam éliront à la Chandeleur. Comme les intérêts de cette Ville sont toujours les mêmes, s'ils sont appuyés par des Bourguemestres qui ayent de la vigueur, le Prince d'Orange se trouvera toujours traversé, toutes les fois qu'il voudra engager Messieurs d'Amsterdam au-delà de ce qu'ils croiront être de leurs intérêts; & si au contraire les Bourguemestres qu'on élira sont foibles & timides, comme ceux d'à présent, cet accommodement leur donnant lieu d'agir de concert avec le Prince d'Orange, il est à craindre qu'ils n'ayent des complaisances pour lui, qui seront fort nuisibles à leur République.

6 Decem-
bre 1685.

CAR, Sire, je supplie très-humblement Votre Majesté, de me permettre de lui dire, que dans Amsterdam, il n'y a peut-être que quatre ou cinq personnes qu'on puisse appeller bien-intentionnées; c'est-à-dire de ceux qui sont bons Républiquains, & qui n'ont nul ménagement pour le Prince d'Orange, quand il s'agit du bien de l'Estat. Presque tous les autres sont obligés à la vérité par l'intérêt d'Amsterdam d'être Républiquains: mais, leur intérêt particulier, ou leur propre foiblesse, les oblige souvent à avoir de la complaisance pour ce Prince: c'est ainsi qu'ils ont été contre lui, & qu'ils se sont rendus aux remontrances des bien-intentionnés, lorsqu'il les a voulu engager dans la guerre, & qu'ils se sont raccommo-
dés à cette heu-

ré avec lui, par pure complaisance & foiblesse, parce qu'il ne s'agit plus d'affaire de si grande importance. Je ne puis parler à ces derniers dans la situation où sont les choses, sans que cela produise de très mauvais effets; ainsi je me contente de m'adresser aux premiers: mais, je ne puis à cette heure avoir que très-difficilement commerce avec eux, & eux-mêmes n'oseroient déclarer leurs sentimens dans leurs assemblées; premierement parce qu'ils sont déjà assez suspects, & qu'on les accuse d'être bons François; de sorte qu'ils sont obligés d'agir avec plus de retenue; en second lieu, parce qu'étant abandonnés des autres, ils ne gagneroient rien dans l'agitation où l'on est à présent ici: & enfin, Sire, c'est qu'ils sont un peu touchés de ce qui se passe en France, non qu'ils y prennent intérêt, ni qu'ils se soucient de l'affaire; mais à cause que cela a donné lieu aux autres de les abandonner, & de s'accommoder avec le Prince d'Orange. C'est ce qui me fait résoudre à ne me donner à cette heure aucun mouvement, & attendre seulement l'occasion où les intérêts du Prince d'Orange & de la Ville d'Amsterdam, qui sont si contraires, les diviseront.

MESSEIEURS d'Amsterdam alleguent à leurs Amis pour une des raisons de leur accommodement, qu'ils se sont vûs delaissés de tous les autres membres de l'Etat: ils prétendent que la plupart des petites Villes, qui étoient bien aises d'éviter l'indignation du Prince d'Orange, ne s'opposoient pas à ses desseins, dans l'espérance que Messieurs d'Amsterdam sauroient bien les traverser; qu'ainsi ils demeueroient toujours en bute au Prince d'Orange, sans même être aidés par ceux qui avoient le plus d'intérêt à les seconder. Qu'à cette heure que ces petites Villes n'aient plus les mêmes confiances, elles songeront un peu plus serieusement à leurs propres intérêts. En effet, Sire, les Députés de deux ou trois Villes de Nort-Hollande,

qui ont consenti, à la fin de l'année passée, à la continuation de l'état de guerre, s'imaginant que Messieurs d'Amsterdam seroient capables eux seuls de faire refoudre une Cassation, ont témoigné ces jours-ci à Messieurs d'Amsterdam l'impuissance où ils étoient d'entretenir l'état de guerre, & les ont priés de demander une reforme : mais ceux d'Amsterdam leur ont témoigné qu'ils avoient persisté eux seuls toute cette année à demander une Cassation ; que les autres & eux qui parloient avoient voulu continuer l'état de guerre, qu'ils pouvoient donc le payer tant qu'il leur plairoit, & que Messieurs d'Amsterdam ne s'en mêleroient pas.

ON croit, Sire, qu'une des choses dont le Prince d'Orange & Messieurs d'Amsterdam sont convenus, est qu'on ne feroit point de recrues, comme le Prince d'Orange avoit proposé, ni de cassation comme Messieurs d'Amsterdam ont demandé depuis un an. En effet le Conseil d'Etat a déjà réglé l'état de guerre pour l'année prochaine, sur le pié de celui de l'année passée, & a présenté aux Etats-Généraux la petition qu'il en fait tous les ans, on a porté cette petition des Etats-Généraux, aux Etats de Hollande. qui se sont séparés pour se rassembler le 17 de Decembre.

LE Prince d'Orange s'étoit servi pour porter les Etats à faire des recrues du rapport que les Ambassadeurs de cet Etat ont fait de leur Ambassade en Angleterre : ils ont dit aux Etats-Généraux, que le Roi d'Angleterre les avoit assuré qu'il auroit au Printems trente mille hommes, & quarante vaisseaux en mer, & qu'il les convioit à se mettre aussi en meilleure posture qu'ils ne sont à cette heure, & que c'étoit le meilleur moyen pour conserver le repos dans l'Europe.

M. de Starembourg écrivit aux Etats une Lettre qui fit bien du bruit, à cause des défenses que Votre Majesté lui a fait déclarer, qu'elle feroit à ses Sujets d'aller chez lui au prêche. M. d'Odick

& les Partisans du Prince d'Orange, dans les Etats-Généraux, dirent qu'il falloit défendre aux Catholiques de venir chez moi : les autres témoignèrent que ce que l'on faisoit en France ne devoit avoir aucune influence sur les Catholiques de ce pays ; ainsi après beaucoup de débats on ne conclut rien.

Extrait de la Lettre de M. de Starembourg.

A Paris, le 30 Novembre 1685.

MESSIEURS les Introduceurs des Ambassadeurs, savoir, de Bonneuil & Girault, vinrent Lundi passé à la Cour de leurs Hautes Puissances, & me dirent de la part du Roi, que Sa Majesté entendoit que les prédications qui se font à la Cour de leurs Hautes-Puissances, se fissent en Hollandois, & que de plus Sa Majesté feroit défenses à ses Sujets, d'aller au Prêche chez les Ministres Etrangers, ou d'y faire aucun exercice de Religion.

Je répondis à ces Messieurs, que pour ce qui regardoit le premier point, je pouvois les assurer qu'à la Cour de leurs Hautes-Puissances, les Prédications se faisoient toujours en Hollandois, & que je n'avois d'autre ordre que de les faire continuer en la même langue. Que pour ce qui étoit du second point, je croyois qu'il ne me touchoit aucunement, non plus que les autres Ministres Etrangers, puisque Sa Majesté pouvoit donner à ses Sujets tel ordre que bon lui sembleroit, & que je ferois savoir à leurs Hautes-Puissances ce qu'ils étoient venus me dire.

MESSIEURS les susdits Introduceurs ont été faire la même notification aux Ministres de Suede, de Danemarck, & de Brandebourg.

Quoiqu'on soit ici fort aigri sur les affaires de la Religion, je ne vois pas d'apparence jusqu'à cette heure qu'on chasse les Catholiques de ce pays comme le bruit en avoit couru. Messieurs d'Amsterdam & de Rotterdam, ayant fait entendre qu'ils don-

neroient retraite dans leurs Villes à tous les Catholiques qui y voudroient venir. Ceux de Zelande ne sont pas à se repentir de la faute qu'ils ont faite là-dessus : ils chassèrent il y a environ 5 mois beaucoup de Catholiques hors de leur Province. Ceux-ci se sont venus habiter à Rotterdam. Les Etats de Zelande, voyant qu'ils avoient emporté avec eux des effets considérables, & que cela nuisoit au commerce de leur Province, ont rappelé ces gens-là, qui n'ont pas voulu retourner, se trouvant bien à Rotterdam.

IL arriva encore avant-hier six Officiers de la garnison du Quesnoy : je n'ai pû savoir leurs noms, non plus que des premiers ; car ils les cachent soigneusement. Le Prince d'Orange avoit eu dessein de faire lever deux Régimens pour tous les Officiers Huguenots, qui viendroient de France : mais les Etats ont refusé d'augmenter leurs troupes. Sur ce prétexte on dit qu'on leur donnera des pensions : mais jusqu'à cette heure, cela n'est pas résolu. Le sieur Diest les fait chercher, & les invite d'aller à Berlin, leur offrant de l'argent pour leur voyage.

LES honnêtes gens furent bien aises d'apprendre, que le Roi d'Angleterre avoit été obligé de proroger son Parlement, & qu'ainsi le Prince d'Orange ne pût s'autoriser du secours de l'Angleterre.

3 Decem-
bre 1685.

JE fus informé, que le Roi d'Angleterre avoit dit à quelques personnes de son Conseil, que non seulement les Rebelles Anglois qui étoient en Hollande, mais encore plusieurs personnes du Gouvernement des Etats-Généraux, avoient sollicité les membres du Parlement d'Angleterre, à tenir la conduite qu'ils avoient tenue à l'égard de Sa Majesté Britannique.

IL est à remarquer que c'est la faction du Prince d'Orange qui fut la plus opposée aux intérêts du Roi d'Angleterre, dans les dernières séances du Parlement.

Decem-
bre 1685.

JE mandai à M. de Louvois, que parmi les Officiers Huguenots qui étoient arrivés de Fran-

ce , il y en avoit deux qui se repentoient de ce qu'ils avoient fait , & qu'ils m'avoient fait dire qu'ils auroient bien voulu s'en retourner. Je demandai à M. de Louvois ce que j'aurois à leur répondre , & à ceux qui dans la suite pourroient avoir le même sentiment ; que je pourrois découvrir par ceux-ci le nom de tous ceux qui étoient arrivés.

L'ÉTAT de Guerre est de quarante mille hommes sur le papier , & de trente-trois milles effectifs.

LE Prince d'Orange donna d'abord un emploi considérable à Goulon pour le retenir.

LE Prince d'Orange fit insinuer à Messieurs d'Am-^{13 Decem-}
sterdam , qu'il seroit bien aise qu'ils le priassent bre 1685.
d'aller à Amsterdam : mais ils n'en voulurent rien faire , & les Amis du Prince d'Orange , ayant mis cette affaire en délibération dans le Conseil d'Amsterdam , on résolut de s'en excuser sous prétexte de la saison qui étoit trop incommode.

LE Prince d'Orange fut quelque tems sans rien faire pour les Officiers Huguenots , de sorte que quelques-uns furent en balance s'ils ne retourneroient pas en France.

ON recommença à parler avec beaucoup d'aigreur dans les Etats-Généraux , des défenses que Votre Majesté a fait faire à ses Sujets , d'aller aux Prêches chez les Ministres Etrangers qui ont l'honneur de résider à sa Cour. M. d'Odick & quelques autres qui ne sont pas plus sages que lui , vouloient que l'on ne défendît aux Catholiques de ce pays que ma Chapelle : les autres ont désapprouvé cette pensée , croyant que Votre Majesté auroit raison de s'en offenser , & ont dit qu'il seroit mieux de défendre généralement d'aller à l'Eglise chez tous les Ministres Etrangers qui sont ici ; mais qu'il falloit veiller plus soigneusement sur ma Chapelle , que sur celles des autres Ministres. Le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel ne sont pas d'un de ces deux avis. Ils ont dit que cela

ne valloit pas la peine , & qu'il ne falloit pas faire les choses à demi ; de sorte que l'on ne fait encore à quoi les Etats se détermineront. La plus vraisemblable opinion est qu'ils ne feront rien du tout , à moins qu'ils ne chassent tous les Religieux & tous les Prêtres Etrangers , ne reservant que ceux du pays : c'est à quoi ils pourroient bien se déterminer.

LE Prince de Nassau partit avant-hier matin fort brusquement de la Haye , sans avoir pris congé du Prince ni de la Princesse d'Orange. Il avoit eu un démêlé fort violent , lundi au soir avec le Prince d'Orange , sur ce qu'il n'a pas proposé au Conseil d'Etat de le faire Maréchal Général , comme il le lui avoit promis. On croit qu'il est allé trouver Messieurs d'Amsterdam , & qu'il leur parlera avant que d'aller en Frise : mais je ne crois pas pour cela que Mrs. d'Amsterdam prennent sitôt confiance en lui , après qu'il les a abandonnés l'année passée : d'ailleurs ils le connoissent pour avoir bien peu d'esprit , & savent qu'il est gouverné par le Ministre Vandervaye , qui fut encore avant-hier enfermé avec le Prince d'Orange.

Je fus averti en grand secret , que le Prince d'Orange avoit dit en confidence à l'Envoyé de Suede , pour qui il n'avoit rien de caché , qu'on avoit bien vû des changemens depuis quelques années ; mais qu'il ne mourroit point qu'on n'en vît encore qui surprendroient bien du monde.

ON ne parle presque point ici des Affaires d'Orange ; ce qui est d'autant plus surprenant , qu'il n'y arrivoit pas autre fois la moindre bagatelle que le Prince ne la relevât extrêmement , & dont il ne fit bien du bruit : cela fait juger , qu'il n'espere pas que les Etats entrent dans sa querelle , & qu'ainsi il n'en veut point témoigner son déplaisir lorsqu'il n'en peut tirer aucune utilité.

ON trouvoit des Marchands sur les chemins vêtus en Payfans , & en gens qui demandoient l'aumône , qui avoient chacun deux & trois mille pis-

toles sur eux, qui sortoient à cause de la Religion.

LE Roi me manda, qu'il avoit lieu d'espérer que la conversion de ses Sujets seroit entierement achevée dans le même tems, & que la liberté du Commerce étant parfaitement rétablie, je trouverois encore dans la Ville d'Amsterdam les mêmes dispositions qu'elle m'avoit témoigné ci-devant à conserver les mêmes privilèges & libertés. & à éviter tous les engagemens qui pourroient déplaire à Sa Majesté.

Lettre du
Roi, du 6
Decembre
1685.

IL ajoûta, je serai informer de ce qui vous est exposé par le Marchand d'Amsterdam, dont vous m'écrivez: & j'ai lieu de croire que la liberté qui est laissée à tous les Sujets des Etats-Généraux d'exercer leur Commerce, leur ôtera la pensée de se retirer; ce qui, néantmoins, leur sera permis de faire, s'ils persistent dans cette résolution.

MRS. d'Amsterdam furent mécontents du Prince d'Orange & du Pensionnaire Fagel; ni l'un ni l'autre ne leur tenant parole sur le rétablissement du Tarif, & ils commencerent à s'appercevoir qu'on les avoit trompés. On me donna avis qu'ils avoient résolu de me faire de fortes instances pour les Hollandois non naturalisés qui étoient dans le Royaume, lesquels demandoient tous les jours des passeports par la terreur panique qu'ils avoient qu'on leur envoyât des Dragons; & j'assurai le Roi que de dix Hollandois non naturalisés qui demandoient des passeports, il y en avoit neuf qui n'en demanderoient point, s'ils étoient assurés de n'avoir point de gens de guerre chez eux.

20 De-
cembre
1685.

LES Etats avoient résolu de me venir faire de grandes plaintes sur ce que M. de Starembourg leur a mandé qu'on avoit fait mettre des Dragons chez le Consul Hollandois qui est à Nantes; prétendant que c'étoit contre le droit des gens, & autres choses semblables. Mais Messieurs d'Amsterdam ayant remontré que leur Consul n'avoit point été reçu à Nantes, & que sa qualité n'étoit point

reconnue en France; qu'au contraire il s'étoit fait naturaliser François, on a surſis l'exécution de cette réſolution, & on a écrit à M. de Starembourg de ſ'informeſi cet homme n'a pas été reçu Conſul en France, & ſ'il y eſt naturalisé. Ce même homme de Nantes a écrit depuis, qu'on l'avoit approché nud auprès d'un grand feu, & qu'on l'avoit à demi rôti pour le faire changer de Religion on a fait inferer ſa lettre dans la Gazette Flamande de ce pays, où on a mis toutes les circonſtances les plus fortes, pour exciter le Peuple à compaſſion pour ceux de la Religion, ou plutôt à la fureur contre les François.

UN Bourgeois de Harlem m'eſt venu repréſenter que ſon fils étoit allé à Rouen depuis quelques années, pour y exercer ſon négoce, qu'il ne s'y étoit point marié, & qu'il ne s'étoit point non plus fait naturaliser; que cependant les Echevins de la Ville ſont venus chez lui depuis quelques jours, lui ont demandé ſon nom & ſa Religion & l'ont menacé de lui envoyer des Dragons, ſ'il ne changeoit de Religion. Son pere ſait bien du bruit, & demande un paſſeport: il m'a apporté le préſent certificat de la Ville de Harlem; mais je vois bien qu'il n'inſiſtera pas pour le paſſeport lorsque ſon fils n'appréhendera plus qu'on lui envoie des Dragons.

CEPENDANT les Gazettes étoient toutes plaines de mille choſes, & vraies & controuvées touchant les Proteſtans de France, que l'on débitoit pour animer le Peuple.

Lettre du
Roi du 20
Decembre
1685.

LE Roi me manda, que, quelque réſolution que puſſent prendre les Etats-Généraux, elle n'apporterait aucun changement aux meſures qu'il avoit priſes pour la conversion de ſes Sujets.

20 De-
cembre.

COMME j'ai tenu toujours la même conduite avec Mrs. d'Amſterdam, depuis leur Accommodement avec M. le Pr. d'Orange, & que j'ai témoigné une ſoit grande indifférence ſur cette conciliation qui

ne pouvoit seulement cesser la division dans la République, sans qu'on eût pour cela rien concerté contre ses intérêts du Roi, cela fit un très-bon effet, & Mrs. d'Amsterdam me vinrent voir, bien moins pour me parler d'aucunes affaires de conséquence, que pour ne pas laisser interrompre notre Commerce : ils me parlerent cependant de quelques bourgeois d'Amsterdam habitués à la Rochelle, & qui n'étoient point naturalisés, qui demandoient des passeports pour revenir. La réponse, que je leur ai faite, a été que Votre Majesté ne refusoit point de passeports aux Hollandois qui n'ont pas été neutralisés, & qu'ainsi ces personnes-là ne devoient pas douter qu'on ne leur en donnât; mais comme ils ne souhaitent sortir du Royaume, & ne par l'apprehension qu'ils ont du logement des gens de guerre; je priois Mrs. d'Amsterdam de demander à ces gens-là de se donner patience, & que quand ils verroient qu'ils exerceroient leur Commerce avec la même liberté qu'ils ont fait jusques ici, ils seroient fort aises alors de demeurer, & ne demanderoient plus de passeports.

Je me suis servi de cette occasion pour faire voir à Mrs. d'Amsterdam, que le zele, qu'à Votre Majesté de réunir ses Sujets dans une même Religion, ne devoit avoir aucune influence sur les affaires du dehors; qu'ils ne devoient non plus ajouter aucune foi à toutes les impostures des Refusés de France; que je pouvois les assurer en leur particulier que Votre Majesté avoit toujours la même bonne-volonté pour eux, & que pourvu qu'ils demeurassent dans les sentimens de conserver une bonne intelligence avec Votre Majesté, d'empêcher que les Etats ne prennent aucunes mesures qui soient contraires à ses intérêts, ils recevraient dans toutes les occasions, soit pour le maintien de leur liberté, soit pour l'avantage de leur Commerce, des effets de la protection, & des marques de la bien-veillance de Votre Majesté.

27 Decem.
bre 1685.

Mrs. d'Amsterdam m'ont témoigné, que ce qui s'étoit passé en France au sujet de la Religion avoit changé la face des affaires de ce pays ; qu'il avoient été obligés de faire quelques démarches qu'ils n'auroient pas faites sans cela : parce qu'il s'étoient trouvés en bute à tous ceux du Gouvernement, & même exposés aux reproches de tous leurs Bourgeois, qui étoient fort animés par les lettres qui viennent de France, & par le rapport de ceux qui en sont sortis : mais que cependant ils avoient toujours conservé les mêmes sentimens qu'ils m'ont témoignés autrefois, & qu'ils étoient d'autant plus aises d'apprendre par moi la continuation de la bonne-volonté de Votre Majesté pour eux, qu'ils avoient été un peu alarmés de ce que quelques Ministres de Votre Majesté qui sont dans les Cours Etrangères, avoient parlé contre Messieurs. d'Amsterdam.

LA Province de Hollande a consenti l'état de guerre sur le pié de l'année précédente.

MAIGRÉ tout ce que j'ai l'honneur de mander à Votre Majesté de Mrs. d'Amsterdam, je ne voudrois pas assurer qu'ils ne se laissassent aller aux volontés de M. le Prince d'Orange, s'il se présente quelque occasion considérable avant que la rupture qu'excitent ici les affaires de la Religion soit un peu apaisée : mais au moins cela doit faire connoître, qu'il n'y a point de liaison si étroite entre le Prince d'Orange & les Bourguemestres d'Amsterdam ; & je sai, que si ces derniers-ci ne changent de sentiment, ils éviteront avec autant de soin qu'on ne croie dans les Cours Etrangères qu'ils se sont réunis avec M. le Prince d'Orange que ce Prince a déjà témoigné d'empressement de faire accroire que Mrs. d'Amsterdam sont dans ses sentimens, & dans ses intérêts.

LE Prince d'Orange s'est enfin déterminé à déclarer que l'on fît un fonds pour les Officiers François qui sont ici : il avoit même dressé l'état

ce qu'il falloit donner à chacun, ne doutant point que puisque les Villes particulieres donnent en forme d'aumône des sommes considerables pour les François Refugiés, les Etats ne consentent à assigner un fonds réglé pour faire des pensions à ces Officiers. Toutes-fois les Députés de Hollande, à qui le Prince d'Orange s'est adressé, ont pas été aussi vîte qu'il l'avoit cru, & ils se sont contentés de recevoir la proposition, & de se charger d'en aller rendre compte à leurs Supérieurs. Je vois cependant beaucoup d'apparence que l'affaire se fera, parce que les Etats-Généraux sont peu à fournir; le Prince d'Orange & le Penninaire Fagel, ayant trouvé presque tout ce qu'il faut pour ces pensions dans les fonds qui sont destinés pour les Ambassadeurs, & pour les correspondances secretes.

Le Prince d'Orange propose de faire donner par an dix-huit cents livres monnoye de Hollande aux Colonels, treize cents livres aux Lieutenans-Colonels, onze cents livres aux Majors, neuf cents livres aux Capitaines, cinq cents livres aux Lieutenans, & quatre cents aux Enseignes & Cadets: la proportion de l'argent de France à celui de Hollande, est de six à cinq, c'est-à-dire, que six francs de France, n'en font que cinq d'ici, vingt-cinq livres de France, en font vingt, & six cents livres cinq: on distribuera ces Officiers dans différens Corps, pour remplacer les Officiers qui viendront à mourir.

M. de Louvois me manda, que le Roi ne desiroit pas que j'écoutasse les Officiers François de la R. P. R. qui se sont retirés en Hollande, lesquels seroient en peine de revenir, puisque Sa Majesté ne voudroit souffrir qu'ils rentrassent à son service.

Je mandai au Roi, que ce qu'il me feroit l'honneur de m'envoyer pour détruire la calomnie, que l'on debite ici au sujet du prétendu Consul à Nantes, me seroit très-utile, cette affaire étant une de celles qui a fait le plus d'impression. Le beau-frère de ce Consul ayant fait voir de ses Lettres, dans

Lettre de
M. de Louvois, du 14
Decembre
1685.

3 Janvier
1686.

lesquelles après avoir exagéré tous les maux qu'on lui a faits, il mande qu'il pria les Dragons de tuer; qu'ils lui répondirent, qu'ils n'en avoient pas la permission, mais qu'il leur étoit ordonné de lui faire tout le mal qu'il pourroit, endurer sans mourir: & la nouvelle s'étant répandue ici que ce prétendu Consul est mort; cela a donné lieu de croire que tout ce qu'il a mandé est vrai, & qu'il est mort de la violence des tourmens qu'il a souffert.

D'AILLEURS, la plupart des Réfugiés inventent & débitent tant de différentes choses, que bien des gens croient qu'il est impossible qu'il n'y ait une partie de vrai: je n'en importunerai pas Votre Majesté, j'aurai seulement l'honneur de lui dire, que la Princesse d'Orange, qui paroissoit au commencement n'ajouter pas beaucoup de foi à tout ce qui se débite là-dessus, est la première cette heure à en parler, & à l'exagérer; ayant dit qu'il n'y a que deux jours qu'on avoit mis du feu sous des filles, & qu'on leur avoit fait souffrir de cette manière pendant deux heures, les plus cruelles douleurs du monde.

Le sieur de Starembourg mande seulement aux Etats, que ce Consul lui a écrit, que la force des tourmens l'avoit fait changer.

J'AVOIS découvert, que le Roi de Suede devoit faire proposer au Roi d'Angleterre une Alliance ou un renouvellement d'Alliance; & que le dessein du Prince d'Orange est d'y engager les Etats-Généraux, s'il est possible. Le S. Dickfeld aiant demandé aux Etats-Généraux, s'il ne seroit pas à propos d'ordonner au sieur Citters, à son retour en Angleterre, d'appuyer la négociation de l'Envoyé de Suede, & même d'y entrer au nom des Etats-Généraux, pour se garantir respectivement les Traités faits entre ces trois Puissances.

4 Janvier. LE Prince d'Orange, qui avoit envie d'avoir le Comté de Bentheim, s'entremettoit vivement dans cette affaire, en faveur des jeunes Comtes, contre leur pere qui s'étoit fait Catholique; & com

ne ce Comté est fort à la bien séance du Prince d'Orange, & qu'il est proche du Comté de Lin- gen, il avoit dessein d'unir ces deux Etats ensemble. L'Electeur de Brandebourg prenoit aussi vivement parti pour ces jeunes Comtes de Bentheim: il s'étoit déclaré depuis quelque mois en faveur des enfans. Les Etats- Généraux doivent écrire sur ce sujet à tous les Princes Protestans, pour en faire une affaire de Religion: ils en doivent aussi parler à l'Envoyé de Danemarck.

LE sieur Guldenstorp est retourné ce matin en conférence avec les Députés aux Affaires secretes: je n'en ai pu encore pénétrer le sujet; mais je ferai toutes mes diligences pour en être informé; car quoique les Etats ayent spécifié tous les Traités qu'ils ont consenti de renouveler avec la Suède, & que cette précaution me devoit mettre en repos, cependant je dois toujours me défier que le Pensionnaire Fagel ne prenne occasion de profiter du mécontentement que quelques personnes du Gouvernement temoignent au sujet des affaires de la Religion, pour les engager à en mettre quelque clause, qui donnât au Traité d'Association la même force & vigueur, à l'égard de la Suède, qu'il a eue à l'égard de la paix.

LE Roi me manda, que, quelque penchant qu'eut l'Electeur de Brandebourg à faire de nouveaux traités incessamment, néanmoins il lui avoit donné depuis peu par une dernière lettre de si fortes assurances d'une fidele & très-exacte observation des traités qu'il avoit fait avec Sa Majesté, qu'elle auroit peine à croire qu'il voulût entrer dans des engagements qui y fussent contraires.

LE Roi me manda, que je tâchasse d'éloigner, autant qu'il me seroit possible, les instances qui lui pourroient être faites de la part des Etats- Généraux, pour permettre à leurs Sujets qui trafiquent dans son Royaume de s'en retourner; car quoique Sa Majesté ne prétendit pas leur en ôter la liberté

Lettre du
Roi, du 3
Janvier
1686.

10 Janvier
1686.

dans la suite du tems, néanmoins elle pourroit avoir de mauvais effets dans la conjoncture présente. JE mandai au Roi, que je n'omettrois rien de ce qui étoit en mon pouvoir, pour maintenir Messieurs d'Amsterdam dans les bonnes dispositions où ils étoient, lorsque je leur parlai la dernière fois : mais, qu'ils étoient si furieusement aigris depuis peu sur de nouvelles Relations venues de France, que ceux qui avoient toujours été dans les intérêts de Sa Majesté, avoient parlé sur cela avec tant d'emportement à des gens de ma connoissance, que j'en fus surpris : qu'aussi je devois avouer à Sa Majesté, que ces Messieurs-là avoient tous les jours les oreilles battues de tant de faussetés, & de tant d'insignes & atroces calomnies, que cela passoit l'imagination; & comme le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel, étoient tous les jours pour ainsi dire au guet, pour profiter des premiers mouvemens de chagrin, que ces sortes de nouvelles causoient aux Regens d'Amsterdam, j'appréhendois qu'ils ne s'en prévalussent pour le faire consentir à mettre dans un article du renouvellement des traités avec la Suede, que le traité d'Association auroit la même force & vigueur pour l'exécution des traités de Treve, qu'il avoit pour le maintien des traités de paix. Je sais bien que les Etats ont réglé ce qui doit être compris dans ce renouvellement de traité, & que Messieurs d'Amsterdam ont témoigné au Pensionnaire Fagel, lorsqu'il en a parlé, qu'ils ne vouloient point rendre le traité d'association applicable au traité de Treve. J'ai aussi été informé, que l'Envoyé de Suede n'en a point encore parlé dans les conférences qu'il a eues : mais, au travers de tout cela, j'apprends beaucoup de circonstances qui me font croire, que ce Ministre pourroit bien en faire la proposition, lorsque le traité sera prêt à être conclu, & que le Pensionnaire Fagel verra de la disposition à faire consentir Messieurs d'Amsterdam à y inserer cette clause.

LORSQUE j'aurai l'acte que Sa Majesté me doit faire l'honneur de m'envoyer, pour détromper Messieurs d'Amsterdam, des faussetés que leur prétendu Consul de Nantes leur a mandées, j'en pourrai faire un bon usage. J'envoyai en même-temps au Roi la Lettre que ce Consul a écrit à Amsterdam, je l'ai eue par le moyen de ce donneur d'avis, dont j'ai déjà fait mention, & l'ai fait traduire.

Je mandai, qu'il étoit fort à craindre, que les Ouvriers François ne donnassent lieu à l'établissement de nouvelles Manufactures, qui feroient tort à celles de France.

ON ne m'a encore rien dit sur ce qui regarde les Catholiques en Hollande: mais, je fus informé, que si l'on en parloit, Messieurs d'Amsterdam auroient ordre de déclarer, qu'ils ne prétendoient point empêcher que la Province de Hollande ou les autres Villes en particulier, ne prissent telle résolution qu'elles voudroient; mais qu'ils déclaroient que Messieurs d'Amsterdam n'y seroient pas venus, & qu'étant Maîtres & Souverains dans leur Ville, ils s'y conduiroient selon qu'ils le jugeroient à propos.

J'AI déjà éloigné, & j'éloignerai autant qu'il me sera possible, de me charger des instances qui pourroient être faites de la part des Etats Généraux, pour permettre à leurs Sujets qui trafiquent en France, de revenir: Mais, si Sa Majesté vouloit qu'il ne fût point contre son service de donner cette permission à deux ou trois qui touchent de plus près Messieurs d'Amsterdam; peut-être que cela appaiseroit en partie le bruit que l'on fait ici: au moins cela m'aideroit à maintenir Messieurs d'Amsterdam dans leurs bons sentimens.

LE Prince d'Orange a fait ces jours ci beaucoup de caresses à un Gentil-homme Anglois, ami & confident de feu M. de Montmouth, & qui étoit avec lui lorsqu'il vint de la Haye. Il a fait

enforte aussi, que la Princesse d'Orange l'a bien reçu, & lui a permis de lui baiser la main. Skelton en a fait des plaintes au Prince d'Orange, qui ne lui a répondu autre chose, sinon, qu'on ne pouvoit empêcher ces sortes de choses-là.

15 Janvier
1686.

LES Provinces de Gueldres, de Frise, & de Groningue, traitent fort mal les Catholiques, le mettant en prison, dont ils ne se rachetoient que par des grosses sommes d'argent.

17 Janvier
1686.

LES Etats-Généraux ont conclu, avec l'Envoyé de Suede, le renouvellement des traités de 1640 & de 1645, & de ceux qui ont confirmé ces deux traités-là.

MESSIEURS d'Amsterdam me firent demander s'il étoit vrai que le Roi d'Angleterre fit faire de sérieuses instances auprès de Sa Majesté, en faveur du Prince d'Orange? Ils souhaitoient fort que le Roi d'Angleterre ne s'en mêlât que par manière d'acquit. Ils ont appris depuis ce tems-là, que l'Envoyé d'Angleterre a présenté un second Mémoire, & même le Prince d'Orange l'a fait imprimer, & distribuer dans toutes les Villes. On ne publie pas de même la réponse du Roi: que quelques personnes cependant prétendent la savoir, Sa Majesté avoit agréable que j'en fusse informé je la rendrois publique, selon qu'elle jugeroit propos.

LA Province de Hollande fit un fonds de quarante mille écus par an pour les Officiers François déserteurs.

ON régla le principal article du Tarif, en faveur de Messieurs d'Amsterdam, le Prince d'Orange voulant gagner leur Affection.

UNE chose, qui fit beaucoup d'impression en ce tems-là, fut un Capitaine de Dragons Catholique qui se réfugia en Hollande: il contoit qu'ayant été commandé pour aller chez un homme de la R. P. il avoit vû tant de constance dans cet homme qu'il avoit jugé que sa Religion étoit bonne,

qu'il avoit pris le parti de se sauver avec lui pour se faire instruire,

TROIS Bâtimens François vinrent en Hollande, montés par des Matelots François nouvellement convertis, qui abandonnerent leurs Bâtimens, & déclarerent qu'ils ne vouloient plus retourner en France.

LA Suede fit tous ses efforts pour obliger les États-Généraux d'entrer dans les intérêts du Duc de Holstein: mais ils n'en voulurent rien faire, disant que c'étoit des Affaires, ou Domestiques, ou qui regardoient l'Empire.

ON me manda de savoir précisément le nom des deux ou trois personnes, que Messieurs d'Amsterdam souhaitoient le plus avoir permission de revenir.

LE Roi me manda, qu'il y avoit bien de l'apparence, que les François qui se retiroient en Hollande, auroient bien-tôt sujet de se repentir de leur faute, mais: que s'il y en avoit qui desirassent de s'en retourner & embrasser la Religion Catholique, je pourrois les assurer de leur pardon, s'ils retournent dans le tems porté par l'Edit de Sa Majesté, même faire avancer de l'argent aux nécessiteux, & qui ne pourroient pas faire leur voyage sans secours. Cependant M. de Louvois ne vouloit pas entendre raison pour ce qui étoit des Officiers.

JE fus informé par un endroit fort sur, que le Roi de Suede avoit mandé à son Envoyé qui étoit à la Haye, qu'il ne vouloit point que l'on fît aucune mention de la Religion dans les traités que l'on devoit faire, ainsi que l'Electeur de Brandebourg le souhaitoit, & qu'il se gardât bien d'en rien mettre. Il lui ordonnoit même de faire de fortes instances auprès du Prince d'Orange & du Pensionnaire Fagel, & les autres Membres des Etats, afin qu'on ne fit rien en Hollande contre les Catholiques, de peur que les traités, que l'on feroit ensuite, ne parussent avoir la Religion pour objet.

JE fus informé deux jours, après qu'il avoit

donné ordre de parler de la Religion comme une chose qu'il savoit être au goût de M. de l'Electeur de Brandebourg: des choses qui suivirent le firent changer d'avis.

ON fit graver en Hollande des tailles douces représentant les différentes sortes de tourmens qu'on faisoit souffrir en France aux gens de la R. P. R. avec un imprimé François & Flamand, qui contient l'explication de ces tailles douces.

Lettre de M. de Louvois me manda, que le Roi ne jugeoit pas à propos de permettre aux Soldats Catholiques, qui après avoir deserté s'étoient retirés à Leyde, où ils étoient Ouvriers en drap, de revenir en France, sans y être inquiétés pour leur desertion.

7 Février 1686. PARMi les quatre Bourguemestres d'Amsterdam que l'on fit alors, je mandai que les deux nouveaux que l'on avoit faits, qui étoient peut-être les deux meilleurs qu'on pouvoit choisir dans Amsterdam, avoient le défaut d'être très-zelés pour leur Religion; jusques-là qu'un d'eux avoit dit trois semaines auparavant à un de ses amis, qu'il avoit toujours été d'avis que la République ne pouvoit subsister sans une étroite alliance avec la France; mais qu'à cette heure qu'il voyoit comme on y traitoit ceux de sa Religion, il seroit le premier à prendre de toutes autres mesures.

LE Prince d'Orange fit tant, qu'il obtint par pluralité des voix de Dort, que l'on exclût le sieur Muys du Gouvernement de cette Ville-là principalement pour satisfaire le sieur Alwin, ennemi déclaré de Muys, & qui étant de Dort vouloit procurer à son frere la charge de Pensionnaire de cette Ville-là. Le Pensionnaire Fagel & Alwin, firent tout ce qu'ils purent pour perdre l'un l'autre auprès du Prince d'Orange.

IL arriva beaucoup de lettres particulieres d'Angleterre, qui assüroient toutes, que le Roi de la Grande-Bretagne, avoit envoyé tout de nouveau des ordres au sieur Trombal, d

faire de nouvelles & fortes instances auprès de Sa Majesté, pour la Principauté d'Orange. Cela fit beaucoup de bruit à la Haye; & fut même mis dans les Gazettes: les amis du Prince d'Orange s'en prévalaient, & les autres étoient étonnés que le Roi d'Angleterre, ayant tant de sujets d'être mécontent du Prince d'Orange, s'engageât toutefois insensiblement dans ses intérêts. Les honnêtes gens en furent fâchés, & trouverent étrange, que le Roi d'Angleterre se déclarât si hautement par le Mémoire du sieur Trombal, garant des traités de Nimègue, & de la paix qui régnoit alors dans l'Europe. Comme M. de Barillon ne m'en avoit rien mandé, je témoignai à ceux qui m'en avoient parlé, que je ne croyois pas qu'il y eût aucun fondement à cette nouvelle.

Dès que quelques Officiers virent que le Prince d'Orange prioit pour eux, ils n'eurent plus envie de retourner en France.

LE sieur Bose, Conseiller au Parlement de Toulouse, ayant envoyé un homme en Hollande, pour exhorter ses enfans à revenir, la Cour de Justice de Hollande déclara, qu'elle prenoit ses enfans en sa protection, & fit faire déclaration à son de cloche: on la fit publier dans toutes les Villes de Hollande, on l'imprima, & on l'afficha à tous les coins des rues.

14 Février
1686.

On fit dresser un nouveau serment exprès pour les Officiers François, par lequel ils s'engagent de servir par-tout où on les voudra envoyer, & contre qui que ce soit sans exception.

LE Prince d'Orange envoya querir le Résident de l'Empereur, & lui témoigna qu'il étoit fort surpris qu'on eût dit au Roi d'Angleterre, qu'on vouloit faire à la Haye une ligue de Religion; que cela avoit donné lieu à Sa Majesté Britannique, de lui en écrire fortement, & de lui recommander très-instamment de ne rien faire contre les Catholiques en Hollande. Il demanda même à ce Ministre ce qu'il en avoit écrit à l'Empereur. Il

lui témoigna qu'il avoit mandé que les Etats, & le Prince d'Orange en son particulier, mettoient leur principale confiance dans l'amitié & dans l'Alliance de l'Empereur; sur quoi le Prince d'Orange l'assûra de nouveau, qu'il ne se feroit rien à la Haye contre les Catholiques.

27 Fevrier
1686.

QUELQUES personnes du Gouvernement ont dit, que les Etats ayant eu avis que Votre Majesté avoit défendu qu'aucun navire François ne transportât des marchandises de Cadix, cela leur donnoit lieu d'appréhender que Votre Majesté ne voulût user de représailles sur les effets qu'on trouvera dans les Galeres d'Espagne qui reviennent de l'Amerique; & comme les Sujets de cet Etat y ont des sommes considérables, cela fait dire que ces vaisseaux iront croiser au devant de la flotte d'Espagne. Le Comte de Stirum commandera cette Escadre; c'est un très-brave homme, mais fort brutal, peu expérimenté, & qui est entièrement devoûé au Prince d'Orange, Le Prince d'Orange espere d'obtenir des Provinces, qui n'ont aucun intérêt dans le commerce, le consentement à cet armement, en ne leur demandant rien pour l'Equipage de ces vaisseaux; le Pensionnaire Fagel, ayant trouvé moyen de faire cette dépense sur les fonds ordinaires de cette année, sans demander aucunes contributions extraordinaires aux Provinces. Quand cette affaire sera entièrement réglée, je ferai en sorte d'être informé lorsqu'on commencera de travailler à l'armement, & de savoir dans quel tems il pourra être parachevé, le nombre plus précisément des vaisseaux & leur qualité, & si je puis, le lieu de leur destination.

Le Prince de Waldeck, & le Résident de l'Empereur, disent publiquement, que le traité est fait entre l'Empereur & la Suede, & que le Roi de Suede fera passer six mille hommes en Allemagne.

Je dois cette justice au Prince de Waldeck, qu'il n'approuva point du tout qu'on donnât des

pensions aux Officiers de la R. P. R. qui étoient sortis de France; qu'il disoit que de quelque manière qu'on voulût tourner cette affaire c'étoient des deserteurs; & que les Etats-Généraux étant en paix avec Sa Majesté, ils ne devoient pas récompenser ces Officiers de la manière qu'ils faisoient, soit qu'il pensât de la sorte, soit qu'il fut fâché que cela empêchât les Allemans, dont il remplissoit les troupes des Etats-Généraux, d'y avoir leurs places.

L'ELECTEUR de Brandebourg écrivit aux Cantons Suisses Protestans, & les exhorta à demeurer étroitement unis dans la présente conjuncture, leur offrant son assistance en cas de besoin.

LES Députés de Frise & de Groningue témoignèrent aux Etats-Généraux, par ordre de leurs Supérieurs, que leurs Provinces avoient trouvé mauvais qu'on eût déferé à M. le Prince d'Orange le pouvoir de distribuer les cent mille francs aux Officiers François: ils déclarèrent, que leurs Provinces prétendoient distribuer, ainsi que bon leur sembleroit, la part qu'elles devoient fournir sur les cent mille Francs, & que si cela n'étoit réglé de la sorte, elles ne donneroient rien.

LE Ministre Claude fit savoir aux Etats-Généraux, qu'il y avoit parmi les Ministres Réfugiés de France, des Sociniens & des Arminiens, & demanda qu'on les examinât, afin qu'on n'admit en Hollande, que ceux qui seroient de la créance dont les Etats faisoient profession. On commit pour cet effet le sieur le Moyne, Professeur à Leyde; & tous les Ministres réfugiés avoient été assignés au matin 20 Fevrier pour être interrogés: mais cet examen a été remis à deux mois d'ici, & enfin cela ne s'exécuta pas, dans l'apprehension qu'on ne trouvât effectivement ce que le Ministre Claude avoit dit, & que cela ne fût du scandale.

JE mandai au Roi, que je ne croyois pas que le Prince d'Orange songeât à engager les Etats- 1626.

Généraux dans de nouvelles Alliances ; que je pe-
sois seulement, qu'il vouloit savoir les intentions
des autres Princes de l'Europe, & qu'il ne pro-
poseroit rien aux Etats, qu'il n'eût pris toutes les
mesures au dehors.

JE mandai au Roi, que si je faisois entendre qu'il
empêcheroit que le Prince d'Orange ne jouît de
revenus de sa Principauté, jusqu'à ce qu'il eût re-
du les enfans du sieur Bosc, je craignois que ce
ne lui conciliât la bienveillance du Peuple ; qu'il
publieroit par tout ce qu'il souffroit pour la Reli-
gion, pour maintenir l'asyle que le pays est en droit
de donner, & pour ne pas restituer des enfans
un pere qui veut les forcer à être Catholiques
mais qu'il n'en étoit pas de même touchant l'en-
treprise qu'avoit fait la Cour de Justice : on sava-
it assez, qu'il en étoit le Chef & le Maître ; & il n'y
personne qui ne trouve cette conduite fort insolente
d'autant plus qu'elle est inutile, & que le droit de
Bourgeoisie d'Amsterdam suffisoit.

LES Etats-Généraux eurent quelque inquiétude sur
une lettre du sieur Mœring, qui leur mandoit, que le
Roi de Danemarck avoit donné ordre à ses Généraux
qui étoient dans le Holstein, de marcher du côté de
Hambourg, & qu'il pourroit bien y aller lui-même.

7 Mars
1686.

LE Prince d'Orange fit résoudre par les Etats
Généraux, qu'on formeroit une Compagnie de Ca-
dets réfugiés, qui seroient en garnison à Utrecht
elle devoit être de cinquante Cadets commandé
par deux Capitaines.

LES Etats-Généraux défendirent toutes sortes de
Gazettes, de Billets raisonnés, & de Nouvelles ex-
traordinaires, en François ; quelque nom qu'on leur
pût donner. Ils ont fait aussi défense sous peine d'amende,
d'imprimer, ni de vendre, aucun Livre
ou Mémoire, où il fût parlé de ce qu'ils appellent
la Persécution de France.

LE Prince d'Orange a été très-mortifié de la réso-
lution que Votre Majesté a prise de faire saisir les re-

venus de la Principauté d'Orange, pour en dédommager le sieur Bosc. Il avoue, qu'Alwin lui a donné part de la Sentence de la Cour de Justice, en faveur des enfans du sieur Bosc.

IL faut remarquer, que je ne donnai avis aux bien-intentionnés, que de l'ordre que le Roi avoit donné de saisir les revenus de la Principauté d'Orange, jusqu'à ce que le sieur Bosc fût remboursé des vingt-cinq mille francs qui lui étoient dûs; mais que je ne parlai point de la restitution de ses enfans: le Roi approuva la reserve que j'avois eue: mais il dit que le Prince d'Orange ne jouïroit pas des revenus de cette Principauté, qu'il n'eût fait rendre justice sur les deux points au sieur Bosc.

J'AI trouvé Messieurs d'Amsterdam un peu alarmés, sur le grand armement de mer qu'ils prétendoient qu'on faisoit en France: ils appréhendoient, que la Flotte de Sa Majesté n'allât faire des représailles sur celle d'Espagne; & comme leurs Marchands y ont des effets très-considérables, cette affaire leur tenoit fort au cœur: aussi la plus commune opinion étoit, que les douze vaisseaux qu'ils armoient, étoient pour aller croiser au-devant de la Flotte d'Espagne. 15 Mars 1686.

MESSIEURS d'Amsterdam viennent de m'envoyer émoigner dans ce moment, qu'ils n'ont jamais été si embarrassés qu'ils le sont à cette heure, par la nouvelle qu'ils ont reçue, que le Roi non seulement alloit envoyer une Flotte pour prendre celle d'Espagne; mais qu'il avoit ordonné que l'on bordât Cadix. L'Homme, qui m'a parlé, m'a dit, que ces Messieurs ne savent où ils en sont, qu'ils lui ont dit, que c'étoit mettre le Prince d'Orange à cheval, & qu'ils ne savoient point comment ils pourroient résister eux seuls contre toutes les autres Villes; l'Affaire d'ailleurs les pressant un peu de près, parce que tous les Négocians d'Amsterdam ont intéressés dans cette Flotte.

Je ne me suis pas pressé de savoir quelles sont A M. de
peu près les deux ou trois familles, à qui Mes- Croissy, le

sieurs d'Amsterdam souhaitent le plus ardemment de faire avoir permission de revenir dans leur pays ; parce que chaque Bourguemestre ayant ses Amis particuliers, si j'en avois parlé lorsque les précédens Bourguemestres étoient encore en charge, ceux de cette année n'auroient pas compris cette obligation pour eux, en cas qu'il plaise au Roi de leur faire quelque grace là-dessus : mais, à cette heure, que ces Messieurs paroissent un peu mieux intentionnés qu'ils n'ont été, & que le Prince d'Orange les va mettre à l'épreuve par les pressantes instances qu'il leur doit faire des recrues & autres choses semblables ; j'ai cru qu'il étoit temps d'envoyer en Cour un Mémoire des quatre personnes, que Messieurs d'Amsterdam demandent avec le plus d'instance. Le sieur Hemsted, qui, à parler franchement s'en est enfui depuis peu, est recommandé plus particulièrement par ceux d'Amsterdam, sur qui l'on peut le plus compter, & principalement par ce Gentil-homme qui travaille à entretenir une bonne correspondance avec Messieurs d'Amsterdam & moi.

18 Mars
1686.

J'ai été informé, que plusieurs Marchands d'Amsterdam, de Rotterdam, & même de la Haye, avoient dessein d'aller en France, les uns pour acheter des étoffes d'Eté qu'ils débitent en ce pays vers la fin d'Avril, & qu'ils envoient par toute l'Allemagne, les autres pour y prendre des marchandises & des étoffes, pour les porter à Francfort ; mais, qu'ils n'osoient aller en France, parce qu'il étoit venu quelques Lettres de Paris, & surtout une du Secrétaire de M. de Starembourg, qui assurent qu'on arrêtoit aux Frontières toutes sorte de gens indifféremment, & que quoiqu'ils fussent Hollandois, & qu'ils eussent de bons passeports, on les retenoit en prison jusqu'à ce que les Ministres de Versailles à qui on envoyoit ces passeports eussent fait savoir qu'ils étoient bons. Cela a fort alarmé les gens de ce pays-ci, & a détruit en quelque façon le bon effet qu'avoit

produit l'Ordonnance de Sa Majesté : car, ils disent que quand même on ne leur feroit d'autre mal, que de les retenir quinze jours en prison ; l'en étoit assez pour leur ôter le profit qu'ils pouvoient faire sur leurs marchandises, en empêchant qu'ils ne les ayent ici, où qu'ils ne les puissent envoyer en Allemagne, dans le tems qu'on en a le débit ; & qu'ainsi ils seront prevenus par eux qui vendent des étoffes d'Amsterdam & de Harlem. Comme cela peut prejudicier au commerce, je n'ai pas voulu différer d'un moment à ne donner l'honneur d'en informer le Roi. Quelques-uns d'eux m'ont fait demander si je pourrois leur donner des passeports, & parce qu'ils pourroient en abuser & les envoyer par lettres, pour faire sortir d'autres Hollandois naturalisés en France, ils consentent qu'il soit mis dans le passeport qu'ils seront obligés en entrant dans le Royaume de le montrer au Gouverneur, ou à quelque autre Officier de la premiere Place par où ils entrent, que celui-là gardera le passeport, & leur en donnera une copie collationnée, qu'ils seront obligés de lui rapporter à leur retour, moyennant quoi ils ne recevront aucun empêchement. Ceux, qui ne voudront pas retourner par le même endroit, & qui voudront aller à Francfort, garderont leurs passeports : mais, on mettra un visa en vertu duquel ils sortiront librement par quelque autre endroit qu'il leur plaira ; j'attendis là-dessus l'honneur des ordres de Sa Majesté, pour me régler selon qu'elle me l'ordonneroit.

LE Roi me manda, qu'il étoit passé par Paris depuis deux jours, un Courier dépêché de Madrid par le sieur Hemskerk aux Etats-Généraux ; qu'il seroit bien aise que j'employasse tous mes soins à découvrir quel pouvoit être le motif de cet envoi, & que je lui fisse savoir ce que j'en aurois appris, mais je l'avois mandé par avance en ces termes.

Lettre du
Roi du 14
Mars 1686.

J'AI appris qu'il arriva vendredi, à cinq heures.

18 Mars
1686.

res du soir un Courier , dépêché par le sieur Hemskerk , qui est venu en onze jours de Madrid ; & que c'est par ce Courier , que Messieurs d'Amsterdam prétendent savoir , que Votre Majesté a résolu d'envoyer une Escadre au-devant de la Flotte d'Espagne , & de bombarder Cadix.

21 Mars
1686.

JE fus averti en grand secret , que l'Electeur de Brandebourg demandoit à entrer dans les engagements qui étoient entre la Suede & les Etats-Généraux : j'en informai aussi M. de Rebenac.

LA Milice , qui étoit répartie sur la Province de Hollande , étoit de vingt-deux mois en arriere.

22 Mars
1686.

ON étoit toujours fort en peine de l'armement de mer , qu'on disoit , que le Roi faisoit faire : Messieurs d'Amsterdam m'en témoignèrent encore de l'inquiétude , & me dirent , que M. le Maréchal d'Etrées étoit parti de Paris pour commander la Flotte , & que des Marchands de France avoient écrit à leurs Associés à Amsterdam , de retirer leurs effets qu'ils avoient à Cadix , parce que le Roi avoit résolu de faire bombarder cette Ville : je leur répondis comme la première fois , que je ne savois point que le Roi eut aucun dessein , & qu'au contraire je pouvois les assurer , que voulant maintenir la paix dans toute l'Europe , il n'entreprendroit rien par mer qui pût troubler le repos dont jouit la Chrétienteté.

Lettre du
Roi , du 21
Mars 1686.

LE Roi ne me répondit autre chose sur l'alarme que prenoit la Ville d'Amsterdam , sinon que je devois m'appliquer sur-toutes choses à leur ôter toute inquiétude , en leur confirmant les assurances que je leur avois déjà données , de la ferme résolution que Sa Majesté avoit prise de maintenir la paix , & d'empêcher qu'elle ne fût troublée.

Vous y ajouterez , me mandoit le Roi , qu'encore que je ne veuille pas abandonner mes Sujets aux continuelles avanies qui leur sont faites , & à leurs vaisseaux & marchandises par les Espagnols , contre ce qui est stipulé par les trai-

de paix & de treve : néantmoins , comme je demande qu'ils soient traités par tout de la même manière que les autres Nations Etrangères , & que déjà le Roi Catholique a donné les ordres pour faire rendre les effets pris à la Corogna , sur un vaisseau de Dunkerque ; j'ai sujet de me promettre qu'il ne refusera pas la justice qui lui est demandée de ma part , sur les autres plaintes trop légitimes de mes Sujets , & qu'en tout cas quelque événement que puisse avoir ce différend , je ne prétends pas qu'il puisse donner aucune atteinte au Trairé de Treve , qui demeurera toujours de ma part en son entier ; qu'enfin je ne doute pas que je ne reçoive bien-tôt des nouvelles d'Espagne , dont j'aurai sujet d'être content.

LE Roi me manda , qu'il attendoit aussi de plus grands éclaircissemens touchant les Provinces & lieux , où demeueroient les personnes pour lesquelles les Habitans d'Amsterdam demandoient la permission de sortir de son Royaume , & principalement à l'égard du sieur Hemsted , qui m'étoit particulièrement recommandé ; étant nécessaire que la Majesté fût informée par les Intendans s'ils étoient naturalisés ou non , & s'il y avoit raison de leur accorder ce qu'il demandent.

J'avois envoyé un homme du pays à Amster-^{28 Mars.} dam , pour m'assurer encore plus particulièrement des sentimens des nouveaux Bourguemestres , & pour établir quelque intelligence entr'eux & moi : il m'assura de leur part , qu'ils ne consentiroient à rien qui pût engager la guerre ; qu'ils étoient obligés à la vérité d'avoir de la complaisance pour le Prince d'Orange , en des choses qui n'étoient pas d'une extrême conséquence , non-seulement pour ne pas fomenteur une division qui ruineroit la République , mais encore parce qu'ils avoient besoin tous les jours de ce Prince pour leurs affaires domestiques ; puisque sans cela le Prince d'Orange se joignant aux autres Villes ,

empêchoit Mrs. d'Amsterdam de rien obtenir de tout ce qui regardoit leur avantage particulier ; mais que si le Prince d'Orange vouloit engager la guerre , ils feroient la même chose qu'ils avoient faite du tems de la treve.

Je mandai au Roi , que les Hollandois regarderoient bien différemment que l'on bombardât Fontarabie , où ils n'avoient rien du tout , ou que l'on bombardât Cadix , où ils avoient beaucoup d'effets ; que leurs Correspondans pourroient leur faire accroire avoir été brûlés , quand même ils ne l'auroient pas été ; mais qu'ils appréhendoient encore avec bien plus de peine , que l'on attaquât les Gallions d'Espagne , c'est ce qui les toucheroit le plus au cœur , & je ne sai s'ils le verroient fort tranquillement ; il feroit bon de leur parler différemment selon le dessein réel de la France.

Lettre du
Roi du 28
Mars 1686.

LE Roi approuva la proposition que j'avois faite de donner des passeports ou certificats aux Marchands de Hollande , qui venoient acheter des marchandises dans son Royaume , en prenant toutes les précautions dont je lui avois écrit.

14 Avril
1686.

Je mandai seulement au Roi , que personne ne doutoit plus que les vaisseaux que commandoit le Comte de Stirum , ne fussent destinés pour aller prendre les effets qui appartenoient aux Hollandois sur la Flotte d'Espagne ; mais s'ils auroient ordre de secourir ceux d'Espagne au cas qu'ils fussent attaqués , que c'étoit ce que je tâcherois de pénétrer : j'assurai au moins qu'il n'avoient jusqu'à cette heure aucun ordre de le faire , & qu'ils étoient fort légèrement armés , & de la maniere seulement qu'on équipe les vaisseaux de convoi.

LE Prince d'Orange fit donner les Ordonnances de trois années d'avance à l'Electeur de Brandebourg , sur le paiement qu'on lui devoit faire en dix années consécutives

LES Etats-Généraux me firent demander audience , & me vinrent dire , qu'ils avoient appris que deux Hollandois , l'un nommé Ploot-Van Amstel ,

l'autre Van-Hussen, avoient été arrêtés prisonniers à Bayonne; que le premier étoit accusé d'avoir aidé à quelques François de la R. P. R. à sortir de France, d'avoir fait tenir quantité d'argent de ces réfugiés, & d'avoir envoyé son fils avec eux; qu'on a fait saisir tous ses papiers, qu'après les avoir visités on ne l'a pas trouvé coupable des deux premiers points d'accusation; que pour ce qui est du troisieme, ce n'est pas une chose qui lui puisse être imputé à crime, puisque jamais il n'a été naturalisé: que cependant on le retient toujours en prison, & qu'on le menace de le faire condamner aux galeres, par le Parlement de Bordeaux, à moins qu'il ne change de Religion.

POUR ce qui est du sieur Van Hussen, ils n'en ont sù des nouvelles que par quelques Maîtres de navires, qui ont rapporté en ce pays-ci, qu'il étoit gardé en une prison fort étroite, sans pouvoir parler à qui que ce soit, & qu'on l'y tiendrait jusqu'à ce qu'il eût changé de Religion, quoique celui-là ne fût point naturalisé non-plus que l'autre. Ils se sont étendus ensuite sur le droit des Gens, sur les articles des traités qu'ils ont l'honneur d'avoir de Sa Majesté, qui donnent à leurs Sujets, même après une rupture, neuf mois de tems pour se retirer, & sur d'autres raisons semblables, qui ne ont rien à l'affaire présente. Aussi je leur ai répondu, que je convenois de toutes leurs thèses générales; que Sa Majesté ne prétendoit point obliger les Hollandois qui viendroient trafiquer dans son Royaume de changer de Religion, qu'elle ne vouloit pas non-plus leur ôter la liberté d'entrer dans son Royaume, & d'en sortir librement; mais que quand les Hollandois feroient quelque chose qui méritoit châtement, ils ne pouvoient disconvenir qu'elle étoit en droit de les faire punir: que les deux qu'ils disoient être prisonniers, avoient sans doute mérité ce traitement-là; qu'ils avoient eux-mêmes qu'il y en avoit un qui étoit accusé

de deux crimes, qu'ils puniroient en ce pays ci plus severement que de la galere; que cependant le Roi seroit peut-être étonné de voir, que Messieurs les Etats se vouloient mêler de ce qui se passe au-dedans de son Royaume; qu'il me paroïssoit même qu'ils se commettoient un peu légèrement de faire une pareille démarche, sans avoir d'autres preuves de cette affaire, qu'une simple lettre qu'un Marchand d'Amsterdam a reçue de Bayonne: je n'importunai point Sa Majesté d'un plus long récit de ce qu'ils m'ont dit, & de ce que je leur ai répondu: je ne m'étois point chargé d'appuyer leur priere auprès du Roi: mais je n'ai pas voulu leur refuser de recevoir leur Mémoire, & de l'envoyer à Sa Majesté.

11 Avril
1685.

LE sieur Citters écrivit aux Etats-Généraux, que les dernieres lettres qui étoient arrivées de France en Angleterre portoient, que le Roi faisoit renfoncer sa Flotte, & qu'on ne doutoit point qu'elle ne fût destinée pour aller bombarder Cadix: que le Roi d'Angleterre aussi-tôt après l'arrivée de ces lettres, avoit ordonné qu'on équipât incessamment une Flotte légère qu'il a résolu de mettre cette année en mer. Le Secrétaire de M. de Starem-bourg, à son arrivée à la Haye, a rencheri par-dessus, & a assuré positivement que le dessein du Roi étoit de bombarder Cadix, & d'attaquer la Flotte d'Espagne.

Ceci est relatif à un article ci-dessus.

J'AI assez fait connoître, Sire, à Messieurs d'Amsterdam, que le vrai moyen d'empêcher que le différend que Votre Majesté avec le Roi Catholique n'ait aucune suite, est de ne rien faire qui puisse encourager le Conseil d'Espagne à refuser à Votre Majesté la justice qu'elle demande. Ces Messieurs en sont bien persuadés: mais ils m'ont fait dire, que toutes les précautions qu'ils pourroient prendre là-dessus ne serviroient de rien, parce que les Espagnols sont persuadés que la guerre, quelque défavantageuse qu'elle fût pour eux,

pour eux, leur seroit encore moins préjudiciable que l'état où ils sont à cette heure, que le Prince d'Orange les confirme dans cette opinion par l'envie qu'il a d'allumer la guerre à quelque prix que ce soit ; qu'ainsi quoique, les Etats-Généraux fassent, ils ne peuvent empêcher les Espagnols d'hardir toutes choses, poussés en cela en partie par leurs propres sentimens, & en partie par l'instigation du Prince d'Orange.

Je découvris, que la Suede & les Etats Généraux, étoient convenus d'admettre M. l'Electeur de Brandebourg dans toutes les traités qu'ils voyoient de renouveler.

Je fus aussi, qu'il y avoit un ordre positif de l'Electeur de Brandebourg de demander cette inclusion, quoique les Ministres de M. l'Electeur même se desavoïassent à M. de Rebenac. On délivra cet acte d'inclusion au Ministre de Brandebourg, dans le même tems qu'on échangea les ratifications du renouvellement des traités faits entre la Suede & les Etats-Généraux.

POUR ce qui regarde les Prisonniers de Bayonne, comme ils ne sont poursuivis criminellement, mais pour des contraventions à mes défenses, & pour avoir contribué à l'évasion de mes Sujets, ils ne peuvent point jouir, jusqu'à ce qu'ils se soient rachetés, de la liberté que je laisse à tous les Sujets de tous les Etats-Généraux ; je me ferai néanmoins informer plus particulièrement de l'état de cette affaire.

Les bien-intentionnés me répondirent ce que Messieurs d'Amsterdam m'avoient déjà dit, que les Espagnols étoient assez mal habiles pour souhaiter la guerre ; que le Prince d'Orange la cherchoit avec empressement, & qu'ainsi il ne falloit pas croire que Messieurs d'Amsterdam fussent capables de porter les Etats-Généraux à prendre cette résolution. D'ailleurs, ils m'ont témoigné, qu'ils sont tous si intéressés dans les Gallions d'Espagne, qu'ils perdroient plus que les Espagnols même, si le Roi les attaquoit ; qu'ainsi leur propre intérêt, pré-

Lettre du
Roi du 11
Avril 1686.

18 Avril
1686.

tôt que celui d'Espagne , les engageoit à y veiller.

J'AI trouvé ces Messieurs-ci moins traitables que je n'avois fait les autres fois , étant extrêmement alarmés d'une lettre ci-jointe de M. Hemskerk , qui leur donne avis que le Roi avoit fait déclarer au Roi d'Espagne , qu'il alloit faire attaquer ses Gallions , s'il ne lui donnoit promptement satisfaction. Cette lettre a fait ici un terrible bouleversement. Les Amirautes doivent s'assembler incessamment , pour résoudre ce qu'il y aura à faire là-dessus. On dit même , que quelques Marchands d'Amsterdam qui balançoient depuis quinze jours ou trois semaines , s'ils armeroient quatre vaisseaux pour les joindre à la Flotte du Comte de Stirum , se sont déterminés à le faire sur cette dernière nouvelle ; & comme ce sont des bâtimens de quarante à cinquante pieces de canon , ils seront en état de se défendre étant armez en guerre.

LE Roi avoit déjà vu , par ma précédente lettre , les mauvaises subtilités & le peu de bonne-foi de Ministres de Brandebourg : voici la troisième fois qu'ils font le même manège. Ils commencent par proposer des traités , & tâchent de le faire avec un très grand secret , par le moyen du Prince d'Orange & du Pensionnaire Fagel , qui n'en communiquent qu'à leurs plus confidens ; & lorsqu'on vient malgré cela à découvrir leurs négociations , ils le nient , & à la Cour de France , & à M. de Rebenac , disant que je donne de faux avis , ou que je leur veux du mal , & traînent ainsi jusques à ce que leur affaire soit conclue , après quoi ils l'avoient , & prétendent que ce n'est qu'une bagatelle dont on ne doit pas se fâcher.

JE me donne l'honneur de joindre aussi à cette lettre le livre que j'ai eu l'honneur de mander au Roi , que le Ministre Claude écrivoit par ordre du Prince d'Orange. Ce n'est pas un imprimé qui s'arrête comme les autres aux matières de Religion , ni aux exagérations de ce qui s'est fait en France ; celui-ci va plus loin : c'est proprement un Manifeste pour commencer une guerre de Religion , de

que les Calvinistes seront en état de la faire. Les quatre dernières pages contiennent des protestations en forme, qui ne peuvent avoir d'autre but que celui-là. Il y a beaucoup d'autres endroits fort importants dans cet écrit, & qui tendent à exciter tous les Princes Protestans contre le Roi, comme on peut voir depuis la page cent quarante, & principalement depuis la page cent cinquante-deux, jusqu'à la cent cinquante-cinq; où il dit qu'après la Révocation de l'Édit de Nantes, on ne doit plus se fier, ni à la parole de la France, ni aux traités de trêve qu'elle a faits; & pour conclusion il marque à la page cent cinquante-cinq, Il faut espérer que les Princes Protestans tireront de-là leurs justes conclusions. Tout cela est fait pour favoriser les desseins du Prince d'Orange; & comme ceci a été composé par son ordre, il me semble qu'après tant de preuves qu'il a données au Roi d'Angleterre, de l'opposition de ses intérêts à ceux de sa Majesté Britannique, il veut encore ajouter celle-ci plus authentique, & plus éclatante que la sienne, puisqu'il ne tiendra pas au Pr. d'Orange que le Roi d'Angleterre ne se voie enveloppé dans une guerre de Religion, qui de toutes les guerres est celle qui lui doit être la plus préjudiciable.

Le Roi m'écrivit, que le Marquis de Losbal-Lettre du
 lles, avoit demandé à M. le Marquis de Feu-Roi, du 15
 rieres, s'il pouvoit s'assurer, qu'en satisfaisant Sa Avril.
 Maj. sur ce point, ses vaisseaux n'entreprendroient
 en contre l'Espagne; & comme le Marquis de
 Luquieres, dit le Roi, l'a entièrement contente
 par cette difficulté suivant le pouvoir que je lui
 en avois donné; il a appris aussi de divers en-
 droits, que le Conseil d'Etat d'Espagne a résolu
 de terminer cette affaire en la manière que je le
 désire. Vous pourrez donner cet avis, ajoute S. M.
 à ceux que vous croyez en devoir faire une bon-
 ne usage, & je ne doute point, que dans peu de jours
 je ne vous mette en état de les informer de l'entier
 accommodement de cette affaire, qui donnera lieu

au desarmement d'une partie de mes vaisseaux.

23 Avril
1686.

Un particulier nommé Besnard, m'est venu trouver ce matin : il m'a dit, qu'il a été ci-devant Droguiste-Epicier à Rouen, qu'il s'en est retiré à cause de la Religion, qu'il a amené ici sa femme, ses enfans, & ses effets; qu'il a osé dire, que l'on ne forçoit point en France les gens de faire l'exercice de la Religion Catholique; que si cela étoit, il étoit prêt de s'y en retourner, qu'il ne s'étoit point encore fait recevoir Bourgeois, ni n'avoit fait aucun serment aux Etats, parce que n'y ayant que le motif de la Religion qui l'a obligé de se retirer, il n'avoit voulu prendre aucun engagement ici, ayant toujours conservé un très-grand zèle pour le service du Roi, & qu'il y avoit beaucoup de Marchands qui feroient la même chose, & reporteroient leurs effets en France. Il m'a dit aussi, qu'il connoît quantité de Marchands demeurans à Rouen, & en d'autres Villes, qui envoient ici leurs effets; & qui ont dessein de se retirer dès qu'ils entroureront l'occasion; que s'il étoit en France, il croit pouvoir répondre qu'il les détourneroit de leur dessein, & qu'il assureroit au moins que s'il y en avoit qu'il ne pût dissuader, il en donneroit avis. Comme j'ai cru qu'il étoit de mon devoir de rendre compte de tout au Roi, sans examiner si les choses que l'on me propose seront selon l'intention ou contre l'intention de Sa Majesté; j'ai pensé qu'elle ne trouveroit pas mauvais que j'eusse l'honneur de l'informer de ce que cet homme, qui me paroît avoir de l'esprit, & être entendu dans le négoce, m'est venu dire.

27 Avril
1686.

Les Flottes des Etats-Généraux se trouverent à Cadix, de la force que j'avois toujours eu l'honneur de mander à Sa Majesté qu'elles seroient; c'est-à-dire, que quoiqu'il n'y eût que six vaisseaux d'extraordinaires, qui devoient composer l'Escadre du Comte de Stirum, il étoit résolu que l'on y joindroit les autres vaisseaux de Convoy, & que l'on ordonneroit à ceux qui étoient à Cadix, d'attendre

le Comte de Stirum : ainsi il devoit avoir douze vaisseaux de guerre sous son commandement, sans compter environ seize vaisseaux Marchands, de vingt, trente, & quarantie pieces de canon. Il y avoit outre cela cinq ou six Vaisseaux que l'on pre- paroît à Amsterdam, & que l'on mettoit en état de partir quinze jours après qu'ils en auroient reçu l'ordre.

Mrs. d'Amsterdam m'ont fait renouveler leurs instances en faveur des quatre personnes dont j'ai eu l'honneur d'envoyer le Mémoire au Roi.

Le sieur Dieft revint en poste pour demander l'ac- ception de l'inclusion, qui lui fut donné avant l'échange des ratifications. Cette précipitation fait voir qu'ils eurent peur à la Cour de Brandebourg, que cette affaire ne fut traversée.

J'ai été informé, qu'il y eut le 2 de ce mois une A. M. de l'Assemblée générale de toutes les Amirautés, dans la- Seigne- li, quelle il fut résolu d'augmenter le nombre d'hom- le 7 Mai. mes, & les munitions qu'on mettra sur les vaisseaux de l'Etat; ces vaisseaux n'ayant pas été équipés en guerre, mais seulement pour convoyer les Flottes des Etats.

La proposition, que vous fait le Marchand Dro- Lettre du Roi, du 2 Mai 1686. guiste de Rouen, n'est pas recevable, à moins que lui & ceux dont il vous parle, ne fassent une ab- surdité effective: il vaut encore mieux qu'ils demeurent dans les pays Etrangers, que de retourner dans mon Royaume avec la liberté de demeurer dans leur erreur.

Le Roi me manda, qu'il m'avoit déjà fait sa- voir, que des quatre personnes pour lesquelles la Ville d'Amsterdam lui demandoit la permission de sortir de son Royaume, il y en avoit deux qui étoient naturalisés, & auxquels par conséquent il ne pouvoit l'accorder; que quant aux deux autres, Sa Majesté attendoit les éclaircissements qui lui devoient être envoyés par les Intendans des pays où ils demeuroient.

Je mandai à M. de Seigne- li, que je ferois la A. M. de

Seignelai ,
le 9 Mai.

réponse au Marchand Droguiste de Rouen, dont j'avois eu l'honneur de lui écrire, telle que le Roi me l'avoit prescrite; mais que je ne pouvois lui dissimuler la peine que j'avois de voir les Manufactures de France s'établir en Hollande d'où elles ne ressortiroient jamais; que celles des draps de meûnier, dont il se faisoit un si grand débit par-tout le monde, & qui étoit inconnue en Hollande, étoit à cette heure à Rotterdam; qu'il s'y étoit aussi établi entr'autres Chapelliers, un des plus fameux de ce métier de Rouen, qui de dix-neuf garçons qu'il avoit en cette Ville-là, en avoit mené douze à Rotterdam; & quoiqu'il n'y fût que depuis trois mois, je savois qu'on avoit déjà envoyé de ses chapeaux à la Rochelle.

10 Mai
1686.

LES lettres qui arriverent de Madrid portoient, que la Flotte du Roi étoient déjà entrés dans la Baye. Cette nouvelle avoit fort allarmé les Etats.

LE Prince d'Orange demanda cinquante mille florins par dessus les cent mille, pour donner aux Officiers François réfugiés.

Lettre du
Roi du 4
Mai 1686.

LE Roi me manda, que le Roi d'Espagne avoit déjà fait offrir deux cents cinquante mille francs de restitution à ses Sujets; & comme il n'y avoit pas moins de justice & d'équité, de faire une réparation de cinq cents mille écus, il esperoit qu'il auroit bientôt toute la satisfaction qu'il desiroit.

J'EUS avis bien long-tems auparavant, (il faut chercher le tems où je parle de l'entrevûe du Roi de Suede & de l'Electeur de Brandebourg), que l'Electeur de Brandebourg devoit venir à Cleves dans la fin de l'Été, pour s'aboucher avec le Prince d'Orange; & le Prince d'Orange a résolu en ce tems là de faire un camp sur les frontieres de Gueldres.

Lettre de
M. de Seignelai , 4
Mai 1686.

ON me manda que je tâchasse de faire rendre ce nommé Besnard Catholique.

27 Mai
1686.

ON écrit que le Comte de Stirum mettra enfin à la voile aujourd'hui ou demain: il vint hier prendre congé du Pr. d'Orange. A peine les six vais-

aux qu'il doit monter sont-ils équipés suffisamment le monde. Les Directeurs des Amirautés ayant manqué d'argent, ces Directeurs se sont trompés, en ce qu'ils avoient cru trouver abondamment dans leurs fonds ordinaires de quoi armer ces six vaisseaux. Le Comte de Stirum aura avec lui le Capitaine Tol, qui a un vaisseau de soixante pieces de canon, les vaisseaux Espagnols & dix ou douze vaisseaux Marchands, de vingt-quatre, trente, à quarante pieces de canon.

ON ne doute pas ici, que le voyage de l'Electeur de Brandebourg ne soit fondé sur l'esperance que le Prince d'Orange a donnée à Madame l'Electrice de Brandebourg, de faire avoir au Prince Philippe la survivance de ses Charges; sur quoi je pris la liberté de dire au Roi, que le Prince d'Orange n'en viendrait pas à bout, s'il le vouloit entreprendre, & que ses propres créatures, (excepté deux ou trois) seroient contre lui: il fait cela mieux que moi, & comme il est habile, on doit croire qu'il ne se commettra pas. Outre cela, il est hors de doute que le Prince d'Orange ne voudra pas se brouiller sans retour avec le Prince Electoral de Brandebourg, ce qu'il seroit sans doute s'il préféreroit le Prince Philippe au Prince Louis. Ces raisons, me confirment dans l'opinion où j'ai toujours été, que le Prince d'Orange n'a d'autre vûe en cela, que d'engager Madame l'Electrice dans ses intérêts pour le peu de tems qu'il croit que l'Electeur de Brandebourg a à vivre, sans rien faire néantmoins pour cette Princesse. Il n'aura pas de peine à réussir dans ce dessein: car, les difficultés insurmontables qui rencontrent dans cette affaire, & la grande jeunesse du Prince Philippe, lui donneront lieu de représenter à l'Electeur de Brandebourg, qu'il faut laisser le jeune Prince pour quelque tems à la Haye, afin de gagner insensiblement l'affection des Peuples, & de les disposer à le recevoir pour leur Gouverneur. Il lui sera aisé après cela de trouver assez de difficultés pour traîner cette affaire jus-

qu'à la mort de l'Electeur de Brandebourg, après quoi il fera semblant de sacrifier au Prince Elector d'à présent le Prince Philippe, & en tirera même peut-être avantage du * Prince Electoral pour abandonner l'autre: peut être ne seroit-il pas mauvais de faire insinuer cela à Madame † l'Electrice de Brandebourg; car si elle envisageoit bien cette affaire, & qu'elle voulût obliger le Prince d'Orange à engager tellement les choses qu'elle ne pût être trompée. Il faut de toute nécessité, ou que l'artifice du Prince d'Orange se découvre, & qu'il se brouille par-là avec l'Electrice, & par conséquent avec l'Electeur de Brandebourg, ou que se trouvant engagé à pousser effectivement cette affaire, il fasse naître une grande division dans l'Etat, & perde son crédit & une partie de ses Amis, car pour réussir c'est ce qu'il ne fera pas.

LES Villes de Nort-Hollande, je ne dis pas quelques-unes, mais toutes sept ensemble de concert ont fait une autre proposition aux Etats de Hollande qui les embarrasse bien d'avantage. Les Députés de ces Villes ont fait une déduction de l'état présent des affaires de cette Province, & de celui de leurs Villes en particulier. Ils ont fait connaître que quelque soin, & quelque exactitude qu'ils prennent, à ce que les impôts de l'Etat soient fidèlement payés: cependant il s'en faut quatre cent mille florins, qu'ils ne montent aussi haut qu'ils étoient avant la guerre; que cela fait assez voir la diminution du commerce dans leurs Villes, & l'impossibilité où elles sont de fournir leur quote-part au comptoir de la Province. Ils ont donc demandé qu'on fit une nouvelle repartition dans la Province & ont protesté, que quand on ne le voudroit pas ils ne se tenoient pas obligés pour cela de payer plus long-tems suivant l'ancienne repartition, &

* Cela est précisément arrivé comme je l'avois dit. Le Prince Philippe de Brandebourg a été deux ans à la Haye.

† L'Electeur de Brandebourg étant mort, le Prince Philippe s'est retiré sans qu'on ait rien fait pour lui.

ça par la raison de l'absolue impossibilité où ils
sont de le faire. On tient cette proposition-là le
plus secret que l'on peut, car on en connoît les
conséquences, & peu de gens en sont encore in-
struits. Je fais semblant de l'ignorer, n'étant d'aucun
utilité que je témoigne la savoir : mais j'en in-
fermerai tous les Ministres de France dans les Cours
Étrangères, croyant utile au bien de son service,
que l'on connoisse en Allemagne l'état de la seule
Province de cette République, qui a jusqu'ici a-
vocé de l'argent aux autres pour payer les subsides :
mais il seroit bon qu'ils fissent répandre ces nou-
velles par d'autres que par eux ; car comme on
tourne toujours les choses en mal, je sais que quel-
ques-uns d'eux ayant voulu profiter pour le service
d Roi de quelques avis semblables, on les a rendus
odieux auprès de Mrs. d'Amsterdam, disant que
c'étoient toujours les Ministres de France qui pu-
boient tout ce qui étoit de plus défavorable à
la République, & cela ne fait pas un trop bon effet ici.

Le Comte de Stirum a ordre d'aller conjointe-
ment avec le vaisseau de Zelande, trouver à l'Île 30 Mai
1686.
d'With les autres vaisseaux, tant marchands que
de guerre qui sont partis du Texel ; c'est le lieu de
leur rendez-vous : on ne doute point qu'ils ne conti-
nuent ensuite leur route par la Manche droit à Cadix.
Je mandai, que le Prince d'Orange & l'Électeur de
Brandebourg, avoient de grands desseins dans la
conférence qu'ils devoient avoir à Wesel, & qu'on
n doutoit presque pas qu'il ne voulussent l'un &
l'autre se faire Chefs de tous les Protestans de l'Eu-
rope : aussi j'ai appris que le Prince d'Orange prend
de plus fortes liaisons que jamais avec les Presby-
tériens d'Angleterre, & qu'il ne garde pas même en
cela beaucoup de mesures avec S. M. Britannique,
qu'il ménage seulement autant que cela peut com-
plaire à ses projets, mais qu'il ne ménagera point
jusqu'il faudra ou rompre ses desseins, ou abandon-
ner le Roi d'Angleterre. On devroit même assez re-
connoître en Angleterre, que toutes les assistances

que le Prince d'Orange oblige les Etats de donner aux Officiers François fugitifs, ne sont qu'une es-
pece d'ostentation, & pour faire voir à tous les
Protestans, & principalement à ceux d'Angleterre,
ce qu'ils doivent attendre de lui; ainsi je suis per-
suadé que cela regarde autant le Roi d'Angleterre
que la France.

ON m'a dit, il y a quelque tems, que le Roi d'An-
gleterre avoit trouvé des lettres écrites de la main
du Prince d'Orange, qui faisoient voir l'intelligen-
ce qu'il avoit eue avec M. de Montmouth, & de-
puis on m'a appris, que Sa Maj. Britannique avoit
eu une espece d'accord qui n'étoit pas toutefois
signé de la main du Prince d'Orange, par lequel il
paroît qu'ils étoient convenus, lui & M. de Mont-
mouth, que la Princesse d'Orange seroit Reine d'An-
gleterre, & que M. de Montmouth seroit le premier
du Royaume après le Prince d'Orange. Je n'ai point
voulu importuner le Roi de ces sortes d'avis, ne
doutant point que s'ils sont vrais, Sa Maj. n'en soit
mieux informée d'ailleurs: mais, je crois de voir lui
mander, que le sieur Citters a écrit ces jours-ci dans
une lettre écrite aux Etats-Généraux, que le Roi
d'Angleterre avoit témoigné en plusieurs occasions
depuis environ trois semaines son mécontentement,
de l'intelligence qui avoit été entre le Pr. d'Orange &
M. de Montmouth. Ce Prince n'a pas été moins fâ-
ché de ce que le sieur Citters a mandé cette nou-
velle aux Etats, que de ce que le Roi d'Angle-
terre a tenu un tel discours.

L'ENVOYÉ de Suede fit de grandes instances
dans une conférence qu'il a eue avec le Prince
d'Orange. Le Pensionnaire Fagel & le Résident de
l'Empereur, pour avoir quelques vaisseaux de guer-
re de la République, afin de transporter des trou-
pes Suédoises en Allemagne. Il a témoigné au Prin-
ce d'Orange, que le Roi de Suede a pris à cette
heure tout de bon cette résolution. Il en a montré
des lettres expresses, & même il s'est réduit à la
fin à ne demander, si-non, que le Comte de Sti-

um détachât deux vaisseaux de guerre de son Escadre seulement, pour faire voir à tous les Princes, que les Etats Généraux approuvoient ce transport, & qu'il se faisoit de concert avec eux. Le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel, l'ont refusé, n'osant en faire l'ouverture aux Etats-Généraux, & ne pouvant détacher des vaisseaux de l'Escadre du Comte de Stirum, qui n'en a pas plus qu'il ne lui en faut pour aller à Cadix & contre les Anglois, les Etats-Général n'ayant d'ailleurs aucuns vaisseaux dans leurs ports prêts à mettre à la voile.

Je n'ai été informé qu'aujourd'hui, que le Prince d'Orange avoit fait proposer par le Pensionnaire Fagel dans la Province de Hollande, d'augmenter les impositions sur tout ce qui vient du pays de Liege, jusqu'à ce que leur Excellence ait aboli le dixantième denier, & qu'il ait diminué les impositions sur les marchandises de Hollande, sur le même pié qu'elles sont sur les marchandises de France. Quoique cette proposition soit très-déraisonnable, puisque l'Electeur de Cologne n'a point de traité avec les Etats, par lequel il soit obligé de les traiter aussi-bien que quelque Nation que ce soit : cependant les Députés des Villes de Hollande ont tous consenti, à la réserve de ceux d'Amsterdam, qui en ont empêché la conclusion, & qui ont dit qu'il falloit voir auparavant s'il n'y avoit point de moyens pour accommoder toutes choses à l'amiable.

On ne doute plus ici, que le Roi de Suède n'ait dessein de faire passer incessamment des troupes en Allemagne; c'est sans doute en exécution du traité que j'ai eu l'honneur cet Hyver de mander à Votre Majesté, qui se faisoit entre l'Empereur & le Roi de Suède, par lequel le Roi de Suède s'engageoit de donner beaucoup plus de troupes pour la guerre contre le Turc, qu'il n'y est obligé, sous prétexte de suppléer à celles qu'il n'a pas fournies jusqu'à cette heure. On croit ici, que l'Empereur ayant donné une entière

satisfaction à l'Electeur de Brandebourg, sur ses Duchés en Silésie, il aura exigé son consentement à ce passage de troupes.

ON vient de me donner avis, que le Prince d'Orange envoie le nommé Ivoy à Geneve: on lui doit donner aujourd'hui ou demain ses expéditions, & il n'attend que cela pour partir; c'est l'Ingénieur général des Etats; mais, c'est un très-mal habile homme. Je crois que le Prince d'Orange s'en veut dessaisir honêtement, ou peut être qu'il est bien aise d'avoir quelqu'un là qui dépende de lui, & qui agisse selon son bon plaisir.

Lettre du
Roi, du 7
Juin 1686. LE Roi me manda, que je verrois par la relation qu'il m'envoyoit, quel avoit été le sujet du combat qu'il y avoit eu le 19 Mai, entre un de ses vaisseaux appelé le Marquis, commandé par le sieur de Belle-Isle-Errard, & un navire de guerre Hollandois, dont le Capitaine s'étoit attiré de gaieté de cœur le mauvais traitement qu'il avoit reçu; qu'il étoit bon que je previnssé les fausses relations qu'ils en pourroient faire par l'information véritable que je donneroie aux Etats-Généraux du détail de cet événement, & que comme Sa Majesté n'avoit pas lieu de croire qu'il eût aucun ordre des Etats-Généraux d'agir comme il faisoit, il s'assûroit aussi qu'ils n'attribueroient qu'à sa mauvaise conduite le dommage qu'il avoit souffert.

LA vérité du fait est, que le Duc de Mortemar ayant rencontré en mer deux vaisseaux Hollandois, convint avec eux de faire route ensemble & passer le Detroit; un des deux Hollandois s'écarta à l'entrée de la nuit, le sieur de Belle-Isle s'en appercût; mais, trop tard, le suivit, se trouva vers le minuit à portée de voix, & tâcha de lui persuader de rejoindre l'Escadre de M. de Mortemar: mais, le Hollandois lui répondit fierement qu'il n'en feroit rien. Le jour étant venu, le Capitaine Hollandois mit son navire sous ses armes, & courut à toutes voiles sur celui du sieur de Belle-Isle, qui ayant dessein de lui tirer trois coups de canon à balles l'un

près l'autre vers son avant, pour signal de ne pas avancer, à peine eut-il tiré le premier, que le Hollandois lui tira une bordée de vingt-cinq piéces de canon. Le combat devint très rude : le Capitaine Hollandois fut tué, le vaisseau fort mal traité, deux Officiers Hollandois vinrent dans la chaloupe prier le sieur de Belle-Isle, de faire cesser le combat, ce qu'il fit, après quoi ils vinrent ensemble rejoindre le Duc de Mortemar vers Cadix.

MESSIEURS d'Amsterdam arriverent ici hier au 13 Juin, pour assister à l'assemblée qui doit commencer 1686. matin. Je n'ai pû savoir encore bien précisément leurs sentimens sur la rencontre qu'un des vaisseaux de la Flotte Françoisé a eue, avec un de ceux de cette République : je sai seulement, qu'ils auront bien des reproches à essuyer dans l'assemblée de Hollande; car le Prince d'Orange, & ses Créatures, ont déjà dit, que Messieurs d'Amsterdam étoient cause de l'affront que les Etats venoient de recevoir, qu'ils avoient refusé de faire un plus grand armement naval, qu'ils avoient répondu, aux Etats de Hollande, de la Flotte de France, & avoient assuré qu'on n'en avoit rien à appréhender; qu'on voyoit cependant ce qui venoit d'arriver, que c'étoit tout le fruit qu'ils tiroient de la correspondance qu'ils entretenoient avec moi, que de se laisser amuser; & autres choses semblables qu'on a dites ces jours-ci, pour égarer les Députés d'Amsterdam à leur arrivée.

Je n'ai pas perdu de tems de mon côté, & j'ai dit savoir ce matin à Messieurs d'Amsterdam avant l'ouverture de l'Assemblée, ce que Votre Majesté m'a fait l'honneur de me mander touchant l'ordre qu'elle a envoyé de faire retirer ses vaisseaux de la Rade de Cadix, & d'en renvoyer la plus grande partie dans ses Ports, aussi-tôt que M. le Marquis de Feuquieres aura retiré du Conseil d'Espagne l'écrit qu'on lui promet, pour la sûreté des Sujets de Sa Majesté.

J'ai sù, que le Prince d'Orange a témoigné à quelques personnes, que, quoique les Espagnols ne

soient pas encore déclarés ennemis de la France, & que Cadix ne soit pas effectivement bloqué; cependant, on peut dire, que c'est presque la même chose; qu'ainsi, il n'eût pas trouvé fort étrange, que le Roi envoyant une Flotte devant cette Ville pour se faire faire justice, n'eût pas souffert que les vaisseaux des Etats fussent demeurés à la Rade; mais, que c'étoit contre toute sorte de droit & de raison, de ne pas vouloir que les vaisseaux de l'Etat soient à trente lieues de-là, sur les côtes d'un autre Royaume, & qu'on les en ait fait sortir par force & par violence, c'est-là le point, à ce que le Prince d'Orange a dit à quelques personnes de l'Etat, dans lequel il faut se renfermer, & sur quoi les plaintes des Etats doivent être principalement fondées.

Je sais cependant, que les Etats avoient dépêché depuis trois jours deux galliottes au Comte de Stirum, pour lui ordonner de ne se mettre en aucun lieu qui pût donner le moindre ombrage aux vaisseaux de Sa Majesté.

Je mandai, que les Etats-Generaux payeroient, en trois années, ce qu'ils ne devoient payer qu'en six, que je ne traverserois point cette négociation, quand même je le pourrois; parce que je ne croyois pas que ce fût un grand mal pour les intérêts du Roi, qu'il n'y eût plus d'argent à recevoir des Etats-Generaux.

Je découvris, par l'homme même que Castanaga envoyoit à la Haye avec des lettres de créance pour l'Envoyé, & pour le Consul à Amsterdam, qu'il avoit ordre de s'informer si l'on pouvoit se promettre quelque chose du Parti des Huguenots, & si les Officiers réfugiés, qui étoient à la Haye, pouvoient agir par eux mêmes, ou par les correspondances qu'ils avoient en France. Il me dit, que le Marquis de Castanaga ne demandoit pas à être informé de cela dans l'envie d'avoir la guerre; qu'au contraire il l'apprehenderoit & l'éviteroit, n'étant pas en état de sauver les Pays-Bas; mais

qu'il vouloit pourtant à tout événement être in-
imé de ces sortes de choses.

Ce même homme me découvrit, que le Mar-
quis de Castanaga lui avoit confié, qu'il y avoit eu
une espece de traité en l'an 1683, entre les Gé-
nois, le Comte de Melgat, & les Prétendus Ré-
armés des Sevennes; que les Genoïs devoient four-
nir l'argent, & le Comte de Melgat donner quel-
ques Officiers; qu'on avoit eu toutes les peines du
monde à faire entrer le Comte de Melgat dans ce
traité; & qu'il ne s'y étoit résolu, qu'après qu'on lui
eut apporté une consultation faite par le Conseil de
conscience du Roi d'Espagne Philippe IV. qui por-
toit, que le Roi d'Espagne pouvoit en conscience fo-
menter la Rebellion de M. de Rohan.

Le Pensionnaire Fagel tint toute la matinée, dans 18 Juin
les Etats de Hollande, à rapporter avec beaucoup 1686
d'exagération ce qui s'étoit passé entre un vaisseau du
Roi & un des Etats. Il fit ensuite des plaintes contre
les Messieurs d'Amsterdam; mais, on ne prit aucune Re-
solution sur cette affaire: ils écrivirent seulement, à
leur Ambassadeur en Espagne, de leur envoyer de
nouvelles informations.

MESSIEURS d'Amsterdam sont fort en peine pour
le Comte de Stirum, parce qu'ils connoissent son de-
vouement au Prince d'Orange, & qu'ils ne savent
point s'il n'en a pas reçu quelque ordre secret. Ils
l'ont cependant fait assurer, que l'ordre, que les Es-
sais-Généraux ont donné au Comte de Stirum à son
départ, est de baisser le pavillon devant la Flotte de
France, & de lui rendre tous les mêmes honneurs
qu'ils se sont obligés par leurs traités de faire à
l'Angleterre.

J'AI trouvé le moyen de faire parvenir jusqu'au
Roi une lettre du sieur Citters aux Etats Généraux,
qui fait voir, que, dans le tems que le Roi d'Angleter-
re veut rassurer les Etats de l'apprehension qu'ils pour-
roient avoir de la guerre, il ne veut pas en attribuer
la cause aux bonnes intentions de la France; mais à

l'impuissance dans laquelle il prétend que la France se trouve, par l'épuisement de ses Finances, d'entreprendre aucune chose de conséquence, & moins encore une guerre.

J'AI parlé au sieur Blanquet, afin d'être averti de la suite de la négociation qu'il croyoit se former avec l'Electeur de Baviere, pour faire passer ses troupes dans les Pays-Bas, & de l'envoi de Sandrask dans le Palatinat. Il m'a dit, que, par de certaines choses que lui a dit M. de Castanaga, il ne doute pas que s'il arrivoit un Démêlé entre la France & l'Espagne, l'Electeur de Baviere ne fût incontinent nommé Gouverneur des Pays-Bas: c'est ce qui fait encore plus appréhender au Marquis de Castanaga une rupture entre le Roi de France & le Roi d'Espagne.

J'AVERTIS le Roi, des Manufactures qu'on vouloit établir, & des moyens qu'il y avoit de l'empêcher.

LE Pensionnaire Fagel, dit, dans l'Assemblée de Hollande, que le Roi n'avoit équipé une grande Flotte, que pour détruire le Commerce des Etats-Généraux, & qu'il l'auroit entrepris s'il n'en avoit été détourné par d'autres Puissances avec qui il vouloit se joindre: les Créatures du Prince d'Orange firent entendre, qu'il n'avoit pas voulu seconder les desseins de Sa Majesté.

J'APPRIIS en très-grand secret, que le sieur Hekart, Conseiller du Prince d'Orange, & qui étoit auparavant Secrétaire de M. l'Evêque de Strasbourg, va à Ausbourg, sous prétexte de voyager en Allemagne: il est assez évident que c'est le Prince d'Orange, qui l'envoie. J'ai prié celui par qui j'entretiens commerce avec Messieurs d'Amsterdam de leur en parler, & de leur remontrer, qu'ils ne doivent pas prendre pour excuse que le sieur Hekart n'est chargé d'aucun ordre de l'Etat; qu'il suffit au Comte de Waldeck, & à ceux qui veulent troubler le repos de l'Europe, & qui seront présens à la Diète d'Ausbourg, d'avoir un Ministre des Etats qui autorisera par sa présence toutes les entreprises des factieux, & qui donnera tou-

es les assurances de la part des Etats - Généraux , que le Prince de Waldeck croira être nécessaire pour le succès de cette entreprise.

L'EVEQUE d'Utrecht étant mort , je mandai au Roi , que les Espagnols tâchoient toujours d'avoir ^{21 Juin 1686.} grande part à la nomination des Evêques pour gagner l'affection des Catholiques : j'informai le Roi de toutes les Caballes qu'on faisoit , & lui nommai les personnes que je croyois les plus propres pour remplir cette place , & qui n'avoient aucune partialité.

Le Prince d'Orange travailloit depuis quelque-
 ms à faire prendre une résolution touchant la
 marine , qui étoit d'entretenir toujours neuf mille
 Matelots , à dix écus par mois. Le prétexte qu'il
 prend est que les Etats ne seront jamais surpris , &
 qu'ils auront toujours des Matelots prêts pour mon-
 ter leurs vaisseaux ; qu'on trouvera assez de quoi les
 occuper l'Hyver dans le pays , & le reste du tems à
 servir les vaisseaux de convoi. Cela est possible :
 mais je serai remonter des demain * à Messieurs * ^{22 Juin 1686.}
 Amsterdam , que le Prince d'Orange n'a d'autre
 but en cela , que de se rendre le Maître de leurs
 forces de mer , comme il l'est de celles de terre ;
 & que les Matelots qui sont loués par les Capitaines , &
 payés par les Villes , ne reconnoissent gueres l'auto-
 rité du Prince d'Orange : mais que quand ils auront
 leur paye réglée , le Prince d'Orange fera venir l'ar-
 gent au Comptoir de la Province comme il a fait
 par celui de la Milice , & qu'il aura par ce moyen
 les Matelots dépendans de lui ; en sorte que , com-
 me il fait marcher les troupes sans le su , & même
 contre la volonté de l'Etat , il fera de même équip-
 per des vaisseaux selon son bon plaisir , étant assez
 Maître des Amirautés pour prendre dans leurs
 Magasins ce qui lui sera nécessaire. Sans doute le
 Prince d'Orange avoit alors en vûe l'entreprise
 qu'il a faite depuis contre l'Angleterre.

On me donna avis , que le voyage de M. l'E ^{24 Juin 1686.}
 leur de Brandebourg à Cleves étoit assuré , &
 même que le Docteur Ham , avoit écrit une lettre

secrète au Pensionnaire Fagel , par laquelle il lui mandoit, que quoiqu'on fît entendre à M. de Rebenac , que le voyage de M. l'Electeur de Brandebourg à Cleves étoit rompu , cependant il ne l'étoit pas, & que Mr. l'Electeur y viendront infailliblement. Cette lettre du Docteur Ham , étoit de même date que la lettre de M. de Rebenac , du 11 Juin , par laquelle il m'avoit mandé les raisons qu'on lui faisoit entendre qui avoient rompu le voyage de Cleves.

27 Juin
1686.

LE Roi d'Angleterre témoigna beaucoup de chagrin de la rencontre qu'il y avoit eue entre le sieur de Belle Isle & le Capitaine Ewick , & que Sa Majesté Britannique l'avoit assuré , qu'elle feroit tels offices qu'une pareille chose n'arriveroit pas.

LE Prince de Nassau , étoit fort alarmé du voyage de l'Electeur de Brandebourg , & a été à Amsterdam avec la Princesse de Nassau , & y a demeuré deux ou trois jours. Il a envoyé trois fois chez les Bourguemestres Régens : mais pas un d'eux n'a voulu l'aller voir. Ce Prince est venu d'Amsterdam à la Haye , il a envoyé à son arrivée un Gentil-homme chez le Prince d'Orange , & y a été lui-même une heure après. Le Prince d'Orange lui a fait dire qu'il dormoit , il n'a pas laissé d'y aller une seconde fois , il s'en retourna le lendemain en poste fort mécontent.

MESSIEURS d'Amsterdam firent fort sagement de ne point parler au Prince de Nassau , qui étoit entouré des Créatures du Prince d'Orange.

LE Prince d'Orange , presse avec beaucoup de chaleur les Amirautés de dresser les instructions , & les Mémoires nécessaires pour faire voir aux Etats-Généraux l'utilité d'avoir toujours neuf mille Matelots entretenus , & la facilité de fournir à cette dépense. Les principaux des Amirautés qui dépendent presque tous du Prince d'Orange ont déjà trouvé , qu'en supprimant de certaines charges , & retranchant bien des dépenses inutiles , ils pourront sur leurs fonds ordinaires donner tous les ans quatre cents mille florins pour ces Matelots , dont l'entrete-

nement n'est estimé qu'à onze millions : mais le Prince d'Orange veut qu'ils fournissent cinq cents mille florins , & qu'on n'en demandé que six cents mille aux Etats-Généraux. Je ne crois pas que ce soit-là la plus grande difficulté qu'il trouvera : je pense que Messieurs d'Amsterdam ne lui accorderont pas facilement ce qu'il souhaite : ils sont fort entrés dans les raisons que je leur ai fait alleguer là - dessus , & trouvent que le Prince d'Orange affoiblit extrêmement par-là leur Ville, qui tire sa principale force du nombre des Matelots , qu'elle a toujours eus en sa disposition.

QUELQUES Maîtres de navires qui étoient dans les Ports de France , écrivirent en Hollande , qu'on avoit enfumé leurs vaisseaux à Bordeaux , pour faire mourir les Huguenots qui s'y seroient cachez. La lettre, qui fit le plus de bruit là dessus , étoit d'un Capitaine Danois , qui ajoûtoit cette circonstance , que comme il étoit Sujet d'un Prince allié de Sa Majesté, on lui avoit laissé à lui-même le soin d'enfumer son vaisseau. Le sieur Krack montra cette lettre à beaucoup de personnes de l'Etat. Dans la prévention qu'on a prise à Amsterdam , que ces vaisseaux avoient été non-seulement enfumés, mais empoisonnés, quelques personnes qui avoient mangé des pruneaux de Bordeaux , étant morts ou malades , on incontinent dit , que ces pruneaux & toutes les marchandises de ces vaisseaux avoient été empoisonnées. Cela a été si loin , que Messieurs d'Amsterdam ont ordonné à M. Borel d'en faire information : cependant on a débité mille contes plus extravagants l'un que l'autre , & le Président des Echevins eut l'insolence de dire au Commis du Conseil , & à un Marchand François , qu'il a trouvés ensemble , que si on trouvoit que ces pruneaux fussent empoisonnés , on les feroit bruler en place publique par l'Exécuteur de la Haute-Justice. J'écrivis au Consul pour en parler à M. Borel , ci devant Ambassadeur en France , & pour lors Grand Schout à Amsterdam. Il lui dit , qu'il étoit chargé d'en faire

l'information; qu'un Marchand d'Amsterdam ayant reçu de Bordeaux douze barils de pruneaux, il les a vendus à quatre ou cinq Epiciers qui les ont partagés; qu'un d'entr'eux en ayant eu quatre barils, il en a envoyé un entier à Campen sans l'ouvrir, & en a fait scier un par le milieu pour vendre en détail dans sa boutique; qu'un de ses gens avec trois enfans en ayant mangé, aussi-bien que ses enfans d'une pauvre femme, qui travailloit dans la maison, à qui l'on en a donné, se sont trouvés mal peu de tems après; que le garçon de la boutique est mort la nuit suivante, & tous les enfans ont été à l'extrémité, & sont encore fort malades. Que, sur ce rapport, les Juges ont ordonné, qu'en présence des Medecins & Chirurgiens on ouvreroit le corps; que l'on y a trouvé toutes les marques ordinaires de poison; qu'ils ont aussi tous eu les symptomes de personnes empoisonnées, comme vomissement, enflure, & le visage bleu. L'on a enlevé ce qui restoit de ces prunes, que l'on a mis à part dans l'intention d'en faire l'épreuve sur quelque bête. Ce qu'il y a de certain, c'est que tous les autres Epiciers qui en ont eu, en ont vendu & mangé sans aucune incommodité, & M. Borel croit que ce n'est que quelque chose casuelle & particuliere à cette barique, comme poison tombé dedans par malheur, ou quelque bête vénimeuse qui y auroit été, & qui l'auroit ainsi empoisonnée; il lui a promis qu'il lui en diroit la suite, & lui a dit cependant qu'on ne finissoit point en France une affaire de M. Borel, de quatorze ou quinze cents francs, dont il étoit fort chagrin.

8 Juin
1686.

JE mandai au Roi, que j'avois été informé, que le Prince d'Orange avoit pris depuis peu de nouvelles mesures avec les plus considérables des Anglois, qui étoient réfugiés à Utrecht.

LE sieur Falkenir, Résident des Etats à Ratisbonne, leur écrivit, que M. de Windisgrats, lui avoit remontré la nécessité qu'il y avoit pour le bien commun, qu'il y eût un Ministre des Etats-Généraux pré-

sent à la Diette d'Ausbourg, & qu'ainsi il se dispo-
soit à y aller, y ayant fort peu de distance de Ratis-
bonne à Ausbourg; & ne croyant pas qu'il y eût de
long tems rien de conséquence à mander de Ratis-
bonne: on m'avoit dit, que les Députés aux Etats-
Généraux, lui avoient envoyé le 24 Juin, la permis-
sion d'aller à Ausbourg; mais par un billet que je
reçus quelques jours après, j'appris que Mrs. d'Am-
sterdam s'étoient fort bien souvenus de ce que je
leur avois remontré là-dessus il y avoit environ trois
semaines, & qu'on avoit écrit au sieur Falkenir, pour
lui faire défense d'aller à Ausbourg, & pour lui don-
ner ordre de se rendre incessamment à la Haye.

Je récrivis de ce Besnard, Marchand Droguiste à Rouën.

2 Juiller
1686.

Il m'est venu voir, & autant que j'en puis juger
il n'y a que sa femme, & peut-être une mauvaise
honte, qui l'empêche de se déclarer ouvertement Ca-
holique: cependant après avoir beaucoup biaisé,
il m'a demandé s'il pourroit obtenir la permission
d'aller en France, qu'il auroit l'honneur de vous
aller trouver, qu'il abjureroit l'hérésie, & qu'il de-
manderoit ensuite, que cela fût tenu dans le der-
nier secret, & qu'on lui permît de ne pas déclarer son
changement d'un an ou deux, pendant lesquels il
lui seroit permis de faire des voyages hors de Fran-
ce, & d'y rentrer: il prétend qu'il pourroit de cet-
te maniere rendre beaucoup plus de service. Et en
effet, si cet homme y va de bonne-foi, il peut
être beaucoup plus utile en bien des rencontres,
que s'il déclaroit sa conversion: il a déjà détourné
par son savoir-faire l'établissement des Draps de
Meunier en ce pays-ci, son dessein est de rétablir
cette Manufacture à Elbeuf. J'ai crû, Monsieur,
ajoutois-je, que vous seriez bien aise que j'eusse
l'honneur de vous rendre compte de ceci, puisque
la premiere démarche que ce Besnard offre de faire,
est tant de vous aller trouver, vous serez Maître de
dire ce que vous jugerez à propos selon l'utilité
de vous y pourrez trouver.

A. M. de
Seignelay.

LE Roi approuva les éclairciffemens que je lui avois donnés touchant ceux qui pouvoient remplir la place de l'Evêque de Castorie, & en écrivit au Duc & au Cardinal d'Etrées.

4 Juillet
686.

LE Prince d'Orange remuoit ciel & terre, pour venir à bout de faire lever neuf mille Matelots, & Mrs. d'Amsterdam ne s'y opposent pas avec moins de fermeté.

LES Députés aux Etats-Généraux avoient envoyé ordre depuis huit jours au sieur Falkenir de se rendre à Ausbourg: mais, le 28 Juin, Mrs. d'Amsterdam firent revoquer cet ordre, & on lui ordonna au contraire de se rendre à la Haye: ils me firent prier pour des raisons qu'ils ne voulurent pas communiquer, qu'on tint cela fort secret.

JE mandai au Roi, que le Prince de Waldeck disoit à ses Amis, que s'y l'on perdoit cette occasion d'attaquer la France, on n'en recouvreroit jamais une si belle; qu'il étoit bien vrai, que Sa Majesté ne vouloit point à présent de guerre; mais que c'étoit à voir si ce n'étoit point leur intérêt de prévenir, & de ne pas attendre que Votre Majesté prît son tems. Le Pensionnaire Fagel témoignoit aussi, qu'il ne s'étoit point présenté jusqu'à ce tems-là une si favorable conjoncture.

LE Ministre Claude ne s'oublia pas non plus: il prétendit faire voir, qu'il n'y avoit pas cent millions en toute la France qui rouloient toujours, & dont les Fugitifs avoient emporté une grande partie; que tous ceux, qui avoient été obligés de changer de Religion, & qui étoient restés en France, prendroient les armes dès qu'ils verroient Sa Majesté occupée dans une Guerre étrangere.

J'ENVOYAI au Roi, une lettre de Falkenir, Résident des Etats à Ratisbonne, dans laquelle il mandoit à ses Maîtres, que l'Electeur de Brandebourg s'étoit fait fort, auprès des Ministres de l'Empereur, d'engager les Cercles de la Haute & de la Basse Saxe, dans le traité qu'on projettoit de faire à Ausbourg.

IL me paroît, que Mrs. d'Amsterdam sont dans de

très-bonnes dispositions. Les Bourguemestres de cette année ont refusé au Prince d'Orange tout ce qui pouvoit avoir trait à la guerre : ils ont aussi marqué dans le châtimement de Lucas, autant qu'il leur a été possible, l'envie qu'ils ont de plaire à Votre Majesté : car, il est certain qu'ils ne peuvent gueres donner des marques publiques de leur partialité pour la France, sans s'attirer sur les bras les Créatures du Pr. d'Orange, & les Villes qui lui sont devoüées, & sans se rendre par-là inutiles. Comme on aura souvent à faire d'eux, disois-je au Roi, pendant le séjour de M. l'Electeur de Brandebourg dans ce voisinage, je supplie très-humblement V. Majesté de n'être pas importunée si je prends la liberté de lui représenter, que ce seroit peut-être le tems à cette heure de leur faire savoir si Votre Majesté leur veut faire quelque grace à l'égard des familles pour lesquelles ils ont demandé permission de sortir de France : l'occasion me paroît favorable. Comme ils viennent de châtier leur Gazetier, & qu'ils se sont bien conduits en toutes choses dans ces derniers tems, cela leur seroit voir qu'ils doivent attendre des graces de Votre Majesté, lorsqu'ils se comporteront comme ils doivent, & les encourageroit à faire mieux à l'avenir. Que si on attend à la veille de l'arrivée de M. l'Electeur de Brandebourg, ils attribueroient peut-être les graces qu'ils recevroient alors de Votre Majesté, à d'autres raisons qu'à un pur effet de sa bonté pour eux.

Des quatre qu'ils demandent, le sieur Outshorn a hors permission de Votre Majesté d'être pour six mois du Royaume : ainsi à proprement parler, il n'est plus question que de sa femme qui a soixante-dix ans, les enfans étant établis à Amsterdam, où ils ont des charges dans la Ville. L'autre, qui est Hemstede, & qui est particulièrement recommandé, est hors de France, & n'y a pas beaucoup de biens. La veuve Vandermer n'est pas naturalisée non plus. Si Votre Majesté ne vouloit pas accorder la grace pour ces quatre personnes tout à la fois, & qu'elle voulût seu-

lement la donner pour deux, je ne laisserois pas de faire valoir à Messieurs d'Amsterdam cette marque de la bonté de Votre Majesté, sur tout si elle vouloit y ajouter une autre grace qui n'est pas de si grande conséquence, & qui cependant leur seroit bien plaisir, c'est en faveur d'un nommé Dutry, pour qui ils m'ont fait parler fort instamment depuis deux jours. Il a été arrêté prisonnier pour avoir gardé dans son auberge, les enfans du sieur de la Sabliere. Ils ont prétendu autrefois justifier ce Dutry; ils le voudroient bien encore: cependant, ils ne le réclament plus comme un de leurs Bourgeois, & ne demandent sa liberté que comme une grace.

lettre de
M. de Croissy
du 4
juillet
1686.

M. de Croissy me manda, qu'on avoit fort exagéré les précautions qui avoient été prises pour empêcher quelques vaisseaux qui avoient chargé à Bordeaux, & qui étoient soupçonnés d'enlever les Sujets du Roi, d'exécuter leur dessein: mais, que Sa Majesté alloit faire cesser ces sortes de recherches, qui pouvoient nuire au commerce de ses Sujets, & pourvoir par d'autres moyens plus sûrs, à ce que les vaisseaux Etrangers ne facilitassent plus leur évafion.

1 Juillet

LA grande affaire, qui étoit dans les Etats de Hollande, étoit toujours le reglement des droits d'entrée & de sortie: on commença alors à parler de mettre ces droits-là à ferme, ce qui n'avoit jamais été pratiqué dans cette République.

ON a enfin sù, qu'il y avoit eu quelques vaisseaux marchands Hollandois, pris par les Algeriens dans la Manche: on dit que Messieurs d'Amsterdam veulent proposer de faire équiper quatre ou cinq Fregattes légères, pour croiser dans ces mers-ci.

QUOIQUE je ne doute pas, Sire, que Votre Majesté n'ait été informée des particularités de l'Accommodement de l'Empereur, avec l'Electeur de Brandebourg, sur les Duchés que cet Electeur demandoit en Silesie: cependant, j'ai fait ce que j'ai pû pour en avoir le détail. On m'a dit que l'Empereur, n'ayant pas voulu céder les Duchés prétendus par

L'Electeur, lui a donné en échange un territoire dans la Sileſie, appellé de Swibarch, joignant le Duché de Croffen, composé d'une Ville & de quatre-vingts Villages, qui ſont des terres héréditaires de l'Empereur, avec quelques autres avantages.

Quoique le ſieur Falkenir n'ait pas ordre d'aller à Ausbourg, il n'a pas laiffé de faire ce voyage, ſous le prétexte d'une ſimple curioſité; mais en eſſant pour ſeconder l'intention de ceux qui vou-
oient exciter de nouveaux troubles, & qui pouvoient tirer de grands avantages de ſa venue.

Vous ne ſauriez, m'écrivoit le Roi, trop obſerver les démarches de l'Electeur de Brandebourg, ſes négociations de ſes Miniſtres, ſoit auprès du Prince d'Orange ou des Etats-Généraux; & ce Prince n'étant à préſent tant de marques de ſes mauvaiſes intentions, qu'on ne ſauroit apporter trop de ſoins à prévenir ſes deſſeins, & empêcher qu'il ne ſe forme des liaiſons plus étroites entre lui & les Provinces-Unies.

Les Etats furent fort mécontents, que leur Reſi-
dent à Ratisbonne, qui étoit devoüé au Prince d'Orange, eut été à Ausbourg, & ils lui envoyèrent ordre de ſe rendre inceſſamment à la Haye.

Le Prince d'Orange trouva tant d'oppoſition dans les ſieurs d'Amſterdam à l'entretienement de neuf ſe Matelots, qu'il n'oſa pourſuivre davantage cette affaire, & abandonna le projet qu'il en avoit de dresser par les Amirautés.

Messieurs d'Amſterdam auſſi conſentirent, à la prière, d'envoyer faire un compliment à M. l'Electeur de Brandebourg à Cleves: mais, ils refuſèrent de l'inviter de venir à la Haye.

Je mandai auſſi au Roi, que j'étois aſſuré que les ſieurs d'Amſterdam ne donneroient point au Prince Philippe de Brandebourg la ſurvivance des Charges du Prince d'Orange, qu'ils ne ſe laiſſeroient aller à toutes les vûes du Prince d'Orange, pour faire de nouvelles alliances, & que je n'appré-

Lettre du
Roi, du 11
Juillet,
1686.

18 Juillet
1686.

hendois rien sinon qu'on fît quelque proposition où il seroit question de religion.

25 Juillet
1686.

L'ELECTEUR de Brandebourg avoit dessein, dans le voyage qu'il fit à Cleves, qu'on lui cedât la Gueldre Espagnole, pour les sommes que le Roi d'Espagne lui devoit.

27 Juillet
1686.

QUOIQUE je ne doute pas, que le Roi ne soit informé de la Négociation qui se fait en Angleterre, pour avoir quatre mille Anglois dans les Pays-Bas Espagnols; cependant, comme je n'en avois pas encore ouï parler, j'ai cru que je ne devois pas négliger d'envoyer au Pensionnaire Fagel la lettre du sieur Citters qui en fait mention.

Premier
Août 1686.

LE sieur d'Amerongue, concerta les visites entre l'Electeur de Brandebourg, & le Prince d'Orange. Ce Prince devoit aller voir l'Electeur de Brandebourg à Cleves, & l'Electeur de Brandebourg lui rendre sa visite au camp. La Princesse d'Orange n'ira point voir l'Electrice: mais, comme elle se trouvera au camp où l'Electrice de Brandebourg viendra avec l'Electeur, & que cela passera pour une visite de l'Electeur de Brandebourg au Prince d'Orange; il me semble que la Princesse d'Orange pourra prétendre, par la même raison, que l'Electrice de Brandebourg lui aura rendu la premiere visite.

LE Pensionnaire Fagel, a dit ce matin aux Etats de Hollande, que le Prince d'Orange l'avoit chargé de leur déclarer, qu'avant que le printems fût venu, ils auroient une grande guerre à soutenir; que le Prince d'Orange demandoit, que cet avis fût mis aujourd'hui dans les Registres, afin que, quand cela arriveroit, il fût disculpé si l'on ne se trouveroit pas ici en l'état où l'on devoit être.

8 Août
1686.

J'ASSURAI le Roi, que Messieurs d'Amsterdam étoient dans de fort bonnes dispositions; qu'on le voyoit assez par le refus qu'ils avoient fait au Prince d'Orange de tout ce qu'il souhaite d'eux, qui pouvoit aller au préjudice de l'Etat. Ils me con-

rent qu'ils avoient découvert, que le Pensionnaire Fagel avoit prié les Députés des Villes de Port-Hollande, de la Part du Prince d'Orange, ne pas insister davantage sur l'impossibilité où sont de payer leur quote part à l'Etat, & leur donné parole, que s'ils vouloient consentir à ce que le Prince d'Orange souhaite, on trouveroit moyen qu'ils n'en payeroient rien en leur fournissant les deniers des fonds extraordinaires de l'Etat. Messieurs d'Amsterdam donneront bon ordre à cette affaire à cette heure, qu'ils l'ont découverte, & n'en serviront utilement pour faire voir, que le Pensionnaire Fagel ne songe qu'à faire réussir les desseins du Prince d'Orange, au hazard de la ruine de la République.

Je fus informé, que dans une lettre du sieur Citters, dont j'ai déjà rendu compte, il mandoit aux Etats, qu'un Ministre du Roi d'Angleterre lui avoit dit, que le Roi son Maître pourroit bien enfin écouter les propositions des Princes qui cherchoient s'engager contre les intérêts de l'Etat : il leur parla de ses plaintes qu'il faisoit, de ce qu'on donnoit protection dans les Etats à ses Sujets rebelles, dans les lieux où il refusoit d'entrer dans des traités contre les Etats-Généraux, que Sa M. T. C. le pressoit de le faire. On se servoit de ces lettres du sieur Citters, pour faire voir aux Etats-Généraux la mauvaise volonté de Sa Majesté pour eux.

Je mandai au Roi, que ces lettres du sieur Citters faisoient croire à plusieurs personnes du Gouvernement, que le Roi leur feroit la guerre au commencement de l'année 1687. 31 Août 1686.

Je mandai au Roi, & à M. de Barillon, que le Prince d'Orange avoit fait tout ce qu'il avoit pu de sa main auprès de Messieurs d'Amsterdam pour empêcher qu'ils ne publiassent des placards contre les Anglois rebelles qui étoient dans leurs Villes. Je mandai à M. de Barillon : car il étoit très-nécessaire qu'on sût en Angleterre, que le Prince d'Orange tenoit cette conduite dans le tems qu'il leur

faisoit accroire , que c'étoit Messieurs d'Amsterdam qui donnoient protection aux rebelles Anglois.

15 Août
1686.

ON dit ici , que le Prince Philippe de Brandebourg viendra à la Haye , pour y passer , les uns disent six mois , les autres disent deux ans. Si cela étoit , il pourroit bien être , que ce que j'ai prévu est arrivé , & que le Prince d'Orange a fait accroire à Madame l'Electrice , qu'il falloit que M. le Prince Philippe fût ici quelque-tems pour gagner les bonnes grâces du peuple , avant que de demander la survivance des charges. Si l'Electeur & l'Electrice de Brandbourg se contentent de ces vaines espérances , ils veulent bien être trompés.

19 Août
1686.

Je mandai qu'une déclaration un peu forte , pour faire voir la fausseté du contenu en la lettre du sieur Citters , que M. Skelton donneroit à la Haye dans un Mémoire , mortifiroit bien M. le Prince d'Orange , & feroit un très-bon effet dans tout le reste de la République ; & que le Prince d'Orange levoit si publiquement le masque contre le Roi d'Angleterre , qu'il ne meritoit pas que Sa M. Britannique l'épargnât.

J'INFORMAI le Roi , que le Prince d'Orange avoit si bien fait auprès de l'Electeur de Brandebourg , dans les conférences qu'il avoit eues à Cleves , que lui , qui avoit eu toujours beaucoup de considération pour le Roi d'Angleterre , & avoit eu pour principe qu'il falloit ménager Sa Majesté Britannique , avoit changé de sentiment depuis les deux Conférences qu'il avoit eues avec le Prince d'Orange ; qu'il avoit résolu de ne plus avoir les égards qu'il avoit eus ci-devant pour les instances que le Roi d'Angleterre lui feroit faire à l'égard des Anglois ; qu'il feroit distinction entre rebelles & rebelles ; & que ceux d'Angleterre trouveroient d'orénavant un asyle assuré dans les Etats de l'Electeur de Brandebourg. Je ne manquerai pas d'informer demain M. de Barillon des bons services que le Prince d'Orange rend au Roi d'Angleterre.

3 Septem-
bre 1686.

ON est fort alarmé ici des nouvelles qu'on a re-

es de Hambourg : le Résident de cette Ville-là, qui l'est aussi du Duc d'Hanover, en fait bien du bruit, & demande du secours aux Etats-Généraux : mais il parle en vertu d'un traité fait en 1645, qui a expiré il y a plus de quinze ans. Je ne vois pas Messieurs d'Amsterdam en aucune disposition d'accorder cette demande.

RIEN ne pouvoit venir plus à contre-tems pour les desseins de Messieurs d'Amsterdam, qui ont dessein de proposer dans l'assemblée du mois de Novembre une diminution de l'état de guerre, & rien plus à propos pour les desseins du Prince d'Orange, qui veut demander dans cette même assemblée l'augmentation de l'état de guerre. Il cherche depuis long tems des prétextes pour cela. Il vint aussi tôt à la Haye, pour tâcher de profiter de cette conjoncture : mais, ne trouvant pas les esprits disposés à aucun mouvement, il s'en retourna le lendemain.

MESSIEURS d'Amsterdam étoient fort en peine de voir si Sa Majesté soutiendrait le Roi de Danemark dans cette entreprise, & s'il l'avoit faite de concert avec Sa Majesté : je leur fis dire que ce que je savois là-dessus étoit, que le Roi de Danemark n'en avoit donné aucune part à M. le Marquis de Chiverny, & que Sa Majesté, qui avoit donné la paix à l'Europe, n'avoit d'autre intention que de la maintenir. Ces Messieurs étoient assez persuadés de cette vérité : mais, ils me firent en même tems confidence de leur inquiétude, & d'un secret qu'ils avoient découvert depuis peu de jours. Ils croyoient bien savoir que le Roi de Suède avoit résolu de rétablir au printems suivant le Duc de Holstein dans ses Etats, d'aller pour cela à force ouverte : ils craignoient donc que le Roi de Suède qui avoit ce dessein ne profitât de cette occasion-ci pour l'exécuter, & que l'Electeur de Brandebourg & la maison de Lunebourg, ne se joignissent à la Suède. Ces Messieurs étoient persuadés que si cela fut arrivé, il auroit été bien difficile

qu'il ne s'en fut ensuivi une guerre universelle, qui auroit embrasé tout le reste de l'Europe.

IL y avoit encore une chose à considérer là-dedans : c'est que si le Roi de Suede eut commencé la guerre sans aucun prétexte au printems suivant, non-seulement les Etats-Généraux n'auroient pas été obliges d'y prendre part ; mais de plus Messieurs d'Amsterdam en auroient rejeté toute la faute sur la Suede. Et comme un d'eux voulut bien me confier dans le dernier secret, qu'ils croyoient que le Roi de Suede n'entreprendroit cette affaire que de concert, & même à l'instigation, du Prince d'Orange, & qu'ils songeoient à lui en retrancher les moyens autant qu'il leur auroit été possible ; il est certain que si la guerre s'étoit allumée à l'occasion de l'affaire de Hambourg, ils n'auroient plus eu, ni les mêmes moyens pour s'y opposer, & tout leur chagrin seroit retombé sur le Roi de Danemarck.

3 Octobre
1686.

Je mandai au Roi, qu'on m'avoit assuré de très bonne part, que le Prince d'Orange faisoit tout son possible pour engager l'Espagne à donner le Gouvernement des Pays Bas à l'Electeur de Baviere.

10 Octobre
1686.

LE Roi d'Angleterre envoya alors le Marquis d'Albiville à la Haye ; mais, quoique M. de Barillon en répondît, & qu'il eut obtenu pour lui que je lui payerois une espece de pension, je mandai au Roi, que je me desiois fort de cet homme, que je savois positivement, que c'étoit lui qui avoit mené les Ambassadeurs des Etats en Angleterre par des degrés degagés, pour avoir des audiences secretes du Roi d'Angleterre, à l'insû de M. de Barillon, & que je ne pourrois m'empêcher de prendre garde de près à sa conduite ; car quoiqu'il eût pris des engagements très forts avec le Roi, je voyois que sa reputation étoit assez mal établie en Hollande. Il passoit pour avoir été toujours un espion double, & pour avoir servi celui qui lui donnoit le plus, on savoit même qu'il étoit nécessaire, & les Créatures du Prince d'Orange comptoient déjà qu'ils pourroient le gagner par-là.

J'AI appris par Mrs. d'Amsterdam, qu'ils ont dit dire au sieur, Muys Bourguemestre de Dort, qui se trouve à cette heure dans la même difficulté pour l'élection des Bourguemestres de sa Ville, où il étoit l'année passée,) que si lui & ceux de son parti vouloient assurer Mrs. d'Amsterdam qu'ils ne se relâcheront point, & s'ils veulent en même-tems donner une requête à la Province de Hollande, pour se plaindre de l'injustice qu'on leur fait en cette affaire, il les soutiendront fortement, & s'engagent de leur faire raison. Mrs. de Dort n'ont pas encore donné de réponse: aussi-tôt qu'ils auront fait, j'aurai l'honneur d'en rendre compte au Roi. S'ils acceptent l'offre de Mrs. d'Amsterdam, cette affaire fera bien de l'éclat, & sera fort préjudiciable à l'autorité du Prince d'Orange.

LA réponse du sieur Muys à Mrs. d'Amsterdam, a été, qu'il ne jugeoit pas à propos de porter ses plaintes aux Etats de Hollande, que le Pensionnaire Fagel, quoiqu'intéressé pour lui contre l'autre parti de Dort, dont Alwin est le Chef, l'a fort déconseillé de le faire, parce que cela aigriroit fort le Prince d'Orange, & que le Pensionnaire Fagel n'oseroit soutenir cette affaire contre ce Prince, s'ils porteroient les choses à l'extrémité.

JE découvris, que la Princesse d'Orange avoit un commerce de lettres avec l'Evêque de Londres. 17 Octobre.

Tous les artifices, que le Prince d'Orange a mis en pratique depuis trois mois, pour porter les Etats-Généraux à augmenter l'état de guerre, paroissent avoir été fort inutiles auprès de Mrs. d'Amsterdam. Il a encore fait depuis peu deux nouvelles démarches, qui ne lui ont pas non plus réussi. L'une a été de porter le sieur Falkenir à demander aux Etats un pouvoir pour entrer dans l'association faite à Ausbourg: mais, le Pensionnaire Fagel ayant sonné Mrs. d'Amsterdam & quelques autres personnes, y a trouvé tant d'éloignement à consentir à une pareille chose, qu'il a empêché le sieur Falkenir d'en faire la proposition. La seconde chose qu'a fait le Prince d'Orange, a été d'obliger les

Nobles de la Province de Hollande , à donner une protestation aux Etats de leur Province de Hollande , par laquelle ils déclarent qu'ils sont assurés que les Etats auront la guerre au printemps prochain , qu'ils ne sont pas en état de la soutenir , qu'il faut incessamment songer aux moyens d'être surpris , & que si on ne prend des mesures pour cela dans une prochaine assemblée de Hollande , pour l'augmentation de l'état de guerre , ils protestent contre ceux qui n'y consentiront pas de tous les maux qui arriveront à la République. Mrs. d'Amsterdam ont pris cela seulement *ad referendum* , & au surplus ils ne s'en sont pas trop mis en peine.

Je priai un homme de la République de faire bien comprendre à Mrs. d'Amsterdam , que la paix ou la guerre dépendroient de la conduite qu'ils tiendront dans la première assemblée de Hollande ; qu'ils devoient considérer , que le Roi ne vouloit point la guerre comme ils en étoient eux-mêmes convaincus , & que les Princes de l'Empire qu'on vouloit liguier contre lui n'oseroient l'attaquer , s'ils n'étoient assurés que les Etats-Généraux entroient dans leur querelle ; qu'il falloit donc faire quelque chose à la Haye qui leur ôtât cette espérance si l'on vouloit s'assurer un plein repos ; qu'il ne suffisoit pas pour cela d'avoir de bonnes intentions : qu'il falloit quelque-chose de plus , & quelque chose d'éclat , pour détruire les promesses si souvent reiterées du Prince d'Orange , & les assurances si positives , que le Comte de Waldeck , Falkenir , & les autres Créatures , donnoient aux associés , que le Prince d'Orange engageroit les Etats dans leurs intérêts , qu'il étoit nécessaire pour cela de prendre des mesures , & de faire des démarches qui fissent voir qu'ils songeoient tellement à conserver la paix , qu'ils retranchoient même les moyens de faire la guerre.



N É G O C I A T I O N S

D E M O N S I E U R

LE COMTE D'AVAUX

EN H O L L A N D E ,

Depuis 1684 , jusqu'en 1688.

L'ENVOYÉ de Suède se tourmente fort ici , afin qu'on se serve de l'occasion que donne l'affaire de Hambourg pour rétablir le Duc de Holstein ; il assure par-tout que le Roi son Maître a vingt mille hommes prêts à passer dans le Holstein ; qu'aucune Puissance de l'Europe ne pourra empêcher ce transport de Troupes , & qu'il a de l'argent pour les faire subsister : ce sont des discours qu'il tient depuis long tems , & qui n'ont pas fait grand effet. Mais , Sire , je suis bien informé que le Sieur Dieft a fait une autre démarche qui me paroît bien plus de conséquence ; il a été trouver le Sieur Dickfeld , Député aux Etats Généraux , & lui a dit que l'Electeur de Brandebourg est disposé , conjointement avec la Maison de Lunebourg , & la Suède , à rétablir le Duc de Holstein dans ses Etats ; qu'on ne doit pas douter que Votre Majesté ne soutienne son Allié , & n'entre en guerre pour cela ; de sorte que ces Princes vouloient savoir ce qu'ils devoient attendre des Etats en ce cas-là , & sur quoi ils peuvent compter.

Un homme des Etats , & des mieux intentionnés , me dit avoir vû la Lettre du Sieur Citters , qui portoit que le Roi d'Angleterre lui avoit déclaré qu'il voit appris avec beaucoup de douleur que Votre

Majesté venoit de renouveler une alliance avec le Turc , par laquelle Votre Majesté s'étoit engagée d'attaquer l'Empereur au printems prochain , & de faire une puissante diversion en faveur des Turcs; que cependant le Roi d'Angleterre à ajouté qu'il espéroit que dans l'hyver on pourroit détourner cet orage.

CEUX del'Etat qui me communiquoient les Lettres de M. Citters , & qui savoient que je les envoyois à M. de Barillon , étoient scandalisés de ce que le Roi d'Angleterre ne témoignât rien au Sieur Citters, & ne savoient à quoi attribuer cette maniere d'agir.

24 Octobre
1686.

J'AI travaillé depuis deux mois , par des voies indirectes & souterraines , à former une liaison entre la Province de Frise & Messieurs d'Amsterdam , & je ne commence que depuis quelques jours à avoir espérance d'un bon succès; cette négociation est avancée jusques-là , qu'on a porté parole aux Bourguemestres d'Amsterdam, de la part de deux des principaux de Frise , que s'ils veulent faire une réforme des Troupes de l'Etat , & persister sérieusement dans leur résolution, la Province de Frise se joindra à eux. Ces deux Messieurs de Frise ont fait dire aux Bourguemestres d'Amsterdam , que s'ils veulent commettre quelqu'un d'entr'eux , ils lui feront voir si clairement qu'ils seront maîtres de faire prendre cette résolution dans leur Province , que Messieurs d'Amsterdam n'auront pas lieu de douter que la Province de Frise ne conclue à une réforme de Troupes si Messieurs d'Amsterdam en veulent prendre la résolution.

J'AI vû un mémoire si ce sujet , qui a été porté aux Bourguemestres d'Amsterdam de la part des deux Députés de Frise , & je puis dire même que j'y ai travaillé ; cependant . ni ceux d'Amsterdam , ni ceux de Frise , ne savent pas que j'aye connoissance de cette affaire, bien loin de croire que j'en sois l'auteur. On n'a point encore reçu de reponse de Messieurs d'Amsterdam , je l'attends avec quelque inquietude.

31 Octobre
1686.

JE ne doute pas que toute l'application du Prince d'Orange & du Pensionnaire Fagel dans cette prochaine Assemblée de Hollande , ne tende à engager

les Etats dans l'association d'Ausbourg, & augmenter l'état de guerre ; c'est ce qui m'engagera à apporter tous mes soins pour empêcher que les Etats ne fassent ni l'un ni l'autre. J'ai déjà eu l'honneur de mander à Votre Majesté ce que j'ai fait auprès de Messieurs d'Amsterdam, pour les mettre dans les bonnes dispositions où ils sont à cette heure ; j'espère pouvoir, avant l'Assemblée de Hollande, avoir l'honneur d'informer Votre Majesté de la résolution qu'ils auront prise sur l'état de guerre ; l'homme par qui j'entretiens commerce avec eux part demain matin, pour les maintenir dans leurs bons sentimens.

LE Sieur Dieft, qui va de tems en tems faire des voyages à Cleves, y a été ces jours-ci ; il a dit publiquement que l'Electeur de Brandebourg n'étoit plus dans les intérêts de la France, & qu'il s'uniroit avec les Associés d'Ausbourg ; on étoit persuadé communément dans les Etats que le Roi attaqueroit l'Empereur au printems suivant.

JE fus averti que le Prince d'Orange devoit enfin faire proposer aux Etats de Hollande l'entretien de neuf cents Matelots.

J'AI eu l'honneur, Sire, de mander à Votre Majesté ce que les Nobles de Hollande avoient fait pour engager les Etats à faire des levées extraordinaires pour soutenir la guerre que Votre Majesté devoit leur faire au printems prochain : mais le premier jour de cette nouvelle assemblée de Hollande, ils y ont délibéré une contre protestation en termes si forts, & en même tems appuyés de si bonnes raisons, que le Pensionnaire Fagel voyant avec quelle vigueur ces Messieurs expliquoient leurs sentimens, a suscité les Députés de quelques Villes de son parti, qui ont fait connoître que ces sortes de divisions domestiques ne pouvoient que leur être très-préjudiciables lorsqu'elles viendroient à éclater au dehors. Que Skelton avoit déjà fait rapport au Roi d'Angleterre que la désunion étoit grande parmi les principaux membres de l'Etat, & qu'une contestation pareille à celle-ci

en persuaderoit tellement tous les Princes de l'Europe, que le crédit des Généraux en diminueroit de beaucoup; c'est pourquoi ils ont proposé que la contre-protestation de Messieurs d'Amsterdam ne fût point enregistrée, & que l'on fît aussi ôter des Registres la protestation que les Nobles y ont fait insérer. Messieurs d'Amsterdam ont bien voulu à cette condition là que leur protestation ne fût point enregistrée, le Pensionnaire Fagel ayant seul tout l'affront de cette affaire, par l'obligation où il se trouve de retirer un écrit qu'il avoit dressé si soigneusement contre Messieurs d'Amsterdam.

22 Novem-
bre 1686.

JE me suis appliqué depuis quelque tems à découvrir ce que Messieurs d'Amsterdam ont dessein de faire touchant l'état de guerre de l'année prochaine, & touchant l'Association d'Ausbourg, qui sont les deux plus importantes affaires que l'on puisse traiter ici à présent; & j'ai employé en même tems tous les moyens possibles pour les porter à prendre là-dessus des résolutions conformes au bien du service de Votre Majesté, & à leurs propres intérêts; cela m'a réussi, & je suis parfaitement instruit de leurs sentimens, & j'ai même là-dessus des assurances si positives au delà de ce que j'aurois pû espérer, que j'ai crû ne devoir pas différer à en rendre compte à Votre Majesté par la voie qu'elle m'a prescrite.

A l'égard de l'état de guerre, la personne qui étoit allée à Amsterdam pour savoir le sentiment des Bourguemeistres de cette Ville-là sur ce sujet, & pour les porter, par toutes les raisons que j'ai marquées dans mes précédentes Lettres, à ne pas consentir à l'augmentation que le Prince d'Orange souhaite, & au contraire à demander de la diminution, m'est venue rapporter il y a quelques jours que les Bourguemeistres d'Amsterdam ont trouvé les raisons qu'il leur a alléguées fort bonnes, & qu'étant conformes à leurs propres intérêts, ils ont résolu de demander qu'on diminue la dépense ordinaire

de l'état de guerre d'un million six cents mille florins, pour la seule Province de Hollande, qui ira environ pour les sept Provinces à trois millions; c'est une chose qu'ils ont projetée depuis quelque tems, mais qui a été enfin résolue ces derniers jours-ci. Ils proposeront de faire cette épargne par la réforme de beaucoup d'Officiers subalternes, & par la diminution des appointemens des Officiers Généraux, à commencer par le Comte de Waldeck, qu'ils veulent remettre sur le pié sur lequel ils ont toujours été en tems de paix. Ces Messieurs croient que cela marquera assez leurs sentimens aux Princes d'Allemagne; ils n'ont pas crû pouvoir venir à bout de demander formellement une réforme des Troupes, cela auroit fait crier tout le monde contr'eux; & ceci, qui fera le même effet au-dehors, sera fort bien reçu dans le pays.

AYANT appris que les Cantons de Zurick & de Berne avoient résolu d'envoyer des Députés à la Haye, pour solliciter les Etats Généraux d'entrer dans le Traité d'Ausbourg, je fis dire à Messieurs d'Amsterdam que je savois que le Prince d'Orange, qui avoit des Emissaires du côté de la Suisse, faisoit presser les Cantons de Zurick & de Berne d'envoyer des Députés à la Haye, pour demander aux Etats leurs sentimens sur l'Association d'Ausbourg, & pour les exhorter à y entrer; que ces Députés avoient ordre de s'adresser au Prince d'Orange pour prendre les instructions nécessaires sur la maniere dont ils devoient se comporter en Hollande, ce qui faisoit voir que ce n'étoit que l'effet de la cabale du Prince d'Orange auprès de quelques personnes de ces deux Cantons.

LES Bourguemestres d'Amsterdam furent si scandalisés de ce procédé, qu'ils firent dans cette rencontre une démarche à mon égard, que je n'avois pû obtenir d'eux dans les plus importantes conjonctures des affaires qui s'étoient passées auparavant; car il ne répondirent pas seulement qu'ils

ne voyoient que trop que le Prince d'Orange cherchoit tous les jours de nouveaux moyens de les engager dans la guerre; mais encore ils chargerent cette personne de me dire de leur part, que le Prince d'Orange ne réussiroit pas dans ce dessein, & que je pouvois m'assurer qu'ils demeureroient inébranlables dans le sentiment de maintenir la paix, & qu'ils ne consentiroient jamais à entrer dans l'Association d'Ausbourg, ni dans quelqn'autre Traite que ce fut; que les Députés Suisses viendroient quand il leur plairoit, & même au nom de tout le Corps Helvétique, pour les solliciter; que Messieurs d'Amsterdam n'en feroient rien pour cela, & que je pouvois me tenir en repos là-dessus.

Mrs. d'Amsterdam étoient entierement persuadés que le Prince d'Orange cherchoit, à quelque prix que ce fut, à les engager dans la guerre; que Sa Majesté ne la vouloit point, & que le Roi d'Angleterre ne la leur pouvoit faire sans l'assistance de Sa Majesté; qu'ils avoient conclu de là qu'il n'y auroit point d'autre parti à prendre pour eux que de se maintenir dans l'honneur des bonnes graces de Sa Majesté, & de ne rien faire qui lui pût déplaire.

Je fis parler encore au Bourguemestre-Régent qui étoit à la Haye, qui m'assura que la Ville d'Amsterdam n'obmettroit aucune occasion de faire connoître le désir qu'elle avoit de se maintenir toujours dans l'honneur de la bienveillance de Sa Majesté, qu'il me prioit en mon particulier de n'avoir aucune inquiétude sur toutes ces cabales que je verrois faire à la Haye; qu'ils s'attendoient bien que l'on feroit cinquante projets différens, & qu'ils auroient à essuyer bien des attaques pour les faire entrer dans la ligue d'Ausbourg, ou dans quelque autre Traité qui les engageât dans la guerre: mais qu'il pouvoit m'assurer que la Ville d'Amsterdam n'en feroit rien; qu'elle ne changeroit point; que je pouvois compter sur leur parole, com-

me ils comptoient sur la mienne, & qu'ils me prioient de me souvenir de ce que la Ville d'Amsterdam avoit fait pour la Treve; qu'on devoit voir par-là de quoi elle étoit capable, & qu'elle n'en feroit pas moins en cette occasion.

Je prendrai la liberté de mettre ici ce que ce Bourguemestre a ajoûté à ce discours. Il a dit qu'il avoit fort souhaité que Votre Majesté voulut bien donner de tems en tems quelques marques à Messieurs d'Amsterdam, de la bonté qu'elle témoigne avoir pour eux; qu'ils avoient demandé depuis si long-tems la liberté du nommé du Try, fils de l'un de leurs principaux Bourgeois, qui n'avoit gardé les enfans du Sieur de la Sabliere dans son Hôtellerie, que sur la priere du Secrétaire du Sieur de Starembourg, sans qu'il fût qui ils étoient; que cependant s'il a eu tort en cela, ils ont demandé sa liberté comme une grace à Votre Majesté; qu'ils l'ont supplié pareillement de laisser sortir la veuve Vandremmer, qui n'est point naturalisée, & qui devoit selon toutes sortes de Loix, & selon même que Votre Majesté a bien voulu s'en expliquer, n'être point contrainte à demeurer en France. Que Votre Majesté avoit eu la bonté de lui accorder un passeport, mais qu'elle l'a fait révoquer depuis, sans que Messieurs d'Amsterdam en aient pû savoir la raison. Que le Sieur Termitten n'est point non plus naturalisé; que puisque Votre Majesté a déclaré qu'elle ne vouloit point retenir par force les Etrangers qui avoient trafiqué dans son Royaume, ils avoient toujours espéré qu'on donneroit permission à celui-là de sortir; qu'ils avoient aussi demandé un passeport pour la Dame Ostorne, qui est une vieille femme, âgée de 70 ans, dont la sortie ne seroit de nulle conséquence, laissant six enfans en France qui sont presque tous mariés; que cependant elle seroit d'une grande consolation à son mari, qui est à Amsterdam, & à tous les parens de son mari, qui sont les principaux de la

Ville ; que lui en son particulier avoit eu bien du déplaisir de voir arriver ces jours ci un de ses parens Hollandois , nommé Vandebos , qu'on avoit laissé sortir de France comme étranger , mais dont on avoit retenu la femme & les enfans , parce que sa femme est Françoisse , quoique par toutes les Loix civiles elle doive suivre son mari. Que Vandebos s'étoit venu jeter à genoux devant le Conseil d'Amsterdam , fondant en larmes , & le priant d'intercéder auprès de Votre Majesté , afin qu'on lui rendît sa femme & ses enfans : qu'il ne me disoit point cela par aucun intérêt particulier pour lui , & qu'il juroit qu'il ne le faisoit que pour les propres intérêts de Votre Majesté. Qu'on ne pouvoit croire le bon effet que cela feroit dans toute la Ville si Votre Majesté leur faisoit quelques grâces de tems en tems ; que cela effaceroit le chagrin que les affaires de la Religion leur donne , & gagneroit le cœur des principaux Bourgeois , qui seroient encore plus portés dans les intérêts de Votre Majesté lorsqu'ils verroient la distinction que Votre Majesté auroit pour leur Ville.

LE Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel , voulurent se servir des grands préparatifs qui se faisoient en Angleterre pour faire peur à Messieurs d'Amsterdam , & pour les engager à augmenter leur état de guerre. Le Pensionnaire Fagel fit là dessus un discours fort pathétique dans les Etats de Hollande , dans lequel il temoigne que , quoique l'on dût ajouter foi à la parole du Roi d'Angleterre , cependant c'étoit bien manquer que de s'endormir là-dessus , & de ne prendre aucune précaution pour se mettre hors d'état d'être insultés : il demanda à quoi pouvoit servir à Sa Majesté Britannique l'achat d'une si grande quantité de munitions , & sur tout de viande , qu'Elle avoit achete de quoi nourrir vingt mille hommes pendant plus de trois mois.

JE donnai encore avis que les grands préparatifs que l'on faisoit en Angleterre , pour un armement de

ment de mer, caufoient tant d'alarmes en Hollande, que Messieurs d'Amsterdam étoient les premiers à presser les Etats à donner de l'argent aux Amiraux pour remettre la Marine sur un meilleur pié qu'elle n'étoit, enforte qu'on fût en état d'équiper une Flote au printems suivant si on en avoit besoin.

LE Prince d'Orange travailloit sous main à faire réussir la proposition de l'entretien de neuf mille matelots. 12 Décembre 1686.

LES Etats de la Province de Hollande se séparent pour aller delibérer dans leurs Villes sur trois principaux points : le premier regardoit les moyens de faire des impositions extraordinaires ; le second étoit sur un armement naval ; mais, fort léger, que Messieurs d'Amsterdam demandoient pour la sûreté de leur commerce ; le troisieme étoit pour savoir si on donneroit à ferme les droits d'entrée & de sortie.

LES Députés des Villes de la Province de Hollande se sont rassemblés depuis le 17 jusqu'au 23, sans avoir pû rien résoudre, quoiqu'ils se soient assemblés deux fois par jour, & même le Dimanche. Les Villes de Delft & Amsterdam, qui sont les seules qui ont persisté en touttems dans de bons sentimens, se sont encore trouvées unies en cette occasion, & se sont opposées formellement à la levée d'un deux-centieme denier personnel ; ces deux Villes s'en tiennent au consentement qu'elles ont donné il y a sept ou huit mois pour la levée d'un deux-centieme denier réel, sous la condition qu'ils ont apposée que le bien de qui que ce soit, sans exception, n'en sera exempt. Les autres Villes, qui sont presque toutes dépendantes du Prince d'Orange, demandent qu'on leve le deux centieme denier personnellement. On s'est fort échauffé de part & d'autre, & à la fin on s'est séparé jusqu'au huitieme de Janvier sans rien conclure.

On n'est pas plus avancé sur l'autre article qui regarde l'admodiation des droits d'entrée & de sortie : il semble cependant qu'on incline à en donner

une partie à ferme: mais on n'est pas encore d'accord sur lesquelles sortes de marchandises on donnera les droits à ferme, & sur lesquelles sortes de marchandises les droits seront laissés, comme ils ont été de tout tems, à l'administration des Amirautes.

Pour ce qui est de l'armement de mer, il paroît que tout le monde y donnera les mains: mais, on ne peut terminer cette affaire que celle des impositions extraordinaires ne soit finie; ainsi je ne puis dire encore de combien sera cet armement: la proposition est faite pour trente Vaisseaux de Guerre, ce n'est que l'appréhension des grands préparatifs qu'on a dit qui se faisoient en Angleterre, qui a porté ces Messieurs-ci à faire cet équipage de mer.

26 Décembre
1686.

Je fus informé de très-bon endroit que le Résident de Zell, & celui d'Hanover, avoient été trois jours auparavant témoigner au Prince d'Orange que leurs Maîtres étoient fort surpris d'apprendre qu'on crût qu'ils eussent fait un Traité avec Sa Majesté; qu'ils avoient ordonné à ces deux Résidens d'assurer le Prince, non seulement que cela n'étoit point; mais, encore que cela ne seroit pas, & qu'ils n'avoient aucune disposition à prendre des engagements avec Sa Majesté.

2 Janvier
1687.

On me donna avis que le Sieur Citters avoit mandé que le Roi d'Angleterre avoit désavoué la conduite du Sieur Skelton, & dit que s'il étoit encore à la Haye, il le révoqueroit: mais, il fit entendre en même tems que l'on feroit plaisir au Roi d'Angleterre de ne pas poursuivre les Officiers Anglois.

Je savois aussi de très-bon endroit que le Sieur Citters avoit mandé dans une Lettre secrete au Pensionnaire Fagel, que le Roi d'Angleterre ne surmontoit point le parti qui lui étoit opposé, & qu'ainsi il n'y avoit nulle apparence qu'il osât assembler son Parlement. J'appris aussi que quelques-uns des principaux Anglois réfugiés en Hollande, avoient assuré dans une Conférence qu'ils eurent avec des créatures du Prince d'Orange, que tant que les Etats Généraux donneroient retraite chez eux aux

Anglois, & que le Prince les protégéeroit, Sa Majesté Britannique ne pourroit détruire leur partie. J'en donnai avis au Roi, & à M. de Baillon.

JE mandai au Roi que j'avois été averti de ^{9 Janvier} eux ou trois endroits que le Prince d'Orange ^{1687.} alloit faire le Maréchal de Schomberg, Maréchal de Camp, Général de Hollande, comme étoit le Comte de Waldeck, quoique Messieurs d'Amsterdam n'en eussent aucune connoissance.

UN homme de mes amis me vint donner avis ^{10 Janvier} que le Prince d'Orange avoit prié le Chevalier ^{1687.} Pen, fameux chef des Quakers d'Angleterre, dans un voyage qu'il étoit venu faire en Hollande il y avoit quelques mois, de le remettre bien avec le Roi d'Angleterre; que le Sieur Pen avoit travaillé depuis ce tems là, & que les choses avoient été fort avancées; que le Sieur Pen avoit mandé au Prince d'Orange, il y avoit quelque tems, que le Roi d'Angleterre ayant mis en délibération de quelle maniere il seroit plus avantageux pour son service d'en user avec le Prince d'Orange, quelques Catholiques qui étoient dans le Conseil remontrèrent au Roi d'Angleterre qu'il ne pouvoit espérer d'abolir pendant son regne la Religion Protestante en Angleterre; qu'ainli tout ce que l'on feroit, si l'on continuoit d'agir d'autorité, ne serviroit qu'à y rendre la Religion Catholique odieuse, outre que l'espérance que les Protestans auroient d'avoir pour maître un Prince de leur Religion, & qui seroit d'autant plus dans leurs intérêts, qu'il seroit plus maltraité à cette heure, les rendroit beaucoup plus opiniâtres à se soumettre aux volontés du Roi d'Angleterre. Que la Majesté Britannique n'avoit point de meilleur expédient pour avantager la Religion Catholique, & pour ne pas mettre un jour en proie les Anglois qui la professent, que de faire voir une parfaite union entre lui & le Prince d'Orange, qui se

trouveroit par là engagé à les bien traiter lorsqu'il feroit le maître en Angleterre; qu'ils étoient donc d'avis que le Roi d'Angleterre envoyât un homme de qualité au Prince d'Orange l'assurer de son amitié, & lui témoigner le désir qu'il avoit de vivre avec lui dans une parfaite union, & de faire donner en même tems à Madame la Princesse d'Orange la pension qu'elle devoit avoir comme héritière présomptive de la Couronne. Les autres Anglois au contraire témoignèrent que le Roi d'Angleterre n'avoit aucun parti, ni honnête, ni fur à prendre, que celui de continuer à agir avec une fermeté inébranlable contre ceux de la Religion Anglicane, & encore plus contre les Protestans.

CEPENDANT le Sieur Pen manda que le Roi d'Angleterre étoit plus incliné au premier avis; & celui qui m'apprit cette nouvelle, m'assura que le Prince d'Orange s'étoit attendu pendant quelque tems à voir arriver à la Haye un Seigneur Anglois de la part du Roi d'Angleterre: mais, comme cela ne se faisoit point, celui qui m'avoit parlé croyoit que l'autre opinion auroit à la fin prévalu dans l'esprit du Roi d'Angleterre, ou que cela se différoit par quelqu'autre raison. Il étoit si bien informé de ce qu'il m'avoit dit là-dessus, qu'il le savoit par un Quaker de ses amis, à qui le Sieur Pen adressoit ses Lettres, & qui les venoit rendre en main propre au Prince d'Orange.

QUELQUE nécessité pressante qu'aient les Etats-Généraux, de payer de certaines dettes, & d'avoir un fonds pour fournir au rétablissement de la Marine, & à d'autres dépenses qui sont nécessaires; néanmoins Messieurs d'Amsterdam n'ont point cherché, comme on avoit crû, d'expédient pour sortir de cette affaire, & se sont tenus fermes jusqu'à cette heure au consentement qu'ils ont donné à la levée du deux-centieme denier réel, de sorte que l'on n'a encore rien conclu là-dessus dans l'assemblée de Hollande.

LA Province de Hollande délibéra sur la Proposition que le Prince d'Orange leur fit d'envoyer un Ministre extraordinaire en Angleterre. Les Députés se chargerent d'en faire rapport à leurs Supérieurs.

J'APPRIS dans le dernier secret que le Pensionnaire Fagel avoit eu une grande conférence avec les Députés d'Amsterdam ; qu'il les avoit assurés qu'il avoit les avis très-positifs que le Roi d'Angleterre leur devoit déclarer la guerre au printems ; que Votre Majesté joindroit quarante Vaisseaux à ceux de Sa Majesté Britannique ; que le Roi de Danemarck & l'Electeur de Cologne agiroient de leur côté , & qu'enfin il n'étoit pas plus assuré qu'il étoit devant eux , qu'il l'étoit que les Etats-Généraux seroient attaqués au printems suivant. Que quoiqu'il eût déjà dit depuis deux ou trois mois beaucoup de choses approchant de cela aux Etats de Hollande , toutefois il n'avoit pas voulu leur communiquer ces derniers avis pour ne leur pas causer trop d'alarmes ; qu'il avoit jugé plus à propos d'en donner connoissance à Messieurs d'Amsterdam , afin de concerter avec eux les mesures qu'il y auroit à prendre pour se mettre en état de résister à de si grandes forces ; qu'il n'avoit pas compris jusqu'à cette heure la létargie dans laquelle ils étoient , & qu'il leur déclara qu'à moins que de vouloir être de concert avec leurs ennemis , pour perdre la République , ils ne pouvoient s'empêcher de songer à augmenter leurs forces , & à se mettre en meilleure posture qu'ils ne sont. Messieurs d'Amsterdam répondirent à cela qu'ils étoient d'un sentiment tout contraire au sien ; qu'ils n'appréhendoient point la guerre , & qu'ils se confioient entièrement à la parole de Votre Majesté , & en celle du Roi d'Angleterre ; qu'ils se reposoient aussi sur la Connoissance qu'ils avoient des intérêts de Votre Majesté & de ceux de Sa Majesté Britannique , & sur la conduite qu'ils voyoient tenir à Votre Majesté & au Roi d'Angleterre ; qu'à l'égard de Votre Majesté , on ne pouvoit les per-

suader qu'elle voulût faire la guerre après avoir laissé passer ces trois dernières années sans l'entreprendre. Là-dessus ils ont représenté au Pensionnaire Fagel la facilité que Votre Majesté avoit eue de faire toutes les Conquêtes qu'elle auroit voulu pendant ces trois années, sans trouver personne en état de l'en empêcher. Ils lui ont aussi remontré que la conduite que le Roi d'Angleterre tient au dedans de son Royaume le met hors d'état de rien entreprendre au-dehors.

17 Janvier
1687.

JE fûs que des personnes, affidées au Prince d'Orange, avoient parlé à un homme de mes amis d'une manière à faire voir qu'il y avoit déjà du tems que M. de Schomberg avoit formé le dessein de venir en Hollande.

21 Janvier
1687.

JE fis savoir au Roi la Résolution prise par la Province de Hollande, sur la Proposition d'envoyer un Ministre extraordinaire en Angleterre, faite par le Pensionnaire Fagel, qui représenta que l'Angleterre faisoit de grands préparatifs pour mettre de bonne heure en mer une Flote considérable; qu'on se préparoit aussi en France à faire un équipement; que le Roi d'Angleterre avoit fait entendre assez publiquement qu'il n'étoit nullement content de ce qui s'étoit passé aux Indes entre la Compagnie Orientale Angloise, & celle des Etats-Généraux, & de ce qui étoit arrivé ici au sujet de l'expulsion des Anglois qui ont été déclarés rebelles; que l'on commençoit en Angleterre à chercher de vieilles querelles pour incommoder les sujets des Etats-Généraux touchant quelques dettes faites avant l'érection de la République, & plusieurs autres choses qui ne marquoient que du mécontentement de la part du Roi d'Angleterre. Le Sieur Dickfeld fut envoyé sous le prétexte de s'éclaircir de tout ce qui est dit ci dessus, & témoigner à Sa Majesté Britannique le desir qu'avoient les Etats-Généraux de vivre avec Elle dans une parfaite amitié & correspondance: mais en effet pour

fomentier le soulèvement qu'on avû depuis.

JE mandai au Roi que pour ce qui étoit des instructions secrètes, comme elles ne viendroient que du Prince d'Orange seul, personne de l'Etat n'en auroit connoissance: mais ce qui étoit contenu dans cette Résolution pouvoit toujours suffire à faire voir nettement au Roi d'Angleterre la mauvaise volonté du Prince d'Orange.

LA premiere démarche que l'Envoyé d'Angle-^{13 Janvier} terre eut ordre de faire en arrivant à la Haye, fut ¹⁶⁸⁴ de témoigner au Prince d'Orange le mécontentement que le Roi d'Angleterre avoit de la retraite & de la protection qu'il donnoit au Docteur Burnet; qu'il avoit ordre de prier le Prince & la Princesse d'Orange de ne le pas souffrir à leur Cour; que Votre Majesté, sur la premiere Lettre que M. de Barillon lui en avoit écrite à la priere du Roi d'Angleterre, lui avoit fait défendre sa Cour, & qu'il n'en devoit pas moins attendre de deux personnes qui lui étoient aussi proches. Le Prince d'Orange répondit froidement là-dessus qu'il ne s'étoit point appercû depuis que le Docteur Burnet étoit en Hollande, qu'il eût fait ni dit aucune chose contre le Roi d'Angleterre. Le Prince d'Orange étoit si éloigné de chasser le Docteur Burnet, qu'il lui fit confidence de ce que le Marquis d'Albiville lui avoit dit; je le sùs, & je l'appris au Marquis d'Albiville.

JE fis voir à ce même Envoyé, qui m'avoit rapporté un grand discours que lui avoit fait le Sieur Dickfeld, pour lui persuader qu'il y avoit long-tems que les Etats-Généraux avoient projeté d'envoyer quelqu'un en Angleterre, & que Mrs. d'Amste d m avoient témoigné que personne n'y seroit plus propre que lui Dickfeld; je lui fis voir par des raisons convaincantes la fausseté de ce discours, qui ne lui avoit été tenu que pour lui faire accroire que le Sieur Dickfeld n'étoit pas envoyé pour cabaler avec le parti Protestant, & que le Prince

d'Orange n'avoit pris cette Résolution que dans le moment qu'il a fû l'envoi du Comte de Tryconnel en Irlande, & la dépoſſeſſion du Lord Thréſorier.

Et comme je vis bien que l'envoi de M. Dickfeld en Angleterre étoit pour ſoutenir & fortifier le parti Proteſtant, je communiquai à l'Envoyé d'Angleterre une penſée que j'avois, qui étoit que M. Dickfeld ne pouvoit être envoyé en Angleterre par les motifs qui étoient contenus dans la Réſolution de la Province de Hollande, ou pour des raiſons ſecretes; que ſi ce n'étoit pas les motifs contenus dans la Réſolution, ſans compter que c'étoit aller au qui vive avec le Roi d'Angleterre, c'étoit faire un affront à lui Marquis d'Albiville, puisqu'il s'étoit déjà expliqué au Prince d'Orange & au Penſionnaire Fagel, & leur avoit dit qu'il avoit des inſtructions pour ſatisfaire les Etats Généraux ſur tous ces points-là. Que ſi l'envoi du Sieur Dickfeld étoit pour d'autres raiſons qui fuſſent cachées, elles ne pouvoient être que contre les intérêts de Sa Maieſté Britannique. Que pour détruire les projets du Prince d'Orange, quels qu'ils fuſſent, il faudroit que le Roi d'Angleterre, après que le Sieur Dickfeld lui auroit expliqué les raiſons de ſon envoi en Angleterre, lui témoigné qu'il étoit étonné que les Etats-Généraux ſe fuſſent réſolus à faire cette démarche, après les déclarations que le Marquis d'Albiville leur a faites avant le départ de lui Dickfeld, qu'il avoit pouvoir de les ſatisfaire ſur tous les points dont ils vouloient paroître alarmés. Que cette conduite étoit une excluſion tacite que les Etats-Généraux donnoient au Marquis d'Albiville; que Sa Maieſté Britannique ſouhaitoit qu'il continuât la Négociation dont il l'avoit chargé, & qu'ainſi M. Dickfeld n'ayant pas d'autre commiſſion que celle-là, & le Sieur Citters étant auprès de ſa perſonne pour les Affaires ordinaires, il ne voyoit pas qu'un plus long ſéjour en Angleterre, de lui Dickfeld, fut néceſſaire.

Si le Sieur Dickfeld étoit rappelé après cela, les projets du Prince d'Orange seroient évanouis, & s'il y restoit, comme il pourroit bien arriver que le Prince d'Orange l'y feroit demeurer, le Roi d'Angleterre verroit par-là une mauvaise volonté du Prince d'Orange si ouvertement déclarée contre lui, qu'il ne pourroit prendre trop de mesures pour s'en garantir. Si on avoit voulu suivre cet avis, qui étoit fondé sur de bonnes & solides raisons, on auroit peut-être détourné cet orage que le Sieur Dickfeld a excité dans le Séjour qu'il a fait en Angleterre.

Je mandai au Roi que j'étois fort confirmé dans le soupçon que j'avois eu que le Sieur Dickfeld, ^{13 Janvier 1687.} pourroit bien avoir commission du Prince d'Orange de tâcher de maintenir le parti Protestant en Angleterre, & de prendre pour cela des mesures avec l'Evêque de Londres & Mylord Rocheller; & en cas qu'il reconnut ne pouvoir réussir de ce côté-là, de faire ses efforts pour raccommoder le Prince d'Orange avec le Roi d'Angleterre. Je m'étois donné l'honneur de l'écrire à Votre Majesté le dernier ordinaire: mais je l'effaçai, parce que n'étant qu'une simple pensée qui m'étoit venue dans l'esprit, je voulois tâcher auparavant de découvrir ce qui en pouvoit être. Mais, Sire, j'ai été confirmé, par une voie à laquelle je ne m'attendois pas, que mes conjectures n'étoient pas sans fondement; car M. d'Albiville, me parlant hier des motifs que pouvoit avoir le voyage de Dickfeld, m'en témoigna qu'il avoit jugé par plusieurs questions qu'il lui avoit faites, & par tout ce que M. Benting lui a dit dans une visite de trois heures, pendant à justifier la conduite passée du Pr. d'Orange, que M. Dickfeld auroit sans doute ordre (s'il ne voit pas jour à réussir du côté des Protestans) de se joindre au Sieur Pen pour remettre le Prince d'Orange dans les bonnes grâces du Roi d'Angleterre. Il seroit plus à appréhender dans cette seconde partie de sa commission que dans la première, &

il seroit bon de travailler à empêcher son voyage ; j'en ai fait connoître l'importance à M. d'Albiville. Le Roi d'Angleterre n'a que trop de raison de n'avoir pas cet envoi agréable ; il peut même prendre pour le refuser des prétextes plus spécieux , qui paroîtront n'être appuyés que sur le dessein qu'il a de bien vivre avec cet Etat ; car comme la Résolution qu'ils ont prise sur cet envoi contient les motifs qui les y a engagés , Sa Majesté Britannique pourroit déclarer à M. Citters , & faire dire en même tems ici par le Marquis d'Albiville qu'il ne trouve pas avantageux pour le bien commun des deux Etats , que les Etats-Généraux lui fassent aucune députation , n'étant fondée que sur une défiance de sa bonne volonté pour cet Etat ; ce seroit en donner à tout le monde des marques éclatantes , & qu'ainsi il juge bien plus à propos qu'ils s'éclaircissent , ou par M. Citters , ou par le Marquis d'Albiville , sans envoyer qui que ce soit en Angleterre ; il me promit d'en écrire dans ce sens à S. M. Britannique , & me pria d'en écrire de même à M. Barillon , afin qu'il l'insinuât à Mylord Sunderland.

Je mandai au Roi , que quoique le Marquis d'Albiville me donnât les plus belles assurances du monde , il me paroïsoit néanmoins qu'il ménageoit beaucoup M. le Pr. d'Or. , & qu'il vouloit le contenter.

Je continuai d'informer le Roi que j'étois persuadé que l'envoi de M. Dickfeld en Angleterre étoit pour former un parti Protestant , par les assurances qu'il lui donneroit de l'appui du Prince d'Orange , qui avoit pris la Résolution d'envoyer Dickfeld dès l'instant qu'il avoit sù la disgrâce du grand Thésorier , & l'envoi du Comte de Tyrconnel en Irlande. Que depuis que l'envoi du Sieur Dickfeld étoit résolu , le Prince d'Orange avoit été tous les jours en conférence avec Benting & Dickfeld des neuf heures du matin jusqu'à midi , & très-souvent l'après dînée , tantôt avec le Pensionnaire Fagel , tantôt avec Alwin , ce dernier ami

16 Février
1687.

intime du Sieur Frimans, & qui avoit contracté par son moyen de grandes liaisons avec les plus factieux d'Angleterre.

J'AJOUTERAI à cela que l'on devoit être bien mécontent en Angleterre de l'envoi du Sieur Dickfeld, lorsqu'on sauroit que la raison qui l'avoit fait choisir étoit qu'il avoit contracté de grandes habitudes avec les principaux du Conseil du Roi d'Angleterre, & avec les plus zélés Protestans de la Chambre basse, qui étoient ceux que le Prince d'Orange faisoit qualifier de bien-intentionnés : cependant ce Prince dit publiquement en Hollande que le Roi d'Angleterre avoit temoigné beaucoup de joie de la députation du Sieur Dickfeld, & s'étoit même déclaré en présence de toute sa Cour, que les Etats ne pouvoient lui envoyer un homme qui lui fût plus agréable.

QUE le Sieur Dickfeld étoit allé à Amsterdam, mais que ce n'étoit apparemment que pour leur faire de fausses confidences sur son voyage, puisqu'il n'y avoit nulle apparence qu'il eût été communiquer à Mrs. d'Amsterdam ses véritables & secrètes instructions, qui ne pouvoient être selon leur goût, soit qu'il eût ordre de former des cabales contre le Roi d'Angleterre, soit qu'il eût dessein de raccommo-der le Prince d'Orange avec le Roi de la Grande-Britannique, Mrs. d'Amsterdam ne souhaitant pas avoir des démêlés avec le Roi d'Angleterre, & craignant encore davantage de le voir perdre l'intelligence avec le Prince d'Orange.

IL arriva une aventure assez plaisante au Comte de Caunitz : dans un voyage qu'il fit à Amsterdam, il passa par Harlem ; & comme il étoit habillé à la Hongroise, avec deux ou trois de ses gens vêtus de même, & qu'ils parloient tous cette Langue-là, son hôte s'alla mettre en tête que c'étoit le Tectely qui s'étoit réfugié en Hollande ; il en avertit aussitôt les Bourguemestres, qui, poussés par un bon zèle de Religion, vinrent, sans faire beau-

6 Février
1687.

coup de réflexion, trouver le Comte de Caunz : il fut bien étonné lorsqu'il les vit entrer en cérémonie dans la chambre où il étoit, & il le fut encore davantage lorsqu'ils lui remontrèrent la joie qu'ils avoient de voir Son Altesse en si bonne santé : ils avoient toujours fait des vœux pour la prospérité de ses armes, & l'avoient regardé comme un protecteur de leur Religion. Le Comte de Caunz leur dit qu'ils se trompoient : mais les autres l'interrompirent, & répliquèrent que Son Altesse ne devoit avoir aucun scrupule de se faire connaître ; qu'ils savoient bien qu'il étoit en lieu de sûreté, & que bien loin d'avoir rien à craindre ils lui offroient en leur particulier tout ce qui pourroit dépendre de leur Ville, étant bien persuadés que les Etats lui donneroient toutes sortes de marques de leur estime & de leur amitié. Le Comte de Caunz, qui ne prenoit point de plaisir à édiculer, leur fit si bien connaître qui il étoit que les autres n'en furent que trop persuadés, & attirèrent bien confondus d'avoir fait voir à un Ministre de l'Empereur tant de bonne volonté pour l'ennemi déclaré de son Maître. Ces Messieurs ne se sont pas vantés de cette bevüe. Le Comte de Caunz n'a pas eu grand plaisir non plus à la divulguer ; ainsi cette aventure demeura quelque temps secrète.

Lettre du Roi, du 6 Février 1687. Le Roi me manda que le Roi d'Angleterre paroïssoit assez persuadé du mauvais dessein pour lequel le Sieur Dickfeld étoit envoyé vers lui.

13 Février 1687. CÉPENDANT je mandai au Roi que j'avois découvert par un entretien que j'avois eu avec l'Eroyé d'Angleterre, que Dickfeld étoit très-agréable au Roi de la Grande-Bretagne, & qu'il avoit mané à la Princesse d'Orange qu'il le verroit avec bien de la joie : qu'en effet le Sieur Dickfeld avoit toujours eu des sentimens pour le feu Roi d'Angleterre & pour le Roi d'à présent, dont ils avoient été formés. Voilà comme le Roi d'Angleterre a été mal

(servi
le,
finco
l'aboi
fai,
Je s'en
fairo
dienco
feld,
avait
tiement
conliere
l'argent
Je de
biville
gieter
feld, &
auti-bien
sieur d
étoit re
quis d'
Etats-G
pote à
que Dic
en secret
fuit à p
La Se
pour tou
d'Anger
time. o
un p
de mon
suede
toux le
d'Angl
de grand
avec ro
Holland
M. D'Al

sevi de tous les côtés, car le Marquis d'Albiville qui est Irlandois, bon Catholique, & attaché sincèrement au Roi d'Angleterre, ne laissoit pas de l'auser, étant trompé lui même par le Sieur Dickfeld, ou pour mieux dire, voulant bien se tromper lui-même par les présens que le Sieur Dickfeld lui faisoit, qui l'avoient engagé à faire avoir des Audiences secretes du Roi d'Angleterre au Sieur Dickfeld, dans le tems que M. de Barillon lui faisoit avoir de grosses pensions, & qu'il le croyoit entièrement dévoué à la France : mais on devoit considérer que c'étoit un homme qui prenoit de l'agent des deux côtés, & compter là-dessus.

Je découvris par un Secrétaire du Marquis d'Albiville, qu'il avoit eu, lorsqu'il étoit encore en Angleterre, des conférences secretes avec M. Dickfeld, & qu'il lui avoit rendu de grands services, au-bien qu'à M. Duvénor, premier Ambassadeur des Etats; de sorte que ces deux Messieurs ént revenus à la Haye, ils firent toucher au Marquis d'Albiville cinquante pistoles de la part des Etats-Généraux, que ce Secrétaire alla querir & porta à son Maître. Ce même Secrétaire m'assura que Dickfeld & son Maître se voyoient à la Haye en secret, & même la nuit; son Maître étant sorti seul à pié pour aller chez Dickfeld.

Le Sieur Dickfeld avoit des Lettres de créance 13 Février 1627. pur toutes les personnes qui étoient du Conseil d'Angleterre, ce qui ne s'étoit point encore pratiqué; on ne doute pas que ce ne soit pour avoir un prétexte de parler indifferemment à tous, afin de mieux cacher ses desseins, & que j'étois persuadé qu'il avoit ordre de voir avec tous les factieux les moyens de traverser les desseins du Roi d'Angleterre, puisque le Prince d'Orange avoit eu de grandes conférences, & le Sieur Dickfeld aussi, avec tous les plus factieux Anglois qui étoient en Hollande. J'informai même le Roi des demandes que L. Dickfeld avoit faites au Marq. d'Albiville, dans les-

quelles je trouvai qu'il y avoit beaucoup d'artifice; car il lui demanda quels étoient les sujets de plaintes que le Roi d'Angleterre pouvoit faire du Prince d'Orange; qui étoient ceux à qui il pourroit s'adresser pour agir auprès de Sa Majesté Britannique en faveur de ce Prince; si Mylord Sunderland ne voudroit pas bien se charger de cette commission-là, & autres semblables.

VOTRE Majesté voit assez par le compte que j'ai l'honneur de lui rendre, que le Marquis d'Albiville, & M. Dickfeld, sont dans une grande intelligence; ils se sont vûs au moins une fois par jour, pendant les dix derniers jours que Dickfeld a été à la Haye; & j'ai même été averti que la veille de son départ de la Haye. le Marquis d'Albiville a été chez lui jusqu'à minuit; que le lendemain il lui donna à dîner avec d'Odick, & d'autres personnes attachées au Prince d'Orange; aussi il me paroît que quoique M. d'Albiville en use fort bien à mon égard, il n'omet cependant rien de tout ce qui peut le bien mettre dans les bonnes grâces du Prince d'Orange.

13 Février
1687.

LA Gazette de Hollande marque que tous les Prélats qui étoient à la Cour de Votre Majesté se rendent dans leurs Diocèses pour y être à Pâques: mais, qu'ils ont ordre de ne permettre qu'aucun Curé, ou autre Ecclésiastique, contraigne les nouveaux convertis, ou ceux qui ne le sont pas encore, de communier, Votre Majesté voulant que cette fonction de bon Catholique Romain se fasse volontairement, & non par la force.

CELA a fait ici un assez bon effet: mais les plus malins d'entre les Réfugiés assurent que cela n'est pas vrai, & que l'on a ordonné tout le contraire. Si Votre Majesté jugeoit de son service que je fusse informé de cette affaire, & de celles qui arriveront dans la suite de pareille nature, je crois que j'en pourrai faire un bon usage.

14 Février
1687.

MESSIEURS d'Amsterdam me firent communiquer

en grand secret que M. Dickfeld avoit été les trouver à Amsterdam, pour leur représenter qu'ils n'ignoroient apparemment pas les mauvais rapports qu'on avoit faits d'eux au Roi d'Angleterre, & combien il étoit mécontent de leur conduite; qu'il s'offroit, s'ils vouloient bien qu'il s'employât, pour éclaircir toutes ces choses au Roi d'Angleterre, de les remettre dans une parfaite intelligence avec lui. Ils lui répondirent que tout le monde connoissoit la prudence du Roi d'Angleterre, qui ne lui permettoit pas de se laisser aller à de faux rapports; qu'ils avoient beaucoup de respect pour Sa Majesté Britannique: qu'ils n'avoient rien fait, & qu'ils ne feroient rien qui démentît ces sentimens-là; de sorte que n'ayant rien à se reprocher, ils croyoient qu'il étoit plus à propos que M. Dickfeld ne parlât point d'eux à Sa Majesté Britannique, & qu'ils le prioient de s'en abstenir.

LES Etats de la Province de Hollande résolurent enfin de donner à ferme la moitié des ^{21 Février 1687.} droits d'entrée & de sortie.

COMME les deniers qui proviennent de ces droits sont affectés aux Amirautés, Messieurs d'Amsterdam prirent des mesures, afin que le Prince d'Orange ne s'en rendit pas le maître, pour les divertir à d'autres usages.

CITTEES manda aux Etats Généraux que le Roi d'Angleterre étoit extrêmement content d'eux, & ^{6 Mars 1687.} qu'il étoit entièrement détrompé des premières impressions qu'il avoit eues que le Sieur Dickfeld alloit en Angleterre pour brouiller Sa Majesté Britannique avec son Parlement.

JE fus averti que des Anglois de qualité, que le Prince d'Orange protégeoit à la Haye, bâuvoient souvent entr'eux, à la confusion de tous les Papistes d'Angleterre.

LE Sieur Falkenir partira bientôt pour Ratisbonne, avec la qualité d'Envoyé; il n'avoit ci-devant pû être admis à Ratisbonne, parce que les Etats Généraux ne vouloient pas traiter les Elec-

N E G O C I A T I O N S
 teurs d'Alteſſes : mais ils y ont enfin conſenti. & ont donné ce titre aux Electeurs dans les Lettres de Créance du Sieur Falkenir. Il n'eſt point chargé d'aucun pouvoir des Etats Généraux pour entrer dans l'association d'Ausbourg, ainſi qu'il l'avoit fait eſpérer à ſes amis de Ratiſbonne; bien loin de cela, le Penſionnaire Fagel, qui fait le ſentiment de Meſſieurs d'Amſterdam, n'en a oſé ſeulement faire l'ouverture.

3 Mars
 1687.

J'ENVOYAI au Roi une Lettre du Sieur Dickfeld, du 4. Mars; on ne l'avoit paſtenue ſecrete, parce qu'on étoit bien aiſe de faire voir au public toutes les marques & toutes les aſſurances d'affection pour les Etats, & de confiance pour le Sieur Dickfeld, que le Roi d'Angleterre avoit données. Je croyois d'autant plus aiſément que le Roi d'Angleterre avoit dit au Sieur Dickfeld qu'il étoit pleinement perſuadé qu'une ſincere intelligence, & une bonne union entre lui & les Etats Généraux, pouvoit aſſûrer la paix & le repos de toute la Chrétienté; que je me ſouvenois bien d'avoir eu l'honneur de mander à Sa Majeſté, quand ce Prince vint en Hollande, qu'il avoit dit au Sieur Van-Leuvent que quand l'Angleterre & les Etats ſeroient unis, ils ſeroient tête à tous les Princes de la Chrétienté, & même à Sa Majeſté Très-Chrétienne.

27 Mars
 1687.

JE mandai au Roi qu'il étoit impoſſible que les démarches que M. Dickfeld ſeroit pour réunir le Prince d'Orange avec le Roi d'Angleterre, ne les déſunit entierement, puisqu'il étoit impoſſible que Sa Majeſté Britannique, dans le deſſein qu'elle avoit pour la Religion Catholique, ne demandât des choſes au Prince d'Orange, que ce Prince, qui avoit en tête de ſe faire Chef des Proteſtans, & de monter par-là ſur le Thrône d'Angleterre, ne voudra jamais faire.

JE découvris que le Prince d'Orange avoit eu de grandes conférences pendant les ſix jours qu'il avoit été à la Haye, avec les plus factieux des Anglois qui étoient en Hollande, & que le Docteur

Burnet, que le Prince d'Orange avoit chassé en apparence de sa Cour, sur les pressantes instances que le Roi d'Angleterre lui en avoit faites, étoit continuellement enfermé avec Benting. ^{3 Mars 1687.}

Des personnes de la plus grande considération en Angleterre, disoient publiquement que le Prince & la Princesse d'Orange désapprouvoient entièrement le procédé de Sa Majesté Britannique sur la Religion; & comme les amis du Prince d'Orange en Hollande s'expliquoient de même, & que le Prince en avoit aussi témoigné quelque chose au Marquis d'Albiville, je ne doutois point que cela ne relevât beaucoup le courage des factieux.

LE Sieur Dickfeld ne faisoit qu'entretenir les Etats-Generaux des conférences secretes qu'il avoit très-souvent avec le Roi d'Angleterre, & des assurances que ce Prince lui donnoit tous les jours de son affection pour les Etats Generaux, & principalement pour le Prince d'Orange. ^{10 Avril 1687.}

Je mandai au Roi que M. le Maréchal de Schomberg étoit allé à Diren, où il avoit demeuré trois ou quatre jours pour faire sa Cour au Prince d'Orange; que j'avois informé M. de Rebenac du dessein de M. le Maréchal de Schomberg d'aller à Berlin, & des négociations qui se faisoient alors de la part de cette Cour-là auprès du Maréchal de Schomberg; que je lui manderois le jour suivant que j'avois découvert depuis ce tems-là que le Sieur Diert avoit eu connoissance de toute cette affaire, & que comme il étoit allé à Berlin, M. le Comte de Rebenac pourroit plus aisément découvrir ce qui s'y traiteroit. Quelques-uns croient qu'il se trame tout de nouveau un dessein de guerre de Religion, & je crois assez que ce seroit l'intention du Prince d'Orange.

LE Marquis d'Albiville découvrit des intrigues entre le Docteur Burnet, Mylord Halifax, & le Duc de Zuimbourg, en Ecosse. Comme le Docteur Burnet avoit de très-longues & de très-

fréquentes conférences avec Benting, & que le Prince d'Orange avoit insinué au Marquis d'Albiville que la Déclaration du Roi d'Angleterre, en faveur de la Religion Catholique en Ecosse, pourroit bien y attirer quelque soulèvement; celui-ci ne doutoit pas que le Prince d'Orange n'eût connoissance de toutes ces pratiques, & qu'il ne les fomentât.

LE Roi d'Angleterre envoya une Lettre de cachet à un nommé Forter, le plus considérable de ceux qui avoient bû à la confusion des Papistes, pour se rendre auprès de lui; & comme le tems qui lui étoit limité pour se rendre en Angleterre étoit prêt d'expirer, il alla avec M. de Benting à Loo pour consulter M. le Prince d'Orange sur ce qu'il avoit à faire.

25 Avril 1687. ON ne manquoit pas de donner avis de toutes ces choses-là au Roi d'Angleterre, qui ne lui faisoient nulle impression.

ON prit résolution dans les Etats de Hollande de rappeler le Sieur Dickfeld, & un des motifs qu'on en allégua, fut que puisqu'il n'y avoit aucune apparence que le Roi d'Angleterre assemblât si-tôt son Parlement, le séjour de Dickfeld en ce pays-là étoit inutile; c'étoit une marque assez évidente qu'il n'étoit là que pour agir de concert avec les factieux, lorsqu'on assembleroit le Parlement.

12 Juin 1687. LES Etats Généraux assignerent un nouveau fonds de trente mille florins par an, par-dessus les cent cinquante mille qu'ils avoient déjà donnés pour l'entretien des Officiers François qui se retiroient en Hollande.

DANS ce tems-là les Ministres Prédicans prêchèrent en Chaire qu'on avoit trouvé des Vaisseaux François chargés de Protestans, qui n'avoient pas voulu changer de Religion, que l'on menoit à l'Amérique pour les vendre aux Barbares, & dirent que si le Roi eût conquis la Hollande, on auroit traité de même tous les Protestans Hollandois. Cette affaire fit une grande commotion parmi le peuple,

& produisit d'assez méchans effets. Un Ministre d'Orange, qui étoit perclus de ses jambes, se fit porter en Chaire comme un homme qui n'étoit pas en état de marcher, & témoigna à son auditoire que ses infirmités ne venoient que des mauvais traitemens qu'il avoit reçûs en France à cause de sa Religion.

LE Prince d'Orange refusa de mettre des Anglois Catholiques dans les Régimens Anglois qui étoient au service des Etats Généraux, quoique le Roi d'Angleterre l'en eût fait prier : cela faisoit voir qu'il ne vouloit personne dans ce corps de troupes, qui ne fût prêt à le servir contre le Roi d'Angleterre.

L'ENVOYÉ d'Angleterre lui témoigna pareillement, & aussi à la Princesse d'Orange, que le Roi d'Angleterre s'attendoit qu'ils concouroient avec lui pour l'abolition du serment du Test & des Lois penales : mais ils le refuserent l'un & l'autre, & lui dirent qu'il pouvoit mander au Roi d'Angleterre qu'ils n'en feroient rien ; que l'abolition du Test & des Lois penales seroient la destruction de la Religion Protestante, à quoi ils ne consentiroient jamais.

LE Roi d'Angleterre manda dans ce tems-là à son Envoyé à la Haye, qu'il étoit fort mécontent du Sieur Dickfeld ; qu'il avoit eu de fréquentes & longues conférences avec tout ce qu'il y a de gens les plus factieux en Angleterre, & qu'il ne doutoit pas qu'il n'eût pris avec eux toutes les mesures qu'il avoit pu pour traverser ses desseins ; & que si le Prince d'Orange suivoit les instructions que le Sieur Dickfeld avoit prises en Angleterre, ils lui suscitoient sans doute bien des affaires.

DICKFELD revint à la Haye vers la mi Juin ; il dit à l'Envoyé d'Angleterre que le Roi de la Grande-Bretagne l'avoit toujours traité avec beaucoup de bonté & avec distinction, & qu'il lui avoit fait un beau présent ; mais que la dernière fois qu'il avoit été saluer Sa Majesté Britannique à Wind- 19 Juin 1687.

for, Elle lui avoit parlé avec beaucoup d'aigreur & de ressentiment, sur ce qu'il avoit été en commerce avec les plus factieux d'Angleterre, & leur avoit parlé; mais qu'il l'avoit prié de croire qu'il étoit honnête homme, & qu'il n'étoit pas capable d'avoir pris aucune liaison avec eux qui lui put porter préjudice : & je mandai qu'après que le Sieur Dickfeld eut rendu compte au Prince & à la Princesse d'Orange de ce qu'il avoit fait en Angleterre, ils avoient été plus fermes qu'auparavant à ne point vouloir concourir avec Sa Majesté Britannique pour abolir le Test & les Loix penales.

LE Prince d'Orange obtint, après beaucoup de difficultés & de peine, la levée d'un deux centieme denier personnel; & quoique Messieurs d'Amsterdam eussent fait mettre beaucoup de clauses pour empêcher que le Prince ne se rendît maître de la distribution des deniers qui proviendroient de ces levées, je mandai qu'elles n'arrêteroient pas le Prince.

ENFIN on donna à ferme la moitié des droits d'entrée & de sortie de la Province de Hollande, à dix-neuf cents mille florins. C'étoit une chose préjudiciable à la liberté du commerce, les Marchands n'ayant pas continué de payer la dixieme partie des droits imposés par l'Etat : mais le Prince d'Orange ne se mettoit gueres en peine que le commerce diminuât : il ne songeoit qu'à avoir de l'argent pour exécuter les desseins qu'il avoit résolu dès ce tems-là de mettre à exécution.

LES Etats Généraux étant en pourparler à Maftrick avec les Députés de Liège, sur les différends qu'ils avoient ensemble touchant la navigation de la Meuse, ces conférences furent rompues assez brusquement, & on étoit sur le point de mettre de nouvelles impositions de part & d'autre, & d'en venir aux voies de fait, lorsque je m'entremis pour terminer cette affaire à l'amiable; & après en avoir reçu l'ordre de Sa Majesté, j'offris sa médiation, qui fut acceptée de part &

d'autre. On tint quelques conférences chez moi là-dessus : mais comme cette affaire est de longue discussion, & que les Etats Généraux ne la vouloient point finir, elle n'étoit pas encore terminée lorsqu'on m'a appelé de mon emploi.

LE Roi de Danemarck ayant eu quelques démêlés qui n'étoient pas de conséquence avec les Etats Généraux, touchant le passage du Zund, je m'en entremis par ordre du Roi : mais le Prince d'Orange, qui souhaitoit que l'Electeur de Brandebourg s'en rendît le maître, l'obligea d'offrir sa médiation, qui fut acceptée ; & il proposa d'envoyer le Sieur Hop à la Cour de Berlin, pour y représenter les intérêts de l'Etat. Pour moi je soupçonnai que l'on n'envoyoit le Sieur Hop à Berlin que pour y ménager une plus étroite liaison entre l'Electeur de Brandebourg, le Prince d'Orange, & les Etats Généraux, & particulièrement Messieurs d'Amsterdam, dont Hop étoit le Pensionnaire.

26 Juin
1687.

LE Sieur Hop eut ordre aussi d'aller en passant aux Cours de Lunebourg ; & comme Messieurs d'Amsterdam avoient déclaré à leurs amis qu'ils avoient consenti au deux centième denier personnel, à cause de ce qui se faisoit en France contre le Test de leur Religion ; je mandai au Roi que j'étois persuadé que c'étoit tout autre chose que l'affaire de Danemark qui menoit le Sieur Hop à Berlin.

L'Envoyé d'Angleterre croyoit que le Prince d'Orange vouloit entreprendre une guerre de Religion ; pour moi j'étois persuadé que quelque déchaînés que fussent les principaux de l'Etat, sur les affaires de la Religion, le Prince d'Orange n'oseroit leur proposer une guerre, sous quelque prétexte que ce put être ; mais qu'il seroit à appréhender qu'il ne parvint au même but, c'est à dire à faire une guerre de Religion sans l'entreprendre ouvertement, car il n'obmettroit rien pour aigrir les esprits sur ce chapitre-là, & il me paroissoit qu'il vouloit faire naître des démêlés qui engageroient insensiblement une rupture.

Je mandai au Roi que le deux-centieme denier réel avoir rendu à la Province de Hollande les premieres fois qu'il avoit été imposé dix-neuf cents mille florins, & les dernieres il n'a été qu'à trente-six, & on ne croit pas que cette année il passe trente, à cause que les effets sont beaucoup dépéris depuis les dernieres guerres. Le deux-centieme denier personnel a autrefois rapporté vingt tonnes d'or, puis dix-huit, & le dernier n'en a produit que onze; on ne croit pas qu'il aille à cette heure à huit. Pour ce qui est du dixieme d'augmentation sur les denrées, on croit en tirer plus de huit tonnes d'or; ainsi, en deux ans de tems, la Province de Hollande aura environ quarante-huit tonnes d'or, qui font quatre millions huit cents mille florins; cependant le calcul que les *Gecommitters de Rades* ont faits de ces impositions, monte à six millions; mais ils se trompent de plus d'un million deux cents mille florins.

27 Juin
687.

CITTEERS manda dans ce tems-là aux Etats Généraux que le Roi d'Angleterre étoit fort surpris de la retraite qu'ils donnoient à ses sujets rebelles, & qu'après lui en avoir fait de fort grands reproches, il lui avoit tourné le dos, en lui disant qu'il se souviendrait de ce que les Etats Généraux faisoient au sujet des Anglois rebelles.

4 Juillet
687.

On me vint donner avis en grand secret, que les Etats Généraux avoient résolu de dépêcher un Courier à M. Citters, avec ordre de sommer le Roi d'Angleterre d'exécuter le Traité qu'ils ont avec Sa Majesté Britannique. Un des articles de ce Traité porte que le Roi d'Angleterre sera obligé de donner vingt Vaisseaux de Guerre aux Etats Généraux lorsqu'ils seront attaqués, & comme les Algériens leur ont déclaré la guerre en forme, ils prétendent que le cas est échu, & demandent les vingt Vaisseaux de guerre. On fait assez que les Etats n'en ont pas besoin contre les Algériens; ainsi on peut juger par-là du peu de

ménagement que le Prince d'Orange avoit pour Sa Majesté Britannique.

UNE Lettre d'un Pere Jésuite de Liège, écrite de Londres le deux Février, qui fut interceptée, fit encore de très-mauvais effets : elle est conçue en ces termes,

QUE le zele du Roi d'Angleterre pour la Société étoit admirable ; qu'il avoit fait un accueil très-favorable au Pere Provincial J. Regnes à son retour en Angleterre , & que dans une Audience secrette qu'il lui avoit donnée , il s'étoit entretenu familièrement avec lui en présence de la Reine ; lui avoit demandé combien il avoit de Novices , & combien d'Etudians , à quoi le Provincial ayant répondu qu'il avoit environ vingt Etudians , & plus de cinquante Novices , le Roi avoit repris qu'il seroit bon d'en avoir deux ou trois fois davantage pour exécuter les desseins qu'il avoit formés pour l'avantage de la Société ; qu'on prit soin d'en faire de bons Prédicateurs , & que l'Angleterre en avoit grand besoin. Que le Pere Clare , Recteur , voulant un jour se jeter devant le Roi , & lui baiser la main , Sa Majesté l'en avoit empêché , & lui avoit dit qu'il la lui avoit déjà baisée une fois ; mais que s'il eut su qu'il fut Prêtre , il se seroit plutôt retiré que de le souffrir prosterné lui-même pour baiser la sienne ; qu'ensuite il lui avoit déclaré qu'il étoit résolu à convertir l'Angleterre , ou à mourir en souffrant le martyre , & qu'il aimoit mieux un jour de vie , avec la consolation d'avoir converti ses peuples , que cinquante années de regne sans cette consolation ; qu'il se regardoit comme un véritable enfant de la Société , dont les avantages lui étoient aussi chers que les siens propres. Elle contenoit aussi qu'on ne pouvoit exprimer la joie que Sa Majesté avoit temoignée lorsqu'elle avoit appris que le Pape l'avoit admis à la participation de tous les merites de la Société , dans laquelle il avoit déclaré qu'il se choisiroit un Confesseur.

QUE le bruit couroit que le Pere Peters seroit au premier jour Archevêque , & que plusieurs assuroient qu'il seroit Cardinal : que depuis environ deux mois le Roi lui avoit donné l'appartement qu'il occupoit , pendant qu'il étoit Duc d'Yorck ; qu'on voyoit tous les jours des Courtisans attendre les momens de lui parler , & qu'ils le traitoient déjà d'Eminen-
ce.

QUE quelques Seigneurs Catholiques ayant représenté au Roi , qu'il se hâtoit peut-être un peu trop pour l'établissement de la Foi , il leur avoit répondu que pour ce qui étoit de la succession au Royaume , Dieu y pourvoiroit ; qu'ils lui laissassent le soin de convertir ses filles , & qu'ils prissent celui de ramener à la Foi leurs sujets & les autres par leur exemple.

QUE le Roi avoit donné plusieurs Gouvernemens de Provinces à des Catholiques , & que dans peu on n'en prendroit point d'autres pour être Juge de paix.

QU'UN Théologien de la Société avoit été établi à Oxford , & en possession de la Chapelle de Vice-Chancelier. Que l'Evêque y favorisoit beaucoup le parti Catholique ; qu'il avoit même proposé qu'on accordât au-moins un College aux Catholiques. Que le même Evêque ayant à sa table deux Peres de la Société , après avoir porté la santé du Roi à un Seigneur hérétique , lui avoit dit que la Religion Protestante en Angleterre ne lui sembloit pas être en meilleur état que Bude un peu avant que d'être pris.

QUE plusieurs embrassent la Foi Catholique , & que cinq Comtes des plus considérables du Royaume en avoient depuis peu de jours fait publiquement profession.

QUE les Peres de la Société enseignoient les humanités à Lincoln , à Norwick , & à Yorck ; qu'ils avoient une Chapelle ouverte à Warast , avec un corps de garde que le Roi leur avoit accordé. Qu'ils avoient acheté quelques maisons à Wigien , *ex civitate Wigginiensi* ; que dans la Province de Lancastre on voyoit les jours de
Fêtes

Fêtes plus de quinze cents personnes assister aux Prédications, dans quelques Eglises accordées aux Catholiques; qu'à Londres plusieurs Chapelles ne suffisoient pas pour contenir leurs Auditeurs. Que les Peres y avoient acheté plusieurs maisons, près du Palais de la Reine Douairiere, pour la somme d'environ dix-huit mille florins; qu'on travailloit à en faire un College, dont les Classes seroient ouvertes avant Pâques; qu'un Vice-Roi Catholique devoit dans peu passer en Irlande.

QUE le Parlement seroit assurément assemblé dans le mois de Février à Londres. Que le Roi y devoit faire trois demandes; la premiere, que les Comtes Catholiques fussent admis à la Chambre haute; la seconde, que le serment du Test fût annullé; & la troisieme, que les Lois penales, contre les Catholiques, fussent abrogées. Et enfin, qu'on faisoit un puissant armement de mer pour le printems prochain; que les Hollandois appréhendoient fort qu'il ne fut tourné contr'eux; & qu'ils commençoient à s'armer.

LE Roi d'Angleterre ayant appris par le Marquis d'Albiville le refus que le Prince & la Prin-^{6 Juiller 1687.} cesse d'Orange ont fait plus d'une fois de concourir avec lui pour abolir le serment du Test & les Lois penales, a voulu faire un dernier effort pour tâcher de les faire entrer dans ses sentimens. Il a écrit dans ce dessein une grande Lettre, de près de six pages, toutes de sa main, au Marquis d'Albiville, avec un ordre particulier de la faire lire au Prince & à la Princesse d'Orange séparément. Cette Lettre contient les raisons les plus fortes que le Roi d'Angleterre a pu trouver pour les persuader; il s'attache principalement à leur faire voir, que bien loin que l'abolissement du Test & des Lois penales pussent causer la perte de la Religion Protestante en Angleterre, comme le Prince d'Orange le prétend, cela au contraire seroit favorable à cette Religion, puisqu'elle ne seroit plus sujette aux Lois penales,

& qu'elle pourroit être exercée par ceux qui la professent avec une entière liberté. Il marque ensuite qu'il y avoit beaucoup d'Evêques qui étoient entrés dans ses sentimens ; mais qu'une partie avoit changé d'avis, & qu'on les lui avoit débauchés, mais que si le Prince d'Orange le vouloit seconder, il savoit qu'il viendrait aisément à bout de son dessein.

LE Prince d'Orange après avoir lû cette Lettre, & avoir écouté tout ce que le Marquis d'Albiville y a ajouté, lui a dit que quand il devoit perdre tout son bien & la succession que la Princesse d'Orange prétend au Royaume d'Angleterre, il ne consentira jamais à faire ce que le Roi d'Angleterre souhaite de lui, & qu'il le prioit de le lui mander. La Princesse d'Orange a dit la même chose, & ils se sont expliqués avec tant de fermeté, & pour mieux dire, tant d'aigreur, que le Marquis d'Albiville en a été surpris. Ce qui l'a autant étonné, c'est que Dickfeld avoit témoigné au Roi d'Angleterre que pour ce qui étoit du serment du Test, il étoit persuadé que le Prince d'Orange ne consentiroit jamais qu'il fut aboli ; mais qu'il croyoit qu'il ne feroit pas la même difficulté à l'égard des Loix penales. Toutefois le Prince d'Orange a dit au Marquis d'Albiville qu'il consentiroit aussi peu à l'un qu'à l'autre, & que rien ne pourroit l'obliger à faire ce que Sa Majesté Britannique souhaitoit de lui là dessus.

LE Marquis d'Albiville ne comprend pas pour quoi le Prince d'Orange ne se contraint point, & ne répond pas d'une manière qui laissât le Roi d'Angleterre en doute s'il ne pourroit pas le gagner avec le tems. Pour moi je suis persuadé que le Prince n'agit pas de cette sorte par la seule impulsion de son tempéramment ; mais qu'il y a de l'affectation & du dessein dans sa conduite. Il veut que la protection qu'il donne à l'Eglise Protestante soit publique pour encourager d'autant plus ceux de ce parti-là, & pour les porter à s'opposer avec plus d'

hardiesse à tout ce que le Roi d'Angleterre voudra entreprendre, & il est assez croyable que Dickfeld ayant pris des mesures avec les factieux d'Angleterre, le Prince d'Orange veut commencer à leur faire voir l'effet des paroles que Dickfeld leur a données de sa part. Et ce qui fait voir évidemment, Sire, que le Prince d'Orange veut se faire un mérite auprès des Protestans, du refus qu'il fait au Roi d'Angleterre de consentir à l'abolition du Test & des Lois penales, & qu'il a des desseins cachés là-dessous, c'est qu'il a fait confidence à Messieurs d'Amsterdam de tout ce qui s'est passé entre le Roi d'Angleterre & le Sieur Dickfeld, & entre le Marquis d'Albiville & lui; je l'ai su par de très-bons endroits.

LES Etats de Hollande ont résolu d'employer ^{13 Juillet} ce qui reviendra cette année du deux-centième ^{1687.} denier, à rembourser les cent mille écus que quelques Villes de la Province fournirent l'année passée, pour les trois années qu'ils payerent d'avance sur la dette de l'Electeur de Brandebourg: on en payera aussi deux cents mille florins, ou environ, qui sont dûs à des particuliers, pour des frais faits par mer pendant la dernière guerre, & le tiers de ce qui reste dû des dépenses faites par terre; ce tiers-là montera à près de cinquante mille florins. On doit delivrer de ces mêmes deniers-là aux Amirautes pour raccommorder & pour achever les dix-huit Vaisseaux qui furent commencés en 1682, & on leur donnera par-dessus cela soixante mille florins pour bâtir les dix huit autres Navires qu'on résolut de faire en ce tems-là; enfin, on en payera une partie des arrérages qui sont dûs aux Troupes réparties sur cette Province, qui sont de vingt-deux ou vingt-trois mois en arriere.

Qu'il étoit à croire que le Roi d'Angleterre se sentiroit fort offensé, non seulement de la protection, mais encore de l'accès que le Prince d'Orange donne chez lui au Docteur Burnet, qui a été ces

jours-ci publiquement avec sa femme à Oudardick, faire sa cour au Prince & à la Princesse d'Orange.

17 Juillet
1687.

Je fus informé qu'aussi-tôt qu'on eut résolu en Ecosse de citer le Docteur Burnet, & deux jours avant que cette citation lui fût signifiée, les Régens d'Amsterdam présenterent ce Docteur aux Etats de Hollande, les priant de le prendre sous leur protection, comme sujet des Etats-Généraux; cette date est de conséquence, car on voit que les Etats n'ont déclaré Burnet leur sujet qu'après que le Roi d'Angleterre l'a traité de criminel, & qu'étant avertis de ce qui s'étoit fait en Ecosse, ce droit de naturalité est une insulte faite à Sa Majesté Britannique.

24 Juillet
1687.

Je mandai au Roi que le Roi d'Angleterre avoit de grands ménagemens pour les Etats-Généraux, & qu'il n'osoit les presser sur l'affaire de Bantam; de sorte qu'il fit dire au Sieur Citters qu'il n'avoit pas donné ordre à son Envoyé à la Haye, de coucher le mémoire qu'il avoit donné sur ce sujet en termes aussi forts qu'il avoit fait.

Le Pensionnaire Fagel demanda aux Etats de Hollande, que comme les cinq années pour lesquelles ils l'avoient élu leur Pensionnaire étoient prêtes d'expirer, on voulût bien le décharger d'un si pesant fardeau, & en mettre un autre à sa place: mais comme les créatures du Prince d'Orange étoient averties qu'il devoit faire cette proposition, & que c'étoit un jeu joué entr'eux, ils prirent incontinent la parole, & le prièrent de continuer à rendre service à la République.

DANS ce tems-là le Docteur Burnet écrivit des Lettres au Comte de Middleton, Secrétaire d'Etat d'Angleterre, qu'il fit ensuite imprimer à la Haye, avec une Préface, & un Avis qu'il y joignit. On voyoit dans ces écrits que ce Docteur vouloit faire de son affaire particuliere une affaire de Religion, & cela pour seconder l'intention du Prince d'Orange. Dans les premieres Lettres qu'il avoit déjà écrites, il avoit mis que son obéissance pendant son sé-

jour à la Haye étoit transportée de Sa Majesté Britannique à la Souveraineté de la Province de Hollande; & dans la Préface de celle ci, il dit que comme il étoit encore trop-tôt pour persécuter, à cause de la Religion, on avoit cru qu'il falloit prendre des crimes d'Etat pour prétexte, & en charger ceux qu'on vouloit détruire.

CELA me paroissoit bien insolent & bien séditieux, & je mandai au Roi que je ne doutois pas que quand le Roi d'Angleterre seroit informé que la protection des Etats de la Province de Hollande, dont le Docteur Burnet se vantoit si fort, ne lui avoit été accordée qu'après qu'on avoit sù en Hollande publiquement, non-seulement que le Roi d'Angleterre avoit donné ordre qu'il fut cité en Ecosse, mais même que la citation en étoit déjà faite, Sa Majesté Britannique ne connut par là que les Etats de Hollande, dont le Prince d'Orange comme le premier noble de la Province, étoit le chef, sans compter ses autres prérogatives, ont accordé leur protection au Docteur Burnet, pour soutenir un rebelle déjà accusé & cite contre son Souverain légitime.

JE fus informé que le Secrétaire de Mylord Sunderland, qui étoit sur la Flotte d'Angleterre, commandée par le Duc de Grafton, qui venoit prendre la Reine de Portugal pour la porter à Lisbonne, avoit confié à un de ses amis que le Duc de Grafton avoit ordre de faire baisser le pavillon dans le Canal à l'Escadre des Vaisseaux de Votre Majesté qui étoit en mer, & de la combattre si elle refusoit de le faire; ainsi dans le tems que le Roi d'Angleterre ménageoit en toutes choses les Etats Généraux qui l'outrageoient, il n'évitoit aucune occasion d'avoir des démêles avec le Roi, qui étoit si fort dans ses intérêts.

J'INFORMAI le Roi que j'avois découvert par le Résident de l'Empereur, Catholique très zélé, & à qui j'avois témoigné plusieurs fois le déplaisir que j'avois que les démêles que la Duchesse d'Orléans avoit pour la succession qui lui appartenoit dans

31 Juillet
1687.

le Palatinat ; que le Comte de Castell , qui étoit celui en qui M. l'Electeur Palatin se confioit le plus , lui avoit mandé que l'Electeur son Maître s'étoit bien apperçu que les Princes Protestans vouloient se joindre entr'eux , & s'unir avec les Catholiques qui avoient des démêlés avec la France. Que M. le Duc d'Hanover avoit envoyé il y avoit quelque tems le Sieur Platten à la Cour de l'Electeur Palatin , pour lui remontrer qu'il étoit à propos que tous les Princes de l'Empire fussent armés , de peur que Sa Majesté ne l'attaquât à l'impourvu pendant que l'Empereur seroit occupé à la guerre contre le Turc. Qu'il falloit pour s'empêcher d'être surpris , armer puissamment. Que les Princes qui pourroient lever des Troupes en levassent , & ceux qui ne le pourroient pas , fournissent de l'argent. Le Comte de Castell dit aussi que M. l'Electeur s'étoit bien apperçu du dessein des Princes de Lunebourg , de demeurer armés aux dépens des autres Princes de l'Empire , dont les Etats seroient le théâtre de la guerre. Qu'il avoit informé l'Empereur de cette proposition , & que Sa Majesté Impériale lui avoit mandé de n'y point entrer ; mais de ne la pas rejeter entièrement , & de laisser les choses indé-
cises jusqu'à un autre tems.

LE Comte de Castell apprit aussi à l'Envoyé de l'Empereur que l'Electeur Palatin avoit reconnu que les Espagnols vouloient , à quelque prix que ce fut , engager la guerre ; qu'il l'avoit mandé à l'Empereur , afin qu'on s'en donnât de garde. Cet Envoyé avoit confié ces choses à une personne de ses amis , de qui je l'ai su.

7 Août
1687.

LE Roi d'Angleterre ayant répondu au Sieur Citters sur la demande qu'il lui avoit fait faire de vingt Vaisseaux contre les Algériens qui étoient dans la Manche , qu'il mit sa proposition par écrit , les Etats Généraux lui ordonnerent de le faire , & de poursuivre cette affaire vivement ; & les Etats Généraux commencèrent dans ce tems-là à n'a-

voir plus de ménagement pour le Roi de la Grande-Bretagne; mais cela ne l'obligea pas davantage à prendre garde à lui, que tout ce que le Prince d'Orange avoit déjà fait de concert avec M. de Montmouth, & depuis sa mort.

L'ENVOYÉ d'Angleterre eut ordre de demander aux Etats Généraux le châtimement du Docteur Burnet, & de l'Imprimeur de ses Lettres, & en parla au Prince d'Orange, qui lui répondit fort sechement, que si les Jurés d'Angleterre étoient d'avis que le Docteur Burnet n'avoit pû se soustraire de l'obéissance qu'il devoit à son Souverain naturel, les Jurisconsultes de la République avoient des sentimens tous contraires.

On imprima encore alors en Hollande deux Livres fort séditeux contre le Roi d'Angleterre. Quelques Anglois me dirent que c'étoit le style du Docteur Ferguston, ce fameux Ministre révolté qui étoit à côté de M. de Montmouth à la Bataille où il fut pris; cela faisoit voir clairement que cet homme étoit retiré en Hollande, & protégé par le Prince d'Orange; & le Roi d'Angleterre, que l'on en avertit, pouvoit bien croire que les liaisons que le Prince d'Orange prenoit avec lui n'étoient que pour sa perte; cependant Ferguston partit avec le Prince, lorsqu'il alla détrôner le Roi d'Angleterre.

LE Prince d'Orange arriva à la Haye. Je mandai au Roi que j'étois informé qu'il y venoit 7 Août 1687. principalement pour l'établissement des Receveurs Généraux qui ont pris à ferme les droits d'entrée & de sortie. Il a cette affaire fort à cœur; elle peut faciliter une partie de ses desseins, & principalement celui qu'il a d'entretenir neuf mille matelots. Le Fermier Général m'a dit lui-même qu'il avoit fait espérer au Prince d'Orange de lui trouver un fonds pour cela dans les deniers de sa recette; & ainsi je prévois que ce Prince en fera la proposition dans l'Assemblée du mois de Novem-

bre, lorsqu'on fera l'état de guerre. Messieurs d'Amsterdam connoissent le prejudice que cela leur causera, & paroissent fort résolus à n'y point consentir : mais comme on ne peut compter sur la fermeté des Bourguemestres-Régens de cette année, & que d'ailleurs le fonds se trouvera tout prêt pour l'entretien de ces Matelots, sans qu'il en coûte rien de nouveau à l'Etat, il est fort à craindre que cette affaire ne réussisse.

14 Août
1687.

JE découvris en ce tems-là que le Comte de Hohenlo, qui étoit venu en Hollande sous prétexte de voir le pays, y traitoit d'affaires avec le Prince d'Orange; & comme il étoit important de traverser ses négociations, je fis en sorte que des Catholiques, amis du Résident de l'Empereur, & qui ne lui étoient pas suspects, lui remontrèrent la nécessité qu'il y avoit qu'il fît connoître au Comte de Hohenlo les vûes particulieres du Prince d'Orange contre la Religion Catholique, afin que ce Comte ne s'engageât pas si légèrement avec lui, jusqu'à ce qu'il eut reconnu par lui même les desseins de ce Prince. L'Envoyé de l'Empereur l'a fait avec tout le zele & toute la chaleur possible, & n'a rien obtenu de tout ce qui pouvoit persuader le Comte de Hohenlo. Celui-ci a été trouver le Prince d'Orange, la tête remplie de tout ce que le Sieur Cramprick lui avoit dit, de sorte qu'il n'a pû s'empêcher de lui en parler, & de lui en remontrer les conséquences. Le Prince d'Orange n'a pas agi en habile homme, car au lieu de colorer ces sortes de choses de quelque prétexte, & de deguïser ses sentimens, il a parlé avec tant d'aigreur & d'animosité contre les Catholiques, que le Comte de Hohenlo en a été scandalisé. Ce Prince l'a fort sollicité d'agir en Allemagne, pour faciliter la conclusion d'une ligue Protestante, & l'a prié de faire tous ses offices auprès de l'Empereur afin qu'il y entrât; enfin la conversation étant tombée sur le chapitre du Docteur Burnet, que le Comte de

Hohenlo connoît pour un très-méchant & très-dangereux homme ; & celui-ci ayant remontré au Prince d'Orange la nécessité qu'il y avoit de donner satisfaction là-dessus au Roi d'Angleterre , il a trouvé le Prince d'Orange inflexible. Il a ensuite parlé à Dickfeld qui lui a paru sur le chapitre de la Religion autant & plus animé que le Prince d'Orange ; de sorte qu'ayant connu par lui-même tout ce que le Sieur Cramprick lui avoit dit , il le lui a avoué franchement , & lui a témoigné qu'il ne s'étonnoit plus des fortes instances que les Etats-Généraux & le Prince d'Orange en particulier faisoient faire à l'Empereur , & dont le Prince d'Orange venoit de l'entretenir avec beaucoup de chaleur ; à ce que l'Empereur fît la paix avec le Grand-Seigneur pour retomber sur la France , & qu'il s'alliât avec les Protestans. Que lui Hohenlo voyoit à cette heure que sous prétexte du bien commun, ils avoient dessein de faire un mal général à la Religion Catholique ; qu'il avoit les instructions nécessaires de l'Empereur pour agir auprès des Princes Protestans d'Allemagne : mais que quand il auroit des pouvoirs plus amples , & des ordres plus précis de finir cette affaire , il aimeroit mieux avoir perdu un bras que de l'avoir faite ; qu'il ne voudroit pas pour la moitié de son bien n'être pas venu à la Haye parce qu'il n'auroit jamais pû être informé des choses à fonds comme il les voyoit par lui même ; qu'il avoit trouvé le Prince d'Orange absolument déterminé à avoir la guerre contre Votre Majesté à quelque prix que ce fût ; mais qu'il avoit reconnu que ce Prince n'avoit point de meilleur moyen pour engager les Etats que celui de la Religion , ce qui causeroit la ruine de la Catholique. Il a prié aussi le Sieur Cramprick de prendre garde à Coloma , parce que les Espagnols ne songent qu'à allumer la guerre pour leurs propres intérêts. Je fus informé vendredi de cette conversation ; je ne manquai pas aussi-tôt de prier l'En-

voyé d'Angleterre, & celui de Pologne qui connoît fort le Comte de Hohenlo pour l'avoir vû l'année passée à la Cour de Mayence de l'entretenir dans ces sentimens-là : comme je connois ceux du Sieur Cramprick, que je sai qu'il est très zelé pour la Religion, & que c'est l'endroit par où il le faut prendre ; j'entre dans ses sentimens là-dessus, & je conviens avec lui qu'il seroit à souhaiter que les Princes Catholiques fussent dans une bonne intelligence, que rien ne seroit plus à l'avantage de la Religion Catholique. Il est si persuadé de moi sur cette matiere qu'il en a parlé au Comte de Hohenlo en des termes qui ont porté ce Comte à prendre une entiere confiance en moi ; & les remontrances que lui ont fait les Ministres étrangers Catholiques, aussi bien que les discours que M. le Prince d'Orange lui a tenus, ayant pour ainsi dire, ouvert les yeux à ce Comte, il a prié l'Envoyé del'Empereur de me venir dire de sa part tout ce qu'il ne lui avoit confié au commencement que pour lui seul, & qui sont les mêmes choses que j'ai eu l'honneur de marquer ci-dessus à Votre Majesté. Le Comte de Hohenlo y a ajouté, qu'il croyoit si important que l'Empereur prît d'autres mesures, qu'il ne se contenteroit pas d'en écrire, mais qu'il iroit en personne à Vienne pour le lui représenter, & qu'il espéroit que Votre Majesté verroit dans peu par sa conduite la vérité de ce qu'il me faisoit dire, que s'il avoit passé jusqu'à cette heure pour mauvais François, on auroit dorénavant toute autre opinion de lui, & qu'il me prioit de trouver bon qu'il m'écrivît lorsqu'il auroit quelque chose d'important à me faire savoir.

LE Comte de Hohenlo ne s'est pas contenté de me faire parler de cette sorte par le Sieur Cramprick, il m'a encore fait dire la même chose par les Envoyés d'Angleterre & de Pologne, & les a priés de me témoigner qu'il étoit très-fâché de ne me point voir ; mais qu'une telle démarche seroit un si furieux bruit en Hollande qu'il n'osoit la faire.

DANS ce même tems nous fîmes dire au Comte de Hohenlo (mais cet article ne lui fut point dit de ma part) que non-seulement tout ce qu'il avoit reconnu du dessein du Prince d'Orange d'allumer une guerre sous prétexte de Religion n'étoit que trop vrai; mais, qu'il savoit encore qu'il avoit résolu de déclarer la guerre à Votre Majesté, du moment que le Roi d'Angleterre seroit mort; qu'il croyoit par ce moyen monter plus aisément sur le Throne d'Angleterre, & tenir les Etats Généraux dans ses intérêts, parce qu'il n'agiroit que sous prétexte de Religion; qu'il savoit que son projet étoit de faire un Empereur Protestant, & de se faire élire lui-même, qu'il croyoit y pouvoir aisément parvenir lorsqu'il auroit les forces d'Angleterre avec celles des Etats-Généraux jointes aux Protestans d'Allemagne.

J'AI été informé, Sire, d'un très-bon endroit qu'un Ministre du Duc d'Hannover a dit à un Ministre de l'Empereur, que son Maître & les Princes de sa Maison ne pouvoient entretenir les troupes qu'ils ont sur pied, & qu'ils ne les vouloient pas casser, que c'est ce qui l'avoit obligé à écouter les propositions de la France: mais que si l'Empereur, le Roi d'Espagne, & les Etats-Généraux vouloient leur donner la moitié des subsides que Votre Majesté leur offre, ils ne feroient point d'alliance avec Elle.

LE Prince d'Orange donnoit des emplois à tous les Officiers Protestans que le Comte de Tyrconnel cassoit en Irlande, & en refusoit à tous les Catholiques que le Roi d'Angleterre lui faisoit recommander: il déclara même à l'Envoyé d'Angleterre qu'il n'y avoit rien à faire en Hollande pour les Catholiques, & qu'il n'en avanceroit pas un; l'Envoyé d'Angleterre en prit occasion de presser son Maître de rappeler les troupes qu'il avoit au service des Etats-Généraux, mais il n'en voulut rien faire.

MESSIEURS d'Amsterdam se déclaroient toujours

fort hautement qu'ils ne consentiroient jamais que le Prince d'Orange entretînt neuf mille Matelots. Je mandai au Roi que j'appréhendois qu'ils ne se rendissent à la fin, ou que le Prince d'Orange ne les fît résoudre malgré eux, puisqu'il pouvoit passer cette affaire à la pluralité des voix. On peut voir par toutes ces sortes de choses que le Prince d'Orange prenoit dès ce tems-là des mesures pour passer en Angleterre, voulant avoir neuf mille Matelots toujours prêts à sa dévotion, & voulant par le moyen des droits d'entrée & de sortie qu'il avoit fait donner à ferme, trouver de l'argent tout prêt sans être obligé d'en demander aux Etats.

25 Août
1687.

Je mandai au Roi que je ne doutois pas que le Prince d'Orange eut non-seulement le dessein d'avoir ces neuf mille Matelots à sa disposition : mais qu'il travailloit journellement à un autre dessein qui en étoit la suite, & qui n'étoit pas moins important, c'étoit d'avoir à sa disposition vingt-cinq Vaisseaux de guerre ou environ prêts à mettre en mer. Pour cela il avoit commencé à faire répandre par ses créatures, qu'il étoit nécessaire pour la sûreté de l'Etat, & pour n'être plus exposé aux insultes des Algeriens d'avoir des Vaisseaux dans quelque Port, d'où ils pussent aisément sortir : il avoit fait proposer ensuite en Zelande de mettre dans le Port de Fleissingue une partie des Vaisseaux que cette Province fournissoit à l'Etat, & qui étoient pour lors dispersés dans toutes les Villes selon ce qu'elles en entretiennent. Pour ce qui est de la Hollande, son dessein étoit de faire tirer deux ou trois Vaisseaux de chaque Amirauté jusqu'au nombre de douze ou treize, & de les faire mettre à Willemstadt qui est une Ville qui lui appartient. Qu'il étoit aisé de voir que quand le Prince d'Orange auroit neuf ou dix mille Matelots à son commandement, & vingt-cinq Vaisseaux de guerre il pourroit faire de grandes entreprises malgré les Etats, & les engager dans beaucoup de mauvaises affaires.

QUE je ne doutois pas aussi bien que plusieurs personnes qui croyoient pénétrer ses desseins, que le Prince d'Orange ne voulut par-là se mettre en état de passer en Angleterre avec une flotte considérable, soit en cas de mort du Roi d'Angleterre, soit en cas qu'il arrivât quelque revolte de son vivant, & que je n'étois point du tout persuadé que le Prince d'Orange voulût mettre à Willemstat tous les Vaisseaux des trois Amirautés de Hollande, & que s'il vouloit l'entreprendre, Amsterdam & les autres principales Villes se feroient plutôt réduire en cendres que d'y consentir, parce que si on leur ôtoit leur Amirauté & leurs Vaisseaux, on les réduiroit à rien.

ON verra dans la suite que le Prince d'Orange fut faire répandre si adroitement ce bruit, qu'il vouloit mettre tous les Vaisseaux de l'État à Willemstat & à Flessingue, que tout le monde en fut persuadé, & lorsqu'il fit équiper l'année suivante ces Vaisseaux pour passer en Angleterre, & que je ne cessois de le mander, un des premiers Commis de M. de Seignelay qu'on envoya à Amsterdam pour s'informer de ce qui s'y passoit, crut ces faux bruits, & s'en retourna très-persuadé; de sorte que je fus obligé de dépêcher le lendemain de son départ un Courier pour tâcher de détromper la Cour.

LE Roi me manda que quelque emportement qu'eut le Prince d'Orange sur le sujet de la Religion, il connoissoit assez quelle étoit l'étendue de la puissance de Sa Majesté. & le bon état de ses affaires pour ne pas engager si facilement les Provinces-Unies dans une guerre avec Elle.

Lettre du
Roi du 21
Août 1687.

JE mandai au Roi que j'avois vû des lettres de quelques nouveaux Convertis de France, qui portoient que l'on avoit mis en prison des personnes pour n'avoir pas voulu communier; que cela les mettoit au desespoir, & les faisoit résoudre à chercher toute sorte de moyens pour sortir de France. Je mandai qu'il commençoit à s'élever une es-

11 Septem-
bre 1687.

A. M. de
Seignelay
11 Septem-
bre 1687.

pece de rumeur sur la rigueur avec laquelle on levoit les droits d'entrée & de sortie, les Marchands ne pouvant souffrir d'être privés de la liberté qu'ils avoient eue jusques-là, de n'en payer qu'une très-petite partie, & bien souvent rien du tout. Que j'étois informé qu'il y en avoit plusieurs qui avoient déjà donné ordre à faire passer droit à Hambourg les marchandises qu'ils avoient coutume de faire venir à Amsterdam par l'Allemagne; ils aimoient mieux les laisser en dépôt dans cette Ville-là où les droits sont beaucoup moindres, pour les envoyer ensuite en Allemagne, que de les avoir chez eux à Amsterdam, & d'en payer les droits à la rigueur.

ON me dit aussi que quelques Marchands de Rotterdam avoient dessein de faire venir à Dunkerque, parce que c'est un Port libre, les vins qu'ils tiroient de France, où ils les laisseroient en dépôt pour les faire passer de-là en Allemagne & dans le Nord, que je tâcherois de savoir s'ils exécuteroient ce dessein.

Lettre du
Roi du 11
Septembre
1687.

LE Roi me manda qu'il étoit bon que le Roi d'Angleterre reconnût de plus en plus combien il devoit se défier des desseins du Prince d'Orange, & que je ferois bien de continuer à informer M. de Barillon de tout ce que j'apprendrois que faisoit le Prince d'Orange pour fortifier ses brigues & cabales en Angleterre.

Je mandai que j'étois informé qu'il abordoit incessamment des Anglois à la Brille & à Rotterdam, que les principaux d'entr'eux alloient aussi-tôt après leur débarquement trouver le Prince d'Orange à Loo, les uns par un chemin, les autres par un autre, mais presque tous par des voies détournées comme s'ils vouloient se cacher. Les personnes les plus sages du pays commençoient à y faire réflexion, d'autant plus qu'ils avoient été avertis que ces Anglois disoient au Prince d'Orange qu'il n'avoit point de tems à perdre, & que si le Roi d'Angleterre venoit à surmonter les

obstacles qu'il avoit trouvés dans le dernier Parlement au sujet de la Religion, le parti de lui Prince d'Orange seroit entièrement perdu.

J'AVERTIS la Cour que les Etats-Généraux pour favoriser la Manufacture de chapeaux établie en Hollande par les François fugitifs, on avoit mis dix sous d'entrée par livre de gros sur les Chapeaux, au lieu qu'on n'en payoit auparavant que six, & qu'on avoit ôté les quatre sous par livre de gros qu'ils payoient à la sortie, & qu'on ne leur en faisoit plus rien payer; qu'ainsi on auroit peine à faire venir des Chapeaux de France, & qu'on seroit sortir sans aucun frais de Hollande tous ceux qui y seroient fabriqués.

LES plaintes que les Marchands firent de la rigueur avec laquelle on levoit les droits d'entrée & de sortie, & les ordres qu'on fût que quelques-uns d'eux avoient donnés de faire passer droit à Hambourg les marchandises destinées pour l'Allemagne, portèrent les Etats de Hollande à faire venir le 19 Septembre à la Haye les Députés des Amirautes & les Fermiers des droits d'entrée & de sortie, ils firent connoître aux uns & aux autres, que si on continuoit d'en user avec cette rigueur on ruineroit le commerce de l'Etat, & qu'ils se feroient tort aussi à eux-mêmes puisqu'ils obligeroient les Marchands à ne pas faire entrer en Hollande une grande quantité de leurs marchandises, & qu'ils n'auroient pas tant de droits à recevoir, ils les exhortèrent donc d'user de plus de modération à l'avenir. On doit juger par la conduite des Etats de Hollande qui sont si habiles dans le fait du commerce, qu'ils ne peuvent jamais fleurir sans donner beaucoup de liberté aux Marchands.

JE fus informé des efforts que le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel firent dans ce tems-là pour porter l'Empereur à faire la paix avec le Turc, & s'offrirent pour être médiateurs.

LE Roi me manda que quoique le prétexte que

19 Septem-
bre 1687.

Lettre du
Roi du 23

Septembre
1687.

prénoient ceux de ses Sujets qui continuoient de se retirer en Hollande sur la violence qu'ils publioient leur être faite pour les forcer à la communion fût entierement faux, il étoit néanmoins inutile d'en défabuser le public.

25 Septem-
bre 1687.

Je donnai avis au Roi de la mauvaise conduite que tenoit le Roi d'Angleterre, qui après avoir fait citer le Docteur Burnet, faisoit différer de quinze jours l'assignation qui lui avoit été donnée, & mollissoit en toutes choses; que cette conduite rendoit les factieux insolens, & qu'on avoit imprimé un livre plus séditieux qu'aucun autre qu'on eût encore vû, dont la moitié n'étoit qu'un libelle diffamatoire contre le feu Roi d'Angleterre, & contre le Roi d'à-présent; l'autre partie contenoit une exhortation aux Anglois de la communion Anglicane, & aux Réformés de s'unir ensemble pour s'opposer aux volontés du Roi d'Angleterre.

Je mandai au Roi que j'avois appris de très-bonne part que le Prince d'Orange mettoit toute son application à tâcher de découvrir les sentimens de ceux qui devoient composer le premier Parlement d'Angleterre, & que s'il apprenoit qu'ils fussent résolus à ne point consentir à l'abolition du Test & des Loix pénales, il se contentera de continuer les pratiques sourdes qu'il trame depuis quelque-tems contre le Roi d'Angleterre: mais que s'il apprenoit que le Parlement fût disposé à accorder ce que le Roi d'Angleterre prétendoit, il avoit résolu de lever le masque & de se joindre ouvertement au parti Protestant.

Je mandai au Roi que j'étois fort étonné que le Roi d'Angleterre ne prit point de plus étroites liaisons avec Sa Majesté, après les mauvais traitemens que les Etats-Généraux lui faisoient, & que les plus sensés d'entr'eux avoient si bien jugé que c'en devoit être une suite infaillible; qu'ils avoient établi au commencement pour maxime certaine qu'il falloit éviter toutes sortes d'occasions de déplaire au Roi d'Angleterre de peur

peur de l'obliger à s'engager dans les intérêts de Votre Majesté.

LA Province de Hollande fut toujours occupée à régler les affaires qui concernoient la ferme des droits d'entrée & de sortie; que la rigueur avec laquelle on en faisoit la perception, après la liberté qu'on avoit eue jusques-là de ne les pas payer, avoit fait monter si haut, que dans le mois d'Août qui venoit d'écouler, la recette étoit augmentée dans la Ville de Rotterdam six fois au-delà de l'ordinaire, & à Amsterdam dix fois. Aussi les Marchands qui ne pouvoient supporter d'être obligés de payer ces droits à la rigueur, avoient fait passer à Hambourg plusieurs vaisseaux qui étoient arrivés au Texel, sans faire entrer leurs marchandises en Hollande; ils en firent même rester deux ou trois à Dunkerque, que les Marchands Hollandois auroient regardé comme un lieu propre à faire un entrepôt, s'il y avoit eu des Marchands assez puissans pour être leurs correspondans: mais ils n'en voyoient point qui le fussent assez pour cela, & encore moins qui eussent de la bonne foi comme ils en trouvent dans les autres Villes de France; car, ils se croyoient fondés à n'avoir pas trop bonne opinion de la probité des Dunkerquois.

Je mandai qu'il arrivoit souvent des lettres de France qui faisoient bien du mal; que celles qui étoient venues par le dernier ordinaire assuroient qu'on avoit mis beaucoup de personnes en prison à Alençon & en d'autres Villes pour la Religion.

Je mandai qu'on faisoit beaucoup de bruit de l'Arrêt qui avoit été rendu en France, par lequel le Roi faisoit défenses d'apporter dans son Royaume des harengs, autrement qu'en vente & salés de sel de brouage; que j'étois averti que les Etats-Généraux m'en viendroient parler; que si j'étois informé des raisons qui avoient porté Sa Majesté à faire rendre cet Arrêt, j'aurois pu le dire aux Députés des Etats-Généraux, & quelquefois on

arrête par-là leurs plaintes ; mais que je me contenterois de leur témoigner que j'en rendrois compte à Sa Majesté.

9 Octobre
1687.

LES Etats-Généraux vinrent chez moi pour me prier de joindre mes offices aux instances que leur Ambassadeur en France avoit ordre de faire au Roi touchant l'Arrêt par lequel on avoit défendu l'entrée des Harengs en France.

Lettre du
Roi du 9
Octobre
1687.

LE Roi me répondit , que cette interdiction ne pouvant être considérée que comme un Reglement de Police , qui ne regardoit pas moins les Sujets de Sa Majesté , que ceux des Etats-Généraux , & qui ne contenoit rien qui fut contraire au traite de commerce , les Etats-Généraux n'avoient pas droit de s'en plaindre , que c'étoit la réponse qu'il avoit fait rendre à leur Ambassadeur.

Lettre du
Roi du 2
Octobre
1687.

LE Roi me manda qu'il avoit reçu le livre que je lui avois envoyé , qui contenoit tout ce que les plus grands ennemis du Roi d'Angleterre pouvoient publier pour porter ses Sujets à la révolte ; & que cela faisoit voir que ceux qui en souffroient l'impression ne desiroient rien plus passionnément que d'exciter de nouveaux troubles en Angleterre.

16 Octobre
1687.

J'ALLAI dans ce tems-là faire un tour à Amsterdam , je trouvai moyen de me faire prier à dîner par des Régens de la Ville ; les quatre Bourguemeîtres se trouverent au repas , ce qu'ils n'avoient jamais fait , les deux Pensionnaires de la Ville , M. Borel & d'autres personnes du Gouvernement. Je vis bien que M. Heude avoit voulu se servir de cette occasion pour me faire connoître ses sentimens ; car il me prit à part avant le dîner , & me dit qu'il ne doutoit pas , que je n'eusse mauvaise opinion de Messieurs d'Amsterdam sur la conduite qu'ils ont tenue depuis peu. Il m'expliqua toutes les raisons qui les avoient obligés à agir comme ils ont fait , & m'assura qu'il répandroît jusqu'à la dernière goutte de son sang pour maintenir l'Etat en bonne intelligence avec Sa Majesté ; qu'il en connoissoit la nécessité ,

& qu'il me prioit de croire qu'il y travailleroit toujours de tout son pouvoir. Je lui répondis que j'étois assez persuadé de ses bons sentimens, qu'on ne pouvoit être aussi éclairé qu'il l'est, & ne pas connoître le véritable intérêt de la République: mais que j'appréhendois que comme Messieurs d'Amsterdam attendoient à soutenir avec vigueur leurs bons sentimens que les choses fussent aux extrémités, ils n'attendissent trop tard, & que les complaisances qu'ils avoient cependant en beaucoup de choses, ne missent ceux qui ne souhai-toient pas cette bonne intelligence entre Sa Ma-jesté & les Etats Généraux en pouvoir de la rom-pre malgré M. d'Amsterdam; qu'ils voyoient bien que cela ne pouvoit jamais arriver sans la perte de leur liberté, & sans la ruine de leur Ville. Le Sieur Heude me donna là-dessus les plus fortes assurances que je pusse souhaiter, & je puis assu-rer Votre Majesté que dans tout le repas, qui dura jusqu'à dix heures du soir, on n'a jamais tant fait paroître de bonnes dispositions & de cordialité, que Messieurs d'Amsterdam en témoignèrent ce jour-là: les quatre Bourguemestres, de concert, me portèrent la santé de la bonne union entre Votre Majesté & la République, à la confusion de tous ceux qui la veulent traverser.

LES Marchands Hollandois murmuroient de plus en plus de la rigueur qu'on apportoit à la percep-tion des droits d'entrée & de sortie, & le jour que j'étois à Amsterdam les Batteliers coururent après un des Associés de l'Admodiateur pour le jeter dans l'eau; cependant je mandai au Roi que si le Prince d'Orange pouvoit surmonter seu-lement pendant les six premiers mois les plaintes des Marchands, cet établissement dureroit tou-jours, & qu'il en tireroit de grands avantages; car il est certain qu'on trouvera un fonds pour entretenir cinquante vaisseaux en mer; c'est pourquoi il est à souhaiter qu'il arrive bien-tôt

quelque désordre qui oblige ces Messieurs-ci remettre les choses sur l'ancien pié.

JE mandai au Roi pour la troisième ou quatrième fois que j'étois informé par des Ministres mêmes de l'Empereur qu'ils avoient reconnu dans tous les Protestans un dessein formé de faire une ligue dans laquelle ils vouloient faire entrer l'Empereur sous prétexte de s'opposer à la puissance de la France.

Lettre du
Roi du 16
Octobre
1687.

LE Roi me manda que l'Ambassadeur de Holland continuoit de faire ses instances pour l'obliger à commettre quelqu'un qui pût entrer dans la discussion de ce qui regardoit le commerce du hareng, & qu'il sollicitoit vivement un retardement jusqu'au mois de Mars prochain, à l'exécution de l'Arrêt qui régloit de quelle manière ce commerce devoit être fait à l'avenir : mais que Sa Majesté étoit bien aise de me dire qu'il ne devoit pas attendre sur ce sujet une réponse plus favorable que celle qu'il avoit reçue.

23 Octo-
bre 1687.

JE mandai que l'Ambassadeur des Etats à Londres les informoit de tout ce qui se passoit de plus secret dans le Conseil du Roi d'Angleterre ; que ce Prince attribuoit toutes les oppositions qu'il trouvoit à ses desseins au Prince d'Orange, qu'il savoit être le chef & le protecteur du parti Protestant ; que les créatures du Prince d'Orange se vantoient hautement que c'étoit lui à qui on devoit la conservation de la Religion Presbytérienne en Angleterre. Ces Messieurs même n'étoient pas fâchés que l'on crût que le voyage de M. Dickfeld y avoit beaucoup contribué en donnant des assurances de l'amitié & de la protection du Prince d'Orange aux principaux des factieux.

Il est certain que le Roi d'Angleterre & le Marquis d'Albiville ont été trompés par M. Dickfeld, & l'ont cru, à la vérité, entièrement attaché à l'intérêt du Prince d'Orange ; mais néanmoins tellement dans les intérêts personnels de Sa Majesté Britannique qu'ils n'avoient rien à appréhender de lui : mais ils voyent bien à cette heure le contraire, & si le Marquis d'Albiville m'eût voulu croire, il n'étoit rien de

plus aisé que d'empêcher le séjour du sieur Dickfeld en Angleterre.

Je mandai au Roi qu'il étoit sorti depuis peu plusieurs personnes très-riches de la Religion Pré-tendue Réformée de France, qu'il sembloit que ceux qui étoient les plus à leur aise commençoient à sortir avec plus d'empressement, qu'il y en avoit quantité des plus riches Marchands qui se dispo-soient à passer en Angleterre & en Hollande, & qui envoyoit leur argent par avance; qu'en ef-fet il en étoit entré une si prodigieuse quantité, que Mrs. d'Amsterdam commençoient à trouver qu'il y en avoit trop, ne pouvant placer le leur plus haut qu'à deux pour cent. Je sai même que l'on a fon-du en Angleterre neuf cent soixante & tant de mille louis d'or. Je croirois, Sire, prévariquer à mon devoir, & manquer à la fidélité que je dois à Votre Majesté, si je ne lui rendois compte de ce qui vient à ma connoissance, & qui regarde le bien de son service, & il est constant que la plû-part de ceux qui sont sortis depuis peu ne l'ont fait que sur différens emprisonnemens qui ont été faits en quelques Provinces, comme, par exemple, la détention de quelques personnes à Alençon, a fait appréhender la même chose au Sieur Cossart, quoi-qu'il soit de Rouën où l'on est en plein repos, & j'ose encore prendre la liberté de dire à V. M., avec le profond respect que je lui dois, que si on traitoit les nouveaux Convertis dans toute l'éten-due de son Royaume de la même manière qu'ils le sont à Paris, à Rouën & sous les yeux de V. M., il n'en seroit pas sorti la moitié de ce qui s'en est allé.

Je mandai au Roi que je continuois à être in-30 Octobre
formé par l'homme qui avoit lié un commerce 1687.
avec le Comte de Hohenlo, de beaucoup de cho-
ses particulieres qui regardoient l'Angleterre & les
Protestans, que je venois de voir une lettre de
ce Comte du 16 Octobre, de Vienne, qui mar-
quoit que les Protestans brassioient quelque chose

de dangereuse conséquence contre l'Angleterre : que c'étoit pour l'exécution de ces desseins-là que le Prince d'Orange alloit à la Cour de Brandebourg. Ce voyage du Prince d'Orange à Berlin fut rompu : il y envoya le Sieur Pedkum.

JE n'avois point du tout perdu de vûe les affaires qui regardoient l'Angleterre, quoiqu'on négligeât fort les avis que je continuois de donner des premiers fondemens que le Prince d'Orange jettoit alors des grands desseins, qu'on a vu éclorre en 1688 ; car quoiqu'il n'eût pas alors en vue dans toutes ces circonstances, le projet qu'il a exécuté depuis, son dessein en général avoit toujours été des l'année 1680, comme on le peut voir, de prendre ses mesures pour se faire Roi d'Angleterre à l'exclusion du Duc d'Yorck, & pour se faire déclarer Regent, & entrer dans le gouvernement même du vivant du feu Roi, s'ils lui donnoit le moindre lieu de l'entreprendre. J'en donnai avis au Roi, & en même-tems à M. de Barillon.

Lettre du
Roi du 30
Octobre
1687.

LE Roi manda que la désertion de ses Sujets étoit l'effet d'une imagination blessée, & que le remede qu'on y pourroit apporter seroit peut-être encore pire que le mal ; qu'ainsi il falloit attendre de la bonté divine la cessation de ce désordre, qu'elle n'avoit peut-être permis que pour purger son Royaume des mauvais & indociles Sujets.

JE mandai que le Député Suisse avoit eu plusieurs conférences avec le Sieur Dickfeld, qu'ils avoient fait plusieurs projets qui n'avoient pour fondement que les affaires de la Religion.

6 Novem-
bre 1687.

JE mandai au Roi que le Prince d'Orange & Mrs. d'Amsterdam avoient eu de nouveaux démêlés, & qu'il avoit été offensé de leur conduite, qu'il avoit témoigné assez publiquement qu'il n'y avoit point de mesures à garder avec eux : mais que j'appréhendois fort que l'Arrêt donné en France pour empêcher l'entrée du hareng, & les autres démêlés qui commençoient à naître ne les réunissent ; que l'on continuoît toujours à faire bien du

bruit de cette affaire qui leur étoit d'autant plus sensible, que plus de soixante mille personnes subsistoient de la pêche du hareng; que cela avoit fait naître quelques propositions de faire des impositions sur les sirops, & principalement sur les vins de France.

LE Prince d'Orange fit acheter tout le salpêtre qui étoit en Hollande par les Officiers de l'Amirauté, & fit chercher tous les plus beaux mâts qu'il y avoit.

ON fit des quêtes pour les Protestans Piémontois qui étoient arrivés en Hollande; les plus zélés des Protestans qui étoient dans le gouvernement de Hollande avoient tenté par deux autres fois de faire chasser tous les Religieux de cette Province: mais le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel détournèrent toujours cette affaire, parce qu'ils avoient des vues de plus grande étendue pour les affaires de la Religion; & le Prince d'Orange qui ne vouloit pas marquer sa mauvaise intention aux Catholiques d'Angleterre, & qui vouloit que l'Empereur & la Maison d'Autriche ne l'abandonnassent point dans le dessein qu'il avoit de déthroner son beau-pere, croyoit que son intérêt étoit de faire voir qu'il secouroit, à la vérité, ceux de sa Religion qui pretendoient être opprimés, sans vouloir persécuter ceux de la Religion Catholique.

LE Roi me manda que les Etats Généraux n'avoient aucun sujet de se plaindre qu'on eût apporté de sa part quelque changement à ce qui avoit été stipulé par le Traité de Nimegue, ou promis verbalement par ses Ambassadeurs en conséquence des ordres que Sa Majesté leur en avoit donnés; car à l'égard des impositions sur les etoffes des Indes, comme cela ne regardoit point les marchandises & denrées du crû des Provinces Unies, elles ne pouvoient pas dire qu'il y eût en cela rien qui fût contraire auxdits Traités & paroles données, & que pour ce qui regardoit la pêche du

Lettre du
Roi du 12
Novembre
1687.

hareng, elles ne le devoient considérer que comme un règlement de police qui ne regardoit j moins ses Sujets que leurs Marchands.

6 Novem-
bre 1687.

Je mandai au Roi que le Pensionnaire Fagel avoit voulu faire imposer de nouveaux droits sur les harengs, mais que la Province de Hollande n'y avoit point voulu consentir; que je ne me mêlerois point de cette affaire puisque Sa Majesté ne le trouvoit pas bon: mais que je devois avertir Sa Majesté que si elle cherchoit un prétexte pour mettre de nouvelles impositions sur les marchandises de Hollande, on étoit tellement aigri des défenses qu'on avoit faites pour le hareng, & pour d'autres choses touchant le commerce, que si Sa Majesté augmentoit les droits sur les marchandises de Hollande, on pourroit bien en venir jusqu'à défendre l'entrée du vin, & peut-être des eaux-de-vie de France dans la domination des Provinces-Unies.

19 Novem-
bre 1687.

M. de Seignelay me répondit à cette lettre qu'après avoir examiné avec attention, il n'avoit pas paru à Sa Majesté qu'il y eût aucune apparence que les Hollandois prissent la résolution de défendre les eaux-de-vie & les vins de France, parce qu'ils se priveroient par-là de l'avantage du commerce qu'ils faisoient dans tout le Nord avec ces vins & eaux-de-vie, outre qu'ils ruineroient la navigation de deux ou trois cents vaisseaux qu'ils employent à ce commerce, qui se trouveroient par ce moyen entièrement inutiles.

Qu'il étoit même à considérer à cet égard que le grand commerce que les Hollandois faisoient en France pouvoit être traversé par tant d'endroits dès que Sa Majesté auroit lâché la main à ce qui pouvoit être plus utile à ses Sujets, sans s'arrêter à ce qui est porté par le Traité de Nimegue; que les Hollandois qui connoissoient fort bien leur intérêt seroient obligés de garder de grandes mesures sur cette matière qui méritoit d'être suivie ponctuellement. Que cependant la contravention que les Hollan-

dois avoient fait en comprenant dans le nouveau Tarif, sur lequel ils avoient donné à ferme leurs droits d'entrée & de sortie l'augmentation des droits ordonnés par les Etats-Généraux en 1675, & depuis sur le Savon, les huiles & les fanons de baleines, & autres marchandises, avoit fait prendre la Résolution à Sa Majesté de faire exécuter le Tarif de 1667, par lequel elle avoit ordonné une augmentation de droits d'entrée sur quelques marchandises, & elle avoit donné ses ordres pour le faire exécuter, même sur les draperiers qui seroient apportées de Hollande, soit par les vaisseaux François, soit par les Hollandois & tous autres, parce qu'elle avoit été informée que non-seulement les Hollandois imitoient dans leurs Fabriques les draperies d'Angleterre de toute sorte; mais même qu'ils pourroient apporter dans leurs vaisseaux celle d'Angleterre, & les autres marchandises qui s'y commercent.

Qu'à l'égard des huiles & fanons de baleine, Sa Majesté n'avoit encore donné aucun ordre; mais qu'elle étoit bien aise que je fusse que son intention étoit de rétablir incessamment les droits dont elle avoit ci-devant ordonné la levée sur ceux de la pêche des étrangers, & d'y faire comprendre ceux qui seroient apportés de Hollande, & que comme le grand avantage que les Hollandois avoient tiré depuis quelques années du commerce qu'ils avoient fait en France pourroit les obliger à croire qu'en renonçant aux augmentations de droits qu'ils avoient ordonnées sur plusieurs marchandises, cela pourroit bien engager Sa Majesté à révoquer les ordres qu'elle avoit donnés sur ce sujet, elle lui ordonnoit de m'écrire que quelque chose qu'ils pussent offrir, elle étoit dans la résolution de ne rien changer aux ordres qu'elle avoit donnés, afin qu'étant informé de ses intentions je n'entrasse en aucune explication avec eux sur ce sujet, & que je me contentasse de leur dire, s'ils m'en parloient, que je n'en étois pas informé.

Ce sont-là les premiers sujets de chagrin qu'on a donnés aux Hollandois & qu'on a bien augmentés depuis, comme cela se verra dans la suite.

Lettre du
M. de Seignelay du 25
November
1687.

M. de Seignelay me réitéra ce qu'il m'avoit déjà écrit de la résolution que Sa Majesté avoit prise de faire payer aux entrees de son Royaume les droits du Tarif de 1667; c'est-à dire, les droits que le Roi avoit fait imposer lorsqu'il vouloit marquer son mecontentement aux Hollandois. Il me manda que Sa Majesté ne changeroit rien à la résolution qu'elle avoit prise pour donner occasion à ses Sujets de pouvoir rétablir leur pêche, que les Hollandois avoient ruinée, & pour empêcher la continuation du préjudice que la Fabrique des draperies de France avoit reçu de l'Introduction de celle d'Angleterre par la voie des vaisseaux Hollandois, & de l'imitation qu'ils en faisoient dans leurs Manufactures; que Sa Majesté desiroit que je me continuasse à cet égard dans les regles qu'il m'avoit prescrites de sa part, quelque chose qui me fut dit & proposé. C'est-là le commencement des contraventions aux Traités de Nimegue, qui touchoient les Hollandois en la partie la plus sensible, puisque cela détruisoit la plus grande partie du commerce qu'ils font en France, qui consiste dans leurs draps & dans les Harengs.

25 Decem-
bre 1687.

JE mandai au Roi que la rigueur que l'on exerçoit à la perception des droits d'entrée & de sortie étoit si grande que le commerce en étoit visiblement diminué, & que la Ville de Hambourg en avoit beaucoup profité, & qu'il ne tiendrait qu'à Sa Majesté que celle de Dunkerque en tirât un grand avantage.

Premier
Janvier
1688.

LE Prince d'Orange ayant fait assembler les Amirautés avec le Receveur des droits d'entrée & de sortie, & fait calculer à quoi pourroit monter le fonds qui se trouveroit au mois de Mars dans les coffres tant de l'Admodiateur que des Receveurs des Amirautés, & ayant vu qu'il y auroit de quoi mettre en mer une

flotte considérable , il n'a pas voulu consulter les Provinces de peur d'être refusé ; mais il a ordonné à l'Amirauté de la Meuse qui est celle de Rotterdam d'équiper quatre vaisseaux , à celle d'Amsterdam d'en armer douze , à celle de Zelande deux , à celle de Frise deux , tous vaisseaux depuis trente jusqu'à cinquante pieces de canon. Il n'a rien demandé à l'Amirauté de Nort-Hollande , parce qu'elle n'a pas de quoi fournir à ces frais ; ensuite il a fait savoir aux Provinces , qu'il étoit nécessaire de pourvoir à la sûreté du commerce de l'Etat contre les Algériens & que pour d'autres bonnes considérations, il avoit trouvé à propos de faire équiper vingt vaisseaux de guerre au printems prochain , dont le fonds se prendroit dans les coffres des Amirautés.

IL est certain , Sire , qu'à prendre les choses à la rigueur le Prince d'Orange & les Officiers de l'Amirauté ont pouvoir de faire équiper les vaisseaux pour les convois & pour d'autres choses semblables, sans en demander la permission à l'Etat , lorsqu'ils ne se servent pour ces sortes d'armemens que des deniers qu'ils ont en leurs mains , & qu'ils appellent les moyens ordinaires : mais quoique le Prince d'Orange n'employe pour cet armement que les moyens ordinaires , c'est néanmoins étendre son pouvoir au-delà des justes bornes , que de faire équiper une flotte de vingt vaisseaux de guerre , & il a peu donné de marques plus visibles que celle-ci de l'usurpation qu'il tente de faire de l'autorité souveraine.

IL est à croire , Sire , que le Prince d'Orange a particulièrement en vue l'Angleterre en cette occasion , & qu'il veut être toujours armé par mer à tout événement. Il semble même que ce Prince voyant que les Anglois se tiennent dans leur devoir à l'égard du Roi leur Souverain par l'appréhension qu'ils ont des forces de Votre Majesté , qui a toujours des vaisseaux prêts à le secourir , ait voulu faire voir aux factieux d'Angleterre une flotte sur leurs côtes en état de les soutenir ; & assurément si Sa Ma-

jesté Britannique y veut bien faire réflexion, elle trouvera qu'il y a peu de choses qui puissent donner plus de cœur à ses Sujets Protestans, aussi-bien qu'à tous les autres Protestans de l'Europe, que sera cet armement.

ON a pû voir dans mes lettres lorsque j'ai mandé que le Prince d'Orange faisoit une Ferme des droits d'entrée & de sortie, que son dessein étoit d'avoir moyen par-là d'équiper une flotte, & on a assez vû dans la suite, que ce que j'écrivois n'étoit que trop vrai, que cette flotte étoit préparée contre l'Angleterre, & pour animer les Factieux à se soulever contre Sa Majesté Britannique.

CEPENDANT le Roi d'Angleterre malgré tous ces avis ne pouvoit se résoudre à rien faire de tout ce qu'on lui proposoit de plus avantageux pour ses intérêts. Le Marquis d'Albiville revint d'Angleterre, & me dit qu'il avoit agi selon le projet que nous avions concerté ensemble avant son départ touchant la révocation des troupes Angloises qui étoient au service des Etats-Généraux, qu'il avoit donné là-dessus des mémoires si forts & si convainquans à Sa Majesté Britannique, qu'il ne doutoit pas qu'il ne se servît de la première occasion qui se présenteroit pour exécuter ce dessein; comme pourroit être le refus que les Etats-Généraux feroient de chasser le Docteur Burnet: mais quoique le Marquis d'Albiville donnât dès le même jour un Mémoire très fort pour demander aux Etats Généraux qu'ils chassassent le Docteur Burnet, & qu'ils le lui refusassent bien nettement, le Roi d'Angleterre ne parla point de ses troupes & les laissa toujours à la disposition du Prince d'Orange qui s'en servit dans la suite utilement contre lui.

1^{er} Janvier
1688.

J'ENVOYAI ce même ordinaire au Roi une lettre du Comte de Hohenlo qu'il écrivoit en confidence à un de ses amis de la Haye qui agissoit de concert avec le Ministre de l'Empereur en faveur de la Religion Catholique. Je mandai au Roi qu'on pouvoit faire une réflexion fort importante sur

cette lettre, que quelque volonté déterminée que témoignoit l'Empereur de continuer la guerre contre le Turc, & que quelque aversion qu'il eût marqué contre le Prince d'Orange & les Hollandois, il étoit à craindre qu'il ne prît au premier jour des sentimens contraires, puisque le Comte de Hohenlo reconnoissoit qu'il n'y avoit pas un Ministre de son sentiment auprès de l'Empereur.

LA lettre du Comte de Hohenlo portoit que l'Empereur étoit résolu non-seulement à continuer la guerre contre les Turcs, mais aussi à ne pas se mêler de la guerre qu'on seroit contre la Hollande, malgré les instances du Prince d'Orange, & celles qu'il fait faire par les Protestans; qu'ils tâchoient d'entraîner l'Electeur de Baviere en lui donnant de la jalousie de la puissance de l'Empereur, & l'invitoient à une conférence à Leipfick; qu'on étoit presque assuré que les Protestans d'Allemagne se déclareroient, & assisteroient à toutes forces les Hollandois; que c'étoit le sentiment de l'Empereur qu'il avoit entretenu plus de deux heures là-dessus.

Je mandai au Roi que le revenu des Amirautés qui consistoit dans les droits d'entrée & de sortie, étoit augmenté du triple par le bail qu'on en avoit fait, & que le Prince d'Orange avoit trouvé dans cette redevance de quoi armer vingt vaisseaux au printems. 8 Janvier 1638.

LE Roi d'Angleterre fit encore alors de grandes avances au Prince d'Orange, & fit écrire par un Docteur Estuard au Pensionnaire Fagel, que si le Prince d'Orange vouloit concourir avec le Roi d'Angleterre pour l'abolition du Test, le Roi de la Grande Bretagne entreroit dans ses intérêts, & qu'ils agiroient dorénavant de concert ensemble en toutes choses. Le Prince d'Orange ménagea si-peu le Roi d'Angleterre là-dessus, qu'il fit écrire par le Pensionnaire Fagel à ce Docteur Estuard, que lui Prince d'Orange, & la Princesse

d'Orange ne consentiroient jamais qu'on abolît le serment du Test qui étoit le maintien de la Religion Anglicane & de la tranquillité du Royaume : ils firent plus, ils firent traduire en Anglois & imprimer cette lettre. Je mandai qu'on pouvoit assez voir que cela n'étoit fait que dans le dessein d'unir les Protestans d'Angleterre avec ceux de l'Eglise Anglicane, & les faire soulever les uns & les autres contre le Roi d'Angleterre.

22 Janvier
1688.

JE mandai au Roi que le dessein continuoit toujours d'avoir une flotte de vingt vaisseaux au printemps, & d'en tenir vingt autres dans les Ports tous prêts à mettre à la voile ; que cet armement devoit être bien suspect au Roi d'Angleterre, que j'en avois averti M. de Barillon & l'Envoyé d'Angleterre qui étoit à la Haye.

29 Janvier
1688.

L'ENVOYÉ d'Angleterre ayant extrêmement pressé les Etats Généraux de lui rendre réponse sur le mémoire qu'il leur avoit présenté au nom du Roi son Maître, pour le prier de faire sortir le Docteur Burnet hors des Etats de leur domination : ils lui délivrerent enfin une résolution, par laquelle ils ne se contenterent pas de le refuser ; mais ils affecterent de faire ce refus de la maniere qui pouvoit le plus déplaire au Roi d'Angleterre, en lui offrant de faire en Hollande le procès au Docteur Burnet, si Sa Majesté Britannique vouloit leur envoyer les informations qui étoient contre lui.

Lettre du
Roi du 26
Janvier
1688.

LE Roi me manda que j'avois fort bien fait d'avertir l'Envoyé d'Angleterre à la Haye, & M. de Barillon des reflexions que devoit faire le Roi d'Angleterre sur les grands préparatifs de mer que faisoient les Etats-Généraux, & que j'avois bien raison de dire que ces préparatifs regardoient le dessein qu'avoit le Prince d'Orange d'encourager le parti Protestant d'Angleterre.

11 Mars
1688.

LE Roi d'Angleterre pressant toujours les Etats Généraux de lui renvoyer les troupes Angloises qui étoient à leur service, je fis remontrer à Messieurs d'Amsterdam l'intérêt qu'ils avoient

de ne pas payer davantage des troupes qui ne reconnoissoient d'autre Souverain que le Prince d'Orange, & ils furent d'avis dans l'Assemblée de Hollande qu'il les falloit renvoyer. Mon dessein étoit que le Prince d'Orange ne put s'excuser sur le sentiment uniforme de toute la République s'il ne rendoit pas ces troupes au Roi d'Angleterre, & qu'il fut chargé tout seul de l'inquiétude de cette affaire, & je mandai encore que le Roi d'Angleterre ne devoit que trop voir que le Prince d'Orange vouloit maintenir ce corps pour le pouvoir faire passer en Angleterre toutes les fois qu'il en aura besoin.

LE Prince d'Orange fit assembler les Amirautés, & leur proposa de joindre le plus de vaisseaux que l'on pourroit aux vingt navires que l'on devoit mettre en mer : mais cela ne fut pas approuvé, & on persista dans le premier sentiment d'avoir une flotte de vingt vaisseaux en mer, & de tenir tous les autres vaisseaux de Guerre prêts à mettre à la voile en huit jours de tems.

LE Prince d'Orange remontra aux Députés de Hollande qui sont assemblés toute l'année, la nécessité qu'il y avoit de fortifier quelques Places de l'Etat; savoir, Nimegue, Doerbourg, Campen, l'Ecluse, & quelques autres qu'on ne m'a pû dire, & a fait connoître qu'il étoit nécessaire d'avoir pour cela un fonds de quatre millions, & ces Députés le proposerent aux Etats-Généraux; ce fut-là le premier pas après l'équipement des vaisseaux que fit le Prince d'Orange pour l'exécution du dessein qu'il avoit formé de passer en Angleterre pour usurper la Couronne.

JE découvris que le Sieur Spaen, Général de Brandebourg, qui fit de fréquens voyages à la Haye, y avoit fait un accord avec le Prince d'Orange, par lequel en vertu du Traité fait il y a trois ans entre l'Electeur de Brandebourg & cet Etat (qui porte qu'en cas que quelque'une des deux Parties ait quelque appréhension de guerre, on

11 Mars
1683.

16 Mars
1682.

conviendra des mesures que l'on aura à prendre) il est convenu que l'Electeur de Brandebourg enverroît dans le Duché de Cleves neuf milles hommes pour la sûreté du bas Rhin & des frontieres de cet Etat, & que le Duc de Juliers auroit dans ses Etats deux milles hommes de pié & cinq cents chevaux. Cette démarche du Prince d'Orange étoit encore dans la vûe de faciliter son passage en Angleterre, afin que ces troupes de l'Electeur de Brandebourg, & les autres qu'il avoit dessein de faire venir rassûrassent les Etats Généraux & leur donnassent lieu de donner leurs troupes au Prince d'Orange sans craindre d'être attaqués du côté du Rhin.

Je mandai au Roi que les Etats - Généraux avoient refusé nettement de rendre les troupes Angloises au Roi d'Angleterre. Je mandai encore qu'on étoit surpris que le Roi d'Angleterre après avoir demandé si fortement ce corps de troupes, changeât à cette heure sa demande, & parut s'affoiblir à proportion du refus des Etats - Généraux. Il étoit dangereux avec ces Messieurs-là plus qu'avec personne du monde, de prendre les choses d'une certaine hauteur & de ne les pas soutenir. Ce qui les rend encore plus hardis en cette occasion est que le Sieur Citters leur a mandé par sa dernière lettre, qu'on tient secreete, que le Roi d'Angleterre étoit fort appaisé, & n'étoit plus si en colere du refus que les Etats ont fait de lui rendre les troupes Angloises, & chasser le Docteur Burnet; qu'on ne parle plus d'assembler le Parlement sur ce sujet, que les bruits de guerre sont entierement dissipés, & que les Etats peuvent continuer à refuser de chasser le Docteur Burnet & de rendre les Anglois, pourvû qu'ils n'en fassent pas trop de trophées, & qu'ils se conduisent modestement.

Je communiquai au Marquis d'Albiville la teneur de cette lettre; car il étoit de conséquence que le Roi d'Angleterre en fût informé; je lui fis part aussi d'un avis très-sûr que j'avois reçu

reçu qui étoit qu'un nommé de Laistre qui parloit fort bon Anglois, étoit allé visiter tous les Ports d'Angleterre pour rendre compte aux Etats-Généraux de l'armement qui s'y faisoit.

QUE j'étois très-persuadé que si la Reine d'Angleterre accouchoit d'un fils, le Prince d'Orange leveroit le masque encore plus qu'il ne faisoit, & qu'il exciteroit des troubles en Angleterre. Beaucoup d'honnêtes gens & de bon sens de ce pays-ci qui observent la conduite que tient le Prince d'Orange croient la même chose, le Marquis d'Albiville l'a représenté vivement au Roi son Maître, & lui a mandé par deux lettres consécutives qu'il ne devoit pas perdre un moment de tems de s'unir étroitement à Votre Majesté.

LES efforts que fait le Prince d'Orange pour retenir un corps de troupes Angloises en ce pays doivent assez faire voir au Roi d'Angleterre que les avis que le Marquis d'Albiville lui donne là-dessus sont bien fondés. J'en informois de mon côté exactement M. de Barillon à qui j'envoyois des copies des articles que j'écrivois à Sa Majesté sur ce sujet.

DANS la résolution que les Etats-Généraux déli- 18 Mars
vrerent au Marquis d'Albiville par laquelle ils re- 1688.
fuserent de rendre les troupes Angloises, ils soutin-
rent qu'ils avoient droit de lever des troupes en
Angleterre; la Reine Elisabeth le leur ayant permis,
& pas un des Rois ses successeurs n'ayant révoqué
cette concession. Cela m'obligea de mander au Roi
que Sa Majesté Britannique avoit intérêt de faire
quelque déclaration pour empêcher cet abus; d'au-
tant plus qu'il devoit croire que les Etats-Généraux
avoient avancé ce fait malicieusement & à dessein
d'autoriser les Officiers Anglois qui voudroient fai-
re des recrues de même que des levées pour M. le
Prince d'Orange.

LES Députés de la Ville de Leyde où sont éta- 25 Mars
blis les manufactures de draps, se plaignirent for- 1688.
tement dans les Etats de Hollande que leur Ville

alloit être ruinée si l'on continuoit en France à empêcher le débit des draps de Hollande ; qu'on ne s'étoit pas contenté de les surcharger , mais qu'on empêchoit que ceux qu'on y avoit envoyés ne pussent être vendus. On résolut qu'on ordonneroit à M. de Starembourg de savoir des Marchands Hollandois si cela étoit vrai.

Lettre du
Roi du 25
Mars 1688.

LE Roi me manda qu'il ne doutoit pas que la naissance d'un Prince de Galles ne donnât encore au Prince d'Orange de plus pressans desirs de troubler le repos de l'Angleterre : mais que s'il cessoit d'en être le présomptif héritier , toute sa colere seroit bientôt vaine & dénuée des forces & moyens nécessaires pour en faire appréhender les effets.

Avril
1688.

LE Roi m'ayant mandé qu'on désavoüoit à la Cour de Berlin que le général Spaen eût fait aucun accord avec le Prince d'Orange , je fis réponse à Sa Majesté qu'on avoit désavoüé il y a deux ans que l'Envoyé de Brandebourg eût signé un acte par lequel l'Electeur de Brandebourg étoit admis dans le Traité fait entre le Roi de Suède & les Etats-Généraux ; & on n'en convint que quand j'eus envoyé à S. M. l'acte en original , & mandé que je savois que les Etats venoient de consentir qu'on payât dans un seul paiement ce que l'Electeur de Brandebourg ne devoit toucher qu'en six ans , qui étoit un des articles de la convention : ce que l'Envoyé des Etats-Généraux à Cologne leur avoit mandé , que l'Electeur de Brandebourg avoit neuf mille hommes dans le Duché de Cleves & dans le pays de Minden , & que M. le Duc de Juliers avoit les deux mille cinq cents dont on étoit convenu , qui étoient tous prêts de se joindre en cas de besoin aux troupes de Brandebourg.

LES Etats de Hollande consentirent sur les remontrances du Prince d'Orange de lever quatre millions pour être employés aux fortifications. Mrs. d'Amsterdam qui vouloient que cet argent fût bien employé , & que le Prince d'Orange n'en pût faire aucun mauvais usage , prirent pour cela toutes les

précautions possibles, & firent mettre dans la résolution qu'on ne leveroit ces quatre millions qu'en quatre ans, que chaque année on résoudroit avant que de lever le million l'emploi que l'on en feroit, & que l'on designeroit les Places qui devoient être fortifiées : mais le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel sûrent éluder fort bien toutes ces précautions. Comme il y avoit une grande abondance d'argent en Hollande, & que les Réfugiés François y en avoient apporté une grande quantité, il fit en sorte que le Receveur Général des Etats-Généraux, qui ne devoit recevoir qu'un million selon la résolution des Etats, ne fermât son comptoir qu'après avoir reçu quatre millions; & il déclara aux Etats-Généraux que l'affluence avoit été si grande (comme en effet cela fut porté en moins de huit jours de tems) qu'il n'avoit pas eu le tems de se reconnoître. Le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel qui le soutenoient, empêcherent qu'on ne lui imputât rien de cette affaire, & on lui ordonna seulement de les garder, & ce sont ces quatre millions dont le Prince d'Orange s'est servi pour une partie de la dépense qu'il lui a fallu faire pour passer en Angleterre.

JE fus informé que quand l'Envoyé d'Angleterre r Avril
demanda la première fois les troupes Angloises, les 1688.
Députés de la Province de Hollande, & ceux des
Etats-Généraux dirent entre'eux tout d'une voix
qu'il les falloit rendre, & que le Prince d'Orange
l'ayant sù il parla le lendemain matin aux Députés
des Etats-Généraux avec tant de violence, & leur
fit connoître si ouvertement & si fortement ses in-
térêts & ses sentimens, qu'ils changerent tous de
langage. Le Pensionnaire Fagel écrivit aussi une
lettre circulaire à toutes les Villes de Hollande
pour leur représenter les raisons qu'il y avoit de
réfuser les troupes au Roi d'Angleterre; de sorte
qu'il n'y eût qu'Amsterdam de toute la Hollande
qui osât être d'un sentiment contraire.

Je mandai au Roi dès le premier Avril qu'un Hollandois m'avoit assuré qu'il étoit bien informé que le Prince d'Orange prenoit des mesures pour faire agir les Huguenots d'Angleterre en cas que la Reine d'Angleterre accouchât d'un Prince; car quoique la naissance du Prince de Galles fût perdre les droits de la Princesse d'Orange; ce Prince pouvoit toute fois être persuadé qu'il trouveroit assez de ressource dans les Protestans d'Angleterre pour faire une guerre de religion dans laquelle il ne doutoit pas qu'il ne fût aidé par les Etats-Généraux. Que je le dirois à l'Envoyé d'Angleterre, parce que je croyois qu'il étoit de l'intérêt du Roi que cet Envoyé en assurât le Roi son Maître.

J'avois informé le Roi depuis trois mois d'une négociation secrete qui se faisoit à Bruxelles entre les Espagnols & le Prince d'Orange pour le payement de ce qui leur étoit du: je mandai alors qu'on attendoit à tous-momens la ratification du Traité qui avoit été fait là-dessus; qu'on tenoit toujours cette négociation fort secrete, que je l'avois su par une voie détournée mais très-sûre.

Je donnai avis que le Prince d'Orange mettoit dans les troupes & au service de la Princesse d'Orange tous les Anglois & les Irlandois qui étoient chassés d'Angleterre.

Lettre du
Roi du 1
Avril 1688.

LE Roi me manda pour la troisième fois que les vaisseaux que les Etats Généraux alloient mettre en mer étoient pour se joindre au Roi de Suede & attaquer la Couronne de Dannemark; mais je l'assurai toujours qu'on n'ordonneroit jamais à ces vaisseaux de se joindre à ceux du Roi de Suede, & que cet armement ne regardoit que l'Angleterre.

5 Avril
1688.

L'AMBASSADEUR des Etats à Londres leur manda que le Roi d'Angleterre lui avoit dit que s'il avoit autant de volonté de faire la guerre aux Etats Généraux qu'il en avoit de raisons & de moyens, il y avoit long-tems qu'il la leur auroit déclarée; qu'il avoit cinquante-huit vaisseaux prêts à mettre à la voile, & plus de cinquante-huit autres

danſes ſes Ports en état de ſortir au premier ordre. Cet Ambaſſadeur ajoûtoit qu'on pouvoit compter précifément ſur tout le contraire de ce que diſoit le Roi d'Angleterre ; que Sa Majeſté Britannique avoit toute l'envie poſſible de faire la guerre aux Etats-Généraux ; mais qu'il n'en avoit pas le pouvoir ; qu'il ne trouvoit ni ſoldats ni matelots ; que ces gens-là ne vouloient point ſervir contre ceux de leur Religion ; que lui Citters étoit informé que plus de trois cents Ouvriers s'étoient enfuis de Chatam parce qu'ils n'étoient pas payés , & que pour ce qui étoit des trois Regimens que le Roi d'Angleterre faiſoit lever , il n'y avoit que des gens qui euſſent de mauvaiſes affaires , ou des débauchés & des miſérables , qui y priſſent parti ; que le Roi d'Angleterre ne viendrait pas à bout des affaires qu'il avoit entrepriſes , & que les Catholiques verroient bientôt dans quel précipice Sa Majeſté Britannique les avoit jettés. J'envoyai au Roi un état de la flotte des Etats-Généraux.

Je mandai à Sa Majeſté que les Députés de Leyde avoient renouvelé dans la dernière ſéance des Etats de Hollande les plaintes qu'ils avoient faites des nouvelles impositions qui avoient été miſes en France ſur les draps de Hollande ; que le Penſionnaire Fagel avoit témoigné que comme l'on n'avoit reçu aucune ſatisfaction ſur les plaintes que l'on avoit faites à S. M. il n'en falloit pas eſpérer dans cette occaſion ; & que le ſeul parti qu'il y avoit à prendre pour rétablir le commerce , étoit d'uſer de repréſailles , & de ſurcharger les marchandises de France. Peu de Villes furent de cet avis , & Amſterdam n'y témoigna aucune diſpoſition : on reſolut donc que les Députés iroient communiquer de cette affaire à leurs Supérieurs. Je mandai que je prévoyois qu'on ne ſeroit point de repréſailles , mais ſeulement des remonſtrances au Roi.

LE Roi d'Angleterre ayant fait imprimer un livre dans lequel on prétendoit que la lettre du 15 Avril 1688.

Pensionnaire Fagel dont j'ai parlé ci-dessus au Docteur Estuard étoit supposée , & que le Prince & la Princesse d'Orange n'avoient pas les sentimens à l'égard du Test qui leur étoient imputés dans cette lettre ; le Pensionnaire Fagel fit imprimer un écrit par lequel il déclaroit qu'il avoit écrit la lettre en question , qu'il l'avoit faite par ordre du Prince & de la Princesse d'Orange , qui lui avoient ordonné d'expliquer leurs véritables sentimens ; & pour rendre cette injure que l'on faisoit au Roi d'Angleterre plus authentique , il fit joindre à cet imprimé un certificat de l'Imprimeur des Etats de Hollande , qui déclare que l'écrit susmentionné & la Lettre du Pensionnaire Fagel au Marquis d'Albiville lui ont été mis par le Pensionnaire Fagel entre les mains , avec ordre de les imprimer.

Le Pensionnaire Fagel dit même à un de ses amis , que si le Roi d'Angleterre s'attachoit à lui davantage , il avoit des choses en main , qu'il produiroit , qui le feroient repentir de l'avoir poussé à bout ; & je sùs que c'étoient des avances que le Roi d'Angleterre avoit faites au Prince d'Orange pour s'unir étroitement contre le Roi.

Je mandai que ce qui rendoit les Etats-Généraux si hardis étoit qu'ils étoient persuadés qu'il n'y avoit pas une si parfaite union qu'on l'avoit crû entre le Roi d'Angleterre , & qu'on s'étoit servi pour le prouver des Lettres du Docteur Estuard , qui portoient , que si le Prince d'Orange vouloit consentir à l'abolition du Test , le Roi d'Angleterre entreroit dans ses intérêts & s'uniroit avec lui.

Les Régens d'Amsterdam envoyèrent un de leurs Bourguemestres m'assurer de leur part qu'on n'avoit jamais délibéré ni même pensé d'envoyer aucuns Vaisseaux dans la mer Baltique , & encore moins de se mêler des affaires que la Suede pourroit avoir avec le Danemarck. Il me fit même entendre que le Roi de Suede n'étoit pas aussi armé par mer qu'on le publoit. Il m'ajouta aussi , que les Danois avoient

peur que le Roi de Suede ne les attaquât à cause des affaires du Holstein, & que les Etats ne se joignissent à la Suede; mais qu'ils n'avoient aucun intérêt dans cette affaire, & qu'il pouvoit m'assurer de la part de ses Collegues, que si la Suede entreprenoit quelque chose contre le Danemark, les Etats ne s'en mêleroient point.

L'ENVOYÉ de l'Empereur avec qui j'avois lié amitié depuis près de deux ans, & avec qui j'avois souvent parlé des affaires du Palatinât, & surtout de la ligue que les Protestans vouloient faire, me proposa par deux ou trois fois de faire un écrit entre le Roi & l'Empereur, par lequel ces deux Princes s'assûreroient encore plus fortement de l'amitié l'un de l'autre: mais on n'approuva pas à la Cour cette proposition, & on me dit de lui répondre que le Traité de Trêve suffisoit pour ôter toute sorte d'inquiétude: mais il me représenta qu'il étoit arrivé des choses depuis ce tems-là de part & d'autre qui pouvoient faire craindre qu'il n'en survînt de pareilles; quel'Association d'Ausbourg, qui en soi n'avoit rien que de fort innocent, n'avoit pas laissé de donner de l'ombrage; que l'on pourroit donner des déclarations par écrit sur ce sujet qui satisferoient, & qu'il croyoit que comme un pareil acte mettroit l'Empereur son Maître en repos, il étonneroit aussi beaucoup ceux qui ne sont pas dans les intérêts de Votre Majesté, parce que cela leur persuaderoit qu'il y auroit une parfaite intelligence entre Sa Majesté & l'Empereur.

Le commerce de Hollande diminua alors considérablement par la rigueur avec laquelle on levoit les droits d'entrée & de sortie. De soixante Vaisseaux qui venoient tous les ans de Portugal, il n'en entra que quinze cette année-là, les autres quarante-cinq allerent en droiture dans les lieux pour lesquels ils étoient destinés. Tant il est vrai que le commerce ne peut subsister dans tous les endroits où l'on traite les choses à la rigueur,

Lettre du
Roi du 16
Avril 1688.

LE Roi me manda encore que l'ordre que celui qui commandoit la flotte des Etats Généraux avoit de croiser dans le Nord-Zée ne diminuoit pas le juste soupçon qu'il avoit qu'ils pourroient bien avoir ordre de se joindre aux Suédois.

SA Majesté me manda aussi qu'il seroit difficile aux Etats Généraux de lui persuader que les nouvelles impositions qui avoient été mises sur quelques marchandises & denrées fussent contraires à ce qui leur avoit été promis en son nom par le Traité de Nimegue.

29 Avril
1688.

J'INFORMAI le Roi que les Marchands des principales Villes de Hollande disoient qu'ils aimeroient autant que leur commerce fût interdit que de le continuer de la maniere qu'ils étoient obligés de le faire à présent ; & qu'à la guerre près ils ne sont pas en meilleur état que s'il y avoit une rupture entre Votre Majesté & leur République.

6 Mai 1688.

JE fus averti qu'une des premieres personnes de la République ayant parlé au Prince d'Orange des engagemens dans lesquels les Etats Généraux entroient, qui leur pourroient attirer de mauvaises affaires, le Prince d'Orange l'avoit assuré qu'ils n'avoient rien à craindre, & que le Roi de la Grande-Bretagne n'avoit pris aucune mesure avec le Roi ni avec le Roi de Danemarck. On peut juger par là que bien loin (comme le Roi d'Angleterre l'a prétendu depuis peu) que l'inclination pour la France lui ait attiré de mauvaises affaires, au contraire les Etats Généraux ne se sont laissés entraîner dans les sentimens du Prince d'Orange, que parce qu'il leur a fait voir la mauvaise conduite du Roi d'Angleterre à l'égard de Sa Majesté. On pourroit encore juger de ce discours du Prince d'Orange, qu'il étoit fort bien informé de tout ce qui se passoit de plus secret dans le Cabinet du Roi d'Angleterre. Je mandai que c'étoit par M. de Sidney qui l'écrivoit au Prince d'Orange, & par Madame de Sunderland qui le faisoit savoir à la Princesse.

JE mandai au Roi que je ne doutois pas que le ^{13 Mai} Prince d'Orange ne suscitât des affaires au Roi ^{1688.} d'Angleterre, si la Reine venoit à accoucher d'un fils; que plusieurs personnes de Hollande étoient persuadées, aussi-bien que moi, que ce Prince hasarderoit tout en cette occasion; que je serois fort attentif dans ce tems-là à observer toutes ses démarches, & à être informé des mesures qu'il prendroit.

JE mandai au Roi que s'il vouloit bien ne plus faire payer le droit de cinquante sous par tonneau à Dunkerque, & affranchir aussi entierement ce Port-là, ainsi que l'étoit celui de Marseille, je ne doutois pas que cette Ville ne profitât beaucoup de la diminution du Commerce de Hollande, & qu'elle ne servît d'entrepôt aussi bien que la Ville d'Ostende; que quelques Marchands de Dunkerque, qui voudroient bien être les seuls maîtres du Commerce de cette Ville-là, ne seroient peut-être pas d'avis que le Port fût entierement affranchi pour les Hollandois; mais qu'il étoit certain que la Ville, & tout le Pays aux environs, en tireroient un grand avantage.

LE Roi me manda que la correspondance dont ^{Lettre pu} je l'avois informé, de M. de Sidney, & de la ^{Roi, du 13} Comtesse de Sunderland, avec le Prince & la ^{Mai 1688.} Princesse d'Orange, étoit de grande conséquence, aussi-bien que le Commerce que pouvoient avoir quelques-uns de ses plus confidens Ministres avec le Prince d'Orange. Qu'il étoit de son service que je tâchasse de découvrir ce qui en étoit, sans en faire part à l'Envoyé d'Angleterre, ni à M. de Barillon.

JE fus averti le ^{18 Mai} 18 Mai que le Secrétaire de ^{1688.} l'Amirauté d'Amsterdam étoit parti en secret la veille, à huit heures du soir, pour faire équiper incessamment, en toute diligence, douze des plus gros Vaisseaux qui étoient au Texel, avec ordre de les envoyer à Chonnivel, où la Flotte les attendoit, & de faire en sorte qu'ils fussent tous prêts

de mettre à la mer en huit jours de tems lorsqu'on en auroit affaire ; ces circonstances me parurent de conséquence , & marquoient un dessein caché ; & comme cela ne pouvoit regarder que l'Angleterre , j'en donnai aussi-tôt avis au Roi.

20 Mai
1688.

Je mandai au Roi qu'il étoit si extraordinaire de pouvoir penser que le Prince d'Orange eût dessein d'entreprendre quelque chose en Angleterre , que quoique je l'eusse soupçonné depuis long tems d'avoir ce dessein , je ne m'étois donné l'honneur de le mander à Sa Majesté qu'avec beaucoup de réserve ; que cependant tous ces préparatifs étoient considérables , & que d'ailleurs , quoi qu'on ne dût pas faire grande réflexion sur les écrits qu'on débitoit en Hollande , on en venoit d'imprimer un si fort & si précis , qu'on ne le pouvoit regarder que comme un manifeste pour servir à une guerre ; que je me donnois l'honneur de l'envoyer à Sa Majesté , & que , quoique je n'eusse pas eu le loisir de le lire tout entier , si elle trouvoit bon de se faire lire les pages 144 & 145 , sur lesquelles j'étois tombé par hasard , je croyois qu'elle trouveroit que ce que j'avançois n'étoit point sans fondement ; car ce Livre soutenant que la Princesse d'Orange & le Prince sont héritiers légitimes de la Couronne d'Angleterre , à l'exclusion du Roi à présent régnant , qui n'a pû être élu légitimement à cause qu'il est Catholique ; il est à croire qu'ils se serviront de ces raisons-là lorsqu'ils verront que la Reine d'Angleterre sera accouchée d'un Prince , & qu'ils appréhenderont que la trop longue possession de cette Couronne ne l'affermisse sur la tête du Roi d'Angleterre , & sur celle du Prince de Galles son fils , en sorte qu'il n'y ait plus de retour pour eux. Il n'y a pas un mot dans les pages 138 & 139 de ce Libelle , qui ne marque avec les termes les plus insolens du monde , la disposition dans laquelle le Prince d'Orange semble être d'exécuter quelque violente résolution. Quoi qu'il en soit , il est évident que ce Libelle , & ceux qui ,

ont précédé, s'impriment & se débitent ici de son aveu; on attribue celui-ci uniquement au Docteur Burnet. Il n'en est pas de ce Libelle, ni de ceux de cette nature, comme de ces imprimés secrets, qui ne se vendent que sous main; ceux-ci sont publics & exposés aux boutiques, & se distribuent sans aucun ménagement; & le Roi d'Angleterre ne peut-être trop attentif à découvrir les pratiques secrettes que le Prince d'Orange entretenoit avec les principaux membres du Parlement, & avec les premières personnes de sa Cour. J'avertis le Roi que les amis du Prince d'Orange disoient en confidence que le Roi de Suede pressoit extrêmement les Etats Généraux de faire croître leur Flotte en mer; mais qu'il ne falloit point donner là-dedans, & que cela ne se disoit qu'à dessein de faire croire qu'on n'avoit aucune vue du côté de l'Angleterre.

J'ajoutai à tout cela qu'il n'étoit que trop certain que le Prince & la Princesse d'Orange étoient formés de ce qui se passoit de plus secret dans le Cabinet du Roi d'Angleterre, que des personnes des plus attachées au Prince d'Orange n'avoient pas fait difficulté de dire 4 ou 5 ans auparavant que Godolphin étoit entièrement à lui, & qu'il reconnoissoit qu'on l'a toujours considéré sur ce point-là à la Cour du Prince d'Orange. Que pour celui qui étoit de M. de Sydney, il n'avoit presque pas gardé de mesures dans la correspondance qu'il avoit eue avec le Prince d'Orange; que les trois Envoyés d'Angleterre, qui avoient été à la Haye successivement, l'avoient su comme moi, & l'avoient mandé au Roi leur Maître. Que le Marquis Alberville n'avoit osé le faire si ouvertement que les autres, de peur d'offenser Mylord Sunderland. Que M. de Barillon ne m'avoit pas dissimulé non plus les égards que Mylord Sunderland avoit pour M. Sidney, & que toutes les fois que je lui avois écrit le mauvais effet que faisoient les fréquents voyages de M. de Sidney à la Haye, qui ven-

20 Mai
1688.

noit rendre compte de tout ce qu'il avoit négocié avec les factieux ; il m'avoit répondu , du vivant du feu Roi d'Angleterre , que M. de Sidney ne se mêloit d'aucunes affaires , & que depuis le regne du Roi Jacques je devois savoir que M. de Sidney s'étant mis mal avec son Maître , à cause du Prince d'Orange , & n'ayant plus à prétendre en Angleterre il ne seroit pas juste de l'empêcher de faire sa cour à un Prince pour qui il avoit perdu sa fortune. Que pour moi j'avois toujours crû que Mylord Sunderland n'étoit pas fâché que M. Sidney fut bien auprès du Prince d'Orange , pour avoir dans un changement de Gouvernement un homme qui le maintint. Que M. de Sunderland révéloit à M. de Sidney tout ce qu'il savoit de plus secret , & que le Prince d'Orange n'ignoroit rien de ce que M. de Sidney savoit. Que j'étois averti par de bons endroits , que non-seulement M. de Sunderland confidéroit fort M. de Sidney , parce qu'il est son neveu , & qu'il espéroit être son héritier ; mais qu'il avoit un crédit tout entier sur son esprit , ayant une galanterie réglée avec Madame Sunderland , qui gouvernoit absolument son mari.

Je fus informé par un de mes amis que l'Ambassadeur des Etats à Londres avoit écrit une Lettre secrete au Greffier des Etats , par laquelle il lui mandoit qu'il n'avoit rien mis de conséquence dans sa Lettre aux Etats-Généraux , parce que le Roi d'Angleterre en savoit souvent le contenu par l'Ambassadeur de France , & que cela seroit un très-mauvais effet , & que Sa Majesté Britannique lui reprochant souvent en public ce qu'il avoit mandé à la Haye en secret , il espéroit que les Etats-Généraux trouveroient bon qu'il n'écrivît plus dorénavant qu'au Greffier Fagel ; que le Roi d'Angleterre l'avoit abordé la veille , ayant auprès de lui l'Envoyé de Danemarck , & autres Ministres , & lui avoit demandé ce que les Etats-Généraux vouloient faire de leur Flotte , & de toute

cette belle parade qu'ils faisoient de leurs forces de mer.

Je fus informé que la Ville de Leyde recom-
mendoit ses plaintes fort violemment dans l'Assem-
blée de Hollande, des nouvelles impositions qu'on
avoit mises en France, & que le Corps des No-
bles, qui ne parloit que par la bouche du Pension-
naire Fagel, avoit appuyé les propositions de la
Ville de Leyde, d'augmenter les impositions sur
les vins, & autres marchandises de France. Que
la Ville de Rotterdam ne s'y étoit pas opposée
avec tant de chaleur qu'on avoit fait autrefois,
quoique ses Députés eussent persisté à dire, ainsi
qu'avoient fait ceux d'Amsterdam, qu'ils ne pou-
voient délibérer là-dessus, parce qu'ils n'étoient
pas instruits de la volonté de leurs Supérieurs.

L'Envoyé d'Espagne revint ces jours-là de ^{20 Mai} Bruxelles, où il avoit fait l'échange des ratifica- ^{1688.}
tions du Traité du Roi d'Espagne avec le Prince
d'Orange, par lequel on étoit enfin convenu,
non-seulement de liquider sa dette; mais encore
on avoit réglé les termes des payemens, qui fu-
rent, à ce que je pus comprendre, qu'on lui don-
neroit trois cents mille livres argent comptant, &
cent cinquante mille livres tous les ans, jusqu'à
l'entier paiement.

LES Etats-Généraux, qui y alloient de bonne
foi, voulurent régler l'état des Fortifications qu'on
feroit cette année-là, sur le million qui y étoit
destiné; mais le Prince d'Orange, qui avoit ses
desseins, fit faire tant de difficultés par la Provin-
ce de Gueldres, sur les Fortifications du Fort de
Skinck & de Nimegue, par où on vouloit com-
mencer, qu'on ne put prendre aucune Résolution
de toute cette année; en sorte que le Prince d'O-
range trouva les quatre millions tout entiers dans
la Caisse des Etats Généraux, dont il se servit,
comme j'ai déjà dit, pour les préparatifs de son
passage en Angleterre.

J'ENVOYAI AU ROI l'Etat des Vaisseaux de guerre ^{20 Mai} 1688.

que les Etats-Généraux avoient emmarinés, avec le nom, que chaque Vaisseau portoit, le nombre de Canons & de Matelots.

LE Prince d'Orange fit proposer dans ce tems-là de mettre les Vaisseaux de Hollande, ou à Willemstat, ou à Elvosluis, & ceux de Zelande à Flessingue, prétendant qu'on les pourroit avoir plus commodément de ces endroits-là. Comme son dessein n'étoit que d'avoir la liberté de faire équiper des Vaisseaux des Amirautés de Rotterdam & Amsterdam, sous prétexte de les faire changer de Port; il consumma tout l'Été en plusieurs visites & descentes de Commissaires qu'il fit faire dans ces Ports, en sorte qu'une partie de ces Vaisseaux fut toujours à la mer, & l'autre prête à mettre à la voile dans les Ports d'Amsterdam & de Rotterdam; il les trouva tout équipés lorsqu'il voulut passer en Angleterre au mois d'Octobre; & cela fut si bien joué, que lorsqu'on envoya un des premiers Commis de M. de Seignelay, au mois d'Octobre, pour reconnoître si tout ce que je mandois de ces préparatifs de mer étoit vrai; il retourna en France persuadé que le bruit commun qui étoit répandu parmi le peuple, que les Vaisseaux qu'on équipoit à Amsterdam, n'étoient que pour être envoyés à Willemstat & à Elvosluis, d'où on les pourroit tirer commodément en toute sorte de saison pour les pressans besoins de l'Etat.

J'APPRIIS de très bonne part que l'Electeur de Brandebourg avoit prié le Prince d'Orange de lui envoyer quelqu'un de confiance, & que c'étoit sur cela que M. Benting étoit parti; je ne doutai point que ce ne fut pour lui confier les desseins du Prince d'Orange, qu'il n'avoit communiqué qu'à l'Electeur son pere.

LE Roi me manda qu'il voyoit bien par tout ce que je lui écrivois, que le Prince d'Orange seroit toujours mieux averti de ce qui se passeroit dans les Conseils du Roi d'Angleterre, que le Roi d'Angleterre ne le feroit des desseins que son gendre formoit contre lui.

31 Mai
1688.

Lettre du
Roi du 27
Mai 1688.

J'INFORMAI le Roi que le Prince d'Orange avoit ^{3 Juin}
pris de grandes liaisons avec l'Electeur de Saxe, ^{1688.}
dans le séjour que cet Electeur avoit fait à la Haye,
& que je savois, par des personnes bien infor-
mées, que le Landgrave de Hesse devoit aussi en-
voyer quelqu'un à Aix-la-Chapelle, pour y trai-
ter d'affaires avec des gens de M. le Prince d'O-
range.

UNE plaisanterie que l'Ambassadeur des Etats-
Généraux fit à Londres, à l'Envoyé de Dane-
marck, en présence du Roi d'Angleterre, que la
Flotte que ses Maîtres équipotent étoit pour aller
querir du bois en Suede, puis que le Roi de Da-
nemark leur vouloit interdire le Commerce de
Norwege, donna lieu encore de faire croire en
France que cette Flotte étoit destinée pour atta-
quer le Danemark de concert avec la Suede;
ensorte qu'on m'ordonna de ne rien omettre pour
tâcher de pénétrer la véritable destination de cette
Flotte, & si sous prétexte d'escorter les Vaisseaux
Marchands qui alloient chercher du bois en Suede,
ils n'avoient aucun dessein contre le Danemark.
Mais je mandai au Roi positivement que le Prince
d'Orange ne songeoit point à envoyer la Flotte des
Etats dans la Mer Baltique, & que j'étois assuré que
la seule vûe que le Prince d'Orange a eue dans cet ar-
mement, regardoit l'Angleterre, & que le Prince d'O-
range faisoit presser avec beaucoup de chaleur l'équi-
pement des vingt-quatre Vaisseaux qu'on devoit te-
nir dans les Ports, tous prêts à mettre à la voile.

Je découvris que la Princesse d'Orange devoit al-
ler faire un voyage en Zélande vers la fin de Juillet,
où le commencement d'Aout, avec le Prince d'O-
range. D'Odick témoigna à la Princesse d'Orange
qu'on étoit fort fâché de n'avoir pas encore eu
l'honneur de la voir en Zélande, & la supplia,
de la part de la Province, d'y aller. Cette invi-
tation sera le prétexte qu'elle prendra pour faire
ce voyage, & on travaille déjà au présent qu'on
lui doit faire.

JE ne sai, Sire, si ce voyage du Prince & de la Princesse d'Orange en Zélande, dans le tems que la Reine d'Angleterre accouchera, & la Flotte des Etats-Généraux sur les Côtes de cette même Province, ne méritent pas quelque réflexion; pour moi je suis persuadé qu'il a un grand dessein dans la tête, & que tout ce qu'il fait depuis un certain tems ne peut rien produire que de funeste contre l'Angleterre.

JE mandai au Roi que dans le tems que le Prince d'Orange seroit en état de se mettre en Mer, Messieurs Damerongue & Benting seroient revenus d'auprès des Electeurs de Saxe & de Brandebourg qu'alors le Prince d'Orange seroit part de ses projets aux Etats de Hollande, à qui il ne les avoit pas encore communiqués, & que si la Ligue qu'il formoit avoit pour fondement le maintien de la Religion Protestante, on étoit si animé là-dessus en Hollande, qu'il étoit à craindre qu'ils ne fissent quelque folie, à moins qu'on ne les satisfît d'un autre endroit sur le fait du Commerce.

LE nommé Waler, qui avoit été proscrit d'Angleterre du tems du feu Roi, & qui étoit un de ceux qui étoit banni de la Domination des Etats-Généraux, sur les instances du Roi Jacques, étoit à présent publiquement à Rotterdam & à la Haye à la faveur d'un passeport que le Landgrave lui avoit fait obtenir.

10 Juin
1688.

LES Ministres du Roi d'Angleterre dirent que leur Maître auroit une grosse Flotte en mer: cela servit de prétexte au Prince d'Orange pour faire un plus grand armement, c'est tout ce que cela produisit, car il étoit bien éloigné d'en rien craindre, puisqu'il étoit assuré que le Roi d'Angleterre n'étoit pas en état de mettre plus de sept à huit Vaisseaux.

ON détacha trois Vaisseaux de la Flotte des Etats-Généraux pour escorter quelques Navires Marchands: mais je mandai qu'il ne falloit pas se flatter là-dessus que le Prince d'Orange n'eût aucun dessein particulier; que j'étois persuadé qu'il

qu'il vouloit voir ce qui arriveroit à l'accouchement de la Reine d'Angleterre; que je croyois même que (supposé qu'il n'eût pas dessein d'entreprendre ouvertement quelque chose;) il vouloit faire cependant tant de démonstrations d'un secours tout prêt & considérable aux factieux d'Angleterre, que cela pût leur donner lieu de faire quelque grand soulèvement; car il n'y avoit pas sujet de douter que, cela arrivant, le Prince d'Orange ne passât en Angleterre avec les Troupes Angloises; de sorte que se trouvant à la tête des factieux, & ayant l'affection des peuples, pour le seul intérêt desquels il paroîtroit agir, ce lui seroit un moyen de monter au Throne par une voie courte & assurée, que le prétexte de la Religion lui rendroit facile.

QUE suppose que le Prince d'Orange eût tous ces desseins, j'étois obligé de dire à Sa Majesté qu'il étoit fort à appréhender qu'il ne trouvât du secours dans les Etats-Généraux, qu'il n'auroit pas eu autrefois; mais qu'il s'étoit si bien servi du prétexte de la Religion, & que tous les fugitifs de France avoient tellement animé les Calvinistes de Hollande, qu'on n'oseroit se promettre que les Etats entraissent dans leurs véritables intérêts, comme ils auroient fait autrefois, si pareille occasion s'étoit présentée.

L'ELECTEUR de Saxe fit conclurre un Traité, par un homme qu'il envoya à Aix-la-Chapelle, avec les Etats-Généraux; M. Damerongue le signa en vertu d'un ancien pouvoir qu'on lui avoit donné quatre ans auparavant; cela se fit sans la participation des Etats-Généraux: mais je mandai que le Prince d'Orange trouveroit bien moyen de le faire agréer.

JE mandai au Roi que les affaires de M. le Cardinal de Furstemberg n'alloient pas si bien à Lie-^{17 Juin 1688.}
ge ni à Cologne qu'il se l'imaginoit; que je le fa-
vois de très-bon endroit; que depuis qu'il avoit
été élu Coadjuteur il avoit négligé des personnes

qui lui avoient donné leurs voix , & à qui j'avois promis des merveilles.

JE mandois presque par tous les ordinaires l'on continuoit les armemens de mer , & que ne regardoit que l'Angleterre ; qu'il y avoit quatre Vaisseaux qui avoient passé le Pampus que l'on travailloit à faire passer les huit autres.

COMME la rigueur qu'on tenoit à la levée des droits d'entrée & de sortie chagrinoit extrêmement les Marchands de Hollande , plusieurs d'entre eux me proposerent de bâtir des magasins à Dunkerque , pour y faire un entrepôt de toutes les marchandises , pourvû que l'on ne leur fît payer le droit d'entrée ni de sortie. C'étoit un avantage si considérable pour la France , par de raisons , qu'on peut aisément suppléer , que je ne doutai pas qu'on ne reçût agréablement cette proposition. Cependant après plusieurs Lettres que j'écrivis là-dessus , M. de Seignelay me manda par l'examen que le Roi avoit fait faire de la proposition que j'avois faite d'affranchir le Port de Dunkerque du droit de cinquante sous par tonneau , il n'avoit pas paru à Sa Majesté qu'il en revînt autre avantage à ses sujets que de les leur faire profiter du bénéfice de l'Entrepôt ; mais que d'un autre côté on tomberoît dans l'inconvénient de donner aux Hollandois un moyen de débiter plus facilement & avec moins de dépense leurs marchandises dans la France Françoise ; qu'ainsi Sa Majesté n'estimoit qu'il dût être apporté aucun changement à ce qui s'étoit pratiqué jusqu'alors.

JE mandai au Roi que je ne doutois pas que le Prince d'Orange ne fît tout ce qui étoit en son pouvoir pour donner le plus de jalousie qu'il pourroit à un continuel mouvement de Troupes. J'avois même été averti deux jours auparavant que la garnison d'Utrecht avoit ordre de se tenir prête à marcher au premier commandement ; que les Anglois avoient le même ordre , & que les garnisons de la Zélande étoient en mouvement.

23 Juin
1688.

24 Juin
1688.

J'AVERTIS que le Prince d'Orange devoit faire son campement entre Nimegue & Grave.

LA Flotte des Etats demouroit toujours à Schouvel; on en détachoit de tems en tems quatre Vaisseaux, deux qui alloient dans le Canal, & deux qui alloient au Nord, jusqu'à une certaine hauteur qui leur étoit marquée, après quoi ils revenoient à la Flotte, & on en faisoit partir trois ou quatre autres qui alloient faire la même manœuvre.

J'AVERTIS le Roi, pour la dixieme fois, que tout ce qui se passoit de plus secret dans le Conseil du Roi d'Angleterre, étoit révélé au Prince d'Orange. ^{25 Juin 1688.}

LA nouvelle arriva à la Haye que la Reine d'Angleterre étoit accouchée d'un fils. Le Prince d'Orange en parut fort surpris, & même ses projets en furent déconcertés, car il ne s'attendoit à cet accouchement que dans la mi-Juillet, auquel tems il devoit faire un voyage en Zélande avec la Princesse d'Orange: aussi ce voyage fut rompu, & il prit de nouvelles mesures, comme on verra ci-après.

LE Roi me manda que le Prince d'Orange ne trouveroit pas dans la suite du tems toute la facilité qu'il s'imaginoit à soutenir les factieux d'Angleterre contre l'autorité du Roi de la Grande-Bretagne, & qu'il avoit offert au Roi d'Angleterre de joindre à la Flotte qu'il devoit mettre en mer une Escadre de quinze ou seize de ses Vaisseaux en cas qu'il en eut besoin. ^{24 Juin 1688.}

LE Prince d'Orange envoya M. de Zulstein en Angleterre, pour faire ses complimens & ceux de la Princesse d'Orange sur la naissance du Prince de Galles. Ses amis dirent publiquement que la naissance de ce Prince alloit réunir plus fortement que jamais tout le parti Protestant, puisqu'il courroit plus de risque qu'il n'avoit encore fait d'être entièrement détruit. ^{1688.}

ON commença alors à presser plus vivement l'armement des Vaisseaux, & depuis que j'étois à la Haye le Prince d'Orange ne s'étoit jamais ^{15 Juillet 1688.}

donné tant de mouvement ; il y venoit réglemént tous les jours de sa maison de campagne , qui est à trois lieues de la Haye , & il étoit en de continuelles conférences avec le Pensionnaire Fagel , ou avec quelques autres de ses créatures.

5 Juillet
688.

LE Prince d'Orange fit enfin proposer aux Etats-Généraux d'entretenir un certain nombre de matelots dans leur service ; ils envoyèrent aussitôt ordre aux Amirautes de venir les trouver quatre jours après pour conférer là-dessus.

5 Juillet
688.

JE découvris que la Ville d'Amsterdam ne vouloit point consentir à l'entretien de neuf mille matelots , qu'à la charge qu'on feroit un nouveau tarif des droits d'entrée & de sortie , & que l'on casseroit l'admodiation ; que pour ce qui étoit du Port de Willemstat , on n'en parloit plus. Je mandois que je ferois tout mon possible de faire voir à Messieurs d'Amsterdam le tort qu'ils se faisoient de donner un pareil consentement ; mais que la conservation de la paix n'étoit plus le seul motif qui déterminoit leurs résolutions ; que celui de la Religion y avoit la plus grande part , & que comme on leur faisoit accroître qu'elle couroit un grand risque du côté de l'Angleterre par la naissance du Prince de Galles , j'avois très-peu d'espérance de réussir auprès d'eux.

5 Juillet
688.

JE fus informé que l'Ambassadeur des Etats à Londres leur écrivit une Lettre secrete , dans laquelle il mandoit , que quoique les Evêques d'Angleterre eussent été renvoyés absous , néanmoins Sa Majesté Britannique étoit toujours dans le dessein de les persécuter. Que cependant l'animosité du peuple contre le Roi d'Angleterre , & contre les Catholiques , alloit toujours en augmentant ; il en marquoit plusieurs particularités considérables , & finissoit sa Lettre en disant qu'il y avoit des choses qu'il n'oseroit confier à la plume , & qu'il étoit nécessaire qu'il vînt dire aux Etats. Comme cette proposition d'aller à la Haye lui avoit été apparemment suggérée par le Prince d'Orange , les

Etats lui envoyèrent ordre vendredi dernier de se rendre incessamment à la Haye.

LE Vice Amiral Herbert arriva en Hollande le même jour vendredi ; il avoit des défenses expresses du Roi son Maître de sortir hors de son Royaume, aussi se déguisa-t-il en matelot pour s'échapper plus aisément. Dès qu'il eut mis pied à terre, il alla trouver le Prince d'Orange à Onslardick, & je sùs que le lendemain Benting & Dickfeld avoient été avec lui toute la journée.

LE Marquis d'Albiville fit hier des feux de joie pour la naissance du Prince de Galles ; il y avoit invité les Etats-Généraux ; ils refuserent de s'y trouver. Il y avoit pareillement priés les hommes les plus qualifiés de la Haye, & toutes les Dames : mais personne n'y vint, dont il fut fort scandalisé. Quoiqu'il ne soit pas fort étrange, que les amis du Prince d'Orange n'aient pas voulu se trouver à cette Fête, néantmoins l'on ne peut excuser la maniere mal honnête dont on a usé à l'égard de l'Envoyé d'Angleterre ; Benting lui a refusé jusqu'aux Trompettes de son Regiment, & tous ceux qui étoient conviés chez lui, & qui avoient promis de s'y rendre, ne se sont pas seulement envoyé excuser. Messieurs d'Odick & d'Overkerk avoient déclaré à tout le monde qu'on feroit fort mal sa cour au Prince d'Orange si on alloit à cette Fête ; c'est ce qui porta ces Messieurs-là à en user si malhonnêtement. Il y eut même quelques Ministres Etrangers qui refuserent d'aller chez M. d'Albiville, entr'autres les Envoyés d'Espagne, de Brandebourg, de Zell, & d'Hanover.

JE donnai dans ce tems-là avis à l'Envoyé d'Angleterre, & je mandai au Roi que j'étois informé qu'un petit Bâtiment Anglois, pas plus grand qu'un Pacquebot, mais fort bon voilier, ne faisoit qu'aller & venir d'Angleterre à Maeslandsloys, qui est un petit Village de Hollande, vers l'embouchure de la Meuse ; qu'on se servoit de ce Bâtiment pour

envoyer des Couriers ou des dépêches les plus secrètes, & pour recevoir celles que les factieux de ce Royaume-là écrivoient au Prince d'Orange. C'est ce même Bâtiment qui porta le Vice-Amiral Herbert en Hollande, & qu'il étoit certain que si on pouvoit s'en saisir au premier voyage qu'il feroit en Angleterre, il étoit bien difficile qu'on ne découvrit par-là des choses secrètes d'importance.

2 Juillet
688.

JE mandai au Roi que les remontrances que j'avois fait faire à Messieurs d'Amsterdam, sans qu'elles parussent venir de moi pour les détourner de consentir à l'entretien de neuf mille Matelots, n'avoient pas été sans effet, plusieurs de ceux du Gouvernement de cette Ville-là ayant changé d'avis, en sorte que leur Conseil se trouvoit pour lors partagé, les uns persistant dans la parole qu'ils avoient donnée au Prince d'Orange, de consentir à cet entretien, les autres opinant à rejeter cette proposition. Que je n'osois me flatter que ces derniers tinssent bon, connoissant leur peu de fermeté, & sachant les efforts que le Prince d'Orange faisoit pour venir à bout de son dessein; qu'on prétendoit même qu'on le poursuivoit avec beaucoup d'ardeur depuis que le Vice-Amiral Herbert étoit arrivé à la Haye, & qu'il croyoit attirer par son moyen les meilleurs Matelots d'Angleterre, comme il espéroit d'en avoir de France par les Officiers de Marine qui étoient sortis du Royaume; que cependant le Pensionnaire Fagel n'en feroit point la proposition aux Etats de Hollande, qu'on n'eut trouvé auparavant, avec les Amirautes, un fonds suffisant pour l'entretien de ces Matelots.

2 Juillet
688.

JE mandai au Roi qu'il ne m'étoit pas possible de pénétrer au juste quels étoient les desseins du Prince d'Orange contre l'Angleterre; mais que mille circonstances me faisoient croire qu'il tramait quelque chose. Que le Samedi précédent il lui étoit arrivé un Courier d'Angleterre; qu'il avoit été sur le champ chez le Pensionnaire Fagel,

Dickfeld & Benting s'y trouverent, & ils y demeurèrent, trois heures, après quoi le Prince d'Orange envoya querir un Bourguemestre d'Amsterdam, avec qui il eut une longue conférence. Ce qui m'embarrassoit étoit que je ne pouvois comprendre quel rapport ce Bourguemestre pouvoit avoir avec les affaires d'Angleterre. Le Prince d'Orange reçût le 21 Juillet d'autres Lettres d'Angleterre; il étoit prêt à monter en carrosse pour s'en retourner à Onfardick; il changea aussitôt de dessein, prit un carrosse à deux chevaux, & alla chez le Pensionnaire Fagel, où il fut depuis six heures jusqu'à neuf heures du soir. Il se repentoit fort d'avoir envoyé M. Zulstein en Angleterre, & si c'eût été à recommencer, il n'en auroit rien fait. Quelques personnes même me dirent qu'il prenoit toutes les mesures nécessaires pour désavouer la naissance du Prince de Galles; que j'avois peine à croire qu'il osât se porter jusques-là; mais qu'on pouvoit néanmoins tout attendre de son ambition & de son désespoir, & que s'il étoit vrai, comme j'en venois d'être assuré, que dans la Chapelle de la Princesse d'Orange on ne prioit plus Dieu pour le Prince de Galles, il me sembloit que cela méritoit quelque réflexion. On voit que ce changement, à l'égard de la naissance du Prince de Galles, n'est venu que depuis l'arrivée de Mylord Herbert, qui soutint toujours que le Prince d'Orange ne devoit point reconnoître le Prince de Galles pour un enfant légitime.

J'APPRIIS que Benting étoit parti cette nuit-là en 24 Juillet
poste pour aller aux Cours de Hesse Cassel, d'Ha- 1688.
nover, de Zell, & de Wolfenbutel.

LE Pensionnaire Fagel ayant trouvé un fonds avec 27 Juillet
les Amirautés, pour l'entretien des Matelots, on 1688.
résolut qu'on en leveroit six mille.

Je découvris alors que le Prince d'Orange avoit empêché qu'on n'employât l'argent provenu de la levée du deux-centieme denier qu'on avoit levé un an auparavant, en sorte qu'il avoit trois millions

quatre cents mille livres, & qu'il étoit apparent qu'il alloit s'en servir pour l'exécution de ses desseins. Je crus qu'il étoit très-important d'informer le Roi des projets du Prince d'Orange, & de l'argent qu'il avoit pour les exécuter ; que je voyois qu'il prenoit toutes les mesures nécessaires pour tâcher d'obtenir de l'Etat une recrûe de sept mille hommes, & que s'ils la lui refusoient, il étoit indubitable qu'il y employeroit l'argent du deux-centieme denier.

29 Juillet
1688.

JE mandai au Roi que Mrs. d'Amsterdam ne s'opposoient plus si fortement aux desseins du Prince d'Orange, par la prévention où ils étoient que l'on avoit résolu en France & en Angleterre, de détruire leur Religion, & sur-tout leur Commerce. Que dans les Assemblées les plus secretes du Conseil de Ville d'Amsterdam, on ne parloit que de ce dessein, & qu'on tenoit cela pour une chose très assurée ; qu'ils croient donc qu'il valoit mieux agir plutôt que plus tard, & ne pas attendre que le Roi d'Angleterre fût plus en état de leur faire du mal. Qu'il étoit vrai que leur Commerce étoit si ruiné, qu'ils pouvoient jurer qu'il étoit en meilleur état durant la guerre, qu'il n'étoit à cette heure, & qu'ils croyoient qu'ils ne pouvoient que le rendre meilleur par une guerre ; qu'on ne souffroit point en France qu'ils vendissent leurs draps, & que bien qu'ils y en eussent une grande quantité qui y avoit été envoyée, on n'osoit seulement les déplier ; que quand les Marchands de Hollande demandoient à ceux de France le paiement de ces draps, les Juges avoient fait défenses de connoître de ces sortes d'affaires ; qu'ils en avoient fait faire des plaintes par M. de Starembourg, mais qu'à peine l'avoit-on voulu écouter.

QUE le Pensionnaire Fagel avoit proposé aux Etats de Hollande de défendre les Vins & les Eaux-de-Vie de France, non pas par un placard, mais en se servant des mêmes voies dont on se servoit en France pour empêcher le débit des Draps de

Hollande ; que les Députés des Villes s'étoient chargés d'en communiquer à leurs Supérieurs , & que cette affaire seroit discutée dans la première Assemblée de Hollande.

J'INFORMAI le Roi que le Receveur des Etats-Généraux avoit trouvé plus d'argent qu'il ne lui en falloit pour fournir le million ; que les Réfugiés lui en avoient apporté à foison , en sorte qu'il avoit reçu les quatre millions qu'on devoit lever en quatre années , & que le Prince d'Orange auroit par ce moyen là sept millions quatre cents mille livres, monnoye de Hollande, dont il pourroit disposer.

JE fus informé que l'on continuoît à ne plus prier Dieu pour le Prince de Galles dans la Chapelle du Prince d'Orange, quoique le Marquis d'Albiville lui en eût fait des plaintes.

JE donnai avis au Marquis d'Albiville des intelligences secrètes que le Prince d'Orange avoit avec quelques Officiers de l'Armée du Roi d'Angleterre, & entr'autres avec deux Colonels qui étoient de ma connoissance ; mais le Roi d'Angleterre ne fit aucun cas de ces avis non plus que de tous ceux que je lui avois déjà donnés.

J'ÉCRIVIS que Benting avoit obtenu du Landgrave de Hesse les Troupes qu'il lui avoit demandées.

JE mandai au Roi que j'étois persuadé que le Prince d'Orange travailloit fortement à exciter un soulèvement en Angleterre , & que s'il en pouvoit venir à bout , il ne tarderoit pas long-tems à paroître avec le corps de Troupes Angloises qui étoit au service des Etats Généraux , & que si j'osois dire ma pensée sur l'envoi de Benting , & sur toutes les démarches que le Prince d'Orange faisoit auprès des Princes d'Allemagne , je croyois qu'il tâchoit d'avoir un bon corps de Troupes sur le Rhin pour soutenir les Etats-Généraux pendant qu'il passeroit en Angleterre avec une partie de leurs Troupes. Ce que je mandai alors ne s'est trouvé que trop vrai dans la suite. Tous les campemens

qu'il a faits auprès de Nimegue, & sur lesquels l'on a voulu prendre l'allarme, n'ont été que pour cacher son dessein, & les Troupes de Suede & de Brandebourg, qu'il fit venir sur le Rhin, ne furent point, comme on l'a vû depuis, pour aucun dessein qu'il ait eu de ce côté-là, mais seulement pour couvrir les Etats-Généraux, & pour remplacer les Troupes qu'il prit pour son expédition d'Angleterre.

JE mandai même que; quoique je ne crusse point que le Prince d'Orange put porter les Etats-Généraux à donner des subsides à aucun Prince d'Allemagne, j'étois persuadé qu'il les engageroit à leur donner une somme d'argent une fois payée, & qu'il se serviroit pour cet effet de l'argent du deux-centieme denier, & de celui qui étoit destiné pour les Fortifications; c'est ce qui arriva quelques mois après.

10 Août
688.

LA personne que j'avois envoyée à Amsterdam, & qui avoit un grand pouvoir sur l'esprit de plusieurs Régens de cette Ville-là, me rapporta qu'ils étoient tous prevenus que le Roi vouloit détruire leur Commerce & leur Religion; qu'il avoit employé pour cela les raisons que je lui avois fournies, & celles qu'il avoit pû y ajouter: mais il n'y réussit pas beaucoup, il reconnut qu'une des choses qui contribuoit le plus à faire agir si mal Messieurs d'Amsterdam, étoit qu'ils étoient fortement persuadés qu'ils n'avoient rien à craindre. Que le Prince d'Orange n'étoit pas en pouvoir, malgré tout ce qu'ils lui laissoient entreprendre, de commencer la guerre, & que Sa Majesté ne l'entreprendroit pas non plus sans avoir des Alliés; de sorte que cette persuasion où ils étoient, que leur repos ne seroit pas troublé pour tout ce qu'ils faisoient, les rendoit bien plus négligens pour s'opposer aux desseins du Prince d'Orange, ne voulant pas s'attirer des démêlés avec lui qu'à la dernière extrémité. Mais, que si les affaires en venoient-là, on n'auroit peut-être pas sujet de compter sur une

grande résistance de la part de Messieurs d'Amsterdam ; car un de leurs principaux Bourguemestres n'a pas fait difficulté de dire à cet ami qu'il ne pouvoit pas dissimuler que s'il arrivoit quelque désordre au sujet des affaires de Cologne, ou de quelq^h autre endroit, il ne seroit pas en leur pouvoir d'en empêcher les suites, & qu'ils seroient entraînés malgré eux par le torrent, tant on est animé ici ; & que dès qu'ils voudroient ouvrir la bouche, on leur feroit des reproches que c'étoient eux qui avoient jetté la République dans l'état où elle étoit, & on leur demanderoit s'ils vouloient s'entendre avec leurs ennemis pour voir anéantir leur Religion, & détruire leur Commerce, qui cependant leur tenoit bien plus au cœur que leur Religion.

DES Ministres Prédicans allerent encore trouver M. le Prince d'Orange, & lui firent une grande harangue pour le remercier de tout ce qu'il faisoit pour la Religion Protestante, à quoi ce Prince a répondu d'un air fort grave, que la Princesse d'Orange & lui hasarderoient toujours toutes choses pour le maintien de leur Religion ; mais qu'ils devoient les avertir qu'elle n'avoit jamais été en si grand péril, & qu'ils devoient redoubler leurs prières à Dieu, & leurs remontrances au peuple, pour en empêcher la totale destruction. Il y a grande apparence que la Députation étoit faite pour donner lieu à la réponse du Prince d'Orange, & aux ca-
bales des Ministres.

J'INFORMAI le Roi que Citters, la veille de son départ de Londres, avoit écrit aux Etats Généraux que le Roi d'Angleterre lui avoit témoigné que de quelque maniere que les Etats Généraux en eussent usé avec lui, néanmoins il avoit refusé les Vaisseaux que Sa Majesté lui avoit offerts, parce qu'il ne vouloit rien faire qui pût donner lieu à la guerre ; que tout son dessein étoit de maintenir le repos dans l'Europe, & qu'il le prioit de le témoigner aux Etats Généraux. On tâchoit d'induire de

cette Lettre que Sa Majesté avoit dessein de porter le Roi d'Angleterre à faire conjointement avec Elle, la guerre aux Etats Généraux ; & d'un autre côté on en tiroit un grand avantage, non seulement par les avances que le Roi d'Angleterre faisoit dans le tems qu'on le traitoit si mal, mais encore parce qu'il donnoit par-là à connoître qu'il n'avoit pas toutes les liaisons avec Sa Majesté qu'on s'étoit imaginé. Toutes ces assurances de ne vouloir point faire la guerre, données à des peuples qui ne l'apprehendent pas, ne font que les encourager & les enorgueillir davantage. Il est certain qu'on ne pouvoit avoir une plus pitoyable conduite que celle du Roi d'Angleterre.

On me donna avis que sur les remontrances que le Vice-Amiral Herbert avoit fait au Prince d'Orange à son arrivée à la Haye, du tort qu'il s'étoit fait d'envoyer Zulstein en Angleterre, vu qu'on pouvoit prouver & persuader au peuple que ce Prince étoit un enfant supposé ; le Prince d'Orange étoit entré dans ces vûes ; & avoit parlé aux Députés des Etats Généraux aux affaires secretes, & leur ayant fait voir combien la Religion Protestante périclitoit, si on souffroit plus long tems la supposition de ce Prince, demanda leur secours pour appuyer ceux d'Angleterre qui voudroient soutenir cette vérité. Ces Députés témoignèrent beaucoup de répugnance à entrer dans cette affaire, & firent connoître au Prince d'Orange qu'ils ne pouvoient croire qu'on eut entrepris une pareille supposition. Le Prince d'Orange leur répondit qu'il falloit faire venir Citters pour s'en éclaircir ; on m'a assuré que c'est là le sujet du voyage de cet Ambassadeur.

QUOIQUE j'aye peine à croire que le Prince d'Orange osât avancer une calomnie si notoirement fausse, ni se charger de la honte d'une action si noire, néanmoins il sera facile de juger s'il y a lieu d'en douter lorsque j'aurai rapporté deux ou trois autres avis que j'ai eus qui confirment

celui-ci: l'un est que l'on imprime actuellement un Livre pour prouver la supposition de la naissance du Prince de Galles, & qu'aussi tôt qu'il sera imprimé & débité, le Prince d'Orange fera des protestations; l'autre est que ce Prince doit faire aux Etats deux propositions de grande conséquence. Le troisieme avis que j'ai reçu, par un homme à qui Coloma l'a confié, est que quelques personnes d'Angleterre, & principalement d'Ecosse, ayant fait connoître au Vice-Amiral Herbert qu'ils étoient prêts à se déclarer ouvertement sur la supposition de la naissance du Prince de Galles, le Prince d'Orange a fait écrire & promettre sa protection par ce Vice-Amiral.

Je mandai au Roi que je ne manquerois pas d'envoyer dès ce même jour à M. de Barillon, une copie de tout ce que j'avois l'honneur de mander à Sa Majesté là-dessus, car il me sembloit qu'on s'endormoit en Angleterre, & qu'il étoit fort à craindre que Sa Majesté Britannique ne se trouvât surprise tout d'un coup, & peut être au premier jour; que ce n'étoit pas manque d'avoir été bien avertie depuis long tems des mauvaises intentions du Prince d'Orange, & principalement depuis la grossesse de la Reine d'Angleterre, qu'il hasarderoit tout si Elle accouchoit d'un Prince.

Le Prince d'Orange donna ses ordres pour former le Camp entre Grave & Nimegue, qui devoit être de vingt mille hommes, ainsi il en restoit peu dans les Places.

Je mandai au Roi que tout ce que j'avois ap- 12 Août
pris depuis la dernière Lettre que j'avois eul'hon- 1688.
neur d'écrire deux jours auparavant à Sa Majesté n'avoit fait que me confirmer plus fortement dans l'opinion que j'avois des desseins du Prince d'Orange, & des moyens qu'il employoit pour les mettre à exécution le plutôt qu'il lui seroit possible.

Il n'avoit pas encore proposé aux Etats-Généraux une recrue de sept mille hommes; mais on

m'avertit qu'il ne laissoit pas de travailler sous main à cette levée, & qu'il avoit donné ordre à plusieurs Officiers de s'assurer d'un certain nombre de gens, parce qu'il vouloit que cette recrue se trouvât faite dans vingt-quatre heures, du jour qu'il en auroit obtenu la permission des Etats.

IL en fit de même, mais avec moins de mystere pour les Matelots; car quoiqu'il n'eut pas encore de résolution en forme des États-Généraux pour en lever neuf mille, néanmoins il donnoit des Commissions à des Capitaines de Vaisseaux pour enrôler ce nombre de Matelots, & les distribuer par Compagnies de cent hommes chacune; on les doit armer les uns de Sabres & de Fusils ou Mousquets, & les autres de Sabres & de Grenades.

UNE personne fort de mes amis, & en qui je pouvois prendre une entiere confiance, me vint avertir qu'il venoit de chez le Trésorier du Prince d'Orange, qu'il avoit trouvé fort yvre, & qu'ayant parlé ensemble de plusieurs choses, il lui avoit demandé ce qu'il disoit des beaux présens qu'avoit eus M. de Zulstein. Ce Trésorier crut que son ami lui parloit des présens que Zulstein avoit eus à faire en Angleterre, & que son ami en étoit informé, de sorte qu'il lui répondit qu'il étoit en effet surpris quand il voyoit sur son Registre la quantité d'argent que Zulstein avoit tiré sur lui pendant qu'il étoit en Angleterre. On ne peut avoir de preuve plus naturelle, ni plus certaine que celle-là, que le Prince d'Orange travaille actuellement à se faire des créatures à force d'argent, pour former un parti contre le Roi d'Angleterre.

JE mandai que le Prince d'Orange espéroit qu'il lui seroit bien plus facile à cette heure de former une ligue Protestante, qu'il ne l'avoit été du vivant du feu Electeur de Brandebourg, qui vouloit se rendre le Chef de cette ligue, qui en auroit éloigné entierement la Maison de Lunebourg.

Qu'on croyoit que dès que le Pr. d'Orange seroit

arrivé à Loo, il marqueroit le jour pour le campement des Troupes des Etats; que je ne prévoyois pas que ce put être de dix ou douze jours au plutôt.

On envoya des victuailles à l'Armée Navale pour jusqu'à la mi Novembre, avec ordre de tenir la mer jusqu'à ce tems-là.

On me donna avis que le Prince d'Orange avoit ^{20 Août 1688.} résolu de faire équiper incessamment vingt Vaisseaux de guerre pour les joindre à la Flotte. Cette affaire ne fut pas portée dans les Etats Généraux, ni même dans la Province de Hollande: mais le Prince d'Orange en avoit bien fait d'autres depuis deux ou trois mois, de sa propre autorité. Il étoit assez visible que cela ne pouvoit regarder que l'Angleterre, & qu'il vouloit avoir une Flotte considérable en mer pour soutenir les factieux de ce Royaume-là qui qui voudroient se soulever. Que le Vice-Amiral Herbert avoit assuré M. le Prince d'Orange qu'il n'y avoit pas un Matelot sur la Flotte du Roi d'Angleterre qui voulut combattre pour un Roi Catholique contre des personnes de leur Religion; que cette Flotte seroit de quarante-quatre Vaisseaux, sans compter plusieurs Vaisseaux de convoi qui pourroient s'y joindre.

Mrs. d'Amsterdam étoient au désespoir de toutes les entreprises du Prince d'Orange, & s'excusoient ^{20 Août 1688.} envers leurs amis sur ce qu'on étoit si fort agri en Hollande à cause du Commerce; qu'ils n'osoient faire tout ce qu'ils auroient bien voulu, & même que les Ministres Prédicans avoient si fort animé leurs peuples contr'eux; à cause de la Religion, qu'ils courroient risque d'être massacrés s'ils vouloient s'opposer au dessein du Prince d'Orange. Mais je leur fis représenter, s'ils en étoient déjà réduits à cette extrémité, ce qu'ils ne devoient point attendre si le Prince d'Orange pouvoit les entraîner dans la guerre.

Le Prince d'Orange commanda cinquante pieces de canon pour le Camp, avec tout l'attirail qui y étoit nécessaire; les Officiers avoient or-

dre d'y mener du bagage , & on m'avertit de bonne part qu'il faisoit préparer des bombes & des carcasses. Il étoit apparent que M. le Prince d'Orange ne faisoit conduire toute cette Artillerie que pour la tirer des magasins de la Province de Hollande , & la mettre dans un lieu où il fût le maître.

Je mandai au Roi que le Pensionnaire Fagel avoit témoigné que le Prince de Galles étoit un enfant supposé , & qu'il me sembloit que le Roi d'Angleterre , après cette déclaration , devoit savoir à quoi s'en tenir.

et Aout
1688.

Je mandai au Roi , que quoique j'eusse eu l'honneur d'informer le jour précédent Sa Majesté du nouvel armement de mer que le Prince d'Orange avoit ordonné , néanmoins j'aurois crû manquer à mon devoir si je ne lui dépêchois un Courier , non-seulement pour confirmer cette nouvelle , mais encore pour y ajoûter des circonstances que je venois d'apprendre , & qui ne laissoient gueres lieu de douter que le Prince d'Orange ne fût sur le point de faire quelque entreprise ; qu'on m'écrivait d'Amsterdam & de Rotterdam , qu'on travailloit depuis trois jours , c'est-à-dire dès le 19 Aout , avec beaucoup d'empressement , à équiper les vingt quatre Vaisseaux qu'on devoit mettre à la mer. Que les Boulangers travailloient jour & nuit pour faire le biscuit , & qu'ils avoient ordre de continuer à travailler avec la même diligence ; qu'on portoit en même tems dans les Navires toutes les autres provisions de bouche qui y étoient nécessaires. Qu'on levoit les Matelots , & que les marées étant assez hautes pour passer le Pampus , les Vaisseaux d'Amsterdam seroient aussi tôt prêts que ceux de Rotterdam. Que de plus j'avois été informé que le Pr. d'Orange avoit fait faire douze mille Mousquets à Utrecht , & des Pistolets , des Brides & des Selles , pour armer un bon nombre de Cavaliers ; mais on ne me put dire précisément jusqu'où cela pouvoit aller.

Je ne crus pas devoir me contenter de tout ce
que

que j'avois eu l'honneur d'en écrire à Sa Majesté par les voies ordinaires, ni différer trois jours pour attendre le départ de la poste du lundi suivant. J'aurois crû me rendre coupable de tout ce qui auroit pû arriver par le retardement que j'aurois apporté à rendre compte à Sa Majesté des démarches ordinaires qui se faisoient en Hollande, & qui étoient d'une si grande conséquence, qu'il étoit hors de doute que le Prince d'Orange n'auroit pas fait armer avec un si grand empressement vingt-quatre Vaisseaux à la fin d'Août, s'il n'avoit voulu les employer incessamment; d'ailleurs toutes ces armes qu'il tenoit prêtes à Utrecht, donnoient assez lieu de croire qu'il vouloit armer des peuples qui ne l'étoient point.

QUE le Marquis d'Albiville étoit allé faire un tour en Angleterre, bien persuadé par M. le Pensionnaire Fagel que les Matelots ne seroient pas levés de quatre mois; qu'on ne longoit point à un nouvel armement, & beaucoup d'autres choses de pareille nature. J'en avois averti M. de Barillon; mais je crus que cela ne suffisoit pas, & je lui écrivis encore le vingt-unième Août tout ce que j'avois eu l'honneur de marquer à Sa Majesté; & comme je trouvai que l'affaire pressoit, & qu'il y avoit encore quatre jours jusqu'au mercredi suivant, que partoît le Pacquebot, je priai Madame la Marquise d'Albiville de me donner un de ses domestiques pour porter incessamment ma Lettre à M. de Barillon.

QUE pour moi j'étois persuadé de plus en plus par toutes les démarches que je voyois faire au Prince d'Orange, de ce que j'avois pris la liberté de mander bien des fois à Sa Majesté, que ce Prince vouloit avoir un corps de Troupes sur le Rhin, pendant qu'il agiroit en Angleterre. Il étoit certain cependant qu'il laissoit sans aucune Garnison toutes les Villes de la Flandre Hollandoise, & Berg-op-Zoom, qui est le plus important poste de la Généralité, & qui étoit d'ailleurs en très-

mauvais ordre : c'est sans doute parce qu'il croyoit ces Places & tout le pays à couvert par les Pays-Bas Espagnols.

CELUI que j'avois employé auprès de Messieurs d'Amsterdam me dit que le Bourguemestre-Régent qui étoit de ses amis l'avoit envoyé querir le 20 Août après dîner, & lui avoit dit qu'il avoit été bien surpris que le Pensionnaire Fagel eût proposé le matin aux Etats de Hollande de traverser le Commerce de France en Hollande, & qu'il avoit si bien digéré cette matière, qu'il avoit porté par écrit tout ce qu'il falloit pratiquer dans les Ports de cet Etat pour la ruine du Commerce. Que lui, Bourguemestre, avoit parlé à quelques personnes de ses amis, qui étoient assis auprès de lui, & leur avoit remontré qu'avant que d'en venir à cette extrémité, il auroit fallu me faire une Députation, pour voir si les choses étoient sans remède; mais qu'ils lui avoient répondu qu'il se gardât bien de faire une telle proposition, parce qu'il seroit sifflé par toute l'Assemblée; de sorte qu'il avoit laissé courir cette affaire de la manière que j'avois eu l'honneur de la mander le jour précédent à Sa Majesté; mais qu'après l'Assemblée il avoit été trouver M. le Pensionnaire Fagel, qu'il lui avoit témoigné qu'il étoit fort surpris qu'il proposât d'en venir à de fâcheuses extrémités, qui pourroient même leur attirer une guerre; qu'ils ne la vouloient point, & qu'il croyoit qu'il étoit nécessaire, avant de prendre une pareille résolution, d'entrer en conférence avec moi, pour voir s'il n'y auroit pas moyen de rétablir le Commerce des Etats-Généraux en France. Le Pensionnaire Fagel lui a promis que les Etats ne seroient rien qu'ils ne m'eussent auparavant fait une Députation.

JE fus informé que le sujet du manifeste que le Pr. d'Orange faisoit imprimer, étoit que la Princesse d'Orange étoit en droit de s'intéresser pour la conservation de l'Eglise Anglicane, des droits &

des privileges de la Nation, & pour le maintien du Test & des Loix pénales. Je mandois au Roi que cela me paroissoit être vraisemblable, d'autant plus que c'étoit un fondement pour commencer une guerre de Religion, qui étoit tout ce que le Prince d'Orange souhaitoit.

QUE Citters, qui étoit arrivé à la Haye, tâchoit de persuader aux principales personnes de l'Etat que ce n'étoit pas une affaire de renverser tous les desseins du Roi d'Angleterre, & d'affermir pour toujours la Religion Protestante dans ce Royaume. Que les Lettres qu'il venoit de recevoir d'Angleterre portoient que Sa Majesté Britannique ayant voulu obliger ceux qui servoient sur la Flotte, de faire un nouveau serment de fidélité, dans lequel le Prince de Galles étoit compris; plus de cinq cents Matelots avoient déserté, & ne cherchoient que le moyen de venir en Hollande.

JE fus informé qu'aussitôt que les vingt-quatre Vaisseaux qu'on équippoit avec tant de diligence seroient à la voile, on armeroit incessamment tous ceux qui restoient dans les Ports.

QU'ON ne se contentoit pas de faire travailler à Utrecht à des équipages pour la Cavalerie; mais que tous les ouvriers d'Amsterdam y étoient aussi employés. On me manda même de cette Ville-là qu'on devoit mettre sur la Flotte, les Brides, les Selles, & autres choses semblables.

JE mandai au Roi que je continuerois à informer exactement M. de Barillon de toutes les démarches du Pr. d'Orange; que le Roi d'Angleterre avoit là-dessus une confiance dont on étoit étonné en Hollande, & dont il étoit à craindre qu'on ne profitât.

JE donnai avis au Roi que le Commerce de Hollande étoit diminué de plus du quart, & que les peuples en étoient extrêmement touchés & fort aigris contre la France.

ON travailloit jour & nuit dans Amsterdam, & dans les autres Villes maritimes de la Républi-

que , à mettre en état tous les Vaisseaux qui étoient dans les Ports ; cela confirmoit tout ce que j'avois eu l'honneur de mander à Sa Majesté , qu'aussitôt que les vingt-sept Vaisseaux qu'on équipoit seroient à la mer , on y mettoit ensuite tous les autres.

27 Août
1688.

JE mandai au Roi que j'étois informé de bonne part que les Protestans d'Angleterre avoient offert au Prince d'Orange tout l'argent dont il auroit besoin ; qu'ils lui avoient déjà envoyé cent mille guinées que Citters avoit apportées , & que c'avoit été une des principales raisons qui l'avoient obligé de venir en Hollande. Que jamais le Roi d'Angleterre , & les Catholiques de ce Royaume-là , n'avoient été en si grand danger. Que cet avis faisoit voir que les Protestans d'Angleterre agissoient de concert , & qu'il y avoit un parti formé pour le Prince d'Orange.

ON me vint donner avis que le Pensionnaire Fagel avoit fait faire rapport ce matin-là dans les Etats de Hollande , de l'affaire qui regardoit le Commerce de France. Que la Ville de Leyde avoit parlé avec beaucoup d'emportement , pour appuyer le sentiment du Pensionnaire , & que le Magistrat de cette Ville-là avoit été particulièrement animé par deux Marchands qui venoient de France. Que ceux de Rotterdam avoient consenti à tout ce que le Pensionnaire Fagel avoit proposé. Qu'il n'y avoit eu que les Députés de la seule Ville d'Amsterdam qui s'y fussent opposés avec vigueur ; que néanmoins la résolution y avoit été prise malgré eux , comme en effet c'étoit une chose qui pouvoit être conclue à la pluralité des voix ; mais qu'ils avoient obtenu qu'on n'exécutoit point la résolution que l'on n'eût auparavant fait une Députation , pour essayer de terminer cette affaire à l'amiable. Je mandai au Roi qu'on avoit parlé de cette affaire avec beaucoup d'emportement dans la Province de Hollande , & que je ne doutois pas que si Sa Majesté ne me mettoit en état de leur donner quelque satisfac-

tion, ils n'exécutassent leur résolution à la rigueur.

LE Roi me manda qu'il seroit bien difficile au Prince d'Orange de former une ligue de Religion, & d'unir tant d'intérêts opposés à ceux de la Maison d'Autriche. Lettre du Roi, du 26 Août 1688.

IL me manda cependant que tout ce que je lui marquois des préparatifs qui se faisoient dans les Armirautés de Hollande, & pour faire embarquer tout ce qui étoit nécessaire pour armer de l'Infanterie & de la Cavalerie, ne lui laissoit aucun lieu de douter que le dessein de ce Prince ne regardât l'Angleterre, & qu'il ne fût assuré d'y trouver une faction considérable qui eût besoin d'armes pour favoriser son entreprise.

QUE pour ce qui regardoit la Députation que le Bourguemestre d'Amsterdam avoit proposé de me faire, touchant les affaires du Commerce, avant que d'en venir à de fâcheuses extrémités, qui pourroient attirer une grande guerre aux Provinces-Unies; je me contenterois si elle étoit résolue d'entendre ce que les Députés auroient à me dire, & de me charger d'en rendre compte au Roi.

JE rendois compte quatre fois la semaine de l'état de la Flotte & des Vaisseaux qui étoient prêts; de ceux que l'on armoit; du monde que l'on mettoit dessus, & de tout ce que l'on préparoit d'armes & de munitions, & de la quantité de vivres qu'on mettoit dessus; en sorte que le Roi étoit informé de deux jours l'un de tout ce qui se passoit de plus secret touchant cette affaire, aussi bien que du jour que chaque Vaisseau étoit mis à la mer. 24 Août 1688.

M. de Seignelay envoya un de ses premiers Commis pour venir voir l'état de l'armement, & pour en pénétrer le dessein. Je le mis entre les mains d'un Marchand d'Amsterdam, qui lui fit voir tous les Vaisseaux à l'Arsenal, par le moyen d'un Maître Charpentier; mais ce Commis, qui ne fut que vingt-quatre heures à Amsterdam, rapporta que l'on ne se pressoit gueres de faire l'ar-

mement, & s'amusa aux bruits qui se répandoient parmi le peuple. Il s'en retourna dire à la Cour qu'il ne voyoit pas qu'on équipât les Vaisseaux avec beaucoup d'empressement, & que de la manière qu'on les armoit, ce ne pouvoit être que pour les ordres d'Amsterdam, & les mettre à Willemstat ou à Flessingue. Je dépêchai dès le lendemain de son départ au Roi, & le suppliai d'être persuadé de tout ce que je lui avois mandé du sujet de cet armement, & que cela regardoit uniquement l'Angleterre.

Si on vouloit savoir le détail des avis que je donnois tous les jours, par lesquels je mandois les différentes circonstances de tout ce qui se passoit, soit des Brides, des Selles, & d'autres choses qu'on faisoit; du Foin que l'on mettoit en corde pour le porter plus aisément; des Barques dans lesquelles on portoit la nuit toutes ces sortes de choses sur les Vaisseaux; il faudroit avoir recours à des mémoires séparés que j'envoyois tous les ordinaires au Roi; mais je n'ai pas le tems de les examiner, pour en tirer ce qui est nécessaire, quoique j'en aie des copies, & je n'ai le tems que de parcourir mes Lettres; aussi il suffit de savoir qu'on a été informé à la Cour de ce dessein du Prince d'Orange, tout le reste n'étant pas d'une grande utilité.

2. Septem-
bre 1688.

JE mandai au Roi que le Prince d'Orange différoit de quelques jours de faire son Camp proche de Nimegue; ce seul retardement que le Prince d'Orange apportoit à ce campement, faisoit bien voir (quand on n'en auroit pas eu d'autres preuves) que ce Prince avoit d'autres desseins que celui de faire une simple revue.

ON travailloit fort à Delft, où est l'Arsenal de la Province de Hollande, à embarquer du Canon, des Mortiers, des Boulets, des Bombes, & du Plomb, & à faire des Balles. Jusqu'à cette heure on n'a embarqué que de petites pieces, mais il doit y en avoir de vingt-quatre, & on dit même de quarante huit livres de bal-

les; on prendra aussi vingt-six Canons à Dort, où est l'Arсенal des Etats-Généraux. J'ai des gens sur les lieux pour m'informer de ce qu'ils verront, & j'attendrai à en rendre un compte exact, qu'on ait vû embarquer tous les Canons & les autres munitions de guerre.

COMME l'on tire de différentes Villes de Hollande l'Artillerie & les munitions de guerre, & que cela se fait par un grand nombre de Barques, sans bruit, & par diverses routes, il est bien difficile que ceux que j'envoie puissent tout voir de leurs propres yeux, & prendre une connoissance exacte du détail de toutes choses; d'ailleurs il m'est assez difficile de trouver autant de gens qu'il seroit nécessaire pour cela; la plûpart de ceux de ma maison sont connus, & il y en a peu du pays, & encore moins de François habitués qui osât s'exposer à observer toutes ces choses pour me les rapporter; néanmoins j'ai toujours eu des gens de chez moi à Elvoetsluys & à Amsterdam, quoique sans cela je dûsse être mieux informé qu'aucun autre de ce qui se passe dans cette dernière Ville; mais le Commerce fait la seule occupation de ceux qui y sont.

Je fus informé qu'on ne débarqueroit pas toute l'Artillerie à Nimegue, & qu'on en laisseroit la meilleure partie dans les Barques, avec ordre aux Bateliers de se tenir prêts pour remonter le Rhin au premier ordre qui leur en seroit donné; cette circonstance est considérable, & fait bien voir que le Prince d'Orange veut prendre tout d'un coup son tems pour renvoyer tous ces Canons par la Meuse, & pour les mettre sur les gros Vaisseaux.

Je fûs encore une autre particularité, que le Prince d'Orange avoit fait retenir une partie des Barques plates qui servent d'alleges pour charger & pour décharger les Vaisseaux Marchands; ces sortes de Barques sont très-commodes à faire des descentes.

Le Prince d'Orange reprit alors à son servi-

ce tous les Anglois qu'il avoit cassés par ordre du Roi d'Angleterre, & beaucoup d'autres mécontents qui arrivoient journellement d'Angleterre.

On me donna avis d'assez bon endroit que ce qui se négocioit entre le Duc de Zell & le Prince d'Orange, regardoit particulièrement la vente de quelques Troupes, & qu'on étoit en marché pour acheter huit mille hommes du Duc de Zell, & quatre mille du Duc de Wolfenbutel.

Je mandai au Roi que j'avois déclaré assez publiquement que Votre Majesté étoit résolue de maintenir le Cardinal de Furstemberg & le Chapitre de Cologne dans leurs droits & privileges, envers & contre ceux qui les voudroient troubler. Comme Votre Majesté ne m'a pas commandé de donner un mémoire là-dessus, je n'ai eu garde de le faire, d'autant plus qu'il suffit que ces Messieurs-ci soient informés des intentions de Votre Majesté. Ils le sont suffisamment par tout ce que j'ai dit, & ils le sont d'ailleurs par les Lettres que Bilderberg a écrites; de sorte qu'outre qu'un mémoire ne leur auroit rien appris de nouveau, il est constant qu'il auroit servi de prétexte aux créatures du Prince d'Orange pour faire bien du bruit, & pour publier que l'on continue de les menacer, & qu'il ne faut plus songer qu'à se défendre; c'est ce qu'ils disent encore tous les jours du mémoire que j'ai présenté touchant la liberté du Chapitre de Cologne pour l'élection d'un Archevêque. Outre cela, Sire, la constitution de ce pays est telle à présent, que la plus grande partie de la Province de Hollande souhaite la guerre, les uns parce qu'ils sont au Prince d'Orange, les autres à cause de la Religion, & les derniers à cause du Commerce, dont on leur fait espérer le rétablissement par une guerre; de sorte que le plus petit nombre est celui qui souhaite encore la paix, mais qui ne peut & n'oseroit s'opposer aux volontés du Prince d'Orange, & qu'on ne peut fortifier qu'en ré-

DE M. DE COMTE D'AVAUx. 105
rétablissant le Commerce sur le pié du Traité de
Nimègue.

Je ne manquerais pas, Sire, de me charger seule-
ment de rendre compte à Votre Majesté de ce
que les Etats-Généraux me viendront dire touchant
le Commerce, sans entrer plus avant en matière.
Il est certain qu'on a résolu dans la Province de
Hollande de ne point mettre à exécution ce qui
sera réglé touchant le rétablissement de leur Com-
merce. Je peux assurer Votre Majesté, que si les
Etats obtenoient quelque satisfaction là-dessus, ce-
là adouciroit beaucoup les esprits, & apporteroit
bien du changement à la disposition dans laquelle
les choses sont en Hollande.

Je mandai encore par une Lettre particulière à
M. de Croissy, qu'il ne pouvoit croire dans quel ex-
cès d'empyement on étoit à la Haye, tant sur les
affaires de la Religion, que sur celles du Commerce.
Je lui envoyai aussi une estampe que l'on vendoit pu-
bliquement à Amsterdam, & le priai de juger,
quand des Magistrats souffroient une telle insolence,
ce qu'on devoit attendre d'eux.

A Mr. de
Croissy, du
2 Septembre
1688.

Que je venois d'apprendre dans ce moment que
les Etats avoient envoyé un Courier à M. de Sta-
rembourg, pour faire des instances au Roi, tou-
chant le rétablissement de leur Commerce. Je m'i-
magine que le Pensionnaire Fagel pourroit bien a-
voir fait cela dans l'espérance que Sa Majesté ne
donneroit point une bonne réponse à M. de Sta-
rembourg, & que la faisant voir aux Députés de
Hollande à leur retour, comme un refus absolu, il
éluderoit par-là la Députation qu'ils ont projetée,
& leur seroit voir qu'il n'y a autre chose à faire
que d'exécuter leur résolution. Que je le suppliois
de voir de quelle conséquence il étoit que M. de
Starembourg eut quelque satisfaction.

J'ENVOYAI des mémoires que je recevois de tou-
tes les Villes où on travailloit, soit pour l'armement
des Vaisseaux, soit pour les Equipages de guerre que
l'on mettoit dessus, comme Selles, Brides, & autres
choses.

3 Septem-
bre 1688.

JE mandai au Roi que le retardement qu'on apportoit à mettre les munitions de bouche sur les Vaisseaux de l'Amirauté, & le peu d'équipage qu'on avoit mis sur ceux d'Amsterdam, aussi-bien que les ordres que le Prince d'Orange ne donnoit point encore pour former le Camp, me faisoit croire qu'il étoit survenu quelque chose qui l'empêchoit d'exécuter si-tôt son entreprise. Je fis tout ce que je pus pour découvrir quel en pouvoit être le sujet, & on m'assura dans le moment que ce Prince attendoit que les Troupes de Brandebourg fussent arrivées à Wezel.

JE pris la liberté d'ajouter à tout ce que j'avois eu l'honneur de mander la veille à Sa Majesté, que si ces Messieurs-ci étoient satisfaits sur les affaires du Commerce, ils ne laisseroient pas agir le Prince d'Orange comme ils font, & je crois avoir de bons avis qu'il a persuadé à une bonne partie de Messieurs d'Amsterdam qu'ils ne pouvoient rétablir leur Commerce qu'en se mettant actuellement en état de faire la guerre.

JE fus informé qu'on avoit voituré des tonnes pleines d'or & d'argent qu'on avoit été porter dans des Barques.

JE reçus avis qu'on imprimoit un Livre contre le Roi d'Angleterre. M. d'Overkerk le donna à un Libraire de la Haye pour l'imprimer; il avoit pour titre:

Le Royaume usurpé, & l'Enfant supposé, contenant quatre Traités. Le premier, que le Roi d'Angleterre d'à présent est un Usurpateur. Le second, que le Prince d'Orange est le véritable héritier de la Couronne d'Angleterre. Le troisième, que le Parlement d'Angleterre peut déposer le Roi d'à présent. Et le quatrième, que le Prince de Galles est un enfant supposé.

ON m'assura qu'outre cela on imprimoit à part un manifeste du Prince d'Orange, qui est encore quelque chose de plus sérieux; ce Livre n'étant que pour être répandu dans la populace, & le manifeste pour être distribué avec les Troupes lorsque le Prince d'Orange passeroit en Angleterre.

UN Marchand d'Amsterdam arrive dans ce moment avec le Chariot de Poste, pour me donner avis qu'un de ses amis d'Amsterdam à reçu ordre ce matin de venir à la Haye recevoir l'argent que le Prince d'Orange a promis aux Princes de la Maison de Lunebourg, pour quatre mille hommes de leurs Troupes.

JE fus averti le même soir que le Prince d'Orange devoit partir le lendemain à sept heures du matin pour aller s'aboucher à Minden avec l'Electeur de Brandebourg ; que ce voyage pourroit être de sept ou huit jours.

JE mandai à M. de Louvois que je croyois A M. de Louvois, le 3 Septembre, 1688. qu'il avoit été informé que Maestricht avoit été ouvert l'été en deux ou trois endroits, en sorte qu'on étoit obligé d'y faire garde toutes les nuits ; qu'on ne croyoit pas que cela pût être fermé avant l'hyver néanmoins je n'étois pas informé en quel état cela étoit pour lors.

LE Roi me manda qu'il lui paroissoit par toutes mes Lettres que le Prince d'Orange ne perdoit pas un moment de tems à faire tous ses préparatifs pour passer en Angleterre, & réussir dans son entreprise. Lettre du Roi, du 2 Septembre 1688.

QU'IL feroit à souhaiter que le Roi de la Grande Bretagne fût aussi appliqué à prendre toutes les mesures & toutes les précautions nécessaires pour s'en garantir.

QUE Sa Majesté apprenoit même par les dernières Lettres du Sieur de Barillon qu'il n'étoit pas encore déterminé à se servir de l'offre qu'elle lui avoit faite d'une Escadre de ses Vaisseaux, & qu'il ne croyoit pas même qu'elle lui pût être d'aucune utilité pour cette année-là ; en sorte qu'il n'y avoit que trop de vraisemblance aux assurances que le Sieur Citters donnoit au Prince d'Orange, de la facilité qu'il devoit trouver à exécuter ses desseins. Que c'étoit aussi ce qui avoit porté le Sieur Skelton, Envoyé d'Angleterre, à faire demander à Sa Majesté, sans en avoir reçu

l'ordre du Roi son Maître, qu'il lui plût m'ordonner de déclarer aux Etats Généraux, que comme Sa Majesté ne pouvoit attribuer tous les grands préparatifs qui se faisoient en Hollande, qu'à un dessein formé d'attaquer, Elle étoit bien aise qu'ils fussent que les liaisons d'amitié & d'alliance qu'Elle avoit avec le Roi de la Grande Bretagne, l'obligeroient non-seulement de le secourir, mais aussi de considérer comme une rupture contre sa Couronne, les entreprises que leurs Armées de terre & de mer pourroient faire contre ledit Roi; mais que son intention étoit que je leur parlasse encore plus fortement, & que pour cet effet, aussi-tôt que le Courier que Sa Majesté m'envoyoit seroit arrivé, je demandasse audience auxdits Etats, avec toutes les cérémonies ordinaires, & que je leur déclarasse en son nom, & de bouche, & par écrit, que le premier acte d'hostilité qui se feroit par leurs Troupes ou Vaisseaux contre l'Angleterre, Elle le considéroit comme une infraction manifeste de la paix, & comme une rupture ouverte contre sa Couronne; & que je laissasse à leur prudence de faire les réflexions qu'ils devoient sur toutes les suites que pouvoit avoir cette entreprise, ne leur faisant de sa part cette déclaration, que dans l'intention constante que Sa Majesté avoit de prévenir tout ce qui pouvoit troubler la tranquillité publique.

Sa Majesté m'ajouta que l'avis que je lui donnois de la contribution que faisoient les Protestans d'Angleterre au Prince d'Orange, d'une somme de cent mille guinées, donnoit assez sujet de croire qu'ils presseroient l'exécution de cette entreprise, & que l'intention de ce Prince n'étoit pas de la remettre au Printems suivant.

Septembre 1688.

Je découvris par des voies très-sûres que le Trésorier du Prince d'Orange avoit pris chez le Receveur Général des Etats Généraux l'argent qu'il avoit donné au Duc de Zell, à l'Administrateur de Wittemberg, & à d'autres Princes, pour leurs Troupes, c'est-à-dire que cela se prenoit sur le fonds des quatre millions.

CEUX que j'avois à Dort & à Delft virent embarquer plus de soixante-dix pieces de Canon. Je fûs que M. le Maréchal de Schomberg devoit commander des Troupes sous M. le Prince d'Orange ; qu'on travailloit avec toute la diligence possible aux Feux d'Artifice qui devoient suivre l'Artillerie , que les ordres étoient donnés de tenir prêts dans le même Arsenal les affûts & les attirails nécessaires , & que l'on embarquoit aussi quantité de poudre.

CEUX que j'avois envoyés pour voir embarquer les pieces de Canon , & pour suivre , comme il étoit assez aisé , les Barques sur lesquelles on les mettoit , me vinrent dire que deux Bâtimens qui avoient été chargés à Dort , chacun de vingt pieces de Canon , au lieu de remonter la Meuse , comme ils avoient crû , avoient pris la route de la mer , qu'ainsi on les alloit mettre sur les Vaisseaux.

JE mandai deux jours après que M. le Prince d'Orange faisoit fonds particulièrement sur M. le Maréchal de Schomberg ; qu'il lui devoit donner la principale direction de ce qu'il y auroit à faire , & que sans la confiance qu'il avoit dans ce Maréchal , le Prince d'Orange auroit eu de la peine à faire une entreprise aussi grande que celle qu'il projettoit.

QU'À l'égard de l'Angleterre , contre laquelle le Prince d'Orange avoit dressé toutes ces machines , j'avois été informé qu'il devoit faire une descente au mois d'Octobre dans un des Ports de ce Royaume ; que les mesures qui avoient été prises pour cela , étoient , qu'un nombre considérable de Lords devoit appeller en Angleterre le Prince & la Princesse d'Orange , pour y protéger la Religion & les Loix d'Angleterre , & que les mêmes Lords demanderoient ensuite un Parlement , dont le Prince d'Orange seroit le maître. Que ce dessein quadroit si bien avec tout ce que le Prince d'Orange avoit fait jusques-là , & particulièrement avec toutes les démarches qu'il faisoit alors . & avec le but qu'il se proposoit par l'impression du Livre dont

9 Septem-
bre 1688.

j'avois eu l'honneur d'informer Sa Majesté, qu'il sembloit qu'il n'y eut pas lieu de douter que ce ne fut là le projet qu'il avoit formé.

LE Prince d'Orange croit avoir si bien pris ses mesures, que ce Livre doit produire tout l'effet qu'il en attendoit : & le même avis porté, que de la maniere que les amis du Prince d'Orange ont disposé les choses en Angleterre ; & avec toutes les précautions qu'on prend ici pour exécuter cette entreprise, il est impossible de parer ce coup.

QUE j'avois obligé l'Envoyé d'Angleterre de dépêcher un Courier pour en informer le Roi son Maître, parce que cet avis seroit beaucoup plus d'impression lorsqu'il seroit donné par lui, que s'il l'étoit par M. de Barillon, à qui j'en donnai, par le même Courier, une entiere connoissance.

JE rendis compte au Roi que j'avois eu mon audience publique des Etats-Généraux, avec toutes les cérémonies accoutumées, & un concours extraordinaire de monde. Je remarquai aisément que les Etats-Généraux s'étoient attendus à un autre discours que celui que je leur tins, & ils s'étoient si bien persuadés que j'allois leur faire des propositions d'accommodement touchant le Commerce, pour mettre la division entre ceux qui souhaitoient la paix & ceux qui étoient attachés au Prince d'Orange, que le Président qui avoit sa réponse par écrit fut si déconcerté, que dans le peu de paroles qu'il me dit, il ne put s'empêcher de se servir des termes qu'il avoit étudiés : savoir, que les Etats délibéreroient sur les ouvertures que je leur avois faites, & qu'ils ne souhaitoient autre chose que d'entretenir religieusement les Traités qu'ils avoient avec Sa Majesté. J'observai aussi que quelques Députés avoient écouté le discours que je leur fis avec un visage gai ; mais que lorsque je commençai à leur parler du Roi d'Angleterre, le Greffier Fagel, & une autre créature du Prince d'Orange, qui étoient du secret, baissèrent les yeux, & parurent si décontenancés pendant tout

le reste du discours, que cela persuadoit, autant que ce que l'on savoit d'ailleurs, qu'effectivement le Prince d'Orange avoit dessein d'attaquer le Roi d'Angleterre; car si on n'avoit pas révélé leur secret, ils auroient été fort aises qu'on leur eût imputé une chose à laquelle ils ne pensoient pas.

J'APPRIS que deux personnes de considération d'Angleterre étoient venus déguisés en Hollande, & que n'y ayant pas trouvé le Prince d'Orange ils étoient allés jusqu'à Minden en poste. Je fus qu'aussi-tôt que j'eus demandé audience aux Etats, on avoit dépêché un Courier au Prince d'Orange pour lui en donner avis, & j'appris dans le moment que j'écrivois ma Lettre au Roi, qu'on l'attendoit à la Haye deux jours après.

LE Marquis d'Albiville donna en même tems un mémoire aux Etats-Généraux, pour leur demander raison de leur armement. Si on eût suivi cette conduite on auroit déconcerté le dessein du Prince d'Orange, en faisant voir l'union qui étoit entre les deux Rois, qui n'auroit pas permis aux Etats-Généraux de donner de leurs Troupes; mais le Marquis d'Albiville, & le Roi d'Angleterre lui-même, gâtèrent tout, par une conduite pitoyable, comme on le va voir tout à l'heure.

LA déclaration que j'avois faite par ordre du Roi aux Etats-Généraux, me donna lieu d'apprendre de quelle maniere toute cette affaire avoit été menée jusques-là. Que le Prince d'Orange avoit fait connoître seulement à quatre ou cinq personnes, des principaux de l'Etat, les moyens faciles qu'il avoit de se rendre maître de l'Angleterre, qu'il leur avoit fait voir que c'étoit de ce côté-là qu'ils avoient le plus à craindre pour leur Religion. Qu'il leur avoit représenté les droits incontestables que la Princesse d'Orange & lui avoient à la Couronne d'Angleterre; que les mesures étoient si bien prises pour exécuter ce dessein, qu'il n'a-

10 Septem-
bre 1688.

voit besoin que des Vaisseaux de l'Etat, & qu'il feroit les frais qui seroient nécessaires sans que les Etats fussent obligés pour cela à aucune dépense extraordinaire. Ces cinq ou six personnes de l'Etat ayant approuvé ces raisons & ce projet, le Prince d'Orange, comme Amiral Général, avoit ordonné aux Amirautes de mettre tous les Vaisseaux en état, avoit fait la levée des Matelots, & avoit traité avec des Princes d'Allemagne pour avoir des Troupes, sans que les Etats-Généraux, ni les Conseils des Villes en particulier, eussent connoissance de ce dessein, chacun voyant bien ce grand mouvement & ces préparatifs; mais les uns par une soumission aveugle aux volontés du Prince d'Orange, & les autres par crainte ou par ignorance, lui laisserent faire tout ce qu'il voulut; mais tous également fâchés de n'avoir aucune communication de ce qui se faisoit si publiquement.

UN des premiers effets que produisit encore mon audience, fut de faire prendre aux Etats, dès le jour même, la résolution de faire retourner M. Citters à Londres. Il avoit dit au Marquis d'Albiville qu'il partiroit dans dix ou douze jours; mais il l'alla trouver le neuvième de Septembre, pour lui dire qu'il partiroit dans un jour ou deux, & qu'il le prioit de faire retarder à Rotterdam pour ce sujet l'Yacht du Roi d'Angleterre, dans lequel il étoit venu. Je mandai au Roi que je m'imaginois que les amis du Prince d'Orange vouloient tâcher par-là d'endormir le Roi d'Angleterre s'il leur étoit possible, & que je voyois même qu'il y avoit des momens où le Marquis d'Albiville étoit tout disposé à se laisser persuader que les Etats n'entreroient jamais dans rien qui put être désagréable ou désavantageux au Roi son Maître.

CITTERS avant que de partir alla prendre congé du Docteur Burnet; c'étoit un grand manque de respect pour S. M. Britannique, & la marque d'une étroite intelligence de ce Docteur & de Citters, dont il y avoit

avoit déjà long-tems qu'on ne devoit plus douter.

Je mandai à M. de Louvois, que quoiqu'on ne dût pas douter du dessein que le Prince d'Orange avoit formé contre l'Angleterre, j'étois néanmoins persuadé qu'il auroit un assez gros corps de Troupes du côté du Rhin pour jeter du monde dans les Places de l'Electorat de Cologne s'il lui étoit possible; c'est ce qui arriva peu de tems après, lorsque M. de Schomberg jetta des Troupes dans Cologne.

10 Septem-
bre 1688.

Je fis faire réflexion à M. de Louvois, qu'avec la quantité prodigieuse de Canon & d'Artillerie que le Prince d'Orange mettoit sur des Barques pour les envoyer à Nimegue, il n'avoit pas encore acheté un Cheval d'Artillerie, qu'on devoit juger par là qu'il ne croyoit pas en avoir si-tôt à faire sur terre.

Je mandai au Roi qu'on renforçoit l'armement Naval, & qu'on y travailloit jour & nuit avec toute sorte de diligence.

13 Septem-
bre 1688.

Je mandai qu'on avoit tiré ce jour-là treize mille Mousquets, & deux mille Fusils, de l'Arsenal de Delft; qu'on avoit fourni deux mille sept cents paires de Pistolets d'une seule Ville. On envoya six mille Selles, & quantité d'autres choses à proportion, pour armer plus de huit mille Cavaliers.

14 Septem-
bre 1688.

Je mandai au Roi qu'on découvroit tous les jours de nouvelles particularités, qui ne laissoient aucun lieu de douter que le Prince d'Orange n'eût le dessein de faire dans peu de tems une descente en Angleterre; & quelques avis que Sa Majesté Britannique eût reçu là-dessus, il ne paroissoit pas qu'il y ajoutât encore une entière foi; que M. de Barillon me mandoit pourtant par sa dernière Lettre que le Roi d'Angleterre se préparoit contre cette entreprise, quoiqu'il ne la crut pas; mais qu'on se préparoit mal quand on se préparoit contre une chose qu'on ne croit point.

Que je devois même dire par avance à Sa Majesté que je n' pensois pas qu'on dut attendre aucun ob-

stacle de la part des Etats Généraux , aux desseins du Prince d'Orange , quoique je pusse dire que j'avois pris d'assez bonnes mesures pour cela , & qu'un autre qui n'auroit pas connu aussi bien que je faisois le génie de ces Messieurs là , & leur disposition présente , en auroit pû concevoir quelque espérance. Car le Député de la Province de Frise , qui se trouva Président des Etats Généraux le jour de mon Audience , m'ayant fait prier d'insérer dans mon memoire un détail de ce que le Prince d'Orange faisoit sans la participation des Etats , profita autant qu'il lui fut possible de ce que j'y avois mis. Le Pensionnaire Fagel en fut au désespoir ; car étant entré aux Etats Généraux dans le moment que je sortois , & ayant lu avec le dernier emportement mon mémoire , il dit à chaque période que cela étoit faux ; que cela étoit impertinent ; qu'il ne falloit plus se laisser menacer de la sorte ; qu'il falloit faire des recrues , & armer encore par mer plus puissamment qu'ils ne faisoient ; & il demanda qu'on en délibérât sur le champ. Le Président des Etats répondit que c'étoit à lui à proposer les matieres de delibération , & qu'il ne jugeoit pas à propos d'entamer celle là ; mais au contraire d'envoyer mon mémoire dans les Provinces , & d'attendre les sentimens de leurs Supérieurs , ce qui fut résolu ; & le Président ayant conféré l'après dinée avec le Député de la Province de Groningue , ils résolurent ensemble , qu'au lieu d'envoyer mon mémoire , le Député de Groningue iroit lui même le porter en Frise & à Groningue , pour mieux expliquer de bouche toutes les entreprises du Prince d'Orange.

Ce Député de Frise fut aussi trouver Messieurs de Leyde , & leur fit voir dans quel précipice la République étoit prête de se jeter ; ils en convinrent , & donnerent parole de s'y opposer fortement : mais en même tems ils lui dirent qu'il falloit aussi qu'on rétablît leur Commerce , & le Député de Frise leur témoigna , que comme il a

voit ordre de s'opposer fortement aux entreprises du Prince d'Orange, il l'avoit aussi d'agir avec la même vigueur pour le rétablissement du Commerce.

ON fit savoir tout cela à Messieurs d'Amsterdam, à la prière de ce Député; on n'en avoit pas encore la réponse le 24 de Septembre. Je savois seulement que M. Dickfeld étoit allé à Amsterdam, pour prévenir M. Heude, & pour empêcher que mon mémoire ne les portât à prendre de meilleurs sentimens.

QUE Sa Majesté pouvoit voir, parce que j'avois l'honneur de lui mander, qu'il n'y avoit rien à attendre, même des mieux intentionnés, à moins qu'ils n'eussent satisfaction sur le fait du Commerce.

IL est certain que si les Etats Généraux témoignent autrement de désavouer le Prince d'Orange, & s'ils lui ôtoient tous les secours qui dépendent d'eux, ce seroit toute autre chose que de le laisser faire, & d'autoriser comme ils font, par leur silence & par leur consentement, toutes ses actions; car il est constant que ce consentement tacite des Etats porte le peuple jusqu'à la fureur en faveur du Prince d'Orange, & du succès de son entreprise: mais s'il paroïssoit qu'elle se fit contre le gré des Etats, & que le Prince d'Orange n'y réussit pas, ou qu'il attirât par sa conduite quelque malheur au pays, le peuple seroit le premier à s'élever contre lui.

JE fus informé ce même jour que le Prince d'Orange avoit reçu plus de quatre millions d'Angleterre, qu'on le savoit à n'en pouvoir douter; qu'une partie avoit été envoyée par Lettres de Change, dont Suasso en avoit payé quelques unes, & le reste avoit été porté en argent comptant dans un petit Bâtiment Anglois, en forme d'Yacht, qui étoit pour lors à la Brille; c'étoit justement celui dont j'avois donné avis auparavant, sur lequel j'avois mandé qu'on envoyoit ce qu'il y avoit de plus secret. Si on avoit voulu profiter de cet avis en Angleterre, on auroit pu

trouver près de cent mille livres sterlings, qui n'étoient arrivées que depuis huit jours, & peut-être beaucoup de Lettres qui auroient appris tout le complot.

J'ENVOYAI à M. de Barillon une Lettre de M. le Maréchal de Schomberg à M. Sidney, que le maître de la Poste avoit envoyée par mégarde chez moi. Il étoit aisé de voir par cette Lettre que cette affaire regardoit l'Angleterre, & que M. de Schomberg étoit du secret, surtout lorsqu'il lui dit qu'il ne lui parlera pas des raisons qui l'ont obligé lui Sidney de se rendre à la Haye, & lui Maréchal de Schomberg de se rendre auprès du Prince d'Orange.

Je trouvai moyen de faire voler, par un garçon Libraire, les premières feuilles du manifeste que le Prince d'Orange devoit porter en Angleterre, & que j'envoyai au Roi avec un petit Livre du Docteur Burnet, qu'on vendoit publiquement, qui faisoit voir que depuis le commencement du Royaume d'Angleterre jusqu'à ce siècle, la succession n'a eu lieu qu'en vertu de la confirmation du Parlement, qui l'a réglée dans toutes les rencontres comme il l'a jugé à propos pour le bien du Royaume, plus souvent au préjudice qu'à l'avantage du droit de la succession.

ON m'a dit que Citters a ordre de faire des plaintes au Roi d'Angleterre de ce qu'il a fait une alliance avec Votre Majesté, sans qu'il l'ait communiqué aux Etats-Généraux, de lui demander un éclaircissement là-dessus, & du reste de tâcher de lui faire voir qu'il n'y a nulle apparence à tout ce que l'on veut imputer au Prince d'Orange. J'espère que le Roi d'Angleterre ne se laissera pas persuader par ce discours, car j'informe exactement M. de Barillon de toutes choses, & même j'ai donné à M. le Marquis d'Albiville une copie du projet de la descente que le Prince d'Orange doit faire en Angleterre. Je croyois l'avoir obligé de dépêcher sur cela un Courier; mais il s'est

contenté d'envoyer ma Lettre à la Poste avec la sienne, dont j'ai été bien fâché; & si Votre Majesté n'a la bonté de faire donner encore un avis au Roi d'Angleterre en termes bien forts, le Pr. d'Orange fera sur les Côtes de son Royaume avant qu'il le puisse croire, & qu'il ôte de son Armée les Officiers qui sont d'intelligence avec le Pr. d'Orange.

M. d'Albiville m'a rapporté que Benting lui avoit dit que dans la dernière entrevue que M. le Prince d'Orange avoit eue avec Cassagna, ce Gouverneur lui avoit dit qu'il y avoit une Loi dans le Royaume de Castille, par laquelle on ne devoit pas obéir à un Roi qui ne seroit pas Catholique, & que s'il en venoit un tel, ceux de Castille ne le reconnoistroient jamais; & Benting demanda au Sieur d'Albiville pourquoi la même chose ne se pratiquoit pas en Angleterre. Cela fait voir en même tems la mauvaise volonté des Espagnols pour le Roi d'Angleterre, & l'insolence des Créatures du Prince d'Orange. Je le manderai à M. de Barillon, quoique le Roi d'Angleterre doive être assez prevenu des sentimens des Espagnols à son égard.

Je suis informé, Sire, que le Prince d'Orange a fait louer en Northollande, de diverses personnes, & fort secrettement, plusieurs Galiottes à Navires, propres à transporter des Troupes; outre cela l'Amiral Willem Bastians a préparé, sous divers prétextes, douze Navires, tant Galiottes que Flûtes, qui sont en état de partir, & qui dépendent entièrement de lui, parce qu'il s'en sert ordinairement pour son Commerce; ce sont là les meilleures preuves qu'on puisse avoir du dessein qu'on a de faire une descente.

Ce que j'ai pû découvrir des Troupes des Princes d'Allemagne, que le Prince d'Orange a prises à sa solde, est que l'Electeur de Brandebourg fournira douze mille hommes; savoir six mille qu'il est obligé de donner, en vertu des Traités, & six mille autres d'augmentation; l'Electeur de Saxe

fix mille; les Ducs de Zell & de Wolfenbutel quatre mille; Hesse-Cassel trois mille; on ne m'a rien dit de celles de Wirtemberg, que le Prince Administrateur leve pour le Prince d'Orange. Le Prince d'Orange a donné une certaine somme pour ces Troupes, & s'est obligé de les entretenir pendant un certain tems; je crois que c'est six mois. Le Duc de Zell n'a touché que cent mille florins pour les siennes.

24 Septem-
bre 1688.

JE donnai avis dans ce tems-là au Roi, qu'un Vaisseau venu de Norvege nous avoit appris qu'il avoit vû embarquer quatre mille Suédois à Gottenbourg, qui devoient venir en Hollande; & que deux mille autres venoient par terre par le Duché de Brême.

J'APPRIIS que le Prince d'Orange menoit les Régimens des Gardes d'Infanterie & de Cavalerie en Angleterre, avec quelques autres Troupes des Etats, & les Régimens Anglois qui étoient au service de l'Etat.

QU'IL étoit arrivé ce même jour-là, dans un petit Bâtiment, dix-sept jeunes Seigneurs Anglois, dont trois ou quatre avoient pris des Chevaux pour aller trouver le Prince d'Orange, & les autres étoient demeurés à la Haye.

JE mandai que le Pr. d'Orange devoit arriver le lendemain à la Haye; que les choses prendroient sans doute une nouvelle forme à son arrivée; car les Etats, qui entrevoyoient ces entreprises sans oser s'en expliquer, ne pourroient s'empêcher d'en parler après la déclaration que j'avois faite, & que je serois informé de quelle maniere le Pr. d'Orange s'y prendroit pour donner part aux Etats Généraux de toute cette entreprise.

QUE comme j'avois peur que les Espagnols n'arrêtassent les Lettres & les Couriers lorsque le Pr. d'Orange seroit prêt à s'embarquer, je dépêchai ce jour-là au Roi, & lui envoyai toutes les informations que j'avois vu prendre, & qui lui pouvoient faire connoître qu'on devoit compter sur une descente du Pr.

d'Orange en Angleterre, comme si on le savoit déjà embarqué pour cela, parce que j'avois considéré que le plus important étoit que S. M. fût assurée que cette entreprise étoit constante & résolue, & que j'avois d'autant moins de sujet d'en douter, que j'avois encore été assuré depuis deux jours que ce projet du Prince d'Orange, & ses principales mesures, dont j'avois eu l'honneur d'informer Sa Majesté le neuvième de Septembre, étoient très-véritables; que je venois d'apprendre encore, de très bonne part, que le Prince d'Orange n'avoit pas seulement intelligence avec plusieurs Lords, mais encore que les Evêques d'Angleterre étoient entrés dans ce puissant parti, qui envoyoit en Hollande de si grandes sommes pour l'exécution de l'entreprise qui étoit projetée.

Je fus fort étonné de la Lettre que le Roi m'é- Lettre du
Roi, du 9
Septembre
1688.
crivit le 9 de Septembre, que mes dernières Let-
tres avoient diminué un peu les sujets que mes
précédentes lui donnoient, de croire que le Prin-
ce d'Orange étoit sur le point de passer en Angle-
terre, & que son entreprise étoit concertée avec
des factions assez considérables dans ce Royaume-
là pour lui en pouvoir faciliter le succès: parce
que le prétexte qu'on prenoit du retardement qu'on
apportoit à y mettre les munitions, sur ce que les
Troupes de Brandebourg n'étoient pas encore ar-
rivées à Wesel, paroissoit si peu raisonnable, qu'il
y avoit bien de l'apparence que ledit Prince d'O-
range ne s'en servoit que pour couvrir du mieux
qu'il pouvoit le dessein de se rendre maître des
Vaisseaux d'Amsterdam, & de pouvoir, quand
bon lui sembleroit, opprimer leur liberté.

Qu'il falloit compter que le Prince d'Orange A M. de
Louvois,
14 Septem-
bre 1688.
auroit une Flotte en mer de près de soixante-dix
Vaisseaux; savoir vingt-quatre du premier arme-
ment, vingt-quatre du second, qui étoient encore
tous dans les Ports; sept Vaisseaux de convoi de
retour, & neuf Vaisseaux qu'on avoit eu ordre
d'équiper depuis peu de jours, sans compter les

Gallottes, Flûtes, & autres Bâtimens, à porter des Troupes, des Armes, des Chevaux, des Provisions, qui montoient à plus de cinq cents; qu'il avoit outre cela plus d'argent qu'il n'en avoit besoin; que ce qu'il en avoit reçu d'Angleterre montoit à plus de quatre millions.

16 Septem-
bre 1688.

Aussi je fis réponse au Roi que Sa Majesté avoit déjà appris par mes Lettres qu'on ne s'étoit ralenti pendant quelques jours sur l'armement des Vaisseaux, que parce qu'il étoit probable que le Prince d'Orange ne vouloit pas mettre à la voile, ni commencer d'exécuter son entreprise que les Troupes de Brandebourg, de Zell, & des autres Princes d'Allemagne dont il avoit traité, ne fussent arrivées sur le Rhin, ainsi que j'avois déjà eu l'honneur de le mander à Sa Majesté. Que si j'osois même prendre la liberté de dire ma pensée sur la destination que le Prince d'Orange faisoit des Troupes qu'il auroit du côté du Rhin, je continuerois d'assurer Sa Majesté, autant qu'il étoit en moi, que le Prince d'Orange n'avoit d'autre dessein que de couvrir les Frontières de l'Etat pendant qu'il passeroit en Angleterre, parce qu'il étoit bien persuadé que si dans cette conjoncture les Troupes de Sa Majesté entroient en Hollande, les Etats Généraux se soumettroient à tout ce qu'il plairoit à Sa Majesté; qu'ainsi je ne pouvois croire que le Prince d'Orange eût directement dessein d'attaquer M. le Cardinal de Furstemberg, car il ne pouvoit former en même tems deux grandes entreprises; mais que comme il avoit pour but de faire une diversion des forces de Sa Majesté, il étoit à croire que celui qui commanderoit ces Troupes Auxiliaires demeureroit sur la défensive, ou agiroit offensivement contre le Cardinal de Furstemberg, selon qu'il conviendrait le mieux au succès de l'entreprise du Prince d'Orange sur l'Angleterre; car je ne comptois l'affaire de Cologne à son égard, que comme un accessoire à celle d'Angleterre. Que le bruit couroit depuis

deux jours que le Maréchal de Schomberg devoit s'embarquer avec M. le Prince d'Orange ; que ce Prince étoit persuadé qu'aussi tôt que la Flotte aborderoit en Angleterre, les Evêques & les Lords se déclareroient ouvertement pour lui, & qu'ils seroient suivis de tout le peuple : qu'il comptoit pareillement qu'il n'y auroit pas un Capitaine de Vaisseau qui voulût combattre contre lui, & il se flatoit même qu'il y en avoit parmi eux qui se joindroient à la Flotte des Etats. Que Sa Majesté auroit pu juger que le Prince d'Orange ne s'attendoit pas à un combat Naval ; car quoique l'équipage des Vaisseaux eut été renforcé, il ne l'étoit pas encore au point qu'il auroit dû l'être, s'il croyoit que la Flotte dût combattre, & il s'y attendoit d'autant moins, qu'on n'avoit point d'avis que Sa Majesté eut fait mettre des Vaisseaux à la mer. Que néanmoins, pour plus grande précaution, il avoit ordonné au Sieur Van Alemonde de croiser sur les hauteurs de Calais & de Dunkerque avec dix-sept ou dix-huit Vaisseaux.

QUE je ne savois si le Prince d'Orange seroit trompé dans son attente ; mais que je ne pouvois m'empêcher de dire que c'étoit un Prince à ne pas risquer une entreprise comme un aventurier, ainsi qu'avoit fait M. de Monmouth, & qu'il y avoit déjà long-tems qu'il prenoit ses mesures pour l'exécution de son dessein.

QUE j'avois tout lieu de croire que l'affaire des Evêques, après la naissance du Prince de Galles, étoit ce qui l'avoit le plus déterminé à pousser son entreprise à bout ; car les Evêques étant d'intelligence avec les Lords de son parti, & avec lui même, il étoit autant assuré qu'on put moralement l'être du succès qu'auroit sa descente en Angleterre.

QUE pour ce qui étoit du tems de son entreprise, on comptoit en Hollande qu'il ne seroit pas encore quinze jours sans l'exécuter ; qu'ainsi cela iroit au plus tard dans le commen-

cement d'Octobre; que comme il étoit dangereux en ce tems-là, d'avoir une Flotte en mer; il étoit apparent que le tems de cet embarquement dépendoit à quelques jours près du vent qu'il feroit, & que le Prince d'Orange ne partiroit que quand il verroit un tems qui pût durer quatre ou cinq jours; qu'on voyoit toutes ces choses en Hollande à n'en pouvoir douter; que néanmoins elles paroissent si extraordinaires qu'on ne pouvoit même les croire dans le tems que l'on n'osoit les révoquer en doute.

J'APPRIS que quoique l'argent monnoyé qui avoit été fourni au Prince d'Orange vînt d'Angleterre, il passoit néanmoins par l'Ecosse d'où les Bâtimens sortoient plus aisément, les Ports n'étant pas si bien gardés.

LE Prince d'Orange envoya des Commissaires jusques sur le Weser, pour y recevoir les Troupes des Ducs de Zell & de Wolfembutel; il y avoit apparence que ces Troupes se joindroient à celles de Brandebourg & des autres Princes d'Allemagne.

16 Septem-
bre 1688. LES Etats de la Province de Hollande s'assemblerent, & on commença à parler de l'interdiction du Commerce de France. Je mandai au Roi que je ne savois pas encore ce qu'ils auroient fait ce même jour-là seizième de Septembre; mais que je voyois évidemment qu'on ne devoit rien attendre de bon, car ayant fait tout mon possible, & n'ayant rien épargné pour être informé des résolutions qu'on avoit prises dans les Assemblées particulieres des Conseils de Ville de Hollande, je fûs qu'on y avoit délibéré sur l'interdiction du Commerce de France, & en même-tems sur la sûreté de l'Etat; que dans le Conseil de Rotterdam, & dans celui de Delft, il avoit été résolu d'une commune voix qu'on interdiroit toutes les marchandises & toutes les denrées de France, & que les Députés qui iroient à l'Assemblée de Hollande seroient autorisés pour consentir à tout ce

qui seroit jugé nécessaire pour la sûreté du pays. Je fus de plus que dans le Conseil de Leyde, on ne s'étoit pas contenté de conclurre à l'interdiction du Commerce de France, & à tout ce qu'il seroit trouvé à propos de faire pour mettre la République hors d'état de rien craindre; mais encore qu'ils avoient résolu que leurs Députés proposeroient à l'Assemblée de Hollande de nommer des Commissaires, qui seroient autorisés pour conférer avec le Prince d'Orange, & résoudre tout ce qui seroit jugé nécessaire dans la conjoncture présente, sans être obligés d'en rendre compte à leurs Supérieurs.

J'AVOIS appris par la personne qui entretenoit commerce avec Messieurs d'Amsterdam, qu'ils avoient ordre de leurs Supérieurs de demander éclaircissement au Pensionnaire Fagel des grands armemens de mer & de terre qu'on faisoit en Hollande, sans qu'on leur eut rien communiqué. Je mandai au Roi que je ne doutois pas qu'ils ne l'eussent exécuté le dix sept de Septembre au matin, ayant appris par une personne qui étoit dans l'Antichambre du Prince d'Orange que le Pensionnaire Fagel y étoit venu à trois différentes reprises, & étoit retourné autant de fois à l'Assemblée de Hollande; que cependant je n'avois pas encore su ce qui s'y étoit passé.

QUE je ne rendois point compte de cela à Sa Majesté, dans l'espérance que j'eusse que M. d'Amsterdam pussent rompre les desseins du Prince d'Orange; que ces Messieurs là étoient trop foibles, & les autres Villes trop aigries sur les affaires du Commerce, pour attendre une opposition vigoureuse de la part de la Province de Hollande; mais seulement pour faire voir plus évidemment à Sa Majesté que tout cela s'étoit fait sans la participation des Etats, & par conséquent que cela ne pouvoit regarder qu'une entreprise particuliere du Prince d'Orange contre l'Angleterre.

L'HOMME que j'avois à Elvoetfluy me vint rap-

17 Septemb.
bre 1688.

17 Septemb.
bre 1688.

porter qu'on avoit embarqué sur les Vaisseaux des Etats des Pelles, des Pics, des Broüettes, & tout ce qui est nécessaire pour remuer la terre; qu'on y avoit mis dix-huit cents Barils de Poudre. Il me dit de plus qu'on y avoit embarqué de petits Canons, que l'on mettoit sur le bord des Chaloupes, avec des fourchettes de fer, & que l'on tournoit de quel côté on vouloit; on en mit deux pour chaque Chaloupe de la Flotte; rien ne pouvoit marquer davantage le dessein qu'on avoit de faire une descente.

CET homme n'avoit point vu mettre de Canon pour servir à terre, ni des affuts sur ces Vaisseaux; mais par les informations qu'il en avoit prises, il ne doutoit pas qu'il n'y en eut. Les Barques qui portoient le Canon, tiré de l'Arsenal de Delft, après avoir monté la Riviere pendant un jour, ne parurent plus depuis ce tems-là; & comme elles n'étoient pas à Nimegue, on crut qu'elles avoient pris quelques détours derriere les Isles de Sud Hollande pour aller gagner la Flotte.

17 Septem-
bre 1688.

Le Pensionnaire Fagel proposa ce jour-là aux Etats de Hollande de faire une recrue; l'affaire fut remise au lendemain matin.

IL parut une espece de Manifeste contre le Roi d'Angleterre, qui ne pouvoit plus laisser aucun lieu de douter du dessein du Prince d'Orange.

LE Prince d'Orange, qui vouloit former son Camp de trente Bataillons, leur donna ordre de partir le dix-huit de Septembre.

18 Septem-
bre 1688.

Je mandai au Roi qu'enfin l'Envoyé d'Angleterre avoit eu des preuves si assurées du dessein du Prince d'Orange, que le Roi d'Angleterre n'en pourroit plus douter; qu'un Anglois qui avoit été Officier dans les Troupes du Duc de Montmouth, & qui étoit demeuré depuis ce tems-là caché en Hollande, l'étoit venu trouver à onze heures du soir, & lui avoit montré une Lettre qu'un de ses amis lui écrivoit, par laquelle il lui mandoit qu'il retournât promptement en Angleterre, & que le Roi

le la Grande-Bretagne lui avoit pardonné. Cet homme témoigna qu'il étoit touché de la bonté que Sa Majesté Britannique avoit de lui donner sa grace; qu'il donneroit mille vies s'il les avoit pour son service, & qu'il étoit bien aise que son ami se lui eut fait savoir avant qu'il se fut entièrement engagé avec le Prince d'Orange; là-dessus il compa que les amis qu'il avoit dans le parti du Prince d'Orange lui avoient écrit à Amsterdam de venir trouver ce Prince à la Haye, qu'il s'y étoit rendu, & qu'il avoit parlé à Benting & au Vice-Amiral Herbert, qui lui avoient offert de l'emploi; mais qu'il n'avoit pas encore fait ses conditions, parce qu'il avoit voulu parler au Prince d'Orange; qu'on lui offroit une Majorité d'un Régiment de Cavalerie, & qu'on lui avoit dit qu'il ne se mît pas en peine, & qu'il trouveroit son Régiment en Angleterre; qu'en effet on avoit tout l'équipage pour plus de six mille Cavaliers, jusqu'à des Boites.

QUE tous les préparatifs de l'embarquement ne pouvoient être faits de dix jours; que la résolution étoit prise de faire une descente en Angleterre; que le Prince d'Orange y devoit être en personne; que le premier dessein avoit été d'y aller seulement avec les six Régimens Anglois; mais qu'on avoit changé d'avis, & que le Prince d'Orange auroit bien quatorze mille hommes; savoir, six Régimens Anglois, son Régiment des Gardes de Cavalerie, ses Gardes du Corps, & son Régiment de Dragons; qu'on pourroit aller dans la Tamise si les vents le permettoient, si-non un peu plus tirant vers le Nord d'Angleterre.

QUE c'étoit Burnet qui avoit la principale direction de cette affaire, & que cela avoit donné de la jalousie à Fergusson, celui ci insistant fortement que le Prince d'Orange s'expliquât en faveur des Presbytériens, & Burnet voulant que le Prince d'Orange s'attachât uniquement à la Religion Anglicane.

LE Marquis d'Albiville dépêcha son Secrétaire pour donner part au Roi son Maître de la déposition de ce homme ; il sembloit qu'il n'en fallût pas moins pour faire ouvrir les yeux au Roi de la Grande-Bretagne, car les Lettres que le Sieur d'Albiville avoit reçues ce matin là , de Mylord Sunderland , portoient que le Roi d'Angleterre prenoit toutes les mesures pour se bien défendre, quoiqu'il ne crût pas devoir être attaque ; il paroissoit même qu'on voulut m'imputer que mes amis avoient engagé Sa Majesté Britannique dans des dépenses qu'on jugeoit inutiles.

MYLORD Sunderland témoignoît dans cette Lettre qu'il eût été à souhaiter que je n'eusse pas fait mention de l'Angleterre dans la déclaration que j'avois faite aux Etats, & il sembloit qu'ils eussent voulu en Angleterre se cacher à eux-mêmes l'obligation qu'ils avoient à Sa Majesté : mais je mandai au Roi que je croyois qu'ils parleroient autrement lorsque le Secrétaire du Marquis d'Albiville seroit arrivé en Angleterre.

IL est certain que l'ordre que Sa Majesté m'avoit donné de déclarer aux Etats Généraux ses intentions, avoit fort déconcerté les mesures du Prince d'Orange ; cela auroit même donné lieu à ces Messieurs-là de rompre entièrement ses desseins s'ils avoient eu un peu de courage ; & je mandai à Sa Majesté que s'ils ne le faisoient pas, (comme je n'y voyois aucune apparence,) Sa Majesté étoit en droit de profiter de l'entreprise du Prince d'Orange, si Elle le jugeoit du bien de son service, étant certain que si Sa Majesté vouloit faire entrer son Armée dans les Etats des Provinces-Unies, ou ces Messieurs se jetteroient volontairement dans ses intérêts, ou elle les réduiroit bientôt à vivre dorénavant dans une entière dépendance de ses volontés.

QUE je ne doutois pas que Sa Majesté ne fût le mauvais état de Berg-op-zoom, qu'elle en connoissoit l'importance. Que je n'étois pas d'une

profession à savoir s'il étoit bien aisé d'y conduire une Armée, & de laisser tant de Places ennemies derrière; mais que je savois que rien n'étoit impossible à Sa Majesté, & que si Elle s'étoit rendue maîtresse de cette Place, Elle feroit tel Traité qu'Elle souhaiteroit avec les Hollandois, ou Elle continueroit la guerre avec avantage.

LA Gazette Flamande, 18 Septembre, marque qu'on avoit pris à Luxembourg, chez les Marchands, tous les Draps, les Etoffes, & autres Marchandises de Hollande, qui s'étoient trouvées dans la Ville, & qu'on les avoit fait brûler publiquement par l'Exécuteur de la Haute Justice.

LE Marquis d'Albiville devoit être convaincu aussi nettement qu'il l'avoit été par cet Anglois; que les grands desseins du Prince d'Orange regardoient l'Angleterre, parce qu'il avoit toujours voulu croire que cet armement étoit destiné pour la France, & que ses gens en faisoient publiquement des railleries des François. Le Prince d'Orange & Dickfeld le lui avoient si bien fait accroire, qu'il l'avoit persuadé au Roi son Maître, & Mylord Sunderland ne manquoit pas de son côté de soutenir cette opinion, en sorte qu'il assura plusieurs fois que ce que j'écrivois n'étoit que des visions.

Mrs. d'Amsterdam ayant demandé le sujet des ^{18 Septem-} grands armemens qu'on avoit faits en Hollande, le ^{bre 1688.} Prince d'Orange alla à l'Assemblée de Hollande, & les ayant informés assez légèrement de la nécessité qu'il avoit crû qu'il y avoit de se mettre en bonne posture dans la conjoncture présente; il s'étendit en termes généraux sur ce qu'ils avoient à craindre de Sa Majesté & de l'Angleterre, & sans entrer dans aucun détail des démarches qu'il avoit faites.

QUE plusieurs Bourguemestres des Villes de Hol- ^{20 Septem-} lande avoient témoigné en particulier à leurs amis, ^{bre 1688.} même jusqu'à répandre des larmes, le déplaisir qu'ils avoient de l'engagement où on les mettoit, sans qu'ils en eussent connoissance, & contre leurs

propres intérêts; mais que tout cela n'empêcherait pas le Prince d'Orange d'agir, & faisoit voir seulement ce que j'avois eu l'honneur de mander depuis trois mois à Sa Majesté, que tout ce qu'il faisoit étoit sans la participation des Etats; qu'aussi j'étois persuadé de plus en plus, que s'il lui arrivoit un échec considérable, on verroit l'état présent des Provinces bien bouleversé.

QUE la seule chose qui pourroit faire autoriser le Prince d'Orange dans les entreprises qu'il faisoit, étoit l'affaire du Commerce; car j'étois bien averti que les Députés d'Amsterdam avoient empêché qu'on eût résolu le Samedi précédent l'interdiction des marchandises de France; & comme ils n'avoient pû trouver d'autres expédiens, il y avoit grande apparence que quand ils reviendroient le Mercredi suivant ils ne pourroient point empêcher que cette résolution ne fût prise.

QUE Sa Majesté étoit informée de l'animosité qu'on avoit pris soin d'inspirer dans les esprits de tous les membres de l'Assemblée de Hollande au sujet du Commerce, que cela avoit fait que non-seulement trois des principales Villes avoient unanimement conclu à l'interdiction des denrées de France, & à se mettre en état de soutenir vigoureusement cette résolution, ainsi que j'avois eu l'honneur de le mander à Sa Majesté; mais encore que toutes les autres Villes avoient été de ce sentiment, excepté deux petites Villes de Northollande qui avoient suivi le sentiment de ceux d'Amsterdam.

J'APPRIIS que l'on portoit les Selles dans les Barques couvertes, pour les embarquer sans qu'on s'en apperçût.

JE fus informé par les gens qui suivoient huit Barques chargées de Canons, de Mortiers, de Poudres, & de Bombes, qu'elles avoient remonté le Rhin jusqu'à Nimegue, & delà étoient allées à l'Issel, dans le Zuiderzée, pour gagner le Texel. On peut juger par-là de toutes les précautions que

que le Prince d'Orangé prenoit pour couvrir ses desseins; mais qu'ils ne lui auroient pas réussi si le Roi d'Angleterre avoit voulu profiter des avis qu'on lui en donnoit.

Je donnai avis qu'on travailloit jour & nuit à Maestricht, & que la Place ne pouvoit être fermée dans tout le mois de Septembre.

J'avois eu raison de mander au Roi que bien ^{23 Septem-} que le Prince d'Orange eût en vûe l'entreprise ^{bre 1688.} d'Angleterre, il ne laisseroit pas de s'emparer des Villes de l'Electorat de Cologne, s'il lui étoit possible. Il eut été aisé alors de le prévenir, & on auroit sans doute empêché le Prince d'Orange de passer en Angleterre, si on avoit fait passer à Liege & à Cologne trente mille hommes; & je mandai le 23 de Septembre que le Maréchal de Schomberg avoit mis trois mille hommes dans Cologne, & que les Troupes de Brandebourg s'étoient saisies de Dorsteim.

QUE les Etats étoient fort étonnés de la maniere dont le Roi s'étoit expliqué, & des démarches que faisoit Sa Majesté pour soutenir ses déclarations; mais que l'affaire du Commerce l'emportoit sur les justes reflexions qu'ils faisoient en effet, sur le péril dans lequel ils se jettoient, & que j'avois eu l'honneur de mander à Sa Majesté que les Villes les plus modérées, comme Delft, avoient été d'avis d'interdire les marchandises de France, & de faire en même tems des levées considérables, pour être en état de soutenir leur resolution.

QUE Mrs. d'Amsterdam s'étoient opposés fortement à l'interdiction du Commerce de France; que jamais on n'avoit songé à faire de Papeteries en Hollande, mais qu'on commençoit à y en établir qui réussissoient parfaitement bien.

J'APPRIIS que dans le compte superficiel, que la déclaration de Sa Majesté avoit obligé le Prince d'Orange de faire aux Commissaires des dix premières Villes de Hollande, des Troupes qu'il avoit

prises d'Allemagne, il avoit assuré qu'il n'y avoit que treize mille hommes; savoir, six de Brandebourg; quatre de Zell, & de Wolfembutel; deux de Hesse-Cassel, & mille de Wirtemberg: il n'a point fait mention des Suedois ni des Saxons.

23 Septem-
bre 1688. JE mandai au Roi que je favois, par une voie très-sûre, que le Prince d'Orange comptoit qu'une partie de la Flotte d'Angleterre ne combattroit pas; mais qu'au contraire elle se joindroit à la sienne, & que c'étoit une des choses sur lesquelles il faisoit plus de fonds dans la conjoncture présente.

LE Marquis d'Albiville dit à Dickfeld, & à d'autres Députés aux Etats-Généraux, qu'il ne savoit pas pourquoi j'avois mis le mot d'alliance dans ma déclaration; qu'il n'y en avoit pas entre Sa Majesté & le Roi son Maître, & que devant qu'il fut quinze jours cela seroit avéré.

LES Etats approuverent les Traités que le Prince d'Orange avoit faits, consentirent de prendre à leur solde les treize mille hommes qu'il avoit achetés, & le Prince d'Orange leur fit comprendre que cela ne suffisoit pas, & qu'il falloit lever encore sept mille hommes.

M. Citters manda aux Etats-Généraux que le Roi d'Angleterre lui avoit déclaré à son arrivée qu'il n'avoit point fait d'alliance avec le Roi.

24 Septem-
bre 1688. LE Marquis d'Albiville présenta un Mémoire aux Etats-Généraux, que j'envoyai à Sa Majesté. Il sembloit que le Roi d'Angleterre ne se contentoit point de ne pas profiter des puissans secours que Sa Majesté lui auroit pu donner; mais qu'il vouloit encore le faire savoir à ses ennemis, pour leur donner plus de courage de l'attaquer.

LE Roi d'Angleterre dit à Citters qu'il avoit été du moins aussi surpris que lui de la déclaration que j'avois faite aux Etats-Généraux; que ç'avoit été sans sa participation; & que pour lui il étoit dans le même sentiment qu'étoient les Etats-Géné-

raux, de vouloir vivre en paix. Il fit aussi mander au Marquis d'Albiville qu'il souhaitoit qu'il s'expliquât de la même manière, & qu'il dit que le Roi d'Angleterre étoit trop puissant & trop grand Prince pour se mettre sous la protection de la France, & qu'il avoit le cœur trop élevé, aussi bien que la naissance, pour être traité de la même manière que le Cardinal de Furstemberg. Le Prince d'Orange ne pouvoit attendre de déclaration qui lui plut davantage, car le Marquis d'Albiville l'alla trouver après avoir envoyé son mémoire aux Etats-Généraux.

MYLORD Midleton manda aussi au Marquis d'Albiville que le Roi d'Angleterre ne pouvoit se persuader que les factieux de son Royaume eussent envoyé aucun argent au Prince d'Orange; que pour s'en éclaircir Sa Majesté Britannique avoit fait demander le prix courant de l'or; & comme il ne se trouvoit point augmenté, il concluoit de là qu'il ne pouvoit en être sorti une grande quantité. Je laisse à juger si cette conclusion est bien fondée, & si cet argent qui auroit été tiré secrètement de la bourse des particuliers, devoit nécessairement augmenter le change: mais quoiqu'il en soit, le fait est qu'il en passa en Hollande pour le moins quatre millions d'Angleterre, & il est constant, qu'outre la dépense immense pour l'armement de soixante-dix Vaisseaux, pour l'achat des Brulots, le louage des Galioles, & tout l'attirail de guerre, la Flotte coutoit plus de quarante mille florins par jour, pour l'entretien & le paiement des Officiers & des équipages, & que c'étoit le Prince d'Orange seul qui en faisoit la dépense, les Etats n'ayant rien déboursé pour cela,

M. de Barillon me manda qu'on fait réflexion en Angleterre qu'il ne s'est encore rien fait dans tous les grands armemens de mer par l'autorité formelle des Etats-Généraux. Je lui ai fait réponse aujourd'hui que cela est très-vrai, que ces Messieurs-ci ont laissé agir le Prince d'Orange,

ne croyant rien hasarder en cela : c'est pourquoi , si quelque chose étoit capable de s'opposer à ses desseins , c'étoit la déclaration que Votre Majesté avoit faite , puisqu'ils voyoient par-là que la complaisance qu'ils ont pour le Prince d'Orange leur attirera infailliblement une guerre , à laquelle ils ne s'attendoient pas ; si Sa Majesté Britannique vouloit bien faire réflexion à cette réponse , Elle connoîtroit le grand service que Votre Majesté lui a rendu.

LE Marquis d'Albiville m'a aussi montré une Lettre de l'Envoyé du Roi son Maître à Bruxelles, qui lui mande que Castanaga l'a assuré que le Prince d'Orange ne songeoit point du tout à rien entreprendre contre le Roi d'Angleterre , & que s'il arrivoit la moindre chose à Sa Majesté Britannique, il prenoit cela sur lui ; que tout cet armement regardoit la France , & que devant qu'il fut quinze jours la Flotte des Etats iroit faire une descente du côté de la Rochelle.

LORSQU'ON ne peut disconvenir , Sire , que de si grands préparatifs ne tendent qu'à un dessein considérable , & qu'on n'en allegue point d'autre qu'un , qui est hors de toute apparence , il est à croire que le véritable est celui que l'on veut cacher avec tant de soin.

JE mandai au Roi que le Prince d'Orange me faisoit épier avec une exactitude & une vigueur si grande , qu'il faisoit mettre des gens jour & nuit auprès de mon logis , qui se relayoient comme à une garde réglée , & qui vont rendre compte de tous ceux qui entrent dans ma maison , & qui en sortent ; & bien loin de garder en cela quelques mesures , on est au contraire fort aise qu'on le sache , afin d'intimider les gens & les éloigner de chez moi ; c'est une chose inusitée en tems de paix , qui se pratiquoit néanmoins à mon égard.

LES Députés d'Amsterdam revinrent le 25 de Septembre , avec des résolutions bien différentes , car ils refusèrent de consentir à l'interdiction de

toutes les marchandises de France, & ont donné en même tems les mains à une recrûe; de sorte que n'y ayant que cette Ville-là qui s'y fut opposée, la recrûe fut résolue sur le champ, & le Prince d'Orange partit pour aller au Camp, d'où il doit être de retour dans deux jours; la recrûe étoit de onze mille hommes.

ON envoyoit continuellement des Matelots sur la Flotte pour renforcer les équipages.

JE mandai au Roi que toutes les Selles, les Brides, & le Biscuit, pour cet armement, étoient prêts; que je voyois avec bien du déplaisir que le Roi d'Angleterre se laisse abuser par M. Citters, ou pour mieux dire par son propre génie, qui lui fait prendre en cette occasion un parti dont tout le monde est étonné, & qui n'est approuvé de personne; M. Citters ayant encore mandé dans ses dernières Lettres que le Roi d'Angleterre lui avoit déclaré qu'il n'avoit pas besoin de protecteur, & qu'il ne prétendoit pas être traité de même manière que le Cardinal de Furstemberg.

LE Marquis d'Albiville de son côté se conduisoit très-mal, car après avoir dit qu'il n'y avoit point d'alliance entre Votre Majesté & le Roi d'Angleterre, & avoir appuyé cela de plusieurs expressions fort extravagantes, même avant qu'il eut reçu ordre du Roi son Maître, de s'en expliquer, il s'est bien moins épargné depuis la Lettre qu'il reçut de Mylord Middleton, & il dit, à qui voulut l'entendre, que le Roi son Maître étoit assez puissant; qu'il n'avoit besoin du secours de personne, & autres choses semblables; & dans le même tems qu'il convenoit avec moi que le dessein du Prince d'Orange ne pouvoit être que contre le Roi d'Angleterre, il sembloit qu'il commençoit depuis deux ou trois jours à n'en être pas si persuadé. Il alla trouver la Princesse d'Orange à Diren, & fut toute la nuit du Vendredi au Samedi dans une Barque, avec M. Dickfeld, jusqu'à Utrecht; ce sont des disparates qui ne sont point

pardonnables, & qui n'accommoderont point les affaires du Roi son Maître. J'avois mandé, il y avoit déjà long-tems, que je soupçonnois Mylord Sunderland, de révéler les secrets du Roi son Maître à M. Sidney, pour être rapportés au Prince d'Orange. Je fus informé par des personnes qui le favoient d'original, que Sunderland trahissoit absolument le Roi son Maître.

On est bien persuadé en Hollande que si le Prince d'Orange venoit à bout de son dessein, la première chose qu'il feroit feroit de déclarer la guerre à Votre Majesté : cela fait craindre qu'elle ne veuille le prévenir, & n'attaquer les Pays-Bas Espagnols que dans le tems que le Prince d'Orange sera occupé en Angleterre, parce que si une fois Votre Majesté s'en est emparée, il faudroit que ces Messieurs-ci fissent aveuglement ce qu'elle souhaiteroit, & qu'ils entraissent dans toute sorte d'alliance contre l'Angleterre.

27 Septem-
bre 1688.

LA nouvelle du Siège de Philisbourg arriva à la Haye, & l'on vit peu de tems après des Imprimés qui portoient les motifs qui obligeoient le Roi à faire marcher ses Troupes vers le Rhin. Jamais nouvelle n'a plus réjoui le Prince d'Orange, car il appréhendoit qu'on ne vînt en Flandres ou du côté de Cologne.

Je vis encore le 30 de Septembre des Lettres d'Angleterre, qui portoient qu'il n'est pas croyable que les Anglois ayent envoyé tant d'argent au Prince d'Orange, ni que ce Prince ait formé contre le Roi d'Angleterre le projet que la France lui imputoit.

LE Prince d'Orange avoit freté un grand nombre de Bâtimens de diverses grandeurs; on les laissoit avec du sable & des planches par-dessus, ce qui ne laisse pas lieu de douter qu'on embarque de la Cavalerie; on a loué aussi pour cet effet beaucoup de ces Bateaux plats, avec lesquels on emmene des Bœufs de Holstein, & on a fait des ponts qui servent à embarquer & à débarquer les Che-

vaux, & on les met dans les mêmes Bâtimens.

IL arrivoit tous les jours des personnes de qualité d'Angleterre, & entr'autres le Lord Lonnelas, avec un très-riche homme, nommé Pepin, ennemi déclaré du Roi de la Grande-Bretagne; le fils du Lord de Non-Shire. Mylord Wischer, fils du Marquis de Vincheſter, fait faire dix Eten-darts pour de la Cavalerie, & prend ici des Cavaliers à ſes dépens. M. Sydney eſt au Camp avec M. le Prince d'Orange.

J'ÉCRIVIS au Roi: on ſait, Sire, que j'ai appris de bon endroit que le Prince d'Orange ſ'attend bien que dans la fin de cette année-ci, & dans la Campagne prochaine Votre Majeſté fera des Conquêtes: mais il ſe flatte que dans la ſuite, ayant les forces de mer d'Angleterre, & les Etats Généraux joints enſemble, & empêchant le débit & le transport des marchandises de France, il ſera en état de recouvrer, & au-delà, ce qu'on aura perdu; & aſſurément il ſeroit à craindre que ces Meſſieurs ci ne ſ'engageaſſent dans la ſuite avec le Prince d'Orange ſ'il étoit Roi d'Angleterre, à moins que Votre Majeſté ne leur accordât ce qu'ils demandent pour le rétabliſſement de leur Commerce, ou qu'elle ne les mit en état de ne pas contredire à ſes volontés, en ſ'emparant des Pays-Bas Eſpag-nols, ou en entrant dans leur Pays avec une puifſante Armée. Que ſi Votre Majeſté vouloit ſe ſervir d'un de ces trois moyens, je lui répondrois que les Etats-Généraux ſeroient bientôt à ſa dévotion, & qu'elle les détacheroit du Prince d'Orange. Je ſuppliois très humblement le Roi d'être perſuadé que j'ai aſſez étudié les maximes & le génie de ceux de ce Gouvernement depuis que je ſuis auprès d'eux, pour pouvoir en rendre un compte juſte à Sa Majeſté.

ON fut fort ſurpris en Hollande, en même tems qu'on fut la nouvelle du Siege de Philisbourg, d'apprendre que le Roi avoit fait arrêter tous les Vaiſſeaux Hollandois qui étoient dans les Ports de ſon Royaume, & je ſus encore plus ſurpris

que le Roi ne m'en eut rien mandé ; cette action faite contre la teneur des Traités fit un très mauvais effet , sans compter qu'on leur montrait beaucoup de mauvaises volontés sans les mettre à la raison , comme on auroit pû faire avec une bonne Armée si on l'avoit voulu.

JE mandai au Roi que je venois d'être averti que plusieurs Régimens qui étoient à la revue qui s'étoit faite au Camp de Nimegue , descendoient sur la Meuse à Rotterdam ; qu'ainsi on ne devoit plus douter que l'embarquement ne se fît incessamment. Que le Marquis d'Albiville croyoit à cette heure tout de bon qu'on en vouloit au Roi son Maître , & qu'il alloit lui dépêcher trois Couriers , mais qu'il étoit bien tard.

JE mandai au Roi que je n'avois écrit que trop souvent , & peut-être trop amplement , toutes les différentes circonstances qui pouvoient lui rendre indubitable le dessein du Prince d'Orange contre l'Angleterre ; qu'il ne restoit plus qu'à informer Sa Majesté du tems que le Prince d'Orange mettroit ses desseins à exécution : c'est ce que je fis , mandant tous les ordinaires les Régimens qui arrivoient , & qui s'embarquoient.

IL est bon de remarquer que quand le Prince d'Orange sépara le Camp qu'il avoit fait à Nimegue , il fit marcher des Troupes le long de l'Issel , qui s'embarquerent à Campen & à Hardruik , sur le Zuiderzéc , pour gagner le Texel ; que d'autres descendirent sur la Meuse , dont une partie alla à Rotterdam , l'autre à la Brille , l'autre en Zélande ; en sorte que ces différens embarquement se faisant tout à la fois , ils se firent avec un grand ordre , & avec une extrême diligence.

ON envoya trois Commissaires au Texel pour presser le départ des Vaisseaux qui y sont ; l'augmentation que le Prince d'Orange a ordonné qu'on fit de l'équipage a un peu retardé les choses , & cette augmentation n'a été faite que sur ce que le Roi d'Angleterre a renforcé sa Flotte, Si Sa Ma-

Premier
Octobre
1688.

Premier
Octobre
1688.

jesté Britannique avoit eu avec cela les Vaisseaux de Votre Majesté, je ne crois point que le Prince d'Orange eût osé exécuter son entreprise; au moins la raison le veut ainsi, car il est certain que le Prince d'Orange n'a pas compté que son dessein put réussir s'il devoit y trouver une grande opposition, mais il espere que la Flotte du Roi d'Angleterre ne combattra pas, & qu'il mettra aisément pied à terre, après quoi tout le monde se declarera pour lui.

LES Ministres Prédicans recommanderent aux 4 Octobre
prieres dans leurs Prêches la Flotte des Etats qui 1688.
étoit en mer dans une saison si avancée, & exhorterent à prier Dieu pour le bon succès des desseins du Prince d'Orange, qui ne tendoient qu'à l'avantage de la Religion.

LE Siége de Philipsbourg fit augmenter les actions de 10 pour $\frac{9}{10}$, & rendit les Etats Généraux fort insolens, par la certitude que le Roi ne les attaqueroit pas, ni les Pays-Bas Espagnols; or je mandai au Roi que tant que les Etats Généraux n'auroient pas peur, mais une peur bien présente, il n'y avoit rien à attendre d'eux, & je ne pus m'empêcher de représenter encore une fois à Sa Majesté, que si dans la conjecture présente du passage du Prince d'Orange en Angleterre (soit que son entreprise réussisse, soit qu'elle manque,) ils voyoient d'un côté une puissante Armée de Votre Majesté, & de l'autre de bonnes conditions d'accommodement, peut-être pourroit on trouver moyen de les engager par une bonne alliance dans les intérêts de Sa Majesté, mais il faut pour cela qu'ils aient sérieusement peur, encore n'en voudrois-je pas tout-à-fait répondre à cause des affaires de la Religion; & le plus sur, comme j'ai déjà eu l'honneur de le mander, seroit d'abaisser leur puissance, sans cela, écrivois-je au Roi, je manquerois à mon devoir, si je ne donnois avis à Votre Majesté que ces Messieurs-ci sont dans de telles dispositions, & ont dans leur Gouvernement

des gens si dévoués au Prince d'Orange , & sont si foibles , qu'ils s'uniront contre leurs propres intérêts au Prince d'Orange s'il devient Roi d'Angleterre , & cela sous prétexte de Religion.

LES Etats Généraux prétendirent , & avec raison , que quand ils auroient eu le malheur d'entrer en guerre avec le Roi , ils auroient neuf mois par les Traités pour retirer leurs effets.

5 Octobre
1688.

JE donnai avis que Mylord Lonnelas , qui étoit venu depuis peu d'Angleterre , n'étoit demeuré que deux jours à la Haye , & qu'il étoit retourné pour informer ses amis que le Prince d'Orange étoit prêt à s'embarquer. J'en donnai avis à M. de Barillon ; mais le Roi d'Angleterre n'en voulut rien croire , & ne fit point arrêter cet homme.

LE Marquis d'Albiville eut ordre de présenter aux Etats Généraux un Mémoire , par lequel il les assuroit qu'il n'y avoit point de Traité d'alliance entre Votre Majesté & le Roi d'Angleterre , autre que ceux qui sont imprimés , & que Sa Majesté Britannique ne désirant que la conservation de la paix & du repos de la Chrétienté , seroit bien aise de prendre avec les Etats Généraux les mesures les plus convenables pour maintenir la Paix de Nimegue , & la Treve de vingt années , conclue en 1684.

7 Octobre
1688.

LE Marquis d'Albiville demanda ensuite une Conférence aux Etats Généraux , dans laquelle il leur confirma tout ce qu'il avoit dit dans son Memoire , & ajouta que le Roi son Maître voyoit bien que le Roi cherchoit un pretexte pour commencer la guerre , & que le Siége de Philipsbourg étant une infraction manifeste au Traité de Treve dont il étoit garant , il offroit aux Etats Généraux de faire uneligue avec eux , & de déclarer conjointement la guerre au Roi. Ce procédé du Roi d'Angleterre cause en même tems de la pitié & de l'indignation contre lui , & on ne doit pas croire que rien puisse détourner l'entreprise du Prince d'Orange. Je puis même assurer Votre Majesté , que si Elle faisoit assiéger Bruxelles ,

Le Prince d'Orange ne se détourneroit pas pour cela d'un seul pas; il se croit trop assuré de la conquête d'un puissant Royaume pour s'arrêter pour la prise d'une Ville. Je fais même de bonne part qu'il a dit aux Espagnols qu'ils gardassent seulement Ostende, Mons, & Namur, & que pour toutes les autres Places dont Votre Majesté s'empareroit, il faudroit bien les reprendre; mais pour ce qui est des Etats-Généraux il n'en est pas de même, la prise d'une Place en Flandre les étonneroit bien, & les feroit peut-être rentrer en eux-mêmes.

LE Siége de Philipsbourg n'a pas fait cet effet, au contraire, il les a rassurés, en leur faisant croire que la guerre s'éloigneroit d'eux, c'est par cette raison que le Prince d'Orange en a été fort aisé, & aussi parce qu'il est persuadé que l'Empereur, & beaucoup de Princes de l'Empire, s'engageront sous ce prétexte dans la guerre; & son intérêt demande que les armes de Votre Majesté soient occupées dans l'Empire; que ce qui reste aux Espagnols dans les Pays-Bas ne soit pas entamé, & que les Etats-Généraux soient mécontents autant qu'ils le sont à présent sur le fait du Commerce, lorsqu'il se trouvera paisible possesseur de l'Angleterre.

COMME ses Créatures ne font plus difficulté de dire qu'aussi-tôt qu'il aura fait assembler un Parlement en Angleterre, il déclarera la guerre à Votre Majesté, & qu'il est fort apparent qu'il entraînera les Etats-Généraux dans son sentiment: j'ai estimé qu'il est de mon devoir de rendre compte à Votre Majesté des moyens qui peuvent empêcher les Etats d'entrer dans ces engagements. Je n'en connois que deux, qui sont, ou de leur donner satisfaction sur les affaires du Commerce, ou de les mettre par la force des armes dans la nécessité de s'attacher aux intérêts de Votre Majesté: mais ce dernier moyen les réduiroit au désespoir, si en même tems que Votre Majesté formeroit un Siége dans les Pays-Bas de quelque Place

importante, on feroit avancer ses Troupes sur les Frontieres des Etats-Généraux, je n'avois des ordres de faire insinuer aux principaux d'entr'eux qu'ils pourroient encore par une meilleure conduite détourner la suite des progrès des Armes de Sa Majesté.

QUE je pouvois assûrer qu'il n'y avoit pas d'autres moyens que ces deux là pour empêcher que les Etats ne fissent la folie de s'unir au Prince d'Orange s'il devient Roi d'Angleterre: mais si Votre Majesté avoit une fois obligé les Etats Généraux à demeurer attachés à ses intérêts, il est hors de doute que les Princes d'Allemagne ne seroient pas d'humeur à rien entreprendre en faveur de l'Empereur, & quand même Votre Majesté n'obligeroit point par ce moyen les Etats-Généraux à entrer dans ses intérêts, Elle auroit toujours l'avantage de s'être emparée de deux ou trois Places dans les Pays-Bas, sans avoir été cause de la guerre puisqu'elle est infaillible pour le Printems, si le Prince d'Orange reussit dans son dessein.

JE dois ajoûter à cela que l'arrêt de leurs Vaisseaux, & autres choses semblables, ne les feront pas plier; au contraire, ils en seront plus animés & plus insolens, & je ne puis assez représenter combien on a été emporté en ce pays-ci sur l'arrêt de leurs Vaisseaux; ils ont fait imprimer séparément l'article du Traité qui donne neuf mois de tems après une rupture, & on le vend à tous les coins des rues.

J'APPRÉHENDE, Sire, de passer les bornes de mon Ministère, en représentant ces choses à Votre Majesté, & principalement en prenant la liberté de les répéter plus d'une fois: mais jé crois qu'il est indispensablement de mon devoir de rendre compte à Votre Majesté des choses qui regardent son service dans le lieu où Elle me fait l'honneur de m'employer.

QUAND je considère que le Pr. d'Orange emmene quatorze mille hommes des meilleures Troupes de

Etat; tous leurs Vaisseaux de guerre, à dix ou douze près, & toute leur Artillerie (car leurs magasins sont presque tous vuides,) je me persuade qu'il a voulu se rendre maître de toutes leurs forces, afin qu'ils dépendissent de lui; c'est encore ce qui me fait croire que le tems seroit plus propre pour marcher à eux, d'autant qu'il y a apparence qu'on n'en obtiendra rien par la douceur, car les Creatures du Pr. d'Orange les intimideront toujours assez pour les empêcher de rien faire contre ses sentimens & ses intérêts, à moins qu'ils n'y soient forcés.

IL est fort à craindre qu'avec de si grandes forces, & avec les intelligences qu'il a au dedans de l'Angleterre, le Pr. d'Orange ne réussisse dans son entreprise, à moins que Dieu n'en dispose, comme il fit de la Flotte invincible de Philippe II. destinée contre l'Angleterre; il y a précisément cent ans.

M. de Sidney devoit monter sur la Flotte. M. le Maréchal de Schomberg devoit commander sous le Prince d'Orange, qui n'est pas encore arrivé à la Haye, à cause d'une petite indisposition qu'il avoit; la Princesse d'Orange y arriva, & jamais on ne l'avoit vûe si gaie.

LE Prince d'Orange fit mander aux Provinces d'envoyer ici des Députés de chaque Membre de leur Province; celle de Zélande, par exemple, est partagée en sept; savoir six Villes, & une voix pour les Nobles; cette Province enverra sept Députés, & ainsi des autres, cela s'appelle proprement une Assemblée des Etats-Généraux; car ceux qui sont assemblés ordinairement, ne sont que des Députés. Le Prince d'Orange a demandé que ceux qui viendroient fussent obligés au secret, & qu'ils eussent le pouvoir de résoudre avec lui sur des affaires importantes qu'il leur veut communiquer; on ne doute pas qu'il ne s'explique de ses desseins, ils doivent faire le serment qu'ils appellent de secret.

CE que j'avois eu l'honneur de mander au Roi 8 Octobre se trouve vrai; les Vaisseaux auront le Pavil. 1688.

lon Anglois. Il y en a où l'on a ajouté ces mots, *pro Libertate & Libero Parlamento*; on en fait d'autres, où il y a, *pro Libertate & Religione*. On m'a dit aussi qu'on a vu un Etendart, où est la Liberté soutenue par trois épées.

IL arrive à tout moment un nombre prodigieux d'Anglois, & beaucoup d'argent. Je ne comprends pas comment le Roi d'Angleterre a tant laissé passer de petits Yachts, avec de si grandes sommes d'or & d'argent, après les fréquens avis qu'il avoit reçus.

LES Créatures du Prince d'Orange parlent à cette heure du Traité des Pyrenées.

ON n'a rien fait tous ces jours-ci touchant les affaires du Commerce: mais je suis averti de bonne part que l'arrêt des Vaisseaux Hollandois dans les Ports de France, a fort animé tout le monde en ce pays-ci.

14 Octobre
1688.

LE Prince d'Orange ne fit pas assembler les Députés des différentes Provinces qu'il a fait venir ici: mais il leur a parlé séparément; il leur a témoigné qu'il alloit en Angleterre, & qu'il n'avoit d'autre dessein en cela que le maintien de leur Religion; il leur a fait voir les soins qu'il avoit pris en achetant des Troupes des Princes d'Allemagne, qu'il ne leur pût arriver aucun inconvénient pendant son absence.

ON fit ferrer quantité de Chevaux de Frise pour les mettre devant l'Infanterie au débarquement.

QUE si le Prince d'Orange a un bon succès, il prétend l'année prochaine avoir une Armée Navale beaucoup plus forte que celle qu'il a à présent, & aller faire une descente du côté de Bourdeaux, ou dans la Bretagne.

14 Octobre
1688.

JE mandai au Roi, que quoique les Etats de Hollande fussent outrés de l'arrêt des Vaisseaux Hollandois dans les Ports de France; ils ont néanmoins conclu, après une mûre délibération, qu'ils exécuteroient inviolablement le Traité qui donne neuf mois pour retirer les effets de part &

l'autre. Ils ont donné ordre qu'on laisseroit librement charger & partir les Vaisseaux François.

IL fit dans ce tems-là une tempête fort violente, qui dura cinq jours, & après quatre ou cinq jours de calme, il s'éleva des vents si violens & contraires, qu'on ordonna à tous les Vaisseaux de rentrer dans les Ports d'Elvoetsluys & de Flessingue, ne leur étant pas possible de demeurer à Konnevelt, & le Vice-Amiral Herbert revint.

LE Prince d'Orange ne se désista pas pour cela de son entreprise; il fit embarquer encore ce jour-là six Régimens de Cavalerie à Rotterdam. On ne mit pas dans chaque Bâtiment autant de Chevaux qu'il y en devoit tenir, afin qu'ils y fussent à leur aise, qu'ils pussent se coucher pendant qu'ils étoient à la voile: mais le reste fut embarqué demie heure après. On avoit fait pour cela des Ponts qui vont en pente du rempart de la Ville aux Flûtes & Galiotes qui sont dans la Meuse: ainsi l'embarquement se fit avec beaucoup de facilité. Il y avoit peu d'espérance que le tems pût changer, ni être propre pour mettre à la voile avant le commencement du quartier de la Lune, qui étoit le Lundi 18 Octobre; bien des gens croyoient que le vent contraire dureroit tout le reste de cette Lune. Le Roi d'Angleterre gagna bien du tems par-là.

Je fis le 15 Octobre une récapitulation au Roi de tout ce qui s'étoit passé depuis un certain tems, & je lui mandai que comme la recrue de onze mille hommes que les Etats ont accordée aux remontrances du Prince d'Orange, donne un juste sujet à Sa Majesté de croire qu'ils ont dessein de lui faire la guerre; il est absolument de mon devoir de lui rendre un compte particulier de l'état présent de ce pays ci; de la disposition où sont les esprits des personnes du Gouvernement & du peuple, & des motifs qui les ont portés à prendre toutes les résolutions qu'ils ont prises depuis quelque-tems, afin que Sa Majesté put plus aisément

ment juger quels étoient les moyens les plus propres pour châtier ces gens-ci , ou pour les remettre par d'autres voies dans leurs véritables intérêts ; & quoique j'eusse peu de choses à dire à Sa Majesté , que je n'eusse déjà eu l'honneur de lui mander , je croyois néanmoins qu'il étoit à propos que je ramassasse en un même endroit tout ce que j'avois mis dans différentes Lettres , pour en donner une plus parfaite idée à Sa Majesté.

IL est constant , que les affaires de la Religion ont commence à donner du chagrin à ces Messieurs ci. Les Réfugiés , & particulièrement les Ministres , les ont tellement animés par des suppositions & des impostures manifestes , qu'ils se sont entierement éloignés des sentimens qu'ils avoient toujours eu jusqu'alors pour Sa Majesté. Ils se sont même insensiblement engagés à tenir le même langage que tenoient les Ministres François , sur la nécessité de rétablir en France ceux de leur Religion qui en étoient sortis , & sur la facilité qu'il y avoit à le faire : & comme on se familiarise aisément aux choses qu'on souhaite , & qu'on redit si souvent , ils se sont presque persuadés eux-mêmes ce qu'ils ne disoient au commencement que par maniere d'acquit.

LES mecontentemens qui leur sont survenus sur l'affaire des harengs , & ensuite sur celle des draps de Hollande , & autres sortes de manufactures & denrées de ce pays , ont achevé d'aigrir les esprits du peuple & des Régens , & les ont portés à un point de furie , que les Bourguemestres comme la canaille , ne parloient d'autre chose que de périr les armes à la main , plutôt que de demeurer en l'état où ils étoient.

LE Prince d'Orange ne manqua pas de tirer avantage de la disposition où il vit les esprits de tout ce pays-ci , & connoissant fort bien la foiblesse qu'il y avoit cette année-ci dans la Régence d'Amsterdam , il fut en profiter , pour les porter où il voulut. Il leur fit comprendre qu'il étoit nécessaire de

de mettre une grande Flotte en mer, & de fortifier les Places Frontieres pour s'opposer aux desseins de Sa Majesté, qui vouloit détruire leur Religion en ce pays-ci comme elle avoit fait en France, & ruiner absolument leur Commerce. C'est sur de pareilles remontrances qu'il obtint l'imposition d'un deux-centieme denier pour payer les frais de la dernière guerre, & les arrérages dûs aux Troupes, l'emprunt des quatre millions pour les Fortifications, une augmentation considérable de la Flotte, & la levée de neuf mille Matelots. Cependant, comme il avoit d'autres vûes que les motifs qui lui avoient servi de prétexte, il traita avec quelques Princes d'Allemagne pour en avoir des Troupes, qu'il paya en partie de l'argent qu'il avoit tiré des Etats, en partie de celui qu'il avoit eu d'Angleterre, parce qu'il falloit remplacer les Troupes qu'il vouloit mener en Angleterre, ce qui étoit le grand dessein auquel il songeoit depuis long-tems, & qu'il avoit résolu d'exécuter depuis la naissance du Prince de Galles.

Je ne manquai pas de mon côté d'agir auprès des principaux de cet Etat (ainsi que j'en ai rendu compte à Sa Majesté dans le tems.) Je leur fis remontrer les suites infaillibles qu'auroient toutes les condescendances qu'ils avoient pour le Prince d'Orange, & qu'ils se perdoient de gaieté de cœur au-dehors & au-dedans de leurs Etats : mais ils me firent dire qu'ils voyoient avec un extrême déplaisir qu'il n'y avoit nul moyen de s'opposer au torrent, qu'ils seroient déchirés par le peuple s'ils avoient seulement ouvert la bouche pour faire voir le mauvais parti qu'on prenoit, & que les Régens & le Peuple étant aussi animés qu'ils l'étoient, il n'y avoit pas moyen de s'opposer aux volontés du Prince d'Orange.

Le Pensionnaire Fagel avoit eu l'adresse d'arrêter pour quelque tems les plaintes des principales Villes de Hollande, touchant le refus qu'on faisoit en France de recevoir des Harengs, & touchant

l'interdiction de leurs Draps, parce qu'il vouloit s'en servir plus utilement quand il le jugeroit convenable aux intentions du Prince d'Orange : c'est pourquoi, lorsque les choses furent venues aux extrémités, il trouva à propos d'écouter & de fomenter les plaintes qu'on faisoit sur ce sujet; ainsi cette affaire, qui avoit été quelque tems assoupie, fût relevée avec beaucoup de force dans cette occasion, par ceux qui y étoient les plus intéressés, ou pour mieux dire, par toute la République; de sorte que le Prince d'Orange, favorisé par le ressentiment qu'on avoit sur les affaires de la Religion, & principalement sur celles du Commerce, travailla facilement & utilement pour ses intérêts particuliers, sous le prétexte du bien général du Pays.

CEPENDANT, Sire, il poussa les choses à un point que les personnes les plus sages de cet Etat commencerent à soupçonner qu'il avoit d'autres vûes que celle de leur propre conservation; & eurent quelque inquiétude pour la suite que pourroient avoir toutes ces entreprises. La déclaration que Sa Majesté leur fit faire ayant entièrement dévoilé tout ce mystere, & ayant achevé de leur ouvrir les yeux, ils eurent peur sérieusement que cette affaire ne leur en attirât d'autres d'une fâcheuse conséquence. Quelques uns demanderent l'éclaircissement de ce grand armement: mais ils ne le demanderent qu'en tremblant, & les autres ne les ayant pas secondés, ils changerent tous les sujets de plaintes en remerciemens, après que le Prince d'Orange leur eut seulement fait connoître en termes généraux que les intérêts de la Religion l'avoient engagé à faire toutes les démarches qu'il avoit faites, qu'il avoit juste sujet de croire qu'elle étoit en péril, & que cette République n'étant pas en état de soutenir la puissance de Sa Majesté, il s'étoit vû obligé de prendre, pour trois mois seulement, treize mille hommes de quelques Princes d'Allemagne, n'ayant osé parler alors, ni des Suédois, ni des Saxons.

LE juste ressentiment que Sa Majesté a eu de cette mauvaise conduite & de celle du Pape, l'ayant porté à faire quelque démarche du côté d'Allemagne, le Prince d'Orange en prit de nouveaux prétextes pour engager ces gens-ci de plus en plus. Il fit prier les Provinces de lui envoyer des Députés, & leur ayant parlé séparément, il leur témoigna qu'il alloit en Angleterre pour les affaires de la Religion; & sans s'expliquer davantage de son dessein, il leur fit voir la nécessité qu'il y avoit d'armer encore plus puissamment qu'il n'avoit fait, les assurant que, moyennant cela, on ne songeroit pas seulement à les attaquer. Il n'y eut personne qui n'approuvât son dessein; les uns, parce qu'ils n'avoient osé y contredire; les autres, parce qu'ils crurent qu'ils avoient effectivement besoin de Troupes, & que moyennant cela ils seroient en sûreté.

LE Prince d'Orange voyant que tout se régloit ici selon ses desirs, leur fit proposer de lever un deux-centieme denier, & de prendre encore six mille Suédois à leur solde; ce dernier étoit déjà accordé, & l'autre le fut incessamment.

VOILA, Sire, de quelle maniere les choses sont parvenues au point où elles sont à présent; ce qui fait voir qu'il y a eu au commencement beaucoup de passion & d'aveuglement dans le Gouvernement de cet Etat, & ensuite beaucoup de foiblesse; mais toujours une sorte prévention qu'on vouloit détruire leur Religion, & principalement leur Commerce; mais jamais un dessein bien formé de faire la guerre à Votre Majesté.

BIEN loin de cela, Sire, j'ai été informé que les Régens des principales Villes de Hollande condamnerent leur propre foiblesse, jusqu'à répandre des larmes pour s'être mis en l'état où ils sont, & qu'ils déplorent leur aveuglement, de n'avoir pas reconnu plutôt les artifices du Prince d'Orange.

Je ne manquai pas aussi de leur faire considérer, que

quelque chose qui arrivât de ceci , ils ne pouvoient être que fort malheureux. Que si le Prince d'Orange ne réussissoit pas dans ses desseins , ils seroient exposés aux justes ressentimens de Sa Majesté. Que s'il devient Roi d'Angleterre , ils seront regardés comme une Province sujette de ce Royaume-là , qui se servira des forces & de l'argent de cette République pour faire la guerre à Sa Majesté , & qui profitera pendant ce tems-là du Commerce , dont il dépouillera les Etats-Généraux. Je leur fis représenter de plus que le Prince d'Orange les privoit de toutes leur forces de mer , c'est-à-dire de leurs Vaisseaux & de leurs Matelots , ce qui a fait jusqu'à cette heure la puissance de cet Etat ; qu'il leur enlevoit leurs meilleures Troupes ; qu'il vuidoit tous leurs magasins , & qu'il mettoit toutes leurs Places Frontieres entre les mains des Etrangers. Ces Messieurs ci regarderent cela avec beaucoup de douleur : mais ils ne sont pas en état d'y remedier , & n'ont pas même assez d'envie de le faire.

DEUX choses les en empêchent : la premiere , qu'ils sont trop aigris & trop persuadés en même tems qu'on en veut à leur Religion & à leur Commerce , pour revenir d'eux-mêmes de cette animosité , & se défaire de cette prévention ; la seconde , qu'ils craignent trop le Prince d'Orange pour songer à prendre les mesures qui seroient nécessaires pour se tirer de la sujétion où ils se trouvent , & pour s'unir à Sa Majesté , dont le Prince d'Orange leur fait accroire qu'ils n'ont rien à craindre.

IL n'auroit peut-être pas été bien difficile jusqu'ici de détruire cette premiere prévention : mais l'arrêt de leurs Vaisseaux leur a persuadé qu'on ne veut plus garder de mesures avec eux ; jusques-là que , quand ils seroient convaincus que tout leur avantage consiste à se remettre dans l'honneur des bonnes graces de Votre Majesté , ils auroient de la peine à croire qu'ils y seroient reçus , & qu'ils pourroient par ce moyen remettre leurs affaires dans l'état qui convient à leur République.

POUR ce qui est de la crainte qui les tient attachés aux intérêts du Prince d'Orange, au préjudice de cette liberté, je vois bien qu'ils ressentent vivement cette sujétion, & qu'ils connoissent parfaitement qu'elle va causer la ruine totale de leur République. Le parti du Prince d'Orange toutefois est si puissant, & il y a apparence que ses Créatures se soutiendront si bien en son absence par les mesures qu'il a prises, qu'avec toute la satisfaction qu'on pourroit leur donner sur leurs griefs, il faudroit encore qu'un danger éminent, & la perte évidente de leurs effets, leur fît violence pour faire céder l'appréhension qu'ils ont du Prince d'Orange à la terreur des armes de Votre Majesté, & à l'avantage qu'ils trouveroient en même tems dans l'honneur de son amitié & de son alliance.

CAR, Sire, je dois dire à Votre Majesté qu'on ne leur imprimera pas cette crainte par toutes les choses qu'on leur fera, dans lesquelles ils pourront croire qu'on ira contre les Traités, & qu'on ne leur fera pas justice : au contraire, cela les éloignera entièrement des sentimens d'attachement qu'ils doivent avoir pour Votre Majesté, & du desir de s'unir étroitement à ses intérêts; & il est du bien de son service qu'il puisse paroître à ces Messieurs-ci que tout ce qui leur est arrivé, & ce qui leur arrivera, est plutôt pour les punir de leur mauvaise conduite, que pour leur faire sentir les effets d'une mauvaise volonté, car s'ils demeurent persuadés de ce dernier, ils sont d'humeur à se porter aveuglément à toutes sortes d'extrémités ; mais au contraire, s'ils ont sujet de croire le premier, ils s'attacheront par une meilleure conduite à détourner les malheurs dans lesquels ils se verroient prêts à tomber. Enfin, l'interdiction du Commerce de France fut résolue.

LE Roi me manda qu'il ne doutoit pas que la prise des principales Places de Flandre n'eut donné plus d'appréhension aux Etats Généraux que

Lettre du
Roi, du 14
Octobre
1688.

celle de Philipsbourg, & de toutes les autres Villes & Places situées sur le Rhin, dont Sa Majesté espere se rendre maître avant la fin de cette année; mais la nécessité de prévenir les mauvais dessein de la Cour de Vienne, ajoutoit le Roi, ne m'a pas laissé d'autre parti à choisir que celui que j'ai pris, & qui m'a paru le plus juste; ainsi ceux que vous proposez sont impraticables; le premier, qui tend à accorder aux Etats-Généraux tout ce qu'ils désirent pour leur Commerce, marquant une foiblesse peu convenable à ma dignité; & l'autre, demandant un tems plus considérable que celui qui reste avant l'hyver.

3 Octobre
1688.

Je mandai au Roi que le Prince d'Orange n'étoit point sans inquiétude, puisque le 19 d'Octobre la tempête duroit encore, qui avoit commencé treize jours auparavant.

LA tempête continuoit toujours plus fortement, & cependant on embarquoit la Cavalerie.

10 Octobre
1688.

LA résolution qui avoit été prise, d'interdire les marchandises de France, portoit que l'interdiction qu'ils en faisoient ne dureroit qu'autant de tems que l'arrêt qu'on avoit fait de leur Vaisseaux en France subsisteroit.

10 Octobre
1688.

Je mandai au Roi que je n'avois jamais pû comprendre comment Messieurs Citters & Dickfeld, le Docteur Burnet & Zulstein, ont pû avoir établi & entretenu en Angleterre une assez grande correspondance pour fomenter un soulèvement de tant de différentes personnes, & qu'ils ayent même distribué de l'argent pour ce sujet, sans qu'on en ait pû découvrir quelque chose à la Cour de Sa Maj. Britannique. C'est pourtant à leur cabale qu'on attribue ce qui se voit à cette heure: mais je suis encore plus surpris de voir que depuis que l'affaire est découverte, personne n'ait donné connoissance de ce complot à Sa Majesté Britannique.

CEPENDANT M. le Comte de Waldeck assembloit des Troupes entre Wezel & Doesbourg, où il vouloit faire un grand campement des Troupes des Etats, &

de celles des Princes d'Allemagne, qu'ils avoient achevées.

On régla dans le Conseil d'Etat de quelle ma-^{22 Octobre} niere les Patentes seroient expédiées durant l'ab-^{1688.} sence du Prince d'Orange. On a résolu que le Prince de Waldeck & le Prince de Nassau les donneront, en qualité de Maréchaux de Camp Généraux, conjointement avec des Députés des Etats-Généraux.

Le Marquis d'Albiville a eu ordre de dire aux Etats-Généraux, de la part du Roi son Maître, qu'on avoit arrêté un Vaisseau Hollandois à l'Isle de Wicht; mais qu'il l'a fait relâcher incontinent avant que l'Ambassadeur des Etats eût le loisir de lui présenter un Memoire pour cet effet, afin de leur montrer l'envie qu'il avoit de vivre en bonne intelligence & en bonne union avec eux, & qu'il seroit toujours les premiers pas pour cela. Les Etats-Généraux, en reconnoissance de cette bonté du Roi d'Angleterre, ont été conduire le dernier Paquebot à une lieue en mer, & ont enlevé le Pilote de force, avec trois Matelots, & ont renvoyé le Paquebot à la Brille.

ENFIN le vent ayant changé vers le vingt-cinq^{25 Octobre} Octobre, tout est sorti des Ports pour se rendre à^{1688.} Schonvelt. On appréhendoit fort que les Armateurs qui étoient à Dunkerque ne prissent quelques Bâtimens chargés de Troupes ou de Munitions, d'autant plus que les Chevaux, les Cavaliers, les Equipages, & les Armes qui sont destinés pour les hommes qui doivent se trouver prêts en Angleterre, étans tous dans des Bâtimens séparés, si on venoit à en prendre quelques-uns, cela mettroit un grand desordre dans l'exécution du projet que le Prince d'Orange a formé.

Je mandai au Roi que le Prince d'Orange avoit deux endroits differens où il vouloit débarquer; l'un au Nord d'Angleterre, l'autre au Sud; selon que le vent le porteroit. Au Nord, c'étoit Newcastle, dans le Royaume de Northumberland, parce qu'on pourroit mettre toute l'Armée en Bataille,

& lui donner le tems de se refaire de la fatigue de la mer avant que le Roi d'Angleterre le put joindre. Que les cinq Régimens de Cavalerie que quelques Anglois ont levé sont dans ces quartiers-là, & qu'on pourroit marcher à Londres, n'y ayant pas une Place forte entre Muicath & Londres; & du côté du Sud, c'étoit par-delà l'Isle de Wicht; mais je ne le savois pas précisément; en effet, ce fut à Torbay.

LE fils du Comte d'Argille arriva ici avant-hier au soir; il partit de White-Hall lorsque le Roi d'Angleterre s'alloit mettre à table, vint à Greamche s'embarquer sur un Vaisseau Hollandois qui l'attendoit, & qu'on a laissé mettre à la voile en plein jour sans l'avoir visité, tant le Roi d'Angleterre est mal servi.

LE Prince d'Orange a dit au Comte d'Argille qu'il avoit bien risqué: mais il lui a répondu qu'il étoit à craindre que le Roi d'Angleterre ne fît arrêter à la fin quelqu'un qui fût du complot, qui peut-être l'avoueroit, & qu'il a crû que les Chefs du Parti, & qui pouvoient servir avec les Troupes qu'ils avoient amassées, devoient s'absenter.

ON m'a assuré que le Maréchal de Schomberg avoit des instructions de la Princesse d'Orange de ce qu'il avoit à faire pour poursuivre ses droits si le Prince d'Orange venoit à mourir, & même qu'en cas que le Maréchal de Schomberg fut tué, deux autres Officiers Généraux avoient les mêmes instructions.

LE Prince de Waldeck & M. de Montpoullan partirent pour aller commander les Troupes que les Etats devoient avoir entre Wezel & Doefbourg; que ces Troupes avoient ordre de ne faire aucun acte d'hostilité, & de ne pas donner d'ombrage & de jalousie aux Troupes de Votre Majesté; mais en cas que Cologne soit assiégé; & que les Princes d'Allemagne s'avancent pour le secourir, ils ont ordre de marcher de concert avec eux pour le secours de Cologne.

range ayant peur qu'il ne changeât, n'attendit pas les quatre jours qui étoient nécessaires pour avoir tout prêt, & alla dès ce soir là à Elvoetfluis.

Je mandai au Roi que le Prince d'Orange étoit à l'ancre, où il attendoit que tous les Vaisseaux se rendissent; qu'on en avoit vû passer plus de cent cinquante, du haut de la Tour de la Haye, qui étoient partis du Texel; qu'il avoit embarqué avec lui quinze mille deux cents hommes, parmi lesquels il y avoit cinq cent cinquante-six Officiers d'Infanterie François réfugiés qu'il avoit distribués dans les Bataillons, & cent quatre-vingts de Cavalerie qu'il avoit mis dans les Escadrons, & soixante Volontaires; qu'il avoit fait embarquer pour armer plus de deux mille cinq cents hommes d'Infanterie, & sept ou huit mille de Cavalerie. Il emporta avec cela une infinité d'argent, & les deux derniers jours on avoit vû plus de soixante ou quatre-vingt traîneaux chargés de petits coffres pleins d'or & d'argent,

Le Prince d'Orange, en prenant congé des Etats Généraux, les remercia du soin qu'ils avoient pris de lui dès son enfance, & de toutes les marques qu'ils lui avoient données de leur affection. Il les a fort assurés de la sienne; il leur a témoigné qu'il savoit que leurs ennemis feroient de fort grands efforts contre eux en son absence; qu'il laissoit toutes choses en bon état; qu'ils les remettoit entre les mains d'un grand Capitaine, le Prince de Waldeck; mais qu'ils n'avoient pas moins à se garder au dedans de leurs Etats; & pour cela, il leur recommanda sur toutes choses l'union, & de prendre garde qu'un ennemi qu'ils avoient, & qui ne cherchoit que la ruine de leur Etat ne les divisât. Que s'il en pouvoit venir à bout, il les détruiroit aisément; mais qu'il ne lui seroit pas possible de leur faire du mal s'ils demeuroient unis; que pour lui il protestoit qu'il n'avoit aucun dessein de Jéposséder qui que ce soit; qu'il n'alloit travailler qu'à l'affermissement de la Religion Pro-

testante, & pour avoir les moyens de mettre cette République en état de ne rien craindre de ses ennemis ; qu'il les prioit de compter toujours sur lui ; de vouloir bien communiquer de toutes choses avec le Prince de Waldeck, & de régler que les Ministres Etrangers s'adressassent à lui ; enfin il leur recommanda la Princesse d'Orange s'il venoit à mourir. Le Pensionnaire Fagel lui fit un très-long remerciement, auquel tous les Députés se conformerent ; ceux de Frise & de Groningue s'opposèrent à ce que le Prince d'Orange avoit demandé pour le Prince de Waldeck, voulant que cela fut déféré au Pr. de Nassau ; mais le Pr. d'Orange fit conclurre les Etats en faveur du Prince de Waldeck par cinq Provinces, malgré les deux autres.

LES Députés d'Amsterdam, & quelques-uns des autres principales Villes ont été conduire le Prince d'Orange dans un Yacht jusqu'à la Brille.

ON fit des Prieres publiques dans les Eglises de cet Etat, suivant l'ordre des Etats Généraux. L'Envoyé d'Espagne en fit dans sa Chapelle avec solennité, au grand scandale de tous les Catholiques ; c'est-à-dire qu'il a fait chanter une grande Messe & des Vêpres, ce qui ne se pratique chez lui qu'aux grandes Fêtes ; & son Prédicateur recommanda qu'on priât Dieu pour les Etats & pour le Prince d'Orange.

LES personnes moins passionnées ne peuvent voir sans étonnement, ni même sans indignation, l'air tranquille & content de Madame la Princesse d'Orange : à la voir aller hier dans l'Eglise, où Elle a assisté à trois Prêches differens, qui durèrent depuis dix heures & demie du matin jusqu'à sept heures & demie du soir, sans presque aucune intervalle, on auroit dit qu'elle alloit rendre graces à Dieu d'une Victoire, bien loin de se persuader qu'elle alloit prier pour l'heureux succès d'une conspiration formée contre le Roi son Pere,

On eut nouvelle que les Armateurs de Dunker-

que ont pris quatre Bâtimens Hollandois , qui revenoient de la pêche du Hareng.

LE Prince d'Orange fit arrêter , pendant qu'il fut à l'ancre jusqu'à ce qu'il mit à la voile , tous les Couriers & tous les paquets de Lettres qui sortoient de cet Etat , par quelque endroit que ce fût. Il a plus fait , car il avoit ordonné qu'on fît des détachemens de huit ou dix hommes de toutes les Garnisons des Frontieres pour aller sur les passages , & y arrêter ceux qu'ils y rencontreroient : c'est ce qui m'avoit fait prendre des mesures pour avertir le Roi auparavant , de cet embarquement , ne doutant point que le Prince d'Orange n'en usât de la sorte.

Premier
Novembre
1688.

LE Prince d'Orange étant arrivé Mardi au soir , le 16 Octobre , à Elvoetsluys , ne monta pas sur son Vaisseau , parce que les basses marées empêchoient qu'il ne pût sortir du lieu où il étoit. Il fit aussitôt déplier les Pavillons , que l'on mit au grand mât & à la poupe. Ils sont tels que j'ai eu l'honneur de le mander à Votre Majesté ; les armes du Prince & de la Princesse d'Orange sont au milieu , avec les supports d'Angleterre & la Couronne presque fermée , & au-dessus sont écrits deux lignes en grands caractères de trois piés , dans la premiere *pro Religione Protestante* ; & dans l'autre , *pro Libero Parlamento* : & au-dessous des armes est écrit , *je maintiendrai* ; la flamme au-dessus du Pavillon est d'Angleterre , la Croix rouge sur un quartier blanc , & la pointe est Orange , blanc & bleu.

LE Prince d'Orange sépara sa Flotte en trois Escadres ; le Vice Amiral Herbert commandoit l'avant garde ; le Prince d'Orange avec Wilem-Bassiens avoit le corps de Bataille , & l'Amiral de Zélande Eversen avoit l'arriere garde. La premiere Escadre commença à lever l'ancre la nuit du Vendredi au Samedi , à quatre heures après minuit ; & le Prince d'Orange , qui voulut voir partir tous les Vaisseaux , ne leva l'ancre que le Samedi à quatre

heures après midi. Il fit un vent de Sud-Ouest depuis le Samedi matin jusqu'au Samedi à dix heures du soir, qui portoit la Flotte vers le Nord d'Angleterre, la jettant en même tems vers les Côtes de Hollande: cela fut cause qu'elle vint passer à la vûe de Schevelin, & il fut aisé à tous ceux de la Haye d'aller sur le bord de la mer, la voir de si près, qu'on pouvoit compter aisément tous les Vaisseaux. Cela dura depuis dix heures du matin jusqu'à l'entrée de la nuit; de sorte que toute la Flotte fut en pleine mer à neuf heures du soir; mais sur les onze heures il s'éleva un vent d'Ouest très-violent, & cette tempête dura plus de douze heures, & ne cessa que le lendemain sur le midi.

LE Prince d'Orange a plus de six cents voiles. Ce n'est pas que s'il y avoit trente Vaisseaux de Votre Majesté après cette Flotte, il est apparent qu'ils la mettroient entierement en désordre; car je sai, par des personnes qui ont été à bord de ces Vaisseaux de guerre, que les plus vieux ont été si mal réparés qu'on craint toujours pour eux; on voit bien aussi qu'il n'y a pas tant de Vaisseaux de guerre qu'il en seroit besoin pour couvrir le grand nombre de Bâtimens qui portent les Troupes, les munitions, & les équipages; ils sont même si pleins de bagages, que s'ils étoient attaqués ils auroient de la peine à se servir de leur Canon.

LE Prince d'Orange monte une petite Frégate de trente-six pieces de Canon, & M. le Maréchal de Schomberg en monte une de pareille grandeur; on dit que ces deux Vaisseaux sont fort bons voiliers, & qu'ils les ont exprès pour être à portée de tout.

LE Prince d'Orange avoit signé en partant plus de six cents Commissions pour les Armateurs; mais les Etats-Généraux attendirent d'être informés au premier jour de quelle maniere sont conçûes les Commissions qu'on a délivrées aux Armateurs François, parce que si elles sont pour courre sus à tous les Vaisseaux Hollandois, on remplira les Commissions que le Prince d'Orange a données en blanc

du nom des Etats-Généraux ; mais si les Commissions de France sont seulement contre la Flotte du Prince d'Orange & contre ce qui lui appartient, les Commissions des Armateurs Hollandois seront seulement au nom du Prince d'Orange. Ainsi, quoique les Etats eussent donné leurs Troupes malgré eux, ils tâchoient toujours à se tirer d'affaires, & si on ne leur eut point déclaré la guerre, & qu'on eut exécuté religieusement le Traité de Nimegue, qui est tout ce qu'ils demandoient, ils seroient demeurés les meilleurs amis du Roi.

ON vit en même tems paroître deux écrits : l'un étoit la Requête des Protestans d'Angleterre présentée au Prince & à la Princesse d'Orange, & un Manifeste du Prince d'Orange qui avoit rapport à cette Requête.

LES Etats-Généraux firent de leur côté un esquisse de Manifeste pour justifier leur conduite, & le secours qu'ils avoient donné au Prince d'Orange.

LE vent qui s'éleva le jour que le Prince d'Orange partit, dont je viens de parler, fut si violent, que de six cent voiles qu'il avoit avec lui, il ne rentra à Elvoetsluys qu'avec quatre Vaisseaux de guerre & soixante de charge. Cela ne l'étonna point, il dépêcha aussi tôt aux Etats-Généraux pour leur demander les sept Frégates qui étoient toutes prêtes ; & comme les Vaisseaux revinrent peu à peu se rendre à Elvoetsluys, & que les autres qui étoient rentrés dans d'autres Ports des Etats s'y joignirent encore ; le Prince d'Orange n'eut d'autre application qu'à les faire raccommo-der, & à faire chercher des Chevaux dans toute cette contrée, où il y en a abondamment pour remonter la Cavalerie, y ayant eu plus de neuf cents Chevaux qu'on avoit été obligé de jeter dans la mer, & au bout de douze jours tout le dommage fut réparé, & il mit à la voile une seconde fois.

JE ne dois pas omettre de dire que le Prince

d'Orange demeura toujours sur la Flotte pour ne pas décourager le peuple de Hollande, & pour contenir par sa présence dans leur devoir des gens, qui n'aimoient pas la mer, & qui y avoient beaucoup souffert.

4 Novem-
bre 1688.

Le Prince d'Orange dit à son départ à l'Envoyé de l'Empereur, qu'il ne prétendoit point tourmenter les Catholiques en Angleterre; qu'ils seroient seulement exclus, comme ils le doivent être, de toutes sortes de Charges & d'Emplois; mais que du reste ils vivroient en paix, & pour plus grande assurance de ce qu'il lui disoit, il lui avoit donné une Lettre pour l'Empereur, par laquelle il s'engageoit à en user de cette maniere envers les Catholiques.

Le Roi me manda d'observer quand le Prince d'Orange seroit parti, qu'elle seroit la disposition des Provinces-Unies. Je fis réponse à Sa Majesté que je le ferois, & que je pouvois lui dire par avance que la prévention qu'ils avoient qu'on vouloit détruire leur Religion & leur Commerce, a eu plus de pouvoir sur leurs esprits que n'en a eu la crainte de la grande autorité du Prince d'Orange. Le chagrin qu'ils ont eu là-dessus les a portés à lui accorder beaucoup de choses qu'ils n'auroient pas faites sans cela. Ce motif a même été si puissant à leur égard, qu'ils n'ont pas examiné toute la conséquence que pouvoit avoir leur conduite dans cette conjoncture; & lorsqu'ils s'en sont aperçus, les grands engagements dans lesquels ils étoient entrés, leur propre foiblesse, & par-dessus tout cela le désespoir où ils ont été de la saisie de leurs Vaisseaux, les ont déterminés à consentir à tout ce que le Prince d'Orange a demandé d'eux dans cette dernière conjoncture.

IL y a encore une autre chose qui les empêche de connoître leurs véritables intérêts, & de prendre un bon parti, c'est que le Prince d'Orange & les Réfugiés ont su les persuader fortement que Votre Majesté n'étoit pas en état de leur faire du

nal, & les Conquêtes qu'elle fait en Allemagne leur font espérer qu'elle ne tournera pas ses armes de ce côté-ci, & ils se flatent que le Prince d'Orange étant Roi d'Angleterre, & les Princes Protestans étant unis à la Maison d'Autriche, les Provinces-Unies n'auront rien à craindre pour le Printemps prochain. Il me paroît aussi que si le Prince d'Orange réussit dans son entreprise, il n'y aura pas beaucoup à espérer de ces Messieurs ci; mais s'il y échouoit, je crois qu'il y auroit plus d'apparence qu'on pourroit les faire rentrer dans leurs anciennes maximes; il faudroit cependant pour cela qu'ils vissent approcher les armes de Sa Majesté.

LES Etats-Généraux refuserent de délivrer les Commissions pour courre sus aux Vaisseaux François qui prenoient les Vaisseaux des Marchands. 4 Novem-
bre 1688.

J'INFORMAI le Roi que le Duc d'Hanover faisoit presser fortement les Etats Généraux par le Sieur Schuts qui est ici pour les Troupes de Zell, de se déclarer hautement contre Votre Majesté, & de prendre pour cet effet des mesures avec quelques Princes d'Allemagne. Schuts a montré une Lettre de Créance du Duc d'Hanover; a exposé de bouche sa Commission aux Députés aux affaires secrètes, & leur a demandé une réponse positive & par écrit. Ils lui ont témoigné que pour avoir une réponse par écrit, il falloit qu'il donnât par écrit sa demande, & lui ont fait entendre qu'en ce cas-là il auroit satisfaction. Cela obligea le Sieur Schuts à délivrer sa proposition par écrit.

LES Etats-Généraux furent fort allarmés de la marche de M. le Maréchal d'Humieres, & crurent qu'il alloit assiéger Liege. Ils étoient déjà fort consternés, & rien n'eût été plus avantageux au service du Roi: mais voyant que M. le Maréchal d'Humieres se retiroit, après avoir mis des Troupes dans Huy, ils reprirent courage, & ne s'embarrafferent plus de rien.

JE mandai au Roi que le Prince de Waldeck

4 Novem-
bre 1688. avoit ordre d'attaquer les François, en cas qu'il
fissent un Pont à Kaiferwert.

Lettre du
Roi, du 4
Novembre
1688. LE Roi m'ayant ordonné une seconde fois d'
tâcher de découvrir pendant l'absence du Prince
d'Orange, quels peuvent-être les sentimens d'
ceux qui ont le plus de part au Gouvernement
tant des autres Villes de Hollande, que des autres
Provinces-Unies, & de reconnoître si dans la suite
du tems il se pourroit former un parti capable d'
la sujétion du Prince d'Orange & de celle d'An-
gleterre, qui achevera de ruiner leur liberté & leur
Commerce.

11 Novem-
bre 1688. JE répondis à Sa Majesté, que comme mon de-
voir m'obligeoit de tâcher de pénétrer ces sortes
de choses, quand même le Roi ne m'en donne-
roit pas l'ordre, j'avois déjà fait mes diligences
pour en être informé. Que parmi plusieurs per-
sonnes, à qui j'avois parlé, deux des principaux
que j'avois consultés là-dessus, & qui n'avoient
aucun rapport ensemble, m'avoient dit néantmoi-
s tous deux presque la même chose; l'un qu'il avoit
parlé à ses amis de l'état dans lequel étoit cette
République, & des mesures qu'il y auroit à pren-
dre pour l'en tirer. Que son ami lui avoit témoi-
gné qu'ils ne connoissoient que trop le précipice
dans lequel ils étoient prêts à tomber; mais qu'ils
y avoient été poussés par les mauvais traitemens
qu'ils avoient reçus de la France touchant leur
Commerce. Que si on ne leur avoit pas fait voir
le dessein qu'on avoit de les ruiner, & de détrui-
re leur Religion, ils auroient à cette heure auprès
de Votre Majesté un Port assuré, dans lequel ils
ne manqueroient pas de se réfugier; mais que
quand ils seroient encore plus mal traités par le
Prince d'Orange, ils ne voyent pas quel moyen
ils pourroient proposer pour s'en délivrer, puisqu'on
n'est plus persuadé de la bonne volonté de Votre
Majesté pour cet Etat, & qu'on leur a ôté toute
la confiance qu'ils auroient pû prendre dans les

Trai-

traités, en faisant arrêter leurs Vaisseaux en France, contre la teneur expresse d'un des articles du traité de Nimegue, qui donne neuf mois de tems pour retirer les effets de part & d'autre, même après la guerre déclarée.

L'AUTRE me dit que son ami lui avoit témoigné qu'il n'y avoit personne dans le Conseil d'Amsterdam qui osât à cette heure parler d'aucune chose en faveur de la France, sans se perdre entièrement; ni qui que ce soit parmi les mieux intentionnés, qui voulût se déclarer même en particulier sur ce qu'il y auroit à faire pour se délivrer de l'oppression du Prince d'Orange, quand les Etats seroient poussés à la dernière extrémité. Que l'arrêt des Vaisseaux a fermé la bouche à tous les honnêtes gens, & a obligé Messieurs d'Amsterdam à consentir à l'interdiction du Commerce de France, ce qu'ils avoient refusé de faire jusqu'à ce jour-là. Cet homme d'Amsterdam ajoûta qu'il m'avoit fait dire, il y a plus de cinq mois, que le mauvais traitement qu'on recevoit dans le Commerce, qui est l'ame de cette République, les porteroit à toute sorte d'extrémités. Que leur Commerce étoit en bien plus mauvais état en pleine paix qu'il n'avoit été pendant la dernière guerre, & que cela étant, ils aimeroient mieux périr les armes à la main, que de se laisser consumer peu peu, & tirer tout le sang hors des veines. J'eus l'honneur de mander alors à Sa Majesté l'avis qui n'avoit été donné: & comme on n'a apporté depuis cela aucun changement aux affaires du Commerce, ils se sont engagés dans tout ce que le Prince d'Orange a souhaité; & la Ville de Delft, & les autres qui avoient toujours été pour l'union avec la France, ont été les premières à proposer l'interdiction du Commerce de France, & de faire en même tems des levées considérables.

IL est vrai, que le traitement que ces Messieurs ont reçu sur leur Commerce, les a mis tous en général & en particulier dans un très-grand éloi-

gnement de ce qu'on auroit pû espérer, & de ce qu'on auroit en effet obtenu d'eux, & des occasions pareilles à celles où ils se vont trouver : c'est pourquoi j'étois persuadé qu'ils ne changeroient point de conduite, à moins qu'on ne leur donnât satisfaction sur le fait du Commerce, ou qu'ils ne vissent une Armée du Roi sur leur Frontière; qu'il n'y avoit que ces deux moyens là que j'avois déjà mandé si souvent au Roi pour remettre les Etats-Généraux dans la situation où le Roi les souhaitoit; & en effet, il étoit extraordinaire de vouloir que ces gens-là abandonnassent le Prince d'Orange pour s'attacher à la France dans le temps qu'on ruinoit leur Commerce, & qu'on n'exécutoit pas les Traités qu'on avoit faits avec eux.

QUE si M. le Prince de Waldeck s'avançoit vers Kaiferwert, comme les Troupes qu'il avoit étoient à différens Princes, & commandées par deux ou trois Officiers Généraux, en qui les Soldats n'avoient point de confiance, je croyois qu'il étoit du service de Sa Majesté de profiter de cet avantage; que je la suppliois très-humblement de ne pas trouver mauvais si je passois les bornes de mon ministère pour lui représenter ce que je savois être du bien de son service dans l'étendue de l'emploi dont elle m'a honoré; & il est certain que si cette Armée là étoit battue, les Etats Généraux se trouveroient dépourvus de Troupes, & il ne tiendrait qu'à Sa Majesté de faire entrer son Armée dans leur Pays par l'Issel, & de les obliger à se soumettre aux conditions qu'il lui plairoit, ou de prendre une partie de leurs Places fortes de Brabant, n'y ayant que la seule Ville de Maestricht qui ait de Garnison suffisante.

La conjoncture est favorable, puisque le Prince d'Orange ne pourroit pas encore être maître de l'Angleterre, ni par conséquent en état d'agir puissamment auprès de ces Messieurs-ci pour les empêcher de faire la paix; & s'ils l'a-

voient faite dans cette conjoncture, comme ce seroit contre la volonté du Prince d'Orange, ils seroient nécessités de s'unir à Votre Majesté pour se mettre à couvert de son ressentiment; & il est fort vraisemblable que plusieurs Princes d'Allemagne se détacheroient des Alliés si les Etats-Généraux faisoient leur accord. Il n'en sera pas de même si on attend plus long-temps; le Prince d'Orange étant devenu le maître d'Angleterre, agira puissamment auprès des Etats-Généraux, & le Prince de Waldeck ne viendra peut-être pas une autre fois mettre l'Armée des Etats-Généraux à portée d'être battue comme il fait à cette heure.

Je ne manquai pas d'observer à Sa Majesté, que quelque avantage qu'eussent ses Troupes sur celles des Etats, il seroit encore nécessaire, pour engager ces Messieurs ci à un bon Traité, qu'en même temps que les Armées de Sa Majesté agiroient, j'eusse pouvoir de les satisfaire sur le Commerce: sans cela il ne faut rien espérer, & ils se défendront jusqu'à la dernière extrémité, car n'y ayant pas de salut pour eux sans la liberté du Commerce, lorsqu'ils ne l'obtiendront point par un Traité, ils aimeront mieux tout hazarder que d'en faire un sans cela; & avec une République composée de tant de têtes, qui ont des sentimens si différens, quand on manque à prendre son temps, on n'y revient plus.

Je mandai au Roi que le vent étant Nord-Ouest, le Prince d'Orange iroit apparemment débarquer vers l'Île de With.

On eut avis que les Armateurs de France avoient déjà pris quinze Bâtimens Hollandois, & entr'autres une Frégate que les Etats envoyoit à Batavia, portant des avis de conséquence: mais le maître du Navire a eu la précaution de jeter toutes les dépêches à la mer. Quoiqu'on soit fâché de routes ces prises, & qu'on s'en plaigne, ce n'est pas néanmoins à proportion de ce que l'on dit de

l'arrêt des Vaisseaux , tant il est vrai que dans cette République , où ils sont de bonne foi , ils souffrent volontiers un plus grand mal qu'on leur fait avec justice , qu'un moindre qu'on leur fait contre la teneur des Traités. Cependant les Etats - Généraux refuserent encore de delivrer les Commissions que le Prince d'Orange avoit signées en blanc , pour courre sus aux Vaisseaux François.

LE Roi me manda que Philipsbourg étoit pris , & je mandai à Sa Majesté que la réduction de cette Place a son obéissance avoit bien surpris du monde ici. On ne pouvoit croire qu'une Place si forte , & au milieu des Marais , pût être prise dans une saison si avancée ; c'est un nouveau sujet d'admiration aux ennemis même du Roi. On a été étonné ici ; mais comme cette Conquête est encore éloignée , ils n'auront véritablement peur que quand ils verront les armes de Sa Majesté un peu plus proche d'eux.

JE mandai pour la dixieme fois au Roi que rien n'étoit plus pitoyable que la conduite de l'Angleterre ; que le Marquis d'Albiville donnoit tous les jours Mémoires sur Mémoires , pleins de soumissions & de bassesses : que cela découvroit le mauvais état du Roi son Maître , & encourageoit ses ennemis. Qu'il représentoit tous les jours aux Etats-Généraux que le Roi son Maître étoit prêt à prendre toutes les mesures qu'ils jugeroient à propos pour faire la guerre conjointement avec eux à la France : mais le Roi d'Angleterre devoit bien juger que puisqu'on n'écoutoit pas ses propositions , & qu'on ne se satisfaisoit pas des démarches qu'il faisoit pour la Religion Anglicane , on vouloit de lui quelque chose de plus , & je ne cessai de mander à M. de Barillon , & de dire à M. d'Albiville , qu'on vouloit le déthrôner. Que les Evêques & les principaux Seigneurs appelloient le Prince d'Orange en Angleterre , & que la plus grande partie de la Flotte ne combattroit pas. Qu'on avoit déjà vû qu'une per-

tie de ce que j'avois mandé il y avoit plus de deux mois étoit vraie , & qu'il plût à Dieu qu'on ne vît pas arriver le reste. Une des choses qui avoit fait autant de tort au Roi d'Angleterre , étoit la complaisance qu'on avoit eue pour M. Sidney , & pour deux ou trois autres Anglois qu'on souffroit aller & venir d'Angleterre en Hollande pour fomentier les cabales qui se faisoient : ce n'étoit pas manque que je ne l'eusse mandé très-souvent.

LE Prince d'Orange commença à faire mettre ^{12 Novem-} la voile le dix de Novembre au soir & le on- ^{bre 1688.} ze , & alla ancrer proche de Schonwelt , d'où il leva l'ancre avec toute la Flotte le douze. Elle côtoya la Zélande , & alla vers le Sud d'Angleterre , & débarqua à Torbay , comme on a su.

ON donna ordre à neuf Régimens de Troupes de se tenir prêts pour passer en Angleterre si le Prince d'Orange en avoit affaire.

ENFIN , Mrs. d'Amsterdam se rendirent aux ^{22 Novem-} pressantes instances des autres Villes , & consenti- ^{bre 1688.} rent qu'on délivrât des Commissions aux Armateurs , & aux Vaisseaux de guerre de l'Etat d'attaquer indifferemment tous les Vaisseaux François , soit Vaisseaux de guerre , soit Vaisseaux marchands.

J'avois déjà eu l'honneur de mander plus d'une fois au Roi , qu'avec le chagrin que leur donnent les affaires du Commerce , ils sont outre cela dans l'espérance que le Prince d'Orange réussira en Angleterre , & que moyennant cela ils n'auront rien à craindre des armes de Sa Majesté , & seront même en état de rétablir avantageusement leur Commerce. Il y avoit déjà du tems que j'avois mandé qu'ils étoient prévenus de cette pensée là , & qu'ils ne pourroient même être détrompés de leurs vaines espérances , que quand ils sentiront les dommages que leur causeront les armes de S. Maj , & qu'ils en appréhenderont de plus fâcheuses suites.

Je mandai de plus au Roi que j'avois découvert

par d'assez bons endroits que le dessein du Prince d'Orange étoit, après avoir établi la Princesse d'Orange Reine d'Angleterre, de la laisser à Londres, & de passer au Printemps dans ce pays-ci pour se mettre à la tête des Armées de cet Etat, & marcher contre la France; & si la saison le permettoit, je ne sai s'il ne seroit pas plus du service de Sa Majesté de prendre ses avantages de ce côté-ci, où il y a apparence que se feront les plus grands efforts au Printemps prochain, que du côté d'Allemagne.

25 Novem^{bre} 1688.

Je mandai au Roi qu'on avoit envoyé de Dunkerque des copies de quelques sommations, faites par le Receveur des Confiscations à Dunkerque, à ceux qui ont des biens appartenans aux sujets des Etats Généraux, de ne s'en point dessaisir directement. Je prévariquerois à mon devoir, si je ne mandois à Sa Majesté que ces sortes de saisies, aussi bien que l'arrêt des Vaisseaux, ne rameneront point les gens de ce pays-ci à leur devoir. Ils croient qu'on leur fait injustice par-là, & ils n'en sont que plus animés à faire la guerre; & je vois tous les jours que ces sortes de choses les engagent de plus en plus à suivre tous les mouvemens du Prince d'Orange, & même les rendent plus industrieux & plus appliqués à chercher les moyens de se passer de beaucoup de choses qu'ils alloient autrefois chercher en France; & je sai que de fameux Imprimeurs de ce pays-ci, qui avoient commencé de grands ouvrages avec du papier de France, & qui ne croyoient pas s'en pouvoir passer pour les achever, en font faire en Hollande même, où l'on établit de nouvelles Papeteries. Lorsqu'une fois cela aura pris son cours, on ne retournera plus en France chercher du papier, quand on seroit dans la meilleure intelligence du monde.

LE Roi d'Angleterre étoit si hautement trahi par les Officiers de sa Flotte, que non-seulement elle ne combattit point celle des Etats Géné-

aux, mais pas un Vaisseau ne se détacha pour attaquer des Bâtimens de charge du Prince d'Orange, qui ne partirent que trois jours après, & une Flûte qui portoit un Régiment Anglois, & qui étoit un peu incommodée de la tempête, alla échouer volontairement à la côte d'Angleterre.

M. Citters manda aux Etats Généraux que le Roi d'Angleterre avoit éloigné Mylord Sunderland; mais que ce n'étoit pas une disgrâce; qu'il ne l'avoit fait que parce qu'il donnoit des conseils trop modérés. On voit bien que Citters le vouloit rendre agréable aux Protestans, & on peut juger par-là de ce qu'on doit croire de Mylord Sunderland.

ON faisoit des Prières trois fois par jour pour le Prince d'Orange. La Princesse d'Orange se monroit tous les jours en public, avec un visage fort gai.

LES plus éclairés de la République sont bien ^{2 Decem-} consternés, car ils se voyent à deux doigts de ^{bre 1688.} leur perte. Le Prince d'Orange a toutes leurs forces de mer & de terre, il avoit promis de leur renvoyer leur Flotte, croyant que son affaire devoit être faite en un mois de temps; cependant ils se trouvent sans Vaisseaux, & privés de leurs meilleures Troupes; d'ailleurs, le Prince d'Orange a emporté tout l'argent comptant qui étoit ici, & la Flotte revient à cent mille francs par jour; de sorte que si avec cela il leur arrive un échec, ils ne se trouveront pas peu embarrassés.

Le bruit se répandit que le Prince d'Orange & le Maréchal de Schomberg n'étoient pas d'accord ensemble. Je n'ai appris cela d'aucun endroit bien sûr; je sai seulement qu'avant de partir ils ne convenoient pas de leurs faits, le Prince d'Orange voulant marcher droit à Londres, & le Maréchal de Schomberg au contraire soutenant qu'on ne devoit pas se commettre avec les seules Troupes qu'on avoit au hasard d'être battu, & de périr sans ressource; mais qu'il falloit prendre un poste,

& attendre que les principaux Seigneurs , & les autres amis du Prince d'Orange , le vinssent joindre , & qu'après cela le Roi d'Angleterre ne seroit pas en état de lui résister.

J'AVERTIS le Roi qu'on pourroit bien se résoudre en ce pays-ci à déclarer de bonne prise tous les Vaisseaux qui sortiroient des Ports du Royaume de Sa Majesté ; c'est la vue que je dis toujours que le Prince d'Orange auroit quand la France seroit en guerre contre les Etats Généraux.

2 Décembre
1688.

LES Etats Généraux étoient très-sâchés qu'on arrêât leurs Matelots en France ; néanmoins je crois qu'ils supporteroient cela plus aisément si on n'avoit pas divulgué en même-tems qu'on les force à changer de Religion , & qu'on leur ordonne de faire venir leurs femmes & leurs enfans en France , & qu'on envoie aux Galeres ceux qui ne veulent pas se faire Catholiques. Ce changement de Religion aigrit ici les esprits à un point que je ne puis dire , & je suis persuadé que s'il n'étoit point du service du Roi d'obliger les Matelots Hollandois à se faire Catholiques , cela feroit un bon effet dans ce pays-ci , qui pourroit être dans la suite avantageux aux intérêts de Sa Majesté.

Lettre du
Roi, du 29
Novembre
1688.

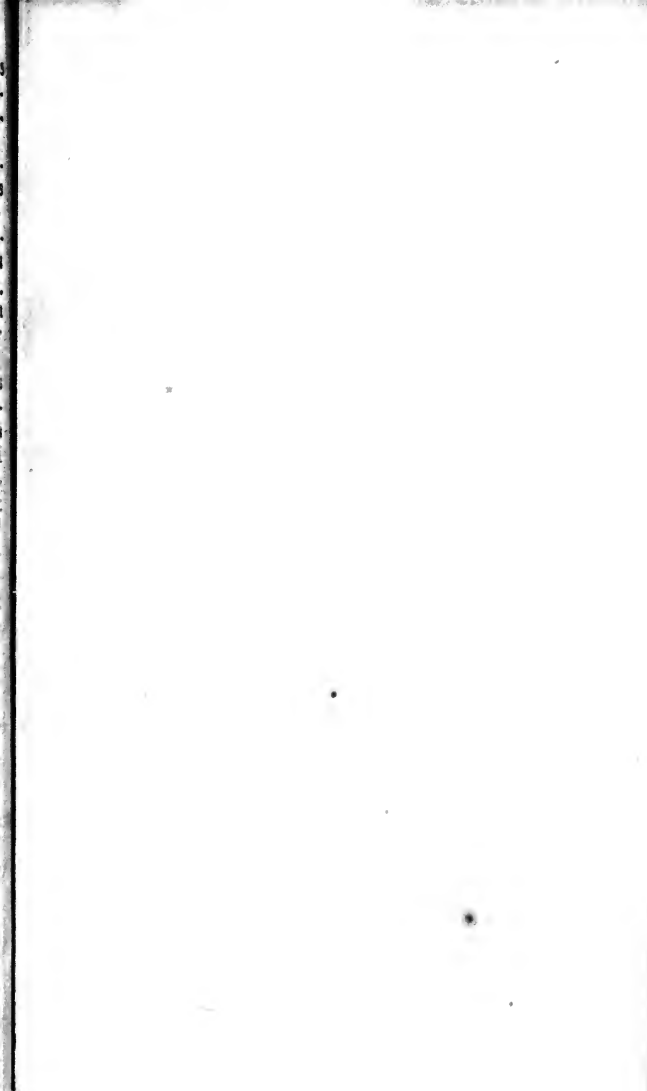
LE Roi me donna ordre de me retirer , & de demander des Passeports pour mon retour ; j'en fis donner part aux Etats-Généraux , aux Ministres Etrangers , & je pris congé d'eux.

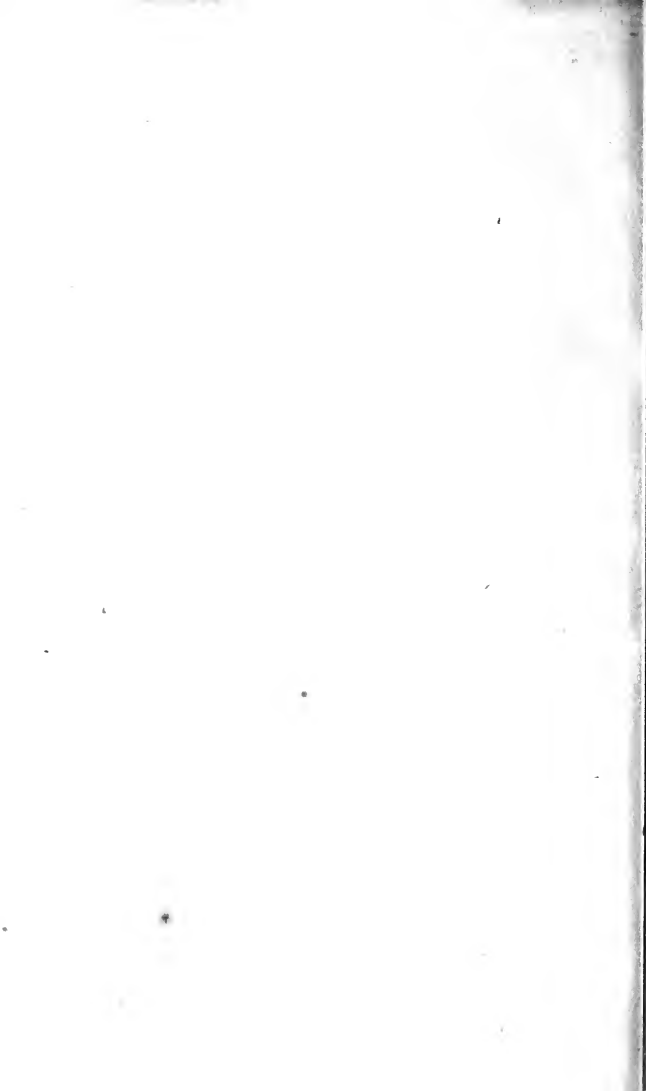
9 Décembre
1688.

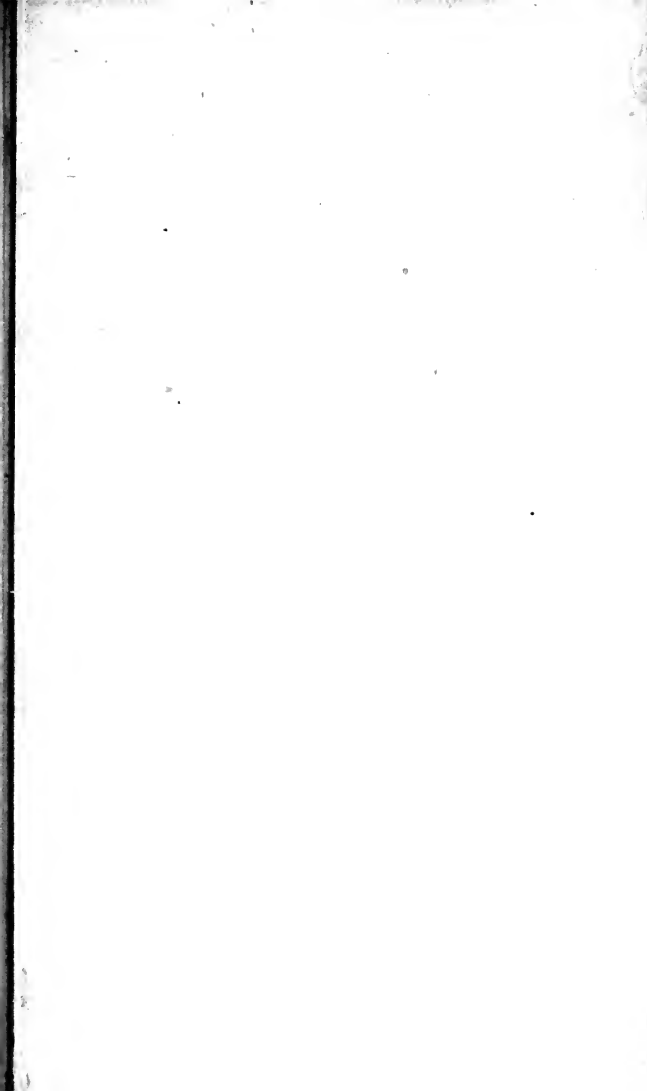
JE donnai encore avis au Roi que j'avois eu l'honneur de lui mander il y avoit long-temps , que Godolphin trahissoit le Roi d'Angleterre , & que j'étois surpris que ce fût lui qu'il avoit choisi pour y mettre sa confiance , qu'il seroit nécessaire d'en avertir encore Sa Majesté Britannique.

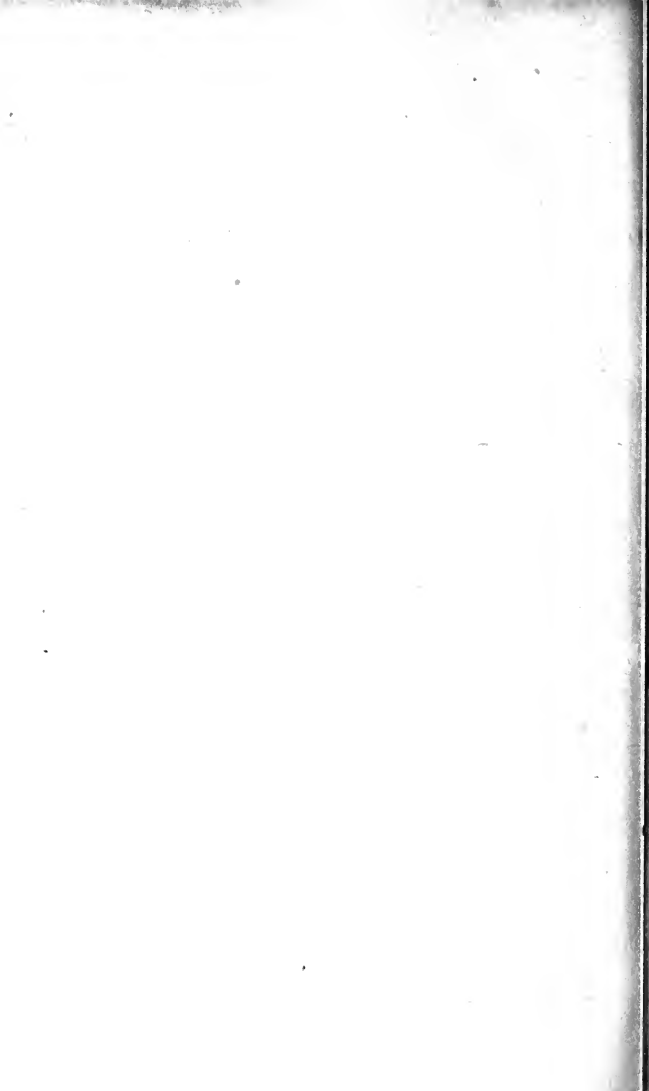
Fin du Sixième & dernier Volumes.











PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

DJ	Avaux, Jean Antoine de Mesmes
186	Négociations de Monsier le
A8	comte d'Avaux en Hollande
v.4-6	

